

BIBLIOTHÈQUE ANTHROPOLOGIQUE

VIII

L'ÉVOLUTION DE LA PROPRIÉTÉ

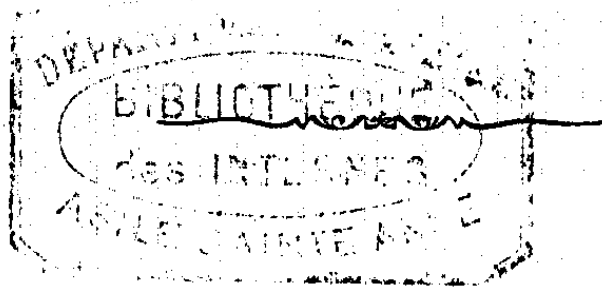
PAR

CH. LETOURNEAU

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ D'ANTHROPOLOGIE
PROFESSEUR A L'ÉCOLE D'ANTHROPOLOGIE

« La propriété est un fait social, soumis, comme
tous les autres faits sociaux, à la loi du progrès. »
SAINT-SIMON.

« Oui, l'âge d'or est loin ; mais il faut y tâcher. »
SULLY-PRUDHOMME.



PARIS

LECROSNIER ET BABÉ, LIBRAIRES-ÉDITEURS

PLACE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE

1889

Tous droits réservés

DU MÊME AUTEUR

L'Évolution de la morale, in-8 (Lecrosnier et Babé).

L'Évolution du mariage et de la famille, in-8 (Lecrosnier et Babé).

La Physiologie des passions, in-12 (2^e édition, C. Reinwald).

La Biologie, in-12 (3^e édition, C. Reinwald).

La Sociologie d'après l'ethnographie, in-12 (2^e édition, C. Reinwald).

Science et Matérialisme, in-12 (C. Reinwald).

PRÉFACE

Dans ce volume, comme dans les précédents, je me suis inspiré d'une féconde méthode, la seule qui puisse éclairer les origines sociologiques; j'entends parler de la méthode ethnographique, consistant à tenir les races inférieures de l'humanité actuelle, comme les vivants représentants de nos primitifs ancêtres. Je n'ai point ici à justifier cette manière de procéder; elle est la base même de la sociologie évolutive, puisqu'elle permet d'étudier *de visu* la série des étapes sociales, englouties dans l'abîme du passé. Grâce à elle et par la plus scientifique des incantations, les siècles les plus lointains ressuscitent en chair et en os, le passé devient le présent et l'observateur peut scruter simultanément les phases

successives, que les peuples les plus civilisés ont mis des cycles chronologiques à parcourir. Quelle que soit la grande question sociologique ainsi abordée, il devient possible d'en étudier tous les chaînons historiques et préhistoriques, d'embrasser d'un coup d'œil les lents efforts de l'humanité et d'évoquer un spectacle d'un saisissant intérêt.

L'évolution du droit de propriété, qui fait le sujet du présent ouvrage, peut être suivie pas à pas, grâce à la méthode ethnographique, et de cet examen se dégagent des enseignements de la plus haute portée. En effet, le droit de propriété est par excellence le grand ressort social; c'est le géant, que les primitifs supposent couché au fond des cratères volcaniques et dont chaque mouvement provoque un tremblement de terre. Point de grande révolution politique, qui ne soit corrélative à une modification du droit de propriété; point de métamorphoses de ce droit, qui n'entraîne une transformation politique.

C'est qu'il s'agit là d'un instinct puissant, tenant aux entrailles mêmes de l'humanité. J'ai essayé de montrer, que le désir de l'appropriation est simplement l'une des manifestations de l'instinct de conservation; c'est-à-dire quelque chose d'impérieux, de tyrannique, comme tout ce qui est primordial. On aurait tort d'en conclure que l'instinct de la propriété ne saurait s'enno-

blir, s'idéaliser.. Au point de vue de la perfectibilité, on le peut comparer au sentiment de l'amour, capable d'inspirer les plus sublimes dévouements, tout en n'ayant d'autre base physiologique que le rut animal. C'est que, comme l'instinct sexuel, celui de la propriété se poétise en se teintant d'altruisme.

Or, comme on le verra en parcourant ce livre, il semble y avoir une sorte de contradiction morale entre la marche en avant des civilisations et la métamorphose graduelle du droit de propriété, puisque ce droit part toujours du collectivisme pour tendre ou aboutir à l'individualisme. Cependant l'homme primitif est bien loin d'être doté de sentiments raffinés; mais il est faible, très mal armé pour soutenir isolément sa lutte pour l'existence, et, pour résister victorieusement aux influences nocives, aux ennemis, qui de toutes parts l'assaillent, il lui faut former des petits groupes étroitement solidaires : l'union fait la force. Grâce à cette union nécessaire et salutaire, l'homme pithécomorphe des premiers âges put croître en nombre, en intelligence, en moralité. Mais, quand, après des milliers d'années d'incessants efforts, il eut enfin bataille gagnée contre la plupart des dangers qui avaient menacé son berceau, de vieux sentiments inférieurs, mal domptés, se réveillèrent, la lutte s'engagea entre l'égoïsme affranchi et la gênante solidarité des premières sociétés. La propriété

commune, avec ses mille entraves, ne suffit plus à l'individu, aspirant à posséder un bien à lui, à lui seul, dont il eût, suivant la fameuse formule quiritaire, « le droit d'user et d'abuser ».

Telle en effet a été la forme dernière du droit de propriété dans toutes les sociétés, qui ont suffisamment évolué. En faut-il conclure que ce soit là sa phase ultime, non modifiable? On sera, j'espère, persuadé du contraire après avoir lu le présent volume. En effet, dans toutes les sociétés civilisées, qui ont devancé la nôtre, l'intronisation du droit égoïste et sans frein de propriété individuelle a été l'avant-coureur de la décadence, la principale cause de la ruine. Une humanité plus éclairée, ayant enfin réussi à créer une science sociale, saura, on aime à le croire, éviter l'écueil, sur lequel ont sombré Athènes et Rome. Elle comprendra, que la guerre de chacun contre tous et de tous contre chacun ne saurait constituer une base sociale suffisamment solide; elle verra qu'il est urgent, pour le salut commun, d'idéaliser le droit de propriété non pas sans doute en calquant servilement des institutions disparues à cause de leur imperfection même, mais en remplaçant l'égoïste droit de propriété individuelle et abusivement libre par une organisation altruiste sans doute, mais raisonnée, mais scientifique, soutenant l'individu sans l'annihiler, sans enchaîner ni son initiative, ni sa liberté.

Le débat, le conflit plutôt, est déjà ouvert; la lutte s'engage entre le vieux monde et le nouveau. Quelle en sera l'issue? Je suis de ceux qui ont foi dans l'avenir.

CH. LETOURNEAU.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LA PROPRIÉTÉ CHEZ LES ANIMAUX

- I. *De l'instinct de la propriété.* — Sa racine biologique. — Sa genèse. — Il est ordinairement borné, chez les animaux. — La propriété *mancipi*. — II. *La propriété chez les animaux.* — Deux genres de propriété éphémère. — La propriété territoriale, chez les oiseaux, chez les aurochs, chez les chiens, chez les singes, chez les lions, chez les sauvages. — III. *La propriété de l'habitation.* — L'abri sous roche, la grotte, les terriers. — Le terrier du renard. — Le terrier du blaireau. — Le terrier du lapin. — Le terrier et le goût de l'épargne. — Le terrier du hamster. — Les troglodytes humains. — La hutte du sauvage et celle du castor. — L'épargne chez les oiseaux. — Les nids des oiseaux. — Nids permanents du corbeau. — Les nids communs. — Le *républicain social*. — La « maison d'amour » de l'*amblyornis inornata*. — IV. *La propriété sociale des fourmis et des abeilles.* — Les primates invertébrés. — L'épargne des fourmis. — L'*Atta providens*. — La fourmi agricole. — La propriété du district et de l'habitation. — Le goût du pillage chez les fourmis. — Le vol sans le meurtre. — Le mépris des races inférieures chez les fourmis. — Les animaux domestiques : clavigères, pucerons. — L'esclavage. — Il est de date relativement récente. — Effets de l'esclavage sur les maîtres. — Oisiveté et

régression. — Régression parasitaire. — Les nids des termites. — Leur prévoyance. — L'instinct de la propriété commune chez les fourmis et les abeilles. — Extrême sociabilité. — L'évolution sociale des abeilles. — V. *Du vol et de la jalousie*. — Le goût du vol dérive de l'instinct propriétaire. — Le vol chez les fourmis et les abeilles. — Le vol chez les corbeaux, chez les chiens. — L'avarice, l'envie, corollaires de l'instinct d'appropriation. — Genèse de la jalousie. — La jalousie chez le chien et chez Othello..... 1

CHAPITRE II

LA PROPRIÉTÉ DANS LES HORDES ET TRIBUS PRIMITIVES

- I. *La propriété et l'organisation politique*. — Quatre stades d'évolution. — II. *La propriété chez les hordes anarchiques*. — Races humaines inférieures aux fourmis. — Sauvages primitifs à Bornéo. — Les Veddahs de Ceylan. — Les Bochimans. — Sociabilité des Bochimans. — Les Fuégiens. — La propriété chez les Fuégiens. — Sentiments de solidarité chez les Fuégiens. — Pas de propriété individuelle. — III. *La propriété en Australie*. — Le clan australien. — Territoires de chasse. — Le *punctum saliens* de l'appropriation individuelle. — Pourquoi les objets personnels sont détruits à la mort du propriétaire. — Réglementation excessive. — Absence de l'idée d'épargne. — La réglementation alimentaire chez les Kurnai. — La propriété des filles. — Singulier point d'honneur chez les femmes Narrinyeri. — La parenté confuse du clan familial. — Les filles propriété collective. — Le communisme en Australie. — La propriété individuelle existe-t-elle en Australie? — IV. *La propriété chez les animaux et chez les hommes primitifs*. — L'homme primitif moins prévoyant que nombre d'animaux. — La gloutonnerie de l'homme primitif. — Solidarité primitive. — Point d'habitation artificielle chez certains primitifs. — Les objets fabriqués et la propriété individuelle..... 28

CHAPITRE III

LA PROPRIÉTÉ DANS LES TRIBUS RÉPUBLICAINES

- I. *La propriété chez les Indiens de l'Amérique méridionale*. — La solidarité en Australie et en Amérique. — Les Otomaques. — Territoires de chasse. — Les missions du Paraguay. — Despotisme pieux. — Mercantilisme religieux. — II. *La propriété chez les Indiens de l'Amérique septentrionale*. — La propriété collective chez les Noutka-Colombiens. — Propriété individuelle, mobilière. — Maisons communes. — Substances alimentaires communes. — Mépris des richesses.

— Propriété funéraire. — Offrandes funéraires. — « Longues maisons » des Iroquois. — Aliments de réserve usuels chez les Iroquois. — Réglementation des repas. — Usufruit individuel du champ défriché. — Cultures en commun. — Le territoire commun des Omahas. — La terre n'est pas vénale. — Chasse et pêche communes. — Comment on devient chef. — Réglementation de la chasse. — Réglementation des travaux agricoles. — Les obligations du mariage. — Allotements périodiques. — Les *Pueblos*. — Architecture des maisons communes. — Civilisation des Indiens *Pueblos*. — Leur évolution politique. — Communisme ancien et individualisme récent. — L'hospitalité des *Pueblos*. — La solidarité et les sentiments altruistes chez les Peaux-Rouges. — Témoignages de Charlevoix, de Lahontan, de Lafitau. — III. — *La propriété chez les Esquimaux*. — Habitations communes au Kamtchatka. — Offrandes funéraires. — Probité relative des Esquimaux. — Limitation de la propriété individuelle chez les Esquimaux. — IV. *La solidarité primitive et l'altruisme*. — L'anarchie primitive. — Les Indiens Guaharibos, les Veddahs, les Bochimans. — Assistance mutuelle nécessaire. — Extrême lenteur de l'évolution chez les primitifs. — Les instincts résultent du genre de vie. — Le socialisme précède l'individualisme. — Origine de nos sentiments altruistes. 52

CHAPITRE IV

DE LA PROPRIÉTÉ DANS LES TRIBUS MONARCHIQUES.

- I. *En Amérique*. — Régime monarchique dans certaines tribus peaux-rouges. — L'esclavage et son influence. — La propriété des esclaves chez les Noutka-Colombiens. — Recrutement des esclaves. — Noblesse héréditaire. — Monarque héréditaire. — Prérogatives des chefs. — Le régime monarchique chez les Natchez. — Pouvoir absolu. — Les caciques héréditaires en Floride, aux Antilles, à Bogota. — Aristocratie et monarchie engendrées par l'esclavage. — II. *De la propriété en Polynésie*. — Le régime monarchique en Polynésie. — Survivances communistes. — Maisons communes à l'île de Pâques. — Communauté probable des femmes à l'île de Pâques. — Maison commune à Uliétéa. — Le droit d'alimentation aux Marquises. — La pêche commune à Kingsmill. — Survivances communautaires à la Nouvelle-Zélande. — Magasins communs. — Le prolétariat polynésien : toutous, touas, kikinós. — Droit de domaine éminent des chefs. — Premières ventes de terrains à la Nouvelle-Zélande. — Droit d'épave des chefs. — Droit à l'instruction revendiqué par eux. — Sujétion des femmes. — Instruments agricoles des Néo-Zélandais. — Agriculture nomade. — Clôtures des champs. — La propriété mobilière individuelle. — Appropriation des terrains défrichés. — Distinction entre le fonds et l'édifice. — Sa raison d'être. — Trois catégories de proprié-

taires. — Allotements familiaux. — Le nouveau-né propriétaire. — L'allotement familial et le droit de tester. — Coup d'œil général sur le régime de la propriété en Polynésie. — Dédain de l'agriculture. — Hongui.....

76

CHAPITRE V

DE LA PROPRIÉTÉ DANS LES TRIBUS MONARCHIQUES (*Suite*)

I. *En Mélanésie.* — La tribu monarchique en Papouasie. — Le pouvoir du chef à la Nouvelle-Calédonie. — Le territoire indivis de la tribu. — Champs communs. — Lots privilégiés. — Allotements. — Travail corvéable pour les chefs. — Commerce collectif pour les chefs. — II. *Les races de l'Afrique.* — L'Afrique anté-Saharienne et l'Afrique post-Saharienne. — Berbères, Gréco-Romains, Arabes. — L'Afrique noire indigène. — La tribu hottentote. — La propriété bovine et féminine. — Pouvoir et richesse. — III. *La tribu monarchique à l'état naissant.* — La tribu nègre au Gabon. — Roitelet despotique au Foutah-Djallon. — Comment il s'enrichit. — Modes principaux de la propriété dans l'Afrique indigène. — Villages nomades. — Agriculture nomade. — Propriété individuelle. — La religion du coffre. — La propriété des enfants, des femmes et des esclaves. — Ce que coûte et rapporte un esclave. — Droits et devoirs du maître. — Importance de la propriété féminine. — Droits de propriété des femmes au Gabon. — IV. *La tribu monarchique en plein épanouissement.* — La tribu cafre. — Le bétail-monnaie. — Le pouvoir politique basé sur le bétail. — Les bravi cafres. — Offrandes fictives aux morts. — Les Ilotes cafres. — La pauvreté synonyme d'esclavage. — Le travail agricole et les femmes. — Allotements périodiques. — V. *Genèse de la propriété individuelle.* — Le « point » sociologique. — La création de valeurs d'échange détruit l'égalité. — Régime agricole antérieur aux animaux domestiques. — L'agriculture et l'esclavage. — Richesse et aristocratie. — Castes héréditaires. — Origine violente de la propriété individuelle.....

96

CHAPITRE VI

LA PROPRIÉTÉ DANS LES TRIBUS MONARCHIQUES (*Suite*)

I. *Petits États de l'Afrique équatoriale.* — La zone servile de l'Afrique équatoriale. — Survivances de la famille maternelle. — Le chef propriétaire universel. — Comment on impose silence aux propriétaires spoliés. — La monarchie de l'Ouganda. — Délégation du droit de propriété royale. — Défrichements serviles. — Trois espèces de propriétés mobilières. — Le bétail et son importance. — Fureur d'accu-

muler. — L'avidité du nègre oriental. — Les esclaves. — Razzias d'esclaves. — L'esclave, animal de boucherie chez les Mombouttous. — L'esclave valeur d'échange et unité monétaire. — Survivances communautaires dans l'Afrique noire. — II. <i>Les tribus aborigènes du Bengale</i> . — Lenteur de l'évolution sociale. — Les aborigènes sont agriculteurs et monarchiques. — Sauvagerie des Lepchas. — Agriculture primitive. — Charrue primitive. — Survivances communautaires. — « Longues maisons » communes. — Magasins publics et sacrés. — Le clan propriétaire du sol. — Moyen âge embryonnaire chez les Hos, etc. — L'esclavage. — Régime de la propriété chez les Naïrs, chez les Bhots polyandres. — III. <i>Les tribus mongoles</i> . — Tribu républicaine chez les Turcomans. — Tribus monarchiques des autres Mongols. — Servage en Mongolie. — Survivances communautaires. — IV. <i>La propriété individuelle en pays sauvage</i> . — Elle entraîne une criante iniquité.....	120
---	-----

CHAPITRE VII

LA PROPRIÉTÉ FAMILIALE EN MALAISIE

I. <i>La propriété chez les Malais et les insulaires mongoloïdes</i> . — La diversité et le mélange des races en Malaisie. — La propriété aux îles Palaos. — La propriété aux îles Carolines. — Nomades aquatiques en Malaisie. — L'agriculture nomade des Bedoewis. — L'agriculture chez les Dayaks. — II. <i>Du pouvoir monarchique en Malaisie</i> . — Le roi de Bantam grand héritier. — La propriété selon le Koran. — Féodalité malaise. — III. <i>De l'esclavage en Malaisie</i> . — Origine des esclaves. — Les droits du maître. — Catégories d'esclaves. — Les serfs ou « captifs ». — IV. <i>La propriété commune et la propriété privée</i> . — La famille propriétaire. — Le mariage par <i>Ambel-Ana</i> . — Communautés de village. — Genèse de la propriété individuelle. — V. <i>La dessa javanaise</i> . — Rizières communes. — Leur allotement. — Tendances à l'individualisme. — Redistributions périodiques dans la <i>dessa</i> . — Genèse de la propriété individuelle. — L'inégalité dans la <i>dessa</i> . — Propriété privée de l'habitation. — Défrichements et propriété individuelle. — Transmission héréditaire. — Cumul interdit. — Avances faites par la <i>dessa</i> . — Inaliénabilité du domaine commun. — Admission des étrangers. — Influence de la richesse. — Le résident hollandais. — Le croît de la population à Java. — Bourgeoisement des <i>dessas</i> . — VI. <i>La propriété dans l'Afrique tropicale et à Java</i> . — Parallèle entre les Africains et les Javanais. — La lutte pour s'enrichir en Afrique. — La solidarité javanaise. — L'influence morale des régimes solidaires. — D'où dépend le croît d'une population.....	142
---	-----

CHAPITRE VIII

LA PROPRIÉTÉ DANS LES GRANDES MONARCHIES BARBARES.

- I. *Origine des grandes monarchies barbares.* — Parallèle entre la tribu monarchique et la grande monarchie barbare. — Les castes de la monarchie barbare. — Importance théorique de la genèse sociale du Mexique et du Pérou. — II. *L'origine des civilisations mexicaine et péruvienne.* — Primitif peuplement du Mexique et du Pérou. — L'unité de race en Amérique. — L'anthropophagie cardiaque dans les deux Amériques. — III. *La propriété au Mexique.* — Primitives immigrations dans l'Anahuac : Tolèques, Chichimèques, Aztèques, etc. — La pictographie du D^r Sigüenza. — L'évolution sociale des Mexicains. — Féodalité mexicaine. — Répartition de la propriété foncière. — Transmission des apanages. — Obligations des feudataires. — Noblesse de cour. — Emploi des revenus de la couronne. — Les *calpulli* communautaires. — Le travail y est obligatoire. — L'agriculture aztèque. — Point de phase pastorale. — L'anthropophagie par gourmandise. — L'esclavage au Mexique. — Le commerce au Mexique. — Impôt et corvées. — IV. *La propriété dans l'ancien Pérou.* — Despotisme paternel de l'Inca. — Devoir de l'Inca. — Obéir et travailler. — Répartition de la propriété foncière. — Communisme autoritaire. — Mariage obligatoire. — Réquisitions industrielles. — La paresse punie de mort. — Statistique par les *quipos*. — V. *L'évolution sociale au Mexique et au Pérou.* — Parallèle des deux empires. — VI. *La valeur sociologique du communisme péruvien* — Les avantages de l'État-Providence. — Point d'initiative individuelle et peu de progrès..... 165

CHAPITRE IX

LA PROPRIÉTÉ DANS L'ÉGYPTE ANCIENNE ET EN ABYSSINIE

- I. *La propriété dans l'ancienne Egypte.* — Analogies sociologiques entre le Pérou et l'Égypte. — Elles sont fortuites. — Antiquité de la civilisation égyptienne. — Omnipotence des Pharaons. — Répartition du sol en Égypte. — L'allotement de Sésostris. — Droit royal de domaine éminent. — Les classes laborieuses. — Métiers héréditaires. — Location des terres. — Travail servile et réglementé. — Religieux respect du bétail. — Le commerce suspect et entravé. — Monotonie et facilité de l'existence. — Grande natalité. — Solidarité légale. — Difficulté de s'enrichir. — Point de déclassés. — Évolution de la propriété en Égypte. — Signification de la zoolâtrie. — II. *La propriété en Abyssinie.* — Les Éthiopiens de l'antiquité. — Leur régime monarchique. — La table du

Soleil. — La féodalité en Abyssinie. — L'empire abyssin. — Classification des fiefs. — Le roi grand propriétaire. — L'esclavage. — Catégories d'esclaves. — Le mariage par achat en Abyssinie. — Mariage libre pour l'homme. — Mœurs libres des femmes. — Droits du père de famille. — Les courtisanes. — La phallotomie. — La légende d'Isis. — Trophées phalliques. — Chants des femmes à ce sujet. — Le lévirat phallotomique. — Exigences phallotomiques des épouses abyssiniennes. — La propriété familiale en Abyssinie. — Survivance d'anciens clans.. 190

CHAPITRE X

LA PROPRIÉTÉ EN CHINE, EN INDO-CHINE ET AU JAPON

- I. *La propriété foncière.* — Utilité d'une mission sociologique en Chine. — Les fondateurs de l'empire chinois. — Leurs clans. — Usurpation des chefs. — Allotements. — Introduction de la propriété privée. — Lois agraires. — Lots insaisissables. — Domaine éminent impérial. — Féodalité. — Domaine familial. — Domaine éminent sous les Mongols. — Système d'irrigation. — Régime actuel. — Domaine éminent impérial. — Impôt métrique. — Reprise des terres. — Terres incessibles. — Petite propriété. — Le village familial en Chine. — Son organisation. — Mobilisation de la propriété dans la Chine méridionale. — Domaines impériaux. — Domaines concédés. — Domaines d'utilité publique. — Domaines des communautés. — Vif souci de la production agricole. — Impôt métrique *ad valorem*. — Impôts en nature. — II. *La propriété mobilière.* — L'esclavage en Chine. — Prix d'un esclave. — Droits du père de famille. — L'esclave hors la loi. — L'ouvrier chinois. — Petite industrie. — Bon marché de la vie. — Taux peu élevé des salaires. — Leur équivalence. — Corporations. — Goût de l'association. — III. *De la propriété au Japon et en Indo-Chine.* — Féodalité japonaise. — Propriété familiale. — Droit d'aînesse pour les deux sexes. — Le despotisme cambodgien. — Calque de l'organisation chinoise en Annam. — Le commune annamite. — IV. *Valeur sociologique de la propriété familiale.* — Bons et mauvais effets de la propriété familiale. — Solidarité et défaut d'initiative. — Exemple de la Chine. — Athènes et l'empire du Milieu. — Comment une société prospère et se multiplie..... 212

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE XI

LA PROPRIÉTÉ CHEZ LES BERBÈRES

1. *Comment doit s'entendre la hiérarchie des races.* — Les degrés d'infériorité sont des degrés d'évolution. — Intérêt spécial des origines sociologiques dans les races blanches. — L'évolution chronologique confirme la gradation ethnographique. — II. *De la propriété chez les Berbères canariens ou Guanches.* — Identité de race chez l'homme de Cro-Magnon et les Berbères. — État social des Canariens. — Leurs grottes. — Leurs habitations. — III. *La propriété chez les Touâreg.* — Les tribus touâreg. — Tribus serves. — Esclaves nègres. — Autonomie de la famille. — Les biens immobiliers. — Les biens héréditaires. — La femme targaie propriétaire. — Le mariage touâreg. — Filiation maternelle. — Situation de la femme mariée. — Survivances du régime communautaire. — La Marseillaise de la razzia. — IV. *La propriété chez les Kabyles ou Berbères sédentaires.* — La propriété individuelle en Kabylie. — Extrême sobriété. — Division de la propriété. — Comment on peut devenir propriétaire. — Droits de la commune et des associations. — Limitation de la propriété individuelle. — Toute dette est sacrée. — Limitation des droits du créancier. — Grande solidarité. — Les associations familiales. — Droit et devoir d'assistance mutuelle. — Aumônes. — Droits des indigents. — Droits du voyageur. — Les biens *habous*. — Domaine éminent de la commune. — V. *L'évolution de la propriété chez les Berbères.* — Du clan à l'individualisme. — Perturbation de l'évolution chez les Touâreg. 235

CHAPITRE XII

LA PROPRIÉTÉ CHEZ LES SÉMITES

1. *Les Arabes.* — Origine et caractères dissemblables des Berbères et des Sémites. — Les Phéniciens. — La propriété à Carthage. — Les Nabatéens. — Propriété commune dans l'île Panchaia. — Organisation politique des Sémites primitifs. — Filiation maternelle. — Coutumes communautaires. — La propriété chez les Arabes nomades de la Perse.

— Droit islamique de domaine éminent conféré au souverain. — Partage égalitaire du butin. — La part du lion au prophète. — Prélèvement du quint. — Mahomet crée des propriétaires individuels. — Les Waqoufs. — Le servage et les religions révélées. — Le *dhimmi*. — Capitation et *kharâg*. — Terres *mirieh*. — Terres *moulk*. — La dîme. — L'aumône. — Les *habous*. — L'interdiction de l'usure. — Solidarité. — Propriété familiale. — Le voleur de grand chemin et Abraham. — Pénalité du vol intestin dans le Koran. — II. *Les Hébreux*. — Primitive sauvagerie des Hébreux. — Anthropophagie. — Sacrifice du premier-né. — Propriété pastorale. — Les Chananéens spoliés. — L'agriculture en Judée. — Partage du butin. — Distribution des terres aux familles. — Les parts des grands. — Domaine familial. — L'*iobel* cinquantaire. — Domaine éminent des lévites. — Privilèges lévites. — Règlements somptuaires. — Moyen de s'enrichir. — Les esclaves. — Prescriptions humanitaires. — Le sabbat. — Mesures protectrices des pauvres. — Des débiteurs. — Inégalité des fortunes. — Précoce invention de la lettre de change. — Le temple banque de dépôt. — III. *L'évolution de la propriété chez les Sémites*. — Clans communautaires. — Razzias et troupeaux. — Propriété familiale et individuelle. — La *razzia* incite au commerce. — L'instinct des « affaires »..... 262

CHAPITRE XIII

LA PROPRIÉTÉ CHEZ LES ARYENS D'ASIE

I. *Les Aryas védiques*. — État politique des Aryas védiques. — Les prêtres védiques. — Cupidité extrême. — Prières intéressées. — L'industrie védique. — La propriété védique. — Inégalité des fortunes. — Bienfaisance recommandée. — II. *L'Inde brahmanique*. — Primitive histoire des Hindous. — Régime monarchique. — Droits du souverain. — Adoration du monarque. — Le roi abuse du domaine éminent. — Culture servile. — Privilèges brahmaniques. — L'esclavage. — Corporations de métier. — Organisation sociale de l'Inde. — La communauté de village. — Propriété des terrains défrichés. — Immobilisation de la propriété foncière. — Résistance au morcellement et à la mobilisation du sol. — Organisation du village. — La communauté de village tend à disparaître. — Les familles associées. — La famille patriarcale. — Solidarité familiale. — Désintégration de la famille hindoue. — Les associations industrielles. — Petite industrie et corporations. — Métiers héréditaires. — Réglementation excessive. — L'esclavage peu répandu. — Travail honoré. — Travaux agricoles sacrés. — Laboureurs respectés durant la guerre. — La vénération pour la vache. — Prescriptions humanitaires. — Limitation de l'intérêt. — Hospitalité. — Aide obligatoire. — Obligations morales des riches. — Charité délirante. — Le droit de propriété se prescrit. — L'évolution sociale dans l'Inde. — Le clan familial en Afghanistan.

Allotements périodiques. — III. *La propriété en Perse.* — Obscurités de l'Avesta. — Glorification de l'agriculture. — Propriétaires et non propriétaires. — La communauté de village en Perse. — Son organisation. — IV. *La communauté de village.* — Généralité de ce régime. — Ses origines. — Il survit aux révolutions historiques. — Ses avantages. — Son influence morale. — L'esclavage et la communauté de village. — Stade du clan primitif. 286

CHAPITRE XIV

LA PROPRIÉTÉ DANS LA GRÈCE ANTIQUE

I. *Les origines.* — Vieilles théories. — Les primitives tribus helléniques. — Les clans. — Propriété commune à Athènes et à Sparte. — Sélection à Sparte. — Repas communs, etc., à Sparte et en Crète. — II. *L'esclavage en Grèce.* — Aristote et l'esclavage. — Diverses manières de devenir esclave. — Droits du maître sur l'esclave. — Sort de l'esclave. — Nombre énorme des esclaves. — Condition relativement douce de l'esclave athénien. — L'esclave possédé comme une chose. — Les artisans dédaignés. — Corporations. — III. *La propriété foncière en Grèce.* — Biens communaux. — Allotements. — Interdiction de vendre le sol. — L'hypothèque et le morcellement du sol. — Réforme de Solon. — Limitation de la liberté individuelle. — Solon reconnaît la propriété individuelle et le droit de tester. — Entraves à la mobilisation du sol. — Obligations des riches. — Impôt progressif. — Loi de l'échange. — Propriété peu divisée. — IV. *La propriété mobilière.* — Primitive propriété mobilière. — Esclavage et piraterie. — Mœurs commerciales. — L'industrie. — Protectionnisme à outrance. — Taux de l'intérêt. — Petite industrie. — Fréquence des fêtes. — V. *Les abus de la propriété à Athènes.* — L'insuccès de Solon confessé par lui-même. — Privilèges des riches. — La ploutocratie. — Pas de patriotisme chez les riches. — Guerres sociales. — Les armées mercenaires. — La disette d'hommes. — VI. *De la propriété communautaire en Grèce.* — Réformes de Lycurgue. — Allotement. — Repas communs obligatoires. — Repas communs en Crète. — Sociabilité des Spartiates. — Mœurs communautaires à Athènes. — Lois somptuaires. — Le domaine éminent. — L'esprit de solidarité dans les écrits des philosophes. — VII. *L'évolution de la propriété en Grèce.* — Les origines. — Essor final de l'individualisme. — La décadence par l'argent. 312

CHAPITRE XV

LA PROPRIÉTÉ DANS LA ROME ANTIQUE

I. *Les âges primitifs de Rome.* — Les origines. — Agriculture et

pastorat. — Communauté des terres. — Propriété familiale. — L'*ager publicus*. — La *gens*. — Les droits du *pater familias*. — La guerre enrichit. — Analogies sociologiques. — II. *La loi des Douze Tables*. — Le règne de la coutume. — Origine de la *loi des Douze Tables*. — Le père, propriétaire de la famille. — La *potestas*. — Le pécule. — La propriété par *possession*. — La propriété privée immobilière. — Les droits exorbitants du créancier à Rome, en Kabylie, en Judée. — L'hypothèque. — Les moyens légaux d'acquérir. — *Res Mancipi et nec Mancipi*. — La mancipation. — Le droit de tester. — Son évolution à Rome. — Le *familix emptor*. — III. *L'évolution du droit de propriété à Rome*. — La loi des Douze Tables et les édits du préteur. — Progressive mobilisation du sol. — Affaiblissement de la *patria potestas*. — Les conséquences morales du droit de tester. — Sa limitation. — La dot obligatoire. — Les biens des femmes. — Les *latifundia*. — Les lois liciniennes. — Tiberius Gracchus. — L'esclave remplace le travailleur libre. — Dépopulation. — Lois décrétées par les empereurs byzantins. — Familles fixées au sol. — Les colons barbares. — IV. *L'esclavage à Rome*. — L'esclave dans la Rome primitive. — Les conquêtes et l'esclavage. — L'esclave est une chose. — Expropriation des petits propriétaires. — Culture servile. — Les *servi adscripti*. — Le serf tenancier ou colon. — Situation du colon. — L'emphytéote. — V. *Ce qui causa la ruine de Rome*. — Pourquoi les premiers Romains étaient patriotes. — Décadence du patriotisme. — Ses causes..... 338

CHAPITRE XVI

LA PROPRIÉTÉ DANS L'EUROPE BARBARE

- I. *Répartition des races*. — Berbères, Celtes, Germains, Slaves. — Persistance de cette répartition. — II. *La propriété chez les Basques, Ibères, etc.* — Sauvagerie des Cantabres. — Leur propriété familiale. — Allotements annuels chez les Vaccéens. — La propriété familiale chez les Basques. — Sa persistance. — III. *La propriété chez les Celtes*. — Tribus monarchiques et aristocratiques des Celtes. — Grande sauvagerie des Bretons d'Angleterre. — La propriété en Irlande. — La tribu irlandaise. — Allotements annuels. — Large hospitalité. — Les *fuidhirs*. — Allotement après décès : *Gavelkind*. — Droit d'héritage pour les chefs : *Tanistry*. — Usurpations des chefs. — Influence de la richesse. — L'asservissement par le *cheptel*. — Extrême importance donnée à la fortune. — Les chefs deviennent seigneurs féodaux. — Les *brehons* et le clergé catholique. — Les clans du pays de Galles. — Les clans d'Écosse. — La propriété indivise des clans gaulois. — Les chefs deviennent grands propriétaires. — IV. *La propriété chez les Germains*. — Les clans germains. — Propriété commune. — Allotements. — Propriété familiale de l'habitation. — La terre salique. — L'*allod*. — Les *acquêts*. — V. *La propriété commune*

dans l'Europe moderne. — Survivance de la *mark* en Néerlande. — Les *allmenden* du pays de Bade et de la Suisse allemande. — Leur organisation. — Communautés de village en Scandinavie, en Lombardie. — La communauté rurale de Jault dans le Nivernais. — Culture commune dans les îlots de Houat et Hœdic. — Survivances communautaires dans le Morbihan. — VI. *La propriété rurale chez les Slaves*. — Les Gètes d'Horace. — Les Dalmates. — Le *mir* russe. — Son organisation. — Communauté des pâturages chez les Cosaques de l'Oural. — Les allotements dans le *mir*. — Tendances individualistes. — Pouvoirs du *mir*. — Famille patriarcale. — Propriété familiale. — La *zadruga* serbe. — Lutte entre le *mir* et la propriété individuelle en Russie. — La commune par lot. — Origines du servage. — VII. *La communauté de village en Europe*. — Elle a été générale dans ce continent. 365

CHAPITRE XVII

LA PROPRIÉTÉ EN RÉGIME FÉODAL

I. *Du servage*. — Le régime féodal est commun dans le monde. — Ses causes. — Le servage féodal. — Les catégories de serfs. — La terre serve asservit. — Principe du servage féodal. — Il est la base de la féodalité. — Ridicules ou odieuses obligations féodales. — II. *La propriété féodale*. — Impôts collectifs dans la Gaule romaine. — Le fisc romain. — L'*allod*, terre salique, et les *acquêts* et *conquêts*. — Le système bénéficiaire. — Le bénéfice viager. — Il devient héréditaire. — L'homme sans aveu. — Rétrocession des bénéfices. — La *recommandation*. — Structure générale de la société féodale. — Graduelle mobilisation de la propriété foncière. — Persistance des biens communaux. — Sort misérable des serfs. — III. *Les communes et les métiers*. — Ce qui pousse à l'association. — Les communes. — Les biens de main-morte ecclésiastiques. — Les corporations de métiers. — Leur organisation. — La tyrannie des corporations ouvrières à Florence. — Asservissement des nobles. — Les diverses organisations communautaires au moyen âge. — IV. *La transmission de la propriété. Le commerce, etc.* — Le domaine éminent au moyen âge. — Les droits de confiscation et d'épaves. — Le suzerain hérite du fief. — Le droit d'ainesse. — Le droit du juveigneur. — « Le vol du chapon. » — L'aliénation des terres interdite en Pologne. — Situation de la femme au moyen âge. — Les biens mobiliers. — Le droit de rançon et son influence. — Le commerce et l'industrie. — Développement de l'industrie. — Comment voyageaient les marchandises. — Les banquiers juifs et caorsins. — Solidarité sauvage. — Développement de l'amour de l'argent. — Graduelle abolition du servage. — La petite propriété. — La Révolution française et le droit de propriété. 394

CHAPITRE XVIII

DE L'HÉRITAGE

- I. *L'héritage dans les tribus républicaines et monarchiques.* — Objets mobiliers, seule propriété transmissible. — Ils sont souvent détruits, tués. — Objets votifs. — L'héritage mobilier en Australie. — Divers modes successoraux. — L'héritage mobilier chez les Peaux-Rouges. — Succession maternelle chez les Iroquois, les Hurons, les Choctau, etc. — Exhérédation des femmes dans les tribus du Mexique. — La succession *népotique* en Afrique. — Modes divers. — Le roi grand héritier. — L'héritage chez les aborigènes du Bengale. — L'héritage chez les polyandres. — Modes variés d'héritage. — Droits du juveigneur. — L'évolution du droit d'héritage. — II. *L'héritage dans les primitifs États barbares.* — Dans l'ancien Pérou. — Dans l'ancien Mexique. — Dans l'ancienne Égypte. — Chez les Touàreg. — En Malaisie. — Chez les Hébreux. — Chez les Arabes. — Chez les Kabyles. — La femme kabyle et l'héritage. — III. *L'héritage dans la Chine et l'Inde.* — La femme exclue de l'héritage en Chine. — La primogéniture en Chine. — Succession maternelle chez les Tamils. — L'indivision des familles associées dans l'Inde. — Le droit d'ainesse dans l'Inde. — Les filles exclues de l'héritage. — Leur dot, leur propriété. — IV. *L'héritage dans l'antiquité gréco-latine.* — Les lois de Solon exhérédent les filles. — La loi des Douze Tables et l'héritage gentil. — Les *héritiers siens*. — L'héritage plébéen. — V. *L'héritage dans l'Europe barbare.* — Chez Les Cantabres. — Le *gavelkind* irlandais. — Le *tanist* des chefs irlandais. — L'héritage dans le *mir* russe. — VI. *Les Germains et la féodalité.* — La *mark* commune. — Terre salique héréditaire de mâle en mâle. — Droit d'ainesse. — Héritage des *alleux* et des *acquêts*. — Le fief et le droit d'ainesse. — L'héritage des serfs. — Les legs à l'église. — VII. *Du testament.* — Le testament à Taïti. — Le testament selon le Koran. — Testament inconnu chez les Hébreux. — Testament réglementé en Kabylie. — Le testament dans les lois de Solon. — Le testament à Rome. — Sa réglementation. — Le testament au moyen âge. — VIII. *L'évolution du droit d'héritage*..... 416

CHAPITRE XIX

LE COMMERCE. — LES DETTES. — LA MONNAIE

- I. *Le commerce.* — Est inconnu aux primitifs. — Les agents commerciaux en Australie. — Le commerce par dépôts en Colombie et au Nouveau-Mexique. — Le commerce par dépôts chez les Libyens. — Le

commerce armé en Nubie. — Les échanges contre les *cabanes* des Peaux-Rouges. — Intervention des chefs au Chili, à la Nouvelle-Calédonie. — Prélèvements des chefs au Gabon. — Liberté du commerce en Polynésie. — Aversion des sauvages et barbares pour le libre échange. — Le commerce en Abyssinie. — Impôts excessifs sur le commerce dans l'Afrique centrale. — Commerce libre et protégé chez les Kabyles. — Le commerce dans l'Égypte ancienne. — Dans la Rome antique. — Règlements tyranniques à Carthage. — Solon protectionniste. — Exportation des grains interdite à Athènes. — Le protectionnisme dans la Rome antique. — Développement de son commerce. — Excessive réglementation du commerce dans l'Inde. — Ordonnances vexatoires au moyen âge. — II. *Des dettes et de l'intérêt*. — Droits féroces des créanciers dans les sociétés sauvages et barbares. — En Afrique, à Rome, en Judée. — Lois plus humaines en Égypte. — Prescriptions humanitaires dans le Deutéronome. — Suicide du débiteur et ses conséquences en Chine. — Dureté des lois dans le code de Manou. — *La veillée dharna* dans l'Inde, en Perse, en Irlande. — De l'intérêt. — Son accumulation limitée en Égypte. — Interdit par la Bible et le Koran. — Énormité de l'intérêt en Kabylie. — Limitation de l'intérêt dans l'Inde. — L'usure blâmée en Grèce. — Taux excessif de l'intérêt dans les sociétés barbares. — L'usure dans la Rome antique, en Irlande, au moyen âge, en Pologne. — III. *De la monnaie*. — La musique et la monnaie, sujets troublants. — Monnaie primitive en Afrique. — Le sel, les kauris, les perles, les étoffes, etc. — Le roi M'tèsa et la monnaie métallique. — Monnaies primitives en Nubie, en Abyssinie. — Le thaler (talari) de Marie-Thérèse. — Coquillages monétaires dans l'Amérique centrale. — Pas de monnaie au Pérou. — Monnaies au Mexique. — Plumes, fer, etc., servant de monnaie en Polynésie. — La monnaie en Malaisie. — La sapèque chinoise. — Le taël. — Les sicles hébraïques. — Monnaie fiduciaire à Carthage. — Monnaie métallique dans l'Inde. — Bétail-monnaie dans la Grèce antique et à Rome. 450

CHAPITRE XX

LE PASSÉ ET L'AVENIR DE LA PROPRIÉTÉ

- I. *L'évolution de la propriété jusqu'à nos jours*. — Par la solidarité l'instinct d'appropriation s'idéalise. — De la horde au clan et à la famille. — L'origine de la propriété individuelle. — L'agriculture et la propriété. — La domestication des animaux et la propriété mobilière. — La culture en commun et les allotements périodiques. — La propriété familiale. — La communauté de village. — Ses effets moraux. — Les empiètements des chefs de tribus sur la propriété commune. — Morcellement de la propriété familiale. — Le régime féodal et la propriété. — Le commerce et les valeurs mobilières. — Le croît de la popu-

lation dépend du régime de la propriété. — Le capital. — La sélection par l'argent. — Comment a péri le monde antique. — II. <i>La propriété dans l'Europe contemporaine</i> . — La Révolution de 89 et la propriété. — L'affranchissement complet de la propriété individuelle. — La répartition de la propriété foncière en Europe. — En France. — La dépopulation des campagnes. — La population industrielle. — Le chiffre des valeurs mobilières en France. — Extrême inégalité des fortunes. — Ses conséquences. — Abus du régime industriel. — Civilisation mercantile. — Prédications pessimistes. — Les faits sociaux sont essentiellement modifiables. — III. <i>L'avenir du droit de propriété</i> . — Doctrines révolutionnaires de certains modérés. — Les réformes graduées. — Révolutions et amputations. — Retour nécessaire à la solidarité. — La république d'Utopie. — Réforme nécessaire du droit d'héritage. — La famille et la société. — Restriction graduelle du droit d'héritage. — La progression des valeurs successorales. — Le but de la sociologie scientifique.	476
--	-----

L'ÉVOLUTION DE LA PROPRIÉTÉ

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LA PROPRIÉTÉ CHEZ LES ANIMAUX

- I. *De l'instinct de la propriété.* — Sa racine biologique. — Sa genèse. — Il est ordinairement borné, chez les animaux. — La propriété *mancipi*.
- II. *La propriété chez les animaux.* — Deux genres de propriété éphémère. — La propriété territoriale, chez les oiseaux, chez les aurochs, chez les chiens, chez les singes, chez les lions, chez les sauvages.
- III. *La propriété de l'habitation.* — L'abri sous roche, la grotte, les terriers. — Le terrier du renard. — Le terrier du blaireau. — Le terrier du lapin. — Le terrier et le goût de l'épargne. — Le terrier du hamster. — Les troglodytes humains. — La hutte du sauvage et celle du castor. — L'épargne chez les oiseaux. — Les nids des oiseaux. — Nids permanents du corbeau. — Les nids communs. — Le *Républicain social*. — La « maison d'amour » de l'*Amblyornis inornata*.
- IV. *La propriété sociale des fourmis et des abeilles.* — Les primates invertébrés. — L'épargne des fourmis. — *L'Atta providens*. — La fourmi agricole. — La propriété du district et de l'habitation. — Le goût du pillage chez les fourmis. — Le vol sans le meurtre. — Le mépris des races inférieures chez les fourmis. — Les animaux domestiques : clavigères, pucerons. — L'esclavage. — Il est de date relativement récente. — Effets de l'esclavage sur les maîtres. — Oisiveté et régression. — Régression parasi-

LETOURNEAU. — L'Évolution de la Propriété.

taire. — Les nids des termites. — Leur prévoyance. — L'instinct de la propriété commune chez les fourmis et les abeilles. — Extrême sociabilité. — L'évolution sociale des abeilles.

V. *Du vol et de la jalousie.* — Le goût du vol dérive de l'instinct propriétaire. — Le vol chez les fourmis et les abeilles. — Le vol chez les corbeaux, chez les chiens. — L'avarice, l'envie, corollaires de l'instinct d'appropriation. — Genèse de la jalousie. — La jalousie chez le chien et chez Othello.

I. — DE L'INSTINCT DE LA PROPRIÉTÉ

Avant d'entamer l'étude des diverses formes et transformations de la propriété dans les sociétés animales et humaines, il ne sera pas inutile de remonter à l'origine même de l'instinct de la propriété. C'est bien un instinct, un penchant inné et dominateur. Dans l'humanité, il a été le grand facteur de l'histoire; devant lui, se sont docilement inclinées les religions; autour de lui, se sont organisées les sociétés; c'est lui qui a dicté la plupart des codes; par lui, les empires ont été édifiés et détruits. Enfin les animaux eux-mêmes, du moins les animaux intelligents, quel que soit leur type zoologique, lui obéissent tout comme les hommes.

Or, quand un penchant revêt un tel caractère d'universalité, on peut être bien sûr qu'il a sa racine dans les nécessités biologiques elles-mêmes, au plus profond de l'être. En effet, l'instinct de la propriété n'est qu'une des manifestations du plus primordial des besoins, du besoin de se conserver, de vivre et même de faire vivre sa descendance. Or, le « banquet de la nature » est fort irrégulièrement, parfois fort chichement servi; les convives y sont nombreux, affamés, souvent brutaux. Pourtant, sous peine de mort, il faut s'y frayer une place, la défendre et autant que possible la garder, car il s'agit d'assouvir sans cesse des besoins toujours renaissants. Avec plus ou moins d'âpreté « la lutte

pour la vie » est sans trêve; aussi plus l'être organisé, animal ou homme, est intelligent, plus il a le souci de l'avenir, plus il tâche, en s'assurant une propriété quelconque, de réduire dans son existence la part laissée à l'imprévu. Dans des centres nerveux développés, que ce soit ceux d'un homme ou ceux d'une abeille, les accidents de la vie laissent des empreintes durables; un combat livré, un danger couru, un pénible effort accompli pour se procurer le vivre et le couvert s'inscrivent et survivent dans la mémoire. A grand'peine, a-t-on réussi, un jour, à sauvegarder son droit à l'existence en s'attribuant des aliments ou un abri, on désire naturellement une appropriation plus vaste, une alimentation soustraite au hasard, un gîte sûr et permanent. Sans cesse on y songe et, dans la mesure de ses facultés, on se procure ces biens précieux, cette assurance contre le malheur, on devient propriétaire; mais on peut l'être de diverses manières, tantôt isolément, avec égoïsme, si l'on est assez bien doué ou assez bien armé de force ou de ruse pour se suffire à soi-même; tantôt collectivement, si l'on est assez intelligent, assez sociable, pour suppléer à sa faiblesse native en s'agrégeant, en créant un faisceau puissant par l'union de petites énergies individuelles. Ces deux manières, si différentes, d'entendre la propriété, nous les trouvons dans le règne animal et chacune d'elles marque d'une empreinte spéciale les mœurs, les tendances, la mentalité des espèces.

Même en négligeant les espèces animales les plus inférieures, celles chez qui la vie psychique n'est encore qu'à l'état d'ébauche, de lueur, on peut dire, que, le plus souvent dans le règne animal, l'instinct de la propriété est à très courte vue. La plupart des animaux vivent au jour le jour, sans aucune prévision de l'avenir; ils s'emparent de ce qui tombe sous leur dent, leur bec ou leurs griffes, de tout ce qui

leur est comestible et le consomment immédiatement. Pour eux, la propriété est simplement ce qu'ils peuvent saisir et dévorer. Nous retrouverons plus d'une fois, chez les hommes, cette grossière conception de la propriété. La Rome primitive lui avait même fait, dans son code, une très large place; c'était, pour elle, la propriété *mancipi* (manus, capire), la propriété sur laquelle la main peut s'abattre. J'aurai plus tard à en parler avec quelques détails.

II. — DE LA PROPRIÉTÉ CHEZ LES ANIMAUX

Ce genre de propriété éphémère, dont on s'empare à l'occasion, que l'on consomme ou détruit sur-le-champ, est le seul que connaissent les animaux bornés, incapables de prévoyance et aussi les animaux puissants, que leur force, presque irrésistible, dispense de prévoyance. Les grands félins, le lion et le tigre, par exemple, n'ont pas besoin d'amasser des provisions; nombre d'autres mammifères errant dans les forêts ou les campagnes sont, pour eux, des proies faciles. De même l'éléphant, en raison de sa force énorme et de ses goûts herbivores et fongivores, peut s'endormir, chaque soir, sans s'inquiéter du lendemain. Les forêts tropicales sont, pour lui, un inépuisable garde-manger; aussi ne s'astreint-il pas à l'économie. C'est un grand seigneur, à qui son opulence permet le gaspillage. Rien que pour faire un repas, l'éléphant d'Afrique (*Elephas Africanus*) renverse, déracine un grand nombre d'arbres et d'arbustes, jonche la forêt de troncs renversés, le tout pour déguster en gourmet un petit nombre de branches savoureuses¹.

1. Houzeau. *Facultés mentales des animaux*, I, 263.

Pourtant l'éléphant compte parmi les mammifères les plus intelligents, les plus sensés, c'est le dieu Ganésa, l'emblème de la sagesse, dans la mythologie indoue ; mais c'est en même temps un potentat subissant rarement les sévères leçons du besoin. Nous savons trop que, dans l'humanité, les puissants et les opulents (c'est presque la même chose) se conduisent exactement comme cet aristocratique pachyderme.

Pourtant il est un genre de propriété, un peu plus relevé, que nombre d'animaux connaissent, désirent et défendent ; c'est la propriété territoriale. Le lion vit seul, tout au plus en famille temporaire ; mais il a besoin d'un vaste territoire de chasse ; ce territoire il le veut riche en gibier et il le choisit lui-même ; après quoi, il entend qu'aucun intrus n'y braconne ; de son autorité privée, et ce parce qu'il s'appelle lion, il en a fixé les limites. Un autre animal de son espèce se permet-il de violer le domaine qu'il s'est attribué, il proteste, réclame à sa manière auprès de l'envahisseur et, si celui-ci ne l'écoute pas, il a recours à l'*ultima ratio* des rois et des lions, à une bataille dont l'issue tranche le conflit juridique¹.

Cette prétention à la propriété d'un territoire déterminé est commune chez les animaux. Dans les familles d'oiseaux, c'est un fait constant, presque universel. La délimitation du district est d'autant plus rigoureuse, chez ces derniers, et on le défend, *unguibus et rostro*, d'autant plus énergiquement que le propriétaire ou prétendu tel est carnivore ou pêcheur ; c'est qu'alors le domaine est un territoire de chasse, absolument nécessaire au maintien de l'existence. Arrive-t-il que la chasse et la pêche soient très abondantes, alors le propriétaire ailé ne maintient plus ses droits avec la même rigueur ; sa surveillance se relâche, car il ne sent plus l'ai-

1. Houzeau. *Loc. cit.*, I, 194.

guillon de la nécessité¹. Cela est naturel; pourtant nous savons qu'il n'en va pas toujours ainsi dans nos sociétés humaines où la « fureur d'accumuler » dépasse souvent singulièrement la limite des besoins.

Cette revendication d'un territoire, à titre de propriété individuelle, familiale ou collective, n'est pas rare non plus chez les mammifères. Les aurochs conservés, sous la protection spéciale de l'empereur de Russie, dans la forêt polonaise de Bialoviza, y vivent en troupes, à l'exception des quelque individus misanthropes ou insociables, qui errent isolément. Mais les mêmes troupes hantent toujours les mêmes districts de la forêt, d'habitude dans le voisinage de quelques cours d'eau, et cette répartition du sol de la forêt est si rigoureuse que les gardes préposés à la conservation des aurochs ont pu se partager la surveillance de leurs petits groupes². Mêmes mœurs chez les chiens errants de l'Égypte; leurs peuplades se choisissent un habitat et, dit un témoin oculaire³: « Malheur au chien qui s'égare sur le territoire d'un voisin. J'ai vu, bien des fois, les autres chiens se ruer sur le malheureux et le déchirer. » De même encore les chiens *parias* de l'Inde se cantonnent dans la partie de la ville où ils sont nés. Chacun d'eux a son district particulier, sa patrie, qu'il nettoie soigneusement, et dont il ne franchit jamais les limites⁴.

Les singes ne se comportent pas autrement. Ainsi les cercopithèques vivent en hordes, dans les forêts, sous le gouvernement de leurs vieux mâles, et chaque groupe revendique pour son usage un district particulier, dans lequel ne sont point tolérés les individus d'une autre horde.

1. Espinas. *Sociétés animales*, 439.

2. Franklin. *Vie des animaux*. Mammifères, II, 199.

3. Brehm, d'après Hacklander.

4. Franklin. *Loc. cit.*, I, 151.

Mais cette prétention à la possession d'un territoire donné, c'est le fond même, l'origine première de la propriété du sol dans les sociétés humaines. Plus d'une fois, dans les chapitres suivants, j'aurai à parler des territoires de chasse, dont les tribus sauvages réclament aussi la jouissance exclusive, dont elles prétendent interdire l'accès aux tribus voisines et rivales, dont elles punissent de mort la violation. Je signale, en passant, ces instructives analogies entre les animaux et les hommes; elles éclairent singulièrement l'origine du droit et de l'instinct de la propriété. Il est, en effet, bien intéressant de retrouver chez nombre d'espèces animales, la plupart fort peu intelligentes, les rudiments, grossiers sans doute, mais parfaitement reconnaissables, de nos deux principaux modes de propriété : la propriété foncière et la propriété mobilière.

III. — LA PROPRIÉTÉ DE L'HABITATION

D'autre part, ce qui est plus humain encore, bon nombre d'espèces animales ont un goût très vif pour la propriété de l'habitation. Mais ce penchant se satisfait, selon les espèces, avec plus ou moins d'industrie et d'intelligence. Les animaux les moins ingénieux s'accommodent simplement d'un gîte naturel, grotte, abri sous roche, etc., etc. L'ours brun, par exemple, aime à s'établir dans une caverne naturelle et à y vivre seul, en philosophe chagrin. D'autres animaux, plus industriels, se font des grottes, se creusent des terriers.

La situation de ces habitations souterraines n'est point choisie au hasard. Avant de se fixer, le renard, par exemple, visite, explore le voisinage, fouille chaque excavation pour

s'assurer qu'elle ne renferme ni embûches ni ennemis. Puis, cette enquête terminée, il procède à son installation, creusant des couloirs, des chambres, se ménageant des issues multiples, à la fois éloignées les unes des autres et fort distantes du centre de l'habitation¹. Le blaireau se conduit de même et presque tous les rongeurs ont des terriers plus ou moins compliqués. Ceux de nos lapins de garenne sont en ce genre des modèles, que tout le monde connaît. Comme le remarque G. Leroy², les lapins ont sûrement l'idée de la propriété, car on voit les mêmes familles occuper héréditairement les mêmes terriers, en les agrandissant seulement à mesure que leur nombre augmente, exactement, comme les Indiens Pueblos, de l'Amérique centrale, ajoutent au besoin des annexes à leurs phalanstères. Les fondateurs de ces cités souterraines ne se sont pas décidés à la légère; ils ont eu soin au préalable de placer le terrier dans un endroit où il est à l'abri des inondations, d'en disposer l'entrée de manière à masquer l'intérieur du domicile, etc.

C'est vraisemblablement le goût de l'épargne, le désir de mettre en sûreté des aliments de réserve, qui a inspiré aux rongeurs l'idée de se creuser ainsi des habitations souterraines. Pourtant ce goût s'observe aussi, mais à l'état très rudimentaire, chez nos chiens domestiques et chez beaucoup de carnassiers qui, n'étant ni architectes, ni fouisseurs, se bornent, quand ils possèdent des aliments en excès, à faire un trou en terre, à y déposer leur excédent de provisions, leur épargne, et à cacher le dépôt en entassant sur lui les déblais. Plus habiles, les rongeurs creusent de véritables magasins. Ainsi le hamster (*Mus cricetus*) sait se creuser deux excavations souterraines. L'une est sa

1. Franklin. *Loc. cit.*, I, 131.

2. *Lettres sur les animaux*, 48.

chambre à coucher ; elle est jonchée d'herbe sèche et tenue avec une propreté parfaite ; l'autre sert simplement de magasin aux vivres. Souvent, chez les rongeurs, ces réserves de provisions sont considérables ; on les a accumulées de longue main, et elles doivent servir à sustenter l'animal pendant toute la mauvaise saison ¹. C'est de la prévoyance à lointaine échéance.

Comme bien des animaux, nos ancêtres préhistoriques ont été troglodytiques. Tout d'abord, ils ont disputé aux fauves la jouissance des cavernes naturelles ; puis ils ont eu aussi, comme les rongeurs, l'idée de s'en creuser d'artificielles, enfin celle de se construire des huttes. Mais il s'en faut que ce dernier trait soit particulier à l'homme. Les huttes des castors, par exemple, sont sûrement, au point de vue architectural, bien supérieures à celles des Pécherais de la Terre de Feu. Tout le monde a lu la description des villages de castors avec leur digue, leurs huttes circulaires à une seule entrée, se terminant en dôme, contenant une chambre de résidence et une chambre pour les provisions, au total, assez analogues aux huttes des nègres d'Afrique. Chaque hutte de castor abrite une famille et leur ensemble constitue une véritable tribu. On sait que la construction de ces huttes est savante et que les parois en sont fort épaisses ². Le castor est pourtant un animal médiocrement intelligent, mais il arrive souvent, chez les animaux comme chez les hommes, qu'une aptitude spéciale se développe seule et devienne d'autant plus saillante que les autres sommeillent ou font défaut.

A propos de ce qu'on peut appeler « la propriété bâtie » chez les animaux, j'ai jusqu'ici emprunté mes exemples à la

1. Houzeau. *Facultés mentales*, etc., I, 262.

2. Franklin. *Loc. cit.*, II, 260, 261. — Espinas. *Sociétés animales*, 454.

classe des mammifères; mais des faits du même genre, plus curieux encore, s'observent dans les autres classes du règne animal. Beaucoup d'oiseaux ont aussi l'idée de l'épargne, et tous, plus ou moins habilement, sont architectes. Le hibou (*Strix otus*) enterre, comme le chien, le surplus de ses provisions. La pie-grièche fiscale (*Lanius collaris*) se nourrit de sauterelles, de souris et de petits oiseaux. Fait-elle une chasse surabondante? Alors elle accroche ou plutôt elle enfile ses victimes aux épines des buissons ou sur des bâtons où elle les retrouvera plus tard¹. Un pic de Californie (*Melanerpes formicivorus*) creuse dans les arbres des excavations pour y déposer son butin. En automne, on le voit occupé à picoter les pins et les chênes et à insérer des glands dans les trous qu'il a pratiqués². Les geais font aussi des provisions; les pies, les polyborus, les anomalocorax, les ptylonorhynques, les chlamydères cachent et thésaurisent certains objets, objets de luxe, sans utilité apparente, mais auxquels ils semblent attacher un grand prix³.

Tout le monde sait combien l'instinct constructeur est développé chez les oiseaux, combien sont variées les formes de leurs nids et avec quel héroïsme ils défendent ce logis familial. Quoique les nids ne soient point des habitations permanentes et aient particulièrement pour objet l'élevage des jeunes, ils n'en constituent pas moins de véritables propriétés, servant parfois pendant toute une série d'années. Ainsi les vieux corbeaux reviennent d'année en année au même nid, et, comme ils forment des couples monogames, si l'un d'eux vient à périr, l'époux survivant, après avoir

1. Houzeau. *Facultés mentales*, etc., I, 262.

2. *Ibid.*, I, 263.

3. Espinas. *Loc. cit.*, 440.

convolé de nouveau, amène encore son compagnon à la vieille demeure ¹.

Cet attachement au « home » n'est pas spécial aux corbeaux. Nombre d'autres oiseaux se bornent à réparer leur nid et y reviennent régulièrement chaque année, jusqu'à ce que quelque catastrophe les en éloigne pour toujours ².

L'habitation commune, la propriété familiale, analogue aux « longues maisons » des clans iroquois ou aux phalantères des Pueblos de l'Amérique centrale, existe aussi chez les oiseaux. Je citerai, à titre d'exemple, les freux et les choucas, bâtissant leurs nids en famille, les premiers sur les arbres, les autres au haut d'anciens édifices.

C'est aussi en commun que ces oiseaux se mettent en quête de leur aliments; c'est en commun qu'ils regagnent leur gîte nocturne. Les hirondelles salanganes font bien plus encore; leur sentiment de la propriété est devenu collectif et chacune d'elles travaille indifféremment à tous les nids de la peuplade, à tout le moins aux nids voisins du sien. De même, l'oiseau connu sous le nom de *Républicain social* vit en groupes et construit un amas de nids recouverts d'une commune toiture ³.

Il importe beaucoup à la sociologie générale de noter, chez les animaux, ces faits de propriété collective, dont on retrouve tant d'exemples dans toutes les races humaines. Ce sont autant de nouvelles preuves attestant, après beaucoup d'autres, l'étroite parenté du *genus homo* avec le reste du règne animal.

Très ordinairement, les constructions des oiseaux ont pour objet principal d'abriter les œufs et les jeunes; que ces constructions soient propriété d'une famille ou d'un

1. Audubon. *Scènes de la nature*, I, 226.

2. *Ibid.*, II, 182.

3. Espinas. *Loc. cit.*, 489.

clan. Il existe pourtant des exceptions à cette règle, entre autres, l'habitation que construit, pour protéger ses amours, un oiseau de paradis devenu célèbre, le curieux *Amblyornis inornata*, qu'un voyageur italien, O. Beccari, a rencontré à la Nouvelle-Guinée. Le logis amoureux, la « petite maison », de cet oiseau est une hutte conique, devant l'entrée de laquelle l'architecte ménage une pelouse, tapissée de mousse, et dont il relève la verdure en y semant divers objets aux vives couleurs : des baies, des graines, des fleurs, des cailloux, des coquillages, etc. En outre, il a bien soin de remplacer les fleurs fanées par des fleurs fraîches¹. Ces curieuses constructions sont solides, durables; elles servent plusieurs années probablement à divers oiseaux; on n'y élève point les jeunes : ce sont simplement des maisons d'amour.

IV. — FOURMIS ET ABEILLES. LA PROPRIÉTÉ SOCIALE

Le rapide coup d'œil que nous venons de jeter sur les mœurs de certains animaux vertébrés nous y a montré, fort développé, l'instinct de la propriété se donnant carrière diversement suivant le degré de sociabilité et d'intelligence des espèces et, sous ce rapport, nous avons pu relever d'instructives analogies entre les animaux et les hommes. Mais la sociologie des invertébrés est peut-être plus fertile encore en enseignements, car, au point de vue qui nous occupe, les plus intelligentes de leurs espèces dépassent de beaucoup les premiers des mammifères. C'est que la hié-

1. O. Beccari. *Annali del Museo civico di storia naturale di Genova*, vol. IX, fasc. 3-4, 1877.

rarchie zoologique, établie par les naturalistes, est fondée seulement sur des caractères généraux, ce qui n'empêche point les espèces les plus développées d'un type taxinomiquement inférieur de l'emporter parfois en intelligence sur les espèces plus mal douées d'un autre type, dont l'organisation générale est supérieure.

Ainsi, considérées au point de vue de leurs aptitudes sociales et de leur manière d'entendre la propriété, les fourmis et les abeilles non seulement éclipsent tous les autres animaux, mais dépassent même et de beaucoup les races inférieures de l'humanité ; c'est que ces intelligents insectes sont les « primates » des invertébrés.

Pour le moment j'ai seulement à m'occuper de leur manière d'entendre la propriété. Il importe d'abord de remarquer que, si le milieu, le climat, s'y prêtent, les fourmis ont à un haut degré l'idée fondamentale de la propriété, l'idée de l'épargne. Cette idée manque aux fourmis de nos contrées septentrionales uniquement parce que, s'engourdisant l'hiver, elles n'ont pas besoin de faire d'inutiles provisions. Mais l'*Atta providens* de l'Hindostan, qui conserve toute l'année son activité, sait construire, pendant la saison sèche, un magasin où elle entasse, en prévision de la saison pluvieuse, une graminée du genre *panicum*, exactement comme nous conservons du blé dans nos greniers¹. La fourmi agricole, observée au Texas par le Dr Linceum, va bien plus loin : chaque année, elle déblaie devant sa fourmilière un terrain circulaire, y sème une graminée, puis la récolte, en en faisant des sortes de gerbes, qu'elle emporte dans ses greniers ; après quoi elle trie les grains de la paille et a même soin, quand les grains emmagasinés sont humides, de les sortir, de temps en temps, pour les sécher au

1. Houzeau. *Facultés mentales des animaux*, 1, 261.

soleil et les rentrer ensuite¹. Or, nous savons que l'humanité primitive ou sauvage, ce qui est tout un, a été ou est encore étrangère à l'agriculture, qui suppose une prévoyance à long terme, un souci de l'avenir, dont sont incapables les êtres peu intelligents. Les fourmis ont aussi, à un haut degré, le sentiment de la propriété du sol, du district dont leur cité occupe le centre; elles vont même jusqu'à livrer de furieux combats non seulement pour défendre cette petite patrie, mais pour en reculer les limites. Par dessus tout, elles ont l'amour de la maison, ce que nous appelons l'amour du foyer. L'habitation commune des fourmis, dont je n'ai pas à décrire ici la disposition compliquée, est gardée avec un soin jaloux par l'armée des ouvrières. En cas d'attaque ou simplement le soir, on en barricade les portes avec de la terre ou de petits morceaux de bois. Parfois même les ouvrières, jouant le rôle de remparts vivants, bouchent les issues avec leur têtes². Si vif est le goût de la propriété chez les fourmis, qu'elles le satisfont volontiers d'une manière coupable. Sans cesse elles convoitent la propriété d'autrui et elles pratiquent sur une vaste échelle le pillage guerrier.

Presque aussi déraisonnables, sous ce rapport, que les hommes, elles ne se contentent pas de défendre courageusement leur patrie; toujours elles sont prêtes à envahir celle des voisins. Cependant, par un certain côté, les razzias des fourmis sont plus « humaines » que les nôtres. En réalité, elles n'en veulent qu'au bétail et aux nymphes des républiques rivales; elles ne semblent pas aimer le meurtre pour lui-même et n'attendent à la vie de leurs adversaires que si celles-ci ont le mauvais goût de défendre leur bien, l'espoir de leur république, avec trop d'énergie. Piller suffit à ces

1. L. Büchner. *Vie psychique des bêtes*, 121.

2. F. Huber. *Fourmis indigènes*, 197. — Büchner. *Vie psychique des bêtes*, 123.

amazones utilitaires; elles ne se délectent pas à tuer, à moins (et ceci leur est commun avec l'homme) qu'il ne s'agisse d'espèces inférieures, tout à fait étrangères, à leurs yeux méprisables, et dont elles dérobent les nymphes uniquement pour les manger; dans ce cas elles égorgent sans miséricorde¹. Après une victoire, les fourmis victorieuses ne se bornent pas toujours à mettre à sac la cité vaincue; parfois elles la gardent et s'en servent comme d'une sorte d'habitation de plaisance. Forel mentionne une colonie de fourmis sanguines, qui possédait ainsi trois nids, dont deux conquis, et qui les habitait tour à tour.

D'aussi déterminés propriétaires ne pouvaient s'arrêter en chemin, aussi les fourmis ont-elles inventé, dans leurs sociétés, deux genres de propriété, que bien longtemps on a cru particuliers à l'homme : je veux parler des animaux domestiques et des esclaves. A la Société d'anthropologie, il y a une vingtaine d'années, nous fûmes fort surpris, quand notre compatriote Lespès nous parla des coléoptères aveugles, connus sous le nom de clavigères, que les fourmis nourrissaient par pure gourmandise dans leurs demeures, les apâtant soigneusement pour les pouvoir traire ou plutôt téter ensuite². Nous devons à P. Huber une autre découverte du même genre, celle des pucerons alimentés, soignés, gardés, même élevés et servant aux fourmis de bétail, de vaches laitières et au besoin d'animaux de boucherie. Sans m'étendre outre mesure sur ces faits curieux, qu'il me suffise évidemment de mentionner, je rappellerai cependant que certaines fourmis recueillent les œufs des pucerons du chêne, les entassent dans des loges et en surveillent soigneusement l'éclosion³; qu'elles construisent parfois à ce bétail de vraies

1. Büchner. *Vie psychique*, etc., 229.

2. Bulletins de la Société d'anthropologie.

3. P. Huber. *Fourmis indigènes*, 185.

étales, où elles le peuvent traire en toute sécurité¹, qu'elles portent les pucerons, les promènent, les suivent avec sollicitude, qu'elles se les disputent, se les dérobent, de fourmilière à fourmilière, comme elles font des nymphes², enfin qu'en temps de disette elles les dévorent.

Des animaux intelligents, qui sont toujours architectes, parfois agriculteurs, parfois pasteurs, c'est-à-dire astreints à de pénibles travaux, ne pouvaient manquer d'imaginer l'esclavage. Nous savons que les fourmis l'ont fait et que certaines espèces belliqueuse, la *formica sanguinea*, la *formica rufescens*, ont subjugué une espèce nègre, la *formica fusca*. Ici encore les fourmis, tout en se conduisant comme les hommes, ne se sont point permis les abus de la force, dont ceux-ci sont coutumiers ; jamais elles ne réduisent en esclavage des fourmis adultes³ ; mais elles s'emparent des nymphes, élèvent les jeunes, les traitent avec douceur et s'en font ainsi de dociles et zélés serviteurs. Ces fourmis esclaves, qui n'ont jamais connu leur cité d'origine, font avec empressement tous les travaux intérieurs de la communauté, soignent les larves, portent leurs maîtresses, les appâtent, barricadent les avenues en cas de siège, accueillent avec joie leurs maîtresses conquérantes, revenant d'une expédition fructueuse, les débarassent des nymphes capturées dans les razzias⁴. De cœur, elles sont si bien avec leurs propriétaires qu'elles se permettent parfois de les molester, non sans péril, quand celles-ci reviennent d'une expédition, les mandibules vides⁵. Quant à elles, leur besogne est surtout domestique ; dans certaines fourmilières d'Angleterre, elles ne sortent même

1. P. Huber. *Fourmis indigènes*, 177.

2. *Ibid.*, 171-173.

3. P. Huber. *Fourmis indigènes*, 298, 195.

4. *Ibid.*, 196, 256, 298.

5. Büchner. *Loc. cit.*, 208.

pas du nid; en Suisse pourtant, elles vont à la chasse des aphidiens¹, besogne inférieure, que dédaignent les fourmis légionnaires². Mais toujours ces dernières considèrent les fourmis noires ou plutôt noir-cendrées, qui les servent, comme leur propriété, et quoique, d'habitude, elles se fassent nonchalamment porter par elles, elles ne dédaignent pas de les emporter à leur tour pour plus de sûreté, quand elles changent de domicile ou, en cas de siège, de les traîner en hâte au plus profond de leurs souterrains. Ainsi procèdent du moins les fourmis sanguines³.

Ce régime esclavagiste dure sûrement depuis bien des siècles dans le monde des fourmis, mais il n'a pas toujours existé, comme l'attestent certaines survivances. Ainsi, chez quelques espèces de fourmis, les reines elles-mêmes, les progénitrices choyées et respectées, participent aux travaux de la communauté, exactement comme les humbles ouvrières. D'autre part, après l'essor nuptial des fourmières, on voit quelques fourmis femelles se creuser des nids souterrains et fonder ainsi spontanément des colonies nouvelles⁴.

Or, ces faits anormaux suffisent à indiquer que les fourmis ont évolué comme les hommes, que jadis, à l'origine de leurs sociétés, il n'y existait encore aucune hiérarchie, aucune caste, et, que, dans ces temps reculés, l'obligation du travail devait être générale pour toutes les citoyennes de la république.

Au cours des siècles, les sociétés de fourmis se sont perfectionnées, comme les sociétés humaines; leur structure s'est compliquée et, dans certaines de leurs cités, les occu-

1. P. Huber. *Loc. cit.*, 299.

2. P. Huber. *Loc. cit.*, 205.

3. *Ibid.*, 256, 257.

4. Büchner. *Loc. cit.*, 403, 404.

pations, considérées comme inférieures, ont été dévolues à des esclaves de race noire. Il est intéressant de noter quel a été sur les classes dirigeantes et fainéantes des fourmilières le résultat de cette organisation aristocratique. Or, il a été lamentable à ce point que même la conformation physique des propriétaires d'esclaves s'est dégradée. Chez la fourmi amazone (*Formica* ou *Polyergus rufescens*), qui non seulement ne s'abaisse pas à travailler, mais se fait même donner la becquée par ses esclaves, les mâchoires, devenues longues, étroites et fortes, s'avancent en pointes acérées, très propres à percer la tête d'un adversaire, mais impropres à saisir les aliments. Sans le secours de leurs esclaves, ces fourmis distinguées mourraient d'inanition. Quand l'une de ces amazones a faim, elle se borne à frapper de ses antennes la tête d'une esclave, qui aussitôt lui ingurgite bouche à bouche de la nourriture. Ce sont de vraies grandes dames, qui littéralement ne sont bonnes à rien, sauf à tuer. Elles sont tellement aristocratiques qu'elles ne savent plus ni construire leur nid, ni nourrir leurs larves, ni s'alimenter elles-mêmes. Dans une expérience célèbre, Huber enferma trente fourmis amazones avec leurs larves, leurs nymphes et d'abondantes provisions alimentaires; mais les prisonnières ne savaient pas manger seules; elles étaient de trop bonne maison pour cela et la plupart moururent de faim. Alors l'expérimentateur introduisit au milieu des survivantes une seule esclave noire (*Formica fusca*), qui, se mettant aussitôt à l'œuvre, en roturière qu'elle était, nourrit et sauva ses maîtresses exténuées, construisit des cellules, y plaça les larves, enfin fit tout rentrer dans l'ordre¹. Mais, ce qui peut-être est plus curieux encore, c'est que, chez certaines espèces, l'oisiveté, prolongée pendant une suffisante série

1. P. Huber. *Loc. cit.*, note.

de générations a fini par rendre les fourmis aristocratiques inhabiles même aux exploits guerriers, auxquels elles ont uniquement consacré leur vie. Ainsi la *Strongylognathus testaceus*, dit Forel, est devenue une sorte de caricature de l'amazone. Elle a bien conservé l'instinct belliqueux; mais, dans ses expéditions, sa faiblesse physique trahit son courage : elle s'épuise en efforts superflus pour emporter les nymphes qu'elle a conquises, et, n'y parviendrait pas sans le secours de ses esclaves, qui l'accompagnent et, sans difficulté, enlèvent le butin¹. C'est que, dans le métier de la guerre, le courage tout seul ne suffit pas; il y faut encore des muscles.

En citant ces faits, si curieux, mais familiers aujourd'hui à quiconque s'est occupé même superficiellement d'histoire naturelle, mon but est uniquement de faire des comparaisons, des rapprochements entre l'humanité et l'animalité. Or, nous voyons, dans les sociétés humaines, l'abus de la propriété, le parasitisme social, avoir, comme le parasitisme organique, des résultats très analogues à ceux que l'on peut observer chez les animaux. Le parasitisme, on le sait, n'est pas rare dans le règne animal, et la loi en a été très justement résumée en ces termes par M. Espinas : « Le parasitisme a pour effet une diminution corrélative de puissance vitale, chez l'animal qui le subit, et de complexité organique, chez l'animal qui le pratique. C'est l'antipode de la vie sociale, dit-il excellemment : celle-ci est caractérisée par un profit et un perfectionnement mutuels² », et il cite à l'appui de son dire des faits typiques, notamment la régression observée chez quelques crustacés lernéens, qui descendent soudain dans l'échelle animale, dès que leur phase parasitique a commencé.

1. L. Büchner. *Loc. cit.*, 233.

2. Espinas. *Sociétés animales*, 164.

L'inactivité atrophie les organes et les fonctions. C'est même là une des grandes lois sur lesquelles Lamarck a basé sa théorie transformiste. Je ne saurais, sans m'écarter de mon sujet, citer ici les faits nombreux qui en démontrent la vérité, dans le règne animal.

Nous venons de voir que cette loi se vérifie chez les fourmis esclavagistes, et nous savons que, dans nos sociétés humaines, les aristocraties guerrières et à plus forte raison financières subissent aussi plus ou moins rapidement une régression physique et mentale, qui a pour aboutissant la stérilité et l'extinction. L'effort, je dis l'effort continu mais non excessif, est pour l'animal et l'homme une condition d'existence et de durée.

Mon but n'étant point de faire ici une leçon d'histoire naturelle, mais simplement de signaler, chez les animaux, les principales manifestations de l'instinct propriétaire, je puis me borner à mentionner seulement les autres insectes, vivant, comme les fourmis, en républiques industrielles. Je citerai en passant les nids de termites, constructions aériennes, hautes de 4 à 5 pieds et contenant des myriades de chambres, de voûtes, de coupoles et des magasins bien garnis de gommes, de résines, de farine, de graines, de fruits, etc. Le *Termes mordax*, rencontré dans le Soudan par le voyageur Barth, fait ainsi de tels amas de grains que les nègres pauvres peuvent s'y approvisionner. Le désir de sauvegarder la propriété commune, de mettre en lieu sûr des aliments de réserve est donc bien évidemment la principale raison d'être des nids de termites. — Les colonies et les ruches d'abeilles sont au moins aussi intéressantes, et il me faut bien en dire aussi quelques mots. Personne n'ignore comment ces intelligents insectes butinent, pour leur communauté, le nectar et le pollen; comment ces pollens sont triés et emmagasinés dans des alvéoles construites à cet

effet; comment d'autres alvéoles sont remplies de miel et munies de couvercles, si leur contenu est une épargne, un aliment de réserve; combien les abeilles ont le respect de la propriété sociale, puisque les alvéoles destinées à subvenir aux consommations quotidiennes de la tribu restent toujours ouvertes et impunément, sans qu'aucune des citoyennes y puise plus qu'il n'est nécessaire pour apaiser ses besoins du moment, etc., etc.

Le régime communautaire est loin d'être rare dans les sociétés humaines. J'aurai à en citer bien des exemples; mais jamais, dans l'humanité, nous ne trouverons une absorption des individus par le groupe social aussi complète, aussi absolue que dans les cités des fourmis et des abeilles, où la propriété individuelle ne semble pas même soupçonnée. Dans ces républiques, ce que l'une des citoyennes détient appartient à toutes les autres. Une abeille à jeun rencontre-t-elle une abeille butineuse, rentrant toute chargée dans la cité, elle lui donne sur la tête quelques légers coups d'antennes et, à l'instant, l'autre s'empresse de lui dégorger fraternellement une partie des substances alimentaires, ingurgitées provisoirement dans son estomac¹. — Les fourmis ne procèdent pas autrement; mais en outre la fourmi sustentée a bien soin de manifester à l'autre sa reconnaissance: « La fourmi qui éprouve le besoin de manger, dit P. Huber, commence par frapper de ses deux antennes, avec un mouvement très rapide, celles de la fourmi dont elle attend du secours. On les voit aussitôt s'approcher en ouvrant leur bouche et avancer leur langue pour se communiquer la liqueur, qu'elles font passer de l'une à l'autre. Pendant cette opération, la fourmi qui reçoit les aliments ne cesse de flatter celle qui la nourrit,

1. Büchner. *Loc. cit.*, 367.

en continuant à mouvoir ses antennes avec une activité singulière, etc.¹ » Il faut que le régime collectif de la propriété, chez les fourmis et les abeilles, dure depuis bien des milliers d'années, car, en dehors des cas de démoralisation, que l'on peut, par exemple, produire chez les abeilles en leur donnant le goût de l'ivrognerie, ces intelligents insectes ont, pour la propriété sociale, un respect et un dévouement absolus. Leur égoïsme primitif s'est élargi en égoïsme collectif, patriotique si l'on veut.

Mais ces espèces si sociables, animées d'une charité plus que chrétienne, ne sont pas d'emblée parvenues à ce haut degré de civilisation. Dans le monde des fourmis et des abeilles, comme dans le nôtre, il y a des peuplades sauvages. Aujourd'hui encore, certaines espèces de fourmis ignorent la division du travail, portée si loin chez leurs congénères civilisées. Les sentiments bienveillants, que l'existence communautaire de ces insectes est si propre à développer, n'ont point la même énergie dans toutes les fourmilières. Là, comme chez nous, ils sont sans doute en rapport avec la durée historique de la cité. Chez certaines peuplades, on s'acquitte tout simplement de ses devoirs sociaux sans aucune sentimentalité; dans d'autres, on y met de l'urbanité, de l'empressement. P. Huber signale un nid de fourmis fauves où régnait une extraordinaire harmonie. On ne cessait de s'y offrir mutuellement de la nourriture, de se caresser, de se porter amicalement d'une place à l'autre².

Il en est de même pour les abeilles. Elles sont d'autant plus civilisées, l'architecture de leurs ruches est d'autant plus savante, la division du travail y est poussée d'autant plus loin qu'elles ont, dans le passé de leur race, une plus longue culture. Aucune abeille américaine, dit Bates, n'a

1. P. Huber. *Fourmis indigènes*, 159.

2. P. Huber. *Fourmis indigènes*, 153.

atteint le haut degré d'habileté architecturale auquel sont arrivées les abeilles d'Europe. — Il existe aussi des espèces qui ne sont pas encore dégagées de la sauvagerie. Chez ces abeilles, vivant solitairement et que le frottement social n'a pu policer, les femelles travaillent autant et même plus que les mâles et il en est de même chez les bourdons, chez les guêpes. D'autre part, les mélipones d'Amérique (*Melipona scutellaris*) et aussi les femelles de l'abeille maçonne (*Megachile muraria*) en sont encore restées aux premiers éléments de l'architecture alvéolaire.

Du reste, même chez les abeilles les plus civilisées, la reine porte encore sur ses pattes postérieures les vestiges indéniables d'un antique passé égalitaire, c'est-à-dire les « corbeilles » indispensables à l'abeille butineuse pour charrier le pollen, et cette conformation atteste clairement la primitive bassesse de son origine.

V. — DU VOL ET DE LA JALOUSIE

Sans sortir de mon sujet, je terminerai ce chapitre par quelques considérations de psychologie expérimentale. La fonction essentielle des centres nerveux étant, on le sait, de garder les empreintes des actes accomplis, il est nécessaire que le genre de vie crée les instincts et les mœurs, aussi avons-nous vu les qualités sociables d'autant plus développées chez les animaux que leur régime de la propriété était plus étroitement communautaire. Mais, une fois créés, certains penchants se peuvent manifester de diverses manières. L'instinct de la conservation, la prévoyance à long terme ont eu, nous l'avons remarqué, pour corollaire le goût de la propriété chez un grand nombre d'espèces animales. Mais le penchant

à l'appropriation, fort louable, quand il a pour objet la conservation de l'individu, de la famille ou du groupe, dégénère sans peine en un autre goût moins moral, celui du vol, infiniment répandu chez les animaux et, on le sait, assez commun chez les hommes.

Les fourmis et les abeilles, si scrupuleusement respectueuses du bien social appartenant à leur communauté, s'approprient sans scrupule les richesses des autres cités, et, en matière de vol, c'est là aussi la doctrine courante dans nombre de sociétés humaines, peu ou point civilisées. La vie toute entière de certaines espèces de fourmis se passe, nous l'avons vu, en razzias prédatrices. Les abeilles ne semblent pas pratiquer le vol guerrier comme les fourmis, mais nombre d'entre elles vivent sans scrupule de leurs larcins individuels, commis au détriment des ruches étrangères. On les voit tâcher de se glisser sournoisement, en trompant la vigilance des sentinelles, dans les cités d'autrui pour y dérober des provisions et s'en gorger. Parfois même, pratiquant le vol de grand chemin, elles vont s'embusquer en petites troupes près d'une ruche étrangère pour guetter le retour des abeilles butineuses et les dévaliser au passage. De leur côté, les sentinelles de la ruche écartent les abeilles étrangères, leur interdisent l'entrée de la cité et, si elles sont déjà exaspérées par des tentatives de vol, elles pourchassent même les rôdeuses et s'efforcent de les tuer¹. En cela, les abeilles imitent ce qui s'est fait dans un grand nombre de sociétés humaines, où le vol a semblé le plus grand des crimes, expiable seulement par la mort.

Rien n'est d'ailleurs plus commun que la piraterie et le vol chez les animaux : ce sont conséquences obligées de la lutte pour vivre. Exactement comme le goût de l'épargne,

1. Büchner. *Loc. cit.*, 370, 389, 390.

celui du larcin dérive de l'instinct de l'appropriation. C'en est seulement une manifestation socialement nuisible. Les corbeaux, que j'ai cités comme de jaloux propriétaires, maraudent sans scrupule sur la propriété des autres oiseaux ; ils attaquent les nids des freux et leur enlèvent leurs jeunes pour les donner en pâture à leurs propres petits.

Les chiens ont à un haut degré le sentiment et le goût de la propriété, c'est même ce qui permet de les utiliser comme de fidèles gardiens ; mais, par cela même, ils ont souvent de la propension au vol. Et, sur ce point, l'homme leur ayant inculqué de la moralité, ils dérobent d'ordinaire avec une pleine conscience de leur méfait, ce que démontre clairement leur attitude, alors qu'ils sont surpris en flagrant délit. Mais, dans leur opinion canine, le vol est coupable seulement alors qu'il se pratique au détriment du maître. Entre eux, ils y font moins de façon et le plus fort s'empare sans scrupule de l'os que ronge le plus faible.

L'instinct de l'appropriation, par cela même qu'il tient étroitement à celui de la conservation, engendre sans peine des sentiments et des passions égoïstes : l'avarice, qui est simplement l'hypertrophie du goût de l'épargne ; l'envie, provenant d'une exacerbation de l'appétit propriétaire, affolé de convoitise. C'est encore au profond et puissant instinct de l'appropriation, qu'il faut rattacher l'essence d'un sentiment, aussi violent qu'égoïste, trop commun chez les hommes et fréquent chez les animaux ; je veux parler de la jalousie sexuelle, dont il me semble assez facile de retrouver la genèse, en l'étudiant chez les animaux, particulièrement chez le chien. A l'état sauvage, le chien, comme tous les carnassiers, n'avait d'autre ressource que la chasse. La proie qu'il parvenait à saisir, il la regardait naturellement comme sa propriété ; il la défendait énergiquement contre les entreprises des rivaux, qui la lui voulaient ravir. Aujourd'hui encore, il

n'est pas prudent de vouloir ôter à « l'ami de l'homme » l'os qu'il tient entre ses crocs. Souvent alors on voit les chiens les plus pacifiques devenir féroces, retomber en sauvagerie. Mais cet instinct de l'appropriation ne s'applique pas seulement à la pitance octroyée par le maître. Il s'est considérablement élargi dans la mentalité canine et embrasse les troupeaux, la maison, le maître lui-même et les caresses du maître. Souvent des chiens ont cruellement mordu des enfants, que l'on osait caresser sous leurs yeux; d'autres, d'un naturel plus tendre, sont, pour la même raison, tombés en mélancolie et se sont laissés mourir de faim¹. Or, ce sont là les deux principales formes de la jalousie chez l'homme : la jalousie qui se venge et la jalousie qui souffre. Mais cette jalousie, basée sur l'instinct de la propriété, est, nous le savons, celle de l'homme primitif, qui ne cherche nullement à la farder. Dans un précédent ouvrage², j'ai surabondamment établi, que, dans les sociétés sauvages, la femme est pour le mari une propriété comme une autre, que toujours ses écarts, ses adultères, sont châtiés non pas au nom de la morale outragée, mais à celui de la propriété violée.

Nous tenons donc les deux bouts de la chaîne, et il est difficile de ne pas reconnaître au fond de notre jalousie sexuelle, de ce sentiment rongeur et égoïste, rebelle à la culture la plus raffinée, un écho mental du grossier instinct d'appropriation. Alors qu'il se débat sous les morsures de la jalousie, l'Othello de Shakespeare a raison de s'écrier : « Une nature ne se laisserait pas envahir ainsi sans quelque grande cause... Ce ne sont pas des mots qui m'agitent. » (Scène XI.) Non, ce ne sont pas des mots. C'est un sentiment tyrannique parce qu'il est primordial et, quand, aveuglé par la fureur, par « le monstre aux yeux verts », Othello

1. Espinas. *Sociétés animales*, 181.

2. *L'Évolution du mariage*.

étouffe Desdémona, sa passion procède, à travers la longue chaîne des âges et des générations, de l'irritation bestiale, à laquelle obéissent le loup revendiquant sa proie, le chien défendant son dîner et ne permettant pas qu'on empiète sur leurs droits de propriétaires.

Je m'arrête. Les faits que je viens d'énumérer suffisent à établir : que l'instinct de la propriété n'est qu'un des modes du tyrannique instinct de la conservation ; d'autre part, que les divers genres d'appropriation observables dans les sociétés humaines se retrouvent chez les animaux, mais là sans fard ni déguisement, ce qui permet d'en démêler aisément les motifs psychiques et n'est pas sans jeter quelque jour sur les ressorts profonds de la mentalité humaine.

CHAPITRE II

LA PROPRIÉTÉ DANS LES HORDES ET TRIBUS PRIMITIVES

- I. *La propriété et l'organisation politique.* — Quatre stades d'évolution.
- II. *La propriété chez les hordes anarchiques.* — Races humaines inférieures aux fourmis. — Sauvages primitifs à Bornéo. — Les Veddahs de Ceylan. — Les Bochimans. — Sociabilité des Bochimans. — Les Fuégiens. — La propriété chez les Fuégiens. — Sentiments de solidarité chez les Fuégiens. — Pas de propriété individuelle.
- III. *La propriété en Australie.* — Le clan australien. — Territoires de chasse. — Le *punctum saliens* de l'appropriation individuelle. — Pourquoi les objets personnels sont détruits à la mort du propriétaire. — Réglementation excessive. — Absence de l'idée d'épargne. — La réglementation alimentaire chez les Kurnai. — La propriété des filles. — Singulier point d'honneur chez les femmes Narrinyeri. — La parenté confuse du clan familial. — Les filles et propriété collective. — Le communisme en Australie. — La propriété individuelle existe-t-elle en Australie ?
- IV. *La propriété chez les animaux et chez les hommes primitifs.* — L'homme primitif moins prévoyant que nombre d'animaux. — La gloutonnerie de l'homme primitif. — Solidarité primitive. — Point d'habitation artificielle chez certains primitifs. — Les objets fabriqués et la propriété individuelle.

I. — LA PROPRIÉTÉ ET L'ORGANISATION POLITIQUE

En abordant le vaste sujet que j'ai entrepris d'esquisser dans ce volume, mon premier soin doit être de trouver un plan d'exposition à la fois logique et conforme aux grandes phases évolutives de la propriété. Or ces phases sont

corrélatives à celles de l'évolution politique. En effet le droit de propriété a une importance si capitale, que toute modification profonde dans la structure sociale retentit nécessairement sur lui et souvent même n'est que la conséquence obligée d'une nouvelle manière d'entendre la propriété.

J'étudierai donc la propriété : 1° dans les hordes encore anarchiques; 2° dans les tribus, déjà organisées, mais néanmoins républicaines; 3° dans les groupes ethniques, à structure plus différenciée, ayant déjà une aristocratie, souvent des esclaves, presque toujours un chef monarchique; 4° dans les grandes monarchies primitives.

Ces quatre stades principaux pourraient comprendre toutes les races de couleur, celles que nous appelons, un peu trop dédaigneusement peut-être, inférieures, et en même temps la majeure partie des races blanches. Néanmoins, ces dernières, ayant poussé plus loin leur évolution politique et sociale, en ayant beaucoup développé les dernières phases, je les étudierai à part, afin de les pouvoir suivre depuis leur état de sauvagerie ou de barbarie premières jusqu'aux époques modernes, sans rompre le fil de mon exposition et disjoindre les très humbles commencements des résultats derniers.

II. — LA PROPRIÉTÉ CHEZ LES HORDES ANARCHIQUES

La rapide excursion que nous avons faite dans le règne animal, nous y a montré les principaux modes de l'appropriation en usage dans les diverses sociétés humaines; nous avons même constaté que certaines espèces avaient su organiser avec une grande perfection la propriété collective. Il s'en faut bien, nous allons le voir, que, sous ce rapport,

toutes les sociétés humaines soient aussi civilisées que les fourmis. Les tribus sauvages les plus arriérées n'entendent guère la propriété plus intelligemment que les hordes de cercopithèques. Il est même permis de supposer que certaines races humaines, peu nombreuses et absolument inférieures, arrêtées ou relombées au plus humble degré de la vie sociale, sont étrangères à l'idée, si grossière, si commune même chez les animaux, des territoires de chasse. C'est que, pour faire respecter les limites d'un district, il faut que les propriétaires en soient ou individuellement très redoutables, comme les grands fauves, ou déjà agrégés en hordes suffisamment nombreuses et ayant des instincts de solidarité.

Ni l'une ni l'autre de ces conditions n'existent chez certains sauvages errant dans les forêts centrales de Bornéo, à l'état de familles, le plus souvent animales, quoique monogames. Semblables à des bêtes fauves, ils battent les forêts vierges, se procurent une femelle en l'enlevant et s'accouplent avec elle dans les fourrés; la nuit, ils s'abritent sous quelque gros arbre, et y allument un grand feu pour écarter les bêtes féroces, puis ils suspendent leurs enfants aux branches. Les parents, le mâle et la femelle ainsi accouplés, se séparent ordinairement, dès que leurs jeunes, leurs petits, sont à peu près en état de trouver, seuls, leur nourriture¹.

C'est exactement ainsi que l'on nous a dépeint les Vedhas des bois de Ceylan, si peu intelligents qu'ils n'avaient encore, dans leur langage rudimentaire, aucun nom de nombre².

On peut rapprocher de ces Asiatiques, aussi voisins des grands singes que de l'homme, les Bochimans de l'Afrique

1. J. Lubbock. *Orig. civil.*, 9.

2. *Revue britannique*, avril 1876.

australe, vivant de chasse et plus souvent de maraude aux dépens des troupeaux des Cafres, des Hottentots ou des blancs. N'ayant ni maisons, ni abris artificiels, ni troupeaux, ils errent en très petites hordes, toujours chassant, souvent chassés, et pas plus que les négroïdes de Bornéo ou de Ceylan, ils ne semblent en état de prétendre à la possession exclusive de territoires de chasse. Pourtant l'homme est naturellement un animal si sociable, que déjà les Bochimans sont susceptibles de bonté, même de générosité. Ainsi il est d'usage, dans leurs petites hordes, de se partager les aliments sur lesquels on peut mettre la main, et s'il s'agit, par exemple, d'un présent, on remarque, nous dit Moffat, que le donataire en régale ses amis et se fait à lui-même la plus petite part. Bien plus, cette bonté native s'exerce parfois, même au profit des blancs, et nous savons que, d'une race à une autre, la charité, la mansuétude sont rarement en usage. Moffat raconte qu'un jour, dans un voyage, ayant épuisé ses provisions et menacé de mourir de faim, il fut sauvé par la générosité d'une femme bochimane, qui lui servit un repas de larves de fourmis, acte de charité qui inspira au missionnaire un vif sentiment de reconnaissance¹.

Les Fuégiens de la Terre de Feu sont assez comparables aux pauvres Bochimans, pourtant ils sont un peu plus intelligents. Ils peuvent déjà fabriquer des canots d'écorce, qu'ils n'ont d'ailleurs perfectionnés en rien depuis le xvii^e siècle. Ils savent aussi édifier en une heure de grossières huttes coniques, au moyen de branches fichées en terre et dont ils bouchent les interstices avec des feuilles, du gazon, des peaux, etc. Dans ces huttes primitives, les Fuégiens, nus ou à peu près, s'empilent au nombre de cinq ou six sur le sol

1. Moffat, *Vingt-trois Ans dans l'Afrique australe*, 38, 39, 42.

humide, un peu à la manière des porcs dans une étable¹. Ils vivent surtout de coquillages et en entassent les tests en « débris de cuisine », en « *kjokkenmöddings* », comme le faisaient nos lointains ancêtres préhistoriques. Tout en étant un peu plus nombreuses que celle des Bochimans, leurs hordes errantes le sont encore très peu. Déjà cependant les Fuégiens ont sur le droit de propriété quelques notions assez précises.

Darwin est porté à croire que leurs petits groupes s'isolent et se séparent volontairement les uns des autres par des espaces abandonnés, des marches, ce qui impliquerait quelque idée de territoires de chasse ou plutôt de pêche appropriés, revendiqués par les différents groupes². Ces territoires seraient assez vastes, puisque le genre d'alimentation des Fuégiens les oblige à changer constamment de campements, mais l'on revient, à certains intervalles, habiter les mêmes lieux, ce que prouve le volume considérable des amas des coquillages, « des débris de cuisine », formant parfois des tas pesant plusieurs tonneaux³.

Le souci du lendemain, la prévoyance, sont à peu près inconnus des Fuégiens. Leur arrive-t-il de tuer un phoque? Ils se gorgent de sa chair sans songer à l'avenir. C'est une bien autre fête quand les Fuégiens ont la chance assez rare de pouvoir s'abattre, comme une troupe de vautours, sur le cadavre, fût-il même un peu putréfié, d'une baleine échouée⁴. Pourtant, durant ces jours de gala, des instincts de solidarité se manifestent encore. En temps de disette, et ces temps ne sont pas rares, chaque horde indigène donne mission à quelques-uns des siens de battre le pays à la recherche de

1. Darwin. *Voyage d'un naturaliste*, 228, 229.

2. *Ibid.*, 236.

3. Darwin. *Loc. cit.*, 228.

4. Byron. *Hist. univ. voy.*, II, 449.

tout ce qui peut être comestible. Quand ces envoyés sont assez heureux pour découvrir un cadavre de baleine échouée, leur retour au campement donne lieu à des scènes intimes, qui ont quelque chose de grossièrement patriarcal. Les éclaireurs commencent par détacher de la baleine de larges morceaux de chair, et, pour que le transport en soit plus facile, ils y pratiquent un large trou, par lequel ils passent leur tête, à peu près comme les Chiliens portent leurs *ponchos*.

Puis, chargés de cette manière originale, ils reviennent vers les leurs et le partage commence; il se fait méthodiquement. Un vieillard prend la chair, la découpe en minces tranches, qu'il fait griller un instant sur le feu, en marmottant quelques paroles, puis qu'il distribue au groupe affamé. Dans ces occasions, les Fuégiens s'élèvent quelquefois, rarement, jusqu'à la notion d'épargne, et, quand la provision est surabondante, ils en enfouissent des réserves dans le sable, tout à fait à la manière des animaux¹; des chiens, par exemple.

Les Fuégiens ne semblent guère avoir l'idée de la propriété individuelle. « Si, rapporte Darwin, on donne à l'un d'eux une pièce d'étoffe, il la déchire en morceaux et chacun en prend sa part. » Aucun individu ne peut amasser et devenir plus riche que son voisin². Ils semblent du reste, au moins en temps ordinaire, respecter la propriété tolérée, au moins la propriété familiale : « Si, dit encore Darwin, un présent, destiné à un canot, tombait auprès d'un autre, on le remettait immédiatement aux légitimes propriétaires³. » Les notions d'échange, de commerce, ne leur sont pas non plus étrangères. Darwin ayant donné à un Fuégien un gros clou, présent considérable pour le pays, l'indigène saisit immédiate-

1. Darwin. *Loc. cit.*, 230.

2. *Ibid.*, 247.

3. *Ibid.*, 245.

ment deux poissons, qu'il tendit en échange, au bout de sa lance¹. Mais ces pratiques peuvent avoir été inspirées aux indigènes de la Terre de Feu par les navigateurs européens.

Au total, dans ces sociétés embryonnaires, derniers échantillons sans doute d'un état primitif, par lequel ont dû passer toutes les races humaines, l'idée de la propriété est encore à l'état naissant. Il semble bien que le Veddah, le Bochimane revendiquent seulement la propriété de l'objet qu'ils tiennent, de l'aliment qu'ils se sont à grand'peine procuré. Pourtant les Fuégiens paraissent avoir une vague prétention à la propriété du territoire où ils traînent leur bestiale existence; mais, chez tous ces primitifs, on constate déjà l'existence d'une certaine solidarité, sans laquelle aucun progrès social ultérieur ne serait possible.

Les quelques types humains que je viens de citer occupent le dernier rang dans la hiérarchie de notre espèce. Les plus humbles des races, ou plutôt des sociétés, que nous allons maintenant étudier, étaient déjà sorties du régime de la horde anarchique pour constituer des unités ethniques, plus ou moins organisées, des tribus, souvent subdivisées en clans soumis à des règles traditionnelles. Or, durant ce stade social, celui de la tribu, le régime de la propriété revêt, dans toutes les races, une forme assez analogue, qui mérite une étude spéciale.

III. — LA PROPRIÉTÉ EN AUSTRALIE

Tout en ayant nombre de caractères communs, accusant clairement une même origine, les divers groupes mélanésiens étaient parvenus à des degrés fort inégaux d'évolu-

1. Darwin. *Loc. cit.*, 245.

tion sociale. Les moins avancés étaient les pauvres Tasmaniens; les plus civilisés étaient ou sont encore les Vitiens et les Néo-Calédoniens. Les Australiens tenaient le milieu entre les uns et les autres. Mais le régime franchement républicain de la tribu primitive ne se retrouve plus que chez les Australiens.

Les Tasmaniens, guère plus intelligents que les Fuégiens, avaient déjà cependant des territoires de chasse bien délimités et que les hommes, appartenant à des tribus étrangères, ne pouvaient violer sans s'exposer à être repoussés à main armée¹. Sur les us et coutumes de cette race, détruite de la manière la plus sauvage par les colons anglais, nous n'avons d'ailleurs que des renseignements sociologiques fort insuffisants. Mais nous sommes plus heureux pour les indigènes d'Australie, fort analogues aux Tasmaniens.

Les Australiens ont une organisation sociale déjà complexe. Ils forment des tribus, subdivisées en clans et régies par tout un ensemble de coutumes traditionnelles ayant force de loi. Or, ce qui caractérise ces mœurs de la tribu primitive, c'est le régime communautaire. Dans un précédent ouvrage, j'ai décrit le mariage par groupes, usité dans certaines tribus australiennes, le mariage communal, suivant lequel tous les hommes d'un clan sont, par droit de naissance, maris de toutes les femmes d'un autre clan. Je n'y reviendrai donc pas; mais ce régime communautaire s'étend à tout et, si les femmes y sont soumises, c'est uniquement à titre de choses possédées.

Le système du clan est universel en Australie²; or, tous les membres d'un clan sont liés par une étroite solidarité; tous se doivent mutuellement aide et vengeance; tous sont égaux; entre eux, il n'existe d'autres distinctions que celles résul-

1. Bonwick. *Daily life and origin of the Tasmanians*, 83.

2. *The Folklore of the Australian Aborigines* (Adélaïde, 1879), 11.

tant des qualités personnelles, réelles ou supposées : la force, l'expérience, le pouvoir magique attribué à certains sorciers, supposés capables de maîtriser les vents et les tempêtes¹. Mais tout le monde obéit à des coutumes, aveuglément, presque instinctivement suivies, et réglant souvent minutieusement tous les actes de la vie.

Comme en Tasmanie, il y a en Australie des territoires de chasse bien délimités et d'où l'on expulse les maraudeurs. Par exemple, les œufs des cygnes noirs, que l'on peut trouver dans telle ou telle île, sont la propriété exclusive d'un groupe, d'un clan donné. Aucun étranger ne saurait s'en emparer sans avoir maille à partir avec les possesseurs légitimes². Mais ces œufs appartiennent à tous les membres du groupe propriétaire. Sur toutes choses le clan possède un certain droit de domaine éminent, et rien n'est plus naturel, puisque tous les membres d'un clan ont même *tolem* et se tiennent pour parents³. En vertu de cette consanguinité, tout est à tous et les vêtements et ustensiles, par exemple, passent rapidement de main en main. Chaque individu est nanti d'un droit, réglementé cependant, comme nous le verrons tout à l'heure, à la chasse sur le territoire du groupe et aussi à une part déterminée dans les aliments⁴. Les femmes, même quand elles ne sont pas communes, de par la loi traditionnelle, se prêtent ou se troquent volontiers⁵.

Pourtant il est des objets sur lesquels on reconnaît aux individus un certain droit de propriété personnelle. Ce sont, avant tout, les armes, puis les ornements, certains ustensiles. Nous saisissons là sur le fait l'origine même, le *punctum saliens*, de l'appropriation individuelle. A la mort du

1. Fison and Howitt. *Kamilaroi and Kurnai*, 232.

2. *Ibid.*, 226.

3. *The Folklore*, etc., 11.

4. Fison and Howitt. *Loc. cit.*, 249.

5. *Ibid.*, 52.

propriétaire, ces objets privilégiés sont parfois transmis aux plus proches parents suivant des règles dont j'aurai plus tard à parler; mais le plus souvent on les ensevelit ou on les brûle avec le défunt; parfois on se borne à les jeter ou à les briser¹. Cette coutume, cette destruction funéraire, se retrouve chez des races fort diverses, et souvent elle a été interprétée, par les observateurs, d'une manière beaucoup trop sentimentale. On a supposé que les parents du mort, mus par un sentiment de délicatesse raffinée, avaient horreur de tirer de la perte de leur proche un avantage quelconque; mais ce sont là des scrupules, inconnus même aux gens les plus civilisés. Il est, je crois, sans exemple, dans notre Europe, que les parents les plus sincèrement désolés, aient refusé, par excès de délicatesse, d'entrer en possession de l'héritage du défunt qu'ils pleurent. On a dit encore que les Australiens se débarrassaient des objets, ainsi sacrifiés et pourtant précieux pour eux, uniquement parce qu'ils leur rappelaient le souvenir douloureux d'un être chéri. Mais toute cette sensiblerie est inconnue aux hommes primitifs. Les Australiens particulièrement redoutent si peu le souvenir de leurs morts, que souvent ils conservent telle ou telle pièce de leurs squelettes, le crâne par exemple. Ce désintéressement funéraire, si singulier, n'est susceptible que d'une seule explication, fort simple d'ailleurs et justifiée par d'autres observations de même ordre. Pour la plupart des sauvages, le petit accident de la mort n'interrompt pas sérieusement le cours de l'existence. Dans leur opinion, le défunt a seulement revêtu une forme un peu plus atténuée et s'en va, à l'état d'ombre, mener pendant un certain temps dans un au-delà situé à une certaine distance, derrière une montagne, dans une île,

1. *The Folklore*, etc., 59, 88, 90. — Fison and Howitt. *Loc. cit.*, 245.

dans la mer, etc., une vie posthume rigoureusement calquée sur la première. Donc rien de plus naturel que de le munir, pour ce dangereux voyage d'outre-tombe, de tout ce qui peut lui être utile ou agréable. La crémation, qui a généralement pour but de dédoubler le défunt, de dégager son ombre d'un corps devenu inutile et inerte, et qui est d'usage commun chez les peuplades sauvages, s'applique logiquement à ses armes, vêtements ou ornements. Les Polynésiens qui ne brûlaient pas leurs morts, avaient soin, en inhumant avec le corps les armes du décédé, de les briser, afin de les *tuer*¹. Sans cela, pensaient-ils, les ombres de ces objets indispensables n'auraient pu être utilisées, dans le Viti d'outre-tombe, par l'ombre de leur propriétaire.

C'est sûrement le même raisonnement enfantin qui a poussé parfois nos ancêtres de l'âge de la pierre polie à briser les haches, qu'ils inhumaient aussi avec leurs morts. Certains *celtæ* de luxe, trouvés dans des *tumuli* du Morbihan, avaient été ainsi cassés intentionnellement. Nous sommes ici en présence de l'un de ces cas assez nombreux, dans lesquels l'ethnographie actuelle, la préhistoire vivante, éclaire la préhistoire morte.

J'ai dit tout à l'heure qu'en vertu du régime communiste en vigueur dans les clans australiens, chaque membre de l'association familiale (le clan n'est qu'une grande famille²) avait droit à l'alimentation, mais l'exercice de ce droit n'est pas laissé au caprice; on l'a rigoureusement limité et précisé. Les civilisés, astreints à une foule de lois écrites, sont généralement portés à croire que, dans les sociétés sauvages, chacun n'a d'autre règle que son caprice. Il en peut être ainsi, il semble même en être ainsi chez les

1. Ch. Letourneau. *Sociologie*, liv. III, ch. IV, p. 257 (2^e édition).

2. Ch. Letourneau. *L'Évolution du mariage et de la famille*.

racés arrêtées tout à fait au dernier échelon de la hiérarchie humaine. Chez les Fuégiens, par exemple, l'anarchie est à peu près complète; mais, dès que le régime de la tribu est constitué, tout change; l'individu, bien loin de jouir alors d'une liberté sans frein, est garrotté par un ensemble de coutumes, se transmettant traditionnellement de génération en génération et strictement obligatoires. Souvent il arrive que ces coutumes ont trait à tous les actes de la vie, même à ceux dont nos législations perfectionnées ne daignent point s'occuper.

Si gênantes que soient ces règles traditionnelles, on ne les enfreint pas sans péril, et parfois même il finit par en résulter des tendances morales, quasi instinctives, qui nous semblent incompréhensibles. Je rappelle en passant la *loi de l'émou* et ses effets sur la conscience australienne¹.

En ce qui concerne le droit aux aliments la réglementation australienne est précise jusqu'à la minutie. C'est qu'il s'agit là d'intérêts de premier ordre.

L'Australien n'est encore ni pasteur ni agriculteur; la subsistance des clans d'Australie dépend donc absolument des hasards plus ou moins heureux de la chasse ou de la pêche, de la cueillette de certaines plantes, de la récolte de certaines gommes, etc.². De plus l'Australien est absolument dépourvu de prévoyance et, sous ce rapport, inférieur à bien des espèces animales.

L'idée de l'épargne la plus élémentaire, de la conservation d'aliments de réserve ne lui vient d'ordinaire point. Durant les heures d'abondance, il se gorge sans souci du lendemain et la faim, la faim vorace, une fois assouvie, il gaspille ou même détruit volontairement tout ce qui excède la consom-

1. Ch. Letourneau. *L'Évolution de la morale*. — *Sociologie*, liv. IV, ch. v.

2. Ch. Letourneau. *Sociologie*, liv. I et II.

mation du moment¹. En Australie, les cas de prévoyance sont rares et tout à fait individuels. Un voyageur anglais, Cunningham, rapporte cependant avoir trouvé dans le sac de l'un des indigènes qui l'accompagnaient, une gorge de femme conservée comme aliment de réserve².

Mais je reviens au droit à l'alimentation; il existe dans les clans d'Australie, seulement il est soumis à des règles rigides, dérivant à la fois de la manière dont on s'est procuré les aliments et du degré de parenté des convives. Si, par exemple chez les Kurnai³, un homme tue un kangourou avec l'aide de deux autres hommes de la tribu, alors la queue de la bête, morceau important chez un kangourou, et en plus un des membres postérieurs appartiennent de droit à l'un des aides, tandis que l'autre membre postérieur et l'une des hanches reviennent au second. Le reste de l'animal capturé est attribué au chasseur principal, mais la coutume lui prescrit minutieusement l'usage qu'il en doit faire, et l'on voit à ce sujet intervenir les droits résultant de la parenté.

Les occupations de l'homme et de la femme en Australie sont très différentes, et naturellement elles sont fixées aussi par la coutume traditionnelle, qui règle tout. « L'homme, disait un indigène de la tribu des Kurnai, chasse le gibier, darde le poisson, se bat et s'assied, » cela veut dire que tout le reste est l'affaire de la femme; elle doit donc bâtir la hutte, faire la cuisine, recueillir les végétaux et les coquillages comestibles, coudre les sacs de peau, naturellement porter les enfants, allumer le feu, l'alimenter, même tenir toujours en réserve un brandon embrasé, car se procurer du feu est, pour les Australiens, une affaire assez délicate, etc.⁴. Néan-

1. Fison and Howitt. *Kamilaroi and Kurnai*, 208.

2. *Hist. univ. voy.*, vol. XLIII, 81.

3. Fison and Howitt. *Kamilaroi and Kurnai*, 207.

4. *Ibid.*, 206.

moins, si subalternisée que soit l'Australienne, le régime du clan empêche qu'elle ne soit un être absolument isolé. Ses parents la considèrent toujours un peu comme leur appartenant, comme leur chose, et ils réclament à son sujet les droits résultant de leur parenté; or ces droits sont pris en sérieuse considération dans la répartition des substances alimentaires, très grave affaire en Australie. Ainsi, dans l'exemple que j'ai tout à l'heure cité, le chasseur principal doit partager, comme suit, le train antérieur du kangourou, qui lui est échu : la tête et le cou, plus un autre morceau (côtelette ou file!), sont remis au beau-père du chasseur en chef; le reste est adjugé au père même de l'homme; mais, à leur tour, le père et le beau-père doivent faire, chacun de leur côté, une dernière répartition de viande entre les membres de leurs familles respectives².

Si c'est un ours australien (*native bear*), qui a été tué, la bête se partage longitudinalement en deux moitiés dont l'une, la droite, est adjugée aux parents de l'homme et l'autre, la gauche, aux parents de la femme. Le chasseur prend, pour lui, seulement la tête et le foie; en outre il donne à sa femme une portion de cette tête et celle-ci en rétrocède les oreilles à sa sœur, si elle en a une.

Si, au lieu d'une grosse pièce de gibier, il s'agit de poisson, par exemple, les règles ne sont pas moins précises et, d'ordinaire aussi, elles sont basées sur la parenté. Si l'homme a dardé un poisson de taille médiocre, la moitié caudale lui en appartient; l'autre revient à sa femme. Si, au contraire, on a pêché tout un lot de petits poissons, par exemple, six anguilles, dont quatre grandes et deux petites, la répartition se fait ainsi : l'homme, sa femme, l'oncle maternel et sa femme ont droit, chacun, à l'une des grandes anguilles et

2. Fison and Howitt. *Loc. cit.*, 207.

la dernière échoit aux frères aînés et puînés. Des deux petites anguilles qui restent, l'une est destinée aux enfants du frère de la mère; enfin, une petite est attribuée, le cas échéant, à la fille mariée du chasseur et à son mari¹.

Nous retrouverons chez bien d'autres sauvages cette excessive réglementation. Si, en Australie, elle est particulièrement minutieuse en ce qui concerne les aliments, c'est que, dans ce pays mal doté, les subsistances sont rares et les famines fréquentes. A ce propos, il importe de remarquer combien ce grossier et primitif communisme enchaîne l'individu, quels infimes détails il entend régler.

Toute la vie des Australiens est régie plus ou moins étroitement par des coutumes communistes, analogues à celles que je viens de citer. Pourtant il existe des différences de tribu à tribu. Ainsi, chez les Kamilaroi, c'est le clan et non l'individu qui se marie, puisque, simplement par le fait de sa naissance, chaque homme est le mari, virtuel ou réel, de toutes les femmes d'un clan déterminé. Mais, dans beaucoup d'autres tribus, le goût de la propriété individuelle serait déjà né et il se satisferait aux dépens des filles. Tout à l'heure je dirai pourquoi il ne faut pas accepter sans réserve les assertions données à ce sujet par les voyageurs. Pour le moment je me borne à les reproduire.

Que les Australiens, les hommes, s'arrogent sur les filles un droit de propriété, il n'y a là rien de surprenant. Partout les femmes et les enfants ont constitué la plus primitive des propriétés; partout les hommes ont commencé par avoir sur ces êtres sans défense le droit de vie et de mort, à plus forte raison de troc et de vente : qui peut le plus peut le moins. Toute la question est de savoir, si, dans les tribus d'Australie, ce droit est individuel ou collectif.

1. Fison and Howitt. *Loc. cit.*, 263.

A en croire les voyageurs, ce droit de propriété sur les filles appartiendrait parfois aux pères, mais le plus souvent aux frères, quelquefois aux uns et aux autres. Ce dernier cas se rencontrerait dans une grande tribu de l'Australie méridionale, chez les Narrinyeri. Là, pour se procurer une femme, le père donne sa fille, le frère donne une sœur en échange. Ce troc de femmes se fait pacifiquement et solennellement en présence des clans intéressés, car, de clan à clan, l'exogamie est la règle ¹.

La morale ne pouvant être que relative et les idées de bien et de mal, d'honneur et de déshonneur étant rigoureusement conformes aux habitudes qu'ont dictées les besoins sociaux, les femmes Narrinyeri, troquées ainsi de temps immémorial par leurs proches, ont fini non seulement par trouver la chose toute naturelle, mais même par la juger honorable. Dans leur opinion, il est tout à fait honteux pour une femme d'appartenir à un homme qui ne l'a point achetée, qui n'a pas donné en échange une autre femme ². Bien plus, selon la morale de la tribu, vivre maritalement avec un homme, sans qu'il y ait eu au préalable échange solennel et commercial, c'est quelque chose comme tomber chez nous au rang des prostituées ³. A première vue, ces coutumes nous semblent aussi extravagantes que grossières, mais, si l'on veut bien regarder au fond des choses, il n'y a pas tant de différence qu'il semble entre cette morale des Australiens Narrinyeri et celle qui sanctifie et glorifie les mariages d'argent chez plus d'un peuple civilisé.

Notons encore que ce droit d'échanger les filles est si bien en Australie basé sur l'idée de propriété, que les ayants droit, pères ou frères, peuvent le rétrocéder à

1. *Native tribes of South Australia*, 10. — *The Folklore. Manners, etc.*, 50.

2. *Native tribes, etc.*, 11. — *The Folklore, etc.*, 34.

3. *Native tribes, etc.*, 11.

d'autres, moyennant une indemnité consentie¹ par les acquéreurs.

Ce droit de propriété sur les filles, considérées comme valeur d'échange par leurs proches, n'a, en soi, rien d'exceptionnel. En faisant l'histoire du mariage, j'en ai cité de nombreux exemples, empruntés à toutes les races et à des civilisations fort diverses. On peut même dire qu'il s'accroît, se légalise et se généralise à mesure que les groupes ethniques acquièrent une organisation plus complexe. Il est sûrement plus universel, par exemple, durant la phase barbare des sociétés, qu'il ne l'est pendant la phase sauvage. C'est tardivement et très lentement, qu'il se restreint et disparaît à mesure qu'un régime de plus en plus libre se substitue à l'organisation despotique des sociétés barbares. Mais, en raison de cette évolution même, on ne saurait accepter sans réserve ce que je viens de rapporter au sujet du droit de propriété individuelle exercé par les hommes sur les filles, dans les tribus australiennes. Cependant c'est aux meilleures sources que j'ai puisé les renseignements précédents; mais la curieuse organisation du clan sauvage ne nous a été révélée que depuis peu d'années. Jusqu'alors les voyageurs, les observateurs, incapables de s'abstraire de leurs idées européennes, supposaient toujours *a priori* et retrouvaient partout notre type familial. Mais les études sociologiques s'éclairent l'une par l'autre. Nous savons que la famille, d'abord maternelle, puis paternelle, ne s'est point constituée sans peine dans les sociétés humaines. Ce qui finit par se dégager du régime très confus des hordes primitives, quasi animales encore, ce fut le clan familial, c'est-à-dire un groupe, dont tous les membres étaient réputés parents, mais où les degrés divers de la consanguinité étaient encore fort mal déterminés.

1. *Native tribes of South Australia*, 12.

Presque toujours, dans ces clans, il était fort difficile de désigner le père réel d'un enfant, encore plus de tracer de véritables arbres généalogiques. Aussi avait-on tout simplifié, en établissant des parentés par classes. Chaque individu avait donc des groupes de pères, de mères, de frères, de sœurs, d'oncles, etc., établis avec très peu de souci de la consanguinité¹.

Or, ce clan familial, où les parentés étaient plus souvent virtuelles que réelles, a existé un peu par toute la terre. Nous savons, de source certaine, qu'il est encore en vigueur chez les Australiens. Il est donc possible, il est même probable que les premiers observateurs européens, nullement renseignés à ce sujet, aient pris pour des pères ou des frères réels, consanguins, comme nous l'entendons en Europe, des pères ou frères virtuels, parents de convention, représentant seulement telle ou telle classe du clan et disposant des filles à vendre, non pas en leur nom personnel, mais au nom de la communauté, qui ne doit pas facilement se désintéresser de ces importantes transactions.

Des réserves du même genre doivent être formulées au sujet de la propriété individuelle du sol, qui, suivant quelques observateurs, existerait déjà chez les sauvages australiens. En général, la vie sociale en Australie est communautaire. Parfois même l'individu est ignoré pour le mariage et la parenté. C'est le clan qui se marie². En toutes choses, le clan possède le domaine éminent. Le territoire de chasse, de pêche ou de cueillette est bien délimité, mais il n'est pas subdivisé ; il est la propriété de tous. Les armes et ustensiles appartiennent à tous les membres de la communauté³, qui est gouvernée par un conseil de vieillards, se recrutant lui-

1. Ch. Letourneau. *L'Évolution du mariage et de la famille*.

2. Fison and Howitt. *Kamilaroi and Kurnai*, 57.

3. *The Folklore, Manners, etc.*, 11.

même¹. Comme tout le reste, la chasse est réglementée. Ainsi il est interdit aux jeunes gens de manger la précieuse chair de l'émou. Même la récolte de certaines gommes comestibles n'est autorisée qu'à des époques déterminées de l'année². Enfin tous les individus d'un clan vivent ensemble, ont même campement, mangent en commun, souvent se prêtent leurs femmes, quand elles ne sont pas toutes à tous³.

Sous un tel régime, il n'y a guère de place pour la propriété quiritaire, celle du sol en particulier, qui, nous le verrons, est instituée très tardivement et reste très généralement étrangère aux populations vivant uniquement de leur chasse ou de leur pêche. Quand le voyageur Eyre nous dit, qu'en Australie « chaque individu mâle possède une terre bien limitée, qu'il la peut partager de son vivant entre ses fils; qu'il a le droit de la vendre ou échanger, etc. »⁴, nous sommes fondés à croire ou qu'il a été en relation avec des tribus, dont les mœurs et coutumes avaient été profondément perturbées par les Européens, ou qu'il a été dupe d'une illusion. Partout les Australiens comprennent la propriété selon le mode collectif et, quand il leur arrive de prétendre obtenir des Européens un paiement en échange du droit de puiser de l'eau dans leurs rivières, c'est sur le droit du clan que repose leur revendication. Quand deux individus, un oncle et un neveu, nous dit-on, réclament la propriété des œufs de cygnes noirs d'un certain rivage⁵, ils le font sûrement au nom de leur clan, dont ils sont les représentants ou peut-être les derniers descendants. En résumé, toute l'organisation sociale des Australiens est en complet désaccord avec cette institution d'une prétendue propriété individuelle, entendue

1. *Native tribes, etc.*, 34.

2. Grey. *Journal of two Expeditions, etc.*, II, 298.

3. Fison and Howitt. *Kamilaroi and Kurnai*, 52.

4. *Discoveries in Australia*, II, 297.

5. Fison and Howitt. *Loc. cit.*, 232.

à l'européenne, et les rares témoignages qui en attestent l'existence doivent, jusqu'à plus ample informé, être mis à l'écart, en quarantaine.

IV. — LA PROPRIÉTÉ CHEZ LES ANIMAUX ET CHEZ LES HOMMES PRIMITIFS

Les hordes et tribus, dont je viens de parler, appartiennent aux types les plus humbles de l'humanité actuelle. Par bien des côtés, elles sont assimilables aux animaux; elles leur sont même inférieures par certains traits de leurs mœurs. Il n'est donc pas sans intérêt de comparer leur manière d'entendre la propriété à celle qui est en usage chez les animaux. Tout d'abord nous pouvons remarquer qu'au point de vue de la prévoyance, ces primitifs sont plus mal doués que bon nombre d'espèces animales. C'est tout à fait exceptionnellement qu'ils songent au lendemain. Le hasard leur apporte-t-il une bonne aubaine, ils en profitent sur l'heure, et leur voracité est identique à celle des loups affamés; ainsi Burchell a vu des Bochimans, faisant la curée des entrailles d'un hippopotame, essuyant, de temps à autre, la graisse de leurs doigts sur leurs bras, leurs jambes et leurs cuisses. « Chacun, dit-il, se réjouissait de la part qu'il avait obtenue et tous étaient éclaboussés de sang, dégoûtants de saleté¹. »

Wallis a vu un Fuégien dévorer un poisson tout cru, tout frétilant encore. Il le tua d'un coup de dent donné près des ouïes et l'expédia immédiatement, en commençant par la tête, exactement comme aurait fait un phoque. C'est tout à fait comme des chiens sauvages que les Fuégiens se jettent sur le cadavre d'une baleine échouée et le dévorent à belles

1. Burchell, *Hist. univ. voy.*, vol. XXVI, 249.

dents¹. Grey nous a décrit une orgie digestive analogue observée par lui en Australie. C'est un passage qu'il ne faut pas se lasser de citer, car il est tout à fait propre à bien éclairer la mentalité de l'homme primitif. On a découvert une baleine morte, échouée sur le rivage : « Des feux allumés sur-le-champ portent au loin la nouvelle de cet heureux événement. Les Australiens se frottent de graisse par tout le corps et font subir la même toilette à leurs épouses favorites ; après quoi, ils s'ouvrent un passage à travers le gras jusqu'à la viande maigre, qu'ils mangent tantôt crue, tantôt grillée sur des bâtons pointus. A mesure que d'autres indigènes arrivent, leurs mâchoires travaillent bel et bien dans la baleine et vous les voyez, grimpant deçà delà sur la puante carcasse, à la recherche des fins morceaux. Pendant des jours entiers, ils restent près de la carcasse, frottés de graisse fétide des pieds à la tête, gorgés de viande pourrie jusqu'à satiété, portés à la colère par leurs excès et engagés ainsi dans des rixes continuelles, affectés d'une maladie cutanée, que leur donne cette nourriture de haut goût, offrant ainsi un spectacle dégoûtant. Il n'y a rien au monde de plus repoussant à voir qu'une jeune indigène aux formes gracieuses, sortant de la carcasse d'une baleine en putréfaction². » — Ce fragment, si réaliste, de la narration de Grey est presque célèbre et à juste titre. En effet, rien de plus instructif que cette repoussante curée ; car elle nous montre quelle étroite parenté morale existe entre l'homme primitif et les autres animaux. Des scènes identiques ont été observées à la Terre de Feu et ailleurs.

Mais il est difficile d'admettre, que les convives de ces orgies bestiales en soient arrivés à l'institution de la propriété

1. Byron. *Hist. univ. voy.*, II, 449.

2. Explorations dans l'Australie du nord-ouest et de l'ouest (cité par Lubbock, *L'Homme avant l'histoire*).

rigoureusement individuelle, quiritaire. Certains traits même de ces festins protestent contre une telle supposition. Au milieu de ce déchaînement des appétits nutritifs se décèle encore quelque instinct de solidarité. Dans une débauche de ce genre, observée à la Terre de Feu, un ancien voyageur, Byron, a vu un Fuégien découper avec ses dents des morceaux dans la charogne d'une baleine échouée et les passer à ses compagnons¹. De même, quand le hasard envoie aux Australiens la précieuse aubaine d'un cadavre de baleine, ils tiennent à faire profiter leurs voisins du rare bonheur qui leur échoit et ils prennent la peine d'allumer des feux pour les convier au festin.

Il est probable pourtant, que cet appel s'adresse seulement aux membres du clan éloignés pour le moment du reste de la peuplade, mais il n'en indique pas moins un sentiment de solidarité, qui moralement relève un peu les Australiens, tout en les laissant d'ailleurs bien au-dessous des fourmis et des abeilles.

Si maintenant nous comparons, chez les animaux et chez les spécimens les plus primitifs de l'humanité, les diverses manifestations de l'instinct propriétaire, le rapprochement ne sera point pour nous enorgueillir. Bochimans, Fuégiens, Australiens, ne s'élèvent presque jamais jusqu'à l'idée de l'épargne. Pour leur intelligence rudimentaire, il n'y a pas de lendemain. Les Veddahs de Ceylan, les Bochimans ne semblent pas songer encore à revendiquer la propriété d'un territoire de chasse. Peut-être les Fuégiens y pensent-ils; mais ce point est encore assez douteux et il faut arriver aux moins arriérées de ces races grossières, aux peuplades australiennes, pour trouver la conception bien nette d'un droit de propriété collective sur un certain district de chasse et de pêche.

Nous avons vu, que beaucoup d'animaux savent se con-

1. Byron. *Hist. univ. voy.*, III, 269.

struire une habitation, parfois commune, qu'ils l'aiment et la défendent. Or, cet art est encore inconnu aux primitifs insulaires de Bornéo, aux Veddahs des bois, aux Bochimans, qui en sont toujours réduits aux abris naturels. Les Australiens eux-mêmes n'ont pas encore eu l'idée de se construire une hutte. Chaque soir, ils se blottissent derrière un paravent d'écorce, dressé près de leur feu. Les mieux logés de ces primitifs, les Fuégiens, sont encore de bien pauvres architectes et, à ce point de vue, tous ces types rudimentaires de l'humanité sont fort inférieurs non seulement aux castors, mais encore aux fourmis, aux termites, aux abeilles. — C'est seulement par les objets fabriqués, armes et ustensiles, que l'humanité primitive dépasse l'animalité, vraisemblablement parce que l'homme a des extrémités préhensiles, des mains, qui lui ont permis de développer certaines de ses aptitudes industrielles.

Mais cette grossière industrie semble avoir eu de bien importantes conséquences; c'est par elle, c'est par ces produits fabriqués, résultant immédiatement du travail personnel, que l'idée de la propriété individuelle est née dans le cerveau humain. On a en quelque sorte confondu ces objets avec celui qui les avait créés. Parfois on les détruit à la mort de leur possesseur; le plus souvent on les brûle ou on les inhume avec lui. A la longue, comme nous le verrons plus tard, ils finissent par se transmettre héréditairement. Mais, d'une manière générale, les échantillons de l'homme primitif, que nous venons de passer en revue, ont conçu la propriété dans le mode collectif; c'est que, pour leur faiblesse individuelle, l'union était une impérieuse nécessité. Un lion, un tigre, peuvent livrer, seuls, leur bataille pour la vie. Un Bochimane, un Fuégien, un Australien ne le sauraient faire.

Mais de cette nécessité même de l'aide mutuelle résulte

forcément la formation, chez l'homme primitif, de sentiments de solidarité, d'altruisme, qui relèvent, poétisent un peu l'instinct de la propriété, originellement fort brutal, puisqu'il dérive uniquement du désir, du besoin de la conservation personnelle.

CHAPITRE III

LA PROPRIÉTÉ DANS LES TRIBUS RÉPUBLICAINES

(SUITE)

- I. *La propriété chez les Indiens de l'Amérique méridionale.* — La solidarité en Australie et en Amérique. — Les Otomaques. — Territoires de chasses. — Les missions du Paraguay. — Despotisme pieux. — Mercantilisme religieux.
- II. *La propriété chez les Indiens de l'Amérique septentrionale.* — La propriété collective chez les Nootka-Colombiens. — Propriété individuelle, mobilière. — Maisons communes. — Substances alimentaires communes. — Mépris des richesses. — Propriété funéraire. — Offrandes funéraires. — « Longues maisons » des Iroquois. — Aliments de réserve usuels chez les Iroquois. — Réglementation des repas. — Usufruit individuel du champ défriché. — Culture en commun. — Le territoire commun des Omahas. — La terre n'est pas vénale. — Chasse et pêche communes. — Comment on devient chef. — Réglementation de la chasse. — Réglementation des travaux agricoles. — Les obligations du mariage. — Allottements périodiques. — Les *Pueblos*. — Architecture des maisons communes. — Civilisation des Indiens *Pueblos*. — Leur évolution politique. — Communisme ancien et individualisme récent. — L'hospitalité des *Pueblos*. — La solidarité et les sentiments altruistes chez les Peaux-Rouges. — Témoignages de Charlevoix, de Lahontan, de Laflamme.
- III. — *La propriété chez les Esquimaux.* — Habitations communes au Kamtchatka. — Offrandes funéraires. — Probité relative des Esquimaux. — Limitation de la propriété individuelle chez les Esquimaux.
- IV. *La solidarité primitive et l'altruisme.* — L'anarchie primitive. — Les Indiens Guaharibos, les Veddahs, les Bochimans. — Assistance mutuelle nécessaire. — Extrême lenteur de l'évolution chez les primitifs. — Les instincts résultent du genre de vie. — Le socialisme précède l'individualisme. — Origine de nos sentiments altruistes.

I. LA PROPRIÉTÉ CHEZ LES INDIENS DE L'AMÉRIQUE MÉRIDIONALE

Dans le précédent chapitre, nous avons vu que le régime communautaire empreint toute la vie sociale des Australiens. Mais cela n'a rien qui leur soit spécial et, si nous étudions les mœurs des tribus sauvages de l'Amérique, nous y trouverons non pas une organisation identique dans les détails, cela n'est pas possible, puisque les indigènes de l'Amérique et ceux de l'Australie ont évolué isolément, mais une grande analogie du développement mental, de celui des besoins, d'où, dans les deux contrées, des résultats généraux très comparables. Ainsi, chez les Américains sauvages et chez les Australiens, plus sauvages encore, la solidarité est étroite et la réglementation souvent excessive.

Sans doute, sur bon nombre de tribus américaines, les renseignements détaillés nous manquent ; mais en relevant et réunissant les informations qui nous sont données par les divers explorateurs, en rapprochant ensuite ces informations des monographies à peu près complètes que nous possédons sur telle ou telle tribu mieux connue que les autres, on obtient un ensemble de documents se complétant mutuellement et suffisant à nous donner de la vie sociale des indigènes américains une idée satisfaisante.

Ainsi les sauvages Otomaques, déjà moins républicains que les indigènes de l'Australie, sont groupés en tribus, ayant chacune son chef, chargé de représenter et de gouverner le groupe, d'interdire ou d'ordonner telle expédition, telle chasse. La pêche aux tortues, la chasse aux pécaris, etc., se font par des escouades, que désignent le chef, et ces partis de

chasseurs ou de pêcheurs opèrent en commun; ce qui implique naturellement que le produit de leurs efforts sera propriété commune. Comme la plupart des indigènes de l'Amérique, les Otomaques sont quelque peu agriculteurs, tout en demandant à la chasse et à la pêche leurs principales ressources. Or, la culture des parcelles plus ou moins bien défrichées et plantées en maïs, manioc, etc., se fait en commun, ainsi que la récolte. Celle-ci est déposée dans des huttes spéciales, sortes de greniers publics, et plus tard, répartie par les soins des chefs entre les ayants droit. A ces Indiens, si sauvages encore, l'agriculture est fort antipathique; ce n'est pas de bon cœur qu'ils s'astreignent aux pénibles travaux qu'elle exige et ils ont bien soin de ne pas se donner cet ennui deux jours de suite¹.

D'autres peuplades de l'Amérique méridionale ont des mœurs un peu différentes. Certaines tribus, riveraines de l'Orénoque, ont leurs territoires de chasse bien délimités, qui sont propriété commune de tous les associés; mais, comme elles tirent presque exclusivement leur subsistance de la chasse et de la pêche, ceux d'entre leurs membres à qui il convient, et cela est ordinaire dans la plupart des tribus, de faire des essais agricoles, naturellement fort rudimentaires, jouissent sans conteste, à titre de propriété privée, des parcelles par eux défrichées, mais seulement comme usufruitiers et juste aussi longtemps qu'ils veulent ou peuvent les cultiver². Or, ce temps ne saurait être bien long, puisque l'agriculture sauvage ne connaît ni les fumures, ni les assolements d'où la nécessité de ne pas ensemer plusieurs fois de suite la même parcelle.

Ces tribus de l'Orénoque sont évidemment moins éloignées que les Otomaques de la période d'anarchie primitive. Leur

1. *Voyage à la Terre Ferme*, etc., I, 295.

2. Gili. *Nachreis. v. Lande Guiana*, 397.

réglementation sociale est plus lâche, mais leur seule propriété sérieuse, le territoire de chasse est possédée en commun.

Ce régime, plus ou moins étroit, de la communauté, était ordinaire dans l'Amérique du Sud et les fameuses missions des jésuites, au Paraguay, ne firent guère que le régulariser. Il ne sera pas inutile de dire en passant ce qu'était ce Paraguay jésuitique, si vanté par les écrivains catholiques, si critiqué par les libres penseurs. Les bons pères n'eurent pas à faire effort d'invention pour organiser leur colonie, et, si le communisme despotique de ces missions étonna l'Europe, ce fut uniquement parce que l'on y était alors insuffisamment renseigné sur les mœurs américaines, aussi éloignées que possible de la propriété individuelle telle que nous l'a léguée le droit romain.

Dans les missions paraguayennes, il ne s'agissait plus de travail fantaisiste, capricieux. Comme nos ouvriers de fabrique, les indigènes devaient se mettre à la besogne à heure fixe, à huit heures du matin. Les femmes filaient du coton ; les hommes travaillaient soit dans les champs, soit dans les ateliers¹. C'était un travail surveillé, s'exécutant sous l'œil vigilant des corrégidors. Au temps de la moisson, les Indiens transportaient les grains dans des magasins publics et ils y trouvaient des surveillants, des gardiens, chargés de tenir registre de tout ce qui leur était livré. Ce grain, semé et récolté en commun, appartenait à toute la mission. Chaque mois, il en était fait une distribution non pas aux individus, mais à des chefs de quartier, de district, ayant mission de répartir les provisions entre les familles de leur ressort, proportionnellement au nombre des personnes de chaque unité familiale. De même, chaque jour, un nombre conve-

1. Bougainville. *Voyage* (Éd. Bibl. des communes), 112.

nable de bœufs et de moutons étaient tués et distribués aussi aux chefs de quartier¹.

Cette organisation, ce communisme despotique, dont j'aurai à mentionner plus d'un exemple au cours de mon enquête ethnographique, avait ses avantages et ses inconvénients ordinaires. A moins d'un fléau s'abattant sur toute la communauté, la misère y était inconnue; les malades, les infirmes étaient recueillis et soignés. On avait à cet effet construit quelques grandes maisons, destinées à recevoir les unes les hommes, les autres les femmes². D'autre part, il n'y avait aucune liberté individuelle; la soumission des Indiens aux jésuites était servile. Le fouet, administré, sans distinction de sexe, à la manière enfantine, punissait les fautes publiques, et parfois, obéissant à la voix de leur conscience, les Indiens venaient, d'eux-mêmes, s'accuser et solliciter le châtiment de leurs fautes ignorées³. En résumé, ces pauvres êtres étaient régis et exploités par leurs directeurs temporels et spirituels un peu à la manière dont un propriétaire prévoyant traite ses animaux domestiques. Les bons pères ne négligeaient même pas de songer à la reproduction de leur troupeau humain et, à cet effet, ils avaient soin de faire réveiller, le matin, les gens mariés, mais un certain temps avant de les obliger à quitter leur lit. *Crescite et multiplicamini*. Avant de quitter ce sujet, une dernière remarque. Le Paraguay jésuitique est un exemple à citer, curieux à plus d'un titre; mais il fut fondé uniquement afin de monopoliser à bas prix la culture du maté⁴. L'amour de l'argent prend tous les masques et assez souvent celui de la religion.

1. *Lettres édifiantes*, XIII, 264-265.

2. *Ibid.*, vol. XV, 347.

3. Bougainville. *Loc. cit.*

4. *Recherches sur les Américains*, II, 317.

Encore une fois, ce régime n'était pas une invention des jésuites; ils en avaient trouvé les éléments dans les mœurs primitives des indigènes. En outre ils avaient mis la main sur une race enfantine, docile, facile à assouplir et qui, sans peine, sut renoncer à l'existence errante et précaire, qu'elle menait dans les forêts, à la condition de pouvoir compter sur le vivre et le couvert. Bientôt j'aurai à décrire une organisation sociale très analogue, mais réalisée sur une bien plus vaste échelle et avec un éclatant succès, puisqu'elle a fleuri pendant des siècles et ne s'est écroulée que sous les coups de la conquête espagnole : je veux parler de la grande monarchie des Incas.

Mais auparavant il nous faut continuer à interroger le genre humain, passer en revue les autres peuples ou races n'ayant pas encore dépassé le stade primitif de la petite tribu républicaine et voir si la similitude d'organisation politique suffit à inspirer aux hommes, de diverse race, une manière semblable d'entendre la propriété.

II. LA PROPRIÉTÉ CHEZ LES INDIENS DE L'AMÉRIQUE SEPTENTRIONALE

Partout, de l'extrême nord de l'Amérique, des plaines glacées qu'arrose le fleuve Mackensie, au Nouveau-Mexique, les tribus errantes, vivant surtout de chasse et de pêche, et connues en bloc sous le nom de Peaux-Rouges, avaient une organisation politique, par suite une manière d'entendre la propriété, assez analogues. C'est surtout chez ces populations que nous trouvons, dans le Nouveau-Monde, le type de la tribu républicaine, bien constituée, bien réglementée. D'autre part, les Peaux-Rouges sont déjà bien plus développés que les grossiers indigènes de l'Australie; ils

s'essayent à l'agriculture, ont souvent des esclaves, parfois même une monnaie primitive. On voit déjà certaines de leurs tribus incliner manifestement vers la monarchie.

Leur régime de la propriété est ou était, comme leur organisation politique, dans une période de transition. Déjà la propriété individuelle commençait à poindre; mais les coutumes communistes étaient encore très vivantes ainsi que va nous le montrer une rapide revue des tribus peaux-rouges, faite en allant du nord au sud.

Les Nootka-Colombiens, nous dit un voyageur, ont à un haut degré le sentiment de la propriété collective en ce qui concerne leurs territoires de chasse¹. Le gibier de ces territoires étant leur grande ressource, ils en font l'objet d'une jalouse surveillance. Mais ces domaines de chasse étant très vastes et toujours insuffisamment délimités, il en résulte entre les tribus limitrophes de fréquents sujets de litige et de querelle, qui, presque toujours, entraînent des conflits armés. Ce droit de propriété collective sur le district revendiqué par la tribu est si exclusif, que les Ahts prétendirent faire payer à Cook l'eau, le bois, le gazon, dont usait l'équipage anglais, et que les tribus exigent des droit de passage sur les rivières traversant leurs territoires. *Elles ont barre sur la rivière*². Pourtant la propriété individuelle existe déjà en Colombie, mais elle consiste seulement en armes, ustensiles, canots, enfin en esclaves, absolument assimilés aux choses. Les maisons d'habitation appartiennent aux groupes, aux clans, qui les ont construites en associant leurs efforts et y demeurent ensemble. Les aliments ne sont pas, en général, propriété commune; cependant, dans un besoin pressant, il est tout à fait licite de recourir aux provisions du voisin.

1. Mollien. *Hist. univ. voy.*, vol. XLII, 410.

2. Cook. *Hist. univ. voy.*, vol. X, 360. — Bancroft. *Native states*, etc., I, 191.

Déjà pourtant on a le goût de la propriété privée, de celle qui est tolérée, mais c'est uniquement pour acquérir de l'influence, pour la distribuer, en grand seigneur, et s'en faire honneur, les jours de fête, qui sont fréquents. On ne songe pas encore à thésauriser. Parfois même et par pure ostentation, pour bien montrer qu'on méprise les richesses, on détruit, de gaieté de cœur, les canots et les couvertures que l'on possède en excès¹.

A plus forte raison, ce désintéressement se donne-t-il carrière dans les cérémonies funéraires. Dans ces occasions, le cadavre ayant été déposé, à la mode américaine, sur une plateforme, on place à côté de lui les armes, les ustensiles, dont l'individu se servait de son vivant, et ces objets sont toujours religieusement respectés. Au reste, d'après une idée, bizarre à nos yeux mais très logique pour les sauvages, on a bien soin de briser tous les objets funéraires, et si le corps a été déposé dans un canot, de trouer ce canot², non pas, comme l'ont pensé parfois les voyageurs européens, afin de mettre la propriété funéraire à l'abri des voleurs en la rendant inutilisable, mais simplement pour *tuer* ces objets, afin que le défunt puisse se servir de leurs ombres dans l'au-delà où se continue, croit-on, sa vie terrestre. D'ailleurs on ne se borne pas à offrir au mort ce qui lui appartenait de son vivant, mais les amis et les parents se font un devoir d'y ajouter du leur afin que le voyageur, parti pour les champs élysées peaux-rouges, y entre bien pourvu, bien nippé³. Plus tard nous verrons, en parlant de l'héritage, que les objets conservés, s'il y en avait, revenaient aux membres de la *gens*, en vertu du droit supérieur de la communauté.

Le clan peau-rouge avait parfois une habitation commune.

1. Bancroft. *Loc. cit.*, I, 191.

2. Bancroft. *Loc. cit.*, I, 220, 247.

3. Charlevoix. *Journal d'un voyage* (*Hist. Nouvelle-France*, VI, 76).

Celle des Iroquois est typique et a une sorte de célébrité. Les habitations iroquoises, ces « longues maisons », comme on les appelait, avaient de 80 à 100 pieds de longueur sur 20 à 30 de largeur et 20 de hauteur. Leurs parois étaient formées de pieux juxtaposés et elles étaient recouvertes d'écorce ou de bois blanc. Un couloir médian les parcourait dans le sens de la longueur et sur ce couloir, de chaque côté, s'ouvraient des stalles, sans portes, ayant chacune environ 7 pieds de largeur. Dans ces loges, les gens mariés couchaient sur de petites estrades élevées d'un pied à peu près au-dessus du sol. Chacune de ces « longues maisons » abritait les dix à vingt familles particulières composant le clan peau-rouge, dont j'ai décrit ailleurs l'organisation¹.

Cette communauté de l'habitation en entraînait naturellement d'autres. Ainsi les provisions non consommées sur-le-champ, qu'elles provinssent de la chasse ou de la pêche, de la culture du sol, même d'échanges commerciaux effectués par l'un des membres du clan, étaient au siècle dernier encore propriété de l'association. Conséquemment elles étaient déposées dans des magasins ordinairement placés sous la garde d'une matrone chargée de répartir les communes ressources. Mais, dans ces clans, on ne faisait pas quatre repas par jour. Un seul repas était servi, dans l'habitation commune à tous les commensaux et, comme il est d'usage chez la plupart des peuples sauvages, les femmes et les enfants mangeaient à part². Les femmes et les filles étaient du reste, comme je l'ai montré ailleurs, dans un état de grande sujétion et les unes et les autres étaient souvent prostituées, louées par leurs parents mâles, qui en disposaient comme de choses³.

1. Voy. de Lahontan, II, 104. — Ch. Letourneau. *L'Évolution du mariage et de la famille*.

2. G. Teulon. *Orig. mariage*, 185.

3. Charlevoix. *Loc. cit.*, VI, 39.

Tout cela est bien marqué au coin du régime communautaire primitif, mais dans les coutumes agricoles des Indiens on voit déjà poindre le goût de la propriété individuelle. S'agit-il d'un champ isolé, la récolte semble en être laissée à ceux et à celles qui ont pris la peine de déboiser le sol au moyen du feu, puis de l'ensemencer. La première besogne incombe ordinairement aux hommes; la seconde aux femmes. Quand il existe, et c'est le cas le plus fréquent, plusieurs parcelles juxtaposées, les femmes du clan les labourent et cultivent en commun, en troupes. Toutes s'entr'aident et ensèment successivement les divers champs, que d'ailleurs aucune limite ne sépare. La femme, qui est plus spécialement maîtresse du coin que l'on cultive, distribue elle-même la semence nécessaire à ses compagnes. Enfin la récolte, comme les semailles, se fait en commun¹.

Telles étaient les vieilles mœurs. Elles se sont naturellement beaucoup modifiées sous l'influence du temps et surtout du contact des blancs. Pourtant une minutieuse enquête, récemment faite chez les peaux-rouges Omahas, a montré que, chez eux, le vieil esprit de solidarité était très vivace encore. Chaque tribu des Omahas revendiquait hautement la propriété d'un certain territoire, pour y résider, y chasser, y pêcher, le cultiver partiellement; mais l'idée de vendre une parcelle quelconque de ce sol précieux ne venait à personne.

« La terre, disaient les Omahas, est, comme l'eau, comme le feu, ce qui ne se peut vendre. » Et ce fut seulement en cédant à la crainte, qu'ils finirent par céder aux blancs quelques terrains.

Les tribus Omahas se subdivisaient en clans, unités sociales plus étroites, ayant chacune une habitation commune, se

1. Lafitau. *Mœurs des sauvages*, III, 70, 71.

partageant le gibier tué, le poisson pêché par les membres de leur petit groupe. Chacune de ces grandes familles possédait une certaine portion de terre labourable et la cultivait, mais sans avoir aucunement le droit de l'aliéner. Déjà pourtant les familles d'une même tribu pouvaient faire entre elles des échanges; quant à la terre inoccupée, chacun pouvait en cultiver tel ou tel morceau, à sa convenance¹.

Les principaux actes de la vie étaient, chez les Omahas, soumis à une étroite réglementation. La tribu était gouvernée par un chef élu, assisté d'un conseil. Mais, pour être chef, il fallait réunir certaines conditions, tout d'abord avoir une excellente réputation dans la tribu; puis, comme on commençait à s'écarter de l'égalité originelle et à amasser des valeurs d'échange, il fallait être riche, pouvoir semer, à droite et à gauche, beaucoup de cadeaux, par conséquent avoir acquis toute la fortune personnelle, compatible avec les mœurs indiennes. Il ne suffisait même pas de distribuer des présents individuels, il fallait en outre donner des fêtes générales où tout le monde était convié. Même en cela, le vieil esprit communautaire se montrait encore. Une fois parvenu au rang suprême, à la présidence de la tribu, le chef Omaha, toujours assisté de son conseil de guerriers, avait le devoir de régler les principaux actes de la vie sociale. Chasser isolément les buffles était un délit; cette chasse devait être collective et elle était soumise à de minutieuses formalités. A l'époque convenable, les pouvoirs publics envoyaient à la découverte des éclaireurs, uniquement chargés de battre le territoire de chasse et d'y signaler la présence d'un troupeau de bisons. Défense expresse leur était faite d'en tuer un seul. Ils devaient simplement revenir au campement, dès que leur mission était remplie. Puis sur l'avis favorable des envoyés

1. O. Dorsey. *Omaha Sociology* (Reports of Smithsonian Institution, 1886).

tous les hommes partaient en corps pour la chasse et attaquaient ensemble le troupeau. D'ordinaire chaque chasseur abattait plusieurs buffles, quelquefois huit ou dix, et il avait bien soin de leur couper immédiatement la langue, morceau de choix; seulement il lui fallait l'extraire non pas tout uniment par la gueule, mais par une incision pratiquée selon les règles, dans la région du cou. C'est toujours le goût de l'excessive réglementation, habituel aux primitifs. Quand un animal avait succombé sous les coups de plusieurs chasseurs, il devait être partagé en autant de morceaux qu'il y avait de chasseurs intéressés¹.

Coutumes analogues pour les travaux agricoles. Au printemps, le conseil de la tribu s'assemblait, fixait l'époque autorisée des semailles et un crieur allait l'annoncer dans le village. A partir de ce moment et seulement alors, on était libre d'ensemencer les champs².

On le voit, ces mœurs sont fortement empreintes de communisme et même de communisme autoritaire. L'individu doit humblement se soumettre aux décisions du groupe représenté par le chef élu et son conseil. Sur chacun de ses membres le clan a des droits incontestés; en revanche il les aide, les venge et même au besoin les nourrit.

En faisant l'histoire du mariage chez les Peaux-Rouges, j'ai eu occasion de dire quelles obligations ce mariage entraînait pour l'homme. Je rappelle en passant, que jamais le mari peau-rouge n'appartenait au clan de sa femme ou de ses femmes, souvent sœurs entre elles. Aussi en se mariant contractait-il vis-à-vis du clan de son ou de ses épouses de lourdes obligations, par exemple, celle de réparer la cabane du clan auquel il s'alliait, celle de donner

1. O. Dorsey. *Loc. cit.*, 287.

2. O. Dorsey. *Loc. cit.*, 302

à cette cabane ou maison commune d'abord toute sa chasse pendant un an, puis la moitié seulement de son gibier, les années suivantes¹.

Avec le temps, il s'effectua, surtout dans les tribus les plus agricoles, une évolution que nous retrouverons chez bien des peuples de toute race et de toute couleur. La propriété du champ cultivé tendit à devenir de plus en plus individuelle; j'entends parler de la propriété d'usage, de celle des récoltes. Personne ne prétendait encore à la propriété du sol lui-même, du fonds et du tréfonds. Mais alors aussi, en Amérique comme ailleurs, le groupe, le clan, qui avait le domaine éminent, protestait contre les tendances individualistes, en recourant à de périodiques redistributions du terrain mis en culture. Ainsi, chez les Tarahumares du Nouveau-Mexique, le sol était de temps en temps alloti² entre les ayants droit.

La série des faits que je viens de citer suffira sans doute à bien faire ressortir le caractère du droit de propriété chez les Peaux-Rouges. Quoique les prétentions, les tendances à la propriété individuelle commençassent à s'en dégager, dans l'ensemble, ce droit était encore entendu collectivement, et le souci de l'utilité publique primait de beaucoup celui des intérêts particuliers.

Le même esprit, mais plus affaibli, règne encore chez les Indiens dits *Pueblos* du Nouveau-Mexique. Leurs tribus, qui très sûrement appartiennent à la même race que les Peaux-Rouges, ont évolué à leur manière, et l'étude que j'entreprends ici serait incomplète, si je ne disais quelques mots de ces Indiens, beaucoup plus civilisés que les autres. C'est surtout par l'architecture de leurs grandes maisons

1. Lafitan. *Mœurs des sauvages*, II, 268. — *Lettres édifiantes*, vol. XII, 130.

2. Bancroft. *Loc. cit.*, I, 583.

communes, que les Indiens Pueblos ont de nos jours attiré et excité la curiosité des savants européens et jadis celle des conquérants espagnols, qui, les premiers, nous ont parlé avec étonnement de leurs *casas grandes*.

Ces *casas grandes* sont de vastes constructions, ayant la forme générale d'un colossal marchepied, dont chaque marche représente un étage. Chaque étage en retrait sur l'étage inférieur est subdivisé en cellules cubiques, dans chacune desquelles on accède ordinairement par le plafond et au moyen d'échelles. Ces habitations sont des sortes de phalanstères, dont les dimensions varient avec l'importance de la population qui les occupe. Les Indiens Pueblos, habitant le nord du Nouveau-Mexique, les moins éloignés des Peaux-Rouges restés chasseurs et plus ou moins nomades, ont des habitations d'une construction encore assez simple ; elles sont bâties avec des pieux, de la terre, des écorces, et n'ont qu'un étage formé de cellules juxtaposées. Dans le sud, au contraire, on trouve de grands *Pueblos*, à plusieurs étages et construits en adobes.

Il existe encore dans le Nouveau-Mexique une vingtaine de ces *pueblos*, habités par environ sept mille Indiens, et chacun d'eux est formé tantôt d'une seule grande maison, tantôt de deux, trois ou quatre habitations, souvent situées dans un endroit de difficile accès¹.

Au moment de la conquête espagnole les Indiens des *pueblos* avaient atteint un degré de civilisation relativement avancé ; ils étaient agriculteurs et céramistes ; ils tissaient des étoffes de coton ; ils avaient domestiqué le dindon² et au total fondé de petites sociétés stables et sédentaires, dont certaines durent depuis lors, quoique la plupart d'entre elles

1. L. Morgan. *Houses and House-Life of the American Aborigines* (Reports of Smithsonian Institution, 1881), 132-133.

2. L. Morgan. *Loc. cit.*, 131, 135.

aient disparu. Les Pueblos ont dû grandir peu à peu, par agrégation de cellules nouvelles, à mesure que la population croissait en nombre, et l'idée de superposer les étages est sans doute résultée de la situation même de l'habitation, le plus souvent bâtie sur des corniches de rochers, sur d'étroits plateaux, où il était impossible de s'étendre en surface. Les familles se sont d'abord serrées les unes contre les autres pour constituer un pueblo, puis le trop plein a fini par essaimer et fonder des habitations nouvelles¹.

L'organisation politique et sociale des *pueblos*, surtout l'ancienne organisation, était à peu près celle des Iroquois, des Hurons. Chaque *pueblo* avait son chef, son cacique élu et son conseil de notables. Aujourd'hui l'évolution politique s'est accentuée dans le sens monarchique et le cacique peut, s'il lui convient, désigner son successeur². Chaque ancien *pueblo* représentait un clan, et chacune de ses cellules abritait une famille. Au mode d'architecture près, ce n'est en résumé que l'organisation générale des « longues maisons » iroquoises avec leurs stalles échelonnées le long d'un couloir central.

Depuis qu'ils ont décliné et en grande partie abandonné les anciennes mœurs, les Indiens des pueblos ont plus ou moins adopté la propriété individuelle et la monogamie. Aujourd'hui ils ont, comme les Européens, leurs riches et leurs pauvres; mais leur ancienne organisation était communiste³. L'habitation actuelle l'est bien encore, et tout le monde, hommes et femmes, travaille à sa construction⁴. Mais jadis le communisme était beaucoup plus large. Le domaine territorial appartenait à la communauté tout en-

1. Morgan. *Loc. cit.*, 170.

2. *Ibid.*, 148.

3. L. Morgan. *Loc. cit.*, 136.

4. Bancroft. *Loc. cit.*, I, 535.

tière, et, à la vieille mode des Peaux-Rouges, les clans exerçaient la plus large hospitalité¹, ce qui est naturellement au-dessus des ressources d'une famille isolée.

Maintenant que nous connaissons, du moins dans ses traits essentiels, le régime de la propriété chez les principaux groupes des Peaux-Rouges, il est intéressant de rechercher quelle influence ce régime a exercée sur les mœurs, sur les tendances morales des Indiens. Le cerveau humain, il ne faut pas se lasser de le répéter, est avant tout un appareil enregistreur; les accidents, incidents et événements de la vie y laissent des empreintes et ces empreintes se creusent d'autant plus profondément que les impressions, dont elles sont la trace, se renouvellent plus souvent et plus régulièrement. Il est donc nécessaire qu'à la longue l'organisation politique, surtout le régime économique, auquel l'homme est soumis, forment ou déforment son caractère. Or, si justement critiquable que puisse être le communisme grossier et autoritaire de nombre de tribus sauvages, comme, en définitive, il en résulte, entre tous les membres d'un clan, une étroite solidarité, cela doit nécessairement favoriser l'éclosion et le développement des sentiments altruistes. En effet, tous les observateurs, anciens et modernes, ont reconnu et souvent admiré l'existence de qualités généreuses chez les Peaux-Rouges. Je citerai quelques-uns de ces témoignages. Charlevoix, parlant des grands égards mutuels que les Indiens ont les uns pour les autres, dit à ce sujet : « Cela vient sans doute en partie de ce que le *mien* et le *tien*, ces paroles froides, comme les appelle saint Jean Chrysostome, ne sont point encore connus de ces sauvages. Le soin qu'ils prennent des orphelins, des veuves et des infirmes; l'hospitalité qu'ils exercent d'une manière si admirable, ne sont

1. L. Morgan. *Loc. cit.*, 136.

pour eux qu'une suite de la persuasion, où ils sont, que tout doit être commun entre les hommes¹. »

Après le jésuite Charlevoix, écoutons maintenant son contemporain et critique, le libre penseur Lahontan : « Les sauvages (Peaux-Rouges) ne connaissent ni le tien ni le mien, car on peut dire que ce qui est à l'un est à l'autre. Lorsqu'un sauvage n'a pas réussi à la chasse aux castors, ses confrères le secourent sans en être priés. Si son fusil crève ou se casse, chacun d'eux s'empresse de lui en offrir un autre. Si ses enfants sont pris ou tuez par les ennemis, on lui donne autant d'esclaves qu'il en a besoin pour le faire subsister. Il n'y a que ceux qui sont chrétiens et qui demeurent aux portes de nos villes chez qui l'argent soit en usage. Les autres ne veulent ni le manier ni même le voir. Ils l'appellent le « serpent des Français ». Ils disent qu'on se tue, qu'on se pille, qu'on se diffame, qu'on se vend et qu'on se trahit, parmi nous, pour de l'argent; que les maris vendent leurs femmes et les mères leurs filles pour ce métal. Ils trouvent étrange que les uns aient plus de bien que les autres et que ceux qui en ont le plus soient estimez davantage que ceux qui en ont le moins... Ils ne se querellent, ni se battent ni ne se volent et ne médisent jamais les uns des autres². » A son tour, le jésuite Lafitau confirme ces témoignages, en nous disant, qu'en temps de chasse, si un clan peau-rouge bien pourvu, une « cabane » selon son expression, en rencontre un autre moins heureux, les membres du premier clan partagent généreusement avec ceux du second sans attendre qu'on le leur demande³.

Aujourd'hui même, quoique les vieilles mœurs aient

1. Charlevoix. *Histoire de la Nouvelle-France* (Journal d'un voyage, etc.), VI, 11.

2. *Voyage de Lahontan*, II, 105, 106.

3. Lafitau. *Mœurs des sauvages*, III, 82.

fort souffert du contact des blancs et de la décadence qui en est résultée, les traces des vertus d'autrefois ne sont pas encore entièrement effacées. Les Navajos du Nouveau-Mexique ont un asile public, consacré aux malades, aux abandonnés, aux orphelins, et le soin en est confié à des agents spéciaux, hommes et femmes, appelés *tenanches*¹. Enfin un observateur tout à fait contemporain, O. Dorsey, rapporte à son tour que les Omahas et les Ponkas n'abandonnent jamais les gens âgés et infirmes sur la prairie, et qu'en partant pour la chasse, ils les laissent à la maison avec des provisions suffisantes, de l'eau et du bois². En somme, et comme il est naturel, le long usage de la propriété commune avait engendré, dans le cerveau des Peaux-Rouges, des sentiments d'humanité, de solidarité étroite. Pour la psychologie et la sociologie, c'est là un fait important à constater.

III. LA PROPRIÉTÉ CHEZ LES ESQUIMAUX

Les nécessités de la vie en société sont si impérieuses pour les hommes primitifs; l'obligation d'une solidarité plus ou moins étroite est si grande, que partout et toujours, le régime communautaire s'impose à leur faiblesse, mais naturellement avec des variantes, résultant de l'habitat et de la race. Ainsi les mœurs et coutumes des Esquimaux, si différents de leurs ennemis héréditaires, les Peaux-Rouges, sont aussi très communautaires.

Les plus civilisés d'entre eux, ceux du Kamtchatka, étaient déjà groupés en petits clans rudimentaires, vivant dans une

1. Bancroft. *Loc. cit.*, I, 583.

2. O. Dorsey. *Omaha Sociology* (Reports of Smithsonian Institution, 1886).

hutte commune. Dans cette hutte, les familles occupaient des bancs séparés, sur lesquels on étendait des peaux de renne, servant à la fois de sièges et de lit¹.

La propriété plus ou moins personnelle des Kamtchadales consistait aussi en objets fabriqués, armes, ustensiles, ou en esclaves, chiens ou rennes, pour les plus civilisés d'entre eux. Au Kamtchatka encore, ces objets, à l'usage plus ou moins exclusif d'un individu, étaient habituellement sacrifiés à sa mort, inhumés ou brûlés avec lui². Les Kamtchadales, dont le pays était très boisé, pratiquaient la crémation; ils dressaient un gros bûcher funéraire et y jetaient la lance, le carquois, la hache, la marmite, etc., du mort. Ils égorgeaient même le renne qui l'avait traîné, en mangeaient une partie et brûlaient le reste³.

En général, les Esquimaux ont, entre eux, beaucoup de probité; mais tous considèrent non seulement comme permis, mais même comme très louable de voler les étrangers⁴. Un habile voleur de l'étranger leur paraît digne d'admiration, pourvu qu'il ne se laisse pas prendre⁵. Cette distinction s'explique sans peine. Elle n'a rien de casuistique. Si la propriété leur semble respectable, au sein de leur clan, c'est qu'elle est en grande partie commune; par conséquent, voler un membre de l'association, c'est se voler soi-même. Leur probité n'est donc que de l'égoïsme bien entendu.

A part quelques ustensiles nécessaires, quelques armes, certaines provisions, peu d'Esquimaux du Groenland possèdent en propre autre chose que leurs vêtements et leurs

1. *Histoire du Kamtschatka*, 1767.

2. *Ibid.*, 113, 245.

3. *Ibid.*, 245.

4. *Ibid.*, 241. — Bancroft. *Loc. cit.*, I, 63, 64.

5. Bancroft, *Ibid.* — Petitot. *Les Grands Esquimaux*, 115.

petits canaux ou *kayaks*. Le reste est propriété du clan¹. Encore cette propriété individuelle, si restreinte, est-elle fort relative. Ainsi l'individu, qui, après avoir emprunté à un de ses compagnons, un outil, une arme, perd ou endommage ces objets, ne doit pas de dédommagement au prêteur; car, pensent les Esquimaux du Groenland, on ne prête que son superflu, et l'objet prêté n'était pas indispensable à son possesseur. En vertu de la même théorie, ils tolèrent qu'un homme ait deux kayaks, mais s'il en possède un troisième, il le doit prêter à quelque membre de son clan : la richesse ne doit pas s'accumuler. En général, tout ce qui ne sert pas directement et immédiatement à un individu est regardé comme propriété commune et à la disposition de qui en peut avoir besoin. Un homme, sauf de très rares exceptions, ne saurait, à lui seul, capturer les gros animaux, une baleine, un morse, un ours; en conséquence les Groenlandais ont décidé que ces animaux, de quelque manière qu'ils fussent pris, seraient propriété commune du clan. A l'individu cela seulement qu'il peut s'approprier tout seul, mais rien de plus. Un Esquimau a, par exemple, le droit de considérer comme sien tout morceau de bois flottant poussé sur le rivage, mais à condition que les dimensions de l'épave soient telles qu'un seul homme puisse la traîner à terre, hors des atteintes du flux². Dans ce cas, une pierre posée sur la pièce de bois suffit pour garantir le droit de propriété individuelle.

Comme les hordes ou clans d'Esquimaux sont encore très près de l'état anarchique, la liberté individuelle est respectée dans leurs groupes. Si la solidarité pèse à l'un des leurs, il a le droit de sortir de l'association, de se construire une hutte

1. Rink. *Tales and Traditions of the Eskimos*, 1877.

2. Rink. *Loc. cit.*

(un *iglou*) qui lui soit personnelle et de chasser et pêcher à ses risques. « Tu ne veux pas aider les autres, lui dit l'association ; soit, personne ne t'aidera. » C'est là sans doute un raisonnement de sauvage ; mais ce n'est pas un sot raisonnement.

IV. LA SOLIDARITÉ PRIMITIVE ET L'ALTRUISME

Dans ce chapitre et les précédents, j'ai cité quelques faits ethnographiques suffisants, je crois, pour donner une idée juste de ce qu'a dû être la propriété dans les sociétés primitives, d'abord anarchiques, puis républicaines. Je me suis borné à mettre en relief les exemples les plus probants, les survivances les mieux conservées. Mais, dans la suite de ces études, en parlant de la propriété durant les phases sociales secondaires, j'aurai à relever des traces nombreuses de sa primitive organisation. Il semble donc que le genre humain tout entier ait passé d'abord par la période anarchique, puis par le stade de la tribu égalitaire. De nos jours l'état anarchique n'a plus que de rares spécimens. J'ai cité les mieux connus, mais il en existe vraisemblablement quelques autres dans les régions du globe, peu ou point explorées encore, notamment, et si l'on en croit le témoignage récent de quelques hardis voyageurs français, dans les régions centrales de l'Amérique du Sud. Vers les sources de l'Orénoque, M. Chaffaujou a rencontré les Indiens Guaharibos, sans vêtement, sans maison, sans outil, se nourrissant de gros vers, qu'ils déterrent avec leurs ongles, et surtout de graines et de bourgeons de palmiers, qu'ils coupent avec leurs dents. Ces pauvres êtres vivent en petites hordes d'une douzaine d'individus et sont hideux à voir avec leurs membres

grêles, leur ventre distendu (*Congrès de géographie du Havre*, 1887). Sans doute d'autres types humains du même genre se rencontreront encore; mais ceux que j'ai mentionnés, les Veddahs de Ceylan, les Bochimans de l'Afrique australe, les Fuégiens, pris comme spécimens, nous suffisent.

Par une suite d'inductions très légitimes, que fortifie d'ailleurs l'archéologie préhistorique, nous sommes amenés à croire que, partout et toujours, les sociétés humaines ont débuté par la horde anarchique pour passer ensuite à l'organisation de la tribu égalitaire, bien conservée aujourd'hui encore en Australie, et que l'on a pu étudier au siècle dernier, dans l'Amérique septentrionale.

Or, durant ces deux stades sociologiques, le régime est plus ou moins communautaire, la propriété est surtout collective. Il n'en pouvait être autrement. L'homme primitif, à peine détaché de l'animalité, est si débile encore, si désarmé en face des ennemis qui le guettent, des périls qui l'assailent! Tout lui fait de l'association une impérieuse nécessité. Dans les hordes anarchiques, l'aide mutuelle est encore irrégulière, spontanée; mais elle se règle et parfois très minutieusement dans la tribu républicaine, bien constituée.

La durée de ces stades, par lesquels ont passé toutes les races humaines, a dû être extrêmement longue. Depuis deux siècles, l'état social et intellectuel des Fuégiens ne s'est pas sensiblement modifié et, règle générale, les sociétés évoluent d'autant plus lentement qu'elles sont plus primitives. Aujourd'hui encore, en dehors des nations européennes, la fixité, l'immobilité sont la règle. Il est donc sûr que, pendant des milliers et des milliers d'années, nos ancêtres préhistoriques ont vécu en petits groupes grossièrement, mais étroitement solidaires. Or, un genre de vie quelconque, à la condition de durer assez longtemps, ne peut manquer d'influer sur la mentalité humaine, de déterminer la formation

d'instincts moraux ou immoraux qui lui sont corrélatifs. Il est donc vraisemblable que c'est à cette longue période de solidarité sociale, traversée par nos ancêtres, que nous devons le plus clair de nos sentiments altruistes, humanitaires. Ces instincts, nous les constatons déjà chez les sauvages habitants de la Terre de Feu. Quand un Fuégien découpe avec ses dents un morceau dans le cadavre putréfié d'une baleine, il accomplit un acte de bête, de loup ou de vautour; mais quand il passe spontanément le lambeau détaché à son voisin, c'est déjà en homme qu'il agit. De même les Peaux-Rouges s'intéressaient très vivement au sort des membres de leur clan, car chacun d'eux était nécessaire aux autres.

Depuis ces âges fort lointains l'individualisme s'est lentement et grandement développé, passant par des phases que j'aurai à signaler. Aujourd'hui, quand nous lisons dans Platon que « dans un état bien réglé, la société tout entière doit ressentir les plaisirs ou les peines de chacun de ses membres », quand nous voyons la Convention française reprendre la même idée et déclarer « que la société tout entière souffre, alors qu'un de ses membres est lésé », nous nous étonnons, nous admirons, précisément parce que ces larges sentiments humanitaires jurent avec nos mœurs individualistes. Mais ces idées de solidarité sociale, auxquelles nous trouvons quelque chose de sublime, sembleraient toutes simples à des Peaux-Rouges. Dans leurs clans, dans leurs tribus, chacun s'appuie et compte sur son voisin. La perte d'un seul guerrier leur semble infiniment regrettable¹, parce qu'elle affaiblit l'association. Il est bien recommandé aux chefs Peaux-Rouges de ménager les leurs; une victoire chèrement payée déshonore qui l'a remportée. Sans doute

1. Lafitau. *Mœurs des sauvages*, III, 148.

il faut exterminer les autres, mais il faut avant tout conserver les siens. L'égoïsme peau-rouge est collectif, comme la propriété.

En fouillant, ainsi que nous le faisons ici, les origines sociologiques, nous avons, plus d'une fois déjà, découvert de très intéressantes origines psychiques. Cela est naturel, puisque les unes tiennent aux autres. Il me semble que, cette fois encore, nous avons fait une trouvaille du même genre. On a, bien souvent, expliqué nos sentiments de pitié instinctive pour autrui, en disant que chacun de nous, au spectacle d'une infortune, d'une souffrance, se substitue pour ainsi dire au malheureux qu'il a sous les yeux et, par contre-coup, ressent son malheur. Il y a sûrement une part de vérité dans cette explication. Mais, si la douleur d'autrui nous peut ainsi toucher par reflet, c'est que de très nombreuses générations d'ancêtres, ayant vécu sous des régimes communautaires plus ou moins étroits, nous ont légué des sentiments de sociabilité, d'humanité, latents mais vivants encore au plus profond de notre conscience.

CHAPITRE IV

DE LA PROPRIÉTÉ DANS LES TRIBUS MONARCHIQUES

- I. *En Amérique.* — Régime monarchique dans certaines tribus Peaux-Rouges. — L'esclavage et son influence. — La propriété des esclaves chez les Nootka-Colombiens. — Recrutement des esclaves. — Noblesse héréditaire. — Monarque héréditaire. — Prérogatives des chefs. — Le régime monarchique chez les Natchez. — Pouvoir absolu. — Les caciques héréditaires en Floride, aux Antilles, à Bogota. — Aristocratie et monarchie engendrées par l'esclavage.
- II. *De la propriété en Polynésie.* — Le régime monarchique en Polynésie. — Survivances communistes. — Maisons communes à l'île de Pâques. — Communauté probable des femmes à l'île de Pâques. — Maison commune à Uliétéa. — Le droit d'alimentation aux Marquises. — La pêche commune à Kingsmill. — Survivances communautaires à la Nouvelle-Zélande. — Magasins communs. — Le prolétariat polynésien : toutous, touas, kikinós. — Droit de domaine éminent des chefs. — Premières ventes de terrains à la Nouvelle-Zélande. — Droit d'épave des chefs. — Droit à l'instruction revendiqué par eux. — Sujétion des femmes. — Instruments agricoles des Néo-Zélandais. Agriculture nomade. — Clôtures des champs. — La propriété mobilière individuelle. — Appropriation des terrains défrichés. — Distinction entre le fonds et l'édifice. — Sa raison d'être. — Trois catégories de propriétaires. — Allotements familiaux. — Le nouveau-né propriétaire. — L'allotement familial et le droit de tester. — Coup d'œil général sur le régime de la propriété en Polynésie. — Dédain de l'agriculture. — Hongi.

I. EN AMÉRIQUE

Comme nous l'avons vu dans le précédent chapitre, nombre de tribus peaux-rouges en étaient encore à l'orga-

nisation républicaine et égalitaire. Le groupe, tribu ou clan, possédait le domaine éminent; le territoire de chasse était commun; les essais agricoles requéraient tous les bras féminins de l'association; la solidarité était étroite; le chef était élu et l'on exigeait qu'il réunit certaines qualités, offrit certaines garanties morales¹. Il représentait la communauté mais ne la gouvernait qu'avec l'assistance d'un conseil de guerriers. L'agriculture ne comptait guère encore; ce n'était qu'un accessoire, un supplément laissé par cela même aux soins des femmes. La grande ressource était la chasse et les pouvoirs publics avaient bien soin de la réglementer. Enfin on n'avait pas encore d'animaux domestiques et rarement des esclaves; la propriété mobilière était donc par suite à l'état rudimentaire et l'impossibilité d'amasser des richesses individuelles maintenait entre tous les membres de l'association une grande égalité. Cet état social de la tribu primitive, nous ne le reverrons plus.

Déjà même, dans certaines tribus peaux-rouges, divers objets mobiliers se transmettaient héréditairement, dans la ligne féminine. Déjà la famille maternelle tendait à se dégager de la confuse parenté du clan familial. Enfin, dans un certain nombre de tribus, l'esclavage était institué.

Toutes ces causes tendaient nécessairement à substituer au primitif régime égalitaire un commencement de différenciation sociale. A ce qu'il semble, ce fut surtout l'esclavage, qui enfanta tout d'abord les classes, les castes et l'inégalité des biens. Tout cela existait en effet chez les Peaux-Rouges nootka-colombiens, dont les troupes d'esclaves se recrutaient par la guerre et les perpétuels enlèvements d'enfants aux tribus voisines. Ces esclaves colombiens constituaient une propriété mobilière et une caste inférieure. Ils

1. O. Dorsey. *Loc. cit.*, 358.

étaient l'objet d'un important trafic; on les astreignait en outre à toutes les besognes les plus pénibles et les esclaves de sexe féminin étaient même louées et exploitées pour la prostitution. Enfin leurs enfants étaient esclaves de par la naissance seule¹.

En résumé, chez ces Indiens de la Colombie, si grossiers pourtant, nous trouvons déjà une véritable caste servile, dont les membres, traités exactement comme des animaux domestiques, représentaient une valeur d'échange, susceptible de s'accumuler entre les mains de tels ou tels individus. Or, cette caste d'esclaves se recrutant surtout par la guerre, il en résultait que les guerriers les plus redoutables, les plus heureux, avaient chance de s'enrichir plus que les autres. D'où cette conséquence toute naturelle, que les hommes réunissant à la fois le prestige guerrier et l'opulence se distinguèrent vite du commun, furent réputés nobles, et, comme la famille maternelle était déjà fondée, leur noblesse devint facilement transmissible; à plus forte raison en fut-il ainsi pour le pouvoir du premier d'entre eux, du chef suprême, qui avait remplacé le chef républicain, jadis élu par ses pairs, et devint un petit monarque héréditaire. Néanmoins, en dépit de ce changement, le territoire de chasse de la tribu resta toujours propriété commune.

Cette constitution de la tribu monarchique avec riches et pauvres, nobles et plébéiens, existait déjà au siècle dernier sur divers points de l'Amérique septentrionale. Elle était entièrement organisée chez les Nootka-Colombiens, qui possédaient beaucoup d'esclaves. On la trouvait à l'état d'ébauche chez les Hurons, qui n'avaient pas encore de caste servile héréditaire, mais chez qui le pouvoir se transmettait avec une certaine régularité dans la ligne féminine et

1. Bancroft. *Loc. cit.*, I, 194-191.

dont les chefs dominaient déjà de haut le vulgaire. C'était seulement sur l'ordre des chefs que s'assemblait le conseil; dans les festins et distributions, ils avaient droit à la part du lion; on les comblait de présents¹. Mais c'était surtout chez les Natchez, que le régime monarchique et aristocratique s'était épanoui avec toutes ses conséquences. Il y avait là comme une réduction des grands États monarchiques de l'Amérique centrale. Le grand-chef des Natchez n'était rien moins que le frère du soleil et il portait le nom de son frère céleste. C'était un personnage divin, ayant droit de vie et de mort et trônant sur une noblesse héréditaire, rangée autour et au-dessous de lui². Le gouvernement de ce demi-dieu était naturellement très despotique. La vie et les biens de ses sujets lui appartenaient, par droit de domaine éminent. Aussi, tout en le révéralant comme un être divin, on avait bien soin d'éloigner sa cabane de la sienne; car tout n'est pas plaisir dans le voisinage des grands³.

Cette organisation monarchique n'était point spéciale aux Natchez; elle était celle de nombre de tribus ou petits États avoisinant le grand empire mexicain. En Floride, des caciques héréditaires étaient l'objet d'un servile respect⁴. Les Indiens des Antilles obéissaient à des chefs par droit de naissance, jouissant d'un pouvoir absolu et parlant au nom des dieux⁵. A Bogota, le maître, adoré comme une divinité, ne sortait jamais sans qu'on jonchât sa route de fleurs. Il était en outre comblé de riches présents et prélevait des taxes sur son peuple⁶.

On le voit, tous ces caciques, ces principicules absolus, ont

1. Lafitau. *Mœurs des sauvages*, etc., II, 172, 174.

2. G. Richardson. *Hist. Amér.*, liv. IV.

3. Charlevoix. *Loc. cit.*, VI, 172.

4. Charlevoix. *Hist. Nouvelle-France*, III.

5. Richardson. *Loc. cit.*, IV.

6. *Ibid.*

déjà les énormes prérogatives des grands monarques despotiques et la genèse des uns éclaire celle des autres. La comparaison, la mise en série graduée, des tribus américaines, depuis le primitif régime de communisme et d'égalité, nous montre bien qu'au moins dans cette partie du globe, l'établissement de l'aristocratie et du pouvoir monarchique héréditaire n'a été que le couronnement d'une évolution économique, ayant pour point de départ l'institution de l'esclavage, par suite le développement de l'agriculture; d'où rupture de la primitive égalité, création de valeurs d'échange, développement de la propriété individuelle, contrastes entre la richesse et la pauvreté, fondation des castes et de l'hérédité. Sur tous ces petits États de l'Amérique, nous n'avons pourtant que des renseignements fragmentaires et incomplets; mais nous sommes un peu mieux informés relativement à l'organisation de la propriété en Polynésie où existait un état social très analogue.

II. DE LA PROPRIÉTÉ EN POLYNÉSIE

Quand les premiers navigateurs européens visitèrent les Polynésiens, ceux-ci avaient déjà dépassé depuis longtemps non seulement le stade anarchique, mais même celui de la tribu républicaine. Leurs tribus avaient adopté le régime monarchique; elles avaient, chacune, un chef héréditaire, une caste de nobles, une classe servile et souvent de véritables esclaves. Avec une telle organisation politique, la propriété est rarement commune; dans chaque groupe, le maître suprême, toujours armé d'un pouvoir despotique, et au-dessous de lui les membres de la caste aristocratique, ont, autant qu'il était en eux, entrepris sur l'antique propriété

commune. Il y a des privilégiés et des déshérités par droit de naissance. Néanmoins le stade primitif de communauté a laissé plus d'une trace encore et, à ce point de vue comme à tant d'autres, la race polynésienne, étant dispersée dans nombre d'archipels fort éloignés les uns des autres, ayant évolué séparément et avec une vitesse inégale, est fort intéressante à étudier.

A l'île de Pâques, le communisme américain régnait toujours; il était même plus accusé que chez les Peaux-Rouges. La Pérouse y retrouva encore les « longues maisons » des clans iroquois. L'une de ces maisons, dit-il, avait 310 pieds de long, 10 de large et 10 de hauteur. Elle ressemblait, par la forme générale, à une grande pirogue renversée et l'on n'y entrait que par deux portes, situées aux deux extrémités. Ces portes avaient à peine 2 pieds de haut et on ne les pouvait franchir qu'en rampant sur les mains. Au dire de La Pérouse, cette maison était assez vaste pour loger au moins deux cents personnes. A elle seule, elle formait un village. C'était évidemment l'habitation commune d'un clan. — Chez ces insulaires, aucun homme ne semblait avoir sur les femmes rien qui ressemblât à une autorité maritale. La Pérouse soupçonna que les femmes étaient communes, tant les hommes mettaient d'empressement à les prêter aux marins français¹. — Une très petite partie du sol de l'île, un dixième à peine, était en culture; mais le navigateur français ne nous renseigne pas sur la manière dont cette portion pouvait être cultivée et possédée.

Dans tous les archipels polynésiens, des restes, des survivances de l'ancien communisme subsistaient encore. A Uliétéa, l'une des îles de la Société, Cook trouva, au fond d'une baie appelée A-poto-poto, un dernier échantillon des longues

1. La Pérouse. *Hist. univ. voy.*, vol. XII, 99.

maisons du clan, une grande habitation, commune encore et remplie d'habitants¹. — Aux îles Marquises, quand un indigène se mettait en course, il n'emportait aucune provision. Avait-il faim ? Il entraît sans cérémonie dans une case quelconque et, sans en demander la permission, plongeait la main dans un baquet à *popoï* (pâtée de fruits à pain) ; puis, quand il était suffisamment repu, il sortait sans même remercier. Il n'avait fait qu'user d'un droit². — A l'île Kingsmill, dans l'archipel Samoa, e'était presque un malheur pour un indigène que de faire une bonne pêche. A peine avait-il abordé que tout le monde l'entourait, et que chacun choisissait dans son canot le poisson qui lui convenait le mieux, sans se soucier du propriétaire, dont toute la consolation était de se dire que, lui aussi, jouissait vis-à-vis des autres du droit dont ceux-ci abusaient à son égard³. Ce droit de partager avec le voisin tout ce qui était nécessaire à la vie était aux îles Samoa un privilège d'homme libre. Les esclaves en étaient privés et cela est naturel. Partout et toujours, l'esclave a été regardé comme une chose, un animal domestique, travaillant pour son maître et entretenu par celui-ci.

Sous divers rapports, les insulaires de la Nouvelle-Zélande étaient en retard sur ceux de plusieurs autres archipels polynésiens, notamment des îles de la Société et des Sandwich, aussi trouvait-on dans leurs îles certaines survivances plus accentuées qu'ailleurs. Cook y rencontra de petites sociétés, qui avaient encore en commun leurs belles étoffes d'écorce de mûrier et leurs grands filets, leurs sennes⁴. Parfois le communisme était bien plus complet et comprenait même les femmes⁵. A la Nouvelle-Zélande, on ne

1. Cook. *Hist. univ. voy.*, vol. VIII.

2. Radiguet. *Derniers Sauvages*, 158.

3. Amiral Wilkes. *Narrative*, vol. V.

4. Cook. *Hist. univ. voy.*, vol. VI, 194 (Troisième voyage).

5. G. Teulon. *Orig. famille*, 50.

voyait pourtant rien d'analogue aux maisons communes, aux « longues maisons » de l'île de Pâques. Au contraire les habitations, en forme de ruche et où l'on pénétrait à quatre pattes par une très petite porte, n'avaient guère que 7 à 8 pieds de long sur 5 à 6 de large¹; mais, dans les villages fortifiés, dans les *Pah*, il y avait trois magasins publics : l'un pour les vivres, l'autre pour les filets et ustensiles de pêche, le dernier pour les armes². Chacun de ces magasins répondait à l'un des grands intérêts de la communauté, contre lesquels n'avait pu prévaloir encore la prépotence des chefs et des nobles, leur goût égoïste de propriété individuelle. Dans la plupart des archipels polynésiens, ce goût s'était pourtant donné une large carrière.

Partout la population était divisée en grands chefs (*ariis*), petits chefs (*rangatiras*) et gens du peuple, travailleurs et prolétaires, sur lesquels les grands avaient tous les droits, même celui de vie et de mort. Ces vilains étaient à Taïti des espèces de métayers, payant en nature un tribut au chef propriétaire du sol³. Leur nom variait; ils s'appelaient à Taïti des *toutous*, aux Marquises des *kikinos*, à Tonga des *louas*, etc.; mais leur sort était partout d'une humilité extrême. Ils étaient les domestiques et les soldats du chef, dont ils dépendaient, et c'était parmi eux que les prêtres choisissaient des victimes humaines pour les offrir aux dieux (*eatouas*).

Les grands, les chefs, avaient dans toutes ces îles le domaine éminent et ne respectaient la propriété de leurs inférieurs que dans les limites de leur bon plaisir. A Taïti et dans les îles occidentales, quand un chef demandait : « A qui ce cochon, cet arbre? » le propriétaire répondait respec-

1. *Voyage de l'Astrolabe* (Pièces justificatives, 55).

2. *Voyage de l'Astrolabe* (Pièces justificatives, 56).

3. Cook, *Hist. univ. roy.* (Troisième voyage), vol. X, 120.

tueusement : « à nous deux » ou plus exactement « à toi et à moi. » (*Notava*)¹. Aux îles Marquises, à Noukahiva, le droit princier de domaine éminent était poussé à l'extrême. Partout où il plaisait au chef de promener son aristocratique personne, il avait la liberté de s'emparer de tout objet à sa convenance. Aussi, à l'approche du souverain ou de la souveraine, les sujets s'empressaient-ils de cacher ce qu'ils possédaient de plus précieux². Le bon plaisir d'un chef n'avait d'autre limite que celui des autres chefs, sur le territoire desquels il ne devait pas empiéter³. C'était dans la personne de ce petit monarque que s'était réfugié, en se transformant, l'ancien droit de propriété commune sur le territoire de chasse du clan ou de la tribu. La portion, la très vaste portion de ce territoire, qui n'était pas encore mise en culture, celle qui reste d'usage commun dans toutes les sociétés primitives, était, à la Nouvelle-Zélande, à la libre disposition du chef⁴. Ce furent des parcelles de ce terrain, non encore défriché, que les roitelets de la Nouvelle-Zélande vendirent d'abord aux colons anglais. Ainsi un chef néo-zélandais, nommé Oudi-Okouna, céda au missionnaire Marsden un lot de terre. On rédigea un acte de vente, que le chef signa d'une manière originale, en dessinant au bas de la feuille avec beaucoup de soin le tatouage de sa face. Puis, le lendemain, il déclara publiquement à son peuple que ledit terrain était devenu la propriété des blancs⁵. Le prix payé, et payé seulement au chef, fut de douze haches.

L'habitude de l'omnipotence avait donné à ces petits despotes une très haute opinion d'eux-mêmes. Ils auraient

1. Moerenhout. *Voy. aux Iles du Grand Océan*, II, 181.

2. M. Radiguet. *Derniers Sauvages*, 19.

3. *Voyage de l'Astrolabe*, 366.

4. Thiercelin. *Journal d'un baleinier*, II, 15.

5. *Voy. Astrolabe*, 132.

mieux aimé mourir que de porter le plus petit fardeau¹. Ils revendiquaient le droit d'épave et, à la Nouvelle-Zélande, l'un d'eux, Shongui, auquel les relations de voyage et les mémoires des missionnaires ont valu une certaine notoriété, fit la guerre à l'un de ses voisins, dont les sujets avaient mangé une baleine échouée sur son rivage². Comme en Australie et à la Terre de Feu, l'échouage d'une baleine était encore tenu pour une rare aubaine à la Nouvelle-Zélande. Quand les missionnaires anglais ouvrirent une école, les chefs firent observer qu'il serait très bien d'instruire leurs enfants, mais qu'il était au moins inutile de rien enseigner aux enfants du peuple, condamnés par leur naissance même à n'avoir jamais ni propriété ni serviteurs³. A une exhortation des missionnaires contre leur polygamie, ils répondaient qu'il leur fallait beaucoup de femmes pour cultiver leurs champs de patates ; ils en auraient moins, disaient-ils, quand ils pourraient, comme les gentlemen anglais, les remplacer par des bestiaux⁴.

C'était en effet aux Néo-Zélandaises qu'incombait le soin d'arracher les racines des fougères comestibles et de planter les champs de patates douces, auxquelles s'ajoutèrent ensuite, grâce aux Européens, la pomme de terre et même le blé. Quoique les femmes de l'aristocratie pussent, dans de certaines circonstances, posséder de vastes territoires, avoir de nombreux sujets⁵ ; cependant, habituellement et quand elles étaient en puissance de mari, les reines elles-mêmes étaient, comme les autres femmes, assujetties aux travaux agricoles. Ainsi la femme du chef Shongui, que j'ai tout à

1. Darwin. *Voyage d'un naturaliste*, 451.

2. *Voy. Astrolabe* (Pièces, etc.), 268.

3. *Ibid.*, 199.

4. *Ibid.*, 373.

5. *Ibid.*, 315.

l'heure cité et qui possédait un vaste district, travaillait péniblement la terre, et cela quoiqu'elle fût aveugle¹. Une autre, la première femme d'un chef appelé Koro-Koro, piochait ardemment le sol avec un petit outil en bois pour y semer des patates². C'est que, dans toutes les races primitives, la femme a été le premier animal domestique de l'homme.

Les instruments agricoles des Néo-Zélandais étaient tous en bois, peu nombreux et fort simples. Le principal était un pieu, long de sept pieds environ, pointu à l'une de ses extrémités et muni, près de son bout inférieur, d'une traverse, sur laquelle on appuyait le pied pour mieux enfoncer la pointe. Il importe de signaler cet outil, qui, à la Nouvelle-Zélande, s'appelait *hoka*, car il est identique à celui dont se servaient les anciens Péruviens pour cultiver leurs champs. Cette similitude est à rapprocher de plusieurs autres, attestant au moins d'anciennes relations entre la Polynésie et l'Amérique centrale. Pourtant, à la Nouvelle-Zélande, les travaux des champs ne s'exécutaient pas uniquement par les femmes. Tous les inférieurs des deux sexes y mettaient la main. Parfois le chef lui-même présidait à ces corvées. On s'entr'aidait; les uns remuaient la terre; d'autres enlevaient les racines et les broussailles et en formaient des tas, que d'autres brûlaient : il y avait division du travail³.

Comme l'agriculture de tous les sauvages, celle des Néo-Zélandais n'était pas intensive. Étrangers à l'art des fumures et des assolements, ils ne cultivaient guère, deux années de suite, la même parcelle, et après une récolte, chaque champ devait rester cinq à six ans en jachère. Il semble pourtant que le seul fait d'avoir défriché un lopin de terre con-

1. *Voy. Astrolabe* (Pièces, etc.), 300.

2. *Ibid.*, 280.

3. *Ibid.*, 64.

férait au défricheur un certain droit de propriété sur le champ provisoirement délaissé¹; mais il est sûr que ces longs abandons devaient donner à la propriété foncière une très grande instabilité.

Les champs en culture étaient soigneusement enclos, palissadés² ou protégés par des haies. Ceux des chefs étaient assez vastes; ainsi, près de son village, le chef Shongui avait un terrain cultivé, d'environ 40 ares, et ce champ était bien sarclé, soigneusement palissadé. Mais c'était là un domaine princier. Le plus souvent les dimensions d'un champ néo-zélandais n'excédaient pas quelques acres et variaient ordinairement d'un à dix (Cook, *Premier Voyage*). Au total, les parcelles mises en culture étaient d'une étendue insignifiante relativement aux énormes espaces restés incultes. Ainsi Shongui, le possesseur du champ de quarante acres, était seigneur et maître d'un district grand comme un comté anglais. Néanmoins la propriété individuelle, si restreinte qu'elle fût encore, était déjà instituée à la Nouvelle-Zélande et elle pouvait être mobilière ou foncière.

La propriété mobilière consistait en objets fabriqués, en animaux domestiques et en esclaves. Ces trois catégories d'objets possédés donnaient lieu, entre les indigènes, à des échanges commerciaux. A la Nouvelle-Zélande, où il y avait des esclaves domestiques héréditaires, le prix n'en était pas fort élevé. S. Marsden vit un chef acheter un jeune et bel esclave pour vingt corbeilles de patates douces, et un autre pour une hache³. Très souvent aussi les animaux domestiques, les objets fabriqués appartenaient en propre aux individus, qui les pouvaient donner ou vendre, c'est-à-dire échanger. Les femmes même avaient le droit de disposer in-

1. Thiercelin. *Voy. d'un baleinier*, II, 15, 80.

2. Cook. (*Premier Voyage*), III, 83. — *Voy. Astrolabe* (Pièces, etc.), 132.

3. *Voy. Astrolabe*. (Pièces, etc.), 365.

dividuellement de ces valeurs d'échange, auxquelles on n'attachait pas une très grande importance. Marsden vit un chef acheter, dans une espèce de marché, une natte à une femme, qui sans doute l'avait tissée, en lui donnant des plumes en échange¹. Une autre femme voulait offrir en présent un très gros porc, qui, disait-elle, lui appartenait et que probablement elle avait élevé². Les Polynésiens de tous les archipels étaient évidemment habitués de longue date à ce primitif commerce par troc, ainsi que le montre l'empressement avec lequel leurs pirogues, chargées de gens prêts à tout échanger contre des clous, des plumes rouges et autres bagatelles, entourèrent les premiers navires européens. Là aussi la propriété mobilière semble bien avoir débuté par les objets fabriqués, c'est-à-dire étant manifestement le résultat de l'activité individuelle.

Mais la propriété foncière était déjà individualisée dans une large mesure. Il importe cependant de remarquer que l'appropriation foncière ne s'appliquait qu'aux parcelles défrichées et cultivées. Les terrains mis en culture étaient fort soignés, enclos de haies ou de palissades. J'ai parlé tout à l'heure des champs néo-zélandais. Il en existait d'analogues dans tous les archipels. A Tonga, chaque chef avait sa maison située au centre d'une plantation et environnée de cabanes, de huttes de service pour les domestiques. Une haie, bien tenue, clôturait le tout et, d'ordinaire, on ne pénétrait dans l'enceinte que par une seule entrée munie d'une porte fermée en dedans au moyen d'une barre de bois et ne pouvant s'ouvrir du dehors³. Le goût de la propriété individuelle était déjà si développé chez les Polynésiens que, dans ces terrains cultivés, les arbres eux-mêmes avaient parfois

1. *Voy. Astrolabe* (Pièces, etc.), 178.

2. *Ibid.*, 180.

3. *Cook. Hist. univ. voy.* (Troisième voyage), 398.

chacun leur propriétaire, qui n'était pas le propriétaire du sol¹. Mais ce fait vaut la peine qu'on s'y arrête. Il peut même servir à éclairer la constitution de la propriété en Polynésie. Remarquons tout d'abord qu'il se retrouve en divers pays et aujourd'hui encore dans la Bretagne française où il est une survivance de ce qu'on appelait autrefois le domaine congéable, c'est-à-dire d'une distinction fort nette, établie entre le sol, le fonds et ce que supporte ce sol : les arbres et les édifices. Dans notre Bretagne actuelle, il est fort ordinaire que « l'édifice », c'est le terme consacré, appartienne, par exemple, au fermier et « le fonds » au propriétaire principal. Mais cette division de la propriété répond certainement à la distinction radicale, faite autrefois sous le régime du clan, entre le sol inaliénable, dont la communauté avait le domaine éminent, et les arbres plantés, les édifices construits par l'usufruitier temporaire. Cette manière de voir rentre dans la distinction, que nous avons déjà signalée, entre le sol primitivement tenu pour invendable et la propriété que l'on peut appeler industrielle, celle des armes, des ustensiles que l'on a fabriqués soi-même, des animaux domestiques que l'on a élevés, celle des esclaves que l'on a capturés, toutes choses sur lesquelles l'opinion publique du clan ou de la tribu reconnaît volontiers à l'individu un droit particulier.

Nous pouvons maintenant nous faire du droit de propriété, en Polynésie, une idée suffisamment exacte.

On nous affirme, d'une manière générale, qu'il y avait à la Nouvelle-Zélande trois sortes de propriétaires fonciers : la tribu, la famille, l'individu². Il faut s'entendre. La tribu possédait et surtout avait possédé autrefois le domaine émi-

1. Ellis. *Polynesian Researches*, II.

2. Taylor. *N. Zealand and its inhabitants*, 344.

ment. Peu à peu ce droit de domaine éminent avait été usurpé par le chef, devenu, par une série d'empiétements, d'accaparements de valeurs d'échange, de biens mobiliers, un petit monarque despotique. Toutefois le droit de chasse et de pêche restait commun à tous; seul, le territoire cultivé était individuellement approprié, mais dans une certaine mesure seulement; car on n'avait encore songé, ni à la rotation des cultures, ni à l'art de fumer les terres; une seule récolte épuisait le terrain pour cinq ou six ans et il fallait, de toute nécessité, porter ailleurs les semailles. Les cultivateurs ne pouvaient donc prétendre à autre chose qu'à la propriété de la récolte et au plus des arbres, qu'ils avaient plantés et retrouvaient grandis, quand ils revenaient mettre en valeur une parcelle jadis abandonnée. — Mais ces parcelles elles-mêmes, on les cultivait en commun; elles appartenaient aux familles, qui ressemblaient encore beaucoup à des clans. Seulement ces clans, ces grandes familles, procédaient souvent à des allotements entre leurs membres et l'on a pu dire, avec une certaine justesse, qu'en Polynésie tout nouveau-né, par le seul fait de sa naissance, avait droit à une part des propriétés appartenant à la famille¹. Nous retrouverons bien ailleurs ce genre de propriété familiale avec allotement.

Le droit des nouveau-nés était parfois si largement admis, qu'en théorie ils succédaient à leurs pères, dès le moment même de leur naissance. Du moins il en était ainsi aux îles de la Société, non seulement pour les propriétés², mais même pour le pouvoir politique. En droit, le premier-né mâle d'un chef remplaçait, dès le moment de sa naissance son père, qui, réduit dès lors aux fonctions de régent, devait rendre hom-

1. Taylor. *Loc. cit.*

2. Ellis. *Loc. cit.*, II, 346, 347.

mage à son successeur encore à la mamelle et ne pouvait rester en sa présence sans se découvrir jusqu'à la ceinture afin de marquer son infériorité¹.

L'allotement, dont j'ai précédemment parlé, se faisait naturellement sous la direction du personnage le plus influent du groupe, du clan ou de la famille, et il est permis de supposer que de cette coutume de l'allotement est sorti le droit de tester. En effet, l'homme, qui, avant de mourir, répartit entre ses proches, entre les membres de sa famille ou de son clan, soit les objets mobiliers, qui lui appartiennent en propre, soit le fonds commun, ne fait, en définitive, qu'un allotement très analogue à ceux auxquels il a présidé plusieurs fois de son vivant. Or, ce droit de tester ou d'allotir existait, à Taïti, dans toute sa plénitude. Avant de succomber, les mourants signifiaient leurs dernières volontés aux parents rassemblés autour d'eux et généralement ces ordres étaient considérés comme sacrés².

Nous retrouverons plus d'une fois ce droit de tester, si opposé au régime égalitaire de la tribu primitive et témoignant que les habitudes monarchiques imprègnent déjà toute l'organisation sociale. Même en considérant ce droit comme un allotement *in articulo mortis*, il est curieux de le rencontrer chez une race aussi sauvage encore que la race polynésienne. Ce fait est à rapprocher du goût également précoce de la même race pour la propriété individuelle. L'un et l'autre n'apparaissent ordinairement qu'à un stade plus relevé de l'évolution politique et sociale. On a même souvent prétendu qu'ils étaient le signe et le sceau d'une civilisation supérieure ; mais l'exemple des Polynésiens suffit à prouver le contraire.

1. Cook (Deuxième voyage). *Hist. univ. voy.*, vol. VII, 417. — Moerenhout. *Voy. aux îles*, etc., II, 13, 15.

2. Ellis. *Loc. cit.*, II, 362.

Les faits que je viens d'énumérer pourront, je l'espère, donner une juste idée du droit de propriété en Polynésie. Dans ces archipels, qui, déjà, nous ont fourni tant de matériaux précieux pour la sociologie, nous trouvons la propriété en pleine évolution. On est tout à fait sorti de l'égalité primitive. Des chefs et des nobles se sont créé des privilèges, basés le plus souvent sur la richesse. Ainsi à Nouka-hiva, on n'était chef qu'à la condition de posséder beaucoup de cocotiers et d'arbres à pain ¹. Néanmoins l'ancienne propriété collective subsiste encore. Chaque tribu revendique toujours son territoire de chasse et tout ce qui n'en est pas mis en culture est d'usage commun. En outre les parcelles défrichées ne représentent qu'une portion relativement minime du territoire de la tribu et forcément on les abandonne, quand leur fertilité est épuisée; enfin il ne semble pas que jamais on les aliène. Ce sont les Européens, qui ont donné aux insulaires polynésiens l'idée de faire commerce de leurs terres, et il n'est pas bien sûr que ceux-ci aient alors entendu les céder pour toujours. La plupart des sauvages et même beaucoup de peuples barbares ne conçoivent pas sans peine l'idée de vendre le sol, de l'assimiler à un objet mobilier. Dans les colonies européennes de la Nouvelle-Zélande, il semble même que les idées des sauvages sur la propriété aient influé sur les Européens, car le gouvernement colonial ne fait généralement aux immigrants que des concessions temporaires, quoiqu'à long terme, réservant ainsi à la communauté le bénéfice d'une plus-value certaine ².

Quand les missionnaires anglais déterminèrent les chefs néo-zélandais à leur abandonner quelques parcelles de terrain, ceux-ci crurent sans doute faire une location d'un

1. Porter. *Hist. univ. voy.*, XVI, 176.

2. Thiercelin. *Journal d'un baleinier*, II, 174.

terrain inculte, auquel ils n'attachaient guère d'importance. Le territoire, sur lequel ces chefs exerçaient un droit de domaine éminent, était très vaste et, aux yeux de ces principales guerriers, l'agriculture était chose d'assez mince importance. Ils avaient en tête de bien autres soucis.

Sous le règne de George IV, un chef néo-zélandais, nommé Hongi, fut amené par des missionnaires en Angleterre. Il était d'allure superbe et magnifiquement tatoué, comme les grands personnages de son pays. On lui fit accueil et il repartit pour son île, comblé par le roi et diverses sociétés religieuses de dons utiles et civilisateurs : d'instruments aratoires, d'outils, de semences diverses. Tous ces présents furent utilisés par Hongi, mais d'une manière originale, que n'avaient pas prévue les donateurs. A son passage à Sydney, il échangea tout cet attirail pacifique contre des armes et munitions européennes et, aussitôt de retour parmi les siens, il partit en guerre contre une tribu rivale. La supériorité de son armement lui valut une facile victoire ; au premier choc, trois cents ennemis furent dépecés, grillés, rôtis et mangés sur le champ de bataille même, selon la vieille coutume des Maoris. Hongi, usant de son privilège princier, suça le sang tout chaud du chef ennemi, mortellement blessé, et lui mangea les yeux, spécialement l'œil gauche, afin de s'incorporer les qualités, dont pouvait être doué le vaincu, de s'assimiler son ombre et de doubler ainsi son âme¹.

Le fait est typique. Il montre clairement combien modeste encore était le rôle de l'agriculture dans la vie des tribus polynésiennes, combien par suite l'appropriation des parcelles défrichées et successivement abandonnées avait peu d'importance et devait être précaire. Les grandes, les sé-

1. Taylor, *New Zealand and its inhabitants*, ch. XXI (cité par Henry George, in *Progrès et Pauvreté*, 79).

rieuses ressources étaient la pêche et les racines des fougères comestibles. La pêche au large était pratiquée par les hommes; les femmes recueillaient des coquillages, déterminaient les racines. Les patates douces provenant des parcelles cultivées ne faisaient que varier le menu, et les festins anthropophagiques sur le champ de bataille étaient les grands régals.

Tel était du moins le régime de la Nouvelle-Zélande. Dans les archipels mieux pourvus, où l'on avait des arbres à pain, des cocotiers, des bananiers, etc., l'agriculture, surtout l'arboriculture, s'étaient développées davantage et le goût de la propriété individuelle avait pu se donner plus facile carrière; mais nul ne pensait encore à la propriété romaine, avec droit d'user et d'abuser, surtout avec droit de vendre. L'appropriation individuelle du sol n'était guère qu'un usufruit, puisque les très longues jachères et l'agriculture extensive étaient de rigueur.

Nous avons vu antérieurement, que, même dans la tribu égalitaire des âges primitifs, en plein régime communautaire, on accordait aux individus un droit de propriété plus spécial sur les armes et ustensiles qu'ils avaient fabriqués de leurs mains et dont ils avaient fait un usage tout à fait personnel. Ces objets, on les tenait en quelque sorte pour des dépendances directes de l'individu, qui, croyait-on, leur avait communiqué quelque chose de sa propre vie et souvent on s'efforçait de l'en munir, quand il entrait, à l'état d'ombre, dans la vie future. Mais ce fut là le germe psychique de la propriété individuelle, et ce germe grandit et fructifia largement. Pour étendre l'idée d'appropriation personnelle des armes fabriquées par un homme à l'arbre qu'il avait planté, au coin de terre qu'il avait déboisé et fait ensementer, il n'y eut pas besoin d'un bien grand effort, mais cela fait, la propriété individuelle fut instituée et n'eut plus qu'à grandir.

Pourtant elle fut tout d'abord assez humble et même précaire. Les parcelles plus ou moins bien défrichées étaient d'une étendue insignifiante et le vaste territoire de chasse restait toujours d'usage commun. Cultiver le sol était une besogne servile, à laquelle étaient astreints seulement les esclaves et les femmes. Les Polynésiens libres chassaient, pêchaient au large, bravant les accidents de mer, surtout ils guerroyaient.

En outre nombre de coutumes communistes continuaient à fleurir. Il y avait des dépôts d'armes et de vivres communs, des filets, les superbes sennes de la Nouvelle-Zélande, par exemple, aussi d'usage public, parfois des habitations communes et même le droit de prendre sa part de la pêche ou du repas d'autrui. Enfin des associations familiales, fort nombreuses, tenant bien plus du clan primitif que de nos petites familles paternelles, possédaient en indivis, se contentant de répartir entre leurs membres la propriété du groupe.

Ces allotements se faisaient naturellement sous la haute direction du membre le plus important de l'association, et il semble bien que de cette prérogative d'allotir soit sorti le droit de tester. De même, dans la Rome tout à fait primitive, le testament n'était guère qu'un dernier arrangement, un allotement, ordonné par le mourant. Ainsi compris et sous le régime plus ou moins communautaire de la *gens*, du clan, ou de la large famille primitive, le droit de tester n'a plus rien de déraisonnable et il échappe aux justes critiques qu'on en peut faire, alors qu'un individualisme à outrance a presque effacé les traces même de la solidarité des premiers âges et donné à tout individu, détenteur de grandes richesses, la liberté de créer, par testament et sans autre règle que son caprice, un ou plusieurs privilégiés.

CHAPITRE V

DE LA PROPRIÉTÉ DANS LES TRIBUS MONARCHIQUES

(SUITE)

- I. *En Mélanésie.* — La tribu monarchique en Papouasie. — Le pouvoir du chef à la Nouvelle-Calédonie. — Le territoire indivis de la tribu. — Champs communs. — Lots privilégiés. — Allotement. — Travail corvéable pour les chefs. — Commerce collectif pour les chefs.
- II. *Les races de l'Afrique.* — L'Afrique antésaharienne et l'Afrique post-saharienne. — Berbères, Gréco-Romains, Arabes. — L'Afrique noire indigène.
- III. *La propriété chez les Hottentots.* — La Tribu hottentote. — La propriété bovine et féminine. — Pouvoir et richesse.
- IV. *La tribu monarchique à l'état naissant.* — La tribu nègre au Gabon. — Roitelet despotique au Foutah-Djallon. — Comment il s'enrichit. — Modes principaux de la propriété dans l'Afrique indigène. — Villages nomades. — Agriculture nomade. — Propriété individuelle. — La religion du coffre. — La propriété des enfants, des femmes et des esclaves. — Ce que coûte et rapporte un esclave. — Droits et devoirs du maître. — Importance de la propriété féminine. — Droits de propriété des femmes au Gabon.
- V. *La tribu monarchique en plein épanouissement.* — La tribu cafre. — Le bétail-monnaie. — Le pouvoir politique basé sur le bétail. — Les *bravi* cafres. — Offrandes fictives aux morts. — Les Hilotes cafres. — La pauvreté synonyme d'esclavage. — Le travail agricole et les femmes. — Allotements périodiques.
- VI. *Genèse de la propriété individuelle.* — Le « point » sociologique. — La création de valeurs d'échange détruit l'égalité. — Régime agricole antérieur aux animaux domestiques. — L'agriculture et l'esclavage. — Richesse et aristocratie. — Castes héréditaires. — Origine violente de la propriété individuelle.

I. EN MÉLANÉSIE

Dans la Mélanésie de race papoue, fort différente de la Mélanésie australienne, plus civilisée que cette dernière, et ayant souvent reçu des contingents polynésiens, il n'est plus question de tribus égalitaires. Dans tous les archipels mélanésiens, à la Nouvelle-Guinée, à la Nouvelle-Calédonie, etc., l'organisation sociale s'est compliquée, « différenciée », comme dit H. Spencer. A Viti, il y avait des esclaves traités et souvent mangés, comme des bêtes de somme et de boucherie¹. A la Nouvelle-Calédonie, point d'esclaves encore, mais les femmes en tiennent lieu. — Le chef néo-calédonien est d'ordinaire si omnipotent, qu'il peut se permettre de manger, de temps à autre, en famille, un de ses sujets inférieurs et même d'en conserver des morceaux par une salaison prévoyante². En outre, le pouvoir de ce chef est héréditaire de mâle en mâle³, et autour du maître, se groupe une aristocratie également héréditaire⁴.

Mais, au sein de l'organisation actuelle, subsistent encore des survivances d'un ancien état social durant lequel les mœurs étaient largement communautaires. Le plus souvent le droit de domaine éminent n'a fait que se transformer et passer de la collectivité au chef qui la représente et l'absorbe. Ainsi, à Viti, les chefs avaient le droit de réclamer le concours des hommes de la tribu non seulement pour la guerre, mais pour tous les travaux qu'il leur convenait

1. Th. West. *Ten Years in South central Polynesia*, 409.

2. De Rochas. *Nouvelle-Calédonie*, 206. — *Mémoires Soc. d'anthrop.*, I, 414.

3. L. Moncelon. *Questionnaire sociologique* (*Bull. Soc. d'anthrop.*, 1886), 369.

4. *Ibid.*

d'en exiger¹. A la Nouvelle-Calédonie, qui nous est beaucoup mieux connue, tous les membres de la tribu doivent leur concours pour la préparation des cultures du chef et, aussi, ce qui est manifestement un souvenir du passé, pour les grandes cultures communes où sont semencées les ignames destinées aux fêtes de l'année². A la Nouvelle-Calédonie on reconnaît déjà tous nos principaux modes de propriété : d'abord celle de l'habitation, de la hutte conique, qui est établie à poste fixe et abrite une famille; puis celle des objets mobiliers, armes, ustensiles, provisions. Mais sur ces derniers, la collectivité se réserve la nue-propriété et, à la mort d'un homme, tous les objets mobiliers, la récolte actuelle comprise, sont partagés non seulement entre les parents, mais aussi entre les amis, qui font bombance jusqu'à complète consommation des victuailles. De même, à la Nouvelle-Zélande, primitivement habitée par des Mélanésien, à la mort d'un chef, sa case était mise au pillage. A la Nouvelle-Calédonie, on va parfois plus loin encore; puisqu'on incendie la maison du défunt³.

Du territoire de la tribu, la portion non cultivée, de beaucoup la plus vaste, est commune. Le chef lui-même, si despotique, n'y a qu'un droit indirect et indivis, comme les autres⁴. Quant aux parcelles défrichées, elles sont individuellement appropriées, au moins quant à l'usufruit, et même, à la mort d'un homme, la jouissance de ses champs se transmet souvent à ses héritiers mâles, sauf la récolte actuelle, comme il a été dit plus haut⁵; il existe pourtant encore

1. W. T. Pritchard. *Polynesian Reminiscences*, 370.

2. L. Moncelon. *Loc. cit.*

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*

des terres cultivées en commun et dont la récolte se partage entre tous les membres de l'association¹. Mais, sur toutes les terres mises en culture, la tribu conserve le domaine éminent, et parfois les individus ont seulement l'usufruit viager de leur lot. Sous ce régime, tout le monde, noble et plébéien, a la jouissance d'un lot cultivable, dont l'étendue est en proportion de l'importance sociale du détenteur². On ne se donne pas la peine d'en marquer les limites. Personne n'oserait empiéter sur le terrain d'autrui, pas même le chef, qui pourtant se permet tout³. C'est le district, qui est le propriétaire du fonds, et la portion arable de ce fonds est divisée en autant de parcelles qu'il y a d'habitants mâles. Ces lots sont inégaux. Les plus considérables sont attribués au chef, au régent, s'il y en a un, à chacun des nobles et enfin aux plébéiens. Naît-il un enfant, on lui attribue sur le fonds commun une part en rapport avec la position sociale que lui donne sa naissance. A la mort d'un homme, son lot retourne à la communauté⁴; mais il n'y a pas d'allotement périodique.

Comme les Néo-Calédoniens sont largement entrés dans la phase de « différenciation » sociale (le mot est à la mode), le privilège aristocratique et héréditaire s'épanouit à l'aise dans leurs sauvages tribus. Les nobles et le chef détiennent bien, par droit de naissance, la plus grosse part du sol arable; mais ils ne s'abaissent pas à la cultiver eux-mêmes, et leurs femmes, si nombreuses soient-elles, n'y suffisent pas toujours. En outre, les malades, les veuves, les vieillards, les orphelins sont aussi dans l'impossibilité de faire valoir leurs lots. Pour exécuter tout ce surcroît de tra-

1. L. Moncelon. *Loc. cit.*

2. De Rochas. *Nouvelle-Calédonie*, 261.

3. *Ibid.*

4. Thiereclin. *Journal d'un baleinier*, I, 296.

vail, les nobles, les chefs imposent au populaire, chaque semaine, quelques jours de corvée obligatoire et le nombre de ces jours peut être augmenté suivant les besoins ¹.

Il est bien curieux de retrouver déjà chez les Néo-Calédoniens, si grossiers, si sauvages et appartenant à une race très inférieure, les traits principaux du socialisme d'État, qui a été si savamment organisé dans l'ancien Pérou et que j'aurai bientôt à décrire. La commune néo-calédonienne, ou plutôt le chef qui la représente, va parfois jusqu'à faire du commerce collectif. A Arama, où des missionnaires français s'étaient transformés en fabricants d'huile de coco, ces pieux commerçants achetaient les noix de coco aux particuliers, à un prix déterminé, à trois francs le cent; puis l'huile qu'ils en tiraient était vendue par le chef aux navires caboteurs, mais avec un bénéfice revenant à la collectivité, personnifiée dans son chef ².

Cette prédominance des chefs, cette absorption à leur profit des anciens droits de la communauté, nous allons les retrouver bien ailleurs, dans nombre de contrées, chez des races fort diverses. Il semble qu'il y ait là une nécessité d'évolution, des phases fatales, par lesquelles doivent passer toutes les sociétés humaines, alors qu'elles réussissent à s'élever au-dessus des modes d'association tout à fait primitifs. Déjà j'ai signalé les traits caractéristiques de la tribu aristocratique, chez certaines populations indigènes de l'Amérique, en Polynésie, chez les Papous de la Mélanésie. Nous allons maintenant rencontrer encore un état social très analogue dans l'Afrique sauvage, mais avec quelques divergences suivant les régions; car, dans le vaste continent africain, toutes les variétés du type nègre n'ont pas évolué avec la même rapidité.

1. Thiereclin. *Loc. cit.*, I, 302, 303.

2. Thiereclin. *Loc. cit.*, I, 305.

II. LES RACES DE L'AFRIQUE

Bien des races occupent ou ont occupé le vaste continent africain, que nous connaissons si imparfaitement encore. Au point de vue ethnographique, comme au point de vue géographique, le grand désert du Sahara partage cette portion du globe terrestre en deux régions fort dissemblables. Toute la bande méditerranéenne, relativement étroite, a, dès les temps les plus reculés, été habitée par ces antiques populations berbères, qui, à l'âge de la pierre polie, semblent avoir occupé la Gaule méridionale ainsi que l'Espagne, et dont les Guanches canariens n'ont été qu'une colonie. Ces anciens Berbères ont été en contact, à travers le cours des âges, avec des races bien diverses. A une époque antérieure à toute chronologie, ils se sont rencontrés et fondus, dans la vallée du Nil, avec des races noires, venant de l'Afrique, avec des émigrants sémitiques venant d'Asie et ils ont fondé l'Égypte ancienne. Puis sont venus les Grecs, les Romains, enfin le flot de l'invasion arabe. Je mentionne seulement, en passant, les Goths et même la colonisation franco-européenne, qui n'a pas encore eu grande influence sur le fond de la population.

Au point de vue spécial de l'organisation de la propriété, j'aurai plus tard à parler de l'Égypte ancienne, des Berbères et des Arabes. Mais, pour le moment, je n'ai à envisager que l'Afrique nègre autochtone, si toutefois, après les innombrables migrations et mélanges des races humaines, on peut employer ce mot « autochtone », qui est tant soit peu chimérique. Mais cette Afrique noire elle-même est loin d'être restée intacte. A l'est; la Lybie, l'Ethiopie, l'Abyssinie ont

subi bien des influences étrangères, bien des mélanges de races. Ces régions sont habitées par des peuples qui, actuellement, sont encore barbares mais ne sont plus sauvages, et dont les institutions n'ont plus guère d'originalité. Même au sud du Sahara, dans l'Afrique tropicale, les Berbères ont de gré ou de force, en se mélangeant ou en s'imposant, modifié les races noires et leurs mœurs; ils ont fondé de nombreuses colonies; surtout ils se sont infiltrés et croisés avec les tribus soumises. Les Foulahs, Mandingues, Bambaras, Joloffs, métis d'Arabes, de Berbères, de nègres sont aujourd'hui musulmans. On ne saurait espérer retrouver chez eux les antiques et primitives institutions des nègres purs. C'est seulement dans l'Afrique australe et autour du golfe de Guinée que nous avons chance de rencontrer la race nègre dans son état le plus primitif, le seul qui, pour le moment, nous intéresse.

Je passerai donc successivement en revue les Hottentots, les nègres du Gabon, enfin les Cafres, déjà apparentés aux Ethiopiens.

III. LA PROPRIÉTÉ CHEZ LES HOTTENTOTS

Sur le régime de la propriété chez les Hottentots, avant la colonisation européenne, nous avons peu de renseignements précis. La structure sociale des tribus hottentotes était encore peu différenciée, puisqu'on n'y connaissait ni esclaves, ni aristocratie. Chaque petit groupe ethnique, chaque krâl était gouverné par un chef assisté d'un conseil des anciens. L'autorité de ce chef, presque nominale en temps de paix, était tantôt temporaire, tantôt héréditaire¹. Dans

1. Burchell. *Hist. univ. voy.*, vol. XXVI, 208. — Campbell. *Ibid.*, vol. XXIX, 361. — Lovaillant. *Ibid.*, XXIV, 180.

quelques krâls, le chef devait abdiquer en faveur de son fils, quand ce dernier avait réussi à le renverser en luttant avec lui¹. C'était strictement le droit du plus fort. Chez les Hottentots, la grande cause de la propriété individuelle, l'agriculture, était encore inconnue; mais il en existait une autre, le bétail. Les Hottentots étaient surtout pasteurs, par suite nomades, puisqu'il leur fallait sans cesse chercher et trouver de nouveaux pâturages. Chez eux, il ne pouvait donc être question de la propriété de l'habitation. Leurs huttes mobiles ressemblaient assez à celles des Fuégiens. Quelques perches, sur lesquelles on fixait des nattes de jonc, en faisaient tous les frais. Très bons chasseurs, les Hottentots avaient aussi leurs territoires, collectivement appropriés, et dont chacun était revendiqué par telle ou telle tribu, mais la tribu hottentote ne comptait qu'un très petit nombre d'individus. Ces terrains de chasse et de pâture, on ne songeait pas à les morceler en propriétés individuelles; mais le bétail, chose mobile, peut facilement s'accumuler en telles ou telles mains et partout la vie pastorale a pour conséquence ordinaire la propriété individuelle ou familiale.

Il en était déjà ainsi chez les grossiers Hottentots. Dans leurs tribus, il existait des riches et des pauvres; la possession d'un nombreux troupeau donnait une grande influence sociale. Elle mettait hors du commun et permettait d'acheter plusieurs femmes; car le mariage était simplement un acte commercial. Pour un bœuf ou une vache, les parents négociaient volontiers une fille². Les Hottentots riches achetaient même, par provision, des petites filles de six à sept ans, destinées à remplacer leurs femmes en activité de service, quand une vieillesse, toujours précoce, les aurait

1. Campbell. *Hist. univ. voy.*, XXIX, 304.

2. Campbell, *Ibid.*, XXIX, 363. — Levaillant. *Ibid.*, XXIV, 348.

atteintes¹. Les femmes, comme les bœufs, contre lesquels on les échangeait, constituaient donc une propriété et c'était même la seule qui fût parfois commune. En effet, il arrivait, de temps à autre, chez les Hottentots Namaquois, que quelques chefs, c'est-à-dire quelques riches, puisque le pouvoir n'allait pas sans la fortune, missent en commun leurs petits harems. Que ce fut une survivance morale d'un ancien état de choses disparu ou simplement une fantaisie de puissants, à qui tout est permis, le fait n'en est pas moins intéressant à noter, car il n'indique aucune répugnance pour la propriété collective.

Mais les sauvages pasteurs hottentots ne sont pas de vrais nègres. Avant toute histoire, de nombreuses migrations ont fort mélangé les races humaines et quelque lointaine aventure ethnique a porté et relégué les Hottentots dans l'Afrique australe.

IV. LA TRIBU MONARCHIQUE A L'ÉTAT NAISSANT

C'est dans l'Afrique tropicale et occidentale, que se rencontrent les populations de race nègre les moins métissées, les moins modifiées par le contact, le mélange ou la domination de races étrangères. C'est dans ces régions que le noir indigène est le moins éloigné de l'état natif; c'est là aussi que l'on peut le plus facilement étudier la tribu monarchique à l'état, pour ainsi dire, naissant.

Dans cette Afrique indigène, il n'est déjà plus question d'égalité. On y trouve des riches et des pauvres, des maîtres et des esclaves et, dominant le tout, un chef despotique. Au

1. Levaillant, *Hist. univ.*, voy. t. XXIV. 162.

Gabon même, la souveraineté est à peu près héréditaire¹, mais en ligne collatérale; car on en est encore à la famille maternelle. C'est au frère du chef défunt que se transmet le pouvoir; pourtant le village, le clan, surtout les anciens du clan, ont droit de *veto* et, sur leur opposition, la question de la succession au trône est soumise à un vote général, à un plébiscite². Le pouvoir de ces roitelets de village est considérable; surtout on ne leur conteste pas le droit de domaine éminent.

Dans le Foutah-Djallon, le roi ou chef de la tribu, ayant à loger des voyageurs, des hôtes, fait simplement savoir à l'un de ses sujets qu'il ait à abandonner ses cases. Ce dernier se garde de désobéir et, dès lors, a bien soin de ne pénétrer que très-rarement dans sa maison et uniquement pour y prendre tel ou tel objet, dont il peut avoir besoin³. Naturellement, le roi est le grand héritier. Un chef de caravane vient-il à mourir sur son territoire, le roi hérite de tout ce que possédait l'étranger, cela par une sorte de droit d'aubaine, et les héritiers, qui pourraient accompagner le voyageur, sont totalement frustrés⁴. Sur ses propres sujets même, le souverain exerce un droit de prélibation successorale. Si l'un d'eux vient à mourir, le chef confisque tous ceux des biens du décédé qui en valent la peine; tout au plus en laisse-t-il aux enfants une part minime à titre de cadeau⁵. La grande préoccupation du monarque est de s'enrichir. Pour cela, son moyen le plus efficace est de guerroyer, c'est-à-dire de surprendre quelque village voisin, et d'en égorger la population, sauf les femmes et les enfants,

1. Du Chaillu. *Afrique équatoriale*, 371.

2. Du Chaillu. *Loc. cit.*, 371.

3. Sanderval. *Foutah-Djallon*, 150.

4. Sanderval. *Loc. cit.*, 99.

5. Sanderval. *Loc. cit.*, 171.

qu'il emmène en esclavage et qui deviennent sa propriété¹.

Mais, avant d'aller plus loin, il importe de bien préciser ce qu'on entend par propriété chez les Africains indigènes.

Les modes principaux de la propriété individuelle y sont déjà connus; mais ils sont encore, comme le pouvoir souverain, à l'état primitif. Tout d'abord, les tribus, sans être nomades, ne sont que très imparfaitement sédentaires. Leurs cases, circulaires et coniques, se construisent sans grande peine et se détruisent sans difficulté. Constamment les villages changent de place, et la plus légère cause suffit pour déterminer un exode. Ce sera, par exemple, la crainte d'un mort; car les ombres des décédés sont généralement réputées très malveillantes², surtout celles des chefs. Ou bien il y aura eu un débat, un palabre, avec un village voisin; ou encore le village aura été ensorcelé³, etc.

Enfin les nécessités même de l'agriculture primitive, forcément extensive, obligent à des déplacements. Les nègres sont en effet agriculteurs, et leur agriculture, si rudimentaire qu'elle soit, joue un grand rôle dans la question de leur subsistance. Leurs procédés de défrichement sont ceux qui sont généralement usités en pays sauvage. Quand on veut créer un champ, les hommes vont d'abord dans la forêt choisir un emplacement. Cela fait, ils en abattent les arbres, que l'on brûle plus tard, après qu'une saison sèche a passé sur eux. Puis viennent les femmes, qui sèment du manioc, du maïs, des bananiers; mais jamais on n'ensemence, deux années de suite, la même parcelle⁴. Avec ce régime agricole, il ne saurait être question de propriété foncière, dans le sens que nous y attachons. Un homme ne peut

1. Sanderval. *Foutah-Djallon*, 143.

2. *Ibid.*, 433.

3. Du Chaillu. *Afrique équatoriale*, 68.

4. *Ibid.*, 115.

forcément prétendre qu'à l'usufruit des parcelles successivement mises en culture¹. Néanmoins l'idée de la propriété individuelle est déjà fort enracinée dans les esprits. Ainsi certains palmiers, servant à faire une étoffe indigène, très estimée, sont plantés autour des cases et deviennent propriété individuelle². Même quand on va dans la forêt commune récolter du caoutchouc, les familles s'isolent pour ce travail. Chacune d'elles cherche ses lianes et recueille isolément le produit de sa peine. Les chances sont nécessairement diverses, d'où des récriminations, des querelles, des accusations de vol³. Mais, en pays nègre, les propriétés les plus sérieuses sont mobilières et de plusieurs sortes. Il y a d'abord les armes, les effets personnels, les denrées, les marchandises, surtout l'ivoire. Pour les loger, on a, si l'on peut, des coffres. Chez les Commis, les coffres sont le signe, l'emblème de la fortune, mais à condition qu'ils soient pourvus de serrures. On a pour ces coffres-forts assez primitifs le respect, que leurs analogues, mieux construits, excitent dans nos pays civilisés, même un respect plus grand, une sorte de vénération religieuse; ainsi leurs clefs, même dépareillées, sont tenues pour des objets précieux; on tient à honneur d'en posséder un trousseau⁴.

A défaut de coffres, on a bien soin de déposer l'ivoire et les objets précieux, que l'on peut posséder, dans des cachettes connues seulement de la femme principale et de quelques amis éprouvés⁵. Les autres propriétés mobilières, de beaucoup les plus précieuses, sont des propriétés vivantes. Il en est de deux espèces : les unes sont simplement des valeurs

1. Du Chaillu. *Loc. cit.*, 294.

2. Du Chaillu. *Afrique équatoriale*, 500.

3. *Ibid.*, 204.

4. *Ibid.*, 286.

5. *Ibid.*, 373.

d'échange négociables; les autres, tout en pouvant être vendues au besoin, tiennent lieu du bétail, qui, au Gabon, manque ordinairement¹.

Ces valeurs vivantes, si précieuses, sont les enfants, les femmes et les esclaves. La traite des enfants est ordinaire dans l'Afrique noire. Sur la côte de Guinée, les pères en sont si coutumiers, que les enfants un peu grands fuient autant que possible l'auteur de leurs jours, parfois même lui dressent des embûches et, s'ils le peuvent, lui font subir la peine du talion et le vendent. Il en était ainsi du moins, quand il y avait, sur le littoral, des comptoirs européens faisant ouvertement le commerce des esclaves². Souvent, en vertu des droits engendrés par la filiation maternelle, c'est le frère de la mère, qui est propriétaire de ses neveux et les négocie au besoin³. Les enfants sont si bien assimilés aux autres propriétés personnelles que, tout récemment encore, dans le Foutah-Djallon, un roitelet, ayant reçu des présents d'un voyageur français, lui offrit en échange un lot comprenant un bœuf, deux cochons, quatre poules et l'un de ses fils, âgé d'une douzaine d'années. Le voyageur ayant refusé ce dernier article, le chef supposa qu'on ne le trouvait pas d'une valeur suffisante et, en son lieu et place, offrit au choix l'une de ses trois filles, âgées de seize à dix-sept ans⁴. On ne fait donc pas de différence sensible entre les enfants et les esclaves; seulement de ces derniers on exige du travail.

Partout, dans ces régions, les hommes libres ont le travail en horreur, même en mépris. Leur ambition est de vivre noblement, c'est-à-dire de ne rien faire et d'être bien nourris. Les esclaves et les femmes sont donc contraints par leurs

1. Du Chaillu. *Afrique équatoriale*, 372.

2. Giraud-Toulon. *Origines du mariage*, 431.

3. *Ibid.*, 266.

4. Sanderval. *Foutah-Djallon*, 14.

propriétaires d'exécuter tout le travail agricole¹. Dans le Foutah-Djallon, c'est faire un très bon placement que d'acheter des esclaves. La valeur d'un captif est d'environ 64 francs de notre monnaie. L'acquéreur doit en outre le nourrir, la première année, soit une dépense supplémentaire de 30 à 40 francs ; enfin il faut encore lui acheter une femme. Mais ensuite l'instrument de travail est complet et devient vite fructueux. On laisse au couple deux jours par semaine, le samedi et le dimanche, plus les nuits, pour cultiver une parcelle qui ne coûte rien et suffit à son entretien. Le reste du temps appartient au maître, qui, sans plus songer à subvenir aux besoins du couple servile, bénéficie de son travail, lequel peut nourrir trois personnes libres² dans un *dolce far niente*.

Au Gabon, le maître a, dans certaines tribus, droit à la moitié de la chasse de son esclave, par exemple, à une défense de l'éléphant abattu par ce dernier³ ; ailleurs il est libre de tout prendre, même de confisquer les présents qui peuvent être faits à l'esclave⁴ ; car c'est sous le bon plaisir de son maître, que l'esclave possède. Il est la chose du maître, n'a pas plus de droit à la propriété qu'à la liberté et, en revanche, comme il arrivait dans l'ancienne Rome, il ne répond pas de ses méfaits. Son maître le doit couvrir⁵ et endosser le dommage causé par lui.

L'esclave africain est donc acheté, possédé, traité et exploité comme un animal domestique. Le bétail, nous l'avons déjà vu, manque à peu près complètement dans ces vastes régions, servant spécialement d'habitat à la véri-

1. Du Chaillu. *Afrique équatoriale*, 19.

2. Sanderval. *Loc. cit.*, 220.

3. Du Chaillu. *Loc. cit.*, 77.

4. Sanderval. *Loc. cit.*, 210.

5. Du Chaillu. *Loc. cit.*, 87.

table race nègre. Là même où il existe, dans l'Afrique noire de même que dans bien d'autres pays sauvages, on ne l'utilise pas pour les travaux agricoles. La charrue n'est même pas soupçonnée. Cette idée en apparence si simple d'atteler un bœuf ou une vache à un croc de bois, faisant office de charrue primitive, semble être née très tardivement dans le cerveau humain. L'agriculteur sauvage se contente le plus souvent de déposer des graines dans des trous forés à l'aide d'un pieu. Plus tard, bien plus tard, quand on arrive à creuser des sillons, on emploie à cet effet une charrue embryonnaire, un léger crochet en bois effleurant le sol et que traînent les premières bêtes de trait dont l'homme se soit servi, savoir : les esclaves et les femmes. Les champs détrempés de l'ancienne Egypte, les rizières noyées de la Chine contemporaine ont été ou sont encore sillonnés ainsi par des esclaves ou des femmes attelés à une charrue de bois primitive¹.

Dans toute l'Afrique nègre, la femme sert, comme l'esclave et concurremment avec lui, d'animal domestique. Nous savons que partout elle est achetée et vendue, troquée ou louée. Elle constitue littéralement une propriété mobilière, dont on est très avide et que l'on s'efforce d'accumuler. La richesse d'un homme se mesure au nombre de ses esclaves d'abord, de ses femmes ensuite². Pourtant les femmes sont un peu moins abandonnées que les esclaves ; le clan auquel elles appartiennent, les parents qui les ont vendues, s'y intéressent parfois un peu, aussi ne sont-elles pas toujours absolument ravalées au niveau des êtres serviles ; il peut même arriver que la coutume leur reconnaisse certains droits. Celui que leur attribue les Apingis du Gabon est tout à fait singulier, mais il atteste hautement qu'on les

1. Iluc. *L'Empire chinois*, II, 344.

2. Du Chaillu. *Loc. cit.*, 286.

considère uniquement comme une valeur d'échange. Ainsi, quand un homme de la tribu des Apingis s'éprend de l'une des femmes d'un voisin, il a le droit de se l'approprier, à la seule condition de rembourser au mari propriétaire la somme ou plutôt la quantité de marchandises que ce dernier avait payée pour l'acheter¹.

Chez les Bakalais du Gabon, les femmes cultivent la terre, comme partout ailleurs, mais on leur reconnaît la propriété de tous les produits que ne consomment pas leurs seigneurs et maîtres. L'un de ceux-ci, rencontré par Du Chaillu, recommandait souvent à ses femmes de le bien nourrir, de le bien dorloter, mais il leur laissait ensuite tout ce qu'il n'avait pas prélevé pour son usage personnel; et ce surplus, elles étaient libres de le vendre ou de le garder pour leur consommation². Un autre, un roitelet, appelait souvent auprès de lui ses femmes au milieu de la nuit et les exhortait à l'aimer beaucoup et à le bien nourrir; car, disait-il, pour les avoir, il avait dû abandonner à leurs parents quantité de cadeaux³.

Les tribus dont je viens de parler comptent parmi les moins civilisées de l'Afrique; pourtant elles reconnaissent déjà divers genres de propriété individuelle, mais, quoique adonnées à l'agriculture et même se nourrissant surtout des produits de leurs champs, elles n'ont pas encore songé à la propriété du fonds et du tréfonds, comme nous l'entendons. Elles ont du reste dépassé de beaucoup le stade du primitif régime communautaire, et les antiques droits de la collectivité ont été absorbés par le chef despotique, qui revendique le domaine éminent et est à la fois le grand propriétaire et le grand héritier.

1. Du Chaillu. *Afrique équatoriale*, 506.

2. *Ibid.*, 331.

3. *Ibid.*, 256.

Avant de résumer à grands traits l'évolution, qui a eu pour aboutissant un tel état de choses, avant d'en indiquer les causes, je poursuivrai, un peu plus loin encore, mon exposition.

Nous venons de voir ce qu'est le régime de la propriété dans la tribu monarchique, encore à l'état embryonnaire; il importe de l'étudier maintenant à une phase un peu plus avancée de son développement. Or, un très complet spécimen de la tribu monarchique, en plein épanouissement, mais pourtant fort sauvage encore, nous est fourni par la société cafre.

V. LA TRIBU MONARCHIQUE EN PLEIN ÉPANOUISSEMENT

Les Cafres ont, depuis bien longtemps aussi, abandonné le régime égalitaire. Ils obéissent à des chefs monarchiques et fort despotiques, dont le pouvoir se transmet héréditairement; ils ont des castes serviles, du bétail; enfin ils sont agriculteurs et commerçants! Pourtant les Cafres n'ont pas encore de monnaie, mais leur bétail leur en tient lieu et cette monnaie à quatre pattes a tous les avantages et tous les inconvénients de la nôtre. Elle peut s'accumuler en grande quantité entre les mains d'un particulier et lui donner un pouvoir énorme. Avec de l'argent, je veux dire du bétail, un Cafre peut acheter des enfants, que les parents pauvres sont toujours disposés à vendre¹; avec du bétail, il se procure autant de femmes qu'il lui plaît et, comme elles ont été bien et dûment payées, il a sur elles tous les droits sans exception². Enfin avec du

1. Moffat. *Vingt-trois Ans dans l'Afrique australe*, 248.

2. Burchell. *Hist. univ. voy.*, XXVI, 470.

bétail, on acquiert de l'influence politique ; on ne garde même le pouvoir suprême en Cafrerie qu'à la condition d'avoir ou de se procurer par de fructueuses *razzias* de nombreux troupeaux. Les clients, les guerriers d'un chef ne le servent que pour du bétail et il lui en faut une quantité considérable pour satisfaire ses subordonnés, se les attacher au moins pour un temps. Le bétail, c'est la monnaie, c'est-à-dire la nourriture, le vêtement, l'influence : tout. Les braves, les *bravi* plutôt, font leur cour au maître, lui servent d'instruments aveugles et féroces jusqu'à ce qu'ils aient assez de bétail pour acheter des armes, des femmes ; à partir de ce moment ils s'émancipent et cèdent la place à d'autres faméliques. Le chef doit subvenir aux besoins et aux espérances de tout ce monde ; mais ses troupeaux héréditaires n'y suffiraient pas ; il les lui faut renouveler et entretenir. Cette régénération s'obtient au moyen des présents qu'on lui a faits, lors de sa circoncision, des taxes qu'il lève, des amendes et confiscations qu'il décrète ; enfin et surtout du produit de ses expéditions guerrières ¹.

Le vif souci de la propriété personnelle, qui déjà existe en Cafrerie, a altéré d'une curieuse manière le caractère des offrandes funéraires. On est bien loin de la naïveté primitive et les restitutions ou offrandes aux morts ne se font plus avec la sincérité, la probité, que l'on rencontre encore aux stades précédents de l'évolution sociale. Moffat nous a donné le récit d'une inhumation cafre et les détails en sont bien caractéristiques. Une vieille parente apporta d'abord sur la tombe les armes du défunt, son arc, ses flèches, sa hache, ses javelots, des semences de diverses plantes, d'autres objets encore. Puis elle apostropha le mort en lui disant : « Voilà tout ce qui est à toi. » Mais l'exclamation était de pure

1. Dugmore. *Compendium of Kafir Laws and Customs*, 2 (cité par H. Maine), in *Institutions primitives*, 179.

forme. Dans les âges primitifs, on inhume, on brise, on brûle tous les objets ainsi offerts à l'ombre d'un mort; mais les Cafres, notablement plus avancés en civilisation, par suite plus économes, se contentent d'un simulacre d'offrande. Aussi, dans le cas dont je viens de parler, après avoir montré au défunt tous les objets qu'elle avait apportés, la vieille femme les remporta soigneusement¹.

En Cafrerie, l'esclavage existe déjà, mais c'est un esclavage ordinairement collectif, rappelant un peu celui des Hilotes de l'ancienne Sparte. Chez les Béchuanas, il existait en effet toute une classe abandonnée et servile, n'ayant ni champs ni bétail, vivant de gibier, de fruits sauvages, de racines, de sauterelles, etc. Les Béchuanas de la classe supérieure pouvaient à leur gré requérir ces malheureux pour les aider dans leurs grandes chasses, et, dans ces occasions, les serfs collectifs battaient le pays, comme les chiens et avec les chiens, portaient pendant des lieues le gibier tué et mangeaient, comme la meute, les reliefs du festin. Si l'on voulait se servir encore le lendemain de ces rabatteurs serviles, on les parquait tout uniment le soir, dans des enclos épineux². La moindre résistance, opposée par l'un d'eux aux caprices des maîtres, était punie de mort. Quand le missionnaire Moffat intercédait pour les *Sauneys* (c'est le nom qu'on leur donne), les Cafres libres s'étonnaient fort qu'il perdît son temps à s'occuper de gens, qui, disaient-ils, « étaient des chiens ». Quoique tout le monde parût avoir le droit d'user et d'abuser de ces Hilotes noirs, ils appartenaient cependant individuellement plutôt à tel maître qu'à tel autre. Chacun d'eux dépendait d'un patron particulier, dont au besoin il implorait la protection³.

1. Moffat. *Vingt-trois Ans*, etc., 195.

2. *Ibid.*, 6, 7, 243.

3. *Ibid.*, 243.

Le nom donné aux individus de cette classe infime est caractéristique et il nous montre que la société cafre, bien que fort grossière encore, est déjà fondée sur l'inégalité des richesses. Les serviteurs à tout faire des Cafres libres ou aristocratiques s'appelaient tout uniment « les pauvres » (Balalas, Sauneys)¹, et ils étaient serfs, comme les autres étaient maîtres, de père en fils².

La structure de la tribu cafre est déjà fort complexe. On y trouve tous les éléments essentiels, qui constituent les grandes sociétés monarchiques : un chef héréditaire, des riches, aussi héréditaires et que l'on peut bien appeler des nobles, enfin, tout à fait à la base de la pyramide sociale, une classe servile. Il ne semble pas cependant que l'on emploie ordinairement les serfs cafres aux travaux agricoles. Ceux-ci sont particulièrement le lot des femmes auxquelles les hommes n'ont pas même l'idée de venir en aide dans ces occupations réputées inférieures³. En Cafrerie, c'est à la valeur, qu'on pourrait appeler monétaire, du bétail que l'homme s'intéresse spécialement. Le soin des troupeaux est tenu par lui pour une occupation noble; et il appelle la vache « la perle à poil », ce qui assigne sûrement à la pratique de l'agriculture une date relativement récente.

Dans les tribus cafres la propriété individuelle est bien instituée et les fortunes en bétail sont fort inégales. Les femmes de chaque famille cultivent leurs champs, sèment; récoltent le grain, puis l'écrasent entre deux pierres pour obtenir de la farine. Tous ces travaux se font isolément. Chacun chez soi; chacun pour soi⁴.

Néanmoins des traces fort significatives de l'ancien com-

1. Moffat. *Vingt-trois Ans*, etc.

2. *Ibid.*, 248.

3. Burchell. *Hist. univ. voy.*, XXVI, 459.

4. Levallant. *Hist. univ. voy.*, vol. XXIV, 208.

munisme subsistent toujours. L'appropriation individuelle du sol arable n'est point tolérée, si ce n'est temporairement et à titre d'usufruit. Le chef, le roi, possède le domaine éminent. C'est lui, et lui seul, qui peut concéder des terres; mais tout au plus le fait-il à titre viager et pour récompenser spécialement tel ou tel de ses capitaines¹. En règle générale, il répartit, allotit, chaque année, entre les hommes libres de la tribu les parcelles du sol arable². J'ai déjà signalé un allotement du même genre dans l'Amérique centrale et nous retrouverons plus d'une fois cette coutume dans la suite de cette enquête. Il semble qu'elle soit corrélative à un certain développement de l'agriculture, au moment où les champs cultivés commencent à empiéter un peu plus que de raison sur le territoire de la tribu, où ils cessent d'être, pour la collectivité, une quantité négligeable du sol commun, du territoire de chasse ou de pâture.

VI. — GENÈSE DE LA PROPRIÉTÉ INDIVIDUELLE

Les tribus monarchiques que nous venons de passer en revue ne sont pas les seules; mais, au point de vue des origines de la propriété, ce sont les plus intéressantes. Les autres, celles dont il sera question dans le prochain chapitre, ont subi une évolution plus complète; elles se rapprochent davantage des grands États despotiques. Leur industrie est plus développée, leur organisation aristocratique mieux fixée. Elles sont mieux armées, mieux outillées, et par suite forment des agglomérations ethniques plus considérables.

Mais avant de parler de ces populations franchement

1. Campbell. *Hist. univ. voy.*, vol. XXIX, 351.

2. Ch. Letourneau. *Bull. Soc. d'anthropologie* (deuxième série), VII, 688.

monarchiques, il ne sera pas inutile de jeter un coup d'œil en arrière. Dans ces études sur l'évolution de la propriété, nous faisons une exploration comparable aux grands voyages de circumnavigation. Se diriger dans le vaste champ de l'ethnographie sociologique est aussi difficile que de suivre une route déterminée dans les solitudes de l'Océan. Mais les navigateurs n'évitent de s'égarer qu'à la condition de bien déterminer, chaque jour, le point où ils se trouvent. Comme eux et pour la même raison, il nous faut de temps à autre relever « le point » sociologique. Or, les tribus monarchiques, jusqu'ici étudiées par nous, ne sont pas encore trop éloignées du stade de la tribu égalitaire. Certaines s'y rattachent même très visiblement et, grâce à elles, il nous est possible de retracer exactement la genèse de la propriété individuelle.

Un grand fait frappe tout d'abord, c'est que la transformation sociale et politique n'a été que la conséquence rigoureuse des changements survenus dans le régime de la propriété. Durant le stade de la tribu républicaine, il y avait égalité sociale et propriété commune, pour deux raisons : la solidarité étroite était, pour le groupe, une condition d'existence, et en outre il n'existait pas encore de valeurs que l'on pût accumuler et échanger. Dès que ces valeurs existèrent, l'égalité s'évanouit, il y eut des riches et des pauvres, c'est-à-dire des aristocrates et des classes serviles ; car le pouvoir politique se souda étroitement à la richesse ; il n'en fut que l'expression sociale. — De quelle nature furent ces premières valeurs individuellement appropriables ?

A une époque fort peu éloignée encore, quand l'ethnographie ne sortait guère de la Bible et de l'antiquité classique, on admettait de confiance que, partout et toujours, l'homme avait commencé par être chasseur, puis pasteur, puis agriculteur. Aujourd'hui, nous ne pouvons plus accepter

cette gradation. Sans doute les premières hordes humaines ont vécu surtout de chasse et souvent de pêche ; mais en même temps elles étaient frugivores et utilisaient volontiers les substances végétales comestibles, les fruits, baies, racines, etc. Il ne leur fallut pas un grand effort intellectuel pour imiter la nature et semer quelques-unes des plantes qui leur étaient utiles. Ces tentatives se firent d'abord très petitement ; on n'y attachait guère d'importance ; on continuait à être principalement chasseurs et guerriers ; les essais agricoles étaient abandonnés aux soins et au labeur des femmes. Ce fut ordinairement bien plus tard que l'on en arrivât, dans certaines contrées, à domestiquer des animaux ; mais ce progrès n'eut rien de régulier, d'universel ; il n'y eut jamais de phase pastorale, commune à tout le genre humain.

Les seules valeurs échangeables furent d'abord les enfants et les femmes. On les pouvait troquer, car de fréquentes razzias permettaient au besoin de les remplacer ; mais les premiers capitaux sérieusement accumulables furent les esclaves, et l'institution de l'esclavage se développa seulement quand on dut exécuter de pénibles et ennuyeux travaux, spécialement des travaux agricoles. Auparavant on préférait tuer et souvent manger le vaincu ; mais, quand l'agriculture eut acquis une certaine importance, le travail servile vint se joindre à celui des femmes. Alors le labeur agricole prit une plus grande extension et il en résulta de nouveaux capitaux accumulables et négociables. Dès lors, pour être puissant, il fallut être riche, c'est-à-dire posséder des champs et surtout « des bras », ceux des femmes et des esclaves, pour défricher, ensemer et récolter. Dès ce moment, la hiérarchie sociale eut une base solide : l'égoïsme individuel. Les sociétés se divisèrent en riches et en pauvres et bien vite les riches devinrent des nobles, obéissant à un chef unique, qui était le principal proprié-

taire. D'usurpation en usurpation, ce dernier finit par devenir un être à part, parfois un personnage semi-divin. Il s'attribua vite le domaine éminent, jadis revendiqué par la communauté, et traita de très haut le vulgaire.

A partir de ce moment la rivalité entre les tribus rivales ne fut plus seulement une lutte « pour vivre » ; elle eut souvent pour objet de s'enrichir, de capturer des esclaves, des valeurs d'échange. Le pillage des voisins fut la grande source du pouvoir et de la richesse. En même temps la famille, d'abord maternelle, puis paternelle, se dégagait de la confuse parenté du clan primitif, et le capital, généralement fort mal acquis, se transmettait de mère en fils, d'oncle à neveu, enfin de père en fils. Il en résulta l'institution de castes héréditaires, et de plus en plus l'individu sépara ses intérêts particuliers de ceux de la communauté. Suivant un lieu-commun cher aux économistes, l'origine première de la propriété individuelle aurait été le travail personnel. Au contraire la sociologie ethnographique atteste, avec preuves nombreuses à l'appui, que la propriété individuelle, quelque peu sérieuse, provint, à l'origine, de la violence et de l'usurpation. Le captif épargné, fut d'abord le plus important des capitaux, et les premiers travaux d'agriculture furent exécutés, très peu spontanément, par les femmes et les esclaves. Sans doute, et nous l'avons vu dans les chapitres précédents, l'idée première, l'origine psychique, de la propriété individuelle résulta bien d'un travail personnel, de la fabrication des armes et ustensiles façonnés par leur propriétaire et que l'on inhumait, brûlait, etc., avec lui ; mais cette idée s'élargit vite et l'on en arriva de fort bonne heure à l'étendre pratiquement à tous les objets, à tous les êtres, que l'individu s'appropriait ou détenait à son profit, quelle que fût l'origine de leur appropriation.

CHAPITRE VI

LA PROPRIÉTÉ DANS LES TRIBUS MONARCHIQUES

(SUITE)

- I. *Petits États de l'Afrique équatoriale.* — La zone servile de l'Afrique équatoriale. — Survivances de la famille maternelle. — Le chef propriétaire universel. — Comment on impose silence aux propriétaires spoliés. — La monarchie de l'Ouganda. — Délégation du droit de propriété royale. — Défrichements serviles. — Trois espèces de propriétés mobilières. — Le bétail et son importance. — Fureur d'accumuler. — L'avidité du nègre oriental. — Les esclaves. — Razzias d'esclaves. — L'esclave, animal de boucherie chez les Momboutous. — L'esclave valeur d'échange et unité monétaire. — Survivances communautaires dans l'Afrique noire.
- II. *Les tribus aborigènes du Bengale.* — Lenteur de l'évolution sociale. — Les aborigènes sont agriculteurs et monarchiques. — Sauvagerie des Lepchas. — Agriculture primitive. — Charrue primitive. — Survivances communautaires. — « Longues maisons » communes. — Magasins publics et sacrés. — Le clan propriétaire du sol. — Moyen âge embryonnaire chez les Hos, etc. — L'esclavage. — Régime de la propriété chez les Naïrs, chez les Bhots polyandres.
- III. *Les tribus mongoles.* — Tribu républicaine chez les Turcomans. — Tribus monarchiques des autres Mongols. — Servage en Mongolie. — Survivances communautaires.
- IV. *La propriété individuelle en pays sauvage.* — Elle entraîne une criante iniquité.

I. — PETITS ÉTATS DE L'AFRIQUE ÉQUATORIALE

Du golfe de Guinée à Madagascar, en passant par la région

des grands lacs, il existe une zone mi-partie sauvage et barbare, où les Berbères et même les Arabes se sont plus ou moins fondus avec les vrais nègres africains et où la tribu monarchique s'est épanouie, a grandi et formé nombre de petits États. Déjà, dans de précédents ouvrages, j'ai eu l'occasion de signaler ces monarchies minuscules et j'aurai à les décrire plus complètement, alors que j'essayerai de faire l'histoire comparée des formes de gouvernement. Pour le moment, je rappellerai seulement que, dans ces petites monarchies nègres, il n'y a plus la moindre trace d'égalité; l'État, car il n'est plus guère question de tribus, est fondé sur le régime des castes; partout existe une masse servile, exploitée sans mesure par une ou plusieurs classes, réputées supérieures, mais asservies elles-mêmes à un maître omnipotent, devant lequel on se prosterne avec une abjection canine et dont les caprices font loi. J'ai proposé jadis d'appeler cette zone équatoriale la *zone servile*, et, au point de vue sociologique, aucun nom ne saurait lui mieux convenir. Pourtant, chez les Bambaras de Kaarta¹ et chez les Mandingues², l'on a essayé non pas de brider, mais de modérer un peu le bon plaisir monarchique. Cela tient vraisemblablement à ce que, dans ces régions, le sang berbère s'est assez largement mêlé à celui des vrais nègres.

Dans toute cette zone, le pouvoir est héréditaire, ordinairement dans la ligne masculine, et avec droit de primogéniture. Ça et là cependant persiste encore l'ancienne filiation maternelle. Ainsi, chez les Vouasoukoma de l'Afrique orientale, on choisit de préférence pour héritier du trône le neveu, le fils de la sœur du roitelet défunt³. Chez les Vouazégoura de la même région, l'oncle, l'oncle maternel, est propriétaire

1. Raffinell. *Nouveau Voyage au pays des nègres*, I, 389.

2. Mungo-Park. *Hist. univ. voy.*, XXV, 36.

3. Burton. *Voy. aux Grands Lacs*, 662.

de ses neveux et il peut les vendre, si bon lui semble. Ce droit avonculaire est même imprescriptible et il peut s'exercer en dépit des protestations des père et mère dépossédés¹. Dans quelques-unes de ces tribus, la ferveur monarchique est si vive qu'il suffit de la mort du petit despote pour déterminer les habitants d'une bourgade à changer de résidence. Ils incendient alors leurs cases et vont s'établir ailleurs. La végétation tropicale étant fort active, quelques mois après cet exode, l'herbe ondule au-dessus des restes de cases et des débris carbonisés².

Avec un pareil régime il est tout naturel que les particuliers ne possèdent que sous le bon plaisir du chef suprême. Ce dernier est par excellence le propriétaire éminent. Ainsi le roi Kamrasi, dont les États avoisinent le lac Albert N'Yanza, se vantait, nous dit Baker, d'être le maître absolu de toute chose et, dans ses accès de libéralité, il prenait sans hésiter le bien de tel ou tel de ses sujets pour en gratifier ses favoris. Si l'individu dépouillé se permettait de se plaindre, on lui faisait entendre raison, en lui infligeant la torture du *soulier*, analogue à notre ancienne torture du brodequin; parfois même, on lui imposait silence plus sûrement encore, en le mettant à mort³.

Le monarque de l'Ouganda, le grand M'tésa, voisin de Kamrasi, avait un harem tellement encombré qu'il en éclaircissait la population, d'abord en envoyant presque chaque jour trois ou quatre femmes à l'abattoir, puis en infligeant à tel ou tel favori des lots féminins plus ou moins importants, comprenant quelquefois une centaine de femmes. « Tout refus nous est impossible, disait l'un des dignitaires à Speke... seulement nous sommes libres de faire d'elles à notre gré,

1. Burton. *Voy. aux Grands Lacs*, 37.

2. Burton. *Loc. cit.*, 112.

3. White-Baker. *Albert N'Yanza*, 438.

soit des épouses, soit des servantes¹. » Ces femmes du harem royal étaient tantôt des captives enlevées dans des razzias, tantôt de belles filles offertes humblement par leurs pères, en vue de se concilier les bonnes grâces du maître.

Nous avons vu précédemment que, dans l'Afrique nègre, le « droit du père de famille » est illimité; il est propriétaire incontesté de ses enfants, quand l'oncle ne lui dispute pas cette prérogative; il peut donc les vendre et ne se gêne pas pour le faire; aussi, une fois passée la première enfance, le père et le fils deviennent ordinairement ennemis, à la manière de la plupart des animaux. Cela est vrai dans l'Afrique orientale² aussi bien que dans l'Afrique occidentale. Mais si le père est propriétaire de ses enfants, à plus forte raison le chef, le roi, qui dispose à son gré de la vie et des biens de ses sujets, a-t-il le même droit sur leur progéniture. Ce droit, il peut même dans l'Ouganda le déléguer à qui bon lui semble; le roi M'tésa, assez jaloux de ce privilège royal, ne le rétrocédait qu'à un petit nombre de personnes, mais ces favoris avaient alors la liberté de s'emparer de tout enfant en bas âge qui pouvait leur convenir, et une guirlande de feuilles de vigne, leur ceignant le front, avertissait les sujets de n'avoir pas à s'opposer à leur bon plaisir³.

Ce droit régalien de propriété n'est pas toujours borné aux enfants; il s'étend souvent aux parents eux-mêmes. Ainsi, chez les Vouakilima (région des Grand Lacs), le maître peut, selon son caprice, trafiquer de ses sujets adultes ou non. Il a du reste sur eux, comme la plupart des roitelets africains, droit de vie et de mort⁴ et qui peut le plus peut le moins. Quand on est aussi absolument propriétaire des personnes, on peut,

1. Speke. *Voy. aux sources du Nil*, 264, 344.

2. Burton. *Voy. aux Grands Lacs*, 636.

3. Speke. *Loc. cit.*, 332.

4. Burton. *Loc. cit.*, 655.

à plus forte raison, disposer du sol. Aussi, presque partout, le roi est le propriétaire suprême, et l'on ne possède que sous son bon plaisir. A Sackatou, quiconque désire enclore un terrain pour son usage particulier, doit tout d'abord en obtenir la permission du gouverneur; c'est seulement ensuite qu'il fait défricher et ensemençer par ses esclaves des deux sexes¹.

Chez les Vouakilima, pour qu'un terrain soit défriché au profit du chef, il suffit que ce dernier daigne y consentir. Les anciens, les notables sont à ses ordres. Ils s'informent anxieusement de ce qui peut lui agréer et, sur un signe de lui, se mettent à labourer le terrain qu'il veut bien indiquer. L'ouvrage s'exécute rapidement; on rivalise d'ardeur, et quiconque commet la faute d'oublier un brin d'herbe sur ce champ sacré en est puni par une amende d'un bœuf².

En toute circonstance le maître revendique hautement la propriété du sol de son petit royaume, et l'étranger ne saurait le fouler sans acquitter un droit de passage : « Pas une de ces peuplades, dit Burton, ne partage l'idée, qui semble admise par les Africains du sud, à savoir que chacun a le droit de fouler gratuitement la terre de Dieu tant qu'il ne nuit pas aux propriétaires du sol. Ici, quand un voyageur hésite à payer le Kouhouza (droit de passage), il s'entend dire par le chef : « Ce territoire est-il le vôtre ou le mien ? » C'est même cette prétention, qui constitue le grand obstacle aux voyages dans l'intérieur de l'Afrique équatoriale, arrête à chaque pas l'explorateur, l'oblige à faire porter derrière lui par une caravane de nombreux ballots de marchandises, et souvent le ruine, bien avant la fin de son voyage. Cependant, si excessif que soit le pouvoir d'un despote, comme, à tout prendre, il a

1. Clapperton (Second voyage), II, 91.

2. Burton: *Voy. aux Grands Lacs*, 655.

besoin pourtant de ses sujets, ceux-ci peuvent posséder par tolérance. Avec cette restriction, il existe dans l'Afrique équatoriale trois espèces principales de propriété, en dehors des objets fabriqués, armes, ornements, étoffes, etc. Ce sont les produits du sol cultivé, le bétail et les esclaves. Avec l'agrément du chef despotique, ces valeurs sont possédées ordinairement à titre individuel et le droit de propriété privée est d'autant plus respecté que le groupe ethnique est moins nombreux et le pouvoir monarchique moins solidement institué, c'est-à-dire d'autant plus que les individus composant la collectivité s'effacent moins devant celui qui est réputé le premier d'entre eux.

Dans toute la zone équatoriale du continent africain, on trouve les trois grandes catégories de valeurs mobilières et échangeables, que je viens d'indiquer : les produits agricoles, les esclaves et le bétail. Mais ces capitaux, pour parler le langage de l'économie politique, sont inégalement répartis suivant la région. Dans les forêts du Gabon, habitées par une race très sauvage, le bétail est rare et les esclaves assez peu nombreux ; l'agriculture, très primitive encore, constitue néanmoins une importante ressource ; mais ce sont surtout les femmes qui sèment et récoltent la graminée africaine par excellence, le sorgho (*Holcus spicatus*). Ailleurs, par exemple à Boussa, dans la vallée du Niger et dans les districts voisins, le nombre des esclaves s'accroît énormément : il représente les trois quarts¹, ou même les quatre cinquièmes de la population². Enfin, dans l'Afrique orientale, c'est le bétail qui prime les autres valeurs. White Baker nous a donné le résumé d'une conversation qu'il eut sur des matières d'économie politique avec un roitelet, faiseur

1. *Hist. univ. voy.*, XXV, 41.

2. *Ibid.*, vol. XXX, 273.

de pluie, nommé Katchiba. « Sans bétail, lui dit ce monarque, le lait, qui est la principale nourriture des indigènes, leur manquerait et, d'autre part, ils ne pourraient pas acheter de femmes. Au contraire, pourvu que l'on soit richement pourvu de bétail, on se refait sans difficulté, après avoir subi une *razzia*, une famille polygamique. » C'est pourquoi, ajoutait tranquillement le chef, on défend avec bien plus de ténacité les bestiaux que les femmes contre les entreprises des voisins ou des Arabes, marchands d'esclaves¹.

Plus à l'est, au Karagouah, ce sont encore les troupeaux qui constituent la richesse. On y trouve de grands propriétaires possédant parfois jusqu'à mille têtes de bétail, et l'inégalité des biens y produit ses effets ordinaires. Les habitants de Karagouah sont en effet partagés en deux classes : les riches, les Vouahouma, gros accapareurs de bétail, et les gens de rien, la plèbe, les Vouanyambo, traités en esclaves par l'aristocratie des gros capitalistes. Mais, comme ces derniers ne suffiraient pas, tout seuls, à protéger leur capital à quatre pattes contre les coupables entreprises des affamés, ils ont à leur service une force armée, des guerriers, dont le salaire, la solde, consiste en une suffisante quantité de lait de vache².

Il y a quelques années, en essayant de retracer l'évolution de la morale, j'ai montré comment nombre de sociétés civilisées ont abouti à une morale mercantile et parfois y ont sombré. Mais ce mercantilisme de la morale n'est pas incompatible avec la sauvagerie. Pour qu'il fleurisse dans une société quelconque, il suffit qu'au sein de cette société, sauvage ou civilisée, l'amour du gain, quel qu'il soit, la fureur d'accumuler, soient la préoccupation dominante, le principal mobile de toutes les actions. Or, cela peut très bien arriver en pays sauvage, mais alors avec cette particularité que la cupidité

1. White Baker. *Albert N'Yanza*, 263.

2. Burton. *Voyage aux Grands Lacs*, 509.

s'étale sans vergogne, sans hypocrisie. On est alors très naïvement égoïste; on ne songe pas encore à « blanchir les sépulcres », selon l'expression évangélique; on ne se pique pas de moralité relevée et les beaux dehors, fardés selon les règles de l'art, ne masquent point les vilaines âmes.

Partout, dans cette zone de l'Afrique, c'est la fortune qui, tout crûment, donne le pouvoir¹; partout la propriété individuelle est défendue avec une âpreté impitoyable. Chez les Bambaras de la Sénégambie, si un âne, en passant près d'un champ cultivé, donne un seul coup de dents indiscret, son maître doit payer le dommage causé, que le propriétaire du champ évalue lui-même; sinon l'animal est confisqué et souvent mangé, car les Bambaras sont très friands de la chair de l'âne². Dans cette région, tout se paye, tout s'évalue. Chez les Vouanyamouézi, alors qu'une femme meurt sans postérité, le mari, l'acheteur, réclame à son beau-père, ou vendeur, le prix qu'il avait déboursé pour acquérir une compagne, alléguant qu'il avait été trompé sur la qualité de la marchandise³.

Écoutons le voyageur Burton : « Tandis que le Bédouin, dit-il, met sa gloire à bien traiter son hôte, l'Africain de cette région (de l'Afrique orientale) vous oblige à tout acheter et vous laisserait mourir de faim, si vous n'aviez ni perles ni étoffes (c'est la monnaie du pays)... Il refusera une gorgée d'eau à l'homme qui meurt de soif, et n'étendra pas la main pour sauver une cargaison, fût-elle de mille dollars, s'il n'est payé pour le faire. En revanche, s'il vient à perdre une guenille ou la moindre lance, il en éprouve un chagrin aussi violent que ridicule⁴ : rien pour rien. »

1. Burton. *Voy. aux Grands Lacs*, 509.

2. Mungo-Park. *Hist. univ. voy.*, vol. XXV, 367.

3. Burton. *Loc. cit.*, 377.

4. Burton. *Loc. cit.*, 632.

Les Vouajiji, dit le même observateur, exigent un salaire pour le moindre service et demandent des perles pour vous avoir indiqué le chemin¹. Or, les perles sont une des monnaies africaines et elles constituent même une monnaie d'une certaine valeur. Dans cette partie de l'Afrique, demander des perles, cela équivaut à demander, en Europe, une pièce d'argent.

La troisième des grandes valeurs d'échange, dans l'Afrique équatoriale, c'est l'esclave. Pour le moment, je n'ai pas à envisager l'esclavage en lui-même, comme institution. Ce qui doit m'occuper ici, c'est l'esclave considéré comme valeur, au même titre que le bétail. Mais il y a diverses catégories d'esclaves : les esclaves héréditaires, ceux qui sont de souche servile et sont nés dans le village de leurs maîtres, ne sont pas absolument assimilés aux animaux domestiques ; la coutume les couvre d'une certaine protection ; mais il n'en est pas de même des esclaves de date récente, des captifs épargnés, des esclaves pour dettes ou pour crimes, des enfants dont on a trafiqué, etc. Ceux-ci sont exactement traités comme du bétail. Ils sont de l'argent vivant et c'est à qui en amassera davantage. A tout moment, et le plus souvent à l'instigation d'un roitelet, les hommes d'une tribu se ruent sur un village voisin, brûlent les cases, s'emparent des bestiaux, assassinent une partie des hommes, asservissent et emmènent le reste de la population pour le revendre à un traitant arabe ou l'obliger à cultiver, semer et récolter pour eux. Dans l'Afrique orientale, au dire de Burton, l'ambition de tout nègre est d'avoir des esclaves, pour ne plus travailler lui-même et vivre en bourgeois².

Les Mombouttous du haut Nil vont plus loin encore. Faire

1. Burton. *Voy. aux Grands Lacs*, 415.

2. *Ibid.*, 666, 674.

de leurs captifs des bêtes de somme ou des valeurs d'échange ne leur suffit pas; ils les traitent absolument en animaux de boucherie et, après une razzia heureuse, chassent devant eux des troupeaux humains, qu'ils destinent à des festins de cannibales¹.

Quand le roitelet est tout à fait despotique, par exemple chez les Vouakilima, où le maître a sur le vulgaire droit de vie et de mort et peut à son gré trafiquer de son peuple, il va de soi que les sujets appartiennent avant tout au souverain qui en dispose, les donne ou les vend, à son gré, surtout les femmes, et ordinairement garde les enfants pour grossir ses troupeaux d'esclaves. En cela, il imite les fourmis, qui pour recruter leur caste servile, enlèvent les nymphes et prennent la peine d'élever leurs futurs serviteurs.

Sur la côte occidentale de l'Afrique et bien loin dans l'intérieur, l'esclave étant l'objet d'un incessant commerce est devenu une véritable monnaie; là tout peut s'évaluer en esclaves, comme tout s'évalue en vaches chez les Cafres : « Les Français, dit du Chaillu, comptent par francs, les Américains par dollars, les Anglais par livres sterling, les Africains par esclaves². » Avec des esclaves on rachète une offense ou un tort, on achète une femme, etc. Si l'on n'a pas d'esclaves, on en donne la valeur, en ivoire, ébène, bois rouge, etc. : l'esclave est strictement l'unité monétaire³. Naturellement, on ne se pique pas d'humanité envers cette monnaie humaine. Dans le village même, en temps de paix et si l'on espère tirer un parti avantageux de la marchandise servile, on a, pour elle, le minimum de soins qu'un propriétaire de bestiaux a pour des animaux à vendre³; mais, si, après une razzia, ou simplement dans une caravane, les

1. Schweinfurth. *The Heart of Africa*, t. II, 93.

2. Du Chaillu. *Afrique équatoriale*, 375.

3. Burton. *Voy. aux Grands Lacs*, 665.

captifs ou les porteurs ne peuvent pas suivre, on les tue sans le moindre scrupule, simplement pour qu'un autre n'en profite pas; à tout le moins on les abandonne¹.

Tous ces faits sont tellement typiques, tellement significatifs, qu'il est inutile d'en accumuler d'autres, ce qui serait on ne peut plus facile. Ils montrent dans toute sa laideur l'état mental et social, que produisent, chez des êtres très grossiers encore, le souci égoïste, la passion féroce de la propriété individuelle. Dans ces petites sociétés africaines, l'inhumanité est si grande, l'absence de solidarité si complète, la servilité si avilissante, que l'on est fondé à croire les populations nègres sorties depuis bien longtemps du primitif régime de la tribu républicaine. Mais pourtant l'homme d'Afrique n'a pas évolué autrement que les types humains des autres contrées. Assez de survivances, de traces d'un passé disparu subsistent encore pour qu'on le puisse affirmer.

Dans mon *Évolution du mariage*, j'ai montré la filiation maternelle, l'exogamie du clan, etc., subsistant encore dans maint district africain. Tout récemment j'ai parlé des allotements périodiques de terres cultivées ou cultivables en Cafrerie. Le vice-amiral Fleuriot de Langle nous a appris que des coutumes analogues sont encore en vigueur, en pleine Afrique tropicale, chez les Yollofs de la côte de Corée. Dans cette région, comme en Cafrerie, la terre est encore propriété commune des villages et, chaque année, le chef de chaque petit hameau, assisté du conseil des anciens, préside à la répartition des champs à cultiver, en calculant la superficie des lots suivant les besoins de chaque famille².

Tous ces faits de survivance, auxquels il faut ajouter l'usage des *totems*, si répandu encore en Afrique, autorise-

1. Burton. *Loc. cit.*, 492, 665.

2. Ed. de Laveleye. *De la propriété*, 100.

raient, seuls, à affirmer que jadis les tribus actuellement monarchiques de l'Afrique ont débuté par le régime républicain et communautaire, si même on n'était point déjà en mesure d'établir que telle a été, dans l'humanité tout entière, la grande loi de l'évolution politique, dont j'aurai occasion de citer encore de nombreuses preuves. L'Afrique a été un des principaux centres créateurs de l'humanité primitive et le nègre nous représente un des types premiers du genre humain. Si l'on considère que, partout en Afrique, il connaît l'usage du fer, celui de l'arc, que partout il est agriculteur et presque toujours pasteur, il sera permis d'en inférer que l'origine de la race nègre d'Afrique remonte à une très lointaine antiquité; que, depuis bien des milliers d'années, cette race est sortie de la phase égalitaire des premiers âges, mais sans pouvoir dépasser celle de la tribu monarchique, là du moins où, par invasion ou par infiltration, des races étrangères et mieux douées ne sont pas venues lui infuser un sang nouveau et la pousser quelque peu sur la route du progrès.

Chez les aborigènes de l'Inde, dont je vais maintenant parler et qui sont arrivés ou arrêtés à un degré fort équivalent de développement mental et politique, on est un peu moins éloigné de l'état primitif, aussi les restes du régime communautaire sont plus nombreux et mieux conservés.

II. LES TRIBUS ABORIGÈNES DU BENGAL

Les aborigènes bengalais, qui, aujourd'hui encore, subsistent au milieu de la civilisation hindoue, ne sont pas de race pure, puisque tous les envahisseurs, historiques et préhistoriques, de l'Inde, se sont plus ou moins mélangés avec ces premiers occupants de la grande péninsule hindousta-

nique. Néanmoins, en grande majorité, les sauvages du Bengale se rattachent à la grande race tamile, qui compte encore aujourd'hui des millions de représentants et que les vieux poètes hindous poursuivaient de leurs imprécations. Les aborigènes actuels sont donc les descendants des rakchasas du Rîgvéda et des « singes », dont il est question dans le Ramayana. Les Tamils de la plaine ont à peu près complètement adopté la civilisation et la religion des Aryas vainqueurs; mais, dans les massifs montagneux, les aborigènes ont conservé la plupart des mœurs et coutumes ancestrales. Précédemment j'ai parlé de l'extrême lenteur avec laquelle s'effectue l'évolution sociale, durant les stades primitifs, et j'ai cru légitime d'attribuer à la période sauvage, par laquelle ont passé les races humaines les plus développées et où les autres semblent encore arrêtées, une énorme durée. L'exemple des sauvages de l'Inde justifie bien cette supposition. Même en écourtant beaucoup, comme on le fait aujourd'hui, la trop longue antiquité d'abord accordée à la vieille littérature sanscrite, force est bien de lui concéder quelques milliers d'années d'âge, puisque la civilisation brahmanique était déjà florissante et ancienne au moment de l'expédition d'Alexandre. Or, tout en ayant çà et là subi l'influence aryenne, les aborigènes de l'Inde n'ont pas encore dépassé les phases primitives de l'évolution mentale et sociale. Leurs petites sociétés, leurs tribus, sont loin d'ailleurs d'être uniformes. Elle s'échelonnent depuis la sauvagerie tout à fait grossière jusqu'à une sorte d'organisation féodale et nous retracent ainsi les étapes de leur évolution générale. J'ai dit ailleurs chez quelles de ces tribus existait encore le régime du clan, chez quelles la famille maternelle ou même paternelle¹ est déjà instituée. En ce moment je n'ai à m'occuper que

1. Ch. Letourneau. *L'Evolution du mariage et de la famille.*

de leur régime de propriété. Mais il est, tout d'abord, une remarque générale à faire, c'est que toutes ces populations primitives, à de très rares exceptions près, sont déjà agricoles et ont des chefs héréditaires. Elles ont donc dépassé depuis longtemps le stade de la tribu républicaine.

Les plus sauvages paraissent être les Lepchas, qui vivent surtout de racines et de fruits sauvages, mais se livrent pourtant à des essais d'agriculture, qui les obligent à changer, au moins tous les trois ans, l'emplacement de leurs villages; car, au bout de ce temps, la fertilité des parcelles de forêt mises en culture est épuisée. Leurs procédés agricoles sont du reste tout à fait primitifs, puisqu'ils n'ont pas encore de charrue¹. A l'exemple de leurs congénères, les Jouangs, et de nombre d'autres tribus sauvages, ils brûlent d'abord les arbres et sèment ensuite soit des patates douces, soit la grande céréale de l'Asie orientale, le riz². Chez les Bendkar, apparaît la charrue primitive, c'est-à-dire un croc de bois formé de deux pièces. Il y a quelques années seulement, on y a ajouté un morceau de fer, en guise de soc³.

Chez nombre d'autres tribus plus avancées, on retrouve encore des restes du primitif régime communautaire. Les Gopas, surtout pasteurs, vivent ordinairement en communautés de village, régies par un chef héréditaire mais assisté d'un conseil des anciens⁴. Nombre de tribus ont toujours de grandes habitations communes, qui ressemblent singulièrement aux « longues maisons » des Iroquois. Ainsi les villages des Chalikata-Michmis se composent de dix à trente maisons, longues d'environ soixante pieds sur une douzaine de large. Dans chacune de ces maisons on trouve un corridor longitu-

1. Dalton. *Ethnology of Bengal*, 101.

2. *Ibid.*, 154.

3. *Ibid.*, 150.

4. *Ibid.*, 315.

dinal, étroit et latéral, sur lequel s'ouvrent des petites chambres¹. Chez les Singphos de la frontière d'Assam, le calque de la longue maison iroquoise se répète avec plus d'exactitude encore. Chaque village singpho se compose d'une soixantaine de maisons, ayant chacune environ quatre-vingts pieds de longueur sur vingt de largeur. A l'intérieur, long couloir médian, débouchant aux deux extrémités sur des balcons, et de chaque côté duquel s'échelonnent des chambres. Ces maisons sont couvertes de chaume et le village est souvent situé, comme les anciens Pueblos de l'Amérique, dans des lieux de difficile accès².

Les Koupu'is, appartenant au groupe Naga, ont, à quelque distance de leurs villages, dans une position abritée, des greniers communs, où l'on rassemble tout ce qui est considéré comme ayant de la valeur en denrées, provisions, etc. Ces magasins sont dépourvus de toute protection, néanmoins il est sans exemple qu'on y commette un larcin, même en temps de disette. C'est le bien de la communauté, y dérober quelque chose serait se voler soi-même³.

Les Padam font de la culture extensive et nomade, comme les Peaux-Rouges et les nègres africains, mais autant que possible ils ne déplacent pas leurs villages, se contentant de cultiver le sol dans le voisinage immédiat de leurs habitations. Ils pratiquent le système des jachères et reviennent au bout de quelques années aux terrains laissés en friches. Dans leurs tribus, la solidarité est encore étroite et, quand un homme se marie, toute la communauté met la main à sa maison, qui s'élève en vingt-quatre heures⁴.

Les Tihours de l'Oude vivent ensemble dans de grandes

1. Dalton. *Loc. cit.*, 19.

2. *Ibid.*, 10, 20.

3. Dalton. *Loc. cit.*, 51.

4. *Ibid.*, 23, 26.

maisons, où tout est commun et où le mariage individuel serait des plus fragiles¹. — Dans diverses tribus, la terre est propriété du clan et les chefs n'élèvent sur elle aucune prétention². — Chez les Moundaris et les Oraons, les chefs ne détiennent leurs terres qu'à titre de privilèges et comme descendants putatifs des anciens fondateurs du village. En veulent-ils occuper d'autres? il leur faut payer une rente et s'engager à rendre en retour tels ou tels services à la communauté³. — Certaines tribus ont, spontanément ou non, poussé plus loin leur évolution politique et il s'est établi chez elles une sorte de régime médiéval. Chez les Limbos, chez les Kirantis, les terres sont héréditaires et les propriétaires acquittent seulement des taxes annuelles⁴. Chez les Ho ou Lekka-Kols, il y a de grands propriétaires domaniaux, possédant, chacun, une vingtaine de manoirs, et, au-dessous d'eux, des petits tenanciers (Ghatwals), payant, de père en fils, une certaine rente⁵.

Çà et là, l'esclavage existe et parfois il prend une grande extension. Ainsi, chez les Garos, les deux cinquièmes de la population sont de caste servile. Les esclaves forment, comme en Afrique, une valeur mobilière, accumulable; l'influence d'un homme se mesure à l'importance de son capital servile et chaque chef rassemble, autour de lui, une garde du corps d'une soixantaine d'esclaves⁶. Ailleurs la communauté familiale, si voisine de celle du clan, a succédé à cette dernière. A Ceylan, au commencement de ce siècle, c'était la famille, et non l'individu, qui était censée se marier; c'était elle, unité collective, qui avait des enfants;

1. J. Watson and J. W. Kaye. *The People of India*, vol. II, 85.

2. Dalton. *Loc. cit.*, 294, 295.

3. *Ibid.*, 247.

4. *Ibid.*, 103.

5. *Ibid.*, 177.

6. Dalton. *Loc. cit.*, 58.

et ceux-ci appartenaient indistinctement à la famille tout entière, au même titre que le domaine, qui jamais n'était divisé¹.

Les populations polyandriques de l'Inde se rattachent ordinairement aux vieilles races du pays et il y a quelque intérêt à connaître leur régime de propriété. On s'abuserait en le supposant, *à priori*, très différent de celui des populations polygamiques et même monogamiques. Chez les Naïrs du Malabar, où le régime du clan n'a pas encore disparu, la propriété foncière se transmet par les femmes et jamais ne sort du clan. C'est même cette situation de propriétaire en usufruit, de gérante des biens de la famille, qui assure à la femme, à la matrone polyandrique des Naïrs, une situation privilégiée. Elle représente le domaine, qui, après elle, passera à sa fille aînée, jouissant pour cette raison et même du vivant de sa mère d'une certaine considération. Quand les maris, assez nombreux, viennent successivement voir leur femme commune dans sa maison, ils sont reçus comme des étrangers en visite et ne doivent pas même s'asseoir en présence de leur épouse, à la fois propriétaire et progénitrice. J'ai dit ailleurs, que cette considération accordée à la dame naïre polyandre est surtout de parade et comment en réalité c'est son frère qui est ou était le véritable chef de la famille². Actuellement j'ai surtout à m'occuper de la propriété, et ce qu'il importe de remarquer à ce sujet, c'est que le domaine naïr, tout en se transmettant par les femmes, ne sort jamais du clan maternel³.

Chez d'autres polyandres, les Bhots de l'Himalaya, la pluralité des maris n'a pas empêché le régime de la propriété individuelle de s'établir. La fortune des quatre ou cinq maris,

1. Joinville. *Asiatic Researches*, vol. VI, 425.

2. Ch. Letourneau. *L'Évolution du mariage*, etc., 387.

3. Giraud-Toulon. *Origin. famille*, 41.

ordinairement frères, est réunie sur la tête de la femme commune, dont les enfants mâles héritent conjointement et même par avancement d'hoirie; car ordinairement, quand plusieurs frères sont assez âgés pour acheter une femme indivise, les pères et la mère leur transmettent leurs biens, par parts égales; ils le font seulement au moment du mariage, mais en ne gardant pour eux que le strict nécessaire¹. On se demande, à première vue, pourquoi ce partage entre les frères, puisqu'ils vivent ensemble et ont une femme commune. Mais la polyandrie fraternelle, tout en étant habituelle dans le pays, n'y est pas obligatoire; l'un des frères peut, si bon lui semble, faire société conjugale avec des étrangers. Il paraît cependant que les coutumes relatives à la transmission des biens n'ont pas, chez les Bhots, une rigoureuse uniformité, et que souvent la propriété commune du ménage fraternel et polyandrique est tout entière abandonnée par les vieux parents au frère aîné, régissant les frères puînés, maris inférieurs, à l'exception du plus jeune, qui entre dans les ordres et se fait lama. Le mari en chef, principal propriétaire, doit entretenir les vieux parents. Vient-il à mourir? le plus âgé des frères puînés, monte en grade et devient à son tour le chef des autres maris. Si, par aventure, ce frère puîné n'était pas, avant la mort de son frère, mari copartageant, il lui faut entrer dans l'association conjugale, sous peine d'être exhéredé. Le souci de la propriété domine tout. On ne peut avoir la propriété sans partager la femme, en qualité de mari principal, ni la femme sans avoir en même temps la propriété ou plutôt sa gérance².

1. Communication de M. L. Rousselet, auteur de *l'Inde des Rajahs*.

2. Moorcroft and Trebeck's *Travels*, I, 320.

III. LES TRIBUS MONGOLES

Dans cette rapide revue des groupes ethniques vivant en régime monarchique, il faut bien énumérer successivement des races fort diverses et des peuples géographiquement très éloignés les uns des autres, puisqu'il s'agit d'une phase de l'évolution sociale ayant existé chez toutes les sociétés humaines qui ont dépassé la sauvagerie primitive. Ainsi, après avoir parlé du régime de la propriété dans les tribus monarchiques de l'Amérique et de la Polynésie, de la Mélanésie, de l'Afrique nègre, chez les aborigènes de l'Inde, il me reste, pour être complet, à m'occuper des Mongols nomades de l'Asie septentrionale et enfin des Malais. Mais l'organisation de la propriété en Malaisie est tellement intéressante, que j'y devrai consacrer le prochain chapitre presque tout entier. Je terminerai donc celui-ci en parlant succinctement de la propriété chez les tribus mongoles.

Dans la Mongolie des nomades, la tribu républicaine ne se retrouve plus guère que chez les Turcomans du Khorassan, vivant encore en petits groupes de cent à deux cents familles sous la direction d'un vieillard, d'une « barbe blanche », à la fois conseiller et arbitre, payé d'ailleurs pour sa peine et soumis, comme les autres, aux coutumes traditionnelles. Le chef nominal n'affiche aucune prétention despotique et on ne le lui permettrait pas. « Nous sommes, disent les Turcomans, un peuple sans chefs et nous n'en voulons aucun. Nous sommes tous égaux et, parmi nous, chacun est roi ¹. » Ce régime égalitaire a sans doute existé jadis, chez les nomades

1. Vambéry. *Voy. d'un faux derviche dans l'Asie centrale*, 283.

de la Mongolie proprement dite, où l'on remarque encore des traces nombreuses d'une ancienne organisation en clans exogames, mais actuellement les Mongols sont pleinement entrés dans la phase de la tribu monarchique. Ils ont des princes héréditaires avec droit de primogéniture, des castes et sous-castes nobiliaires, enfin une caste servile, soumise au bon plaisir des nobles¹. Ces derniers ont sur leurs serfs un pouvoir sans bornes, comprenant même le droit de vie et de mort. En Mongolie comme ailleurs, l'inégalité politique ne fait que recouvrir l'inégalité économique; la propriété individuelle est instituée, mais, pour chacun, elle se proportionne au rang social. Les Mongols sont surtout pasteurs et rien ne se prête mieux que la vie pastorale à l'inégale répartition des biens. C'est uniquement sous le bon plaisir du noble que le serf mongol possède sa petite part de bétail, et le maître a toujours le droit de la confisquer, si bon lui semble². Néanmoins la survivance d'anciennes habitudes communautaires se retrouve encore en Mongolie. Quoique les troupeaux soient, dans leur ensemble, possédés par de grands propriétaires, tout individu, si petit soit-il, appartenant à un groupe de tentes est, dans une certaine mesure, intéressé aux bénéfices de l'exploitation, et on lui en accorde une part minimum fixée par la nature même de ses besoins³. Le sentiment de solidarité se décèle aussi dans diverses coutumes mongoles : ainsi les habitants d'un groupe de tentes sont tenus d'aller à la recherche des animaux perdus par les voyageurs, qui ont campé dans leur voisinage, et ils les doivent remplacer, s'ils ne les retrouvent point⁴. De même encore tout individu est réputé responsable alors que, même

1. Prévédalsky. *Mongolia*, I, 74.

2. Prévédalsky. *Loc. cit.* — Iluc. *Voy. dans la Tartarie*, I, 271.

3. Le Play. *Les Ouvriers européens*, 18, 19, 45, 50.

4. Iluc. *Loc. cit.*, I, 99.

à son insu, il a communiqué à autrui quelque maladie contagieuse; et, dans ce cas, il est passible d'une amende, etc., etc. Enfin dans les mœurs, l'égalité des vieux âges subsiste toujours. Le noble omnipotent et le serf, qui doit tout souffrir, fument ensemble dans la même tente et conversent sur un ton très familier. Les privilégiés mongols n'en sont pas encore arrivés à se croire d'une essence supérieure au vulgaire, sur lequel ils s'arrogent pourtant tous les droits.

IV. LA PROPRIÉTÉ INDIVIDUELLE EN PAYS SAUVAGE

Nous avons maintenant interrogé, au sujet de la manière dont elles entendent la propriété, la plupart des populations vivant en tribus monarchiques, et quels que soient le pays et la race, le résultat de notre enquête n'est point favorable à la manière dont on entend la propriété individuelle chez les peuples sauvages. Toujours et partout, nous voyons l'inégalité des biens coïncider avec les plus criants abus de la force et du bon plaisir; partout les déshérités ou les spoliés sont à la merci des mieux pourvus, qui, sans scrupule, abusent de leurs avantages. A peine çà et là quelques antiques coutumes, plus humanitaires, protestent-elles encore contre toute cette oppression.

C'est surtout dans l'Afrique nègre, que cette inique organisation de la tribu monarchique s'étale dans toute son horreur. Pourtant, même dans la zone servile de l'Afrique, d'incontestables survivances continuent à proclamer que le régime du clan communautaire a jadis existé, mais nulle part aujourd'hui, dans le vaste continent noir, on ne trouve plus un seul spécimen sociologique de la tribu républicaine, et il est vraisemblable que le régime de la tribu despotique y est en

vigueur depuis un laps de temps énorme, sans que la race ait réussi à le dépasser. Chez les races supérieures, que nous étudierons bientôt, la propriété individuelle s'est de même presque partout instituée, mais souvent ses abus y ont été réfrénés dans une plus ou moins grande mesure par un développement moral supérieur, par une plus haute culture intellectuelle. Rien de tout cela n'existe en Afrique; le respect humain même n'y a pas encore été inventé, et c'est sans la moindre retenue que l'égoïsme s'y donne brutalement carrière. Il s'est fait là comme une vaste expérience sociologique, montrant combien il est légitime de rattacher le goût de la propriété à l'instinct de la conservation, à l'égoïsme, et prouvant aussi que, chez les races peu développées et peu perfectibles, l'institution de la propriété individuelle, loin d'être une cause de progrès et de civilisation, est au contraire un obstacle à toute évolution supérieure. L'Afrique noire est, depuis bien des siècles, sous le régime de la propriété individuelle et elle n'en croupit pas moins dans la plus hideuse sauvagerie.

Mais le primitif régime communautaire n'a pas sombré aussi complètement dans tous les pays où fleurit la tribu monarchique. Ça et là, au contraire, il a résisté, bravant les attaques des puissants et des maîtres. Seulement alors il a dû s'amoindrir et les tribus et les clans se sont transformés en modestes communautés de village. La Malaisie nous offre, aujourd'hui encore, un très intéressant exemple de cette survivance.

CHAPITRE VII

LA PROPRIÉTÉ FAMILIALE EN MALAISIE

- I. *La propriété chez les Malais et les insulaires mongoloïdes.* — La diversité et le mélange des races en Malaisie. — La propriété aux îles Palaos. — La propriété aux îles Carolines. — Nomades aquatiques en Malaisie. — L'agriculture nomade des Bedoewis. — L'agriculture chez les Dayaks.
- II. *Du pouvoir monarchique en Malaisie.* — Le roi de Bantam grand héritier. — La propriété selon le Coran. — Féodalité malaise.
- III. *De l'esclavage en Malaisie.* — Origine des esclaves. — Les droits du maître. — Catégories d'esclaves. — Les serfs ou « captifs ».
- IV. *La propriété commune et la propriété privée.* — La famille propriétaire. — Le mariage par *Ambel-Ana*. — Communautés de village. — Genèse de la propriété individuelle.
- V. *La dessa javanaise.* — Rizières communes. — Leur allotement. — Tendances à l'individualisme. — Redistributions périodiques dans la *dessa*. — Genèse de la propriété individuelle. — L'inégalité dans la *dessa*. — Propriété privée de l'habitation. — Défrichements et propriété individuelle. — Transmission héréditaire. — Cumul interdit. — Avances faites par la *dessa*. — Inaliénabilité du domaine commun. — Admission des étrangers. — Influence de la richesse. — Le résident hollandais. — Le croît de la population à Java. — Bourgeoisement des *dessas*.
- VI. *La propriété dans l'Afrique tropicale et à Java.* — Parallèle entre les Africains et les Javanais. — La lutte pour s'enrichir en Afrique. — La solidarité javanaise. — L'influence morale des régimes solidaires. — D'où dépend le croît d'une population.

I. LA PROPRIÉTÉ CHEZ LES MALAIS ET LES INSULAIRES MONGOLOIDES

Au sujet de la propriété, comme de toute chose, on ne saurait s'attendre à trouver en Malaisie une grande unifor-

mité; car bien des races se sont mélangées dans les contrées où domine aujourd'hui la race malaise. Les plus anciens occupants du sol ont dû, dans ces régions, appartenir à un type humain à la peau noire et aux cheveux bouclés, dont les Veddahs de Ceylan et certaines populations dites tamiles sont aujourd'hui les analogues. A ces races humaines de couleur foncée se sont superposés, en se croisant avec elles, des immigrants mongols, et de ce mélange est résultée la race malaise avec ses principales variétés; enfin des appoints divers, les uns papous, les autres hindous, d'autres arabes ont plus tardivement apporté leurs contingents, qui çà et là ont encore modifié le type de la population. Mais chacun de ces éléments ethniques, si dissemblables, avait ses tendances, ses aptitudes, sa civilisation, sa manière d'entendre la propriété, et de toutes ces influences diverses on rencontre plus d'une trace dans la Malaisie actuelle et dans quelques petits archipels, qui semblent avoir été, au moins en partie, peuplés par des Malais.

Aux îles Pelew (Palaos), le roi paraissait encore, au siècle dernier, être le propriétaire général des terres. Les sujets n'avaient d'autre propriété personnelle que celle des produits de leur industrie et de leur travail. La maison d'un homme, ses meubles ou son canot étaient regardés comme lui appartenant en propre et il en était de même du champ qu'on lui avait accordé, aussi longtemps qu'il l'occupait et le cultivait; mais toutes les fois qu'il se transportait ailleurs avec sa famille, ce terrain faisait retour au roi, qui en disposait à son gré et l'attribuait à quelque autre insulaire. Chaque famille avait ainsi pour son entretien une portion de terre, que la nécessité même lui imposait le devoir de cultiver¹. Le pouvoir du chef suprême était très grand et on

1. Wilson. *Relation des îles Pelew*, t. II, 155.

lui rendait des hommages serviles. Les chefs en sous-ordre, les nobles, n'abordaient le maître qu'avec les marques du plus profond respect. Les sujets inférieurs, alors qu'ils le rencontraient ou s'adressaient à lui, s'inclinaient jusqu'à terre et ils agissaient de même toutes les fois qu'ils passaient devant une maison, devant un endroit où le roi pouvait être¹. Tous ces traits de mœurs, avec quelques autres, comme l'usage du bétel, les maisons sur palafrites, etc., semblent bien attester l'origine malaise des insulaires de l'archipel *Palaos*.

Quoique moins évidente, cette origine est encore très probable pour les habitants de Oualan, l'une des Carolines, où l'on retrouvait aussi certaines coutumes communistes, par exemple, de grandes maisons publiques, où l'on s'assemblait, où l'on conservait les pirogues et tous les instruments utiles à la communauté, notamment un petit métier servant à fabriquer l'étoffe avec laquelle se tissait le *maro*, vêtement succinct, fort usité dans les îles du Pacifique².

En Malaisie même, il existe des populations peut-être moins civilisées encore. Finlayson nous parle de Malais en quelque sorte amphibies, vivant dans de mauvaises petites barques, dont chacune ne porte qu'une famille peu nombreuse. Ces malheureux ont, pour tout moyen d'existence, la pêche, faite avec de très grossiers filets. Presque jamais ils ne passent la nuit à terre. Ils sont presque nus, ne songent jamais au lendemain, et quand ils ont eu la chance de faire un bon repas, ils se couchent paresseusement pour digérer, attendant que le retour de la faim les oblige à sortir de leur oisiveté. Tout ce qui, sur mer, tombe entre leurs mains, par naufrage ou autrement, leur est de bonne prise³.

1. Wilson. *Loc. cit.*, 146.

2. Duperrey. *Hist. univ. voy.*, vol. XVIII, 175.

3. *Ibid.*, vol. XXXIV.

A terre, dans une région peu habitée de la régence de Bantam, on trouve une autre peuplade encore très primitive, celle des Bedoewis, qui n'a pas de culture permanente, point de charrue et ne connaît d'autre propriété personnelle que celle de l'habitation¹. Pourtant tous les Malais, encore sauvages, ne sont pas d'aussi mauvais agriculteurs. Il en est, par exemple, les Dayaks, célèbres par leur amour de la chasse aux têtes, qui ont découvert ou adopté l'art des assolements. Ils sèment d'abord du riz, puis du maïs et quelques autres végétaux; mais ils n'ont pas encore songé aux fumures, et après avoir achevé leur petite rotation agricole, ils laissent en jachère pendant huit ou dix ans leur champ, qui spontanément se couvre de bambous, etc.².

Dans la Malaisie actuellement beaucoup plus civilisée, nous allons trouver un régime de la propriété bien plus solidement institué, bien plus connu aussi et des plus intéressants à étudier. Mais avant d'en aborder la description, il importe de dire quelques mots de la forme de gouvernement sous laquelle vivent ou vivaient les Malais indigènes, puisque, comme nous l'avons vu, la connexion est étroite entre le régime politique et celui de la propriété.

II. DU POUVOIR MONARCHIQUE EN MALAISIE

Partout, en Malaisie, le pouvoir des chefs, des rajahs, est ou était absolu. Aujourd'hui encore, personne n'oserait se tenir debout en leur présence³. Avant la colonisation hollandaise, chaque ville presque formait un petit État gou-

1. Laveleye. *La Propriété collective à Java*.

2. Wallace. *Malay Archipelago*, I, 70.

3. Wallace. *Loc. cit.*, I, 173-219.

verné par un despote, qui pratiquait largement à son profit la théorie du domaine éminent. A Bantam, lors des premiers voyages d'exploration des Hollandais, le roi était le grand héritier du pays et un héritier des plus avides. A la mort d'un homme, il s'en appropriait non seulement le bien, mais aussi la femme et les enfants, qu'il réduisait en esclavage. Pour éviter ce malheur et exclure le rajah de la succession, on se hâtait de marier les enfants de très bonne heure, à huit, neuf ou dix ans, plus tôt même, surtout si l'on était riche¹. Une fois mariés en effet, les enfants pouvaient, selon l'*adat*, hériter de leurs parents.

Cette extension, presque sans bornes, des droits de propriété du souverain est commune dans les tribus et dans les États monarchiques, petits et grands. En Malaisie, là où domine l'islamisme, ces excessifs privilèges du maître sont fortifiés encore par la religion. D'après la doctrine du Koran, le sol appartient au souverain, et, aujourd'hui même, bien que, dans ses colonies, le gouvernement hollandais n'applique le principe islamique de la propriété qu'aux terres inoccupées, les indigènes admettent toujours que le roi, le sultan, peut disposer à son gré du sol tout entier. Avant la venue des Hollandais, les princes, propriétaires du territoire de leurs États, le divisaient en fiefs, qu'ils rétrocédaient à des vassaux (les régents) contre redevance et service militaire. A leur tour ceux-ci affermaient leurs villages à des cultivateurs².

Il y a une vingtaine d'années, un représentant néerlandais a résumé, en quelques lignes, la doctrine des Malais musulmans sur la propriété : « Le sol appartient au créateur, à Dieu, et par conséquent à son représentant sur la terre, au

1. Voy. qui ont servi à l'établiss. de la Compagnie des Indes orientales, etc., I, 348.

2. Laveleye. *La Propriété collective à Java*.

souverain. La jouissance du sol est concédée à la commune en général et en particulier à celui qui l'a mis en valeur, pour aussi longtemps qu'il satisfait, lui et ses descendants, aux conditions déterminées par la coutume, par l'*adat*¹. »

En général, partout où le souverain est réputé le grand propriétaire, il en résulte tout naturellement une sorte de féodalité; le despote, maître suprême en principe, étant bien obligé dans la pratique de concéder à des subordonnés la mise en valeur et la garde de l'immense domaine dont il est le dispensateur surchargé. Ce domaine se subdivise donc en grands fiefs, dont les feudataires relèvent directement de la couronne; puis chacun de ces grands vassaux a, de son côté, des arrière-vassaux. Enfin, tout au bas de la hiérarchie, il existe des serfs et des esclaves, chargés de faire la grosse besogne sociale.

III. DE L'ESCLAVAGE EN MALAISIE

La dernière catégorie sociale, celle des esclaves, était fort nombreuse en Malaisie et nous avons vu qu'elle se recrutait surtout par la confiscation des personnes, confondues avec les biens, en vertu des droits attachés au domaine éminent. L'esclave malais était possédé à titre de chose et il constituait une importante valeur d'échange. Quand un propriétaire d'esclaves en voulait vendre un, il le faisait offrir de maison en maison, exactement comme s'il s'était agi d'un animal domestique. Au reste le maître malais avait sur son esclave tous les droits, sauf celui de le tuer. Au moins ne le pouvait-il mettre à mort, sans l'agrément du roi et du régent². On avait naturellement autant d'esclaves que pos-

1. E. de Laveleye. *De la propriété* (1^{re} édition), 60.

2. *Voy. Comp. des Indes, etc.*, I, 359.

sible, car c'était le nombre des esclaves qui mesurait la richesse des seigneurs javanais¹.

Le sort des esclaves malais variait suivant le caprice et surtout suivant les intérêts de leurs maîtres. Il y avait des esclaves domestiques, nourris et vêtus par leurs propriétaires. D'autres s'entretenaient eux-mêmes par une sorte de métayage : ils travaillaient six jours pour le maître, puis six jours pour eux et leurs familles, soit en exerçant un métier, soit en pêchant, soit en cultivant le sol, ou en se louant à la journée. Certains acceptaient du maître un champ moyennant une redevance, calculée ordinairement sur le nombre des cocotiers que renfermait la propriété concédée. Le sort de ces esclaves, dont les liens étaient ainsi relâchés, finissait souvent par être très rigoureux. Le maître voulait, coûte que coûte, être payé, et si les conventions n'étaient pas exécutées, l'esclave, quand il n'était point vendu, subissait une punition plus ou moins cruelle ; on l'attachait, par exemple, à un billot de bois, qu'il devait traîner partout, etc.

Un peu au-dessus des esclaves, il y avait des serfs, les « captifs » du roi ou des seigneurs, qui prenaient à ferme des domaines, à la charge de payer au maître une redevance en riz ou en monnaie².

Mais de toute cette hiérarchie il résulte avec la dernière évidence, que, dans la Malaisie féodale, l'inégalité politique correspondait strictement à l'inégale répartition de la propriété : c'est là une loi fort générale.

IV. LA PROPRIÉTÉ COMMUNE ET LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE

Cette organisation exactement féodale n'était pas instituée

1. *Voy. Comp. des Indes*, etc., I, 355.

2. *Ibid.*, I, 358.

rigoureusement dans toutes les îles malaises. A côté d'elle et parfois au-dessous d'elle, plus souvent en dehors d'elle, il existait des clans, des familles libres et même des propriétaires possédant à titre individuel.

Les clans malais, tout à fait sortis de la sauvagerie, se composent de familles distinctes, mais il importe de rappeler que ces familles sont ordinairement maternelles, ce qui est assez ordinaire, alors que le régime du clan est encore en pleine floraison. C'est la famille qui se marie, c'est à elle qu'appartiennent la femme et les enfants, aussi l'époux n'est-il en aucune façon chargé de les entretenir. Les biens de la famille, dont fait partie la femme, sont affectés à cet usage et ils forment non pas un patrimoine, mais un matrimoine inaliénable. A la mort du mari, les biens personnels, qu'il peut posséder, reviennent à sa famille maternelle, en première ligne à ses frères et sœurs, à leur défaut aux enfants de ses sœurs, jamais à sa femme et à sa postérité directe. Veut-il faire une donation entre vifs à ses enfants ? Il ne le peut sans l'autorisation de ses frères et sœurs. C'est l'oncle, l'oncle maternel, le frère de la mère, qui remplit les fonctions de père légal des enfants de sa sœur. A sa mort, le pouvoir familial passe à son frère puîné ; s'il n'existe pas de frère de la mère, enfin à défaut de la mère et de ses frères, mais seulement alors, le père devient le chef de la famille, si ses enfants sont encore mineurs¹.

Anciennement, il existait à Sumatra une sorte de mariage, dite par *Ambel-Ana*, qui asservissait davantage encore le gendre à la famille de sa femme, puisque cette famille répondait des délits commis par lui, palpaient la compensation, s'il était tué, et le pouvait chasser, même quand il avait des enfants².

1. G. Toulon. *Orig. mariage*, 200.

2. W. Marsden. *Histoire de Sumatra*, II, 46, 49, 51 (1788).

Là où l'organisation des anciennes tribus malaises n'a pas été bouleversée, par exemple dans le haut pays, de Paban à Sumatra, les familles, si particulières, que je viens de décrire, sont encore groupées en clan et forment ainsi de petites unités sociales, dont les membres, étroitement unis, habitent le même village. Mais dans ces villages, en dépit de la filiation maternelle, il n'y a point de gynécocratie. Ce sont les hommes reconnus chefs de famille, qui, réunis en corps, administrent la communauté. A leur tête est un chef appelé « le seigneur », le « principal », mais qui est en réalité une sorte de président, puisqu'il tire son grade de l'élection. C'est, en plus petit, l'organisation de la tribu républicaine, qui, d'unité politique s'est rabaissée à n'être plus qu'une modeste unité domestique.

La propriété appartient au groupe, à l'association des familles formant le village. Quand un nouveau ménage se fonde, on lui bâtit une maison, à côté des autres; mais le mari reste dans sa famille d'origine; il a seulement le droit de venir passer la nuit avec sa femme, quand bon lui semble. Le jour, il peut aussi s'en aller travailler aux champs de sa femme, qui lui prépare alors des aliments et des vêtements. Tous les habitants d'un même village sont réputés parents, « fruits du même ventre ». Une étroite solidarité les relie; aucun d'eux n'est abandonné et le but constant de la coutume, de l'*adat*, est de mettre les femmes et leurs enfants à l'abri du besoin¹.

Sur le mode d'appropriation du sol, les enquêtes faites par les soins du gouvernement colonial hollandais nous ont procuré des renseignements assez complets et nous ont montré comment, en Malaisie, la propriété foncière individuelle a émergé de la propriété commune. A Sumatra, Célèbes, etc., le sol est resté indivis, tant que la culture a été extensive,

1. Ed. de Laveleye. *La Propriété collective à Java*.

nomade. Puis au fur et à mesure des progrès agricoles et de l'accroissement de la population, les lots cultivés ont fini par se transmettre héréditairement; mais néanmoins la communauté a conservé le domaine éminent sur les terres défrichées et en outre la propriété totale des terres incultes¹. A Java, dans les provinces de Bantam, Krawang et Preanger, les bois et les terrains vagues sont biens communaux; mais les champs cultivés sont propriété privée. Qui défriche une parcelle du fonds inculte en devient propriétaire au moins pour un certain temps. Dans les provinces de Cheribon et de Tagal, la jouissance des terres arables appartient à qui les a mises en culture et cette jouissance se transmet même héréditairement, mais seulement aussi longtemps que les terrains continuent à être cultivés par les occupants. Dans le Samarang, quiconque défriche un terrain vague en conserve la jouissance mais seulement pendant trois ans².

Dans ce régime, rien en réalité de bien original; ces faits sont intéressants surtout parce qu'ils viennent se ranger auprès de nombre d'observations du même genre, faites chez diverses races primitives. Ce sont autant de confirmations, attestant que la genèse du droit de propriété privée sur le sol s'est effectuée de la même manière un peu par toute la terre et qu'il y a là sinon une loi, au moins un fait très général : partout la possession du sol a d'abord été commune, indivise et c'est surtout de l'agriculture qu'est sortie l'appropriation privée. Mais, à Java, la propriété collective est loin d'avoir entièrement disparu; dans certaines régions, elle est même plus florissante que jamais; seulement le clan primitif a été remplacé par le village, par la *desa* qui lui ressemble beaucoup. Or l'organisation de ces associations villageoises, des *dessas* javanaises, mérite qu'on s'y arrête quelque peu.

1. E. de Laveleye. *Prop. collect. à Java.*

2. E. de Laveleye. *De la propriété*, 53.

V. LA DESSA JAVANAISE

La *desa*, le village javanais, se compose d'un groupe de maisons, situées au centre d'un territoire possédé en commun. Chaque maison est isolée et a son enclos planté de cocotiers, de bananiers, de légumes. Souvent en outre une haie générale enceint tout le village. La *desa* est bien fondée sur le principe de la commune propriété du sol, mais elle admet, dans une certaine mesure, la propriété privée. Voyons quelle est, dans son sein, la constitution de l'une et de l'autre.

La propriété foncière la plus importante se compose ordinairement de rizières situées à une petite distance du village, et il est vraisemblable que cette culture a beaucoup contribué à maintenir le régime communautaire de la *desa*. Le riz ne prospère en effet que dans des terrains irrigués et l'irrigation exige des travaux considérables de canalisation, de dérivation des eaux. De là une double nécessité : en premier lieu, de ne point mettre en culture des parcelles trop disséminées, puis de s'associer pour mener à bonne fin les travaux nécessaires. C'est ce qui se fait à Java. C'est aux frais et avec les forces réunies de tout le village, que s'exécutent les travaux d'irrigation. De même la récolte se fait en commun et elle est même une occasion de fêtes, de réjouissances publiques¹.

Néanmoins les rizières, collectivement possédées, sont partagées entre les familles, mais les parcelles alloties ne sont concédées qu'en usufruit. Tantôt chaque année, tantôt tous les deux ou trois ans, on procède à une nouvelle répartition².

1. Ed. de Laveleye. *La Propriété collective à Java*.

2. De Laveleye. *De la propriété*, 50.

Parfois la redistribution périodique n'a lieu que tous les cinq ou six ans et même plus; quelquefois même, on va jusqu'à concéder une jouissance viagère, mais en diminuant par compensation la surface du lot et en spécifiant que l'assemblée générale du village aura toujours le droit, si bon lui semble, de procéder à un nouveau partage¹.

Dans la mentalité des hommes de toute race, il existe manifestement un fonds commun. Bien ailleurs qu'à Java, nous rencontrerons la communauté de village et, partout, nous la verrons incliner peu à peu de la même manière vers l'appropriation individuelle. Toujours on commence par espacer de plus en plus les époques des allotements périodiques, par allonger la durée des périodes, puis on finit par accorder la jouissance viagère. Une fois là, on est vraiment sur le seuil de la propriété individuelle, complète, et il ne reste plus qu'à autoriser ou tolérer la transmission héréditaire.

Dans les villages javanais, les petits clans vivent encore en régime collectif et les redistributions périodiques se font de diverses manières, tantôt par la voie du sort, tantôt d'après un terrier ou cadastre fixe avec rotation régulière des parcelles entre les intéressés. Souvent c'est le chef du village, le maire, qui préside à la redistribution; tantôt l'administration communale charge de l'opération une commission d'experts; parfois les habitants s'entendent directement entre eux². Quand la population du village s'accroît trop et trop vite, le partage devient moins simple et, pour ne léser personne, il faut recourir à des expédients. Le plus habituel consiste à rogner les parts, afin d'en créer de nouvelles pour l'entretien de nouveaux ménages; mais, on ne saurait aller bien loin dans cette voie et, au delà d'un certain

1. De Laveleye. *Propriété collective à Java*.

2. *Ibid.*

minimum, toute réduction nouvelle devient impossible; dans ce cas, on a recours à l'alternance et l'on décide que chaque famille ne jouira d'une part que tous les deux ans¹.

Cependant il s'en faut que l'égalité parfaite règne dans la *dessa* javanaise. D'abord il y a des parts plus grandes attribuées au chef du village, aux anciens, aux maîtres d'école, aux prêtres, aux fossoyeurs². Bien plus, tous les membres du village ne participent pas à la propriété collective. Pour obtenir une part, il faut offrir quelque garantie, ordinairement posséder un joug, c'est-à-dire une paire de buffles ou de bœufs. Tout le monde n'a pas cette chance, il y a donc des pauvres, des prolétaires, exclus de l'allotement³. Les autres, les concessionnaires de parts, ne possèdent que moyennant certaines obligations. Quand il arrive à un communier d'émigrer, de ne pas payer sa quote-part d'impôts ou de se soustraire aux corvées qui lui incombent, le maire lui reprend sa part et même confisque son héritage, s'il en possède un. Car, dans la *dessa*, la propriété privée coexiste avec la propriété collective; elle est au moins représentée par la maison d'habitation familiale avec le verger attenant.

Les défrichements sont la source d'un autre genre de propriété privée plus ou moins nomade, quant au fond. Au delà des rizières irriguées à frais communs on cultive du riz sec (*Oryza montana*). Sans doute on sait déjà faire des assolements, alterner les cultures, mais pourtant au bout de trois ou quatre ans, force est bien de laisser le sol en jachères. Enfin, plus loin encore que les rizières sèches, il y a la forêt où les défrichements se font exactement à la manière des sauvages. On commence par couper le sous bois, puis on brûle les arbres. Après quoi, dans le

1. De Laveleye. *Prop. coll. Java*.

2. *Ibid.*

3. De Laveleye. *De la propriété*, 51.

sol recouvert de cendres, on perce des trous avec un morceau de bois pointu et recourbé et, dans ces trous, on dépose de la semence de riz sec. Dans la forêt, l'agriculture est tout à fait nomade, libre, extensive, et, chaque année, on défriche une parcelle nouvelle¹. Mais en dehors de la forêt, tout défrichement de terrain vague donne droit à une jouissance réglementée, usufruitière et personnelle, dont la durée est variable, suivant les régions. Souvent elle n'est que de trois ans; parfois elle est de neuf à dix ans; elle peut même être viagère. Mais, quelle que soit la durée de cet usufruit, récompense du travail personnel, la parcelle doit ensuite faire retour au domaine communal, qu'elle agrandit². Certaines *dessas* vont pourtant jusqu'à constituer la vraie propriété privée, héréditaire et définitive, mais, pour cela, il faut l'assentiment des trois quarts des communiars³. Souvent au contraire la *desa* réglemente les défrichements et ne permet pas qu'on les entreprenne sans son autorisation. C'est qu'en effet chaque défrichement constitue une emprise sur la propriété non plus collective, mais commune, sur la réserve de l'association, sur les terrains vagues et les forêts où tous les habitants du village ont le droit d'envoyer paître leurs troupeaux et de couper du bois suivant leurs besoins⁴.

En poursuivant cette enquête sur la constitution de la propriété dans les diverses races composant le genre humain, j'omets ordinairement de parler en détail de la transmission héréditaire ou commerciale de la propriété, me réservant de consacrer un chapitre spécial à cette importante question. Mais dans la *desa* javanaise, la transmission héréditaire est

1. De Laveleye. *Propriété collective à Java*.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

si étroitement liée à l'organisation même de la communauté de village, que je ne saurais me dispenser d'en dire quelques mots. Dans chaque famille de la *dessa*, le bien héréditaire, l'*heredium*, se partage rarement. Ordinairement il est attribué à l'un des enfants, souvent au fils aîné, parfois à la fille aînée. Ce qui importe évidemment ce n'est pas la personne de l'héritier, considéré surtout comme un administrateur, c'est l'intégrité de l'héritage. Partout où cette considération domine, que ce soit à Java, au Japon, ou dans les pays basques, on se soucie peu du sexe de l'héritier. Ce dernier, quel qu'il soit, indemnise ses parents copropriétaires, ses frères et sœurs, s'ils sont majeurs. S'ils sont mineurs, ils restent avec lui et habitent la maison commune. Dans le cas où tous les héritiers sont mineurs, le maire du village fait exploiter les biens jusqu'à la majorité de l'un des enfants. La femme mariée n'hérite pas. On lui restitue seulement son apport¹. Nous avons vu que, dans la *dessa*, l'habitation et l'enclos où elle est située sont propriétés individuelles et héréditaires, mais non pas avec le droit d'user et d'abuser; ces biens privés sont soumis au contraire à beaucoup de restrictions dictées par le souci de la communauté. Jamais la *dessa* ne se dessaisit du domaine éminent et ses droits de principal propriétaire ne sont point fictifs. Ainsi, pour prendre possession d'un héritage dans une *dessa*, il faut absolument y habiter et accepter sa quote-part des charges et corvées imposées par la commune et l'État. Le cumul des propriétés est interdit; nul ne peut posséder à la fois deux héritages : il faut opter. La maison, qu'on ne prend pas, fait retour à la commune et le maire l'adjuge, tantôt au plus proche parent, qui n'en possède pas encore, tantôt à un jeune ménage non parent. Une

1. E. de Laveleye. *Propriété collective à Java*.

fois mis en possession, l'héritier ne peut partager son héritage sans l'autorisation, soit du maire, soit des communiens. Les donations, quoique fréquentes, ne sont jamais au profit d'étrangers à la *dessa*; elles se font même rarement à des étrangers à la famille. Le plus souvent elles ont uniquement pour objet de régler les successions.

L'héritage se transmet dans la ligne maternelle, puisque la famille patriarcale est encore inconnue; mais la coutume, l'*adat*, le code très tyrannique de toutes les sociétés primitives, interdit le partage non autorisé des biens dans la famille matriarcale, dans la famille « issue du même ventre¹ ».

Nous l'avons déjà vu, les Javanais, sous le rapport de la propriété, sont dans un état de transition. Le goût de la propriété privée, qui s'éveille si facilement chez l'homme de toute race, fait échec, à Java et dès maintenant, à la propriété commune. Les *dessas* lui ont déjà fait une place, qui sans doute ira toujours grandissant. On distingue ordinairement les biens hérités, qui doivent rester indivis et ne peuvent être vendus à des étrangers, des biens résultant du travail personnel et on laisse au propriétaire de ces derniers la faculté d'en disposer, de les aliéner non pas cependant librement et sans contrôle : il lui faut pour cela obtenir le consentement du chef de la famille². Avec l'assentiment des communiens, ce dernier, l'administrateur du bien familial, peut aussi faire une avance à l'un des membres pour l'aider à entreprendre un commerce ou tout autre chose. Il va de soi que, dans ce cas, l'emprunteur est rigoureusement tenu de restituer la somme empruntée³.

Quant au commun domaine du village, de la *dessa*, il est absolument inaliénable, hors du commerce. Sa conserva-

1. E. de Laveleye. *Propriété collective à Java*.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

tion intégrale est de rigueur; elle est d'intérêt public et la majorité elle-même n'a pas le droit d'y porter atteinte¹. Cette règle est si bien établie, invétérée, que les communiens indigènes paraissent incapables de concevoir un autre régime de propriété. Quand l'administration néerlandaise fit, dans l'île de Java, une enquête au sujet de la propriété, les rapporteurs ne parvenaient pas toujours à se faire comprendre des Javanais. A la question : « Êtes-vous contents de votre régime collectif? » Ils ne savaient que répondre et finissaient par dire : « Que la volonté de l'autorité soit faite². »

Il est fatal que les membres de la *desa* soient plus ou moins parents, cependant cette communauté de village est basée bien plus sur l'association des intérêts que sur la consanguinité. La famille maternelle est déjà organisée et l'on n'en est plus à la confuse parenté des premiers âges. Ce qui domine, c'est le souci de l'intérêt commun, aussi la *desa* admet facilement dans son sein des étrangers, pourvu qu'ils remplissent les conditions et offrent les garanties convenables. Nous l'avons vu, le village javanais n'est pas, comme la tribu, une unité politique indépendante. C'est une association, dont le but est purement économique. La *desa* est docilement soumise à l'État, au gouvernement, quel qu'il soit. Elle doit supporter des charges, exécuter des corvées, payer des impôts et ces impôts ne sont pas personnels. C'est le village qui est taxé en bloc; il a donc intérêt à ne point compter d'inutiles parmi ses membres, puisque capables et incapables sont solidaires. Nous avons vu que, pour devenir membre copartageant de la propriété collective de la *desa*, il fallait posséder au moins « un joug ». Mais, si l'on est plus riche, on gagne beaucoup en considération. Les chefs, les maires du village sont élus, pour un an, par ceux des covillageois qui

1. E. de Laveleye. *De la propriété*, 63.

2. E. de Laveleye. *La Propriété collective à Java*.

ont droit à une part du sol, et, dans leurs choix, les électeurs ne se laissent pas guider seulement par la considération, dont jouit le candidat, par son âge; ils tiennent ainsi grand compte de sa fortune relative : le maire compte ordinairement parmi les habitants les plus aisés. D'autre part, la *desa* ne demande point à son chef des services gratuits et elle a bien soin de lui attribuer un lot de terre plus grand et plus fertile que les autres¹.

Le régime de la communauté de village, dont l'origine est sûrement très ancienne à Java, n'est pas universel dans l'île; mais il y est dominant. Quoique quatre fois plus répandu que le système de la propriété individuelle, il est exceptionnel dans les six provinces les moins peuplées et est surtout en vigueur dans le centre de l'île où l'influence étrangère s'est exercée moins directement². L'administration hollandaise, qui a eu le bon sens de respecter les coutumes indigènes, s'est contentée de mettre auprès de chaque chef un résident, qui est appelé « le frère aîné » du petit prince, ne lui donne jamais d'ordres, mais se borne à lui faire « des recommandations ». Ce résident visite les natifs, écoute leurs plaintes, inspecte leurs plantations, s'emploie à introduire de meilleurs procédés agricoles, même des cultures nouvelles, par exemple celle du café, qui a pris une extension considérable dans les altitudes moyennes³.

Ce système de culture collective et intelligemment guidée a produit des résultats tout à fait remarquables. Quoiqu'il n'y ait point d'immigration à Java, le croît annuel de la population y est aussi grand qu'aux Etats-Unis d'Amérique, mais la plaie du paupérisme y est inconnue⁴. Voici quelques chiffres

1. E. de Laveleye. *Propriété collective à Java*.

2. *Ibid.*

3. Wallace. *Malay Archipelago*, I, 94.

4. E. de Laveleye. *Propriété collective à Java*.

officiels : en 1780, Java comptait 2,029,500 habitants. Or, ce chiffre s'est élevé successivement à 3,730,000, en 1808 ; à 5,400,000, en 1826 ; à 13,649,680, en 1863 ; enfin à 17,298,200, en 1872. En résumé, en 92 ans, la population de Java est devenue huit fois plus forte et elle double en trente ans¹. Cette énorme augmentation, possible seulement dans un pays où la majeure partie des terres ne sont pas encore mises en culture, détermine l'incessante formation de nouveaux villages ; chaque *desa* émet autour d'elle de véritables essaims. Quand la population d'un village végète trop fort, quand on ne peut plus rogner les parts, le trop-plein quitte la *desa* natale, pour en fonder une autre. Nous avons vu que dans les cas de ce genre, la commune-mère fait assez volontiers des avances. Le groupe des colons émigrants choisit un emplacement nouveau, réunit ses efforts et ses ressources pour créer un système d'irrigation convenable et il en résulte de nouvelles rizières (*Sawahs*), qui ayant été cultivées et fertilisées par le travail de tous, deviennent tout naturellement propriété indivise des coparticipants². Une nouvelle *desa* est alors créée et plus tard, par une bipartition ultérieure, elle en engendrera une autre. Ainsi, de proche en proche, les jungles disparaissent et les hommes se multiplient. Mais il est instructif de comparer maintenant les résultats de la propriété communautaire dans la *desa* javanaise, avec l'égoïste régime africain, que nous avons décrit dans le précédent chapitre.

1. E. de Laveleye. *De la propriété*, 64.

2. *Ibid.*

VI. LA PROPRIÉTÉ EN AFRIQUE ET A JAVA.

Les indigènes de l'intérieur de Java et les noirs de l'Afrique équatoriale se peuvent assez bien comparer. Les uns et les autres sont à la fois pasteurs et agriculteurs. Les Javanais sont, il est vrai, des cultivateurs un peu plus habiles ; ils font usage de la charrue, mais leur charrue est tout à fait rudimentaire et utilisable seulement dans le sol détrempé des rizières. Hors de là, dans les défrichements, les Javanais procèdent exactement comme les Africains. L'état social, avant la venue des Européens, était assez analogue dans les deux contrées. Les petits despotes javanais, sultans ou rajahs, ne diffèrent pas beaucoup des roitelets africains. Le populaire javanais avait subi ses maîtres avec la même docilité que les nègres et, des deux côtés, on s'était plié sans peine à une abjecte servilité. A Java, comme en Afrique, l'esclavage existait et il était également inhumain et mercantile. Pourtant rien de plus dissemblable aujourd'hui que l'état social de l'Afrique équatoriale et celui du centre de Java.

En Afrique, nous voyons s'étaler la sauvagerie dans toute son horreur. Chaque village est en guerre avec les villages voisins. Ce ne sont que violences, rapines, meurtres, razzias, dont l'unique objet est de se procurer du bétail ou des esclaves : en résumé, du bien mal acquis. C'est la lutte pour s'enrichir, sans le moindre ménagement dans le fond et la forme, et elle est tout aussi impitoyable que la lutte pour vivre, dans ces contrées où nul frein moral ou légal ne vient brider l'égoïsme individuel. Même au sein de ces petites sociétés sauvages, l'individu est isolé, abandonné, et l'on voit les chefs trafiquer de leurs sujets, les maris de leurs femmes,

les pères de leurs enfants et quelquefois les enfants de leur père.

Au contraire, dans la *dessa* javanaise, une étroite solidarité relie la plupart des membres de la communauté; un chef élu représente et gère les intérêts communs; l'égoïsme individuel doit céder le pas à l'intérêt général de l'association. Les faibles non seulement ne sont pas opprimés, mais ils ne sont même pas abandonnés, et le principal souci de la communauté est de protéger les femmes et les enfants. D'autre part, la *dessa* javanaise échappe en grande partie à une critique, que méritent plus ou moins tous les régimes communautaires. L'initiative individuelle n'y est point paralysée; elle y est même stimulée, puisqu'en dehors du terrain arable, régulièrement alloti, une prime individuelle est offerte au défrichement, puisque de nouvelles *dessas* peuvent se former par une sorte de bipartition ou plutôt de bourgeonnement. Allèguera-t-on, que la différence dans l'état social des cultivateurs de l'Afrique et de Java tient à de profondes différences dans l'organisation, à la race? Mais nous avons trouvé, à l'état de survivance, le régime de l'allotement périodique encore debout dans certains districts africains. C'est donc à des causes fortuites, qu'il faut attribuer le sort si différent des nègres équatoriaux et des insulaires de Java. Dans les deux contrées, le régime communautaire a dû s'établir tout d'abord; il a succombé en Afrique; il s'est maintenu à Java où les associations agricoles ont réussi à subsister, malgré le despotisme des chefs. L'union fait la force, et nous verrons bien ailleurs des sociétés du même genre vivre et fleurir sous les régimes les plus despotiques. Le maître les épargne uniquement parce qu'elles acquittent régulièrement les impôts et les corvées auxquels il les astreint, parce qu'il a intérêt à ne les point dissoudre.

Mais à la longue, l'état social crée la moralité, détermine

même la formation d'instincts moraux ou immoraux, nobles ou ignobles. Il est donc nécessaire que le sauvage régime africain abaisse le caractère de la race, qui le subit, suscite chez l'homme les instincts des fauves, l'égoïsme le plus féroce. Au contraire l'organisation de la *dessa* javanaise doit forcément inculquer aux populations, qui, de longue date, y sont soumises, des tendances sociables, humaines.

Mais c'est surtout dans le mouvement de la population que l'influence nocive du régime africain et l'action bienfaisante de la *dessa* javanaise s'accusent avec éclat. Au dire de tous les explorateurs, la durée des villages africains est éphémère. Les petits groupes ethniques de l'Afrique équatoriale ne peuvent subsister, encore moins multiplier. Après avoir végété quelque temps, chaque petite agglomération succombe, se disperse, est détruite ou absorbée par ses voisins. A quelques années d'intervalle, un voyageur repassant dans les mêmes lieux trouve souvent le désert et quelques ruines là où existaient auparavant des villages peuplés et florissants. Au contraire la *dessa* javanaise non seulement dure et persiste, mais elle prolifie, elle essaime et peu à peu transforme le désert stérile ou la forêt peuplée de fauves en campagnes fertiles et regorgeant d'habitants.

Le contraste si éloquent de ces deux exemples semble donc prouver, qu'au moins chez les races peu développées, l'institution trop hâtive de la propriété privée a de funestes effets et que celle de la propriété commune lui est de beaucoup supérieure. La seconde civilise les hommes et en crée; la première détruit les populations et entrave tout progrès mental et social.

A nous civilisés, la *dessa* javanaise donne encore un autre enseignement. Le croît de la population européenne est destiné à diminuer sans cesse. En France où, sous ce rapport, on a de l'avance sur les autres nations, nous voyons le chiffre des

naissances s'amoin drir d'année en année. C'est le déclin à brève échéance. Sans le moindre résultat utile, les économistes nous avertissent, les moralistes nous prêchent et nous adjurent. On a même pris ou proposé des mesures légales sans grande portée : par exemple, l'éducation gratuite du septième enfant, qui est pourtant quelque chose, et l'exemption de l'impôt des portes et fenêtres, qui est seulement ridicule. Dans les questions de ce genre le dernier mot reste toujours aux nécessités économiques. Mon but n'étant pas de proposer des mesures législatives, je me contenterai de redire, avec les économistes, que le croît de la population se règle nécessairement sur la production des subsistances et j'ajouterai, contrairement aux dogmes économiques, sur leur équitable répartition. Une agglomération humaine se maintient sans peine, quand les enfants ne sont pas un trop lourd fardeau ; elle croît rapidement, quand une famille nombreuse constitue un avantage dans la concurrence sociale. Elle décroît forcément et en raison même du degré de prévoyance des individus, quand les enfants représentent une pesante surcharge. La *dessa* javanaise n'est point dans ce cas, aussi la voyons-nous proliférer avec une extraordinaire énergie. C'est là un fait sociologique particulièrement intéressant ; nous ne pouvons que le recommander à l'attention et aux méditations des législateurs européens.

CHAPITRE VIII

LA PROPRIÉTÉ DANS LES GRANDES MONARCHIES BARBARES

- I. *Origine des grandes monarchies barbares.* — Parallèle entre la tribu monarchique et la grande monarchie barbare. — Les castes de la monarchie barbare. — Importance théorique de la genèse sociale du Mexique et du Pérou.
- II. *L'origine des civilisations mexicaine et péruvienne.* — Primitif peuplement du Mexique et du Pérou. — L'unité de race en Amérique. — L'anthropophagie cardiaque dans les deux Amériques.
- III. *La propriété au Mexique.* — Primitives immigrations dans l'Anahuac : Toltèques, Chichimèques, Aztèques, etc. — La pictographie du Dr Sigüenza. — L'évolution sociale des Mexicains. — Féodalité mexicaine. — Répartition de la propriété foncière. — Transmission des apanages. — Obligations des feudataires. — Noblesse de cour. — Emploi des revenus de la couronne. — Les *calpulli* communautaires. — Le travail y est obligatoire. — L'agriculture aztèque. — Point de phase pastorale. — L'anthropophagie par gourmandise. — L'esclavage au Mexique. — Le commerce au Mexique. — Impôt et corvées.
- IV. *La propriété dans l'ancien Pérou.* — Despotisme paternel de l'Inca. — Devoir de l'Inca. — Obéir et travailler. — Répartition de la propriété foncière. — Communisme autoritaire. — Mariage obligatoire. — Réquisitions industrielles. — La paresse punie de mort. — Statistique par les *quipos*.
- V. *L'évolution sociale au Mexique et au Pérou.* — Parallèle des deux empires.
- VI. *La valeur sociologique du communisme péruvien.* — Les avantages de l'État-Providencia. — Point d'initiative individuelle et peu de progrès.

I. ORIGINE DES GRANDES MONARCHIES BARBARES

Entre la tribu monarchique, dont nous nous sommes

occupé précédemment, et les grands États despotiques, que l'on rencontre en tout pays, au moment où s'ouvre la période historique, l'analogie est grande. On peut dire, en se servant de termes empruntés au vocabulaire chimique, que la différence est plutôt quantitative que qualitative. Dans les deux cas, la structure du corps social est essentiellement la même, la tribu n'est qu'une réduction schématique de l'état despotique, et le grand royaume barbare est à la tribu monarchique ce que le nouveau-né est au fœtus. Dans l'un et dans l'autre, on trouve des esclaves, des nobles héréditaires, un monarque régnant le plus souvent par droit de naissance, quelquefois en vertu d'un choix parmi les nobles. Des deux côtés l'inégalité sociale s'affirme hardiment et s'étale sans vergogne. Elle est décrétée d'en haut. Seulement la monarchie barbare est une vaste agglomération d'êtres humains, dans laquelle il a fallu, pour bannir toute confusion, déterminer nettement les droits et les devoirs de chacun, bien établir la hiérarchie sociale. En même temps, et cela seul a permis la formation d'un peuple nombreux, la civilisation industrielle s'est grandement développée; les arts utiles, spécialement l'agriculture, se sont perfectionnés; la subsistance est devenue à peu près assurée et l'on n'en est plus réduit à compter sur les hasards de la chasse. La société repose sur une assiette solide, réputée immuable. Les classes de la tribu monarchique, particulièrement basées dans le principe sur la richesse, sont devenues des castes aristocratiques et rigoureusement fermées. Presque toujours, une caste sacerdotale s'est fondée à côté de la caste guerrière, et au-dessous de ces privilégiés rampe une masse asservie, un bétail humain dont le travail nourrit tout le monde. La différenciation sociale s'étant perfectionnée et accentuée, cette foule inférieure se subdivise elle-même ordinairement en deux grandes caté-

gories : les plébéiens et les esclaves. Les premiers vaquent surtout aux occupations commerciales et industrielles ; les seconds sont particulièrement employés aux travaux des champs.

Cette description, très générale, convient à peu près à tous les grands États barbares, sortis, les premiers, de la primitive sauvagerie. Actuellement nous n'avons pas à étudier en détail leur organisation au point de vue politique, mais seulement à examiner comment on y a entendu et réglé le droit de propriété. Pour cela, je passerai en revue les plus célèbres et les plus typiques des grands États barbares, en commençant par les anciens empires de l'Amérique centrale : par le Mexique et le Pérou. Pour la sociologie ethnographique, ces derniers sont particulièrement intéressants, car leur origine étant relativement récente, les liens qui les rattachent à la phase sociale précédente, à celle de la petite tribu monarchique, sont encore facilement visibles. Or, l'évolution sociale, qui s'est accomplie, il y a peu de siècles encore, sur les hauts plateaux de l'Amérique centrale, doit être un calque très approximatif de celle qui a donné naissance aux anciens empires du vieux continent, incomparablement plus anciens et dont l'origine se perd dans les ténèbres de la préhistoire.

II. L'ORIGINE DES CIVILISATIONS MEXICAINE ET PÉRUVIENNE

C'est aux Indiens peaux-rouges, qu'il faut, selon toute vraisemblance, rapporter l'honneur d'avoir fondé la plupart des grands États de l'Amérique centrale. Chasseurs et volontiers nomades, n'ayant qu'une agriculture des plus rudimentaires, ils ont dû, de bonne heure, essaimer des plaines septentrionales de l'Amérique vers des climats plus doux. Or, sur les

plateaux de l'Amérique centrale, se trouve une région particulièrement favorisée où la latitude tropicale est heureusement contrebalancée par une haute altitude. Sans doute l'atmosphère raréfiée des grandes altitudes a, pour l'homme, de graves inconvénients. L'anoxhémie, qui en résulte, est peu favorable à une grande activité mentale; mais elle ne s'oppose pas à l'exercice moyen des facultés cérébrales et les Indiens du Mexique et du Pérou ne se sont jamais élevés au-dessus de ce niveau moyen. Autrefois, quand il fallait à tout prix se rapprocher de la tradition édénique, quand on attribuait aux grands États de l'Amérique centrale une énorme antiquité, on s'efforçait de rattacher leur civilisation à celles de l'Égypte ou de la Judée, qui, nous le savons aujourd'hui, étaient depuis longtemps descendues au-dessous de l'horizon historique, quand, il y a peu de siècles, les empires mexicain et péruvien commencèrent à fleurir. L'unité de race des indigènes américains actuels ne se peut plus guère contester. Elle est affirmée par la très grande analogie des caractères anatomiques, aussi par la diffusion, dans les deux Amériques, de coutumes très spéciales, par exemple, de l'anthropophagie cardiaque, c'est-à-dire de la coutume d'ouvrir la poitrine de l'ennemi vaincu pour en extraire le cœur et le manger. Ce mode, si particulier, de cannibalisme se retrouve aujourd'hui chez les peaux-rouges de l'extrême nord¹. Les Incas conquérants l'abolirent chez les tribus sauvages, qu'ils entreprenaient de civiliser², et en l'an 1600, un navigateur hollandais, Olivier de Noort, signale encore l'existence du même usage chez les Indiens du Chili³. Enfin les Mexicains en avaient fait une coutume religieuse, qui justifiait leur cannibalisme. D'autres simili-

1. Mgr. Faraud. *Dix-huit Ans chez les sauvages*.

2. Garcilasso de la Vega. *Hist. des Incas*, I, 336.

3. *Recueil des voy. de la compagnie des Indes orientales*.

tudes, moins spéciales mais pourtant significatives, sont à relever : par exemple, l'institution des clans totémiques, générale chez les tribus sauvages que soumirent les Incas¹. Certaines de ces tribus, notamment celles des Chirihuanas, avaient même des clans vivant chacun dans une habitation commune². Les grands États de l'Amérique centrale sont donc bien l'œuvre des indigènes américains. Dans la fondation du Mexique, les immigrants peaux-rouges ont joué un rôle tout à fait prédominant. Il n'est pas sûr qu'il en ait été exactement de même pour le Pérou. Les deux empires semblent bien s'être ignorés l'un l'autre, puisque la culture de la pomme de terre et la domestication du lama sont restées spéciales au royaume des Incas. En outre leur évolution politique et sociale, tout en conservant certains traits communs aux primitives tribus américaines, s'était effectuée très différemment, comme nous l'allons voir en étudiant le régime de la propriété dans les deux pays. — Je commencerai par le Mexique.

III. LA PROPRIÉTÉ AU MEXIQUE

Bien avant toute détermination historique, les plateaux de l'Anahuac semblent avoir été une sorte de terre promise, que se disputaient, en s'y succédant, des flots d'immigrants septentrionaux. Sans faire en détail l'énumération et la chronologie à demi légendaire des civilisations grossières qui se sont succédé au Mexique avant la conquête espagnole, il est utile de noter les trois principales d'entre elles : 1° celle des Toltèques, les plus anciens, mais d'une antiquité rela-

1. Garcilasso de la Vega. *Loc. cit.*, I, 27.

2. *Ibid.*, I, 255.

tive; 2° celle des Chichimèques et d'un certain nombre d'autres tribus septentrionales, qui vinrent combler les vides creusés par une terrible épidémie dans la population toltèque; 3° enfin celle des tribus aztèques (vers 1196) et des autres tribus nahuas, que les conquérants trouvèrent installées, mais depuis quelques siècles seulement, sur les plateaux mexicains. Aux Aztèques il faut joindre en effet six autres tribus consanguines, l'une desquelles fonda la république de Tlascala.

Les hautes régions de l'Amérique centrale ont sûrement été, pendant de longs siècles, un éden auquel aspiraient les Peaux-Rouges du Nord et vers lequel ils essaïmaient sans cesse, souvent par petits groupes, parfois en grandes masses. Une célèbre pictographie, provenant de la collection du docteur Siguenza, et publiée jadis par Gemelli Careri, nous représente en peintures à demi hiéroglyphiques la grande migration des Nahuatlèques, dont faisaient partie les Aztèques. Or, par leur allure générale, leurs costumes, leurs armes, les Indiens figurés dans ce précieux document ressemblent extrêmement aux Peaux-Rouges actuels.

L'évolution sociale des Mexicains a passé par les phases ordinaires, presque nécessaires. Après avoir vécu en tribus communautaires dans les âpres régions du nord, où une solidarité étroite était, pour des tribus sauvages, la condition même de l'existence, les Peaux-Rouges, une fois établis dans les contrées édeniques de l'Amérique centrale, se développèrent; leur industrie, surtout leur agriculture, progressèrent alors beaucoup; la structure de leurs sociétés se compliqua: il y eut, parmi eux, des riches et des pauvres, des nobles et des plébéiens, des maîtres et des esclaves. Déjà l'organisation de la tribu des Natchez, que j'ai précédemment décrite, est le schéma de celle de l'empire mexicain. Dans ce dernier pays, le vieux et le nouveau s'étaient mélangés et super-

posés; l'organisation était quasi féodale et néanmoins il existait encore des clans¹. La monarchie était presque absolue et pourtant elle était, dans une certaine mesure, élective, puisque le monarque devait être désigné par quatre grands électeurs nobles. La filiation masculine, même avec droit de primogéniture, était instituée d'une manière générale; mais, à la mort du roi, son successeur devait encore être pris parmi ses frères ou neveux, ce qui est un reste de la famille maternelle². Le droit de propriété était, pour les nobles surtout, individuel et héréditaire; mais il existait encore, comme nous le verrons, des survivances communautaires très significatives. Après ces indispensables préliminaires, je puis maintenant donner de tout le système social mexicain une description sommaire.

Au sommet de la hiérarchie mexicaine trônait et planait le chef suprême, l'empereur, conservant le droit de domaine éminent, mais faisant à ses sujets des concessions de fiefs. La répartition générale du sol était la suivante : 1° une large part constituant le domaine de la couronne; 2° une autre très grosse portion affectée à la noblesse; 3° le reste pour les temples, les tribus ou les clans. Le domaine royal s'accroissait sans cesse, par la conquête; car le souverain vainqueur s'appropriait une partie des vastes propriétés du vaincu³.

Les apanages de la noblesse étaient, soit d'anciennes possessions, transmises de père en fils aîné, soit des récompenses récemment octroyées par le roi et souvent gagnées par des exploits militaires : celles-ci étaient aliénables, mais avec cette réserve expresse qu'elles ne passeraient jamais à des plébéiens⁴. Les autres fiefs se transmettaient par héri-

1. Bancroft. *Native Races*, t. II, 226.

2. W. Prescott. *Hist. Conq. Mexique*, I, 18.

3. Bancroft. *Loc. cit.*, II, 223.

4. *Ibid.*, 225. — W. Prescott. *Loc. cit.*, I, 21.

tage aux fils aînés. Les feudataires mexicains n'étaient astreints à payer aucune rente, mais, dans les guerres, ils avaient le devoir d'assister le souverain et de mettre à sa disposition leurs personnes, leurs vassaux et leurs fortunes¹.

Certaines portions des biens de la couronne étaient concédées à des gentilshommes du palais, chargés en retour d'entretenir les résidences et jardins du roi, de remplir auprès de lui diverses fonctions personnelles. Au décès de l'un de ces gentilshommes de service, les droits et devoirs de sa charge se transmettaient à son fils aîné. Mourait-il sans enfants? sa terre faisait retour au domaine royal ou quelquefois était abandonnée à la communauté du district². Ces tenanciers personnels étaient parfois tenus d'offrir au roi, à certaines époques, des fleurs, des oiseaux, à titre d'hommage. Ils devaient non seulement entretenir, mais même au besoin rebâtir les palais royaux et il faut noter que les constructions mexicaines, construites en pierres poreuses et mal assemblées étaient fort peu durables.

Les immenses revenus de la couronne n'étaient pas tous gaspillés en dépenses de luxe. Une bonne part en était consacrée à des œuvres d'utilité publique, en secours donnés aux veuves et aux orphelins, aux invalides et aux vieillards³, comme cela se faisait, mais sur une bien plus grande échelle, au Pérou⁴. Pourtant c'est surtout en ce qui concernait les terres du peuple et la manière dont elles étaient possédées, que survivait l'antique régime communautaire. Ces terres (*Calpulli*) étaient mesurées et cadastrées⁵ de manière à fixer nettement les droits des clans, même ceux des quartiers et des rues

1. Bancroft. *Loc. cit.*, II, 226.

2. Bancroft. *Loc. cit.*, II, 223.

3. L. Biart. *Les Aztèques*, 141.

4. Bancroft. *Loc. cit.*

5. *Ibid.*, II, 226.

d'une ville. Le cadastre mexicain était un tableau peint où chaque domaine était figuré avec son bornage et où les terres des diverses catégories étaient indiquées par des teintes déterminées : le violet pour la couronne, l'écarlate pour la noblesse ; le jaune pour les communautés plébéiennes. Par ce moyen les conflits à propos des domaines étaient prévenus ou du moins facilement réglés.

Les tenures plébéiennes étaient perpétuelles, inaliénables, biens de mainmorte, et ce qu'il importe surtout de remarquer, elles n'étaient point possédées à titre individuel. C'étaient des propriétés communes, dont la répartition usufruitière était soumise à des règles fixes. Sans jamais posséder le fond, tout membre de la communauté avait droit, dans le domaine commun, à l'usufruit d'une part proportionnée à son importance personnelle. Cette part, il ne la pouvait vendre, mais on tolérait qu'il la louât pour quelques années ; car la communauté tenait avant tout à ce que le champ ne restât point inculte. Ainsi, quand le détenteur d'une parcelle laissait, deux années de suite, sa terre en friches, il recevait du chef de son *Calpulli* un avertissement, lui enjoignant de ne point persévérer dans son incurie, et, s'il n'en tenait compte, dès l'année suivante, sa part lui était retirée et on l'adjudgeait à un tenancier plus diligent. — De son côté l'usufruitier pouvait réclamer, si on lui avait assigné un lot stérile, et l'on tâchait alors de lui en trouver un autre plus avantageux. — Si le tenancier mourait sans postérité, et il faut entendre sûrement sans postérité masculine, sa part était déclarée vacante et attribuée à un autre membre de la communauté¹.

En résumé, dans ces tenures plébéiennes, la communauté se prévalait sans conteste de ses droits supérieurs et elle n'avait nullement désarmé devant la propriété privée. Bien

1. Bancroft. *Loc. cit.*, II, 226.

loin d'être une fiction, comme il l'est devenu dans tant de contrées et à tant d'époques diverses, le droit de domaine éminent régnait en maître et les intérêts particuliers devaient fléchir devant lui. Les communes, les villes se gardaient d'ailleurs d'abandonner aux particuliers la jouissance de tout le domaine appartenant au groupe; elles en réservaient une portion plus ou moins grande pour certains besoins primordiaux, notamment pour subvenir aux dépenses guerrières¹, qui toujours sont de premier ordre dans les sociétés barbares.

Les Aztèques n'avaient encore domestiqué aucun quadrupède, sauf le chien, dont on usait même souvent comme animal comestible, leur grande ressource était donc l'agriculture, à laquelle ils s'adonnaient avec ardeur et avec une certaine ingéniosité, ainsi leur culture maraîchère sur radeaux flottants est célèbre. Pourtant ils n'avaient pas encore inventé la charrue même rudimentaire, se ravalant en cela au niveau de tous les autres peuples indigènes de l'Amérique. Il est vrai qu'il n'y avait au Mexique aucune bête de somme, mais nous avons vu que les êtres qui en tiennent lieu, dans les sociétés sauvages ou barbares, c'est-à-dire les femmes et les esclaves, peuvent très bien être attelés à l'araire primitif. Tous les travaux agricoles se faisaient donc à bras d'hommes, chez les Aztèques; mais on n'en était plus à l'agriculture extensive des sauvages. Les champs étaient clôturés, tantôt au moyen de haies d'aloès, tantôt par des murs en pierres sèches. On amendait le sol en y répandant des cendres; on savait l'irriguer et obtenir des récoltes assez régulières, soit de maïs, soit de manioc. On connaissait l'art des assolements².

Mais la phase pastorale, jadis réputée sociologiquement

1. Bancroft. *Loc. cit.*

2. Prescott. *Loc. cit.*, I, 107.

nécessaire, avait fait complètement défaut aux Mexicains; aussi, malgré leur degré de civilisation relativement avancée, il y avait souvent, chez eux, pénurie de viande. La difficulté de s'en procurer fut même un des grands soucis de Cortez durant son expédition. C'est sans doute pour cette raison que les Mexicains avaient conservé des mœurs anthropophagiques et cynophagiques, qui juraient avec le reste de leur état social. Cependant, comme les Mexicains avaient dépassé de beaucoup la phase bestiale de l'évolution sociologique, leurs appétits cannibales se couvraient d'un masque religieux. Au fond, ils étaient très friands de chair humaine et, exactement comme les plus grossiers des sauvages brésiliens, ils engraisaient, dans de grosses cages en forts madriers, les prisonniers de guerre destinés à défrayer leurs festins, mais ils se gardaient de les dépecer, avant qu'un prêtre les eut cérémonieusement sacrifiés, ordinairement en leur ouvrant la poitrine avec un couteau d'obsidienne, pour en extraire le cœur et l'offrir à quelque divinité. C'était même pour étancher la soif sanguinaire des dieux mexicains et surtout les appétits non moins sauvages de leurs adorateurs que les Aztèques entreprenaient des guerres perpétuelles. De l'action combinée du besoin de viande et de la ferveur religieuse résultaient, dans l'empire aztèque, d'effroyables hécatombes. Année moyenne, on sacrifiait 25,000 victimes humaines, parfois on allait jusqu'à 100,000¹. Le captif guerrier tenait donc lieu d'animal de boucherie, mais on n'en faisait pas commerce; ce n'était pas une valeur d'échange.

En dehors des prisonniers de guerre, il existait, au Mexique, diverses catégories serviles n'ayant pas toutes la même position sociale. D'abord des serfs, attachés à la

1. Müller. *Geschichte der americanischen Urreligionen*, 23.

glèbe, et changeant avec elle de propriétaires, mais ne pouvant être vendus isolément; puis de véritables esclaves, d'origine diverse : les uns étaient des criminels condamnés à la servitude pour différents crimes; les autres étaient, soit des esclaves volontaires, des hommes libres ayant de leur plein gré aliéné leur liberté, soit des esclaves de par la volonté paternelle. En effet, les Mexicains n'avaient pas encore renoncé au droit sauvage de propriété absolue des parents sur leurs enfants. Les pauvres vendaient donc souvent leur progéniture et la transmission du droit paternel de propriété se faisait légalement, régulièrement, comme s'il s'était agi d'une marchandise quelconque. Un contrat de vente était dressé devant témoins et l'on y spécifiait même le genre de service exigible par l'acquéreur¹. Ce dernier avait aussi la liberté de négocier à son tour la marchandise cédée, mais il n'en usait pas ordinairement sans de sérieux motifs. Il le pouvait d'ailleurs faire légalement et il y avait même, au Mexique, de grandes foires spécialement destinées à ce trafic. Les esclaves y étaient conduits, revêtus de leurs plus beaux habits et ils y devaient, sur l'ordre du maître, chanter, danser, allécher les acquéreurs, en déployant tous les talents dont ils pouvaient être dotés. L'esclave vicieux devait être mis en vente avec un collier spécial et, en cas de récidive, il était ravalé au niveau du prisonnier de guerre et, cette fois, sacrifié aux dieux. Pourtant l'esclavage, qui n'avait jamais été très sérieusement organisé chez les Peaux-Rouges, ne l'était pas non plus au Mexique; il n'y était pas héréditaire, et personne ne naissait esclave².

L'esclave mexicain ne constituait donc pas une valeur d'échange habituelle, encore moins une monnaie, comme en Afrique. D'autre part, la presque totalité du sol était

1. Prescott. *Loc. cit.*, I, 18.

2. Prescott. *Loc. cit.*

soustraite à toute vente. La propriété mobilière, accumule, ne consistait guère qu'en produits de l'industrie et de l'agriculture. Il était donc fort difficile de devenir riche, dans l'ancienne société mexicaine, pourtant on y avait le goût du commerce. Tous les cinq jours, il se tenait à Mexico une grande foire, et ces foires n'étaient pas seulement destinées à faciliter les échanges directs entre producteurs : il existait des entrepositaires, des marchands par métier. La profession de marchand jouissait même d'une considération toute particulière¹. Enfin l'activité des transactions commerciales avait, comme il arrive toujours, fait inventer une monnaie, dont j'aurai plus tard occasion de parler. Néanmoins, la principale propriété était la propriété foncière.

Les empereurs, avons-nous vu, concédaient, à titre de fiefs ou de tenures, la jouissance du sol; chaque nouveau monarque devait même au moment de son avènement attester son droit de propriétaire souverain, en confirmant à nouveau les concessions faites par son prédécesseur; mais il s'en fallait que les détenteurs de domaines possédassent à titre gratuit. Les nobles payaient de leurs personnes et au besoin de leurs biens mobiliers. Le peuple acquittait, en nature, d'énormes impôts, que l'on a cru pouvoir évaluer au tiers du revenu et qui étaient perçus avec une extrême rigueur, puisque l'on allait jusqu'à vendre le contribuable incapable d'acquitter ses taxes². Ceux même qui n'avaient la jouissance d'aucune terre, et ils étaient nombreux, puisque d'ordinaire l'aîné seul héritait et que, d'autre part, trouver des terres à louer n'était pas chose très aisée, tous ces déshérités, spécialement ceux qui ne faisaient pas de commerce,

1. Prescott. *Loc. cit.*, I, 118.

2. L. Biart. *Les Aztèques*, 141.

en résumé les pauvres, payaient l'équivalent de leurs taxes en corvées, en travaux publics, etc.

Sous une forme ou sous une autre, tout Mexicain concourait donc aux œuvres et dépenses d'intérêt général ainsi qu'au pompeux état de la résidence du maître, avec ses milliers de gentilshommes, de serviteurs, avec son harem de trois mille femmes¹. Mais nous avons vu que les impôts en nature, dont le produits'entassait dans les magasins royaux, n'étaient pas tous absorbés par la maison impériale; leur trop-plein allait aux veuves, aux orphelins, aux invalides, et aux vieillards², ce qui était une survivance de l'ancien régime communautaire.

Des mœurs et des institutions très analogues à celles des Aztèques, sauf la profusion des sacrifices humains, régnaient dans les autres États fondés par les Indiens Nahuatlèques, aussi bien dans les États monarchiques que dans la république aristocratique de Tlascala, qui, elle-même, dans le principe avait été une monarchie. Il est donc inutile de nous y attarder. A Tlascala, les nobles s'étaient tout simplement arrogé les prérogatives royales³.

De tous ces faits, que j'ai dû me contenter de résumer brièvement, il résulte que la société mexicaine était un compromis entre les mœurs communautaires de la tribu primitive et celles de la monarchie absolue. L'inégalité politique était devenue profonde; les privilèges aristocratiques et royaux s'étaient largement épanouis; mais néanmoins, tout au fond de l'organisation sociale, du régime de la propriété, l'antique droit communautaire protestait et se maintenait encore.

Un contraste du même genre, mais bien plus frappant va nous être offert par la grande monarchie des Incas.

1. Bancroft. *Loc. cit.*, II, 161.

2. L. Biart. *Les Aztèques*, 141.

3. Bancroft. *Loc. cit.*, II, 229.

IV. LA PROPRIÉTÉ DANS L'ANCIEN PÉROU

Dans l'ancien Pérou, plus encore que dans l'ancien Mexique, l'organisation politique était une hypertrophie de la tribu monarchique. Au sommet de l'édifice social, rayonnait, dans sa gloire, l'Inca, souverain omnipotent, gouvernant un empire d'un millier de lieues de longueur et n'ayant au-dessus de lui que son père spirituel, le soleil, qu'il ne pouvait regarder trop longtemps sans commettre une impiété¹, mais qui pratiquement ne pouvait être un supérieur bien gênant. Le gouvernement du Pérou était un despotisme doux, paternel au moins en théorie, mais absolu. En sa qualité de demi-dieu, l'empereur était le chef suprême. Il levait et commandait les armées, décréait des taxes, présidait le sacerdoce. Les plus grands seigneurs ne pouvaient paraître devant lui que pieds nus et avec un léger fardeau sur les épaules. Il était la source d'où émanaient toutes les dignités et tous les pouvoirs : l'État, c'était littéralement lui². Mais en retour l'Inca ne pouvait pas être un roi fainéant; puisqu'il lui fallait consolider et répandre la civilisation péruvienne, et les douze souverains qui ont régné au Pérou n'ont pas manqué à ce devoir : avec douceur, mais sans reculer devant la force quand l'emploi en était nécessaire, chaque Inca devait étendre les frontières de l'empire afin de propager à la fois sa religion et sa civilisation. Pour cela, on devait autant que possible préférer la persuasion à la violence; toujours on ménageait les vaincus; souvent on établissait au milieu d'eux des colonies³. Mais on

1. Garcilasso de la Vega. *Hist. des Incas*, I, 334.

2. W. Prescott. *Conquête du Pérou*, I, 36, 40.

3. G. de la Vega, *passim*.

visait surtout à l'influence morale. Ainsi l'Inca Pachacutec fit la paix avec les Yuncas à condition qu'ils renonceraient à leurs sacrifices humains et adoreraient le soleil¹. L'Inca Huayna-Capac, après avoir tenté de soumettre et de civiliser certaines tribus indiennes extrêmement sauvages, retira ses troupes, en disant : « Voilà des hommes qui ne méritent pas de nous obéir². »

S'attribuant l'omniscience et l'omnisapience, les Incas ne laissaient à leurs sujets aucune initiative individuelle : il fallait travailler et obéir. C'est à l'Inca Manco-Capac, que l'on attribue l'institution première de ce despotisme tempéré par de bonnes intentions. Il décréta, dit G. de la Vega, la monogamie consanguine, et l'assistance mutuelle. Il fit rassembler, dans des magasins publics, toute la laine des lamas, toutes les récoltes afin d'en faire aux particuliers une distribution suivant leurs besoins, etc.³.

Les successeurs de Manco-Capac perfectionnèrent et complétèrent son système de gouvernement, qui plus tard servit sûrement de modèle aux jésuites du Paraguay. Il importe de le décrire succinctement. C'est un exemple de communisme autoritaire, de communisme d'État, unique dans l'histoire de l'humanité, au moins sur une aussi vaste échelle et avec un aussi complet dédain de la liberté individuelle.

Le peuple péruvien était classé en sections administratives de mille habitants, subdivisées en sous-sections décroissantes de 500, 100, 50, 10 personnes, ayant chacune leur chef responsable. Chaque grande section avait pour gouverneur un des membres de l'immense famille des Incas⁴. Quant au territoire de l'empire, il était divisé en trois parties : la pre-

1. Garcilasso de la Vega. *Hist. des Incas*, I, 224.

2. *Ibid.*, I, 332.

3. *Ibid.*, I, 31, 32.

4. Prescott. *Loc. cit.*, I, 58.

mière pour le soleil, c'est-à-dire le culte et le sacerdoce; la seconde pour l'inca et son immense famille; la troisième pour le peuple, mais naturellement le populaire devait cultiver les parts de ses supérieurs et la sienne. Tout d'abord on s'occupait des domaines du soleil, puis des terres consacrées à l'entretien des vieillards, des malades, des veuves et des orphelins, des soldats en activité de service; en résumé de tous ceux qui, pour une raison quelconque, indépendante de leur volonté, ne pouvaient travailler eux-mêmes. Cela fait, chaque laboureur pouvait songer au champ qui lui avait été assigné, travailler pour lui, mais avec l'obligation générale d'assister ses voisins. Venait enfin le tour des terres de l'Inca, du maître ayant le domaine éminent de toute chose¹.

On s'était efforcé de rendre attrayantes ces corvées au bénéfice de la couronne en leur donnant l'apparence d'une solennité publique. Au point du jour, du haut d'une éminence ou d'une tour, on convoquait toute la population, les hommes, les femmes et même les enfants, qui, tous, accouraient en habits de fête et parés de leurs ornements les plus précieux. La foule se mettait à l'ouvrage, en chantant en chœur des hymnes qui célébraient les hauts faits des Incas; toute la besogne s'exécutait avec un entrain joyeux².

Les terres de l'Inca servaient à soutenir la pompe du souverain et à subvenir aux besoins de ses très nombreux parents, enfin à ceux du gouvernement. Le revenu des terres, dites du soleil, était consacré à l'entretien des temples, à celui du clergé et aux somptueuses cérémonies du culte. Tout le reste du territoire mis en valeur était réparti entre la population par parts individuelles et égales. C'était un vaste allotement administratif. Le mariage était également un acte administra-

1. Prescott. *Loc. cit.*, I, 64.

2. *Ibid.*

tif, obligatoire et réglementé. Sans revenir sur un sujet déjà traité¹, je rappellerai que le district se chargeait de fournir à chaque nouveau couple une habitation et un lot de terre, suffisant pour son entretien. Les enfants qui survenaient n'étaient en aucune manière une charge pour leurs parents; car, chaque année, l'on procédait à un remaniement des lots et la part de chaque famille était diminuée ou augmentée proportionnellement au nombre de ses membres. Pour chaque enfant, on allouait aux parents une part additionnelle, mais elle était moitié plus grande pour un garçon que pour une fille. Au contraire, les familles qui avaient diminué voyaient amoindrir corrélativement le lot qui leur avait été primitivement concédé. On procédait de même à l'égard des fonctionnaires, des *curacas*, avec cette seule différence que leur lot était plus considérable et proportionné à l'importance de leur emploi².

Le travail industriel s'exécutait aussi d'une manière analogue, par réquisition administrative et sous l'œil vigilant et paternel du gouvernement. Les grandes industries péruviennes étaient celles de la fabrication des étoffes de laine et de coton. La première reposait sur l'élevage des lamas, dont tous les troupeaux étaient la propriété du soleil et de l'Inca. Ces troupeaux étaient très nombreux et parqués dans les régions froides, dans les hautes altitudes. Des bergers, réquisitionnés naturellement, émigraient avec les animaux de pâturage en pâturage suivant les saisons. Chaque année, on amenait dans la capitale un grand nombre de lamas destinés à être consommés par la cour ou sacrifiés dans les fêtes religieuses; mais on avait bien soin de n'affecter à ces usages que des mâles³. A une époque déterminée par les

1. Voir mon *Evolution du mariage*.

2. W. Prescott. *Loc. cit.*, I, 62.

3. Prescott. *Loc. cit.*, I, 65.

règlements, on procédait à la tonte des lamas et la laine recueillie était d'abord déposée dans des magasins publics; puis des fonctionnaires en distribuaient à chaque famille une quantité proportionnée à ses besoins. Les femmes filaient cette laine, la tissaient et finalement en fabriquaient des vêtements chauds pour l'usage des montagnards. Dans les villes, du coton, administrativement fourni par la couronne, remplaçait la laine des lamas.

Mais le peuple devait en outre fabriquer des étoffes pour l'Inca et les siens. Des fonctionnaires siégeant à Cuzco, déterminaient la quantité, la qualité et le genre d'étoffes nécessaires. Puis la tâche était répartie entre les diverses provinces de l'empire. Des employés spéciaux surveillaient la distribution de la laine et du coton dans les familles, veillaient à la bonne fabrication des étoffes; ils entraient, pour cela, dans les maisons et au besoin désignaient d'office les artisans les plus capables¹. — Pour l'exploitation des mines, qui, toutes, étaient propriétés de la couronne, pour la fabrication des divers produits industriels ou artistiques, on recourait au même système de réquisition. Les demandes, ou plutôt les commandes, partaient toujours de Cuzco, la capitale, où se trouvaient des commissaires compétents, bien informés des ressources des différentes provinces, du caractère et des aptitudes de leurs habitants².

Jamais les bras ne faisaient défaut au travail; car, à moins d'infirmité, d'incapacité absolue et reconnue, l'oisiveté n'était point tolérée. La couronne avait, de bonne heure, pris des mesures à ce sujet. L'Inca Pachacutec avait tout uniment ordonné de pendre les fainéants, de faire travailler à une occupation conforme à leur âge et à leurs forces les enfants de six à sept ans, garçons et filles. Même les boi-

1. Prescott. *Loc. cit.*

2. Prescott. *Loc. cit.*, 67.

teux, les aveugles, etc., devaient rendre quelques menus services. Les vieillards, entretenus aux frais de la communauté, étaient requis pour des besognes faciles, par exemple, pour chasser les oiseaux, venant picorer dans les champs nouvellement ensemencés¹.

Au moyen de *quipos*, la statistique des naissances et des morts était tenue à jour. En outre, le pouvoir central était renseigné par des inspections périodiques et en mesure de répartir les travaux en connaissance de cause. On tenait compte des spécialités. Tel district fournissait les meilleurs mineurs, tel autre les ouvriers les plus habiles à travailler les métaux ou le bois. L'artisan, quel qu'il fût, recevait du gouvernement les matières premières; mais on ne l'excédait pas de travail et il ne devait aux services publics qu'une part déterminée de son temps. A des intervalles égaux, les travailleurs de tout genre se succédaient, se remplaçaient les uns les autres. Enfin quiconque était requis par le gouvernement pour un travail quelconque soit agricole, soit industriel, ou bien pour tracer une route, creuser un canal d'irrigation, construire un édifice pour l'Inca, etc., était entretenu par l'État, qui l'occupait pendant la durée de la réquisition². Les bras étant en nombre illimité et la main-d'œuvre gratuite, on arrivait à exécuter des travaux qui ont étonné les conquérants espagnols. Par exemple, telle pierre d'un palais royal mesurait 38 pieds de longueur, sur 18 de largeur et 2 d'épaisseur³.

Une portion des produits agricoles et industriels était transportée à Cuzco pour les besoins de l'Inca et de sa cour, mais la plus grande part en était déposée dans des magasins provinciaux, attribués au soleil et à l'Inca. Tout déficit dans les

1. Garcilasso de la Vega. *Hist. des Incas*, I, 241, 242.

2. Prescott. *Loc. cit.*, I, 68.

3. Garcilasso de la Vega. *Loc. cit.*, I, 260.

magasins royaux devait être comblé aux dépens de ceux du soleil, mais en retour l'excédent des réserves de l'Inca servait à subvenir aux besoins du peuple dans les mauvaises années et aussi à secourir les individus frappés par la maladie ou quelque malheur¹. Une notable portion des ressources de la couronne revenait donc, de manière ou d'autre, au peuple qui les avait créées. Au total, l'organisation politique et sociale de l'ancien Pérou était à la fois despotique et humanitaire, tracassière mais pleine de bonnes intentions.

V. L'ÉVOLUTION SOCIALE AU MEXIQUE ET AU PÉROU

Les empires mexicain et péruvien sont tout particulièrement intéressants pour la sociologie, parce que nous pouvons remonter à leur origine. A l'époque de la conquête espagnole, ils étaient relativement jeunes encore. Nous l'avons vu, tout leur épanouissement était contenu en germe dans la tribu peau-rouge. Celle-ci est d'abord devenue tribu aristocratique et monarchique, comme chez les Natchez, puis grande monarchie barbare, à mesure que les Indiens s'avançaient vers les fertiles et salubres plateaux de l'Amérique centrale. Mais l'antique fonds moral et social subsista quand même; les gouvernants ou conquérants du Mexique et du Pérou le rencontraient chez toutes les tribus qu'ils parvenaient à soumettre, et forcément ils devaient compter avec ces vieilles mœurs; ils les pouvaient modifier, mais ne réussissaient pas à les abolir. Ainsi les quartiers et corporations du Mexique avec leur domaine commun, quoique cadastré, représentent manifestement les anciens clans républicains,

1. Prescott. *Loc. cit.*, I, 70.

qui ont dû accepter la domination du pouvoir monarchique. — De même, au Pérou, la coutume des initiations cruelles, en vigueur chez tant de tribus américaines, a persisté en s'adoucissant, et les membres de la famille des Incas, l'Inca lui-même, avant de monter sur le trône, devaient s'y soumettre.

A mesure que sur les plateaux du Mexique et du Pérou les Indiens se civilisèrent, c'est-à-dire firent en industrie et surtout en agriculture des progrès qui leur permirent de se procurer un excédent de subsistances, par suite de se multiplier et de s'enrichir, leurs sociétés se différencièrent, la division du travail et aussi celle de l'oisiveté s'y établirent et il en sortit l'institution des castes fermées et la monarchie absolue. C'est là une loi d'évolution sociologique, qui ne souffre guère d'exception. Néanmoins l'antique régime de communauté et de solidarité ne fut point anéanti. Si les classes privilégiées s'en affranchirent dans une certaine mesure, la masse populaire y resta toujours soumise ou fidèle. Nous l'avons retrouvé dans les clans populaires de l'empire mexicain et bien plus encore au Pérou. Dans les deux États, l'évolution avait été pourtant fort différente. Au Mexique, sans doute à cause des invasions et immigrations successives, une sorte de régime féodal, compromis entre les prétentions rivales, s'était superposé aux clans. Au Pérou, des conquérants relativement peu nombreux, mais mieux armés que les habitants primitifs de la contrée, avaient subjugué ces derniers, en régularisant seulement l'institution communautaire du clan sauvage au profit et sous la haute direction de la famille des Incas, qui se multipliait largement par la polygamie, tandis qu'elle imposait à la masse asservie une monogamie administrative.

Mais ce communisme autoritaire du Pérou réalise en quelque sorte, point par point, les théories réputées uto-

piques de certains réformateurs européens, et il convient d'en bien faire ressortir les avantages et les inconvénients.

VI. LA VALEUR SOCIOLOGIQUE DU COMMUNISME PÉRUVIEN

Les avantages sont énormes et évidents. Dans une société comme la société péruvienne, personne n'est misérable, personne n'est abandonné. La providence gouvernementale a tout prévu et tout réglé. Le seul fait d'être né dans telle ou telle caste sociale fixe la destinée de l'individu. Est-il noble ? il sera élevé dans une sorte de séminaire où on le préparera à la fonction dirigeante, qu'il doit forcément remplir. Est-il plébéen ? l'État lui offre une subsistance assurée, dès la première année de sa vie ; en même temps il lui impose une profession manuelle, agricole ou industrielle. Pas de chômage ; pas de disette. Dans une mesure modérée et en subvenant à son entretien, l'État-providence réclamera les bras de l'individu pour tous les travaux d'utilité publique. En dehors de ces réquisitions et corvées, il lui permettra de cultiver un champ gratuitement octroyé et dont l'étendue grandira ou diminuera suivant le nombre des enfants qui pourront lui survenir. Du reste, on le mariera d'office, administrativement, et à un âge réglementaire. Dans une société ainsi ordonnée, il ne saurait être question de malthusianisme. Or, l'homme croît et multiplie, toutes les fois que les conditions économiques ne refrènent point sa prolifération. La natalité est donc énorme ; des flots d'êtres humains surgissent à l'existence et, vite à l'étroit dans leur pays natal, débordent sur les contrées voisines encore mal peuplées. L'oisiveté est inconnue ; elle est même coupable et l'État ne la tolère point ; il faut agir, toujours agir et coopérer à l'œuvre

commune. Mais l'État omnipotent est un être sensé; il mesure la besogne aux forces de chacun et, quand survient une infirmité, quand arrive la vieillesse, son bras secourable s'étend vers le travailleur usé ou brisé pour le soutenir et pourvoir à ses besoins. Sa prévoyance a, de longue date, amassé des ressources suffisantes pour parer à l'accomplissement de ce grand devoir social.

Voilà les avantages, et ils sont considérables. Voyons maintenant les inconvénients.

Tous dérivent d'une même cause, qui est le vice radical de ce type de société : l'abolition de toute initiative individuelle. Dans leur prévoyance bien intentionnée, mais à courte vue, les fondateurs de l'empire ont, une fois pour toutes, réglé le fonctionnement de la machine sociale. Que l'on pût faire mieux et même autrement, ils ne l'ont ni admis ni permis. Par suite le progrès, sans être absolument impossible, s'est trouvé fort entravé. Il résulte ordinairement de mille tentatives individuelles, souvent déraisonnables et infructueuses, mais qui sans cesse frappent à la porte de l'inconnu et souvent l'enfoncent. Or, l'esprit n'a guère le temps de courir de telles aventures, dans une société qui sans cesse réclame, pour une fonction d'avance arrêtée, le plus clair de l'activité de ses membres. Aussi, durant les quelques siècles de son existence communautaire, la civilisation péruvienne semble bien être restée comme figée. Mais il importe de remarquer qu'elle était née chez une race inférieure, qu'elle a dû dompter des tribus tout à fait sauvages et qu'au total elle était parvenue à un degré relativement élevé de développement. Sans la brutale conquête espagnole, elle aurait sûrement fini par évoluer, en adoptant sans doute et tout d'abord le régime féodal en vigueur au Mexique, qui sans doute avait eu jadis sa phase communautaire.

Aux Européens d'aujourd'hui, du moins aux plus développés d'entre eux, un régime à la fois tyrannique et bien-faisant comme celui du Pérou, semblerait sûrement intolérable. Mais cependant, si nous voulons bien prendre la peine de regarder autour de nous, nous verrons très vite, que quantité de nos contemporains, tout en étant beaucoup moins protégés que les plébéiens du royaume des Incas, sont asservis à des besognes aussi obligatoires et souvent beaucoup plus dures. Mais je veux garder pour la fin de ce livre ces appréciations générales. Actuellement, je dirai seulement que tout en se gardant de s'enthousiasmer à la légère pour le communisme étroit et rigide du Pérou, il faut cependant reconnaître qu'il a l'énorme avantage de subvenir aux besoins primordiaux de la communauté, à ses besoins nutritifs. Or, suivant un mot célèbre, l'homme est ange et bête et, pour que les ailes de l'ange puissent se déployer, il est absolument nécessaire que la bête soit à l'abri des étreintes de la faim.

CHAPITRE IX

LA PROPRIÉTÉ DANS L'ÉGYPTE ANCIENNE ET EN ABYSSINIE

- I. *La propriété dans l'ancienne Egypte.* — Analogies sociologiques entre le Pérou et l'Égypte. — Elles sont fortuites. — Antiquité de la civilisation égyptienne. — Omnipotence des Pharaons. — Répartition du sol en Égypte. — L'allotement de Sésostris. — Droit royal de domaine éminent. — Les classes laborieuses. — Métiers héréditaires. — Location des terres. — Travail servile et réglementé. — Religieux respect du bétail. — Le commerce suspect et entravé. — Monotonie et facilité de l'existence. — Grande natalité. — Solidarité légale. — Difficulté de s'enrichir. — Point de déclassés. — Évolution de la propriété en Égypte. — Signification de la zoolâtrie.
- II. *La propriété en Abyssinie.* — Les Éthiopiens de l'antiquité. — Leur régime monarchique. — *La table du Soleil.* — La féodalité en Abyssinie. — L'empire abyssin. — Classification des fiefs. — Le roi grand propriétaire. — L'esclavage. — Catégories d'esclaves. — Le mariage par achat en Abyssinie. — Mariage libre pour l'homme. — Mœurs libres des femmes. — Droits du père de famille. — Les courtisanes. — La phallotomie. — La légende d'Isis. — Trophées phalliques. — Chants des femmes à ce sujet. — Le lévirat phallotomique. — Exigences phallotomiques des épouses abyssiniennes. — La propriété familiale en Abyssinie. — Survivance d'anciens clans.

I. LA PROPRIÉTÉ DANS L'ANCIENNE ÉGYPTE

Entre l'ancien Pérou et l'Égypte, il existe des analogies assez nombreuses pour que, parfois, on ait fait au royaume des Pharaons l'honneur de lui attribuer la fondation de

celui des Incas. Cette vue chimérique ne se peut soutenir aujourd'hui qu'il n'est plus possible d'attribuer à la monarchie péruvienne une grande antiquité. La similitude entre les deux pays, d'ailleurs assez grossière, n'a plus qu'une importance théorique. Elle atteste, que, dans l'évolution politique et sociale des agglomérations humaines, il existe bien une sorte de loi au moins générale, sinon très rigoureuse. Les hommes se groupent d'abord en hordes animales, puis en tribus républicaines, puis en tribus monarchiques, enfin en grands États, constitués ordinairement en monarchies absolues ou quelquefois en républiques aristocratiques, différant des monarchies uniquement en ce qu'elles n'ont pas de chef suprême ; mais, presque fatalement, ces pseudo-républiques se transforment elles-mêmes un peu plus tôt ou un peu plus tard en monarchies despotiques. C'est là une évolution, qui se déroule dans tous les pays, sous tous les climats, chez toutes les races, à la seule condition que les hommes se civilisent assez pour constituer de vastes agglomérations ethniques. Le Pérou, au moment de la conquête espagnole, était un intéressant exemple du dernier de ces stades politiques et un exemple d'autant plus précieux qu'il se pouvait encore rattacher à ses origines et que tout près de lui, des sociétés moins civilisées, formées par des hommes de même race, en étaient restées à tous les degrés inférieurs de l'évolution.

Moins bien renseignés sur l'ancienne Égypte, nous ne pouvons faire au sujet de ses origines que des conjectures. Il semble que la vieille patrie des Pharaons ait devancé tous les autres pays et constitué la première grande civilisation barbare ; aussi la nuit la plus épaisse nous cache son enfance. Si loin que l'on puisse remonter les âges écoulés, en s'aidant de la légende, de l'histoire, de l'archéologie, on ne cesse de rencontrer sur les bords du Nil un puissant État,

à demi civilisé et qui semble être le type le mieux réussi de toutes les grandes monarchies, directement issues de la sauvagerie primitive.

La structure sociale de l'Égypte peut assez exactement se comparer aux grandes pyramides, qu'elle a édifiées. Au bas du corps social, est une masse servile, supportant et nourrissant de son travail obligatoire des castes guerrières et sacerdotales; tandis qu'au sommet, dominant et trônant sur le tout, plane un personnage semi-divin, qui, « comme le soleil, fait luire son visage sur l'Égypte ». Personne ne se tient debout en présence de ce potentat, et l'iconographie égyptienne nous montre les prêtres eux-mêmes prosternés devant sa majesté. Sa mort est une calamité publique et, comme celle du bœuf Apis, elle entraîne un deuil général de soixante-dix jours¹. Les sujets de ce monarque sont absolument à sa merci, puisque le père de Sésostris, de Séoosis comme dit Diodore, put réunir et faire élever à son gré tous les enfants mâles, nés dans le pays le même jour que son fils, afin de préparer ainsi une armée fidèle à son héritier²; puisque, ce qui est bien plus significatif encore, Aménophis accomplit sans difficulté un acte de sélection grandiose, en précipitant dans les carrières de Tourah 80,000 Égyptiens atteints d'infirmités corporelles³.

Dans les sociétés de ce genre, il ne saurait être question de liberté individuelle. Les dirigeants ont tout prévu, tout réglé; les sujets sont menés, traités et châtiés absolument comme des enfants. L'organisation de la propriété, le grand intérêt qui prime tous les autres, est décrétée d'en haut et naturellement avec un fort médiocre souci de l'équité. Néanmoins certaines nécessités s'imposent même aux plus absolus des

1. Dunckler. *Les Égyptiens*, 218, 226.

2. Diodore, I, 53.

3. G. Maspéro. *Histoire ancienne des peuples de l'Orient*, 206.

despotes et il en résulte, dans tous ces grands États barbares, de curieuses analogies.

Comme au Pérou, le sol était divisé, en Égypte, en trois portions. La première et la plus considérable était attribuée au collège des prêtres et les revenus en étaient absorbés par les frais des sacrifices, les besoins de la caste sacerdotale et de ses subordonnés. La deuxième portion du sol était propriété royale; ses produits couvraient les dépenses de la cour et de la guerre. Le troisième et dernier domaine appartenait aux guerriers, chefs et soldats. C'était, si nous en croyons Diodore, afin de donner une base sérieuse à leur patriotisme : « En effet, dit-il avec beaucoup de justesse, il est absurde de confier le salut de tous à des hommes qu'aucun lien n'attache au bien commun¹. » Au témoignage d'Hérodote, chaque guerrier égyptien possédait, à titre individuel, douze arpents d'excellentes terres, et l'arpent d'Égypte équivalait à un carré dont le côté mesurait 100 coudées de Samos, soit 25 mètres environ. Les douze arpents représentaient donc une superficie totale de 7,500 mètres². En outre le domaine militaire était, ainsi que le domaine sacerdotal, franc d'impôts.

Mais, en principe, l'Égypte entière était sûrement considérée comme appartenant à son monarque, et sans doute avait été, à l'origine, appropriée collectivement, puisque Sésostris, dirent les prêtres à Hérodote, avait le premier alloué la contrée entre tous les Égyptiens en basant sur cette distribution des terres tout son système fiscal. Chaque lot, individuel ou familial, entraînait en effet une redevance annuelle et la quotité de l'impôt à payer pour un lot décroissait, quand le fleuve rongea et entraînait dans son cours une

1. Diodore, I, 73.

2. Hérodote, II, 168.

partie notable de la part primitivement accordée, ce qui semble indiquer l'existence d'un cadastre tenu à jour ¹. D'accord en cela avec Hérodote, la Genèse affirme aussi que les Pharaons se considéraient comme propriétaires de l'Égypte et usaient hardiment de leur droit de domaine éminent ².

Les trois grandes divisions du sol égyptien n'étaient point, chacune, d'un seul tenant, mais bien disséminées par tout le royaume; chaque *nome* avait des terres pour le roi, des terres pour les prêtres et des terres pour les guerriers ³. Dans cette distribution générale de la propriété foncière, si analogue à celle du Pérou, aucune part n'est faite au populaire, qui ne pouvait par conséquent s'élever à la dignité de propriétaire et devait vivre de son travail.

En dehors des esclaves proprement dits, l'Égypte comptait trois ordres de citoyens laborieux, les pasteurs, les agriculteurs et les artisans, qui se groupaient en sous-castes et corporations strictement héréditaires. L'immobilité était de règle; on avait le changement en horreur. Chaque individu devait mourir où il était né, conserver la position sociale et la profession de ses parents. On a trouvé dans les tombeaux égyptiens des arbres généalogiques attestant que vingt-cinq générations d'une même famille ont exercé la même profession, par exemple celle d'architecte ⁴. Pour vivre, les laboureurs devaient prendre à loyer les terres du roi, des prêtres et des guerriers ⁵. Les pasteurs nomades, sans doute de race sémitique, étaient, nous assure-t-on, fort méprisés. Quant aux artisans, ils vivaient du métier que leur imposaient

1. Hérodote, II, 109.

2. Genèse, XLII, 22, 24, 26.

3. Strabon, XVII^e livre.

4. Lepsius. *Briefe*, 309, 310. — Brugsh. *Histoire d'Égypte*, 259.

5. Diodore, I, 74.

leur naissance et les lois¹. La liberté était ce qui leur manquait le plus et leur travail semble avoir été servile et rigoureusement réglementé. Les papyrus nous parlent en effet de tisserands, qui « pour voir la lumière du jour, doivent gagner les gardiens des portes en leur donnant des pains », qui « sont liés comme le lotus des marais, s'ils manquent un seul jour, de fabriquer la quantité d'étoffe réglementaire », qui sont enfin, et cela dit tout, « plus malheureux qu'une femme² ». Ils nous dépeignent le forgeron, qui « est plus puant qu'un œuf de poisson » ; le maçon « dont les bras s'usent au travail », à qui « ses doigts servent de pain » ; le cordonnier, qui « ronge le cuir » et a « la santé d'un poisson crevé », etc³. Enfin, en plus des redevances régulières, il y avait toujours, comme au Pérou, les grands travaux publics, exécutés par corvées et réquisitions : le creusement des canaux et des réservoirs, la construction des digues et des écluses, etc.

Sous un tel régime, les privilégiés naissent riches, mais il est difficile d'acquérir la richesse, si on ne l'a pas trouvée dans son berceau. Il est impossible d'acheter de la terre. Le fonds, le sol, est inaliénable et, dans certains districts, il était même exploité en commun et soumis à des allotements périodiques⁴. Seuls, le bétail et les produits industriels pouvaient s'accumuler et se négocier, mais non sans de fort gênantes entraves. Tout ce qui avait trait au bétail, par exemple, était réglementé et tenait souvent à la religion. Comme le font aujourd'hui encore certaines populations nègres observées par Schweinfurth, dans le bassin du haut Nil⁵, les Égyptiens n'utilisaient pour leur alimentation que les taureaux. Tuer

1. Diodore, I, 74.

2. Maspéro. *Du genre épistolaire*, 50, 52.

3. *Ibid.*

4. Mesnil-Marigny. *Histoire de l'Économie politique*, I, 223.

5. *Au cœur de l'Afrique*, II.

une vache ou même simplement manger de sa chair, c'était commettre plus qu'un crime, un sacrilège, et encourir l'anathème¹. Personne, en Égypte, ne consentait ni à baiser sur la bouche un Grec, mangeur de vache, ni même à se servir de son couteau, de ses broches, de sa marmite². On saisit sans peine la raison de cette prohibition, dont il existe plus d'un autre exemple, et qui sûrement remontait à l'époque où la race bovine avait été introduite dans la vallée du Nil. Dans ce pays fanatiquement conservateur, cette restriction, d'abord motivée, avait persisté, comme toutes choses, alors qu'elle n'avait plus de raison d'être.

Restait le commerce, qui, en tout pays, engendre souvent la richesse individuelle; mais il était fort mal vu de la caste sacerdotale, qui empêchait les Égyptiens de naviguer, leur interdisait de figurer dans des caravanes, déclarait impures les principales bêtes de somme, l'âne et le chameau. Les caravanes étrangères devaient entrer en Égypte par certains points, s'arrêter en certains lieux. Les vaisseaux étrangers ne pouvaient pénétrer que dans la branche canopique du Nil et les échanges n'étaient tolérés que dans la petite île de Pharos³. Aborder ailleurs, c'était risquer la mort ou l'esclavage. Il fallut arriver à Psammétique pour voir lever ou adoucir toutes ces prohibitions.

Il est donc certain que, durant bien longtemps, les inégalités économiques entre les Égyptiens furent seulement natives et à peu près immuables. Avec le cours des siècles cet état de choses se modifia. Aristote nous apprend que, de son temps, l'Égypte exportait des grains en très grande quantité⁴. Les tissus teints, les verreries, les poteries, etc., finirent aussi

1. Hérodote, II, 18.

2. Hérodote, II, 41.

3. Mesnil-Marigny. *Hist. de l'Econom. pol.*, I, 313, 314. — Duncker. *Les Égyptiens*, 268.

4. Diodore, I, 67.

par alimenter le commerce d'exportation, etc.¹. Mais nous avons surtout, en ce moment, à nous occuper de la primitive Égypte, telle qu'elle s'était créée par ses seules forces et avec ses seules lumières, en dehors des influences étrangères et surtout helléniques.

Dans cette antique et vénérable contrée, où naquirent la plupart des arts ou industries de notre occident, l'existence devait être bien monotone et les horizons ouverts à l'imagination des plus bornés, puisque rien n'échappait à un rituel à la fois inflexible, minutieux et tracassier; rien, pas même le genre de vie du maître suprême, asservi à une étiquette automatique. Mais, au total, la vie était facile, l'existence matérielle soustraite aux hasards, et le croît de la population était considérable. C'était, pour les parents, une obligation stricte de garder et d'élever tous leurs enfants, ce qui d'ailleurs n'entraînait pas une forte dépense. Les enfants allaient tout nus, à l'africaine, et on les nourrissait surtout de plantes comestibles, poussant spontanément : leur menu ordinaire, tout à fait végétarien, comprenait des tiges de papyrus et des racines de plantes palustres, grillées ou bouillies. Avec les fruits du lotus (*nymphaea caerulea*) et du *ciborium*, autre *nymphaea*, l'on fabriquait une sorte de pain économique². Diodore évalue à la modeste somme de vingt drachmes le coût de l'élevage d'un petit Égyptien depuis la naissance jusqu'à la puberté³. Au reste, la loi égyptienne, fort égalitaire sur ce point, ne distinguait pas entre les enfants; tous étaient légitimes, la mère fût-elle esclave; tous avaient droit aux mêmes soins⁴. Il semble qu'on tînt avant tout à avoir une forte natalité.

1. *Économiques*, II.

2. Diodore, I, 90. — I, 34.

3. *Ibid.*, I, 90.

4. Diodore, I, 90.

Le despotisme égyptien n'était cruel qu'à bon escient et toujours avec un but, plus ou moins bien entendu, d'utilité sociale, parfois même d'humanité. On était bien éloigné de notre individualisme à outrance. Ainsi quiconque ne se portait pas, de sa personne, au secours d'un homme attaqué par des assassins encourait la peine capitale¹, et si par des circonstances indépendantes de sa volonté, il ne l'avait pu faire, il avait le devoir étroit de dénoncer les malfaiteurs, ce, sous peine des verges et d'un jeûne de trois jours².

L'organisation de la société égyptienne, si rigide et en quelque sorte momifiée, se prêtait évidemment fort mal à l'accaparement des capitaux mobiliers. La loi s'y opposait même, de parti pris; elle ne permettait pas que les intérêts d'une dette pussent, en s'accumulant, dépasser le doublement du capital prêté³; elle tenait pour quitte tout débiteur, qui, en l'absence d'engagement écrit, niait sa dette par serment⁴; elle autorisait seulement la saisie des biens du débiteur, mais jamais celle de sa personne⁵. Surtout par le seul fait de sa naissance, chaque Égyptien avait sa place marquée et fixée une fois pour toutes dans le casier social, mais en même temps des moyens suffisants d'existence lui étaient ou gratuitement octroyés ou assurés en échange de son travail; aussi n'était-on rien moins que tendre pour les déclassés. Quiconque ne pouvait, chaque année, justifier de ses moyens d'existence était présumé vivre d'industries coupables et à ce titre tout simplement frappé de mort⁶.

Nous ne savons rien de l'Égypte préhistorique, mais les civilisations ne s'improvisent pas et, comme les autres, celle

1. Diodore, I, 76.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, I, 79.

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*

6. *Ibid.*

de l'Égypte a été nécessairement précédée d'une longue période sauvage, qu'attestent d'ailleurs bien des indices. On peut voir dans nos musées des outils et armes remontant à l'âge de la pierre en Égypte. Les légendes égyptiennes parlaient d'une très ancienne époque où les hommes étaient encore anthropophages. Osiris les avait déshabitués du cannibalisme en leur apprenant à cultiver le froment et l'orge¹. Le régime de la propriété a donc dû évoluer dans la vallée du Nil, comme il l'a fait partout ailleurs. Par cela seul qu'il est signalé comme un événement important, l'allotement général, pratiqué par Sésostris, atteste une période antérieure, pendant laquelle la propriété était commune, et en effet nous avons vu que certains districts conservèrent longtemps la coutume de l'allotement périodique. L'existence du régime des clans dans la préhistoire égyptienne pent aussi se déduire des singularités de la zoolâtrie en Égypte. Partout en effet les totems des tribus et des clans sont, de préférence, des représentations animales; souvent aussi l'on adore l'animal figuré dans l'emblème totémique; presque toujours on s'abstient de tuer et surtout de manger l'animal, que le clan a adopté pour patron, et, au contraire, on tient en grand mépris l'animal totémique des tribus rivales. Or, nous savons que chaque localité égyptienne avait ses animaux sacrés, sanctifiés. Les habitants de Mendès adoraient les chèvres et mangeaient les brebis; ceux de Thèbes vénéraient les brebis et mangeaient les chèvres². Près du lac Mœris, on avait pour les crocodiles un religieux respect; au contraire, à Éléphantine, on les exterminait³. Ces coutumes, en apparence si étranges et qui ont si fort étonné l'antiquité gréco-

1. Diodore, I, 14.

2. Hérodote, II, 42. — Strabon, XVII.

3. Hérodote, II, 60-70. — Aelian. *De nat. animal.*, X, 21-24. — Strabon, XVII.

romaine, deviennent très intelligibles, si on les considère comme de simples survivances, vestiges d'un état social disparu. Au reste, cette interprétation est adoptée par Diodore lui-même : « On prit, dit-il, pour signe de ralliement des animaux, qui reçurent plus tard les honneurs divins ¹. »

D'autre part, nous savons que la famille maternelle sort ordinairement de la confuse parenté du clan. Or, la filiation utérine persista en Égypte où rien ne changeait, jusqu'aux Ptolémées, et il en résultait pour la femme égyptienne, au moins pour la dame, une situation d'héritière d'où découlaient certains privilèges ². Nous n'ignorons pas non plus que, sous un pareil régime, la propriété est ordinairement familiale, indivisible, que la femme, l'héritière, en a seulement l'usufruit et l'administration, le plus souvent même sous le contrôle d'un frère. Il est donc vraisemblable que tel a été le régime de l'ancienne Égypte et que le droit de propriété individuelle et plus ou moins libre ne s'appliquait qu'aux biens mobiliers. Voilà bien des inductions, mais elles sont légitimes et suppléent, dans une certaine mesure, aux faits précis, qui nous font défaut. Nous allons être mieux renseignés en étudiant la propriété en Abyssinie, où persistent encore certaines coutumes analogues à celles de l'Égypte ancienne et où même les mœurs et la législation ne sont pas sans jeter quelque lumière sur celles de l'empire des Pharaons.

II. LA PROPRIÉTÉ EN ABYSSINIE

De l'Égypte ancienne à l'Abyssinie contemporaine il y a chro-

1. Diodore, I, 90.

2. Ch. Letourneau. *L'Évolution du mariage et de la famille*.

nologiquement bien loin ; pourtant il est sûr que les Abyssins actuels sont les descendants de ces Éthiopiens orientaux, dont parle Hérodote et qui, dit-il, avaient les cheveux droits, tandis que les Éthiopiens du couchant, ceux de la Libye, étaient de vrais nègres, les « plus crépus des mortels¹ ». Comme l'affirment à la fois la tradition, la vraisemblance et l'anthropologie, une race noire à cheveux droits ou plutôt bouclés, représentée aujourd'hui par les Nubiens et les Abyssins, a largement contribué, à une époque infiniment reculée, à fonder la vieille Égypte. L'antiquité grecque avait de ces Ethiopiens une très haute opinion. A en croire Homère, Jupiter et les autres dieux de l'Olympe se délectaient à savourer des festins que leur préparaient « les braves Ethiopiens² ». Ces Éthiopiens légendaires étaient tenus pour autochtones et directement engendrés par l'action du soleil tropical sur la terre humide³. Ils étaient les plus grands et les plus beaux des hommes⁴. Tous devenaient plus que centenaires : c'étaient les Éthiopiens « macrobes ». D'autre part, beaucoup de coutumes égyptiennes étaient d'origine éthiopienne, ainsi les deux écritures égyptiennes, la démotique et la sacrée, étaient en usage chez les Éthiopiens⁵. L'organisation sociale des Éthiopiens ressemblait aussi beaucoup à celle des Égyptiens. Ils avaient, comme ces derniers, une caste sacerdotale et un monarque absolu, tantôt élu par les prêtres⁶, tantôt choisi pour sa beauté, sa richesse ou son habileté à élever les troupeaux⁷. Chez les Éthiopiens, le monarque était évidemment adoré, comme un dieu, puisque ses courtisans

1. Hérodote, III, 70.

2. *Iliade*, I.

3. Diodore, III, 2.

4. *Ibid.*, III, 20.

5. *Ibid.*, III, 3.

6. *Ibid.*, 5.

7. *Ibid.*, 5, 8.

croyaient devoir se suicider à sa mort, et de son vivant, s'infliger toutes les infirmités qui pouvaient le frapper¹. Pourtant, et cela est bien d'accord avec tout ce que nous savons des monarchies barbares, les rois éthiopiens étaient parfois promus au pouvoir suprême uniquement à cause de leur grande richesse². Ces traditions à demi légendaires nous renseignent fort peu sur l'antique régime de la propriété chez les Éthiopiens, mais nous pouvons suppléer à leur silence, par ce que nous savons à ce sujet de l'Égypte et des autres monarchies barbares.

La tradition de la table du soleil, en Éthiopie, semble bien attester l'existence d'un antique régime communautaire. Chaque nuit, dit Hérodote, on couvrait de viandes rôties une certaine prairie. Ces viandes étaient fournies par les citoyens taxés, chacun pour une part contributive, et, le matin, un plantureux repas se trouvait servi et à la disposition du premier venu³.

Les siècles se sont écoulés; après une bien longue existence, la vieille Égypte est morte; les conquêtes, les invasions, les immigrations ont bouleversé la vallée du Nil. Pourtant certaines mœurs, certaines pratiques attestent toujours une antique parenté entre l'Égypte d'autrefois et l'Abyssinie d'aujourd'hui. Politiquement les Abyssins forment encore une monarchie barbare, mais avec une organisation entièrement féodale, qui est même une sorte de calque de notre moyen âge européen. On sait d'ailleurs, que ce régime est en Abyssinie de date relativement récente. Les rois abyssins ont commencé par jouir d'une autorité sans bornes. A leur gré, ils faisaient et défaisaient les lois, donnaient et retiraient tous les emplois, dis-

1. Diodore, III, 3.

2. *Ibid.*, III, 8.

3. Hérodote, III, 17.

posaient de la vie et de la fortune de leurs sujets. Puis leur pouvoir se restreignit et ils devinrent rois féodaux, suzerains de grands vassaux, auxquels ils donnent l'investiture¹, auxquels il font aussi de magnifiques présents, mais seulement à titre d'usufruit ; à la mort de ceux qui en ont été honorés, de solennels cortèges sont chargés de rapporter au suzerain propriétaire la lance, le bouclier, le sabre du défunt, de lui ramener sa mule, etc.². Les fiefs abyssins sont d'importance très diverse. Il y en a de grands, dits fiefs à bannières ; de médiocres, dits fiefs à hydromel, et enfin il existe de tout petits tenanciers³. Tous ces vassaux, grands et petits, doivent, eux et les leurs, au monarque le service militaire, et les cadres de l'armée royale sont formés par les possesseurs d'alleux, nobles et roturiers, auxquels se joignent des aventuriers, des soldats de fortune⁴. Mais le souverain est le grand propriétaire et il peut toujours reprendre ce qu'il a donné. Ce potentat est fort riche. De nombreux troupeaux d'esclaves et de bœufs cultivent ses domaines ; il prélève le dixième du produit de toutes les mines, dont il n'est pas le propriétaire ; il perçoit un droit de capitation, et reçoit les tributs des princes vassaux : savoir des chevaux, des toiles, des esclaves, etc.⁵. On tient, dans toutes les provinces du royaume, un registre exact des biens, qui doivent faire retour au domaine impérial à la mort de leurs détenteurs et que le maître adjugera alors à d'autres feudataires⁶. Dans ce royaume si parfaitement féodal le bon plaisir des puissants se donne assez librement carrière, et les petits

1. Combes et Tamisier. *Voyage en Abyssinie*, IV, 21.

2. *Ibid.*, II, 344-345.

3. D'Abbadie. *Douze Ans dans la haute Ethiopie*, I, 367.

4. *Ibid.*, 373.

5. *Voyage de l'amiral Verhoeven in Voy. comp. Indes orientales, etc.*, vol. VII, 32.

6. *Lettres édifiantes*, IV, 339.

jouissent d'une manière fort précaire des biens qui ont pu leur être concédés; souvent ils sont dépouillés, aussi nombre de champs ne sont pas mis en culture¹.

Chez les Abyssins et les Gallas, l'esclavage est très florissant et donne lieu à un grand commerce. On distingue diverses catégories d'esclaves; en premier lieu ceux qui sont incorporés à la famille, les « enfants de la maison », et ceux-là sont traités assez doucement². En théorie, le maître abyssin n'a pas droit de vie et de mort sur ses esclaves; mais en fait, il en dispose à sa volonté; car, en Abyssinie, le meurtrier n'est jamais exposé qu'au talion réclamé par les parents de la victime : or, l'esclave n'a pas de famille³. Les père et mère abyssins ne vendent jamais leurs enfants; mais les oncles ou parents éloignés négocient parfois des orphelins qui les gênent⁴. Les esclaves-marchandises, ceux qui sont de simples valeurs d'échange, proviennent de diverses sources. Les uns sont des captifs dont on s'est emparé à titre de butin, lors du pillage des villes; d'autres sont des jeunes filles enlevées par des maraudeurs embusqués près des fontaines, ou bien ce sont, surtout chez les Gallas, des enfants saisis et vendus par le fisc, parce que leur père ne pouvait payer ses impôts⁵. Enfin les commerçants de Gondar envoient dans le Sennâr des caravanes, qui, chaque année, achètent et ramènent des milliers d'esclaves, toujours expédiés autrefois à Massaouah, d'où on les exportait en Arabie⁶. Tout cela est assez ordinaire et nous sommes blasés sur les faits de ce genre. Ce qui est le plus spécial à l'Abyssinie ce sont la situation et les mœurs de

1. Voy. *amiral Verhoeven. Loc. cit.*

2. Combes et Tamisier. *Loc. cit.*, IV, 98.

3. *Ibid.*, IV, 148.

4. *Ibid.*, IV, 98.

5. *Ibid.*

6. *Ibid.*, IV, 92.

la femme. Sur ce point on retrouve comme une réminiscence de l'ancienne Égypte et c'est un curieux côté du régime de la propriété en Abyssinie.

Le mariage abyssin est une pure transaction commerciale et privée ; il n'est ni civil, ni religieux. La fille, qui n'est jamais consultée, est tout simplement achetée aux parents. Aucun officier civil, aucun prêtre n'intervient. La fiancée n'est jamais dotée, à moins qu'elle ne soit d'une haute naissance¹. Le mari, le propriétaire de la femme, peut, selon son caprice, soit la répudier, soit la reprendre, etc., et il use largement de cette faculté. Dans certaines provinces (Ouagura, Béghemder), l'instabilité conjugale est la règle : on se prend et quitte à volonté ; c'est vraiment le mariage libre ; et pourtant, remarquent avec étonnement les voyageurs auxquels j'emprunte ces renseignements, le pays n'est pas bouleversé, la société dure, et même il n'y a point d'enfants abandonnés. Les très jeunes enfants restent d'abord avec leur mère, puis le père s'en charge, ou, s'ils sont braves et robustes, ils passent au service de quelque grand. Plus volontiers encore les parents gardent les filles ; ce sont des valeurs, et, si elles sont jolies, des valeurs d'assez grand prix². En résumé, la société abyssinienne semble s'arranger très bien de cet état de choses, qui selon nos idées d'Europe, est le désordre même.

Mais ce qui est tout particulièrement égyptien, c'est la grande liberté laissée aux femmes et aux filles d'Abyssinie. Tout d'abord, en se mariant, la femme ne perd pas sa personnalité, elle ne prend point le nom de son mari, qui semble n'en avoir acheté que l'usufruit³. Sans doute les femmes d'Abyssinie n'héritent point et sont vendues ou prêtées par leurs parents, comme des choses, mais le laisser-aller des

1. Combes et Tamisier. *Voy. en Abyssinie*, II, 106-108. — IV, 323.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, II, 106-108.

mœurs étant énorme, presque polynésien, on se préoccupe très peu des faits et gestes du beau sexe. Sous ce rapport, les Abyssins sont aussi peu chrétiens que possible. Un prêtre aveugle offrait à titre d'honoraires sa jeune et belle fille à des voyageurs français, s'ils voulaient bien le guérir. Une veuve de haut rang demandait des drogues contre la stérilité, affirmant, et cela en public, que, pour elle, elle avait la « conscience nette », car elle avait eu soin de faire auparavant, mais sans succès, quantité d'expériences avec beaucoup d'hommes¹. La mère offre sa fille; le frère sa sœur; les rois et reines leurs servantes ou les dames de leur suite².

En Abyssinie, le métier de courtisane est fort honoré et les reines et princesses sont très désireuses de voir ces aventurières embellir leur cour. En dehors des courtisanes proprement dites, les femmes d'Abyssinie trafiquent habituellement de leur personne, et, comme elles ne possèdent ordinairement rien, comme elles sont itérativement répudiées, comme le pays est constamment en guerre et comme le grand moyen de s'enrichir est le pillage à main armée, il leur serait difficile de faire autrement. Privées de toute propriété assurée, celle de leur personne exceptée, elles se vendent, mais plus ou moins cher, suivant qu'elles aiment ou non : « Quand j'aime un homme, disait l'une d'elles, je prends de lui seulement ce qui m'est absolument nécessaire. Si au contraire, je ne suis qu'aimée; si je consens à me vendre, je le dépouille, je prends tout, même son caleçon³. » Ces femmes, si délurées, sont d'ailleurs intrépides; elles accompagnent les hommes dans leurs perpétuels combats, les encouragent par la parole et l'exemple,

1. Combes et Tamisier. *Loc. cit.*, 109.

2. *Ibid.*, II, 116.

3. *Ibid.*, II, 124.

applaudissent le brave, flétrissent le lâche ; cela au milieu même de la mêlée¹. Elles se conduisent comme des hommes, et sont souvent traitées sur le même pied. En effet, elles peuvent demander et souvent elles obtiennent le gouvernement d'un village, voire d'une province. Tel est même ordinairement le but visé par les courtisanes, qui égaient et embellissent la suite des princes². Mais dans tout cela il semble bien y avoir comme une survivance amoindrie de certaines mœurs plus ou moins gynécocratiques de l'ancienne Égypte.

La bestiale coutume de l'éviration, de la phallotomie guerrière, en vigueur chez les Abyssiniens et les Nubiens ; la manière dont les femmes envisagent cette sauvage coutume évoquent aussi le souvenir de la légende égyptienne d'Isis et d'Osiris. Nos idées sur la pudeur étaient évidemment inconnues à l'ancienne Égypte, comme elles le sont encore à l'Abyssinie contemporaine. L'indécente légende d'Isis n'éveillait, dans le pays des Pharaons, que des idées pieuses tandis que nous éprouvons quelque embarras à la raconter. On sait qu'Osiris fut coupé par Typhon en quarante morceaux, que le meurtrier dispersa ; Isis, désolée, se mit à la recherche des fragments de son époux et réussit enfin à grand'peine à les rassembler, sauf un seul, qu'il est inutile de nommer, et qu'elle dut remplacer par un *fac-simile* en bois. L'original avait été jeté par Typhon dans le fleuve et mangé par certains poissons³, odieux pour ce méfait aux dévots Égyptiens.

En mémoire de ce grand événement, les Égyptiens des deux sexes célébraient, à de certains jours consacrés, des cérémonies dites phalliques. Or, les légendes religieuses ont souvent un fond de vérité et celle-ci semble bien attester,

1. Combes et Tamisier. *Loc. cit.*, II, 124.

2. *Ibid.*, II, 116.

3. Plutarque. *D'Isis et d'Osiris*, 19.

chez les anciens Égyptiens, l'existence de la coutume phallotomique, en vigueur aujourd'hui encore en Abyssinie. Mutiler, sur le champ de bataille même, le vaincu mort ou blessé, faire trophée de telle ou telle partie de son corps, cela est assez ordinaire. Les Peaux-Rouges scalpent; les Dayaks décapitent; les Abyssiniens, eux, pratiquent la phallotomie et ils le font non seulement sans vergogne, mais avec une glorieuse ostentation. Après un combat heureux, les guerriers rentrent dans leurs foyers en portant au bout de leurs lances les dépouilles viriles de l'ennemi vaincu; puis ils en font, après préparation, des trophées qu'il suspendent au linteau de leur porte. A l'entrée de la maison des grands, des chefs renommés par leur vaillance, on voit jusqu'à 50 ou 60 de ces hideux souvenirs. Dans les chants qu'elles composent souvent pour glorifier tel ou tel prince, les femmes ne manquent jamais de mentionner ces preuves palpables de valeur guerrière : « Samnou-Nougous, notre prince, notre maître, est la terreur des Gallas; les plus braves d'entre eux évitent sa rencontre : parmi eux, que de veuves, dont les maris sont vivants! Il a arraché leurs dépouilles viriles; qu'on regarde plutôt à sa porte! etc. » En publiant cette traduction, on a eu soin de nous dire qu'elle n'était pas littérale. Très sûrement la locution académique « dépouille virile » a été substituée à une dénomination beaucoup plus réaliste, car les Abyssiniennes ne sont prudes ni dans leur langage, ni dans leurs actes¹. L'expression « veuves aux maris vivants » a trait à une autre coutume, bien abyssinienne aussi, celle qui déclare veuve toute femme, dont le mari, quoique vivant, a été mutilé, éviré, sur le champ de bataille. Après cet accident le malheureux est frappé de mort conjugale; son mariage est dissous *ipso facto* et, comme le lévirat est en

1. Combes et Tamisier. *Voy. en Abyssinie*, II, 323.

usage en Abyssinie, son frère lui succède comme époux¹. Ces coutumes sont grossières, mais, dans tous les pays barbares, la procréation est le but, la raison d'être du mariage. Non seulement les Abyssiniennes ne protestent pas contre ces mœurs, mais elles estiment même fort peu les hommes qui ne se sont pas illustrés à la mode si spéciale du pays. Des voyageurs français nous ont rapporté les lamentations d'un soldat abyssin, tenu en grand mépris par sa femme parce qu'il ne lui avait encore offert aucune « dépouille virile »². Rien de plus naturel : nous avons vu, que les Abyssiniennes ont, sous le rapport des « mœurs », un laisser-aller presque animal et nous savons qu'il est bien des façons d'entendre le mot « gloire ».

Mais il est plus que temps de rentrer dans le sujet principal de ce livre, l'étude de la propriété. Nous savons que l'Abyssinie est en régime féodal, c'est-à-dire que le roi est le propriétaire éminent, déléguant à des vassaux, en échange d'obligations bien spécifiées, l'usufruit viager de telle ou telle principauté, de tel ou tel domaine. A leur tour, les grands feudataires sont suzerains de vassaux inférieurs et ainsi de suite jusqu'au populaire. Or, tout cet édifice féodal est supporté par une forme de propriété, que nous n'avons pas encore eu l'occasion d'étudier, mais que nous rencontrerons souvent, désormais, sur notre route, par la propriété familiale. C'était surtout dans l'ancien empire abyssin, que ce régime de la propriété était fortement organisé et respecté, mais il subsiste encore dans l'Abyssinie contemporaine. La famille abyssinienne est patriarcale ; c'est au fils que se transmet la succession et au fils aîné, car le droit de primogéniture est établi³. Les femmes sont exhéredées, car il ne faut

1. D'Abbadie. *Douze Ans dans la haute Ethiopie*.

2. Combes et Tamisier. *Loc. cit.*, III, 316.

3. Verhoeven. *Loc. cit.*, VII, 36.

pas morceler le domaine, qui ne sort presque jamais de la famille; pourtant les maris constituent parfois aux filles, qu'ils achètent, un domaine soit préfix, soit coutumier¹.

Ce régime est encore debout dans son ensemble; il est traditionnel et ancré dans les mœurs. Même alors qu'à la suite d'une catastrophe, d'une épizootie, d'une invasion de sauterelles, les familles sont ruinées et contraintes à se disperser, leurs membres ou leurs enfants guettent patiemment l'occasion qui leur permettra de rentrer en possession de l'ancien domaine familial. Quand ils sont assez heureux pour y réussir, l'antique état de choses se rétablit en un moment; car la tradition suffit à faire retrouver les limites des champs réoccupés et même à reconstruire la hiérarchie communale².

Néanmoins, à côté des familles bien constituées, ayant, chacune, un domaine inaliénable et y étant fortement attachées, il y avait, dans l'ancien empire abyssin, des associations d'un autre genre. Chez les Baze et les Baréa, derniers représentants de l'empire abyssin, dit un voyageur, « les communautés sont composées de personnes et non de familles »... « La famille n'a aucune valeur politique; la filiation semble bien être encore maternelle, car le père n'a point d'autorité sur ses enfants et l'oncle dispose en maître de la vie et de la liberté des enfants de sa sœur³. » Le voyageur, qui nous donne ces renseignements, semble bien avoir été dérouté par la singularité de mœurs fermées pour lui et où il cherchait vainement la famille patriarcale d'Europe. Ces communautés, où l'oncle est maître de ses neveux, où les liens de la famille, comme nous l'entendons, n'existent pas, sont manifestement d'antiques clans, qui ont

1. D'Abbadie. *Loc. cit.*, 121.

2. D'Abbadie. *Loc. cit.* 101.

3. Munzinger. *Ostafrika*, 476 (cité par Giraud-Teulon. *Origine de la famille*, 271).

su résister à l'émiettement familial, et, vivants témoignages d'un passé disparu, subsistent à côté des familles, d'origine relativement récente, attestant ainsi qu'en Abyssinie l'évolution de la famille et de la propriété a été conforme à la grande loi générale, que la communauté du clan a précédé la propriété familiale.

Entre la monarchie théocratique de l'ancienne Égypte et le royaume féodal des Abyssins, il y a certainement beaucoup plus de dissemblances que de ressemblances. Néanmoins un fait général domine l'organisation politique et sociale des deux pays, et on le retrouve à un degré plus haut encore dans l'ancien Pérou, c'est le sacrifice des droits individuels à une autorité supérieure, de qui tout relève. La propriété, la propriété sérieuse, foncière, descend d'en haut; elle ne repose en aucune manière sur les mérites individuels.

En Abyssinie, c'est le monarque qui, selon son bon plaisir, délègue telle ou telle fraction de son domaine à tel ou tel individu. Dans la vieille Égypte, le principe du droit était le même, mais la société était mieux assise, la propriété ne changeait guère de mains que par héritage, et le pouvoir souverain se préoccupait surtout, à sa manière, de l'utilité générale. Nous allons retrouver le même souci dominant dans l'empire chinois et dans les pays qui ont adopté sa civilisation, au Japon et en Indo-Chine.

CHAPITRE X

LA PROPRIÉTÉ EN CHINE, EN INDO-CHINE ET AU JAPON

- I. *La propriété foncière.* — Utilité d'une mission sociologique en Chine. — Les fondateurs de l'empire chinois. — Leurs clans. — Usurpation des chefs. — Allotements. — Introduction de la propriété privée. — Lois agraires. — Lots insaisissables. — Domaine éminent impérial. — Féodalité. — Domaine familial. — Domaine éminent sous les Mongols. — Système d'irrigation. — Régime actuel. — Domaine éminent impérial. — Impôt métrique. — Reprise des terres. — Terres incessibles. — Petite propriété. — Le village familial en Chine. — Son organisation. — Mobilisation de la propriété dans la Chine méridionale. — Domaines impériaux. — Domaines concédés. — Domaines d'utilité publique. — Domaines des communautés. — Vif souci de la production agricole. — Impôt métrique *ad valorem*. — Impôts en nature.
- II. *La propriété mobilière.* — L'esclavage en Chine. — Prix d'un esclave. — Droits du père de famille. — L'esclave hors la loi. — L'ouvrier chinois. — Petite industrie. — Bon marché de la vie. — Taux peu élevé des salaires. — Leur équivalence. — Corporations. — Goût de l'association.
- III. *De la propriété au Japon et en Indo-Chine.* — Féodalité japonaise. — Propriété familiale. — Droit d'aînesse pour les deux sexes. — Le despotisme cambodgien. — Calque de l'organisation chinoise en Annam. — La commune annamite.
- IV. — *Valeur sociologique de la propriété familiale.* — Bons et mauvais effets de la propriété familiale. — Solidarité et défaut d'initiative. — Exemple de la Chine. — Athènes et l'empire du Milieu. — Comment une société prospère et se multiplie.

I. LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

Un Français, qui a longtemps résidé en Chine et s'est épris pour la civilisation de l'empire du Milieu d'un

amour sincère mais peut-être un peu trop ardent, M. E. Simon, l'auteur d'un livre extrêmement intéressant, intitulé *la Cité chinoise*, exprimait un jour en ma présence une idée très juste à propos de la Chine : « Comment, disait-il, les gouvernements européens, qui dépensent des sommes relativement considérables pour étudier l'archéologie et les arts de l'antiquité gréco-latine, ne pensent-ils pas à l'archéologie sociologique ? Quoi ! Ils ont des missions permanentes, des écoles spéciales, en Grèce et ailleurs, et ils ne songent même pas à faire scruter longuement, minutieusement, les institutions de l'empire chinois, de la seule grande civilisation primitive qui ait survécu ? » Rien n'est mieux fondé que ce regret. La Chine est en effet l'unique pays, qui, sans bouleversement profond, sans rupture sérieuse entre le présent et le passé le plus lointain, ait évolué depuis les âges préhistoriques jusqu'à nos jours. Même en écourtant beaucoup la chronologie légendaire des Chinois, il est sûr que leur civilisation florissait déjà, avec ses grands traits actuels, quand nos ancêtres vivaient encore à l'état sauvage et sa jeunesse a certainement été contemporaine de la vieillesse égyptienne. De tous les grands États primitifs, qui ont élaboré les premières civilisations, qui ont été pour l'humanité sauvage des centres de dressage et d'éducation, qui ont créé les rudiments des industries, des arts, des sciences, la Chine, seule, a survécu. Il sera donc bien intéressant, pour nous, de noter les transformations qu'y a subies le régime de la propriété.

Suivant les annales chinoises, la fondation de l'empire fut l'œuvre d'un petit groupe d'émigrants, « le peuple aux cheveux noirs », la « tribu des cent familles », qui, à une date fabuleusement lointaine, vinrent s'établir en Chine. Ces aventuriers étaient d'abord nomades et pasteurs comme les Mongols, mais ils se fixèrent, devinrent agriculteurs et

se multiplièrent beaucoup. L'an 2205 avant Jésus-Christ, ils étaient répartis en clans nombreux, dont chacun occupait une vallée et élisait ses chefs. Dans chaque vallée, les terres arables étaient partagées entre tous les hommes âgés de vingt à soixante ans et capables de les cultiver. Le souverain de l'ensemble des clans était aussi élu ainsi que les chefs des provinces. A ces dignitaires la communauté affectait un certain domaine, qui leur permettait de vivre conformément à leur rang¹. Comme il arrive très souvent, les pasteurs du peuple chinois entreprirent contre leur troupeau de sujets volontaires. Les apanages, dont la jouissance leur était attribuée à titre d'indemnité pour leurs fonctions, ils les confisquèrent et les transmirent héréditairement à leurs descendants. Il se fonda alors en Chine une sorte de régime féodal. Les souverains concédèrent, moyennant redevances, des fiefs à des grands vassaux, qui eurent à leur tour des arrière-vassaux. Mais la propriété exploitée par les paysans continua à être allotie entre les familles proportionnellement au nombre des bras; seulement un lot sur dix était cultivé au profit de l'État². Sous les premières dynasties, ce système se régularisa. A l'époque des *Hia* et des *Chang*, l'empereur est légalement le propriétaire de toutes les terres. En son nom, ces terres sont alloties entre les familles. Du temps des *Hia*, chaque individu recevait cinquante *meous* à cultiver. Un dixième de cette surface, soit cinq *meous*, servait à acquitter le *kong*, la taxe impériale. Or le *meou* mesurait 240 pas de long sur un de large³. Dans la plupart des pays, où les terres arables sont soumises à des allotements périodiques, on a soin de les découper ainsi en

1. M. J. Sacharof. *Memoire de la mission ecclésiastique à Pékin* (in *Revue germanique*, 1^{re} année).

2. E. de Laveleye. *La Propriété*, 143.

3. Meyer et Ardant. *La Question agraire*, 23.

longues et étroites bandes, qui facilitent beaucoup les redistributions périodiques.

Jusqu'à l'an 254 avant Jésus-Christ, le système de la propriété commune se maintint dans son ensemble et il persiste encore en Corée. La maison des *Zin* institua la propriété privée et, dès lors, disent les chroniques chinoises, il y eut des riches, qui se mirent à accaparer les terres et à les retrocéder ensuite en métayage aux cultivateurs dépossédés. Force fut de réagir et les empereurs promulguèrent successivement plusieurs lois agraires¹. On commença par décréter que les *lieux de sépulture* seraient insaisissables². Puis, l'an IX de notre ère, un empereur par usurpation, le général *Wang Mang*, revendiqua, pour lui, le droit de domaine éminent, ne laissant aux particuliers que l'usufruit, le *jus utendi*³. Une fois ce dogme bien établi, le maître suprême, le fils du ciel eut toujours la liberté de modifier à son gré le régime de la propriété. Les empereurs ne se firent pas faute d'user de cette prérogative souveraine. Déjà, sous les Chang, tout en conservant le système *Hia* pour les districts très peuplés, on avait institué, pour les autres, le système *tsou*. Des groupes de huit familles recevaient, chacun, un *tsing*, soit un domaine de 630 *meous*, limité par un fossé et subdivisé en neuf parcelles (*kia*) de 70 *meous*, chacune. Le *kia* médian (*kong-tien*) était le champ de l'État; chacun des autres *kia* représentait la part, le lot, de l'une des huit familles associées, qui cultivaient en outre et par corvées le champ de l'empereur, sans payer d'autres impôts⁴.

Ce fut plus tard que les hauts fonctionnaires, les gouverneurs de province, s'affranchirent de l'autorité impé-

1. E. de Laveleye. *La Propriété*, 143.

2. Meyer et Ardant. *Loc. cit.*, 26.

3. *Ibid.*, 26.

4. *Ibid.*, 24.

riale, devinrent princes feudataires, ce qui entraîna une série de révoltes et de révolutions. Enfin, en 230 après Jésus-Christ, l'empereur *Thsin-Thi-Hoang-ti* monta sur le trône et revint aux anciennes coutumes, au moins en partie. Il affranchit les familles des liens féodaux et aussi de ceux du petit clan (*tsing*) de huit familles. De son autorité souveraine, il vendit aux particuliers les terres dont le rite *tcheou* lui donnait la propriété, en accordant aux particuliers le droit tout à fait nouveau d'acheter et d'aliéner des terres¹. Aussitôt se déchainèrent les abus, les accaparements du sol et, cinquante ans après, en 280 après Jésus-Christ, l'empereur *Wou-ty* dut réagir. Il concéda à chaque famille, en usufruit héréditaire, un *kia* (70 *meous*) de terre arable. En outre, la maison d'habitation et la terre où reposaient les ancêtres furent déclarées inaliénables et incessibles². On fit large mesure et l'étendue de ce domaine soustrait à l'échange atteignit peu à peu 30 hectares³. — Longtemps les « champs de rosée », les pâturages, furent possédés à titre indivis et ce fut seulement en 485, qu'un édit de l'empereur *Hia-wou-ti* les répartit individuellement. Tout homme, à partir de l'âge de quinze ans, recevait une part de 40 *meous*, qu'il devait exploiter d'après des rites obligatoires, puis restituer, en arrivant à la vieillesse, à l'État, qui la lui avait prêtée.

Les Mongols maintinrent toujours le principe impérial du domaine éminent; pour les terres déjà appropriées, ils respectèrent l'état de choses préexistant. Seulement, en 1275, Koblai-Khan distribua aux hommes de sa nation les terres incultes et les domaines confisqués des princes et des grands: encore cette répartition fut-elle faite sans faculté d'aliénation⁴.

1. Meyer et Ardant. *Loc. cit.*, 24.

2. *Ibid.*, 32.

3. *Ibid.*, 27.

4. Amyot. *L'Art militaire des Chinois*.

Si l'État chinois revendiquait hautement et avec persistance ses droits de propriétaire souverain, il en acceptait aussi les devoirs, et c'est à lui que revient l'honneur d'avoir établi l'admirable système d'irrigation qui fertilise tout l'empire et y rend possible la culture régulière de la grande céréale asiatique, du riz. Six cents ans avant notre ère, les *Tcheou-li* assignaient déjà aux canaux artificiels des provinces du nord une largeur, une profondeur, une direction déterminées¹.

Sous la dynastie des *Tcheou* (du IV^e au II^e siècle avant Jésus-Christ) les rites règlent toute l'agriculture. Presque tous les fonctionnaires sont agricoles : les uns président aux travaux et aux époques d'irrigation, les autres aux semailles variées suivant les terrains ; d'autres font recueillir, préparer et utiliser les engrais. Enfin il en est qui conduisent des colonies agricoles dans les régions les moins peuplées (E. Simon, *la Cité chinoise*).

Les vieilles doctrines du droit chinois sur la propriété sont toujours en vigueur. En principe l'empereur est le propriétaire légal de tout le sol de l'empire². En cas de non paiement de l'impôt, l'État peut exproprier l'occupant du sol ; il confisque aussi la propriété pour punir les crimes d'État³ ; il reprend les terres abandonnées, le patrimoine des familles éteintes⁴. Il a institué l'impôt métrique, ce qui oblige les détenteurs du sol à en tirer le meilleur rendement possible (E. Simon, *Cité chinoise*, 32). Du reste le gouvernement chinois ne tolère pas que la terre soit laissée inculte. Dans ce cas, non seulement il en effectue la reprise, mais il punit d'abord le détenteur du champ, qui s'est rendu coupable de paresse et de négligence, puis le

1. J. de la Gravière. *Voyage en Chine*, I, 299.

2. Huc. *L'Empire chinois*, I, 96. — Milne. *Vie réelle en Chine*, 269.

3. Huc. *Loc. cit.*, I, 96.

4. Jamieson. *Translation of the Code* (*China Review*, vol. VIII, 263).

chef du village, qui a fermé les yeux, et même le chef du canton, qui a manqué de vigilance¹. Le bon usage et l'équitable répartition des terres sont tenus, en Chine, pour intérêts de premier ordre; on n'y supporterait pas qu'un spéculateur accaparât la propriété rurale pour la revendre ensuite à bénéfice.

L'antique allotement par famille subsiste partiellement aujourd'hui encore et, dans chaque domaine familial, il existe toujours un îlot sacré, incessible. Sur les 330 millions d'hectares, constituant le territoire de la Chine, il y en a 70 ou 75, qui sont ainsi retirés de la circulation; seulement l'étendue de cette terre incessible s'est peu à peu réduite à mesure que la population devenait plus dense et la culture plus intensive, à mesure aussi que le goût de la propriété individuelle grandissait et que la terre était de plus en plus assimilée aux autres propriétés; de 30 ares la superficie du champ patrimonial, inaliénable, est descendue ainsi à $\frac{3}{4}$ d'hectare². Environ 90 millions de familles se partagent le sol de la Chine et le domaine de chacune d'elles est généralement fort restreint. La superficie moyenne n'en dépasse pas 3 hectares $\frac{1}{2}$ et elle tombe quelquefois au-dessous d'un hectare. Peu de propriétés comprennent 20 hectares. Celles d'une centaine d'hectares sont excessivement rares. La Chine toute entière est donc sous le régime de la petite propriété, cultivée avec une sorte de dévotion, et celle-ci a tout envahi; il n'existe presque plus de forêts³.

La législation chinoise ne frappe d'incessibilité qu'une partie relativement restreinte du sol, mais les mœurs, le culte de la famille s'opposent, plus encore que les lois, au morcellement des domaines. Chaque famille est en réalité un

1. Pauthier. *Chine moderne*, 238.

2. E. Simon. *Cité chinoise*, 38.

3. *Ibid.*

petit clan, ayant son tribunal, ses archives, son état civil, qu'elle tient elle-même. Elle est groupée autour des tombeaux des ancêtres, de la salle où, deux fois par mois, on les honore, de l'école et de la bibliothèque pour les enfants du hameau; car les ménages parents forment de petites associations, comprenant tous les consanguins. Pour un Chinois, cette grande famille est le centre social, le refuge suprême. En être exclu est un terrible malheur. On s'arrange donc pour ne pas morceler le domaine familial. A la mort d'un homme, son fils aîné lui succède et les autres enfants obéissent à leur frère, comme ils le faisaient à leur père. Si le partage devient nécessaire, le domaine est divisé en autant de parts qu'il y a de garçons, plus la part incessible. Celle-ci revient, en plus de son lot, à l'aîné, qui la transmettra à son héritier direct. Même après le partage, les liens moraux de la famille chinoise subsistent encore et les frères continuent à exécuter en commun certains travaux agricoles, à se prêter en toute occasion aide et assistance¹. Les ménages chinois ne sont pas isolés à la mode européenne. En réalité la communauté de village existe encore en Chine dans une large mesure. Chaque groupe de ménages, constituant un village, forme une unité sociale, une personne civile, un clan, dont tous les membres sont solidaires envers le fisc. Dans chaque hameau les familles trouvent une *noria* commune, un moulin, des buffles, au besoin des bras pour leurs travaux². A la tête du village est une sorte de maire (*sian-yo*) élu au suffrage universel. Tous les intéressés sont électeurs et éligibles et l'élection se fait avec une entière liberté. Les mandarins ne patronnent jamais de candidat officiel et ne cherchent pas à influencer les votes³.

1. E. Simon. *La Cité chinoise*, 39 et *passim*.

2. *Ibid.*, 40.

3. Huc. *L'Empire chinois*, I, 96.

Telle est la situation générale de la propriété foncière en Chine. Peu de pays ont conservé à ce degré la propriété familiale, qui est et surtout a été fort répandue dans le monde; mais, même dans l'empire du Milieu, le système de la propriété familiale a subi plus d'une atteinte. Souvent, surtout dans les provinces méridionales, le propriétaire a affermé sa propriété au lieu de la faire valoir lui-même; parfois même il s'est dessaisi aussi complètement que possible de ses droits, moyennant le paiement d'une rente annuelle et d'un certain droit de mutation. Par suite le morcellement du sol a, dans certains districts, été poussé jusqu'à ses extrêmes limites, comme il arrive si souvent en Europe. Cette tendance au morcellement individualiste de la propriété foncière semble se développer fatalement avec la civilisation. Tous les peuples sortis de la sauvagerie l'ont subie plus ou moins; les Chinois y ont seulement résisté avec plus d'obstination et de succès que la plupart des autres. Non seulement ils ont conservé des champs patrimoniaux incessibles, où même l'on ne peut introduire un intrus sans devenir sacrilège¹, mais ils ont refréné le bon plaisir des propriétaires fonciers, en leur interdisant d'augmenter le loyer primitivement fixé et en les obligeant à indemniser le fermier sortant d'une somme équivalente à la plus-value qu'il a donnée au sol².

En outre, en dehors des biens fonciers, aliénables ou inaliénables, possédés par les individus ou les familles, il existe en Chine des domaines réservés, appartenant soit à la couronne, soit aux provinces. L'empereur n'est pas seulement et par excellence le propriétaire éminent de tout l'empire; il a son domaine privé, qu'il afferme moyennant un loyer payable en nature. Ces terres impériales sont appelées « les champs

1. Pauthier. *Chine moderne*, 172.

2. *Ibid.*

fertiles¹ ». Il y a encore les terres dites « gracieusement données par le souverain » ; elles sont situées autour de Pékin et furent primitivement concédées, comme pâturages, aux huit *bannières* mandchoues, lors de la fondation de la monarchie régnante². Divers autres domaines sont soustraits à l'appropriation familiale ou individuelle, par exemple, « les champs des colonies militaires » servant à payer soit en argent, soit en nature, les commandants des lieux à protéger³ ; puis les domaines provinciaux affectés à des objets d'utilité publique, comme, « les champs des études » destinés à l'entretien de tous ceux qui font leurs études dans des établissements publics⁴ ou des lettrés dans le besoin. En effet, dans chaque province de l'empire, il existe des habitations, attenantes aux temples et aux lieux de sépultures et où l'on recueille les lettrés malheureux⁵. Mentionnons encore « les champs de secours », puis les « champs communs » pour l'entretien des communautés existant dans toutes les provinces⁶.

Le principe de la propriété communautaire, en ce qui concerne le sol, est donc largement représenté en Chine, non seulement dans l'histoire du pays, mais aussi dans la législation et dans les institutions elles-mêmes. La collectivité garde encore la haute main sur le droit de propriété individuelle. Son principal souci est de veiller à la production agricole, sur laquelle reposent toute la société chinoise et surtout le système entier des impôts. En 1709, l'empereur *Khang-hi* établit l'impôt métrique, proportionnel à la quantité de terre

1. Pauthier. *Chine moderne*.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, 172.

4. *Ibid.*, 173.

5. *Ibid.*, 175.

6. *Ibid.*, 173.

que l'on possède¹ et dans une mesure générale à leur valeur, puisque les terres de montagnes, les champs non irrigués paient une rente moins forte à l'État, qui est toujours en principe propriétaire du fond. Cet impôt rural et métrique est le principal, presque le seul impôt en Chine, et il est très modéré, puisqu'il ne dépasse pas 1 fr. 50 à 5 francs par hectare, en y comprenant même la valeur des corvées et prestations². L'esprit chinois est si conservateur, si archaïque, et, d'autre part, la monnaie chinoise est si primitive encore, que, dans l'empire du Milieu, l'impôt continue à se payer à la mode antique, en nature. On prélève donc une *contribution d'été*, une *contribution d'automne*, une *contribution mixte* et une *contribution militaire*. La première s'acquitte en blé et en cocons de soie; la seconde en grains de riz; la troisième en foin et paille. Seule, la contribution militaire se paie en argent. Même en Chine, l'argent est le nerf de la guerre³.

Dans la société chinoise, primitive encore par tant de côtés, familiale et agricole avant tout, la propriété mobilière et surtout la propriété industrielle ne sauraient jouer le rôle prédominant et même insolent qu'elles se sont arrogé dans nos sociétés européennes, où la famille est réduite à son *minimum* et l'agriculture subalternisée. Pourtant ces deux genres de propriété existent en Chine, et il importe d'en signaler la forme.

II. LA PROPRIÉTÉ MOBILIÈRE

En commençant ce chapitre, j'ai rappelé que la civilisa-

1. Pauthier. *Chine moderne*, 193.

2. E. Simon. *Cité chinoise*, 32, 33.

3. Pauthier. *Chine moderne*, 176.

tion chinoise avait évolué sans jamais rompre avec son passé, même le plus lointain. Elle se glorifie d'ailleurs de son attachement aux coutumes des ancêtres; aussi son gouvernement, sa législation, ses institutions se relient-ils aux vieux âges toujours dans la forme, souvent dans le fond. Or, dans toutes les monarchies barbares, l'esclavage joue un rôle important : la Chine ne s'en est point débarrassée et elle n'en a même point amendé la dureté, au moins dans les lois. Seulement, grâce aux bienfaisants effets de l'organisation familiale et agricole en vigueur chez les Célestes, leur population servile est peu nombreuse. Néanmoins chaque famille riche ou même simplement aisée tient à honneur de posséder une vingtaine d'esclaves, quoiqu'il soit très facile en Chine de se procurer de bons domestiques libres. En général avant d'acheter un esclave, on le prend à l'essai pendant un mois, et le prix en varie beaucoup suivant le plus ou moins de dureté des temps. Aux époques prospères, un esclave bien en point peut se vendre 5 à 600 francs ; or, c'est là une assez grosse somme en Chine; mais en temps de guerre ou de famine, les familles pauvres et surchargées d'enfants s'en défont pour une poignée de riz; car les Célestes en sont encore au régime du bon vieux temps, qui conférait aux parents, surtout au père, un droit de propriété sur sa descendance. Gray a vu des bandes de maraudeurs offrir en vente des jeunes filles à raison de 20 francs par tête et il a vu, à Canton, un homme ruiné au jeu, céder ses deux garçons pour une somme totale de 425 francs¹.

L'esclavage chinois a légalement toute la rigueur de celui des temps primitifs. Il est perpétuel, héréditaire à moins de rachat, et ce rachat n'est de droit, si l'esclave a pu amasser un pécule, qu'à la seconde génération. L'esclave ne peut

1. Ph. Daryl. *Le Monde chinois*, 51.

ester en justice et le maître a, sur lui, tous les droits, même, pour l'esclave de sexe féminin, le droit de prostitution vénale et publique, même le droit de vie et de mort. L'esclave est hors de la loi¹. S'enfuit-il? Il est signalé par des placards apposés aux coins des rues et indiquant son âge, son costume, son signalement, l'adresse de son maître et la récompense promise à qui ramènera le fugitif. De semblables placards se voient jusque sur la poitrine des crieurs publics, des hommes-*sandwichs*. Les admirateurs quand même de la civilisation chinoise nous disent bien qu'en réalité la vie de l'esclave chinois est assez douce; car les mœurs valent mieux que les lois : cela est vraisemblable. Dans un pays où la législation est systématiquement immobilisée, l'esprit public doit finir par devancer le code; force est bien pourtant de reconnaître que, sans sortir de la légalité, le maître chinois peut être impunément féroce vis-à-vis de sa propriété servile.

La situation de l'artisan chinois est bien meilleure que celle de l'esclave. Elle semble même, à certains égards, préférable à celle de l'ouvrier européen. La Chine en est encore au régime patriarcal des arts et métiers. La grande industrie n'y est pas née. Les plus importantes fonderies, par exemple, ne disposent que d'un capital de 50 000 à 60 000 francs². La population ouvrière n'est nulle part enrégimentée comme celle de nos fabriques. D'autre part, les mœurs sont simples et non seulement un ouvrier chinois n'est pas moins estimé qu'un médecin ou un artiste; mais il touche même un salaire presque égal aux leurs. Sans en faire la théorie, on pratique en Chine le système socialiste de l'équivalence des fonctions³. Enfin la vie coûte très peu et le Chinois ne raffine point sur l'alimentation. Avec deux ou trois bols de riz cuit à l'eau on a

1. Ph. Daryl. *Loc. cit.* 52.

2. E. Simon. *Cité chinoise*, 115.

3. *Ibid.*, 108.

un repas suffisant ; or le bol de riz, tout préparé, coûte 3 centimes. La livre de bœuf est de 604 grammes et elle se paie 10 à 15 centimes. Pour un centime, on a un bol de thé, et pour dix centimes, un bol de vin de sorgho ou de riz. Une nuit passée à l'auberge coûte 4 centimes. Pour 7 à 10 francs, on achète une robe d'hiver ouatée ; pour 8 ou 10 francs, un pardessus doublé de peau de mouton. Moyennant 2 ou 3 centimes, pour les places inférieures et 15 à 20 centimes pour les autres, on peut aller au théâtre¹. Mais pourtant la loi d'airain de l'offre et de la demande règne forcément en Chine comme ailleurs, puisque, seules, les sociétés à régime communautaire peuvent s'y soustraire. Le salaire de l'ouvrier chinois se règle donc sur ses besoins et il est extrêmement bas. La journée d'un dessinateur ou d'un peintre se paie de 50 à 60 centimes sans la nourriture et, à la campagne, elle est de 25 à 30 centimes avec la nourriture. La main-d'œuvre agricole est de 15 à 20 centimes, plus la nourriture. On ajoute 5 centimes de plus pour le repiquage du riz et 10 pour le battage². Néanmoins l'ouvrier libre est, en Chine, plus heureux en général que beaucoup de nos salariés européens. Son outillage est encore fort simple et toujours il lui appartient³. Son atelier, très rudimentaire, est ordinairement installé chez lui et il se transmet de père en fils, toujours le même. Le tour du potier, inventé en Chine vers 2697 ans avant Jésus-Christ, n'a pas sensiblement changé depuis lors⁴.

L'organisation actuelle de la classe ouvrière dans le Céleste empire ressemble par bien des côtés à ce qu'était la nôtre au moyen âge. L'esprit de clan, très vivace encore en Chine, pousse à l'association ; aussi toute la Chine

1. E. Simon. *Cité chinoise*, 108, 109.

2. *Ibid.*

3. Ph. Daryl. *Le Monde chinois*, 53.

4. *Ibid.*, 55.

laborieuse est organisée en corporations, en vrais corps de métier. Pas un maçon, pas un charpentier, un tisseur, un forgeron, pas un médecin ou un professeur, pas même un mendiant, qui ne fasse partie d'une corporation spéciale et ne se soumette à ses règlements¹. Cette organisation n'est pas sans avantage pour les sociétaires; s'ils peuvent être quelque peu gênés par les règlements de leur association, au moins ne sont-ils pas isolés, abandonnés. Mais ces corporations sont fermées : elles forment de petites castes, visant au monopole du travail; elles sont intolérantes, dures pour qui n'est pas des leurs². Dans les moments de crise commerciale et industrielle, l'ouvrier chinois a, comme l'ouvrier d'Europe, recours à la grève et, soit par caractère, soit en raison même de son organisation en corps de métier, il y apporte une extrême ténacité, se laissant parfois mourir de faim plutôt que de céder³; ce qui peut au reste être une simple vengeance; car la morale et la loi chinoises rendent les individus responsables de tout suicide dont ils ont été la cause ou même l'occasion⁴.

En dehors des corporations, il existe, en Chine, quantité de petites sociétés, tantôt permanentes, tantôt provisoires. Toujours le régime du clan a pour effet d'inspirer aux individus le goût de l'association. Ce goût est très vif en Chine; on s'y associe pour s'amuser, pour acheter, pour vendre, pour consommer, pour produire, pour tout⁵. Quiconque a besoin d'argent en trouve sans peine, en formant une petite société avec dix autres personnes. D'ordinaire la société est constituée pour autant d'années qu'il y a d'associés; chaque

1. Ph. Daryl. *Loc. cit.*, 61.

2. *Ibid.*, 53.

3. *Ibid.*, 53.

4. Huc. *L'Empire chinois*, I, 304, 306.

5. Ph. Daryl. *Loc. cit.*, 61.

sociétaire s'engage à faire, annuellement, un versement, et tous doivent, chacun à leur tour, toucher le total d'un de ces versements annuels. L'emprunteur passe le premier, puis chacun des autres, et le montant des versements successifs est réglé de telle sorte que finalement tous les coassociés aient touché la même somme et effectué des versements d'autant plus faibles que leur tour d'être remboursé était plus éloigné¹.

III. DE LA PROPRIÉTÉ AU JAPON ET EN INDO-CHINE

Les conditions sociales et la forme de la propriété en Chine sont fort différentes des nôtres; mais il faut bien qu'elles aient leurs avantages, puisque le Japon, l'Indo-Chine et la Birmanie les ont adoptées, au moins dans leur ensemble. Pourtant le Japon, civilisé par la Chine plusieurs siècles avant notre ère, en est resté au système féodal, qui d'ailleurs peut très bien s'accommoder du régime de la propriété familiale.

Vers l'an 667 avant Jésus-Christ, des conquérants, de race mongolique, fortement imprégnés d'idées chinoises, s'ils n'étaient Chinois, occupèrent le Japon et y fondèrent une société féodale. Sous l'autorité d'un *mikado* il se forma une hiérarchie de princes feudataires, concédant à leurs compagnons des terres dont la possession les anoblissait, eux et leurs descendants. Puis les titulaires de ces fiefs les partagèrent entre leurs hommes-liges, qui constituèrent ainsi une noblesse inférieure. Enfin ces derniers louèrent le sol dont ils disposaient, à des cultivateurs.

1. E. Simon. *Cité chinoise*, 124, 125.

Ce système a duré jusqu'à nos jours. Le fermage s'évalue en mesures de riz, qui représentent l'unité monétaire. Cent mesures de riz (*syô*) équivalent à 25 francs environ. Le propriétaire prélève environ les six dixièmes de la récolte, en riz, blé, légumes, etc. ; cependant les fermiers de la couronne, mieux traités, ne paient qu'une redevance de quatre dixièmes. — Mais l'organisation fondamentale de la propriété est familiale, comme en Chine. Quelle que soit la forme du gouvernement, il faut toujours en arriver à une distribution dernière du travail producteur, nourricier, sans lequel aucune société ne saurait vivre. Les changements, les bouleversements politiques peuvent très bien ne pas atteindre cette assise première de toute société ; ce sont parfois des tempêtes de surface, qui, comme celles de l'Océan, n'ébranlent que les couches superficielles d'un groupe ethnique. Au contraire, quand la révolution a pour origine un changement profond dans le mode de production et de répartition des ressources sociales, elle ne peut manquer de bouleverser toute la hiérarchie sociale.

La Chine ancienne a eu son âge féodal et sans doute elle n'en était pas encore sortie au moment de la conquête de l'archipel japonais ; mais elle avait aussi, et simultanément, la propriété familiale, qu'elle a conservée jusqu'à ce jour. Toute cette organisation politique et sociale fut transplantée par les conquérants dans « l'empire du Soleil levant » et, il y a peu d'années, on l'y retrouvait intacte encore. L'intrusion des idées européennes pourra miner et même ruiner le féodalisme japonais ; elle sera longtemps impuissante contre l'appropriation familiale. Cette dernière a cela de particulier au Japon, que, tout en reposant sur le droit d'aînesse, elle n'exhère pas les filles, comme le fait la coutume chinoise. Dans la constitution japonaise de la propriété, ce qui importe, c'est l'intégrité du domaine familial. L'enfant pre-

mier-né, fille ou garçon, doit rester dans la maison où il a vu le jour et administrer la propriété de la famille. La coutume ne permet pas le mariage entre le fils aîné d'une famille et la fille aînée d'une autre famille. L'un aussi bien que l'autre ont l'obligation étroite de résider dans la maison où ils sont nés et cette maison ainsi que le domaine attenant ne doivent pas être absorbés par une famille étrangère. Quand le titulaire ou la titulaire d'un domaine se marient, il n'en résulte aucun changement dans la propriété, l'épouse de l'héritier, ou l'époux de l'héritière viennent simplement habiter avec leur conjoint; et si c'est une héritière, qui a convolé, elle impose son nom, ou plutôt celui du domaine à son mari¹. A nous, encore si servilement attachés au droit romain, ces coutumes semblent singulières. Elles règnent pourtant dans diverses contrées et nous les retrouverons bientôt chez les Basques. Elles n'ont point, comme on l'a prétendu, une signification gynécocratique; elles signifient simplement que le souci de maintenir intact et indivis le domaine familial prime toute autre considération.

D'autres civilisations ont essaimé du grand et respectable empire chinois. Je passerai sous silence la Birmanie, où se sont rencontrées, pour former un ensemble hybride, les influences de l'Inde aryenne et celle du Céleste empire. Mais cette dernière a dominé sans rivale en Indo-Chine, où elle a tout modelé à son image, mais avec plus ou moins de succès suivant les diverses régions indo-chinoises. Le Cambodge n'a emprunté à la Chine que ses imperfections. Son roi est un despote absolu, pour le fond et pour la forme. Il est réellement le grand propriétaire du pays; les cultivateurs sont de simples locataires, livrés sans protection au bon plaisir et au caprice des mandarins, qui font peser sur eux,

¹ G. Teulon. *Origine du Mariage*, 346.

comme ils l'entendent, tous les impôts, toutes les corvées et toutes les charges. La propriété individuelle n'est pas encore constituée au Cambodge; enfin l'esclavage y persiste, comme en Chine, mais avec plus d'extension¹.

Au contraire l'Annam a renoncé à l'esclavage et adopté pour le reste à peu près entièrement la civilisation chinoise. Le souverain annamite est, comme son suzerain d'hier, l'empereur de la Chine, absolu en principe; mais en réalité, le mandarinat et l'autonomie communale restreignent beaucoup son omnipotence. La commune annamite, calquée sur la commune chinoise, jouit en effet d'une indépendance que nos réformateurs les plus audacieux ne se permettraient pas de demander pour nos communes françaises. C'est elle qui gère les biens communaux, conserve les actes de mutation des propriétés particulières, dresse son cadastre, répartit entre ses membres l'impôt foncier, les corvées pour travaux publics, les charges militaires, entretient les routes, fait la police locale et enfin juge en premier ressort les causes correctionnelles ou civiles. Le juge royal ne décide qu'en appel. En résumé, comme le dit très bien M. de Lanessan à qui j'emprunte ces renseignements, dans l'Annam, l'individu est protégé par la commune contre l'État, par l'État contre la commune.

En Annam, la propriété est organisée exactement comme en Chine. Ce qui domine, c'est la propriété familiale, déjà aux prises pourtant avec la propriété individuelle, transmissible par vente ou héritage. Toujours à la manière chinoise, chaque domaine familial contient une portion inces-sible et sacrée, que l'on pourrait appeler le domaine des ancêtres, car elle est attribuée à la sépulture et au culte des aïeux. Toute cette organisation de la propriété est si ana-

1. De Lanossan. *Indo-Chine française* (Revue scientifique, 7 janvier 1888).

logue à celle de la Chine, qu'il serait superflu de la décrire plus longuement. J'aime mieux terminer ce chapitre en appréciant la valeur sociologique de la propriété familiale.

IV. VALEUR SOCIOLOGIQUE DE LA PROPRIÉTÉ FAMILIALE

La valeur sociologique du mode familial de l'appropriation doit être estimée au double point de vue de la société et de l'individu. Sans être spéciale à la Chine, cette forme de propriété s'y est mieux conservée qu'ailleurs; on l'y peut étudier sans peine et cette étude éclaire d'autres civilisations, les unes mal connues, les autres éteintes, qui reposaient ou reposent encore sur la propriété familiale; elle nous en fait toucher du doigt les bons et les mauvais côtés.

Les bénéfices sont considérables. Supposons un pays imaginaire, où serait rigoureusement appliqué le système de la propriété familiale, où chaque individu tiendrait à une famille possédant un domaine incessible, inaliénable et suffisant pour subvenir à ses légitimes besoins, au prix d'un travail modéré, suffisant même pour permettre à cette famille, de s'accroître pendant un temps indéterminé. Combien d'excellents résultats découleraient d'un semblable état de choses! Point d'abandon; point de paupérisme; point de malthusianisme; solidarité nécessaire de tous les membres de l'association familiale dans la bonne et la mauvaise fortune. Des traditions ininterrompues relierait les générations se succédant dans le même coin de terre et il en résulterait une vie mentale collective évoluant à travers les âges; la généalogie morale serait aussi sûre et aussi connue que celle du sang. Pour la nation, elle verrait le nombre de ses citoyens grossir avec une énorme rapidité et, quel-

que modestes qu'aient pu être ses débuts, elle ne saurait manquer de former dans un temps relativement court, une vaste et puissante agglomération.

Voilà, certes, des avantages qui ne sont pas à dédaigner. Les inconvénients ne le sont pas plus; ils ressemblent à ceux que nous avons signalés, en parlant de la *dessa* javanaise, association du même genre. Sans doute l'individu trouve dans le type familial, dont nous nous occupons, un abri et un refuge; mais il y est enchaîné rigoureusement; il ne saurait quitter la famille, qui a besoin de son travail. Il ne le pourrait d'ailleurs dans l'hypothèse où nous nous sommes placés, puisque chaque famille formerait un groupe fermé. De plus il lui faut obéir docilement au chef, à l'administrateur, quel qu'il soit. Quiconque sort de la famille ou est banni par elle, se trouve déclassé et absolument dénué de ressource. Aussi l'expulsion de la famille constitue-t-elle une peine très grave, une sorte d'excommunication, comme il arrive en Chine, où pourtant le système n'est plus appliqué dans toute sa rigueur. L'initiative individuelle est donc forcément entravée; l'horizon intellectuel est des plus bornés; on végète au jour le jour, pour le vivre et le couvert, et le progrès général ne peut s'effectuer qu'avec une extrême lenteur.

Avec quelques atténuations de détail ce tableau convient à la Chine. L'empire du Milieu fut fondé, disent les chroniques, par « cent familles », ce qui veut dire un petit nombre de familles. Or, il compte aujourd'hui, au minimum, 400 millions d'habitants. Jusqu'aux frontières du Thibet, à 800 lieues de la mer, on y trouve des villes d'un demi-million d'habitants. Toutes les forêts en ont été défrichées; on n'y voit plus de terres incultes; on a cultivé jusqu'aux pentes et aux sommets des montagnes; on est allé jusqu'à faire déborder la terre sur l'eau en créant sur les

lacs des jardins flottants. Néanmoins la population croît, pullule toujours, presque tout entière occupée à faire de la petite culture, à repiquer du riz dans un sol qu'elle engraisse constamment, rend inépuisable, et qui rapporte jusqu'à 12,000 à 14,000 kilogrammes de riz à l'hectare¹.

Le régime de la propriété familiale a donc enfanté en Chine une énorme masse d'hommes, le tiers ou le quart du genre humain. Mais, depuis des milliers d'années, cette fourmilière humaine n'a su accomplir aucun grand progrès. Elle vivote plutôt qu'elle ne vit. Elle s'est même, de parti pris, figée dans l'immobilité, décrétant tout changement délictueux, fixant, une fois pour toutes, les plus menus détails de la vie et de l'industrie par des rites immuables et ayant force de lois. Dans cette vaste société, agricole par excellence, et depuis des milliers d'années, on se sert encore d'une charrue primitive, *en bois*² ! Pendant un siècle de sa glorieuse existence, la petite capitale de l'Attique, Athènes, a conçu et remué plus d'idées que le populeux empire chinois durant des cycles chronologiques. Enfin, d'autre part, tous les peuples qui se sont formés et créés à l'abri de la propriété familiale, l'ont abandonnée en abordant les phases supérieures de leur évolution. On s'égarerait donc en considérant ce mode d'appropriation comme un idéal, et c'est bien vainement que quelques admirateurs exaltés de la Chine prétendent nous y ramener par la simple persuasion.

Est-ce à dire qu'il n'y ait à tirer de l'exemple de la Chine aucun enseignement utile ? Nullement. Nous en pouvons conclure : 1° que pour prospérer, une société doit s'efforcer de ne laisser dans l'abandon aucun de ses membres ; mais que tout en les abritant dans la mesure du nécessaire, il lui faut entraver aussi peu que possible leur liberté individuelle, à peine

1. E. Simon. *Cité chinoise*, 4, 5.

2. *Ibid.*, 128.

de s'immobiliser; 2° enfin que, pour augmenter la natalité d'un peuple, deux grandes conditions sont nécessaires et suffisantes : une abondante production et une équitable répartition des subsistances, de telle sorte qu'en parodiant un vers bien connu de Molière, on peut dire :

Qu'un peuple a des enfants, quand il en veut avoir.

On ne saurait donc trop recommander à nos législateurs, à nos hommes d'État, même à nos économistes, une sérieuse étude de la Chine et de son organisation.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE XI

LA PROPRIÉTÉ CHEZ LES BERBÈRES

- I. *Comment doit s'entendre la hiérarchie des races.* — Les degrés d'infériorité sont des degrés d'évolution. — Intérêt spécial des origines sociologiques dans les races blanches. — L'évolution chronologique confirme la gradation ethnographique.
- II. *De la propriété chez les Berbères canariens ou Guanches.* — Identité de race chez l'homme de Cro-Magnon et les Berbères. — État social des Canariens. — Leurs grottes. — Leurs habitations.
- III. *La propriété chez les Touâreg.* — Les tribus touâreg. — Tribus serves. — Esclaves nègres. — Autonomie de la famille. — Les biens immobiliers. — Les biens héréditaires. — La femme targaie propriétaire. — Le mariage touâreg. — Filiation maternelle. — Situation de la femme mariée. — Survivances du régime communautaire. — La Marseillaise de la razzia.
- IV. *La propriété chez les Kabyles ou Berbères sédentaires.* — La propriété individuelle en Kabylie. — Extrême sobriété. — Division de la propriété. — Comment on peut devenir propriétaire. — Droits de la commune et des associations. — Limitation de la propriété individuelle. — Toute dette est sacrée. — Limitation des droits du créancier. — Grande solidarité. — Les associations familiales. — Droit et devoir d'assistance mutuelle. — Aumônes. — Droits des indigents. — Droits du voyageur. — Les biens *habous*. — Domaine éminent de la commune.
- V. *L'évolution de la propriété chez les Berbères.* — Du clan à l'individualisme. — Perturbation de l'évolution chez les Touâreg.

I. COMMENT DOIT S'ENTENDRE LA HIÉRARCHIE DES RACES

Les précédents chapitres ont eu pour objet d'étudier le

régime de la propriété chez les races de couleur. Il nous reste à poursuivre la même enquête chez les races blanches. C'est à dessein que j'évite les expressions usuelles : races inférieures, races supérieures. Sans doute il existe, entre les races humaines, des différences énormes. Les unes confinent à l'animalité ; les autres ont gravi un certain nombre de degrés sur l'échelle des progrès moraux, sociaux, intellectuels, et l'on aime à espérer que leur ascension est loin d'être terminée. Mais il importe de bien préciser la valeur de cette inégalité. Toutes les races n'ont pas la même aptitude à évoluer, mais toutes le peuvent, puisque, par essence, toutes les espèces organiques sont modifiables. En fait, chacune des principales races humaines a su créer une ou plusieurs grandes civilisations. L'Égypte ancienne, qui s'est développée la première, donnant en quelque sorte l'exemple au genre humain tout entier, avait un fond de population éthiopienne, c'est-à-dire négroïde, avec lequel sont venus se croiser des appoints berbères et sémitiques. Si barbares qu'ils aient été, les grands États de l'Amérique centrale honorent les mongoloïdes américains. Enfin la race mongole proprement dite a enfanté la civilisation chinoise, qui, bravant l'effort destructeur des siècles, a constitué la plus vaste et la plus durable agglomération ethnique qui ait jamais existé et, aujourd'hui encore, peut à bien des égards servir de modèle aux races blanches. Ces dernières se décernent volontiers un brevet de supériorité, de noblesse native, mais le triple témoignage de l'archéologie préhistorique, de la tradition et de l'histoire atteste, que leurs débuts ont été des plus humbles ; que, durant des myriades de siècles, elles ont croupi dans la sauvagerie pour s'en dégager beaucoup plus tardivement que les empires des Pharaons et des Célestes. Enfin, et il importe de le remarquer, le progrès des races dites supérieures a été l'œuvre

d'une très petite minorité, et aujourd'hui même leur niveau moyen n'a rien qui puisse justifier leur immense et souvent féroce orgueil.

Ici encore il faut s'inspirer de la doctrine transformiste et considérer l'inégalité actuelle des races humaines comme marquant simplement les échelons d'une évolution, que tous les types du *genus homo* gravissent, ou du moins sont susceptibles de gravir plus ou moins vite. Le jour où nos civilisés d'Europe seront bien pénétrés de cette vérité, ils cesseront de traiter les races dites inférieures avec le sauvage laisser-aller qui leur est habituel ; car l'adulte n'a pas le droit de mépriser l'enfant.

Ces vues générales sont confirmées par toute la sociologie ethnographique, et l'enquête spéciale que nous entreprenons ici au sujet de la propriété ne les contredira point. Dans les précédents chapitres nous avons étudié les diverses formes de la propriété dans l'espace, en les sériant du simple au composé, depuis le régime de la horde anarchique jusqu'à la grande monarchie barbare. Mais beaucoup de peuples, parmi ceux dont nous nous sommes occupé, n'ont pas d'histoire ; on peut donc se demander si leurs divers régimes de la propriété sont des stades issus les uns des autres. Même les exemples de l'Égypte et de la Chine ne sont pas suffisamment probants. Les primitives origines de la première ne peuvent être convenablement scrutées, et celles de la Chine elle-même sont encore mal élucidées. Ce que nous savons de l'histoire et des mœurs de ces deux contrées fortifie nos inductions sur les transformations évolutives du régime de la propriété, mais ne nous fournit pas encore une complète certitude.

La jeunesse sociologique (je ne dis pas l'enfance) des races blanches nous est, en général, mieux connue, et si nous retrouvons, dans leur passé, ces mêmes stades de la propriété

disséminés, aujourd'hui encore, chez les diverses races dites inférieures, nos inductions en seront confirmées, car l'évolution chronologique s'accordera avec la gradation ethnographique ; elles s'éclaireront mutuellement et nous serons fondé à croire que nous avons vraiment retracé l'évolution générale de la propriété, que nous en avons formulé la loi.

Cette seule raison suffirait à nous justifier d'avoir, dans cette enquête sur les divers régimes de la propriété, séparé les races de couleur des races blanches. Nous pouvons cependant invoquer un autre motif encore. Certains peuples de race blanche, notamment ceux d'Europe, ont poussé leur évolution sociale plus loin que les races de couleur ; ils nous permettent donc d'étudier des stades de la propriété que les races de couleur, en général, n'ont pas encore abordés. Les deux parties de cette étude seront par conséquent complémentaires l'une de l'autre : la première nous renseignera particulièrement sur les formes, très anciennes, de la propriété ; la seconde, surtout sur les formes dernières, je veux dire sur les formes atteintes le plus tardivement, mais qui vraisemblablement ne sont point définitives ; car le changement est la loi primordiale du monde et le définitif n'existe pas.

Après ces quelques considérations préliminaires, je puis maintenant rentrer dans l'exposition analytique des faits et décrire, dans le passé et le présent, le régime de la propriété chez les trois grandes races blanches, savoir : la race berbère, la race sémitique et la race aryenne.

II. DE LA PROPRIÉTÉ CHEZ LES BERBÈRES CANARIENS OU GUANCHES

Parmi les nombreux services dont nous sommes redeva-

bles à l'archéologie préhistorique et à l'anthropologie en général, il en est un dont il leur faut être particulièrement reconnaissant, c'est d'avoir rattaché les Berbères actuels à leurs ancêtres disparus, à l'homme de Cro-Magnon et à celui de Menton. Nous savons aujourd'hui, que, durant la période néolithique, des hommes de même race ont habité le midi de la France, l'Espagne et l'Afrique dite barbaresque; en outre, que les Touâreg et les Kabyles contemporains descendent au moins en partie de cette race préhistorique. Enfin, par un merveilleux hasard, un échantillon des Berbères préhistoriques a persisté, à peu près intact, jusqu'à la fin du xv^e siècle, en conservant les mœurs, l'industrie, vraisemblablement l'état social des Berbères néolithiques: j'entends parler des Guanches des Canaries, qui, longtemps regardés comme une simple curiosité ethnique, sont devenus tout particulièrement intéressants depuis qu'on les doit considérer comme les épigones d'une grande race néolithique. Par malheur les conquérants espagnols ont bien plus songé à les subjuguier ou à les détruire qu'à les étudier; néanmoins, en rapprochant des résultats fournis par les fouilles archéologiques les renseignements semés dans les relations des chroniqueurs transpyrénéens, on parvient à se faire une suffisante idée des Guanches ou Berbères canariens et de leur état social.

En 1341, l'Italien Angiolino del Tegghio¹ et, en 1402, le Normand Jean de Béthencourt retrouvèrent les îles Canaries. A ce moment, les Guanches vivaient sous le régime de la tribu monarchique et étaient encore en pleine période néolithique. Chacune de leurs tribus obéissait à un monarque adoré comme une divinité. On se prosternait sur le passage de ce potentat; on essuyait la poussière de ses pieds, que l'on baisait dévotement ensuite²; à son avènement plusieurs

1. *Les Iles fortunées ou archipel des Canaries*, I.

2. L^r Verneau. *Mission scientifique dans l'archipel canarien*, 200.

Guanches se disputaient la gloire de se sacrifier en son honneur; ils se vouaient et se précipitaient ensuite de certaines hauteurs sur des pointes de rocher¹, trop heureux de mourir pour rehausser la gloire du maître. Ce dernier était pourtant assisté d'un conseil de nobles, se recrutant lui-même dans la caste aristocratique, mais après ratification du grand-prêtre². Le pouvoir monarchique était héréditaire, de mâle en mâle, mais parfois en ligne collatérale, le plus âgé des frères succédant de préférence aux fils³. Comme il est ordinaire avec une semblable organisation politique, la terre, le sol, était la propriété absolue du souverain, qui en répartissait, à titre temporaire, l'usufruit entre ses sujets⁴.

La transmission collatérale du pouvoir accuse l'existence de la filiation maternelle et le *jus primæ noctis* accordé aux chefs, l'usage amical de prêter une de ses femmes, quand on donnait à un ami l'hospitalité, suggèrent l'idée d'une organisation en clans communautaires⁵. L'examen des habitations guanches vient corroborer cette supposition. Les anciens Canariens étaient en effet troglodytes; ils avaient conservé, en les perfectionnant quelque peu, les mœurs de l'homme des cavernes. Autant que possible, ils habitaient dans de vastes grottes naturelles, communes dans leurs îles, et ils savaient y creuser des excavations, des alcôves profondes et multiples, indiquant sûrement que plusieurs familles vivaient ensemble, à la manière des Iroquois. A défaut de cavernes naturelles, les Guanches construisaient, en pierres sèches, des maisons, qui étaient des sortes de cavernes artificielles, car elles n'avaient ni fenêtres, ni cheminées, ce

1. *Voyage de Nichols*, cité par Demeunier, t. I, 313.

2. Verneau. *Loc. cit.*, 176.

3. *Ibid.*, 176.

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*, 175.

qui obligeait à en placer le foyer près de l'entrée¹. L'architecture de ces maisons guanches rappelle aussi les « longues maisons » iroquoises, car on avait soin de les partager par des cloisons en plusieurs alcôves latérales². De cet ensemble de renseignements l'on peut conclure que les Berbères des Canaries, fort voisins encore de l'état primitif puisqu'ils en étaient restés à la pierre polie et à la grotte, tout en étant organisés en tribus monarchiques, analogues à celles des Natchez américains, avaient gardé en grande partie les mœurs du clan communautaire.

Confinés dans leur petit archipel, à l'abri des invasions, des mélanges, des innovations provenant des autres races, les Berbères canariens avaient conservé jusqu'au xvi^e siècle un état social, que l'on est fondé à appeler préhistorique. Ils n'en a pas été de même naturellement pour leurs congénères du continent. Ceux du midi de l'Europe se sont de bonne heure fondus avec les populations environnantes ou envahissantes en perdant tout caractère national ; quant aux Berbères d'Afrique, ils ont un peu mieux résisté et, tout en adoptant l'islamisme et subissant aussi bien des mélanges, ils forment encore des groupes ethniques tout à fait dignes de l'intérêt des sociologistes. Nous avons donc à décrire le régime de la propriété en vigueur chez les deux branches berbères d'Afrique, chez les Touâreg du Sahara et chez les Kabyles.

III. LA PROPRIÉTÉ CHEZ LES TOUAREG

Les Berbères continentaux ne se sont point, comme les Guanches, immobilisés dans les premiers stades de l'évolution

1. Verneau. *Loc. cit.*, 187, 188, 194.

2. Verneau. *Loc. cit.*, 194.

sociale. L'histoire nous apprend qu'ils ont, à diverses reprises, fondé des monarchies barbares, successivement brisées, d'abord par la conquête romaine, puis par l'invasion arabe. Aujourd'hui, ils ne sont plus organisés qu'en tribus; les unes soumises à telle ou telle domination étrangère, dans l'Afrique qu'on peut appeler antérieure, dans l'Afrique barbaresque, au nord du Sahara; les autres, les tribus sahariennes, à peu près indépendantes, tantôt stables et agricoles dans les oasis, tantôt nomades et pastorales. Ces dernières, toujours plus ou moins pillardes, vivent du lait et de la chair de leurs chameaux, de leurs moutons et de leurs chèvres¹; en outre, elles prélèvent des tributs de dattes, etc., sur les populations des oasis, qu'elles ont subjuguées. Quelques tribus foncièrement nomades ont le monopole du transit commercial à travers le désert². Enfin, au delà du Sahara, sur les rivages méridionaux de cette mer de sable, de la longitude de Tripoli à celle de Tombouctou, les Touâreg mènent une vie sédentaire et agricole.

Sans exception, tous les Touâreg ont, beaucoup plus que les kabyles barbaresques, conservé les mœurs et institutions propres à leur race. Il y a donc un intérêt particulier à les étudier à part. Ils sont ordinairement organisés en tribus monarchiques comprenant des esclaves, des serfs et des nobles gouvernés par un chef. Le mode de transmission des pouvoirs du chef atteste encore une antique filiation féminine; en effet, ce n'est pas le fils du défunt, mais son neveu, le fils aîné de sa sœur qui lui succède³. Les tribus berbères sont groupées en confédérations, mais il y a des tribus serves et des tribus nobles : ces dernières⁴, seules, ont des droits

1. Duveyrier. *Touâreg du Nord*, 220.

2. *Ibid.*, 102.

3. *Ibid.*, 265.

4. *Ibid.*, 329.

politiques, seulement, on n'est pas admis dans leurs conseils avant l'âge de quarante ans. Les Touâreg jouissent d'ailleurs d'une grande longévité, qui rappelle celle attribuée par Hérodote aux Éthiopiens macrobes. On cite, chez eux, des gens ayant atteint l'âge de cent trente et même cent cinquante ans¹.

En droit, les serfs touâreg sont à la merci de leurs maîtres, qui peuvent en exiger l'entier abandon de tout ce qu'ils possèdent²; mais pratiquement les propriétaires se gardent de tuer la poule aux œufs d'or; ils laissent leurs esclaves s'enrichir tranquillement dans les oasis, qu'ils cultivent, et se contentent de venir, à l'époque des récoltes, toucher leur dîme et se remonter en chameaux³. Les serfs touâreg ou *imrhâd* se peuvent transmettre par héritage ou donation, mais ils ne se vendent pas, comme les esclaves noirs⁴. Le serf touâreg n'a pas le droit de porter la lance ou la longue épée, attributs de l'homme libre. Une lance de bois et un poignard lui suffisent⁵; il doit se vêtir modestement, et ordinairement de cuir⁶.

L'esclave nègre a, chez les Touâreg, une situation bien inférieure à celle du serf. D'ordinaire, il sert de domestique et sa femme fait fonction de servante⁷. C'est grâce à ces auxiliaires noires, que les dames Touâreg peuvent mener la libre et intelligente existence que Duveyrier nous a décrite. D'ordinaire, les maîtres touâreg sont très doux pour leurs esclaves, pourtant, au sud du Sahara, dans la vallée d'Andaras, Barth a vu une charrue rudimentaire, à laquelle, sui-

1. Duveyrier. *Loc. cit.*, 428.

2. *Ibid.*, 334, 335.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*, 336.

5. Barth. *Voy. en Afrique*, I, 138. — IV, 113, 114.

6. Barth. *Loc. cit.*, IV, 165.

7. Duveyrier. *Loc. cit.*, 339.

vant la très ancienne mode égyptienne, étaient attelés trois esclaves, que leur maître excitait au travail absolument comme des bœufs¹.

Dans la tribu touâreg, la famille jouit d'une grande autonomie. Son chef la gouverne exactement comme le chef gouverne la tribu. Il peut ordonner la mise aux fers, la bastonnade, prononcer dans le cas d'une grossesse illícite, etc.².

Les biens immobiliers ne se vendent guère chez les Touâreg, mais il existe des biens mobiliers de provenance diverse, savoir : des droits coutumiers perçus sur les caravanes et les voyageurs, des tributs de protection payés par les sujets (*ra'aya*), des droits sur les personnes et les biens des serfs, des droits sur les eaux. A Ouarglâ, il y a des propriétaires et des *khammas*, des métayers, se contentant du cinquième des produits des jardins qu'ils cultivent (Duveyrier, 289)³. On distingue deux sortes de biens transmissibles par héritage : les biens *dits légitimes*, savoir l'argent, les armes, les esclaves, les troupeaux, les récoltes, les provisions, tout ce qui est acquis par le travail individuel; et d'autre part, les biens dits illégitimes, les *biens d'injustice*, conquis les armes à la main et collectivement par tous les membres de la famille. Ces derniers, les biens illégitimes, sont inaliénables et reviennent par droit d'aînesse au fils aîné de la sœur aînée⁴. Les autres sont partagés également à la mort d'un chef de famille, entre tous les enfants sans distinction de sexe, et cela aussi bien chez les serfs que chez les marabouts et les esclaves⁵.

1. Barth. *Loc. cit.*, I, 220.

2. Duveyrier. *Loc. cit.*, 427. 428.

3. *Ibid.*, 396.

4. *Ibid.*, 396, 397.

5. *Ibid.*, 397. — *Evolution du mariage*, etc.

Plusieurs fois déjà, j'ai eu l'occasion de rappeler la part importante, prise par les très anciens Berbères, dans la fondation du royaume des Pharaons. Peut-être faut-il attribuer à l'influence de ces Berbères la situation, relativement favorable, faite à la femme dans l'antique Égypte. Précédemment¹, j'ai parlé avec détail des droits et libertés considérables dont jouissent encore les femmes touâreg, les femmes libres, les dames. Je dois donc actuellement me borner à résumer très brièvement les renseignements que nous possédons à ce sujet. D'abord, comme je viens de le dire, la femme targuie hérite au même titre que les mâles, et c'est là un fait absolument anormal dans les civilisations barbares. Elle a par suite une fortune personnelle; en outre, elle la gère elle-même; enfin, elle n'est astreinte à aucune des charges familiales. C'est de son plein gré seulement qu'elle contribue aux dépenses du ménage, aussi s'enrichit-elle par le cumul des produits, des revenus, et, à Rhât, par exemple, la plus grosse part de la propriété est actuellement entre les mains des femmes². Le mariage de la femme touâreg n'est point une vente; jeune fille, elle dispose d'elle-même, et son père n'intervient que pour empêcher une mésalliance. Certaines femmes acquièrent même une haute situation politique. Ainsi les marabouts d'El-Rogâr avaient pour *cheikha* une femme réputée fort belle. En dépit du Coran, les femmes touâreg ont su imposer la monogamie à leurs époux et elles demanderaient à l'instant le divorce si on leur donnait une ou plusieurs rivales³. Tous les voyageurs ont été frappés de la liberté d'allure des dames touâreg. Elles vont librement où elles veulent, ont des soupirants, des chevaliers servants, donnent des soirées musicales à leurs

1. *L'Évolution du mariage*, 223, 224.

2. Duveyrier. *Loc. cit.*, 339.

3. *Ibid.*, 429.

amis¹. Elles sont instruites : ce sont elles qui ont conservé et qui enseignent l'ancienne écriture berbère, le *tesfinagh* ; elles savent lire et écrire bien plus communément que les hommes² ; dans les visites qu'elles font, la pipe passe constamment de leur bouche dans celle des hommes et inversement³. Leur position sociale est donc aussi différente que possible de la subordination extrême à laquelle devaient se résigner les femmes guanches. Ajoutons que la filiation est encore maternelle chez les Touâreg. « C'est le ventre, disent-ils, qui teint l'enfant, » et en effet, l'enfant suit le sang de la mère ; ainsi le fils d'un père esclave ou serf et d'une femme noble est noble comme sa mère⁴. Dans certaines tribus agricoles de race berbère, par exemple chez les Ba-Asbentchi, la femme en se mariant ne quitte point son village ; c'est le mari qui doit venir se fixer près d'elle, exactement comme au Japon et chez les Basques⁵. Contrairement aux habitudes musulmanes, la femme targuie mange avec son mari et même ce dernier, qui est pourtant tenu de pourvoir aux besoins de sa moitié, lui cède les meilleurs morceaux.

Ces mœurs sont remarquables, et elles sont fort anciennes, puisque les écrivains de l'antiquité signalent déjà des traits analogues chez les populations berbères. Il faut pourtant se garder d'en exagérer la portée, comme on l'a fait quelquefois. Quoique relativement libre et privilégiée, la femme berbère n'en doit pas moins obéissance à son mari et son adultère peut être puni de mort⁶ par l'époux, sans que la

1. Duveyrier. *Loc. cit.*, 345, 347, 429.

2. *Ibid.*, 387, 388.

3. Barth. *Loc. cit.*, IV, 146.

4. Duveyrier. *Loc. cit.*, 337.

5. Barth. *Voy. en Afrique*, I, 204.

6. Duveyrier. *Loc. cit.*, 430.

famille de la coupable ait le droit de demander ensuite une réparation quelconque¹.

Il faut que, chez les Touâreg, le régime de la propriété communautaire ait disparu depuis bien longtemps, car on n'en trouve plus guère de traces. Cependant, dans une tribu, celle de Tinylkoum, habitant à l'ouest de Mourzouk et s'occupant presque exclusivement à transporter les marchandises, règne encore une très étroite solidarité. Les 350 ou 400 familles, composant cette tribu nomade, agissent d'une seule âme et, suivant leur expression, « comme la farine, qui, passant à travers les nombreuses ouvertures d'un crible, tombe dans le même vase². » — Dans tout le Bournou, les puits sont des propriétés personnelles, précieuses, et le voyageur n'y accède que moyennant péage; mais, dans les tribus touâreg, on permet au voyageur d'abreuver son cheval avant les indigènes et leur bétail³ et, quant un marchand d'eau, trop rapace, abuse de l'inexpérience d'un étranger pour lui extorquer à ce sujet trop de kourdis, il arrive que la femme de l'avare lui fait de vifs reproches et indemnise le voyageur spolié⁴. Au total cependant les Touâreg en sont arrivés au régime de la propriété à la fois familiale et individuelle. Ils auraient même sur le tien et le mien des idées et des sentiments de sévère moralité, mais entre eux seulement. Un Targui, fût-il dans le dénûment, ne touche ni à l'argent ni aux marchandises qui lui ont été confiés⁵. Quand un Targui meurt en voyage, ses compagnons gèrent ses affaires de leur mieux, et, au retour, rendent aux héritiers un compte exact de leurs opérations⁶. Le vol domestique et

1. Duveyrier. *Loc. cit.*, 429.

2. Barth. *Voy. en Afrique*, I, 102.

3. *Ibid.*, III, 192.

4. *Ibid.*, II, 86.

5. Duveyrier. *Loc. cit.*, 385.

6. *Ibid.*, 385.

l'abus de confiance seraient inconnus chez les Touâreg¹. Si, dans une caravane, un chameau vient à mourir, les ballots et provisions, alors que l'on a été obligé de les abandonner sur la route, restent intacts, fût-ce pendant une année². Voilà pour la propriété du voyageur, auquel on doit protection, ou mieux encore du compagnon avec lequel on est solidaire. Pour les autres, il en va tout autrement et l'on pratique sans scrupule à leurs dépens le vol à main armée. La piraterie dans le désert est même extrêmement usitée et fort goûtée des Touâreg. Il semble pourtant que parfois leur conscience proteste tout bas, puisque la viande d'un animal volé ne doit pas être offerte dans une *dhîfa*, ou repas de l'hospitalité³. La restriction est légère et les *razzias*, spécialement contre certaines tribus arabes rivales, sont considérées comme des actes glorieux. Voici, comme preuve à l'appui, le texte d'une espèce de Marseillaise targuie à l'adresse des Arabes Cha'amba : elle a de la saveur, mérite d'être citée et nous renseigne très exactement sur la moralité touâreg, relativement à la propriété des étrangers : « Que Dieu maudisse ta mère, Ma'talla, car le diable est en ton corps ! — Ces hommes, les Touâreg ! tu les prends pour des lâches ; — cependant ils savent voyager et même guerroyer ; — ils savent partir de bon matin et marcher le soir ; — ils savent surprendre dans son lit tel homme couché, — surtout le riche, qui dort au milieu de ses troupeaux agenouillés ; — celui qui a orgueilleusement étendu sa large tente, — celui qui a déployé entièrement ses tapis et ses doux lainages, — celui dont le ventre est plein de blé cuit avec de la viande — et arrosé de beurre fondu et de lait chaud sortant du pis des chamelles ; — et lui se

1. Duveyrier. *Loc. cit.*

2. *Ibid.*, 259.

3. *Idid.*, 358.

met à crier jusqu'à ce que son âme s'envole. — Nous le laverons de son bien, sans même lui laisser d'eau. — Sa femme, qui devant un bon mets fait « hen ! hen ! hen ! », comme une cavale devant une mesure d'orge, ne pourra plus supporter son désespoir¹. »

Ce petit chant barbare est ce qu'on appelle aujourd'hui « un document humain ». L'amour du pillage, du bien d'autrui, y éclate avec une naïveté sauvage ; mais il faut entendre par « autrui » seulement les individus étrangers au petit groupe dont on fait partie.

De tout ce qui précède il ressort que, soit spontanément, par la seule force des choses, soit par suite du contact avec les conquérants de race diverse, qui ont occupé l'Afrique du nord, les Touâreg en sont arrivés à la propriété individuelle, même sans distinction de sexe. Pour la propriété foncière aliénable, qui souvent reste indivise, l'associé, le cohéritier, les parents successibles, etc., ont toujours le droit de *chefâa*, de préemption, que l'on peut considérer comme une attestation et une revendication du droit familial, affaibli, mais toujours vivant.

IV. LA PROPRIÉTÉ CHEZ LES KABYLES OU BERBÈRES SÉDENTAIRES

Les Touâreg sont encore à demi nomades et, chez eux, le labeur agricole est abandonné ou plutôt imposé aux serfs. Leurs congénères kabyles, qui, du Maroc à la Tripolitaine, sont si nombreux encore, surtout dans les massifs montagneux, ont absolument renoncé à la vie errante. Ce sont de laborieux agriculteurs, dont les villages couronnent toutes

1. Duveyrier. *Loc. cit.*, 451.

les cimes des districts occupés par eux. En raison même de leur sédentarité, ils ont, bien plus que les nomades du Sahara, subi l'influence des conquérants romains d'abord, arabes ensuite. Leur évolution sociale est donc bien loin d'avoir été spontanée; aussi, dans leurs mœurs, dans leur législation, l'influence étrangère coudoie toujours les instincts natifs et souvent les domine. Pourtant le régime de la propriété, en Kabylie, est marqué par quantité de traits, qui lui donnent une forme originale.

D'une manière générale la propriété privée est instituée en Kabylie et le droit de propriété s'entend, en principe, à la manière romaine : *jus utendi et abutendi*¹. La propriété du sol comprend le dessus et le dessous, le fonds et le tréfonds (Hanoteau et Letourneux, II, 230). En général, les Kabyles ont horreur de l'indivision. Leurs champs sont bien délimités, souvent clos de haies. Tout propriétaire peut obliger son voisin au bornage des propriétés contiguës et l'opération se fait à frais communs (Hanoteau et Letourneux, II, 254); les titres de propriété sont en règle et très détaillés; on y mentionne non seulement le nombre d'arbres dont un champ est planté, mais même les diverses essences². Parfois on va bien plus loin encore et l'on peut être propriétaire d'une branche d'olivier³. Ordinairement, les arbres, et spécialement les oliviers, peuvent constituer une propriété indépendante du sol. Cette propriété arboricole rappelle le domaine congéable des Bretons et peut avoir la même origine (II, 230). En résumé, la propriété est très divisée en Kabylie, et il n'y a pas de grandes fortunes. La race est très sobre et son régime est surtout végétarien. La masse vit de peu :

1. Hanoteau et Letourneux. *Kabylie*, II, 314.

2. E. de Laveleye. *De la propriété*, 97.

3. E. Sabatier. *Essai sur l'origine, etc., des Berbères sédentaires* (*Revue d'anthropologie*, juillet 1882).

quelques poignées de couscous à la farine d'orge ou de sorgho, un peu de pain et quelques figues suffisent, chaque jour, à la plupart des Kabyles. Dans beaucoup de tribus, on se contente fréquemment de glands doux assaisonnés d'une huile nauséabonde¹. La fortune des plus riches familles kabyles n'excède pas un capital de 20 à 30,000 francs, dont le revenu doit subvenir aux besoins d'une quarantaine de personnes. « Dans notre pays, disait un Kabyle, les gens riches sont ceux qui peuvent, deux fois par semaine, manger du couscous à la farine de froment². »

La propriété kabyle s'acquiert de diverse manière et elle est, dans bien des cas, une prime offerte au travail. Dans quelques villages, propriétaires de communaux importants, quiconque défriche une portion de ces terrains ou mieux encore une terre quelconque inculte, en devient par ce seul fait, propriétaire³. En général le droit de propriété par occupation peut s'exercer sur les choses dites « libres », « vacantes »⁴. On peut devenir propriétaire en « vivifiant » une propriété « morte », et un terrain est dit « mort », quand il est resté depuis longtemps inculte, quand il a appartenu à un Musulman actuellement inconnu et en outre est assez distant des habitations, pour que la voix humaine ne puisse s'en faire entendre. Quiconque fertilise un champ dans ces conditions, le « revivifie » et en devient par ce seul fait propriétaire. Cette vivification peut s'opérer de diverses manières : soit en creusant un puits d'arrosage, soit en desséchant le sol, soit en y faisant une plantation, soit en le débroussaillant, etc.⁵.

1. Hanoteau et Letourneux. *Kabylie*, II, 53.

2. *Ibid.*, II, 53.

3. *Ibid.*, II, 265.

4. *Ibid.*, II, 263.

5. *Ibid.*

Il n'est pas toujours nécessaire de « vivifier » pour devenir propriétaire. Ainsi quiconque, étant présent dans le pays et connaissant ses droits, a laissé un tiers disposer de sa propriété par vente ou donation, sans protester à bref délai, n'est plus recevable ensuite à revendiquer¹. La simple et paisible possession d'un immeuble, pendant dix ans non interrompus, sans opposition de la part du propriétaire présent dans le pays, suffit à constituer une présomption légale en faveur de l'occupant, et l'ancien propriétaire est alors obligé de faire la preuve positive de son droit². En vertu de la même manière de voir, quiconque construit un édifice sur un terrain communal sans autorisation, mais sans qu'il lui soit fait d'observations avant l'achèvement des travaux, devient, par cela même, propriétaire légitime de l'édifice et du sol (Hanoteau et Letourneux, II, 232) : le village ne tenait pas à sa propriété, donc il n'est pas spolié. — Sous peine d'être considéré comme un voleur, condamné à restitution et à une amende au profit de la *djemâa*, quiconque a trouvé un objet doit faire publier sa trouvaille ; mais, s'il ne se produit pas de réclamation, l'objet trouvé devient, au bout d'un certain temps, la propriété du détenteur³.

Toute cette réglementation du droit de propriété individuelle est marquée au coin du bon sens. Elle atteste encore une certaine préoccupation supérieure à l'intérêt individuel, une tendance à endiguer le flot toujours envahissant de la propriété privée ; mais le souci de la communauté et même des survivances d'un ancien droit de propriété communautaire s'accuse dans bien d'autres pratiques et coutumes. — D'abord la vente d'immeubles est toujours subordonnée au droit de *chefâa*, de préemption, dont j'ai déjà

1. Hanoteau et Letourneux. *Kabylie*, II, 546.

2. *Ibid.*, II, 548.

3. *Ibid.*, 267, 268.

parlé et qui peut s'étendre non seulement aux parents et associés, mais aux gens de la *kharouba*, aux habitants du village, enfin à tous les membres de la confédération. En outre, et la restriction est bien autrement grande au point de vue de la liberté individuelle, quiconque est gravement malade ne peut vendre que le tiers de son bien et il lui est interdit d'acheter une chose, dont la valeur dépasse ce tiers¹. Règle générale, les particuliers ne peuvent disposer de leur biens, qu'en se conformant à la coutume, aux *Kanouns* relatifs à l'expropriation publique, aux étrangers, aux droits de *chefâa*, etc.². Payer une dette est un devoir social, et l'on encourt une peine si l'on ne le remplit pas. Au besoin la *djemâa* oblige le débiteur à se libérer ou lui inflige une amende. Elle veut que ceux de ses membres, qui reviennent de pays étrangers, aient satisfait leurs créanciers, Arabes ou Français. Certaines tribus vont jusqu'à punir le débiteur, qui, même en plaisantant, a déclaré qu'il ne s'acquitterait pas³. Mais, d'autre part, le droit du créancier est limité. Il ne peut réclamer sa dette ni pendant la nuit, ni dans la campagne, ni dans la maison de son débiteur, si la femme de ce dernier est présente, ni le jour où s'assemble la *djemâa*, ni pendant une fête, ni au cours d'une corvée d'utilité publique. Le droit sacré de l'hospitalité couvre aussi l'étranger contre toute réclamation d'une dette contractée hors du village⁴.

En général, l'esprit de solidarité est très vif en Kabylie, et le propriétaire n'a pas la liberté d'être féroce. Qui-conque bâtit ou répare une maison a le droit de faire

1. Hanoteau et Letourneux. *Kabylie*, II, 402.

2. *Ibid.*, II, 384.

3. *Ibid.*, II, 227.

4. *Ibid.*, II, 355, 356.

5. *Ibid.*, II, 388.

passer, sans indemnité, sur les héritages de ses voisins, les bois de charpente qui lui sont nécessaires. Le transport des meules de moulin donne lieu à une servitude du même genre, mais depuis la carrière d'extraction¹. On doit toujours être prêt à aider le voisin, s'il a besoin de bras pour un travail quelconque et s'il les demande. C'est même à l'aide de ces réquisitions bienveillantes, que le Kabyle pauvre construit sa maison, fait sa récolte d'olives, etc.². — A propos d'une foule de circonstances on organise des banquets communs (*thimecheret*'), dans lesquels des parts sont ménagées pour l'enfant naissant, pour l'absent, pour le voyageur, même pour le mort, s'il s'agit d'un enterrement. On fait des *thimecheret*' pour une naissance, pour une circoncision, pour un mariage, avant la prière destinée à arrêter une épidémie, une épizootie, etc. Une partie des amendes, des dons, des legs à la communauté, des revenus des moulins, etc., l'excédent des revenus du village servent à ces festins communistes³.

L'association, surtout l'association familiale, est l'âme de la vie kabyle. Le travail isolé est permis; mais il est réprouvé. L'association familiale, *thadoukeli*, est fort ancienne. C'est une société dont tous les membres mettent en commun leurs biens et leur travail. La communauté fournit à chacun des associés des instruments, des outils, le capital nécessaire à un commerce ou à une industrie, enfin un fusil. Tous les salaires et bénéfices des sociétaires sont versés entre les mains du chef de famille. Les immeubles dont on peut hériter, restent propriété privée quant au fonds, mais l'usufruit appartient à la famille. L'argent, à moins qu'il ne s'agisse de grosses sommes, tombe dans la communauté. Les sociétaires

1. Hanoteau et Letourneux, II, 256.

2. *Ibid.*, II, 499.

3. *Ibid.*, II, 52-54.

ne possèdent, comme propriété privée, que leurs habits ; les femmes, les hardes et bijoux reçus par elles le jour de leur mariage. Leurs vêtements et bijoux de luxe sont achetés à frais communs et restent propriété commune. La jouissance des revenus de l'association est commune. A tour de rôle, chaque femme est chargée de préparer les aliments. Si les associés sont trop nombreux, on partage les provisions, en comptant pour une tête même l'enfant à la mamelle. La direction du ménage est confiée à la femme la plus âgée, si elle est en état de s'en bien acquitter¹. Si le chef de la famille est incapable ou manque à ses devoirs, la famille le dépose et le remplace. La communauté paye la *thâmanth*, le prix de la femme, quand l'un de ses membres se marie ; en revanche, elle perçoit le prix des filles de la famille, lors de leur mariage. Il est un fait intéressant à noter ; c'est que beaucoup de femmes sont hostiles à ces associations familiales ; elles obsèdent leurs maris pour les en faire sortir : « Ce sont les paroles de l'oreiller, affirme un dicton, qui dissolvent les familles. » — En effet, à la mort d'un associé, ses héritiers peuvent sortir de la famille et alors la communauté évalue leur part et la leur rembourse ; mais presque toujours le père en mourant, recommande de rester dans l'indivision². Pendant longtemps cette forme, si curieuse, d'association familiale, se maintenant en Kabylie, malgré les lois qui autorisent le partage des patrimoines, nous est restée inconnue. C'est seulement à la suite d'enquêtes minutieuses, qu'elle a été découverte. Il est donc fort possible, que des organisations familiales du même genre subsistent encore, à notre insu, dans plus d'une contrée insuffisamment étudiée.

1. Hanoteau et Letourneux, II, 469.

2. *Ibid.*, II, 472, 473.

C'est dans ces groupes familiaux, qui jadis devaient être beaucoup plus communs et plus stables, que les Kabyles on dû puiser leur remarquable esprit de solidarité. En dehors des petites associations fermées, constituées par les familles, tout Kabyle peut en effet compter, dans une assez large mesure, sur l'assistance non seulement des gens de son village et de sa tribu, mais de tous ses congénères. Veut-il construire un édifice quelconque ? Il a droit à l'aide du village suivant des règles déterminées. On laisse bien à sa charge la main-d'œuvre des maçons, l'achat et le transport des menus matériaux ; mais le village doit lui fournir des manœuvres pour servir les maçons, lui charroyer les bois de charpente et, le cas échéant, les meules de moulin. L'*amîn*, le maire, convoque les travailleurs et quelquefois règle les tours de corvée. Dans ce cas, tous les hommes valides sont requis. En outre, la plupart des travaux des champs, le labour, la moisson, la fenaison, la cueillette des figes et des olives se font par assistance mutuelle, quoique volontaire, chaque famille se mettant à tour de rôle à la disposition des familles, qui précédemment l'ont aidée¹.

En dehors de ces services mutuels, bien spécifiés, la solidarité générale est d'obligation. Quiconque abandonne un blessé sur le champ de bataille, encourt non seulement le mépris public, mais l'amende et l'exil. A l'étranger, on doit aussi, en cas de maladie, de péril, d'embarras, secourir tout homme de son village et même de sa tribu, sous peine d'amende, de dédommagement à payer pour les pertes qu'on n'a pas empêchées, sans compter la déconsidération publique². Si même il arrive que la victime d'un abandon ait appartenu à une autre tribu, le village, même la tribu, du délaissé, portent

1. Hanoteau et Letourneux. *Kabylie*, II, 59, 60.

2. *Ibid.*, II, 59.

plainte devant la *djemâa* du coupable, qui est toujours réprimandé, souvent puni¹. Chaque famille tient à honneur de subvenir aux besoins de ses membres, âgés ou infirmes; aussi les mendiants sont rares. Il en existe pourtant, mais ils ne sont pas abandonnés. La misère est considérée en Kabylie comme un accident, qui peut atteindre tout le monde, et elle ne motive ni dédain ni honte. Au moment du repas, l'indigent n'est jamais repoussé; chaque famille aisée a même plusieurs pauvres attitrés. Tout événement, heureux ou malheureux, est, dans les familles, une occasion soit d'aumônes, soit de repas où les indigents trouvent place. La plupart des gens aisés prélèvent sur leurs revenus une dime réelle pour les malheureux, et les orphelins en bas âge sont recueillis par des familles relativement riches. Beaucoup de localités ont des jardins de figuiers destinés exclusivement aux pauvres. Il est rare qu'en mourant un homme riche n'affecte pas à cet usage charitable quelques figuiers ou oliviers. Enfin, les indigents peuvent entrer, à l'automne, dans tous les vergers et manger des fruits à leur appétit, à la seule condition de n'en point emporter. Ils ont aussi part à tous les festins du village (*thimecheret*), aux distributions religieuses, etc.². En outre les biens communaux et ceux de la mosquée sont toujours affermés à bas prix à des familles malheureuses, lesquelles ont droit, comme tous les habitants du village, à l'assistance gratuite pour leurs travaux. Enfin, au besoin, on a recours à un impôt spécial; car la communauté ne se désintéresse jamais du sort de ses membres malheureux³.

L'esprit de solidarité va plus loin encore chez les Kabyles; il s'exerce même au profit des étrangers. Les pauvres,

1. Hanoteau et Letourneux. *Kabylie*, II, 59.

2. *Ibid.*, II, 55, 56, 57.

3. *Ibid.*, II, 57.

étrangers au village, sont logés dans la mosquée ou dans la *djemâa*, sous la protection du village qui les reçoit. Qu'il soit ou non étranger, un indigent aveugle, infirme ou malade est accueilli et, chaque jour, deux enfants, désignés par *l'âmin*, vont quêter pour lui dans les maisons¹. Des coutumes tutélaires protègent le voyageur. Si, par suite de fatigue ou de maladie, il ne peut continuer sa route, ses compagnons ou les passants doivent lui fournir un mulet, et gratuitement, si la distance à parcourir est petite. Tout voyageur, à la condition de ne pas nuire aux récoltes, a le droit de couper de l'herbe pour nourrir ses bêtes durant vingt-quatre heures; il a aussi le droit de les abreuver. Fait-il halte dans un endroit sans ressource? les habitants les plus voisins lui doivent l'eau, le feu et le bois, si l'on est en été; un asile, si l'on est en hiver². Dans les montagnes, les tribus construisent, aux passages dangereux, des bâtiments solides, où les voyageurs trouvent un abri et des provisions de bois. Pendant les ouragans, les hommes des villages voisins des cols vont à la recherche des voyageurs égarés.

De ce qui a été dit précédemment au sujet de la propriété familiale, il résulte que, relativement au droit de propriété en général, les mœurs kabyles sont en voie de transition et qu'il existe chez eux une sorte de conflit entre le collectivisme et l'individualisme. Le régime de la propriété individuelle est déjà institué en Kabylie, mais l'esprit communautaire règne encore dans les mœurs et il va même parfois jusqu'à dicter des mesures humanitaires. Il existe encore d'ailleurs plusieurs genres de propriétés collectives. Le sol appartient tantôt aux individus, tantôt aux familles vivant dans l'indivision, tantôt aux communes, aux villages ou à telle fraction

1. Hanoteau et Letourneux. II, 57.

2. *Ibid.*, 279, 429.

de village, tantôt à des mosquées, etc.¹. Dans ce dernier cas, les biens sont dits *habous*; ils ne sont aliénables que pour cause d'utilité publique et alors il doit être fait emploi de leur valeur dans les mêmes conditions².

Les villages kabyles administrent eux-mêmes leurs biens communaux et la *djemâa* accepte très volontiers les legs, même quand il excèdent la quotité disponible³. Ces legs sont très fréquents, même usuels; car ces libéralités testamentaires peuvent remplacer le droit mortuaire de mutation, que la *djemâa* prélève sur l'héritage⁴. Le village atteste de plusieurs manières son droit de domaine éminent : ainsi la *djemâa* exproprie les biens privés, et au besoin par la force, si le propriétaire a refusé deux offres successives. Chez les *Cheurfa*, on prend sans indemnité la terre nécessaire pour tracer les routes, en remboursant uniquement la valeur des plantations qui ont pu être détruites⁵. S'agit-il d'une *thimecheret*, la *djemâa* peut obliger les propriétaires de bétail à céder, moyennant indemnité, les animaux nécessaires⁶. Si, dans l'intervalle de deux marchés, une famille veut tuer un animal, elle est tenue d'en avertir *l'âmin* et alors le crieur public donne avis de l'événement afin que les malades, les femmes enceintes, etc., puissent acheter, de préférence, la quantité de viande qu'ils désirent et qu'on ne peut leur refuser⁷. Enfin pour meurtre, pour violation de *l'anaïa* du village, etc., la *djemâa* décrète la confiscation des biens du coupable et même, le cas échéant, elle s'empare aussi de la portion des biens d'une victime, dont le meurtrier voulait hériter⁸.

1. Hanoteau et Letourneux. *Kabylie*, II, 225.

2. *Ibid.*, II, 241.

3. *Ibid.*, II, 332.

4. *Ibid.*, II, 304.

5. *Ibid.*, II, 228.

6. *Ibid.*, II, 229.

7. *Ibid.*, II, 61.

8. *Ibid.*, II, 280.

Pour être à peu près complet dans cette brève étude sur le régime de la propriété chez les Kabyles, il resterait à dire dans quelle mesure le droit de propriété est accordé ou refusé aux femmes, puis comment la propriété se transmet par héritage ou s'échange par le commerce. Mais, dans un précédent ouvrage, j'ai parlé de l'exhérédation des femmes en Kabylie et, plus tard, je traiterai de l'héritage et du commerce en général : je puis donc, pour le moment, arrêter ici mon enquête.

V. L'ÉVOLUTION DE LA PROPRIÉTÉ CHEZ LES BERBÈRES

En s'appuyant sur les faits que je viens de relater et sur les légitimes inductions qu'ils autorisent, on peut se faire une idée très approximative de ce qu'a dû être l'évolution de la propriété chez les races berbères. Le premier stade a été celui du clan communautaire avec habitation commune, et il existait vraisemblablement encore aux Canaries, lors de la conquête européenne. Enfin ces clans se sont démembrés en familles à filiation maternelle, conservant encore des propriétés possédées d'une manière indivise par tous leurs membres. Puis le droit de propriété individuelle a été reconnu, toléré ; mais les mœurs anciennes se sont maintenues, ne cédant que pied à pied devant l'égoïsme de cette dernière conception de la propriété. La situation faite à la dame targuie marque un moment intéressant de cette évolution. Au nom des anciennes mœurs, on ne lui demande pas plus de contribuer aux dépenses communes qu'on ne le faisait antérieurement alors qu'elle était subordonnée au clan ou à la famille et ne possédait rien en propre ; au nom des mœurs nouvelles, on lui reconnaît le droit de propriété individuelle d'où résulte un état exceptionnellement avan-

tageux : les bénéfices sans les charges. Chez les Kabyles, au contraire, la femme est de nouveau considérée comme une chose et totalement exhérédée ; l'évolution a marché, mais néanmoins l'organisation familiale résiste encore ; et on la tient pour plus morale que l'individualisme. Enfin un grand nombre de coutumes, inspirées par un vif esprit de solidarité, surnagent, comme un résultat mental et moral des âges disparus.

A un autre titre plus général l'évolution de la propriété chez les Touâreg est curieuse. Quand un peuple se développe sans heurt trop grave, il le fait en passant successivement du stade anarchique à celui de la tribu républicaine, de la tribu républicaine à la tribu aristocratique et monarchique, de celle-ci à la grande monarchie despotique. Chez les Touâreg d'Afrique, cette marche a été perturbée par les événements historiques, et les essais de grande monarchie ont été étouffés par les invasions conquérantes. Or, le régime des grands États despotiques favorise nécessairement l'éclosion de la propriété individuelle ; car il transforme le domaine éminent de la tribu en soumission au bon plaisir royal, qui se joue de l'ancienne solidarité des petits groupes et habitue l'individu à penser surtout à lui-même. Néanmoins la tendance au régime individualiste est si puissante que, même dans les tribus républicaines de la Kabylie et sans l'influence démoralisante du régime monarchique, elle a battu en brèche l'antique propriété communautaire du clan et de la famille et a fini par triompher d'abord en droit, puis en fait. — Des phénomènes sociologiques de même genre se peuvent observer chez tous les peuples, de race dite supérieure, dont l'évolution a été tronquée.

CHAPITRE XII

LA PROPRIÉTÉ CHEZ LES SÉMITES

- I. *Les Arabes.* — Origine et caractères dissemblables des Berbères et des Sémites. — Les Phéniciens. — La propriété à Carthage. — Les Nabatéens. — Propriété commune dans l'île Panchaia. — Organisation politique des Sémites primitifs. — Filiation maternelle. — Coutumes communautaires. — La propriété chez les Arabes nomades de la Perse. — Droit islamique de domaine éminent conféré au souverain. — Partage égalitaire du butin. — La part du lion au prophète. — Prélèvement du quint. — Mahomet crée des propriétaires individuels. — Les Waqoufs. — Le servage et les religions révélées. — Le *dhimmi*. — Capitation et *kharâg*. — Terres *mirieh*. — Terres *moulk*. — La dîme. — L'aumône. — Les *habous*. — L'interdiction de l'usure. — Solidarité. — Propriété familiale. — Le voleur de grand chemin et Abraham. — Pénalité du vol intestin dans le Koran.
- II. *Les Hébreux.* — Primitive sauvagerie des Hébreux. — Anthropophagie. — Sacrifice du premier-né. — Propriété pastorale. — Les Chananéens spoliés. — L'agriculture en Judée. — Partage du butin. — Distribution des terres aux familles. — Les parts des grands. — Domaine familial. — L'*iobel* cinquantiénaire. — Domaine éminent des lévites. — Privilèges lévites. — Règlements somptuaires. — Moyen de s'enrichir. — Les esclaves. — Prescriptions humanitaires. — Le sabbat. — Mesures protectrices des pauvres. — Des débiteurs. — Inégalité des fortunes. — Précoce invention de la lettre de change. — Le temple banque de dépôt.
- III. *L'évolution de la propriété chez les Sémites.* — Clans communautaires. — Razzias et troupeaux. — Propriété familiale et individuelle. — La *razzia* incite au commerce. — L'instinct des « affaires ».

I. LES ARABES

Il y a peu d'années encore, passer, dans une étude socio-

logique quelconque, des Berbères aux Sémites eût semblé tout à fait simple. On était si enclin alors à reconnaître une sorte de consanguinité entre les uns et les autres que, parfois, on allait jusqu'à donner aux Berbères le nom de Proto-sémites. Nous savons aujourd'hui que rien ne justifie ce rapprochement. Les Berbères d'Afrique et même d'Espagne ont dû subir en effet le contact et la domination des Phéniciens et des Arabes; mais l'origine des deux races est fort diverse; celle des Sémites est asiatique; celle des Berbères est occidentale et vraisemblablement européenne. L'Afrique antésaharienne en effet ne se distingue en rien d'essentiel de l'Europe méditerranéenne. Arabes et Berbères ne sauraient en aucune façon se confondre, et moins encore au point de vue sociologique qu'à tout autre. Les seconds ont eu, de bonne heure, un goût très vif pour la vie sédentaire et agricole : les premiers, tout en se résignant au besoin à se fixer, sont restés beaucoup plus longtemps attachés aux mœurs pastorales et nomades. La vie d'aventures a eu, pour eux, de vifs attrait. Toujours les États ou empires, qu'ils ont fondés, ont eu pour principal objectif la guerre, l'appropriation violente du bien d'autrui par la conquête, par le vol à main armée. Les Sémites commerçants, les Phéniciens, associaient l'industrie, le commerce et la guerre. Contrairement à la théorie de H. Spencer, le régime industriel ne les avait nullement pacifiés et sans cesse ils guerroyaient pour s'ouvrir de nouveaux débouchés. Comme l'avaient fait leurs métropolitains, les Phéniciens, les Carthaginois ne cultivaient point eux-mêmes; ils faisaient labourer les champs de la Lybie par des bandes d'esclaves enchaînés deux à deux. Certains domaines carthaginois comptaient jusqu'à 20,000 de ces laboureurs malgré eux. La propriété, à Carthage, était, comme il arrive ordinairement, alors que le commerce est la source de la richesse, accumulée en un petit nombre

de mains. Les grands propriétaires vivaient à Carthage, refoulant dans les faubourgs de la cité des prolétaires sans ressources, qui se souciaient médiocrement des destinées d'une patrie, où ils ne trouvaient que l'indigence et l'abandon¹.

Aujourd'hui encore, la plupart des populations de race blanche, qui continuent à mener une existence pastorale et nomade, sont de race sémitique. Ces tendances datent de loin, puisque, d'après Diodore, dans les tribus sémitiques des Nabatéens, on avait défendu, sous peine de mort, de semer du blé, de planter des arbres à fruit et de construire des maisons². Le même écrivain nous parle pourtant d'autres Sémites, condamnés à la vie agricole par leur habitat insulaire, et ayant adopté le régime communautaire de la propriété. C'étaient les habitants de l'île de Panchaia, sur les côtes de l'Arabie Heureuse; « les agriculteurs, dit-il, mettent en commun les fruits des terres qu'ils cultivent, et celui qui est jugé avoir le mieux cultivé reçoit une plus grande part dans la répartition des moissons. Les prêtres proclament le premier, le deuxième et les suivants jusqu'à dix, pour qu'ils servent d'exemples aux autres »³. Mais, au dire de Diodore lui-même, la population de Panchaia était de race fort mélangée.

Sur les origines sociales tout à fait primitives des Sémites, nous ne savons rien de précis. Nos plus lointaines informations nous les montrent déjà groupés en tribus errantes, pastorales avant tout, et il est permis de supposer, qu'avant de fonder des sociétés plus civilisées et plus complexes, celles de la Chaldée, de l'Assyrie, de la Phénicie, de la Judée, les Sémites avaient adopté un état social analogue à celui des

1. Meyer et Ardant. *Question sociale*, 69.

2. Diodore, liv. XIX, paragr. 104.

3. Diodore, paragr. 34.

Arabes anté-islamiques et des Bédouins de nos jours. Or, ceux-ci vivaient ou vivent encore sous le régime de la tribu monarchique ; ils ont des esclaves, un *cadi* rendant la justice¹ et un chef vénéré, duquel on n'approche qu'avec les marques du plus profond respect, parfois en baisant la terre² et dont le pouvoir se transmet héréditairement à son fils aîné³. Ce petit chef est avant tout un chef militaire et l'on n'entreprend point une *razzia* sans son autorisation⁴.

Les anciens Hébreux étaient de même divisés en *tribus*, *familles* et *maisons*⁵. J'ai dit, ailleurs, quelle avait été l'évolution familiale des anciens Arabes et comment, eux aussi, avaient passé par le régime du clan et la filiation maternelle⁶. Aujourd'hui encore, dans les grandes familles musulmanes de l'occident, la règle est que l'oncle hérite du pouvoir, de préférence au fils de son frère aîné⁷ et, chez les Bédouins d'Arabie, quoique la dignité de *prince des Arabes* se transmette ordinairement de mâle en mâle, s'il arrive qu'un chef n'ait, pour toute descendance, qu'une fille, on la marie à l'un des principaux de la tribu, avec le consentement des autres, et elle confère à son mari ses droits et le nom de sa famille⁸.

Dans mon *Évolution du mariage*, j'ai rappelé combien étaient communistes les mœurs des clans primitifs, en Arabie ; combien y étaient ordinaires la polyandrie fraternele, les contrats de fraternité, interdits au v^e siècle par la loi syro-romaine et par lesquels on mettait tout en commun

1. *Aventures d'Antar*, 8 (trad. Devic).

2. *Ibid.*, 7.

3. *Ibid.*, 2.

4. *Ibid.*, 2.

5. *Josué*, VII, 14.

6. R. Smith. *Kinship and Marriage in early Arabia*, 145-147.

7. H. Maine. *Ancien Droit*, 229.

8. Mayeux. *Les Bédouins*, III, 87-88.

y compris les femmes et les enfants¹. De très significatives coutumes communautaires règnent encore aujourd'hui chez les Bédouins d'Arabie et de Perse. En Arabie, on ne voit jamais un Arabe mendier; ce serait un opprobre pour sa tribu. Un Bédouin tombe-t-il dans un absolu dénûment, il va le déclarer à son chef, qui, convoquant immédiatement les plus riches personnages de la tribu, leur dit : « Un de nos frères est dans le besoin. Si vous voulez qu'il meure, souffrez que ce soit moi qui le tue plutôt que la faim. Sinon, allez; vous connaissez votre devoir. » Chacun donne alors, selon sa fortune, des chameaux, des brebis, du blé, etc.².

Chez les tribus d'Arabes nomades soumises au gouvernement persan, le régime de la propriété individuelle se combine avec celui de la propriété individuelle. Chaque chef de famille possède bien en propre ses bestiaux, ses ustensiles de ménage, ses vêtements et sa tente, mais un large droit de domaine éminent est, pour tout le reste, laissé au cheik, chargé de payer au gouvernement persan une redevance locative pour le territoire occupé par la tribu et en retour de percevoir de chacun une cote personnelle et en plus un droit sur la vente des bestiaux, de la laine, du blé, etc. Tous les troupeaux paissent ensemble. Si un homme de la tribu veut cultiver du blé, il doit au préalable acquitter un certain droit entre les mains du cheik, après quoi son blé lui appartient et il a la jouissance du champ pour une année entière.

Entre les diverses tribus il existe en outre une sorte de lien fédéral, et c'est le chef de la plus importante d'entre elles qui règle l'ordre des pâturages. Au printemps, ce chef envoie les tribus confédérées dans des régions où poussent des graminées barbelées, que plus tard les troupeaux ne pourraient paître, alors qu'elles seraient trop développées. Le moment

1. R. Smith. *Loc. cit.*, 131-135.

2. Mayeux. *Les Bédouins*, II, 70.

venu, il les disperse sur des points que les chardons rendraient impraticables un mois plus tard. Pour clore la série des migrations, il réserve les endroits où croissent l'herbe et la folle avoine. Enfin il assigne aux propriétaires de buffles les terrains qui bordent les fleuves¹. Mais ce régime si primitif doit être archaïque et représenter assez bien celui auquel était soumise la propriété arabe aux époques anté-islamiques.

L'éclosion de l'islamisme et surtout son énorme expansion guerrière ont modifié, chez les Arabes, la manière d'entendre la propriété. Le droit de domaine éminent, de bonne heure accordé au souverain, a été nettement formulé en théorie et on en a précisé la valeur pratique. « La terre est à Dieu, dit le Coran, et il la donne en héritage à tel de ses serviteurs, qu'il veut². » Les docteurs musulmans en ont conclu que le domaine terrestre, appartenant à Dieu, qui n'en use jamais, était, en fait, transmis à son prophète et aux fidèles³, que par suite toutes les terres non soumises à l'Islam étaient usurpées par leurs occupants et constituaient un territoire ennemi, par opposition au territoire musulman, le seul qui fût légitimement possédé⁴. Mais, dans la répartition des domaines soi-disant légitimes et presque tous acquis à main armée, le souverain, le représentant de Dieu, se tailla dès les commencements de l'Islam une large part. Dans l'Arabie ancienne, le butin conquis par une bande (et dans ce butin, on comprenait les femmes) était propriété commune des capteurs et légalement partagé à la fin d'une expédition⁵. Cette loi de partage égalitaire fut maintenue par le Prophète, mais

1. F. Houssay. *Souvenirs d'un voyage en Perse* (*Revue des Deux Mondes*, 15 février 1887).

2. *Coran*, VII, 124.

3. *Bokhâri*, II, 72 et 294.

4. V. Berghem. *Propriété territoriale sous les premiers califes*, 8.

5. R. Smith. *Loc. cit.*, 126.

en principe seulement. En fait, Mahomet se décerna, en sa qualité d'envoyé de Dieu, la part du lion dans les biens de tout genre conquis par les Musulmans. Tout d'abord il revendiqua, dans l'expédition contre les gens d'*al Nadir*, la propriété totale du butin, parce qu'on se l'était procuré sans se servir ni de chameaux ni de chevaux; et plus tard cette prétention fut généralisée, eut force de loi, parce que, paraît-il, le butin, conquis ainsi, était un don plus direct de Dieu et devait en conséquence être adjugé à son prophète¹.

Sur tout autre butin acquis avec le concours des quadrupèdes cités, l'élu de Dieu décréta qu'il prélèverait seulement le quint, avant tout partage. Ce cinquième, dit le Coran, est la part de Dieu, de l'apôtre, des parents de l'apôtre, des pauvres et des voyageurs². Le prélèvement du cinquième s'étend aux immeubles; mais, dans la pratique, il peut ne s'appliquer qu'à leurs revenus. Des docteurs, plus royalistes que le roi, ont soutenu que le prince pouvait mettre la main sur le tout et le distribuer à son gré³. La jurisprudence a fini par se préciser et l'on a décidé plus tard, que toutes les possessions acquises ou plutôt conquises après un traité de paix, précédé ou non d'un combat, n'appartiendraient pas seulement aux combattants ou à ceux qui auraient pu combattre, mais à la communauté tout entière⁴, bien entendu après le prélèvement du quint. Ce système eut pour résultat de créer de fort bonne heure de vastes domaines d'État, dont le prince était le détenteur. Mahomet, qui, en sa qualité de législateur, faisait surtout des lois pour les autres, donna des terres à titre de concessions individuelles et quelques-unes d'entre elles se transmirent même soit par

1. G. Sale. *Observations sur le mahométisme*.

2. *Coran*, VIII, 42.

3. G. Sale. *Loc. cit.*

4. V. Berghem. *Loc. cit.*, 8.

vente, soit par héritage¹. Les successeurs du prophète marchèrent dans la même voie. Othman et Omar firent des concessions militaires individuelles². Le premier alla même jusqu'à octroyer le droit complet de propriété, et, sous son règne, des terres, détachées du domaine de l'État, furent transmises directement par vente ou héritage³. Pourtant, dans les premières conquêtes en dehors de l'Arabie, Omar convertit le sol en *Waq'* ou biens appartenant à la communauté, et il y maintint les anciens cultivateurs, en assimilant ces conquêtes aux pays soumis à la suite d'un traité de paix. A une demande de partage des terres, il répondit : « Si je les partage entre les combattants, il ne restera rien pour ceux qui viendront plus tard ⁴. »

Le maintien sur leurs terres des anciens habitants non convertis à condition de les cultiver et de livrer une partie des récoltes, avait été déjà inauguré par Mahomet, et il en résulta la formation d'une classe inférieure, assez analogue à celle des colons romains. Mais cette faveur relative n'était faite par les conquérants qu'aux populations professant une religion, divinement révélée, selon le Coran, c'est-à-dire aux chrétiens, aux Arabes, aux juifs et aux mages. Quant aux Arabes idolâtres, il leur fallait choisir entre la conversion et la mort. Pour les habitants des terres dites de butin, ils devenaient esclaves, s'ils n'étaient chassés ou tués⁵.

Le *dhimmi*, le protégé infidèle, restait attaché au sol, qu'il était obligé de cultiver, mais une sorte de droit emphytéotique le garantissait contre les empiètements⁶.

1. V. Berghem. *Loc. cit.*, II.

2. V. Berghem. *Loc. cit.*, 43.

3. *Ibid.*, 39.

4. *Ibid.*, 23.

5. *Ibid.*, 15.

6. *Ibid.*, 26.

On est fondé à croire que les Musulmans traitèrent ces serfs infidèles avec assez de douceur, car, en divers pays, les masses appelèrent de leurs vœux et de leurs actes la domination arabe. En Égypte, les Coptes pactisèrent ouvertement avec les envahisseurs. En Syrie, à Emèse, les habitants firent savoir aux Musulmans « qu'ils préféreraient leur équité à l'injustice et à l'oppression des Grecs¹ ». On n'ignore pas, d'ailleurs, qu'en pays mahométan l'esclave lui-même est aujourd'hui encore traité avec douceur. Cela est de tradition chez les Arabes, et, sur ce point, les mœurs n'ont pas changé depuis les temps préislamiques. Le héros Antar n'était-il pas fils d'une négresse esclave ?

La condition des infidèles, conquis mais laissés en possession de leurs terres, devait donc être tolérable ; mais on les astreignait à payer un double impôt : la capitation et l'impôt foncier, le *kharâg*. Le Coran recommande énergiquement d'exiger la capitation des infidèles protégés : « Opprimez-les jusqu'à ce qu'ils paient la capitation et soient humiliés². » Le *kharâg* est le signe et le sceau de la conquête apposés sur la terre. « Mais ta terre a été prise de force », répondit Omar à un homme du *Sawâd*, demandant l'exception du *kharâg*³.

Il s'établit donc, de bonne heure, dans l'Islam diverses sortes de propriétés foncières ; les unes payant l'impôt de conquête, le *kharâg* ; les autres seulement la dîme, l'impôt religieux. Celles qui paient le *kharâg* sont : 1° les terres conquises et laissées aux propriétaires infidèles ; 2° les terres conquises et laissées aux propriétaires convertis ; 3° les terres conquises converties en *waq'f*, c'est-à-dire devenues biens de la communauté islamique. L'exploitation

1. V. Berghem. *Loc. cit.*, 26.

2. *Coran*, Sourate, IX.

3. V. Berghem. *Loc. cit.*, 37.

de ces dernières peut être concédée aux habitants¹. Les terres simplement soumises à la dîme sont : 1° les propriétés des anciens Musulmans; 2° les terres revivifiées par les anciens Musulmans; 3° les terres partagées, comme butin, entre les conquérants². — Mais, dans la théorie islamique, le domaine éminent de toutes choses, le *dominium*, appartient à Dieu et à son représentant, le souverain : « La terre est à Dieu. » Dans les tribus, c'est le chef qui exerce le domaine éminent. En Turquie, en Égypte, la plupart des terres sont *mirieh* et ne peuvent se transmettre sans l'autorisation du souverain; les possesseurs n'en sont que les usufruitiers. Certaines terres pourtant sont libres et les propriétaires en peuvent disposer; ces dernières sont dites *moulk*³.

De quelque manière qu'il soit conçu et appliqué, le droit de domaine éminent peut toujours être considéré comme une survivance de la primitive propriété communautaire. Mais, dans le monde musulman, il existe bien d'autres traces de ce droit, notamment la dîme, le seul impôt payé par les vrais croyants. La dîme est d'obligation divine; elle fait partie de l'aumône prescrite par le Coran : « O croyants, donnez aux pauvres une partie des biens, qui vous ont été accordés par nous, avant que vienne le jour où il n'y aura plus ni vente ni achat⁴. » Toute propriété est soumise à la dîme : les troupeaux, les récoltes, l'or, l'argent, les effets mobiliers. L'aumône comprend des œuvres diverses, aussi bien les victimes immolées et dont la chair est distribuée aux indigents que les *waq'fs* ou fondations pieuses⁵. Les premiers

2. V. Berghem. *Loc. cit.*, 30.

1. *Ibid.*

3. E. de Laveleye. *La Propriété*, 369, 370.

4. *Coran*, Sourate, 2 « La Vache ».

5. Jomard. *L'Arabie*, 201.

wag'fs furent les terres annexées par Mahomet et immobilisées à sa mort¹.

L'aumône est de prescription divine : « Qui vous a conduits à l'enfer, demande le Coran aux damnés ? — Nous n'avons jamais nourri le pauvre². » Aussi en droit musulman, une donation aumônière est irrévocable, même quand elle est faite au profit des enfants des donateurs³.

On recommande le *habous*, par lequel le propriétaire d'une chose, dans un but de bienfaisance, en donne l'usufruit pendant la durée probable de cette chose ou pour un temps moindre. Dès lors, à moins d'extinction des bénéficiaires, la propriété ne peut plus être vendue ou hypothéquée. Comme bien d'autres choses, le *habous* a été souvent détourné de son but et l'on s'en est bien des fois servi pour avantager quelque héritier ou, plus communément, pour exclure les femmes de la succession⁴.

Dans les premiers temps de l'islamisme, il existait tout un domaine, le *fei*, comprenant, sous forme indivise, l'ensemble des biens acquis à l'islamisme tout entier. C'était une réserve affectée à toutes les dépenses d'utilité publique. Abou-Bekr, repoussant les prétentions des héritiers de Mahomet sur ces biens, citait ces paroles du prophète : « Ces biens sont ma subsistance ; Dieu me les a accordés pendant ma vie. A ma mort, ils iront aux Musulmans⁵. »

Il faut relever encore quelques autres pratiques communautaires en usage chez les Musulmans et tout d'abord l'interdiction religieuse de l'usure, c'est-à-dire du prêt à intérêt en général. Sur ce point le Koran est aussi net que possible : « Ceux qui avalent le produit de l'usure se lève-

1. V. Berghem. *Loc. cit.*, 12.

2. *Coran*, LXXIX.

3. Hanoteau et Letourneux. *Kabylie*, II, 326.

4. *Ibid.*, 235-237.

5. V. Berghem. *Loc. cit.*, 9.

ront au jour de la résurrection, comme celui que Satan a souillé de son contact. » — « Dieu exterminera l'usure et fera germer l'aumône ¹. » — Mentionnons encore le droit de propriété commune sur tout ce qui croît spontanément : « Tout ce qui croît spontanément ne peut devenir propriété privée; la jouissance en est à tous ² », enfin la commune obligation de la *vendetta* et la propriété familiale, survivances de l'ancien régime du clan. Chez les Arabes nomades, toute la tribu a le devoir de venger l'un de ses membres ou de réclamer le prix du sang ³. Quant à la propriété familiale, elle est commune chez les Arabes. Le domaine familial, quand il existe, reste indivis entre les ayants droit, qui le cultivent en commun et s'en partagent les produits. Chaque copropriétaire peut vendre sa part, mais les autres ont le droit de *cheffâa*, c'est-à-dire de retrait lignager ⁴.

Ce serait même sur une tradition de copropriété familiale, que s'appuieraient les Arabes pour justifier les vols de grand chemin, qu'ils pratiquent si volontiers au détriment des étrangers. Alléguant l'injuste traitement infligé, jadis, par Abraham à leur père commun, Ismaël, ils disent que leurs pilleries sont de simples revendications de l'ancien héritage ravi à leur ancêtre. Mais leurs prétentions sont larges et leurs scrupules minces, aussi confondent-ils sans hésiter tous les étrangers avec la postérité d'Isaac, supposant, sans vouloir y regarder de près, qu'il existe un lien quelconque de parenté entre eux et les gens qu'ils dépouillent. En racontant ce genre d'exploit, ils ne disent pas : « j'ai volé », mais bien « j'ai rencontré telle chose ⁵ », et en fondant sur le voyageur, la lance en arrêt, ils l'interpellent en ces

1. *Coran*, II, 276-277.

2. V. Berghem. *Loc. cit.*, 13.

3. Jomard. *Arabie*, 109.

4. E. de Laveleye. *La Propriété*, 97.

5. G. Sale. *Loc. cit.*

termes : « Dépouille-toi, maudit, ta tante est toute nue », ce qui signifie « ma femme n'a rien pour se vêtir¹. » Parlant ainsi, ils évitent de dire « ma femme », ce qui serait tout à fait inconvenant, et ils rappellent à l'individu assailli la parenté hypothétique qui les désunit.

Cette petite hypocrisie dans le vol à main armée n'est qu'une sorte d'hommage rendu au principe du respect dû, selon la morale arabe, à la propriété, mais seulement à la propriété du concitoyen, de l'homme de la tribu. Le Coran n'est pas tendre pour le voleur intestin : « Vous couperez les mains des voleurs, homme ou femme, en punition de leur crime. C'est la peine que Dieu a établie contre eux. Il est puissant et sage². » Aussi, dans leur camp, les Arabes nomades sont de la plus exacte probité³. De tous les faits, que je viens d'énumérer, on peut déjà tirer des éléments suffisants pour esquisser l'évolution de la propriété chez les Arabes, mais, pour pouvoir embrasser dans cette description toute la race sémitique, il nous faut poursuivre notre enquête jusque dans le petit monde hébraïque.

II. LES HÉBREUX

Les origines sociologiques des Arabes nous sont mieux connues que celle de leurs cousins, les Hébreux; mais les unes et les autres ont sûrement été très analogues et fort humbles. Le verset suivant de la *Sagesse* laisse le champ libre à toutes les suppositions, même aux moins flatteuses : « Les anciens possesseurs de la Palestine tuaient sans compassion leurs propres enfants, mangeaient les entrailles des

1. *Voyage fait par ordre du roi Louis XIV dans la Palestine*, 220.

2. *Coran*, V, 42.

3. G. Sale. *Loc. cit.*

hommes et dévoraient le sang, contre votre ordonnance sacrée ¹. » Jéhovah lui-même, qui s'était beaucoup moralisé à l'époque où fut rédigé ce verset, exigea longtemps le sacrifice du premier-né aussi bien des hommes que des animaux.

Même quand les pères hébreux cessèrent d'être anthropophages, ils conservèrent sur leurs enfants le droit de vie et de mort, à *fortiori* celui de les vendre, selon l'universelle coutume des sauvages ². Des siècles durant, les Hébreux furent, comme tous les Sémites, pasteurs et nomades. C'est ordinairement en mentionnant les troupeaux, et eux seulement, que la Bible évalue la fortune d'un homme, par exemple : « Nabal était extrêmement riche. Il avait trois mille brebis et mille chèvres ³. » En général, nous l'avons vu, les Sémites ont peu de goût pour les travaux agricoles et les Israélites ne font pas exception à la règle.

En Palestine, ils s'emparèrent d'un pays déjà défriché et planté par d'autres et, comme le dit la Bible, de villes qu'ils n'avaient point bâties, de maisons pleines d'objets fabriqués par autrui, de citernes qu'ils n'avaient point creusées, de vignes et d'oliviers qu'ils n'avaient point plantés. Rien ne pouvait être plus agréable au peuple de Dieu, qui avait très peu de goût pour le travail manuel. Tout cela était l'œuvre des Chananéens, prédécesseurs d'Israël et spoliés par lui. Ces laborieux infidèles, avant d'être dépouillés, avaient cultivé la terre en échelons, en terrasses, jusqu'au sommet des montagnes, comme l'ont fait chez eux les Chinois. Pour exciter les Hébreux à l'agriculture, il fallut leur promettre des primes, exempter, par exemple, l'homme qui avait planté une vigne de tout service militaire jusqu'à la première récolte légale, c'est-à-dire pendant cinq ans.

1. Sagesse, XII, 5.

2. Exode, XXI, 18.

3. Rois, I, 25, 2. — Samuel, I, 25, 1-8 (trad. Ledrain).

En Judée, une foule de règlements minutieux et rigides entravaient le travail agricole, mais cela est ordinaire dans toutes les sociétés barbares. Ainsi un champ ne devait contenir qu'une seule culture, de la vigne, par exemple, et seulement de la vigne. Défense était faite de semer du trèfle ou du sainfoin dans un terrain emblavé d'orge ou de froment¹, etc.

Sur le primitif régime de la propriété chez les Hébreux nous savons peu de chose. La Genèse parle déjà de champs qui sont au moins propriété familiale, sinon individuelle². Après l'Exode, nous voyons les Hébreux organisés en tribus et en clans consanguins. L'héritage, spécialement celui du père, se fait dans la phratrie ou le clan; le mariage est endogamique dans la tribu³; les filles héritent au défaut des fils et alors leur propriété peut passer avec elles dans le clan de leur mari⁴.

Relativement à la répartition du butin guerrier, les coutumes juives sont calquées sur celles des Arabes. Le fruit du vol à main armée doit être partagé par moitié entre les combattants capteurs et le prince, qui a l'obligation morale d'employer sa part, au moins dans une certaine mesure, à des dépenses d'utilité publique. Dans le principe et quand on était encore en régime républicain, on devait partager avec les frères restés à la maison, et ce fut sans doute à titre de représentant de la communauté que le chef se substitua à ses inférieurs⁵.

Quant au sol, il fut d'abord distribué entre les familles : « La terre, dit Jéhovah à Moïse, sera partagée entre tous ceux qui auront été comptés, afin qu'ils la possèdent selon leur nombre et selon la distinction de leur nom et de leur

1. Mesnil-Marigny. *Histoire de l'Économie politique*, II, 92.

2. Genèse, XXIII, 13.

3. Nombres, XXXVI,

4. L. Morgan. *Ancient societies*, 545.

5. Josué, XXII, 8.

famille. Vous en donnerez une plus grande partie à ceux qui seront en plus grand nombre et une moindre à ceux qui seront en petit nombre et l'héritage sera donné à chacun, selon le dénombrement qui vient d'être fait, mais de telle sorte que la terre soit partagée au sort entre les tribus et les familles¹. » Il s'agit de la terre de Chanaan, pays conquis. Les parts étaient fort inégales et les grands recevaient naturellement les plus grosses. Ainsi la ville de Thammath échut en partage à Josué et à sa famille²; Caleb obtint le territoire de la ville d'Hébron³. Mais les textes indiquent, avec une suffisante clarté, que ces lots inégaux constituaient des propriétés de famille, par conséquent collectives, difficilement aliénables. En effet ces domaines étaient limités avec soin au moyen d'un bornage et l'anathème frappait quiconque osait déplacer ces bornes : « Maudit soit celui qui change les bornes de l'héritage de son prochain ! » et tout le peuple répondra et dira : « Amen⁴ ! » C'est l'anathème ; or, il entraînait presque toujours le dernier supplice. Le domaine collectif de la famille, ainsi constitué par partage général, se transmettait difficilement aux étrangers et ne pouvait, dans aucun cas, être aliéné pour toujours. Les filles n'héritaient qu'à défaut de fils, et dès qu'elles étaient élevées à la dignité de propriétaires, elles ne pouvaient plus se marier hors de leur tribu (*Nombres*, XXXVI, 6-9). Elles devaient même épouser leur plus proche parent, tout à fait comme en Grèce, ainsi que nous le verrons bientôt. La loi judaïque commença par ne pas accorder le droit de tester, et plus tard la jurisprudence rabbinique l'admit seulement quand tous les parents successibles étaient

1. *Nombres*, XXVI, 53-56.

2. *Josué*,

3. *Ibid.*, XIV, 9.

4. *Deutéronome*, XXVII, 17.

morts ou ne pouvaient être découverts¹. Enfin, tous les cinquante ans, à l'*Iobel*, la primitive répartition ressuscitait, s'affirmait de nouveau; toutes les cessions de terrain consenties pendant un demi-siècle devenaient nulles et non avenues; un jubilé réparateur remettait toutes choses dans leur premier état et les terres retournaient aux familles qui les avaient antérieurement possédées².

Le domaine éminent appartenait surtout aux lévites, dont les privilèges et les droits pesaient lourdement sur les propriétés familiales. Dieu, incarné dans les lévites, percevait le dixième de tous les produits des domaines³, des arbres, des grains, le dixième né des bœufs, des brebis, des chèvres⁴; tous les fruits de la quatrième année des arbres appartenaient aussi aux lévites⁵, ainsi que tous les premiers nés des animaux domestiques⁶. L'enfant premier né lui-même, assimilé aux animaux, avait d'abord été sacrifié, comme eux, au sanguinaire Jéhovah. Plus tard il ne cessa pas d'être en principe voué au Seigneur, mais son rachat fut obligatoire. Cette rançon était de cinq sicles d'argent payés aux lévites⁷. Enfin, à chaque période triennale, une autre dîme spéciale était prélevée, au profit des lévites et par surcroît, pour l'étranger, l'orphelin et la veuve, laquelle n'héritait point⁸. En outre, autour de chacune des quarante-huit villes abandonnées à ces fortunés lévites, il leur était licite de faire pâturer leurs troupeaux sur un espace de 2,000 coudées⁹. Dans son ensemble, toute cette distribution du pays de Chanaan entre les

1. H. Maine. *Ancien droit*, 187.

2. *Lévitique*, XXVII, 24.

3. *Ibid.*, XXVII, 27-32.

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*, XIX, 24.

6. *Ibid.*, XXVII, 26.

7. *Nombres*, XVIII, 16.

8. *Deutéronome*, XXVI, 12.

9. *Nombres*, XXXV, 1-7.

conquérants ressemble exactement à la manière dont procédaient les Arabes dans les cas analogues, et c'est là une éclatante confirmation de la communauté d'origine des deux races.

L'industrie d'Israël était assez peu avancée, et le commerce de la Judée primitive fort peu développé, en dépit des aptitudes de la race, qui, plus tard, se manifestèrent avec l'éclat que l'on sait. Nous venons de voir que les terres changeaient difficilement de maîtres et jamais pour un temps indéfini. Entre Hébreux, l'usure, c'est-à-dire le prêt à intérêt, était interdit. Enfin des règlements somptuaires ne permettaient pas le luxe. On ne pouvait, par exemple, porter une robe tissée de fils différents, de laine et de lin¹. Le grand moyen de s'enrichir était donc en Judée celui dont on use surtout dans les sociétés barbares, la conquête, le vol à main armée et même à main non armée, puisqu'en quittant l'Égypte, Moïse recommanda aux Hébreux d'emporter auparavant, avec le ferme propos de ne jamais les rendre, les vases d'or et d'argent, les vêtements précieux des bons Égyptiens². De bonne heure les Hébreux eurent une monnaie métallique : Moïse parle déjà de sicles d'argent, que l'on pesait et qui pouvaient bien ne consister qu'en lingots³; mais il était malaisé de les amasser. La conquête et le pillage guerrier restaient donc les grandes ressources et l'on en retirait, en cas de victoire, des apanages et des esclaves.

Comme il est ordinaire, les esclaves hébreux étaient divisés en deux catégories, les vrais esclaves, les esclaves capturés, et les autres, savoir les esclaves pour dettes, qui pouvaient n'être que les fils du créancier insolvable⁴, les

1. *Lévitique*, XIX, 19. — *Deutéronome*, XXII, 11.

2. *Exode*, XII, 35-36.

3. *Lévitique*, XXVII, 25.

4. *Rois*, IV, ch. IV, v. 1.

esclaves volontaires, réduits par la pauvreté à se vendre¹, les esclaves pour vol², enfin les enfants vendus par leur père, à la mode sauvage. Ce sont seulement ces dernières catégories d'esclaves que la Bible recommande à la bienveillance des maîtres, et c'était sans doute à eux que le jubilé septennaire rendait la liberté³. Les premiers, seuls, pouvaient constituer un capital sérieux. Pourtant quantité de prescriptions morales et même légales refrénaient, chez les Hébreux, le bon plaisir du riche et attestaient l'existence de l'esprit de solidarité, de communauté, que nous rencontrons dans toutes les vieilles civilisations et dont on est fondé à rapporter l'origine au primitif régime du clan.

Le maître hébreu pouvait bien maltraiter son esclave, car *c'était son argent*, mais pourtant si l'esclave succombait dans les deux jours, son brutal propriétaire était déclaré homicide. Si médiocre qu'elle fut, cette restriction n'en constituait pas moins un frein mis à la férocité du maître omnipotent. Elle rappelle la livre de chair, que Shylock ne découpa point sur le corps de son créancier parce qu'il n'avait pas de procédé pour le faire avec l'exactitude absolue, requise par la loi.

Le salarié juif n'était pas non plus sans quelque protection : d'abord son salaire devait lui être remis avant le coucher du soleil « parce qu'il était pauvre »⁴. Comme tout le monde, il avait le droit, bien plus le devoir étroit, de se reposer le septième jour, le jour du sabbat, ce sous peine de mort. Écoutons Jéhovah : « Observez mon sabbat, parce qu'il vous doit être saint. Celui qui l'aura violé sera puni de mort⁵. » La terre elle-même avait son année sabbatique ; on

1. *Lévitique*, XXV, 39.

2. *Genèse*, XLIV, 17.

3. *Lévitique*, ch. xxv, 33.

4. *Deutéronome*, XXIII, 15.

5. *Exode*, XXXII, 13-14.

la devait laisser chômer, la septième année, et ce qu'elle produisait alors spontanément était le lot des pauvres d'abord et, après eux, des bêtes sauvages. Ce sentiment humanitaire s'étendait en effet jusqu'aux animaux, que l'on assimilait avec un sans-façon darwinien au fils de la servante et à l'étranger : « Vous travaillerez durant six jours et, le septième, vous ne travaillerez point, afin que votre bœuf et votre âne se reposent et que le fils de votre servante et l'étranger aient quelque relâche¹. » On allait plus loin encore dans cette voie, en prescrivant de faire une vieillesse heureuse aux chevaux et aux ânes, qui avaient longtemps servi². Excès de gratitude fait pour étonner chez un peuple qui n'était pas naturellement tendre. En Judée, on avait certainement plus d'humanité pour les ânes que pour les Philistins. D'autres mesures tutélaires avaient été décrétées au profit des petites gens, des débiteurs pauvres : « Vous ne recevrez point pour gage la meule du dessous ou du dessus du moulin, parce que celui qui vous l'offre engage sa propre vie³. » — « Si votre prochain vous a donné son habit pour gage, vous le lui rendrez, avant que le soleil soit couché ; car c'est le seul habit qu'il ait pour se vêtir⁴. » On devait moissonner et vendanger négligemment, en pensant au pauvre et à l'étranger : « Quant tu couperas ton blé, dit Jéhovah, tu ne moissonneras pas le bout de ton champ et tu ne recueilleras pas ce que la faux a laissé. De même, dans ta vigne, les grappes et les grains tombés seront pour le pauvre et l'étranger⁵. » — Non seulement le créancier ne devait point prêter à usure, c'est-à-dire à intérêt, et l'intérêt, en Judée, comme

1. *Exode*, XXIII, 11.

2. *Ibid.*, XXIII, 12.

3. *Josèphe. Réponse à Appien*, liv. II.

4. *Deutéronome*, XXIV, 6.

5. *Exode*, XXII, 26-27.

6. *Lévitique*, XIX, 9-10.

dans tous les pays barbares, était énorme; il ne devait même pas « presser, comme un exacteur impitoyable, le débiteur pauvre »¹. — Enfin, plusieurs fois dans l'année, les riches étaient tenus de convier à de grands repas leur famille et tous les malheureux du voisinage². — Toutes ces prescriptions, et l'on en pourrait citer un bon nombre d'autres, témoignent chez les Hébreux, ou du moins chez leurs dirigeants, d'un assez vif sentiment de solidarité sociale. Elles honorent Israël et devaient atténuer quelque peu la dureté des favorisés de la fortune. Mais en même temps elles attestent qu'une grande inégalité pécuniaire régnait en Palestine et la cause principale doit vraisemblablement en être rapportée au précoce établissement de la propriété individuelle. Le domaine du clan sémitique s'était morcelé, d'abord en possessions familiales, puis en propriétés individuelles, puisque les héritages se partageaient également entre les enfants mâles, sauf une double part pour l'aîné. La législation permettait donc de s'enrichir; on ne manqua point de s'y ingénier et beaucoup y réussirent : rien n'est plus facile à développer, chez l'homme, que l'amour de la propriété individuelle. Les Hébreux se mirent à convoiter non seulement le bœuf, l'âne et la femme, mais aussi le champ du voisin, et beaucoup de ces convoitises purent se satisfaire. A défaut d'autre renseignement, les imprécations d'Isaïe suffiraient à nous apprendre qu'il en fut ainsi : « Malheur, s'écrie-t-il, à ceux, qui joignent maison à maison et qui approchent un champ de l'autre jusqu'à ce qu'il n'y ait plus d'espace et qu'ils se rendent seuls habitants du pays³ ! »

La race était naturellement portée à l'amour du gain; admirablement douée pour le commerce et les opérations de

1. *Exode*, XXII, 25.

2. Mesnil-Marigny. *Histoire de l'Economie politique*, II, 78.

3. *Esaïe*, V, 8-10.

banque, etc., elle avait, au contraire, comme toutes les autres branches de la grande famille sémitique, peu de goût pour le travail manuel. De très bonne heure, avant tout autre peuple, les Hébreux inventèrent la lettre de change, etc.¹. Le temple de Jérusalem, la maison de Jéhovah, finit par servir de banque de dépôt, où les Juifs de toutes les parties du monde entassaient, chaque année, leurs métaux précieux. Le trésor du temple, dit le grand-prête à Héliodore, qui voulait s'en emparer au nom de Seleucus, ne consistait qu'en dépôts². Le dieu des banquiers, Mammon, avait élu domicile dans le Saint des Saints.

Les Hébreux connurent donc tous les principaux genres de propriété : foncière, mobilière, fiduciaire, etc., et, en rapprochant leurs œuvres de celles de leurs cousins, les Arabes, on peut esquisser toute l'histoire de la propriété chez les Sémites.

III. L'ÉVOLUTION DE LA PROPRIÉTÉ CHEZ LES SÉMITES

Les Sémites les plus anciens que nous connaissions se présentent à nous groupés en clans faméliques et cannibales, errant avec leurs troupeaux dans un pays aride. Ces nomades ont des mœurs communautaires et pratiquent volontiers la polyandrie. Dans leurs clans, l'intérêt de l'individu se confond si étroitement avec celui de la communauté, que l'infanticide des enfants nouveau-nés de sexe féminin est considéré comme une action fort louable, puisqu'il réduit le nombre des bouches inutiles. L'élevage des troupeaux, principale ressource de ces barbares, leurs incessantes razzias

1. Mesnil-Marigny. *Hist. de l'Économie politique*, II, 225.

2. *Macchabées*, liv. II, ch. III, v. 10.

aux dépens des voisins les habituent, de bonne heure, à des partages fréquents, incitant au développement de la propriété individuelle. Sous la direction de leurs prophètes, tantôt Moïse, tantôt Mahomet, etc., ils débordent sur les contrées voisines, moins stériles que leur habitat primitif. Leurs tribus, déjà aristocratiques auparavant, se fondent ensemble sans difficulté pour constituer des monarchies despotiques : l'Assyrie, la Judée, les royaumes musulmans. Devenus ainsi sédentaires, les Sémites cultivent le moins possible, se débarrassant le plus souvent des durs travaux agricoles sur les habitants asservis des pays conquis. En Judée seulement, ils durent prendre la peine de labourer eux-mêmes, ayant eu l'imprudence d'exterminer la majeure partie des vaincus, et d'ailleurs ayant été auparavant dressés à cette corvée par les Égyptiens. Ce fut alors qu'ils fondèrent la propriété familiale et patriarcale. Les mœurs des premiers Arabes attestent du reste une période antérieure de filiation maternelle.

Le partage des biens des vaincus sous le bon plaisir du monarque, qui naturellement avait ses préférés, contribua largement à activer chez les Sémites l'évolution naturelle, qui pousse ou a poussé tous les groupes humains vers la propriété individuelle. D'autre part, l'habitude invétérée de la *razzia* chez les voisins, surtout s'ils étaient infidèles, avait de bonne heure familiarisé les tribus sémitiques avec les échanges, le commerce, qui tout naturellement suivent le vol à main armée. Il est tout simple après une incursion heureuse de s'emparer de tout ce qui tombe sous la main, mais les objets, acquis ainsi au hasard, ne sont pas toujours à la convenance du capteur et il est bien naturel de les troquer contre tel ou tel autre lot échu à un compagnon d'armes. Avec le temps on prit goût à ces fructueuses opérations et, les circonstances aidant, en Phénicie, par exemple, on devint

navigateur et colonisateur, on sema des comptoirs sur tous les rivages méditerranéens, en associant volontiers le négoce au pillage.

Toutes ces vicissitudes résultant surtout de la nécessité, des milieux où s'était développée la race, la rendirent, avant toute autre, propre à traiter ce qu'on appelle « les affaires ». La propriété industrielle, commerciale, fiduciaire joua dans plusieurs de ses branches un rôle important. En ce sens, les Sémites devancèrent tous les autres peuples et ils ont gardé leur avance, grâce à la conquête romaine, qui augmenta considérablement la dispersion des Hébreux, grâce ensuite à la sauvage oppression que fit peser sur eux le catholicisme. Ils étaient nés pour le trafic, la banque, le commerce, l'agiotage et on encourageait leurs penchants naturels, en ne laissant guère d'autre champ à leur activité. Plus tard j'aurai à dire quelques mots de leur rôle dans notre moyen âge. Actuellement je me bornerai à remarquer qu'à tout prendre l'évolution de la propriété a passé chez les Sémites par les phases ordinaires, allant du régime communautaire au régime individualiste. Comme signe particulier il faut signaler la très précoce invention de la lettre de change, qui marque le front d'Israël d'un sceau particulier et le distingue entre tous les peuples.

CHAPITRE XIII

LA PROPRIÉTÉ CHEZ LES ARYENS D'ASIE

- I. *Les Aryas védiques.* — État politique des Aryas védiques. — Les prêtres védiques. — Cupidité extrême. — Prières intéressées. — L'industrie védique. — La propriété védique. — Inégalité des fortunes. — Bienfaisance recommandée.
- II. *L'Inde Brahmanique.* — Primitive histoire des Hindous. — Régime monarchique. — Droits du souverain. — Adoration du monarque. — Le roi abuse du domaine éminent. — Culture servile. — Privilèges brahmaniques. — L'esclavage. — Corporations de métier. — Organisation sociale de l'Inde. — La communauté de village. — Propriété des terrains défrichés. — Immobilisation de la propriété foncière. — Résistance au morcellement et à la mobilisation du sol. — Organisation du village. — La communauté de village tend à disparaître. — Les familles associées. — La famille patriarcale. — Solidarité familiale. — Désintégration de la famille hindoue. — Les associations industrielles. — Petite industrie et corporations. — Métiers héréditaires. — Réglementation excessive. — L'esclavage peu répandu. — Travail honoré. — Travaux agricoles sacrés. — Laboureurs respectés durant la guerre. — La vénération pour la vache. — Prescriptions humanitaires. — Limitation de l'intérêt. — Hospitalité. — Aide obligatoire. — Obligations morales des riches. — Charité délirante. — Le droit de propriété se prescrit. — L'évolution sociale dans l'Inde. — Le clan familial en Afghanistan. — Allotements périodiques.
- III. *La propriété en Perse.* — Obscurités de l'Avesta. — Glorification de l'agriculture. — Propriétaires et non propriétaires. — La communauté de village en Perse. — Son organisation.
- IV. *La communauté de village.* — Généralité de ce régime. — Ses origines. — Il survit aux révolutions historiques. — Ses avantages. — Son influence morale. — L'esclavage et la communauté de village. — Stade du clan primitif.

I. LES ARYAS VÉDIQUES

Nous avons la rare fortune de connaître les origines sociologiques de la race berbère et il nous a été possible de la suivre jusqu'au plus haut degré de développement, assez modeste d'ailleurs, qu'elle ait pu atteindre. En invoquant le secours de l'induction et des anciennes légendes, l'on peut aussi retracer avec une suffisante approximation les premières phases de l'évolution sociale chez les Sémites. Mais une obscurité beaucoup plus dense nous masque le berceau des Aryens de l'Inde, peut-être parce que le sens historique, très faible chez les Hindous aujourd'hui encore, s'est tardivement éveillé dans la conscience de leur race, portée plus qu'aucune autre aux rêveries mythologiques et métaphysiques.

Le Rig-Véda est l'œuvre d'un peuple déjà arrivé à une civilisation relativement avancée. Il importe pourtant de remarquer que les hymnes réunis sous le titre général de Rig-Véda sont d'époques fort diverses et qu'il est impossible de les classer chronologiquement. Or, à les prendre dans leur ensemble, ils nous montrent une population organisée en tribus. Ces tribus védiques ont, chacune, un chef guerrier, un rajah, ordinairement opulent. C'est la règle dans toutes les tribus monarchiques : le chef est riche ou le devient, soit par la guerre, qui lui donne la part du lion dans le butin, soit par héritage. Le rajah du Rig-Véda combine ces deux manières de s'enrichir¹. L'évolution se poursuivant, les tribus védiques se confédèrent et obéissent à un chef suprême, à un roi des rois, à un maharajah, et il en résulte une sorte de féodalité védique. Il semble bien que cette évolution monar-

1. Burnouf. *Essai sur le Véda*.

chique ait eu pour principaux ouvriers les prêtres, que de très nombreux versets nous montrent prosternés devant les roitelets védiques, les comblant de flagorneries et leur quémandant sans cesse des présents, auxquels ils répondent par des éloges hyperboliques : « De ce roi puissant, j'ai reçu cent *nicheas* (d'or) et, moi, Çākchīvan, j'ai porté jusqu'au ciel la gloire de ce prince généreux¹. » — « Ce roi m'a donné cent vingt vaches et deux chevaux de trait, traînant une précieuse charge. O Agni, ô Vésivanara, pour prix de nos louanges et de nos offrandes, accorde à Tryarouna ta protection², » etc., etc. En résumé, le clergé védique a donné à ses successeurs, les brahmanes, de biens mauvais exemples qui n'ont été que trop suivis.

Une cupidité pieuse éclate dans un très grand nombre de ces hymnes védiques, que l'on n'a pas craint quelquefois de vanter comme le dernier mot de la poésie lyrique et qui, le plus souvent, sont de simples effusions de bigotisme intéressé, surchauffé, mais grossier jusqu'à la barbarie. Nous y trouvons d'abord des professions de foi, comme celle-ci : « Cette richesse recherchée, estimée, qu'on blâme, tant qu'on ne l'a pas, qu'on cesse de haïr quand on la possède³; » puis d'ardentes prières pour obtenir des dieux la richesse, au moyen d'offrandes intéressées, surtout en leur versant, pour les enivrer, la liqueur sacrée du Soma : « O Indra, viens à notre secours, donne-nous de l'or. L'or procure l'opulence, la victoire, la force constante et durable⁴. » — « O Soma, apporte-nous une riche abondance en or, en chevaux, en vaches et en hommes⁵. » Cette dernière assimilation des hommes aux animaux domestiques, indique évidemment la

1. *Rig-Véda*, section deuxième, lecture I, hymne V, v. 2-5.

2. *Ibid.*, section quatrième, lecture I, hymne XIX, v. 2.

3. *Ibid.*, sect. première, lect. I, hymne V, v. 4.

4. *Ibid.*, sect. première, lect. I, hymne VIII, v. 1.

5. *Ibid.*, sect. septième, lect. I, hymne XX, v. 18.

pratique, et même la pratique brutale de l'esclavage. On implore d'Indra, comme compensations aux offrandes, la richesse, et même on fait appel à ses mauvais sentiments, en lui conseillant de dépouiller les impies, pour enrichir les dévots¹. On demande au dieu Agni « une opulence, qui procure tous les plaisirs de la vie et qui rende l'existence agréable »². On brigue l'amitié d'Indra pour en obtenir des moissons et des femmes : « Il est pour nous, dit-on, comme le seau qui sert à monter l'eau du puits³. » Etc., etc.

A ce moment de leur évolution sociale, ces avides Aryas védiques possèdent déjà la plupart des industries utiles et même un certain luxe, ils ont des chevaux et, ce qui n'arrive pas dans les civilisations très barbares, ils savent les atteler : « Agni, attelle ton char et couvre-le de tes rayons brillants⁴. » — « Attellez la charrue ; attachez le soc, jetez la semence⁵. » — Nous avons vu que le seul fait d'atteler un animal de trait à une charrue dénote déjà un état social en quelque sorte raffiné. Dans ces sillons, qu'on sait tracer, on sème de l'orge. — En même temps, on a des ornements luxueux ; les chefs se parent de pierreries ; on possède des lingots d'or, servant sans doute de monnaie. Ces lingots ou d'autres objets précieux, on les joue aux dés et l'on compare irrévérencieusement l'ivresse du jeu avec celle que donne la liqueur du soma⁶. Ayant de l'argent, on a des créanciers et l'on craint les voleurs, etc.⁷.

Quelle était la constitution de la propriété dans cette société relativement avancée ? On ne le saurait dire au juste ; mais

1. *Rig-Véda*, sect. première, lect. VI, hymne I, v. 9.

2. *Ibid.*, sect. première, lect. V, hymne XVIII, v. 8.

3. *Ibid.*, sect. troisième, lect. V, hymne XIII, v. 16.

4. *Ibid.*, sect. septième, lect. VI, hymne XVIII, v. 6.

5. *Ibid.*, sect. huitième, lect. V, hymne VII, v. 3.

6. *Ibid.*, sect. septième, lect. VIII, hymne II.

7. *Ibid.*

nous verrons bientôt que, même dans l'Inde contemporaine, le régime de la communauté de village est aujourd'hui encore très répandu. Il serait donc peu raisonnable de gratifier les Aryas védiques de la propriété comprise à notre mode. Par induction analogique, on est en droit d'admettre que ces agriculteurs védiques, plus qu'à demi pasteurs encore, en étaient tout au plus à la propriété familiale, possédée sous le bon plaisir de leurs petits souverains despotiques. Ils avaient sûrement leurs riches et leurs pauvres; ils vivaient sous un régime d'inégalité pécuniaire, puisque divers versets du Rig-Véda recommandent la générosité, la bienfaisance, même l'aumône : « L'homme bienfaisant se prépare une place dans le ciel et se range parmi les dieux. Pour un tel homme, les ondes célestes font descendre leur beurre (le beurre est encore un signe de civilisation)¹. » — « Quand le riche se fait une âme dure pour le pauvre qui demande à manger, pour l'indigent qui l'aborde, quand il garde tout pour lui, il ne trouve point d'amis. » — « L'homme bienfaisant, bon pour le malheureux, qui a faim et qui vient dans sa maison, trouve de l'honneur dans le sacrifice et des amis... Que le riche soulage celui qui a besoin et qui trouve la route trop longue. La fortune tourne comme la roue d'un char et visite tantôt l'un, tantôt l'autre². » Ces versets humanitaires compensent quelque peu le caractère rapace et grossier qui éclate dans tant d'autres passages de ce célèbre recueil. Le dernier de ceux que nous avons cités, celui qui parle de « la roue de la fortune », est probablement de date relativement moderne, et l'instabilité pécuniaire, qu'il accuse, indique ordinairement une société où les valeurs mobilières, faciles à perdre et à accumuler, jouent déjà un rôle très considérable.

Nous allons être mieux renseignés sur la constitution de la

1. *Rig-Véda*, sect. deuxième, lect. I, hymne IV, v. 5-7.

2. *Ibid.*, sect. huitième, lect. VI, hymne XII, v. 2-6.

propriété dans l'Inde brahmanique, qui est simplement le développement sociologique de l'Inde védique.

II. L'INDE BRAHMANIQUE

Si la primitive chronologie des Chinois, gens sérieux, méthodiques et peu imaginatifs, laisse pourtant beaucoup à désirer, il n'y a pas à s'étonner que les vieilles chroniques soient absolument fabuleuses chez les Indiens, race pourvue d'une imagination presque délirante et qui, bien longtemps, n'a pas eu d'histoire. A l'époque des campagnes d'Alexandre, les Indiens avaient totalement perdu le souvenir de leur origine; ils se prétendaient autochtones et avaient seulement conservé la vague tradition d'un état de grossière sauvagerie initiale¹. L'étude patiente, à laquelle la vieille littérature indienne a été soumise par les savants d'Europe, a permis de reconstituer en gros l'histoire de la lointaine antiquité dans l'Inde. Nous savons aujourd'hui que les premiers habitants de la péninsule hindostanique n'étaient pas de race aryenne. Ces occupants antérieurs, « dasyous », « rakehasas », « singes », pour lesquels les écrits védiques et brahmaniques n'ont jamais assez de malédictions, furent, après de longs efforts, subjugués et en partie détruits par les invasions successives des Aryas védiques, ayant fait irruption dans l'Inde à une époque fort lointaine par la vallée de l'Indus.

Une fois bien installés dans leur riche conquête, les conquérants aryens s'efforcèrent d'organiser le pays à leur manière et ils y parvinrent dans une grande mesure, mais

1. Diodore.

cependant sans pouvoir triompher de quantité de mœurs et coutumes locales, trop profondément enracinées dans le pays. Les maharajahs védiques devinrent vraiment de grands rois; mais ils avaient au-dessous d'eux des roitelets si peu majestueux que, comme nous l'apprend le Code de Manou, ceux-ci devaient s'occuper personnellement même des litiges entre villages au sujet des limites des propriétés¹. Les prêtres avides et flagorneurs, dont il est si souvent question dans le Rig-Véda et qui avaient déjà poussé les Aryas védiques à s'organiser en monarchies despotiques, firent complètement triompher leur système politique dans l'Inde. Sous leur influence, de vastes monarchies furent fondées, mais ils y conservèrent la haute main; des castes rigoureusement fermées furent instituées, mais celle des brahmanes s'arrogea des privilèges exorbitants. Pourvu que le monarque vénère les brahmanes, les enrichisse et leur obéisse, ces pieux personnages lui reconnaissent une essence supérieure et veulent que les autres l'adorent servilement. « Le monde, dit le Code de Manou, privé de roi, était bouleversé par la crainte. Le Seigneur créa un roi, formé de particules tirées de l'essence même des particules éternelles de la substance d'Indra². » Ce souverain, dont la personne est constituée par des molécules divines, domine tout naturellement son peuple de très haut. Le code brahmanique l'autorise, en cas de nécessité, dont il est seul juge, à s'approprier le quart des récoltes de son royaume. « Son devoir particulier est de vaincre »; le reste importe peu³. Il prélève de lourds impôts sur le bétail, sur les récoltes, sur le produit des mines, sur le commerce. Il exige des ouvriers et artisans un jour de travail par mois à son profit; mais il ne demande rien à la

1. *Code de Manou*, VIII, 245-246.

2. *Ibid.*, VII, 3-5.

3. *Ibid.*, VII, 118-119.

classe des guerriers, des kchatriyas, et surtout il ne doit rien accepter des brahmanes : « Un roi, même lorsqu'il meurt de besoin, ne doit pas recevoir de tribut d'un brahmane versé dans la Sainte Écriture¹. » C'est le régime de la grande monarchie barbare dans toute sa beauté. Le roi intervient partout, directement ou par ses agents. Il fixe tous les six mois la valeur des métaux précieux², tous les cinq jours, le prix des marchandises³. Il interdit à son gré l'importation ou l'exportation de telle ou telle catégorie d'objets, à moins qu'il ne s'en attribue le monopole, etc., etc.⁴. L'abjecte attitude que l'on prenait en présence des rois indiens scandalisa les Grecs. On ne se borne pas, dit Strabon, à saluer, en s'inclinant, les rois et grands dignitaires, « la loi veut qu'on les adore, comme on fait pour la divinité »⁵.

Sous ce régime de despotisme pur, non seulement le monarque a le domaine éminent, c'est à lui que font retour, par exemple, les successions *ab intestat* (M. Marigny, *Hist. de l'Économie politique*, etc., I, 91), mais il fait très bon marché de la propriété de ses sujets. En réalité on ne possède que sous son bon plaisir. C'est en effet ce qui est arrivé, dans l'Inde, depuis les temps anciens jusqu'à nos jours. Les monarques indiens, dont l'histoire nous est réellement connue, prélevaient sur les produits du sol presque tout ce qui n'était pas indispensable à la subsistance des laboureurs⁶, et cet état de choses durait encore quand nos missionnaires essayèrent de catéchiser les Indiens, au xvii^e siècle. Au Marava, le roi concédait les bourgades et les terres à des vassaux, toujours révocables, qui s'obli-

1. *Code de Manou*, VII, 130-138.

2. *Ibid.*, VIII, 402-403.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*, VIII.

5. Strabon, XV, 67.

6. S. Maine. *Village Communities*, 179.

geaient en retour à lui fournir des soldats¹. Ces feudataires se rattrapaient évidemment sur le populaire et devaient se conduire à son égard ainsi que le faisaient les rois de Carnate, dont un ancien missionnaire nous parle en ces termes : « Les Indiens sont fort misérables et ne retirent presque aucun fruit de leurs travaux. Le roy de chaque état a le domaine absolu et la propriété des terres : ses officiers obligent les habitans d'une ville à cultiver une certaine étendue de terre, qu'ils leur marquent. Quand le temps de la moisson est venu, ces mêmes officiers vont faire couper les grains et, les ayant fait mettre en un monceau, ils y appliquent le sceau du roy et puis ils se retirent. Quand ils le jugent à propos, ils viennent enlever les grains, dont ils ne laissent que la quatrième partie au pauvre laboureur. Ils les vendent ensuite au peuple au prix qu'il leur plaît, sans que personne ose se plaindre². » A cette époque, on avait donc réalisé, à Carnate, de grands progrès sur le Code de Manou. Ce n'était plus le quart, mais bien les trois quarts des récoltes qui étaient revendiqués par le souverain.

Mais à côté et même au-dessus des privilèges royaux, il y a les privilèges brahmaniques et ils ne sont pas minces : « Le brahmane, en venant au monde, est placé au premier rang sur cette terre, souverain seigneur de tous les êtres... Tout ce que le monde renfermé est en quelque sorte la propriété du brahmane³. » Armé de ce droit divin et, s'il en use même modérément, l'oint du seigneur mène une existence douce et facile. Un brahmane ne doit pas, autant que possible, cultiver la terre; car cela ne se peut faire sans donner la mort à une foule d'animaux⁴ et rien n'est plus

1. *Lettres édifiantes*, XIII, 16.

2. *Ibid.*, X, 7.

3. *Code de Manou*, I, 90, 100.

4. *Ibid.*, X, 83-84.

atroce; mais, s'il est dans le besoin, il a la liberté de prendre ce qu'il veut dans la grange, dans le champ ou dans la maison de n'importe qui, à la seule condition d'en avertir le propriétaire¹. En outre, le brahmane a le droit de forcer le çoudra à le servir²; il peut aussi le voler en toute tranquillité de conscience³. Thésauriser les métaux précieux est sévèrement défendu aux çoudras, *de peur, dit Manou, qu'ils ne fassent de la peine aux brahmanes*⁴.

Avec de pareilles lois, l'esclavage n'est pas nécessaire, aussi ne semble-t-il pas avoir été aussi largement institué dans l'Inde que dans les autres monarchies barbares. J'aurai tout à l'heure à en reparler à propos de la communauté de village. Le Rig-Véda ne nous dit rien des esclaves; le Code de Manou en parle à peine et Diodore nous affirme que les anciens philosophes indiens enseignaient qu'il ne devait pas y avoir d'esclaves⁵. Les métiers d'ailleurs formaient et forment encore des corporations fermées, ayant même le caractère des castes, puisque la profession est héréditaire et qu'on ne se marie pas hors de son groupe⁶.

Il importe pourtant de remarquer que la société théocratique, décrite dans le Code de Manou, n'a sans doute jamais existé exactement. Elle semble avoir été surtout un idéal brahmanique, dont on s'est efforcé de se rapprocher et dont, dans tous les cas, l'Inde contemporaine était assez éloignée. Dans l'opinion de H.-S. Maine, c'est-à-dire d'un homme parfaitement renseigné, la superposition de castes hiérarchiquement étagées n'est, dans l'Inde, qu'une prétention brahmanique. Ce qui existe, c'est une caste sacerdotale,

1. *Code de Manou*.

2. *Ibid.*, VIII, 413.

3. *Ibid.*, VIII, 417.

4. *Ibid.*

5. Diodore, II, 39.

6. Dalton. *Ethnology of Bengal*, 323.

qui a la prééminence, mais dans un sens très limité; puis, quelques maisons princières et un certain nombre de tribus, communautés de village, guildes, élevant des prétentions douteuses à appartenir à la deuxième ou troisième classe. En dehors de ces grandes divisions, il n'y a plus que des corporations de métier, des groupes de marchands, d'industriels, de laboureurs organisés en associations¹.

Au point de vue de la propriété foncière, ce qui subsiste, dans l'Inde, ce qui a survécu à toutes les conquêtes et remonte vraisemblablement à une fort lointaine antiquité, c'est la communauté de village. Au IV^e siècle avant Jésus-Christ, Néarque, lieutenant d'Alexandre, constate déjà l'existence, dans certaines contrées de l'Inde, d'associations cultivant le sol en commun et s'en partageant les fruits et les moissons. Quand la quantité excédait le nécessaire, on brûlait, dit-il, le surplus, afin que personne ne pût rester oisif. Il signale déjà l'empire de la coutume, remplaçant les lois écrites². De son côté, le Code de Manou recommande de laisser autour d'un village, pour pâture, un espace inculte, large de 400 coudées ou de trois jets de bâton et trois fois cet espace autour d'une ville³. Il s'agit évidemment d'un espace possédé en commun, dans l'indivision. Quand le même code parle de contestations entre les villages, à propos de limites, et prescrit au roi d'y faire planter de grands arbres limitrophes⁴, il atteste aussi avec une suffisante certitude l'existence de la communauté de village. Le même code admet d'ailleurs la propriété individuelle ou familiale de la maison, d'un jardin, d'un champ, d'une pièce d'eau⁵. Mais cette propriété était-elle complète ou simplement usufructière? On ne saurait le

1. S. Maino. *Village-Communities*.

2. Strabon, XV.

3. *Code de Manou*, VIII, 237.

4. *Ibid.*, VIII, 245-246.

5. *Ibid.*, VIII, 262-264.

décider d'après le seul texte. Ce qui est certain, c'est que, d'après Manou, le défrichement d'un terrain inculte confère le droit de propriété individuelle : « Un champ cultivé est la propriété de celui qui en a arraché le bois, qui l'a nettoyé et labouré, comme l'antilope appartient au chasseur qui l'a frappée mortellement ¹. » C'est le droit du premier défrichant, si généralement reconnu partout. Nous avons vu qu'il l'est aussi à Java, où l'influence de l'Inde s'est si puissamment exercée ; seulement la *Dessa* javanaise n'accorde ordinairement au défricheur qu'une jouissance temporaire. — Notons encore que, chez les aborigènes du centre du Bengale, on peut, même aujourd'hui, constater des exemples de redistributions périodiques des champs cultivés.

Avant l'intrusion des Européens dans l'Inde, il n'existait dans cette contrée rien d'analogue à notre propriété foncière ; le sol n'était jamais mobilisé, comme une marchandise ordinaire ; la propriété du fonds n'impliquait pas le droit de vendre ; la saisie et la vente des terres, pour acquitter une dette particulière, étaient choses absolument inconnues. Ces idées ne pouvaient même entrer dans la tête des indigènes. Certaines terres seulement, peut-être celles que le propriétaire avait défrichées, pouvaient être aliénées par hypothèques ². Mais ordinairement l'aliénation des terres n'était possible, dans l'Inde, qu'avec le consentement des habitants, des voisins, des parents ³. Même aujourd'hui et malgré les facilités accordées par la loi anglaise, les ventes de terres sont rares ⁴. Campbell rapporte qu'il y a, dans la présidence de Madras, des villages, qui, depuis un demi-siècle, se soumettent en apparence aux taxes indi-

1. Manou, IX, 44.

2. Campbell. *Systems of land tenure in India*, 151.

3. Colebrooke. *A digest of Hindu Law*, II, 161.

4. E. de Laveleye. *De la propriété*, 168.

viduelles des Anglais, mais en réalité paient l'impôt en bloc, et le répartissent ensuite entre leurs habitants¹.

Ces villages indiens sont organisés à peu près comme la Dessa javanaise. La forêt et les terres en friche y sont propriété commune; mais la terre arable ne l'est plus. Un chef, tantôt élu, tantôt héréditaire, gouverne le village et il est parfois assisté d'un conseil. Certains métiers, jugés indispensables, ceux de cordonnier, de corroyeur, etc., sont élevés à la dignité de fonctions exercées héréditairement par certaines familles, auxquelles on concède à titre d'indemnité des lots de terre. On traite de même le prêtre, le secrétaire trésorier, etc. Dans le Bengale, ces communautés de village ressemblent fort à celles que nous retrouverons bientôt en Europe, chez les Slaves et les Teutons. Chacune d'elles forme un groupe de familles soi-disant issues d'un commun ancêtre et possédant une propriété commune. Dans cette agrégation chaque ménage n'est qu'une unité subordonnée². La solidarité est étroite. Chaque famille doit se soumettre à des règles de culture traditionnelles, souvent minutieuses, et surtout elle ne peut vendre sa part sans le consentement des covillageois³. Le village forme une petite société organisée, s'administrant elle-même, ayant sa police, sa justice, répartissant entre ses membres les charges publiques⁴. De temps en temps et après examen, le village hindou admet des étrangers, tout à fait comme la Dessa javanaise.

Ces communautés de village n'ont pas de lois écrites; elles obéissent à des coutumes traditionnelles, auxquelles personne ne songe à résister. Le conseil des anciens n'a pas

1. Campbell. *Loc. cit.*

2. S. Maine. *Village-Communities*, 12, 18.

3. *Ibid.*, 13, 103.

4. *Ibid.* Ancien Droit, 247.

ordinairement besoin de donner des ordres. Il déclare simplement que telle ou telle chose s'est toujours faite ainsi¹ : cela suffit. Le pli est pris et presque ineffaçable en raison de l'énorme durée du régime.

Sur le parcours du grand canal d'irrigation, le gouvernement traite en bloc avec chaque village pour la concession d'une certaine quantité d'eau à répartir et cette répartition se fait sous le contrôle minutieux du conseil des anciens².

Dans le Penjaub, chaque habitant détient une part du sol, dont l'étendue est exprimée en « charrues », et dont la dimension est variable³, mais l'expression même de « charrues » semble bien indiquer un ancien régime d'allotements. Enfin la persistance des coutumes réglant par le menu tous les détails de la culture dans ces communautés est plus caractéristique encore et dépose dans le même sens.

Ces communautés de village, que l'on retrouve partout et toujours à la base de la société indienne, sont fort menacées aujourd'hui, par l'appétit de la propriété individuelle. En dehors même de l'influence anglaise, elles tendent spontanément à se morceler. En principe, elles admettent déjà la divisibilité du fonds commun et d'une manière indéfinie. Actuellement, au dire d'Elphinstone, les communautés vont jusqu'à se recruter par l'accession d'acheteurs de parts. Si elles subsistent encore, c'est seulement parce que la coutume exige le consentement de la communauté pour le partage et pour l'admission d'un étranger⁴ ; parce que le village conserve encore le domaine éminent et surtout parce que le testament n'est pas en usage.

Dans la communauté de village hindoue, un lien moral,

1. S. Maine. *Village-Communities*, 68.

2. *Ibid.*, 109.

3. E. de Laveleye. *De la propriété*, 351.

4. S. Maine. *Ancien Droit*, 249-253.

domine, c'est le respect, le souci de la consanguinité. Tous les covillageois, nous l'avons vu, sont censés descendre d'un commun ancêtre, qui aurait été le fondateur du village. En étudiant d'une manière générale l'évolution de la famille, on voit que partout les liens de parenté, d'abord confus et généraux, se restreignent à mesure qu'ils se précisent et que la petite famille ménagère finit par sortir du clan familial; il en résulte à la longue le morcellement de ce clan et celui de sa propriété; mais, en devenant indépendantes, les petites associations familiales conservent néanmoins, relativement à la propriété, à la solidarité, certaines des idées communautaires, qui régnaient dans le clan, dont elles ne sont que des réductions. Cela est arrivé pour la famille hindoue. Là où la législation et l'exemple des Anglais ne l'ont pas ébranlée, cette famille est constituée par le groupe des personnes qui auraient participé aux mêmes sacrifices, lors des funérailles d'un ancêtre commun, s'il était mort durant leur vie¹. De ces familles dites *associées*, celles qui possèdent une propriété foncière ont en commun la table, le culte et le fonds de terre, mais l'existence de ce dernier n'est pas indispensable. C'est sur la consanguinité, non sur la propriété foncière, que repose l'association. Aussi la famille associée vit souvent d'un métier ou d'un commerce².

La famille hindoue est rigoureusement patriarcale; elle est despotiquement gouvernée par le père ou le fils aîné. Aucune personne d'un autre sang n'y peut pénétrer. L'habitation de chaque famille est isolée et la vie y est très secrète, même dans les plus humbles familles³. Les natifs déclarent que leur existence est devenue intolérable, depuis que les lois anglaises se sont mises à traiter les femmes et les enfants

1. S. Maine. *Institutions primitives*, 133.

2. *Ibid.*, 99.

3. *Ibid.* *Village-communities*, 113-114.

comme si c'était des hommes¹. Le Code de Manou autorise et même règle le droit de partage après décès du père, mais autrefois, surtout avant la domination anglaise, on ne partageait guère. Il y avait des familles, qui, par tradition, vivaient toujours dans l'indivision et où tous les gains que pouvait réaliser l'un des enfants, même après la mort du père, allaient à la masse commune. L'union entre les membres de la famille était étroite. Le père n'avait pas le droit de déshériter ses enfants, quelque crime qu'ils eussent commis contre lui, et père et enfants étaient solidaires de leurs dettes². Le père n'avait pas le droit de tester, tout au plus pouvait-il, comme autrefois le *pater familias* romain, régler, arranger la disposition de la propriété familiale entre les enfants³. Cependant, dans le bas Bengale, où le système de village est fort démembré, et où, à ce qu'il semble, celui de la famille est ébranlé, le père paraît avoir eu la faculté de disposer de son bien même de son vivant⁴.

L'évolution naturelle des choses, fortement aidée ici par l'influence anglaise, est en train de détruire dans l'Inde la famille associée. Autrefois les enfants ne pouvaient rien posséder en propre du vivant de leur père⁵. Aujourd'hui non seulement un fils, par le seul fait de sa naissance, a sur les biens paternels un droit de copropriété, ce qui peut encore cadrer avec l'association familiale, mais, dès qu'il atteint sa majorité, il peut parfois provoquer le partage des biens, même contre la volonté du père. Enfin avec le consentement paternel, l'un des fils peut exiger le partage, même contre l'avis de ses frères, et alors le père,

1. S. Maine. *Village-communities*, 11-116.

2. *Lettres édifiantes*, XIV, 393.

3. S. Maine. *Village-Communities*, 40-41.

4. *Ibid.*, 40.

5. Ménil-Marigny. *Hist. de l'Économie politique*, I, 88.

assimilé à ses enfants, n'a sur eux aucun avantage¹. Ces partages en avancement d'hoirie, les partages après décès, car il se trouve souvent un frère qui veut sortir de l'indivision, détruisent rapidement dans l'Inde les familles associées. A ces causes d'émiettement, il faut ajouter les exécutions pour dettes. Beaucoup de créanciers, qui n'auraient pas osé s'attaquer à une communauté de village, actionnent sans hésiter un débiteur isolé², et nous avons vu que les dettes sont solidaires. Enfin le droit brahmannique lui-même avait commencé la désintégration de la famille, en admettant que, si l'un des membres d'une famille associée avait acquis des biens par sa science personnelle ou la pratique d'un art libéral, ces biens ne tombaient point dans le domaine familial, à moins que le savoir ou les talents du propriétaire ne provinssent d'une éducation acquise aux frais de la famille³. Actuellement les familles associées, toujours minées par quelque côté, n'ont plus une longue existence; il est rare qu'elles durent plus de deux générations; mais leur grande ennemie, la loi anglaise, tout en étant le principal agent de leur dissolution, leur reconnaît encore une existence légale, tant qu'elles durent : « Quant à la famille indoue, associée dans l'indivision, a dit le conseil privé de la couronne, aucun de ses membres, aussi longtemps qu'elle reste indivise, ne peut prétendre à la possession particulière d'une portion de la propriété indivise... Les revenus de cette propriété indivise doivent être versés, conformément aux principes, dans la caisse ou dans la bourse commune et employés selon les besoins des membres de la famille⁴. »

En dehors de ces associations familiales, il en existe

1. S. Maine. *Ancient Law*, 228.

2. *Ibid.* *Village-Communities*, 113.

3. *Ibid.* *Institutions primitives*, 137, 138.

4. Moore's. *Indian Appeals*, XI, 75 (in *Institutions primitives* de S. Maine, 99).

d'autres, les associations industrielles, beaucoup plus nombreuses et où, tout en étant moins étroite, la solidarité est puissante encore. Dans l'Inde indigène, la grande industrie était et même est actuellement inconnue, et les petits métiers sont groupés en corporations, en guildes, fermées, comme les grandes castes brahmamiques, mais constituées pourtant en dehors d'elles, à moins qu'on ne les classe en bloc dans la caste mal délimitée des vaicyas. Dans l'Inde, comme dans toutes les monarchies primitives, tous les métiers sont héréditaires et les groupes d'artisans sont, dans une certaine mesure, consanguins, puisqu'on y pratique même une véritable endogamie, en ne se mariant pas en dehors de sa corporation¹. Dans chaque corporation, on est étroitement uni; on s'y appelle « frères », et l'on s'y secourt mutuellement, avec empressement². Mais la solidarité ne saurait exister sans gêner plus ou moins la liberté individuelle; aussi la production industrielle est-elle fort réglementée dans l'Inde, non seulement par les lois brahmamiques, qui allaient jusqu'à exiger, sous peine d'amende, que, pour un poids donné de fil, un tisserand livrât une étoffe pesant juste un onzième de plus à cause de l'eau de riz dont s'était servi l'ouvrier pour imbiber les fils de coton³, mais encore et surtout par la tyrannie de la coutume qui fixe ou fixait d'une manière immuable les prix de vente des produits onyrés⁴. Tous les travaux industriels et toutes les transactions, auxquelles ils donnaient lieu, se faisaient donc tranquillement, régulièrement, par les petits métiers associés en corporations fraternelles et négociant leurs produits à des prix arrêtés une fois pour toutes.

1. Dalton. *Ethnology of Bengal*, 323.

2. Mesnil-Marigny. *Hist. de l'Economie politique*, etc., I, 59.

3. *Code de Manou*, VIII, 397.

4. S. Maine. *Village-Communities*, 190.

Les écrivains grecs nous affirment bien que l'esclavage n'existait pas dans l'Inde et que même les philosophes indiens enseignaient l'égalité de tous les hommes ¹. Mais c'était une égalité tout à fait relative, puisque le régime des castes est basé sur une effroyable inégalité native. Ce qui est vrai, c'est que l'existence de la caste servile, des *çoudras*, rendait, pour les privilégiés, à peu près inutile l'esclavage domestique, qui est pourtant mentionné fréquemment dans le Code de Manou.

— Cependant, au sein de cette société figée dans l'iniquité, on trouve encore des lois, des mœurs, des sentiments dictés par un assez vif esprit de solidarité. Cela est en quelque sorte de règle dans tous les grands États primitifs et constitue sûrement une survivance des stades sociaux antérieurs. Je citerai à ce propos quelques faits typiques. Tout d'abord le Code de Manou, tout en subalternisant le travail, lui accorde de grandes immunités. Il le rehausse moralement en déclarant que « la main de l'ouvrier est toujours pure, quand il travaille ² ». Mais, dans ces sociétés barbares, le travail industriel est relativement peu de chose; ce qui importe surtout, c'est le labeur agricole. Or, aux yeux des Indiens, le travail des champs était sacré à ce point qu'en temps de guerre le laboureur était tenu pour neutre par les combattants. Les Grecs ne furent pas médiocrement étonnés de ces mœurs : « Chez les Indiens, dit Diodore, les agriculteurs, réputés sacrés et inviolables, peuvent sans danger continuer à se livrer à leurs travaux dans le voisinage des armées rangées en bataille. Les guerriers se massacrent, mais ils ne font aucun mal aux laboureurs, qu'ils regardent comme leurs bienfaiteurs communs; ils n'incendient jamais les champs de leurs ennemis et n'y coupent

1. Diodore, II, 39.

2. Code de *Manou*, V, 129.

point les arbres¹ ». Le respect religieux, que professent les Hindous pour la vache, est aussi, si ridicule qu'il nous paraisse aujourd'hui, dicté par la même préoccupation. Selon Manou, tuer une vache est un des plus grands crimes². Précédemment nous avons vu que, sans aller aussi loin, les Égyptiens interdisaient de même de se servir de la vache comme animal de boucherie.

On peut relever encore dans les mœurs ou les lois indiennes plusieurs autres prescriptions humanitaires : ainsi, selon Manou et toujours comme en Égypte, les intérêts accumulés d'une somme prêtée ne doivent jamais dépasser le montant de la dette³; l'argent prêté à une personne qui est dans la détresse ne doit pas produire d'intérêt⁴; les brahmanes et les Kchatriyas ne doivent pas prêter à intérêt, même dans un moment critique⁵; cela est considéré comme incompatible avec la situation privilégiée dont ils jouissent dans la société hindoue⁶. L'hospitalité est un devoir; on doit accueillir dans sa maison l'étranger attardé, à quelque heure qu'il se présente⁷. On a décrété la peine du bannissement contre ceux qui n'accourent pas, alors qu'un village est pillé, que des brigands se montrent sur le grand chemin, ou qu'une digue se rompt⁸.

Sans doute l'inégalité sociale et pécuniaire est énorme, mais il est entendu que la richesse ne doit pas être égoïste et au xvii^e siècle, au xviii^e encore, il était d'obligation morale pour l'homme opulent de consacrer une partie de sa fortune

1. Diodore, II, 36-40.

2. *Manou*, XI, 59, 108-116.

3. VIII, 143, 151.

4. VIII, 153.

5. X, 117.

6. XI, 117.

7. Liv. III, 99, 104.

8. Liv. II, 225-226.

à des œuvres d'utilité publique, à percer des routes, à planter des arbres sur les chemins, à y élever des abris pour le voyageur, car il n'y a pas d'auberges dans l'Inde, par-dessus tout à creuser des étangs d'arrosage pour faciliter la culture, surtout celle du riz¹. On voyait des pénitents volontaires, affolés de charité, se faire raver autour du cou une lourde cangue en fer et s'exposer ainsi au public afin de recueillir des aumônes pour creuser un étang (*tarpaculam*) revêtu de pierres, dans une plaine aride². — Enfin la propriété d'un homme ne se défend pas d'elle-même; il faut que le propriétaire l'occupe et au besoin la réclame. On perd son bien quand, pendant dix ans, on a laissé un autre en jouir tranquillement sous ses yeux sans formuler de réclamation. Dans le dernier chapitre, j'ai signalé une loi fort analogue existant chez les Kabyles. Mais pourtant la solidarité sociale est beaucoup plus étroite en Kabylie que dans l'Inde; c'est qu'on y est encore organisé en tribus républicaines, bien moins éloignées du primitif régime communautaire, dont les communautés de village ne sont que des vivants débris. — Néanmoins la grande société indienne n'a pas débuté autrement que les autres et un certain nombre de faits, de coutumes, que j'ai signalés dans un précédent ouvrage³, viennent confirmer les inductions autorisées par l'existence des communautés de villages. Il est permis d'en inférer qu'à une époque fort lointaine l'Inde a passé, comme la plupart des autres contrées, par le stade social de la tribu divisée en clans familiaux, vivant sur une propriété commune.

Ce régime subsiste toujours chez les Afghans, dont les mœurs rappellent par plus d'un côté celle des Aryas védiques. La population de l'Afghanistan est en effet répar-

1. *Lettres édifiantes*, t. XV, p. 284; t. V, p. 64.

2. *Lettres édifiantes*, V, 64-65.

3. Ch. Letourneau. *L'Évolution du mariage et de la famille*, 416-417.

tie en tribus, composées elles-mêmes de clans exogames, et la division de la propriété se règle sur cette organisation sociale. Chaque tribu possède un certain territoire, qui est propriété commune, et tous les cinq ans ou tous les dix ans, l'on procède à une redistribution du domaine public¹. Cette coutume n'a rien de rare, ce qui l'est davantage, c'est que ces allotements périodiques, en Afghanistan, ne s'effectuent ni entre les individus, ni entre les familles, mais bien entre les clans, d'où un chassé-croisé général, des déplacements de villages entiers, ce qui indique une forme encore primitive de la communauté du clan ou du village.

III. LA PROPRIÉTÉ EN PERSE

En réunissant et combinant les renseignements de source diverse, que nous possédons sur l'Inde ancienne et moderne, nous réussissons encore à tracer une esquisse approximative de l'évolution de la propriété dans le rameau hindou des Aryens d'Asie. Mais sur ce qu'a pu être la même évolution chez les populations persanes nous sommes bien plus pauvrement informés. Tout ce que l'on peut extraire du fatras liturgique de l'Avesta, c'est que les anciens Persans étaient épris d'agriculture jusqu'au fanatisme. Pour les rédacteurs de l'Avesta, le travail des champs est un acte religieux : « Quel est celui qui fait goûter à la terre une joie très grande ? » Ahura-Mazda répondit : « C'est celui qui fait croître le plus de grains d'herbes et d'arbres portant des fruits². » — « La Terre parle ainsi : Homme, qui me cultives du bras gauche et du

1. Forgues. *Vie des Afghans*, in *Revue des Deux Mondes*, 1863. — Elphinstone. *Cabul*, II, 17.

2. *Zend-Avesta*, v. 76-77.

bras droit, du bras droit et du bras gauche, toujours je serai favorable aux contrées, toujours je viendrai vers toi. Je porterai toute espèce d'aliments, tout ce que je puis porter outre le grain des champs¹. » — « Lorsque le blé est émondé, alors les Dévas (démons) jettent des cris; lorsque le blé est moulu, alors les Dévas fuient; lorsqu'il est pétri, alors les Dévas périssent². »

La société mazdéenne était donc avant tout agricole; elle cultivait surtout des céréales, et, si la traduction de l'Avesta est exacte, on y connaissait déjà le pain. Ailleurs le même code sacré nous apprend qu'en Perse la terre était possédée par certains, non par tous : « Je proclame pour toi, qui as une épouse, ô saint Zoroastre, la priorité sur celui qui n'en a point; pour le chef de famille, sur celui qui n'a pas d'enfants; pour le possesseur des terres, sur celui qui n'en a point³. » Mais quelles étaient les conditions et le régime du droit de propriété? L'Avesta ne nous en dit rien et les écrivains grecs ne nous renseignent pas davantage.

Ce silence général nous oblige à ne nous occuper que de l'état actuel de la propriété en Perse. Or, il ne semble pas que l'islamisme et le despotisme sans bornes des schahs et de leurs fonctionnaires aient sérieusement modifié le mode primitif de posséder. En effet, nous retrouvons en Perse la communauté de village, très analogue à ce qu'elle est dans l'Inde. Le domaine du village semble bien y être encore la dernière unité de la propriété foncière. Seulement les villages appartiennent à tel ou tel personnage haut placé. Par suite les habitants de chaque communauté villageoise sont corvéables à merci du propriétaire seigneurial. Ils lui paient une rente, et doivent aussi en verser une autre dans le trésor

1. *Zend-Avesta*, v. 88-90.

2. *Ibid.*, Fargard, III, v. 106-108.

3. *Ibid.*, *Vendidad*, Fargard, IV, v. 138-141.

du prince, qui a le domaine éminent. En sus de la rente et des corvées, chaque village doit au maître, au propriétaire seigneurial, du beurre, de la crème, des melons, du bois, de la paille pour ses chevaux¹. Comme il arrive dans l'Inde, chaque village persan a son chef, qui est responsable des rentes dues au propriétaire et de l'impôt. La fonction de ce chef consiste donc à répartir les charges entre les covillageois, au *prorata* des ressources, des récoltes de chacun. Par suite les terres du village sont distribuées entre les familles proportionnellement au nombre de bras dont elles disposent². — Chaque grand de première classe possède plusieurs de ces villages; il en est qui en ont une centaine. — Cette organisation primordiale en communautés de village remonte sûrement aux temps les plus anciens. Nous l'avons trouvée, à peu près identique, dans l'Inde, à Java, même en Chine, et nous sommes par conséquent en mesure de l'apprécier maintenant d'une manière générale.

IV. LA COMMUNAUTÉ DE VILLAGE

Si l'on s'en tient à une vue d'ensemble, on peut dire que toutes les populations aryennes de l'Asie en sont restées au régime de la communauté de village et que la Chine elle-même l'a conservé dans ses traits généraux. Ce régime, nous l'avons rencontré ailleurs; nous le retrouverons encore en Europe. Il n'y a donc pas d'exagération à dire qu'il a convenu ou convient encore à plus de la moitié du genre humain. Force est donc qu'il ait de très sérieux avantages. Les popu-

1. Drouville. *Voyage en Perse*, I, 136-138.

2. *Ibid.*, I, 136, 138, 139.

lations s'y sont littéralement cramponnées et l'absolutisme le plus extravagant, par exemple celui des despotes persans depuis Xerxès, ne l'a pu détruire. Or cette communauté de village remonte à l'origine des sociétés, puisqu'elle dérive manifestement du clan républicain, c'est-à-dire de la première organisation sociale. Sans doute le primitif communisme des biens et, dans une certaine mesure, des femmes s'est restreint; les familles maternelles d'abord, paternelles ensuite, ont désagrégé l'unité du clan, mais le régime de solidarité a persisté quand même; il a seulement changé de base avec les progrès de la civilisation. Quand on vivait surtout de chasse, l'union des membres du clan reposait particulièrement sur la consanguinité. Une fois l'industrie agricole établie, l'intérêt social consista principalement dans la répartition des terres, dans leur bonne exploitation. Il fallut, avant tout, tirer du sol le meilleur parti possible, aussi ne se fit-on aucun scrupule d'admettre dans l'association des étrangers offrant de suffisantes garanties. L'annexion de nouveaux travailleurs remplaça l'adoption en usage dans les anciens clans.

Ces petites républiques villageoises persistèrent sous tous les régimes, bien après que la tribu politique, indépendante, eut entièrement disparu. Les despotes se contentaient d'imposer à ces communautés des tributs et des corvées; ils n'avaient aucun intérêt à les détruire. Mais ce régime de la communauté villageoise eut, pour les populations, plus d'un résultat bienfaisant. D'abord il les garantit contre bien des causes de destruction et nous voyons que, partout où il a duré, l'espèce humaine, non seulement s'est maintenue, mais a poussé dru, comme les épis dans un champ bien ensemencé. D'autres conséquences, morales et sociales, ont découlé de ce régime. En premier lieu, l'individu n'apprit point à se désintéresser du sort de la communauté; au contraire, des

sentiments de sympathie, d'humanité, de solidarité germèrent et s'implantèrent dans sa mentalité. Enfin la grande plaie des sociétés barbares, l'esclavage, cessa d'être nécessaire. Sans doute les despotes, les monarques ont eu, sous leur immédiate domination, des esclaves en dépit de la communauté de village. Tout leur était naturellement permis et nous lisons dans Hérodote que « le roi des rois » avait des esclaves¹ ; mais les villages n'en avaient que faire, par conséquent l'esclavage cessa d'être dans les mœurs. Il est toujours très restreint en Chine, plus encore dans l'Inde, où il y avait bien une caste servile, mais peu d'esclaves personnels.

En résumé, le régime de la communauté de village a été, pour une grande portion de l'humanité, à la fois tutélaire et moral. De plus, comme il dérive manifestement du clan primitif, il atteste que cette dernière forme sociale a bien été un stade général, par lequel a dû passer toute l'humanité plus ou moins civilisée.

1. Hérodote, I, 137, etc.

CHAPITRE XIV

LA PROPRIÉTÉ DANS LA GRÈCE ANTIQUE

- I. *Les origines.* — Vieilles théories. — Les primitives tribus helléniques. — Les clans. — Propriété commune à Athènes et à Sparte. — Sélection à Sparte. — Repas communs, etc., à Sparte et en Crète.
- II. *L'esclavage en Grèce.* — Aristote et l'esclavage. — Diverses manières de devenir esclave. — Droits du maître sur l'esclave. — Sort de l'esclave. — Nombre énorme des esclaves. — Condition relativement douce de l'esclave athénien. — L'esclave possédé comme une chose. — Les artistes dédaignés. — Corporations.
- III. *La propriété foncière en Grèce.* — Biens communaux. — Allotements. — Interdiction de vendre le sol. — L'hypothèque et le morcellement du sol. — Réforme de Solon. — Limitation de la liberté individuelle. — Solon reconnaît la propriété individuelle et le droit de tester. — Entraves à la mobilisation du sol. — Obligations des riches. — Impôt progressif. — Loi de l'échange. — Propriété peu divisée.
- IV. *La propriété mobilière.* — Primitive propriété mobilière. — Esclavage et piraterie. — Mœurs commerciales. — L'industrie. — Protectionnisme à outrance. — Taux de l'intérêt. — Petite industrie. — Fréquence des fêtes.
- V. *Les abus de la propriété à Athènes.* — L'insuccès de Solon confessé par lui-même. — Privilèges des riches. — La ploutocratie. — Pas de patriotisme chez les riches. — Guerres sociales. — Les armées mercenaires. — La disette d'hommes.
- VI. *De la propriété communautaire en Grèce.* — Réformes de Lycurgue. — Allotement. — Repas communs obligatoires. — Repas communs en Crète. — Sociabilité des Spartiates. — Mœurs communautaires à Athènes. — Lois somptuaires. — Le domaine éminent. — L'esprit de solidarité dans les écrits des philosophes.
- VII. *L'évolution de la propriété en Grèce.* — Les origines. — Essor final de l'individualisme. — La décadence par l'argent.

I. LES ORIGINES

Bien longtemps on n'a connu de la Grèce que sa période historique et il a fallu les progrès réalisés par l'anthropologie sociologique pour que l'on conçût même l'idée de remonter au delà. Les idées religieuses, qui régnaient en souveraines fort despotiques, avaient de longue date habitué les esprits à admettre sans examen l'idée des créations instantanées. Il y a bien peu d'années encore, la doctrine des changements à vue était doctement enseignée dans toutes nos écoles scientifiques; elle continue même à l'être, mais avec beaucoup moins d'assurance. L'histoire naturelle de notre globe ne devait consister qu'en une série de révolutions géologiques, successives et instantanées, de cataclysmes. Au commencement de chaque époque une flore et une faune nouvelles surgissaient du néant, duraient quelques siècles, puis s'anéantissaient instantanément, comme elles étaient nées, cédant la place à une création nouvelle le jour où le grand machiniste de l'univers jugeait à propos d'en changer les décors.

On transportait sans difficulté dans l'histoire du genre humain cette manière de concevoir le monde, et le problème des origines ethniques et sociologiques ne se posait même pas. Les anciennes civilisations, que l'on trouve déjà grandes et florissantes à l'origine de l'histoire, avaient dû apparaître par une sorte de génération spontanée, de même que, suivant la tradition homérique, les premiers hommes étaient sortis, à l'âge adulte, des flancs noueux des chênes. Ces conceptions enfantines ont vécu; nous savons aujourd'hui que toutes les civilisations sont résultées d'un bien long et bien pénible

enfantement. Nous avons appris aussi, au moins en gros, comment s'opèrent ces créations sociologiques, et l'ethnographie nous a fourni à ce sujet de précieux renseignements confirmés par les traditions, les légendes et les survivances des peuples civilisés. Nous sommes donc en mesure de retracer, au moins à grands traits, les origines sociales de la Grèce.

Les premiers Hélènes, les seuls du moins dont nous trouvions la trace historique ou légendaire, étaient groupés en petites tribus indépendantes, obéissant à des chefs militaires, tout à fait comparables aux caciques des Peaux-Rouges et assez peu respectés par leurs sujets¹. Dans ces tribus à demi sauvages, le pouvoir se transmettait ordinairement du père au fils aîné. En somme c'était déjà le régime de la tribu monarchique, mais mal assis encore. Il importe de noter que ces tribus étaient subdivisées en clans ; ainsi la tradition rapporte que la primitive Athènes se composait de douze villages, dont Thésée fit un seul corps². De même Sparte ne fut longtemps qu'une sorte de confédération de cinq bourgades distinctes³. Ces clans helléniques durent avoir, dans le principe, une organisation communautaire, fort analogue à celle des clans peaux-rouges. En effet, les Grecs avaient gardé le souvenir d'une époque antérieure à Cécrops (xvii^e siècle avant J.-C.) et durant laquelle leurs ancêtres vivaient dans la promiscuité ; enfin tout un ensemble de preuves attestent qu'en Grèce, comme partout, la famille maternelle a précédé la famille paternelle ou patriarcale.

Que la propriété ait dû être plus ou moins commune dans ces clans barbares, l'induction sociologique d'abord, la primitive organisation de Sparte et de quelques autres cités

1. Plutarque. *Vie de Thésée*.

2. Thucydide, II, 15.

3. *Ibid.*, I, 10.

ensuite, ne permettent guère d'en douter. Nous lisons, dans Plutarque, qu'à Sparte chaque nouveau-né devait être apporté par son père aux anciens, qui, s'il était bien conformé, lui permettaient de vivre et lui assignaient un lot de terre, mais, s'il était mal venu ou difforme, le faisaient tout simplement jeter dans une fondrière appelée « les Apothètes »¹. On voit que si Darwin a donné la théorie de la sélection, il n'en a pas inventé la pratique.

Bien d'autres coutumes, qui longtemps ont régné à Sparte, attestent hautement aussi des mœurs communautaires. Rappelons-nous les repas communs, le prêt des femmes, l'usage mutuel des provisions de bouche, des chiens, des chevaux². Ce régime communiste ne se retrouvait plus dans les autres parties de la Grèce, si ce n'est en Crète, mais ce qui était général dans tous les pays helléniques, c'était l'esclavage. Je commencerai donc par dire sommairement comment on entendait, en Grèce, la propriété humaine.

II. L'ESCLAVAGE EN GRÈCE

La manière dont les Hellènes comprenaient les droits et devoirs respectifs des maîtres et des esclaves ne heurterait en rien les idées ayant cours, aujourd'hui encore, dans l'Afrique équatoriale. Aristote lui-même, l'un des esprits les plus compréhensifs de l'antiquité grecque, tient l'esclavage pour parfaitement légitime et ne fait pas de différence entre la chasse à l'homme et la chasse aux bêtes : « L'art de la guerre, dit-il, est en quelque sorte un moyen naturel d'acquérir;

1. Plutarque. *Lycurque*, XXXII.

2. *Politique*, liv. II, ch. II, § 5.

l'art de la chasse n'en est qu'une partie. C'est celle dont on fait usage contre les bêtes fauves ou contre les hommes, qui, destinés par la nature à obéir, refusent de se soumettre, en sorte que la nature même déclare qu'une telle guerre est juste¹. »

Il y avait au reste d'autres manières de devenir esclave. On pouvait, par exemple, garantir un emprunt en engageant non seulement sa liberté personnelle, mais encore celle de sa femme et de ses enfants. A Athènes, la plus civilisée et la plus humaine des cités grecques, ce droit exorbitant ne fut ôté au père de famille que par Solon et encore le législateur fit-il exception pour les sœurs ou filles surprises en commerce galant et illégitime².

Sur ses esclaves, le maître grec avait dans le principe droit de vie et de mort, à plus forte raison de vente. Dans certains cas rares, où le contrat d'esclavage se traitait de gré à gré, l'esclave stipulait pour lui des réserves tutélaires. Ainsi des Béotiens se donnèrent comme serfs aux Thessaliens, à condition qu'on ne les vendrait pas hors du pays d'Arnaïa et qu'on n'aurait pas sur eux droit de vie et de mort. De leur côté, ils s'engageaient à cultiver la terre et à livrer un tribut annuel de ses productions³. A Sparte, les Ilotes, propriété en quelque sorte commune des citoyens libres, travaillaient à métayage, donnant à leurs maîtres une moitié des récoltes et vivant de l'autre, quoiqu'ils fussent cinq ou six fois plus nombreux que leurs propriétaires⁴.

A Athènes, les maîtres tiraient souvent profit de leurs esclaves en les louant, quand ils avaient quelque habileté industrielle. Suivant Eschine, un esclave sachant travailler

1. *Politique*, liv. I^{er}, ch. III, § 8.

2. Plutarque. *Solon*.

3. *Athénée*, VI, 18.

4. Tyrtée, Frag. 4. — Elie, III, 1.

le cuir pouvait rapporter à son maître deux oboles par jour¹.

Le nombre des esclaves finit par devenir énorme dans les républiques grecques. Sur un territoire de quatre lieues carrées, 5,000 Corinthiens libres détenaient 460,000 esclaves². D'après Platon, il était ordinaire qu'un Athénien dans l'aisance possédât une cinquantaine d'esclaves³ et Xénophon affirme que plusieurs de ses concitoyens employaient au travail des mines 300, 600 et jusqu'à 1,000 esclaves⁴. Au temps d'Alcibiade, il y avait, dans l'Attique, environ 20,000 citoyens et 400,000 esclaves. Ce trait encore rappelle l'Afrique équatoriale de nos jours.

Il semble pourtant qu'en dehors de Sparte où les Ilotes étaient de temps en temps décimés par mesure de précaution, où les jeunes citoyens s'exerçaient sur eux au meurtre guerrier, le sort des esclaves ait fini par devenir assez doux dans les républiques aristocratiques de la Grèce; néanmoins le maître avait le droit légal d'emprisonner, d'enchaîner l'esclave, de le séparer de sa femme et de lui interdire le mariage. A Athènes pourtant il ne pouvait le mettre à mort et l'on était allé jusqu'à accorder à l'esclave le droit de se réfugier dans le temple de Thésée et de citer son maître en justice, si celui-ci avait tenté d'en abuser avec violence⁵. La libre allure de l'esclave athénien résultant de ces garanties, pourtant assez médiocres, scandalisait fort Xénophon : « A Athènes, dit-il, les esclaves vivent dans une licence incroyable; il n'est point permis de les frapper. Un esclave vous disputera le pas⁶! » Cette exclamation de Xénophon

1. *Harangue contre Timarque*.

2. *Athénée*, VI, 19.

3. *République*, IX.

4. *Revenus d'Athènes*, 4.

5. *Athénée*, VI, 19.

6. Xénophon. *République d'Athènes*, ch. I.

et la nature même des restrictions imposées au bon plaisir du maître, en disent long sur ce qu'a dû être le sort primitif de l'esclave dans les petites républiques de la Grèce.

Dans tous les cas, l'esclave resta une propriété, une propriété mobilière, que l'on pouvait acquérir ou vendre avec une liberté entière, ce qui n'était pas permis, comme nous le verrons, pour les biens fonciers. Les pirates amenaient à Athènes des « barbares » enlevés en Thrace, en Carie ou en Phrygie et on les vendait, sur le marché, avec les esclaves nés de parents déjà en état de servitude. Le prix ordinaire d'un esclave variait de 300 à 600 drachmes (la drachme valait 96 centimes) ¹ et le trafic des esclaves constituait une importante branche de commerce.

Sans doute on ne confondait pas, en Grèce, les artisans et les esclaves, puisque les premiers étaient libres, mais on les tenait en mépris, on leur refusait souvent le titre de citoyens. « Les citoyens, dit Aristote, ne doivent exercer ni les arts mécaniques, ni les professions mercantiles; car ce genre de vie a quelque chose de vil et est contraire à la vertu ²... C'est à eux aussi que doivent appartenir les propriétés, puisqu'il est nécessaire que les laboureurs soient ou des esclaves, ou des barbares, ou des périœciens (serfs)³. » A Thèbes, un citoyen était exclu de toute magistrature, lorsque, depuis moins de dix ans, il s'était livré au commerce de détail ou avait exercé un métier ⁴. Enfin les métiers, les arts, comme on disait jadis, étaient ordinairement groupés en corporations, habitant les mêmes quartiers, un peu comme dans l'Inde. En résumé, dans la Grèce antique, la propriété sérieuse et particulièrement estimée était celle du sol.

1. F. Cavallotti. *Alcibiade* (préface).

2. Aristote. *Politique*, liv. VII, ch. VIII, § 2.

3. *Ibid.*, liv. VII, ch. IX, § 4.

4. M. Marigny. *Hist. écon. pol.*, etc., III, 169.

III. LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE EN GRÈCE

A l'origine, il exista en Grèce des clans, dont chacun avait en commun le culte, le lieu de sépulture, l'obligation de la vendetta. Quelquefois ces clans avaient aussi un trésor et des biens communs, enfin un même archonte¹. Outre que le régime communautaire est en tout pays le régime naturel du clan primitif, bien d'autres preuves attestent que ce mode de posséder a été fort répandu dans le premier âge de la Grèce. Je rappellerai à ce sujet les énormes domaines communaux des cités crétoises et de Sparte, les repas communs de cette dernière république. Le communisme était de tradition. Quand les Cnidiens et les Rhodiens se réfugièrent aux îles Lipari, ils les cultivèrent d'abord en commun, puis procédèrent au partage du sol, mais avec allotement au sort, tous les vingt ans². En agissant ainsi, ils ne firent évidemment que ressusciter les vieilles mœurs. Au clan propriétaire succéda la famille et par suite un premier morcellement du sol. L'*Iliade* mentionne déjà des enclos de 50 acres³; et, de bonne heure, des troupeaux furent possédés individuellement; en tout pays, ils se prêtent mieux que la terre à l'appropriation personnelle. Mais la famille hellénique fut longtemps modelée à l'image du clan et, comme en Chine, elle eut son autel, son culte des mânes, des morts, sa sépulture commune⁴.

Les pâturages restèrent longtemps en commun entre les

1. Grote. *Hist. de la Grèce*, III, 95.

2. Diodore, liv. V, 9.

3. L. Morgan. *Anc. Societies*, 542.

4. Meyer et Ardant. *Question agraire*, 39.

familles, ce qui est une loi générale, et partout il fut, dans le principe, rigoureusement interdit de vendre le sol; c'était une impiété; c'en était une aussi d'acheter de la terre. A Locres, pour vendre sa propriété, il fallait au préalable prouver qu'on était dans l'infortune¹. A Sparte, il était rigoureusement interdit d'aliéner son lot de terre et quiconque ne pouvait apporter aux repas publics sa quote-part de vivres en orge et en huile perdait ses droits de citoyen². Mais ces prohibitions même montrent assez clairement que, de bonne heure, les législateurs grecs durent lutter contre le goût de l'appropriation personnelle. Ils finirent par être vaincus.

Ce fut, à ce qu'il semble, par le prêt hypothécaire que la loi primitive fut ébranlée et tournée. On usait de ce genre de prêt largement et ouvertement. A Athènes, on plaçait, sur le bien ou la maison hypothéqués, une borne ou une tablette sur lesquelles étaient gravés le nom des créanciers et les chiffres de la dette³. Une fois tolérée, la liberté d'emprunter sur ses biens et sur sa personne finit, dans l'Attique, par asservir la masse des citoyens aux riches, aux *eupatrides*, et par hérissier la campagne de bornes hypothécaires. Il en résulta une situation plus que tendue qui nécessita la réforme de Solon. Ce célèbre législateur interdit d'engager pour dette sa personne ou celle de sa femme et de ses enfants; il réduisit considérablement les dettes, en décrétant qu'à l'avenir la mine d'argent vaudrait 100 drachmes au lieu de 73. Il décréta même la remise des dettes, qui entraînaient l'esclavage du débiteur (Diodore). Il rapatria les débiteurs vendus, comme esclaves, hors de l'Attique. Enfin il obtint des riches l'abandon de leurs créances passées et put, dans

1. Aristote. *Politique*, liv. II, ch. iv, § 4.

2. Plutarque. *Lycurque*, Agis.

3. Meyer et Ardan. *Question agraire*, 44.

ses vers, se féliciter d'avoir délivré la terre, la Grande Mère, du poids odieux des bornes hypothécaires.

Il n'était déjà plus possible d'empêcher la vente des terres, mais Solon la rendit difficile en la flétrissant, en privant le vendeur de ses droits de citoyen. Il interdit aux femmes d'apporter à leurs maris d'autres biens que trois robes et quelques menus meubles; il voulut, dit Plutarque, « que la conjunction de l'homme et de la femme se feist pour avoir lignée et pour plaisir et amour, non pour argent »¹. Enfin il décréta l'obligation du travail; il voulut que l'aréopage s'enquît des moyens d'existence des citoyens et châtiât les oisifs²; il déclara qu'un fils ne serait pas obligé de subvenir aux besoins de son vieux père, si celui-ci ne lui avait pas fait apprendre un métier³. — Autant d'attentats à la liberté individuelle, diraient aujourd'hui nos théoriciens du laisser-faire, mais l'individu humain ne vaut que par la société dont il fait partie, et les intérêts égoïstes de l'abeille ne sauraient prévaloir sur ceux de l'essaim. Ne voyons-nous pas d'ailleurs, dans les heures de crise, de danger public, les plus individualistes se réclamer de cette solidarité sociale, dont ils faisaient fi, durant les jours de prospérité et de quiétude? Avant tout, l'homme est un animal sociable : là même est sa raison d'être.

La réforme de Solon ne pouvait avoir que les effets d'un palliatif. Elle était motivée par les abus mêmes résultant de l'inégalité des richesses. Le législateur ne fit que mitiger, endiguer des maux qu'il était déjà trop tard pour prévenir. Il reconnut la propriété individuelle et même, ce qui est plus grave encore, le droit de tester, jusqu'alors inconnu : « Paravant il n'estoit pas loisible d'instituer héritier à son plaisir,

1. Plutarque. *Solon*, XXXVII.

2. *Ibid.*, XLII.

3. *Ibid.*

ains falloit que les biens demourassent en la race du deffunct; mais luy, permettant de laisser ses biens à qui lon voudroit, pourveu que lon n'eust point d'enfans, préféra, en ce faisant, l'amitié à la parenté et le gré et grâce à la contrainte et nécessité, et feit que chascun fust seigneur et maistre entièrement de ses biens : et toutefois, si n'approuva il pas simplement et indifféremment toutes sortes de donations en quelque manière qu'elles fussent faites, ains seulement celles qui ne seroient point procédées ny de sens aliéné par quelque griefve maladie ou par breuvages, médecines, empoisonnemens, charmes ou autre violence et contrainte, ny par attraicts et alléchemens de femmes ¹. » Mais rien de plus difficile à constater en justice que ces « attraicts et alléchemens ». Athènes semble avoir été la première cité grecque qui en arriva à donner ainsi ses coudées franches à la propriété individuelle, à la mobiliser au gré de son possesseur. Sparte ne l'imita que plus tard, après la guerre du Péloponèse.

Mais ce fut surtout la propriété mobilière qui fut ainsi affranchie. La propriété foncière resta enchaînée par les lois, les exigences du fisc et l'organisation politique. Nous avons vu, qu'aux termes des lois de Solon, on ne pouvait vendre ses terres sans perdre ses droits de citoyen. Suivant Pollux², quiconque avait gaspillé son patrimoine n'avait plus le droit de parler à la tribune. D'après la loi de Solon, l'impôt foncier était non seulement proportionnel au revenu, mais progressif, et les petits propriétaires étaient francs d'impôts. Pour une valeur de 500 médimnes, on payait un talent; pour 300, un demi-talent; pour 200, dix mines; au-dessous, rien³. En outre les riches étaient astreints à remplir des fonctions

1. Plutarque. *Solon*, XL.

2. *Onomast*, liv. VI, 39.

3. Plutarque. *Solon*.

publiques fort dispendieuses, celles de triérarques, de gymnasiarques, de chorèges, d'archithèores, etc. Une loi curieuse, dite *loi de l'échange*, permettait à un citoyen, désigné pour remplir une onéreuse fonction, d'obliger un autre citoyen plus riche à prendre sa place ou, si ce dernier refusait, à faire avec lui échange de biens¹. On n'admettait pas encore, qu'une personne opulente pût vivre dans le luxe et l'oisiveté, au sein d'une société laborieuse, sans rendre ni se soucier de rendre le plus léger service à la communauté. Enfin la vente des immeubles n'était tolérée que moyennant un impôt de mutation d'un centième et tout retardataire d'un seul jour dans les versements à faire au trésor public devenait immédiatement débiteur du double².

Diverses lois de détail relatives à la propriété foncière montrent qu'elle devait, en réalité, être assez peu divisée : les grands arbres ne pouvaient être plantés qu'à neuf pieds de l'héritage contigu (oliviers, figuiers); tout mur d'enceinte devait être distant des propriétés limitrophes d'un pied au moins et de deux, s'il faisait partie d'une maison; un fossé devait être éloigné de la propriété voisine d'une distance égale à sa profondeur³. Or, tout cet ensemble de règlements serait inapplicable à des parcelles trop petites : il faut donc admettre que longtemps les patrimoines des familles ne se morcelèrent point. Enfin la loi, qui identifiait la femme à l'héritage foncier, lui survenant, au point de dissoudre son mariage et de l'obliger à devenir l'épouse de son plus proche parent, parle hautement dans le même sens.

1. Mesnil-Marigny. *Hist. écon. pol.*, III, 209.

2. *Ibid.*, III, 209-212.

3. Plutarque. *Solon*, 67.

IV. LA PROPRIÉTÉ MOBILIÈRE

Dans les sociétés sauvages, la propriété mobilière se compose d'abord des outils, armes et objets de parure personnels, puis des esclaves. Dans les États barbares encore, mais déjà fort éloignés de la sauvagerie, comme les cités grecques, l'industrie et le commerce fleurissent et créent quantité de valeurs d'échange ayant leur équivalent d'abord en bétail, puis en monnaie, c'est-à-dire des richesses très facilement accumulables ; mais le fonds sauvage persiste bien longtemps. Nous avons vu que l'esclavage en Grèce ressemblait fort à celui de l'Afrique tropicale et, comme ce dernier, s'alimentait surtout par des razzias aux dépens des « barbares », c'est-à-dire des populations qui n'étaient pas grecques. Contre ces barbares et même parfois contre les Grecs étrangers à la cité, on se faisait un jeu, bien plus une sorte de gloire, d'exercer la piraterie. Quand le vénérable Nestor donne l'hospitalité à Télémaque, il lui demande naïvement s'il est commerçant ou pirate : « O nos hôtes, qui êtes-vous ? Naviguez-vous pour quelque trafic ou bien, à l'aventure, comme des pirates, qui jouant leur vie portent le malheur aux étrangers ¹ ? » Le vertueux, le sage Solon maintint, à Athènes, des collèges de pirates ², et Thucydide déclare en propres termes qu'anciennement la piraterie n'était pas déshonorante, au contraire ³.

En général, tromper et voler l'étranger étaient choses très louables dans l'ancienne Grèce, puisque Homère loue à ce

1. *Odyssée*, chant III.

2. *Institutes de Gaius*.

3. Thucydide, liv. I, 5.

sujet, non sans emphase, le grand-père maternel d'Ulysse, Autolykos, « qui surpassait tous les hommes pour faire du butin et des faux serments »¹. Cette morale égoïste du tien et du mien n'est point particulière à la Grèce; c'est celle des Esquimaux, ou, plus généralement, c'est la morale primitive. Mais il est fatal qu'elle réagisse plus ou moins sur les transactions entre concitoyens et qu'elle rende peu scrupuleux, alors que s'ouvre l'ère des spéculations commerciales et industrielles. Dans la mythologie grecque, la plus sensée de toutes les mythologies, Mercure était à la fois le dieu du commerce et celui des voleurs.

Sans m'étendre en ce moment sur les mœurs commerciales des Grecs, je dirai seulement que, sous ce rapport, ils ne le cédèrent guère aux nations modernes. Comme elles, ils furent des commerçants actifs, habiles et avides; ils inventèrent la société industrielle par actions, les sociétés commerciales, la lettre de change, même l'assurance, au moins l'assurance contre l'évasion des esclaves². Le commerce ne saurait fleurir sans l'industrie, aussi s'efforça-t-on de développer cette dernière. Un décret de Solon alla jusqu'à accorder le droit de cité aux étrangers qui viendraient dans l'Attique pour y établir un métier ou une fabrique³. Il faut entendre une industrie nouvelle, car, en général, le droit de citoyen était refusé aux nombreux étrangers établis, pour leurs affaires, dans l'Attique et auxquels on donnait le nom significatif de *métèques*. Les Athéniens étaient fort passionnés pour leurs intérêts commerciaux; ils étaient, comme tous les barbares, de déterminés partisans du système protecteur et déchainèrent la guerre du Péloponèse pour des motifs économiques.

1. *Odyssée*, chant XIX.

2. Mesnil-Marigny. *Loc. cit.*, III, 189-192.

3. *Ibid.*, III, 154.

Sans même spéculer sur la propriété foncière, sur les hypothèques, il était donc très possible, en Grèce, d'amasser de grandes fortunes, soit par le commerce, soit par l'industrie, soit simplement par l'agiotage, car le mouvement, fort actif, des affaires permettait de faire grandement fructifier son argent. Dans tous les États de l'antiquité, le taux de l'intérêt a été excessif et la Grèce ne faisait pas exception. A Athènes, le taux minimum de l'intérêt a été 10 p. 100 ; mais il s'élevait parfois jusqu'à 36 p. 100, 3 p. 100 par mois. Une inscription trouvée à Corcyre prouve que le taux habituel était de 2 p. 100 par mois, 24 p. 100 par an¹. Solon abaissa à 18 p. 100 le taux de l'intérêt et cet allègement parut fort considérable². Rien donc de plus motivé que les imprécations des moralistes grecs contre le prêt usuraire : « De tous les moyens d'acquérir la richesse, dit Aristote, c'est le plus contraire à la nature, parce qu'il procure une richesse née de la monnaie elle-même³. » Le nom même de l'usure (*τοκός*, enfantement) était significatif.

Le mouvement industriel était très actif à Athènes. Pourtant on se tromperait en assimilant le sort de l'ouvrier grec à celui de nos salariés modernes. La grande industrie n'était pas encore née ; le labeur n'avait rien d'excessif ; les jours de repos étaient très fréquents. A Athènes, près de la moitié de la semaine était consacrée à fêter soit des divinités, soit des héros, soit des commémorations de victoires. Un mois tout entier, le mois *démétrion*, fut appelé *hiéroménie*, parce qu'il était destiné à la joie et aux plaisirs⁴. Néanmoins l'industrie, le commerce, la spéculation produisirent leurs ordinaires effets et l'inégalité pécuniaire devint extrême entre les

1. Mesnil-Marigny. *Loc. cit.*, III, 260-261.

2. *Ibid.*, III, 194-195.

3. *Politique*, liv. I, ch. xvi, 23.

4. Mesnil-Marigny. *Loc. cit.*, III, 57.

citoyens. Comme de raison, il en résulta des dommages moraux et politiques, qu'il est nécessaire de bien mettre en relief.

V. LES ABUS DE LA PROPRIÉTÉ A ATHÈNES

Les abus de la propriété, de la concentration des richesses en un petit nombre de mains, étaient déjà criants du temps de Solon, puisqu'ils nécessitèrent sa réforme. Mais, à en croire le réformateur lui-même, il faut bien reconnaître que la digue légale, péniblement construite par lui, ne tint pas bien longtemps le flot déchaîné de la cupidité individuelle. Les poésies de Solon sont pleines de lamentations révélatrices. Il est difficile de confesser avec plus de franchise qu'on s'était bercé d'illusions trop généreuses, que l'on connaissait mal les vilains côtés de la nature humaine, qu'on avait trop préjugé de son influence, au total, qu'on a misérablement échoué :

« L'ambition des richesses ne connaît pas de limites ; les plus opulents veulent le devenir encore davantage. Qui pourrait assouvir cette insatiable avidité !... Ils ne respectent ni les propriétés sacrées, ni le trésor public ; ils pillent tout au mépris des saintes lois de la justice... J'avais donné par mes lois une égale puissance aux citoyens ; je n'avais rien ôté, rien ajouté à personne ; j'avais ordonné aux plus riches et aux plus puissants de ne point offenser les faibles ; j'avais protégé les grands et les petits d'un double bouclier, également fort des deux côtés, sans donner plus aux uns qu'aux autres. Mes conseils furent méprisés. On en porte aujourd'hui la peine ¹. » — Le législateur d'Athènes n'est pas le

1. Poésies de Solon. *Aux Muses*.

seul à gémir. C'est dans toute la littérature grecque un concert de plaintes : « L'homme riche, dit Alcée, est un grand homme et le pauvre un misérable sans la moindre valeur¹. » — « Périsset, périsset, s'écrie Anacréon, le premier qui aima l'argent, ce vil métal. A cause de lui, plus de frères ; à cause de lui plus de parents. Il engendre les guerres et les meurtres². » — Et Euripide : « O cher or ! Germe sorti de la terre, de quel amour tu enflammes les mortels !... La terre, les mers, le dieu de la guerre, qui dompte tout, te suivent et t'obéissent³. » — Dans sa *Harangue contre Midas*, Démosthènes fait *chorus* avec les poètes : « Le dirai-je, Athéniens ! Nous autres citoyens pauvres, nous ne jouissons pas des mêmes droits et des mêmes privilèges que les riches ; non, nous n'en jouissons pas. » Et en effet, dans cette affaire même, le grand orateur ne put obtenir un jugement contre son adversaire, l'opulent Midas, qui pourtant l'avait frappé dans l'exercice de ses fonctions liturgiques de chorège. Mais un rapide coup d'œil jeté sur l'histoire de la Grèce vaudra mieux que toutes ces citations, au fond assez banales pour nous, puisqu'on y formule seulement de tristes vérités, qui chaque jour nous crèvent les yeux.

Après Solon, l'organisation économique de la famille athénienne se rapprocha beaucoup de celle de la famille chinoise. L'héritage put être partagé entre les enfants mâles, et la maison paternelle devint, par préciput, la part de l'aîné⁴. Mais désormais la propriété individuelle était fondée avec ses avantages et ses inconvénients. La concurrence, surexcitée par l'amour de l'argent, eut ses effets habituels. Solon avait déclaré ne poser aucune borne à la richesse, pourvu

1. Alcée, VI.

2. Anacréon. *Odes*, XLVI.

3. Euripide. *Bellérophon*.

4. Meyer et Ardant. *Question agraire*, 47.

qu'elle provînt du travail¹, mais il est difficile de définir exactement ce qu'il faut entendre par « travail ». Les anciens, comme nous l'avons vu, ne distinguaient pas le prêt à intérêt du prêt usuraire et, dans toutes les sociétés anciennes, le taux de l'argent prêté était énorme. Quoique flétrie par les philosophes et les poètes, l'usure n'en fit pas moins des siennes par toute la Grèce et, le trafic maritime aidant, il se constitua de véritables oligarchies financières. Au temps d'Agis III, la Laconie était la propriété de cent personnes². Au dire d'Aristote, la population y était divisée en deux classes fort inégalement nombreuses, celle des riches et celle des pauvres; toute la richesse était concentrée entre les mains de quelques individus. Dans toute la Grèce, la ploutocratie domina et du coup le patriotisme, d'abord si vivace, presque féroce, des cités helléniques, s'évanouit. Conserver son bien devint le principal souci des classes dirigeantes, qui, presque toujours, firent cause commune avec les envahisseurs étrangers. Pendant la guerre du Péloponèse, le populaire fut du parti des Athéniens; les riches de celui de Sparte. De même, lors de l'invasion macédonienne, les riches, les « optimates », penchèrent pour Philippe de Macédoine. Enfin plus tard, quand apparurent les légions romaines, le parti aristocratique pactisa encore avec les envahisseurs³.

A cet épuisement de la foi patriotique, qui eut pour conséquence naturelle la ruine de la Grèce, il faut ajouter nombre de révolutions intestines, de soulèvements populaires, suivis de l'abolition forcée des dettes, de la confiscation et du partage des terres, du massacre des riches. Des événements de ce genre se produisirent, à Rhodes en 355, à Mégare en 410,

1. Meyer et Ardan. *Question agraire*, 47.

2. *Politique*, liv. I, ch. iv, 23.

3. Meyer et Ardan. *Question agraire*, 49-53.

à Samos en 412, en Messénie en 411, etc. . L'exemple d'Athènes est typique. Dans l'Attique primitive, chaque citoyen payait de sa personne, le plus humble comme le plus illustre avaient le devoir étroit de risquer leur vie sur les champs de bataille, pour défendre la commune patrie. Mais, quand Athènes se fut enrichie par le commerce, par les affaires, la verdure virile s'amortit, le citoyen riche sépara volontiers son intérêt particulier de celui de la Cité; les armées se composèrent de plus en plus de mercenaires; enfin la densité de la population, jadis si merveilleuse, se raréfia; l'espace cultivé se restreignit de plus en plus; de nombreuses villes disparurent; il y eut disette d'hommes² pour le travail et pour la guerre. Du plus ou moins, il en alla de même partout, et en fin de compte la Grèce perdit son indépendance politique. Sans doute les progrès de l'individualisme ne furent pas la cause unique de la décadence politique de la Grèce. Tous les grands événements historiques résultent d'influences complexes; mais la ruine de l'antique solidarité, qui, profondément empreinte dans les mœurs et sanctionnée par les lois, avait fait de chaque État grec un seul et compact organisme, en fut certainement l'agent principal. Il ne sera donc pas sans utilité de résumer ce que nous savons sur la propriété communautaire dans la Grèce antique.

VI. DE LA PROPRIÉTÉ COMMUNAUTAIRE EN GRÈCE

Sans recourir aux inductions, ni remonter aux origines,

1. Meyer et Ardant. *Question agraire*, 49, 50.

2. *Ibid.*, 54.

en ne mentionnant que les faits bien constatés, les exemples, les survivances et les doctrines communautaires ne manquent pas dans l'histoire et dans la littérature grecques. En premier lieu, il faut citer l'exemple de Sparte réformée dans le sens communautaire par Lycurgue. L'évolution ordinaire et le morcellement de la propriété avaient produit la plus extrême inégalité entre les citoyens de Lacédémone : « les uns étoient si pauvres qu'ilz n'avoient pas un poulce de terre et les autres, en bien petit nombre, si opulens, qu'ilz possédoient tout. » Lycurgue persuada aux citoyens de remettre le sol en commun et divisa la Laconie en 30,000 parts égales ; tout ménage eut la sienne. Chaque lot rapportait, bon an mal an, 82 médimnes d'orge, 70 pour l'homme, 12 pour la femme, plus du vin et divers autres produits. Or, le médimne équivalait à quatre boisseaux¹. Plutarque nous parle de la joie qu'éprouvait Lycurgue, après l'établissement du nouvel ordre de choses, alors qu'en voyant, au moment de la moisson, la campagne hérissée de meules de même dimension, il lui semblait que la Laconie fût un héritage partagé entre frères². Mais, pour qu'une pareille réforme soit possible, il faut avoir affaire à une population tout imprégnée encore d'idées et d'habitudes communistes. On se figure difficilement l'intervention d'un Lycurgue dans nos États modernes, et il est bien sûr que le législateur de Sparte ne fit que revenir à la pratique des allotements, dont on n'avait pas encore perdu le souvenir.

L'institution des repas communs, qui s'établit simultanément à Sparte et avec la même facilité, peut être aussi considérée comme une résurrection de la vie communautaire des clans primitifs. En effet, ces repas se prenaient par petits

1. Plutarque. *Lycurgus*, XII.

2. *Ibid.*, XII.

groupes de quinze personnes, se recrutant eux-mêmes, et ayant chacun leur salle. Chaque commensal était tenu de payer, tous les mois, sa cotisation en apportant au magasin commun un médimne de farine, 28 pintes de vin (une pour chaque jour du mois lunaire), 5 livres de fromage, 2 livres et 1/2 de figues, plus quelque argent « pour acheter de la pitance »¹. — L'obligation d'assister à ces repas était rigoureuse. Il était absolument interdit « de s'engresser en secret et en ténèbres, comme lon engrasse les bestes gourmandes ». Ce fut surtout cette communauté de la table, qui rencontra de la résistance, mécontenta les riches et valut à Lycurgue la perte d'un œil, qui lui fut crevé par un jeune protestataire appelé Alcandre. Bon gré mal gré, il fallut pourtant se soumettre et les rois eux-mêmes durent obéir. Ainsi le roi Agis, de retour d'une expédition victorieuse contre les Athéniens, ne put obtenir la permission de souper, chez lui, avec sa femme et le lendemain ayant, par dépit, négligé d'offrir un sacrifice selon l'usage, il fut condamné à l'amende par les polémarques².

Mais ces institutions communistes n'étaient point spéciales à Sparte, puisqu'elles n'étaient qu'une copie de celles des Crétois. Ceux-ci avaient aussi leurs repas communs, leurs *andria*, organisés en groupes de commensaux, en *hétairies* de chefs de familles, qui contribuaient individuellement à la consommation collective. Le soin d'ordonner ces repas était confié à une femme secondée par trois ou quatre esclaves publics. Les jeunes gens et les enfants assistaient à ces repas communs, mais recevaient une moindre portion des mets. On y rendait aussi justice au mérite individuel et la femme, qui avait présidé à l'ordonnance du repas, choisissait les morceaux les plus délicats et les faisait offrir aux convives les

1. Plutarque. *Lycurgus*, XVII.

2. *Ibid.*, XVII.

plus renommés par leur courage dans les combats ou leur sagesse dans les conseils¹.

A Lacédémone, les 30,000 lots primitifs n'auraient pas suffi longtemps aux besoins de la population, mais les conquêtes permirent, pendant quatre ou cinq siècles, de distribuer de nouvelles parts. Personne n'eut donc trop à se plaindre et au contraire la population mena une existence, simple sans doute, puisque l'encombrante monnaie de Sparte avait banni les arts de luxe, mais au demeurant heureuse et même joyeuse : « Ce n'étaient que danses, fêtes, jeux, banquets, passetemps de chasses ou d'exercices de la personne et assemblées pour deviser durant tout le temps qu'ils n'étoient point occupez à la guerre². »

La sociabilité y gagna beaucoup, devint une qualité innée : « Il (Lycurgue) accoutuma ses citoyens à ne vouloir et ne pouvoir jamais vivre seuls, ains estre, par manière de dire, collez et incorporez les uns avec les autres et à se trouver toujours ensemble, comme les abeilles³. » — Les réformes de Solon furent beaucoup moins radicales que celles de Lycurgue, et cela contre le vœu des prolétaires athéniens qui aspiraient à une réforme à la Lycurgue⁴, aussi Athènes, plus vite énervée que sa rivale, finit par succomber devant Sparte dans la lutte pour l'existence politique. Néanmoins la législation d'Athènes se préoccupait encore grandement du sort du plus grand nombre et sa tutelle était bienveillante.

On dotait les filles pauvres ; on faisait des distributions de blé et d'huile, soit gratuitement, soit à vil prix ; chaque jour avait ses spectacles gratuits. On répartissait entre les

1. Athénée. *Deipnosoph.*, IV.

2. Plutarque. *Lycurgus*, LIII.

3. *Ibid.*, LIV.

4. *Ibid.*, *Solon*, XXVI.

prolétaires la viande des animaux, moutons, chèvres, veaux, bœufs, etc., sacrifiés dans les temples et en si grande quantité qu'au IV^e siècle avant Jésus-Christ, leurs peaux, seules, se vendaient annuellement vingt-quatre talents¹. De temps en temps des lois somptuaires essayaient même de brider le luxe des riches : le prodigue était exclu de la tribune aux harangues²; une amende de 1,000 drachmes fut décrétée, à la requête de l'orateur Lycurgue, contre toute dame athénienne, qui, le jour des mystères de Cérès, irait en char à Eleusis³; défense de sacrifier un bœuf sur la tombe d'un mort, etc. — Le droit de domaine éminent n'avait pas non plus abdiqué. Pendant longtemps, pour être maître d'un champ, il ne suffit point de l'enclorre; il le fallait réellement cultiver. Plus tard la prescription, l'usucapion, fut acquise, pour les biens immobiliers, au bout de cinq ans; pour les biens mobiliers, au bout d'un an⁴. Enfin l'exil entraînait ordinairement la confiscation des biens, sauf pour l'ostracisme, qui n'était qu'un exil temporaire de cinq à dix ans.

Les lois et les mœurs grecques étaient donc fortement empreintes de l'esprit de solidarité, qui, du reste, se manifeste souvent en formules d'un caractère élevé dans les écrits des philosophes. Quelle est la cité la mieux policée? demandait-on à Solon : « Celle, dit-il, où ceux qui ne sont pas outragés poursuivent asprement la réparation de l'injure d'autrui, comme ceux mêmes qui l'ont reçu⁵. »

Sous une autre forme Platon exprime la même pensée, alors qu'il dit, dans sa *République* : « Dans un état bien réglé, la société toute entière doit ressentir les plaisirs ou

1. Mesnil-Marigny. *Hist. écon. pol.*, III, 214.

2. Pollux. *Onomas*, liv. VI, 39. — Elien. *Hist. div.*, ch. XIII.

3. Démosthènes. *Pour Phormion*.

4. Plutarque, *Solon*.

5. *Ibid.*, XXXII.

les peines de chacun des membres qui la composent¹. » Pour clore la série, je citerai encore Aristote, fort peu enclin pourtant à la sentimentalité, et qui donne de la société la définition suivante, à la fois si juste et si humanitaire : « La société civile a pour but une alliance offensive et défensive, destinée à mettre chaque individu à l'abri de l'injustice². »

Mon but n'étant point de faire une étude détaillée de la propriété chez les Hellènes, mais seulement d'exposer sommairement les phases par lesquelles elle a passé, je puis limiter ici mon enquête et terminer ce chapitre par quelques considérations générales relativement à l'évolution du régime de la propriété dans la Grèce antique.

VII. L'ÉVOLUTION DE LA PROPRIÉTÉ EN GRÈCE

Dans notre longue investigation à travers le genre humain tout entier, nous avons pu noter et même sérier diverses formes du droit de propriété. Le plus souvent nous avons dû nous borner à constater et à décrire des états sociaux, dont les origines nous étaient peu ou point connues. Pourtant, chez les peuples les plus civilisés relativement, il nous a été possible, en nous appuyant sur des rapprochements, des analogies, souvent des inductions, d'indiquer, avec une suffisante vraisemblance, la succession des premiers stades de l'évolution. Pour la première fois, nous voyons se dérouler sous nos yeux, dans la période hellénique, les phases d'un développement historique, concordant avec les vues générales, que nous avait inspirées l'ensemble des faits.

Chez les peuples qui ont une histoire, ce qu'il y a de plus

1. Platon. *République*, I, 5.

2. *Politique*, liv. III, ch. v.

obscur, ce sont les lointaines origines. La Grèce ne fait pas exception, mais assez d'indices, de survivances de son passé préhistorique subsistent dans sa période historique pour que l'on puisse affirmer que, conformément à une loi générale de l'évolution sociale, elle a débuté par la phase des clans à régime communautaire; qu'au fur et à mesure de l'évolution familiale, le domaine du clan s'est morcelé en domaines de famille. A partir de ce moment, le développement devient historique et, ce qui ne nous était pas encore arrivé, nous pouvons le suivre jusqu'à des formes que l'on peut appeler modernes. En effet, abstraction faite des différences de détail, spéciales à la race et au pays, l'état dernier de la propriété en Grèce semble avoir servi de modèle à l'Europe contemporaine. Cette concordance a une grande importance théorique et pratique. Elle incite, avec nombre d'autres faits généraux, à faire admettre que les agglomérations humaines évoluent suivant une commune loi; elle nous signale aussi les écueils sur lesquels peuvent sombrer les sociétés dites civilisées. Or, ces écueils ont été, en Grèce, l'essor sans frein de l'individualisme, engendrant le règne de l'argent : en un mot, la ploutocratie.

Dès les premiers temps de l'histoire grecque, nous assistons au conflit entre l'indigence et la richesse, ce qu'on appelle aujourd'hui le capital et le travail. L'oppression exercée par le premier sur le second rendit nécessaires et possibles les réformes de Solon et de Lycurgue. A Athènes, le mal était déjà si grand, l'évolution dans le sens individualiste si avancée, que le législateur dut se borner à des palliatifs, tels que la réduction ou la remise des dettes, l'impôt proportionnel, l'obligation, pour les riches, d'accepter de coûteuses fonctions publiques, des entraves mises à l'aliénation des biens-fonds, etc. Il n'osa point abolir le droit de tester. A Sparte, où l'on était plus proche encore de la civilisation primitive,

Lycurgue put restaurer complètement le régime collectif avec allotement et repas communs. A cet ordre de choses, Sparte dut sa grandeur politique, sa force et finalement sa prédominance. Mais on sait qu'il suffit à l'éphore Epidadéos de donner la liberté de tester pour créer immédiatement l'inégalité pécuniaire, le prolétariat industriel, la ruine du sentiment patriotique chez les déshérités, etc. Bien vainement ensuite Agis et Cléomènes se sacrifièrent en essayant de restaurer l'ancien ordre de choses ¹.

Ce fut bien pis à Athènes, cité maritime, commerciale et industrielle, une sorte d'Angleterre hellénique, où se déchaînèrent l'agiotage, le prêt usuraire, la spéculation financière, d'où la division du corps social en deux classes ennemies, savoir : une minorité détenant la majeure partie du capital, ayant pour constant souci de le faire fructifier, et une masse prolétarienne, nécessairement hostile à l'aristocratie d'argent. On sait le reste. Les caractères s'amollirent; les vieilles et héroïques vertus des ancêtres s'évanouirent; les classes dirigeantes subordonnèrent les intérêts de la cité à ceux de leurs coffres-forts : Philippe de Macédoine survint. Toujours il se trouve un Philippe pour asservir les Athènes dégénérées. Puis, à l'éclat passager des conquêtes d'Alexandre, succéda le despotisme politique. En fin de compte la glorieuse Grèce ne fut plus qu'une province romaine.

Dans toute cette histoire il existe un enchaînement des effets et des causes propres à suggérer plus d'une réflexion salutaire. L'étude de la propriété à Rome, que nous allons aborder dans le prochain chapitre, nous en inspirera d'autres du même genre.

1. Plutarque. *Agis et Cléomènes*, VII, VIII et *passim*.

CHAPITRE XV

LA PROPRIÉTÉ DANS LA ROME ANTIQUE

- I. *Les âges primitifs de Rome.* — Les origines. — Agriculture et pastoral. — Communauté des terres. — Propriété familiale. — L'*ager publicus*. — La gens. — Les droits du *pater familias*. — La guerre enrichit. — Analogies sociologiques.
- II. *La Loi des douze tables.* — Le règne de la coutume. — Origine de la *Loi des douze tables*. — Le père, propriétaire de la famille. — La *potestas*. — Le pécule. — La propriété par *possession*. — La propriété privée immobilière. — Les droits exorbitants du créancier à Rome, en Kabylie, en Judée. — L'hypothèque. — Les moyens légaux d'acquérir. — *Res mancipi et nec mancipi*. — La mancipation. — Le droit de tester. — Son évolution à Rome. — Le *familix emptor*.
- III. *L'évolution du droit de propriété à Rome.* — La Loi des douze tables et les édits du préteur. — Progressive mobilisation du sol. — Affaiblissement de la *patria potestas*. — Les conséquences morales du droit de tester. — Sa limitation. — La dot obligatoire. — Les biens des femmes. — Les *latifundia*. — Les lois liciniennes. — Tiberius Gracchus. — L'esclave remplace le travailleur libre. — Dépopulation. — Lois décrétées par les empereurs byzantins. — Familles fixées au sol. — Les colons barbares.
- IV. *L'esclavage à Rome.* — L'esclave dans la Rome primitive. — Les conquêtes et l'esclavage. — L'esclave est une chose. — Expropriation des petits propriétaires. — Culture servile. — Les *servi adscripti*. — Le serf tenancier ou colon. — Situation du colon. — L'emphytéote.
- V. *Ce qui causa la ruine de Rome.* — Pourquoi les premiers Romains étaient patriotes. — Décadence du patriotisme. — Ses causes.

I. LES AGES PRIMITIFS DE ROME

En réunissant tous les ouvrages écrits à propos du droit

romain par les légistes, les commentateurs, glossateurs, etc., on formerait une bien grosse bibliothèque. Pas une ligne, pas un mot de ces vieux textes qui n'ait été pesé, étudié. Mais la plupart de ces doctes travaux ont été faits à un point de vue exclusivement légal ou avec des préoccupations d'érudit, surtout et presque invariablement avec l'idée que le droit romain est une œuvre unique, sans précédents, ne se rattachant à rien. Dans une étude sur l'évolution de la propriété, le point de vue doit être tout autre. J'ai à faire ici métier de sociologue, non de légiste. Sans avoir la folle prétention de retracer, en ces quelques pages, l'histoire complète de la propriété à Rome, je me bornerai à signaler brièvement les phases principales de son évolution et surtout à la rattacher aux faits de même ordre observés ou observables dans les autres pays et les autres races. Abordée avec cette méthode, l'étude de la propriété à Rome devient autrement attrayante; elle revêt un aspect en quelque sorte nouveau et la législation quiritaire perd le caractère d'exception, que bien à tort on lui avait accordé. Une fois de plus, on voit que les divers peuples, de toute race, ont une évolution sociologique assez analogue et que, par exemple, les mœurs et coutumes de la Chine ne sont pas sans jeter quelque lumière sur la vie sociale de la Rome primitive.

Quel a été l'état originel des populations du Latium ? nous l'ignorons et ne pouvons faire à ce sujet que des conjectures. Les traditions et légendes de Rome conservent le souvenir d'un âge de sauvagerie, qui n'a pas laissé de trace dans l'histoire. A l'époque la plus reculée où nous peuvent conduire les investigations de toute sorte, les Romains primitifs sont groupés en clans barbares, déjà agriculteurs, mais pratiquant encore en grand l'élevage du bétail, valeur mobilière par excellence et qui devait servir de monnaie, comme il arrive encore aujourd'hui dans l'Afrique nègre, puisqu'une des pre-

nières monnaies romaines s'appelait *vacca* et que le mot *pecunia* vient évidemment de *pecus*. « Les terres, dit Momm-
sen, étaient restées longtemps communes chez les Romains
et le partage ne s'en était effectué qu'à une date relativement
récente. La propriété ne se développa point d'abord immo-
bilièrement; elle ne s'attacha qu'à la possession des esclaves
et du bétail, *familiæ pecuniæque*. »

Au début de l'histoire de Rome, le domaine de la tribu est
déjà morcelé en propriétés de famille, et les familles sont
groupées en clans, dont tous les membres sont censés des-
cendre d'un commun ancêtre¹. Chaque famille a son *he-
redium*, d'environ deux *jugera*, plus un droit dans la pro-
priété indivise d'un clan ou de la cité. A l'origine, l'usage
des pâturages communs et des domaines de l'État était un
privilege attaché au simple droit de cité. Plus tard, ce devint
une prérogative, accaparée par les patriciens, l'*optimun
jus civis*, et les petits propriétaires en furent exclus². Le do-
maine commun de la cité était l'*ager publicus* et il fut consi-
dérablement agrandi par les conquêtes des rois et de la Ré-
publique. Entre les diverses familles composant une *gens*, le
lien de consanguinité était encore considéré comme assez
étroit, puisque, à défaut d'héritiers plus rapprochés, le *genti-
lis* succédait; ce qui indique sûrement une époque antérieure
où la propriété était commune à tout le clan consanguin.

La famille, au commencement des temps historiques, était
complètement sortie du clan, et il y avait sûrement bien
longtemps, puisque cette famille romaine est le type achevé
de la famille patriarcale. Le *pater familias* était plus que le
maître; il était le propriétaire des membres de sa famille, de
la femme, des enfants, des esclaves; mais néanmoins le do-
maine familial était inaliénable; le père, à la fois prêtre et

1. E. de Laveleye. *De la propriété*, 148.

2. Meyer et Ardant. *Question agraire*, 62.

magistrat, n'était que l'administrateur usufruitier d'un domaine incessible. L'héritage se transmettait de mâle en mâle sans partage¹. Même, quand la vente du sol fut tolérée par la loi, elle resta difficile et entourée de formalités très gênantes. On louait même rarement la propriété immobilière, et bien longtemps on ne distingua point légalement entre la location et la vente, l'*emptio venditio* et la *locatio conductio* : la location était considérée comme une vente temporaire². — Dans la Rome primitive, on ne pouvait guère s'enrichir que par les armes. Une guerre victorieuse procurait des terres à l'*ager publicus*, des domaines, du bétail et des esclaves aux particuliers. Les biens, ainsi acquis à main armée, étaient considérés comme particulièrement honorables : « La propriété la plus légitime aux yeux de nos ancêtres, dit Gaius, était celle qu'ils avaient acquise à la guerre³. »

Dans ce régime de la Rome non pas rigoureusement primitive, mais fort ancienne pourtant, il n'y a pour nous rien de fort original. Nous avons rencontré bien ailleurs ces familles patriarcales, établies sur un domaine indivis et inaliénable. Bien ailleurs aussi, le père a été le prêtre de la famille, c'est-à-dire tout naturellement chargé d'offrir au nom du petit groupe, dont il était le chef, des sacrifices aux divinités dont la protection bienveillante semblait désirable. Sous des noms divers, les dieux mânes de la Rome antique sont loin d'être rares chez les autres peuples. Quant à la sépulture commune dans un coin du domaine familial, réputé particulièrement sacré, elle n'a non plus rien d'exceptionnel. Nous avons vu qu'en Chine la coutume s'en est conservée intacte jusqu'à ce jour. Le pouvoir sans bornes du père

1. Meyer et Ardant. *Loc. cit.*, 59-60.

2. H. S. Maine. *Village-communities*, 188-190.

3. Domengot. *Institutes de Gaius*.

sur tous les membres de sa famille est ordinaire aussi dans nombre de pays barbares ou sauvages où la filiation paternelle est adoptée. De même le droit de vente, le droit de vie et de mort sur la femme et les enfants assimilés aux esclaves existent presque partout en pays sauvage. Ce qui est particulier à la Rome très ancienne, c'est la persistance de ce droit exorbitant jusqu'à un degré de civilisation qui ordinairement l'atténue davantage.

Pour nous faire une juste idée de l'organisation sociale et du régime de la propriété dans la Rome protohistorique, nous n'avons eu qu'à grouper quelques faits incontestables et à en tirer quelques inductions sociologiques, tout à fait légitimes, après nos enquêtes précédentes, déjà nombreuses et ayant porté sur une large portion du genre humain. Mais ces mœurs et coutumes finirent en se modifiant quelque peu par aboutir à un code écrit, la Loi des douze tables, où nous trouvons des renseignements, cette fois absolument authentiques et même minutieux, sur le régime de la propriété dans l'ancienne Rome. Il convient donc de nous y arrêter quelque peu.

II. LA LOI DES DOUZE TABLES

Comme tous les autres peuples, les premiers Romains avaient longtemps vécu sans autre code que la coutume traditionnelle, l'*adat* des Malais. Vers 450 avant Jésus-Christ, le sénat romain, pris d'un beau zèle, envoya en Grèce une commission pour étudier les lois de Solon et rédiger ensuite un code écrit. Puis ce code fut présenté à l'acceptation de trois classes et il acquit force de loi. Par ce fait, la législation romaine devint laïque et même perfectible; elle cessa d'être

regardée comme un ensemble de prescriptions immuables tenant à la religion même. Mais, dans les sociétés primitives et traditionnellement ankylosées, les changements ne s'effectuent qu'avec une extrême difficulté, aussi la Loi des douze tables régit bien longtemps le peuple romain.

Dans l'Athènes de Solon, le droit de propriété privée était reconnu, mais, en fait, la propriété foncière était surtout familiale. Il en fut de même à Rome, où nous voyons le père de famille être le propriétaire par excellence. Grâce à l'engouement de commande, qui aveugle nos lettrés toutes les fois qu'il s'agit de l'ancienne Rome, on a fait du *pater familias* romain une sorte de personnage auguste. C'était seulement un petit despote ayant conservé sur son entourage les droits exorbitants que s'arrogent les pères de famille dans les sociétés sauvages. Le père romain était propriétaire non seulement du domaine familial, mais de tous ceux qui y vivaient, femme, enfants et esclaves. Dans un autre ouvrage, j'ai parlé de la *manus* maritale, à laquelle l'épouse était soumise. Les fils, comme leur mère, ne faisaient partie de la famille romaine qu'à titre d'esclaves, de choses possédées. La table IV accorde au père le droit de jeter ses enfants en prison, de les flageller, de les astreindre, enchaînés, aux travaux rustiques, de les vendre ou de les tuer, alors même qu'ils sont revêtus des plus hautes charges de la République (Disposition II). Pourtant la disposition III de la même table décide que le fils sera affranchi de la *potestas* paternelle, quand il aura été vendu trois fois¹. Dans la famille romaine, le fils n'a aucune personnalité. Est-il émancipé ? il cesse d'appartenir à la famille et est exhéredé, tandis qu'au contraire le fils adoptif acquiert tous les droits du fils consanguin. Le fils commet-il quelque dommage au détriment d'un tiers, il n'en

1. Ortolan. *Hist. lég. rom.*

répond pas plus que l'esclave; c'est le père propriétaire, qui se substitue à sa progéniture, mais il a le droit de compenser le tort causé, en donnant *in mancipio* le fils, auteur du dommage, comme il le ferait de l'esclave¹. Ainsi que je l'ai déjà remarqué, cette *potestas* paternelle n'est pas spéciale à Rome. Sous les Antonins, Gaius la retrouvait chez les Galates et nous l'avons rencontrée chez un grand nombre de peuples. L'originalité de Rome est de l'avoir codifiée.

Mais si les fils et les esclaves romains étaient possédés, ils ne possédaient pas. On leur reconnaissait cependant le droit de se constituer une certaine propriété formée des gains éventuels, des économies². Cette propriété de tolérance s'appelait pécule (*peculium*) et ce nom s'étendit ensuite à toutes les acquisitions libres de la puissance paternelle; ce fut le *castrense peculium*, pour les soldats; le *quasi castrense peculium*, pour les fonctionnaires civils. Le *peculium castrense* se composait principalement des valeurs mobilières prises sur l'ennemi, car les immeubles conquis revenaient à l'État. — C'était même ces territoires conquis qui formaient l'*ager publicus*. On confisquait de préférence les domaines des rois vaincus, dont les forêts et pâturages devenaient des communaux. Les terres labourables de ces domaines royaux ou étaient vendues au profit du trésor ou assignées aux citoyens nécessiteux. Très anciennement, dit Appien, le sénat concéda à qui les voudrait défricher la jouissance des terres vaines et vagues appartenant à l'État. C'était ce qu'on appelait la propriété de la *possession* et l'usufruitier payait au trésor une redevance périodique, le *vectigal*³. Servius Tullius donna des terres, prises à l'ennemi, aux plébéiens, aux déclassés, aux réfugiés; il leur reconnut le droit de possession et de

1. Cubain. *Lois civiles de Rome*, 133.

2. H. Maine. *Ancien Droit*, 134.

3. Meyer et Ardant. *Question agraire*, 79.

personnalité civile. Ce fut une sérieuse atteinte à l'antique communauté familiale, car le droit de propriété fut attribué à la personne du père, et plus tard la Loi des douze tables sanctionna le fait¹. — A partir de la promulgation des *douze tables*, la propriété immobilière privée fut donc fondée. Tout citoyen eut le droit de vendre ses biens et aussi celui de tester. On put partager les terres et les accaparer².

Dès lors, l'inégalité des fortunes s'accrut et l'on reconnut en même temps au créancier des droits excessifs sur la personne et les biens de son débiteur. A ce sujet, le texte de la Loi des douze tables est le plus féroce qui ait jamais été édicté³. Si, après le délai légal de trente jours, dit ce texte, le débiteur ne s'acquitte pas ou n'a pas trouvé de *vindex*, de caution, « que le créancier l'emmène chez lui; qu'il l'enchaîne avec des courroies ou avec des fers aux pieds, dont le poids sera de 15 livres ou moins, si l'on veut. » (Table III. Disposition 3.)

« Qu'il (le débiteur) soit libre de vivre à ses dépens; sinon que le créancier lui fournisse, chaque jour, une livre de farine ou plus, s'il le veut bien. » (Disposition 6.)

« Après le troisième jour de marché (la troisième neuvaine), qu'ils (les créanciers) se le partagent par morceaux; s'il en coupent des parts plus ou moins grandes, qu'il n'y ait pas de mal. » Le créancier peut aussi *à fortiori*, ou mettre à mort le débiteur insolvable, ou le vendre à l'étranger, c'est-à-dire au delà du Tibre (Disposition 4); car un citoyen romain ne pouvait être vendu sur le sol sacré de Rome. Le débiteur insolvable était adjugé au créancier (*Jure addicitor*); il devenait esclave de fait⁴. Le créancier pouvait

1. Meyer et Arndt. *Question agraire*.

2. *Ibid.*, 63.

3. Ortolan. *Hist. lég. rom.*, 87.

4. Cubain. *Lois civiles de Rome*, 129.

naturellement l'obliger à travailler jusqu'à parfait paiement; enfin la caution était solidaire et le créancier pouvait choisir entre le débiteur et son répondant¹.

C'est de ces pratiques barbares, que dérivent nos locutions légales, *saisie, contrainte, contrainte par corps*, expressions devenues figurées, mais longtemps prises à Rome au pied de la lettre. Ces coutumes n'ont d'ailleurs rien de spécial à la Rome antique. Presque en tout pays, durant les stades inférieurs de la civilisation, le débiteur insolvable devient la propriété de son créancier, peut être réduit en esclavage et partout le maître a sur son esclave droit de vie et de mort. Il en est ainsi non seulement chez les sauvages mais même chez les barbares. Chez les Kabyles, par exemple, le créancier enlève parfois le fils du débiteur insolvable pour obliger ce dernier à s'exécuter². D'autre part, nous lisons dans la Bible, au livre des Rois, le verset suivant, mis dans la bouche d'une femme parlant à Élysée : « Ton serviteur, mon mari, est mort. Tu sais qu'il craignait Iahvé. Or, voici que le créancier est venu, dans l'intention de prendre mes deux enfants pour esclaves³. » Sur ce point encore, la Rome antique ne fit que donner force de loi aux coutumes barbares antérieurement en vigueur.

Dans le principe, le débiteur, en empruntant, transférait réellement sa propriété au créancier, seulement avec un contrat à *rémeré*; mais, plus tard, le droit civil laissa la propriété entre les mains du débiteur, en accordant seulement la possession au créancier. Un tel contrat entraînait pour le prêteur, la faculté de vendre en cas de non paiement⁴. Aujourd'hui encore, en Kabylie, le prêteur hypothé-

1. Duruy, Filon, etc. *L'Italie*, 502.

2. Hanoteau et Letourneux. *La Kabylie*, 356.

3. *Rois*, liv. IV, ch. iv, v. 1 (traduction E. Ledrain).

4. Meyer et Ardant. *Question agraire*, 77.

caire prend, pendant quelques jours, possession de son gage afin de bien consacrer aux yeux de tous son droit de créancier¹. A peine est-il nécessaire de faire ressortir l'importance de ces analogies ethniques pour la sociologie générale.

Les moyens légaux d'acquérir la propriété nous renseignent assez clairement sur l'origine de la propriété privée dans la Rome primitive. L'occupation des choses sans maître ou des biens enlevés à l'ennemi a dû être la forme première. Le nom seul de la propriété par excellence suffirait à le prouver. C'est la propriété *quiritaire*, la propriété des *quirites*, c'est-à-dire des hommes de la lance, puisque la lance en était le symbole². Il était bien naturel que l'appropriation privée de ces biens quiritaires, qu'aucun autre citoyen n'était fondé à réclamer, entraînaît pour l'occupant ou le capteur un droit de propriété absolu, et en effet le *dominium quiritarium* conférait le droit d'user et d'abuser, le célèbre *jus utendi et abutendi*. Au contraire le domaine dit *in bonis* ne donnait ni le droit de disposer de la chose possédée, ni celui de la revendiquer, mais seulement le droit d'usufruit. Seuls, les citoyens romains étaient capables du domaine par excellence, du domaine quiritaire³. Mais, de bonne heure, le droit *quiritaire* de la propriété put s'acquérir autrement que par la lance ou l'occupation. Il y eut plusieurs moyens de s'élever à la dignité de propriétaire quirite : 1^o la loi testamentaire ; 2^o la possession continuée pendant un certain temps, et elle s'appela de différents noms, *usus*, *auctoritas*, *usucapio* ; 3^o l'*in jure cessio* ou plus généralement la déclaration du magistrat⁴ ; 4^o l'*emptio sub coronâ* ou achat du butin fait à la guerre ; 5^o enfin la *mancipatio* ou aliénation

1. Hanoteau et Letourneux. *Kabylie*, II, 530.

2. Ortolan. *Hist. lég. rom.*, 118.

3. Domenget. *Institutes de Gaius*, 129.

4. Ortolan. *Loc. cit.*, 118.

par l'airain et la balance, *per aes et libram*. J'ai gardé pour la fin ce mode d'acquérir, car, tout en n'ayant nullement la prétention d'écrire un chapitre technique sur la propriété d'après le droit romain, je ne saurais me dispenser de définir au moins les *res Mancipi* et les *res nec Mancipi*.

L'étymologie du mot *Mancipi* est claire et révélatrice, *manus capire*, littéralement ce que la main peut saisir; l'expression semble bien indiquer que la primitive propriété privée s'appliqua à Rome, de même que chez les sauvages dont j'ai parlé au début de ce livre, seulement aux objets mobiliers et tout au plus aux esclaves et au bétail (*capitale*, tête de bétail, d'où *cheptel* et *capital*; *pecus* d'où *pecunia*). Quand les clans de la Rome protohistorique furent devenus agriculteurs et surtout conquérants, la terre fut assimilée aux choses *Mancipi*. Ulpien énumère les choses *Mancipi* dans l'ordre suivant: 1^o les héritages immobiliers sur le sol de l'Italie; 2^o les servitudes d'héritages ruraux en Italie (droits de passage, d'aqueduc); 3^o les esclaves et les bêtes de somme¹ (le bœuf en tête), les instruments agricoles. Tout le reste était *nec Mancipi*. La catégorie des biens *nec Mancipi* était donc indéfinie, ouverte; mais il n'en était pas de même de celle des choses *Mancipi*, qui était fermée et considérée comme d'une espèce supérieure. Elle comprenait primitivement, pour le *pater familias* quiritaire, toute la *familia* savoir le champ, la maison, les servitudes rurales, la femme, les enfants, les hommes soumis à sa puissance et les animaux domestiques²: le tout pêle-mêle. Ces choses *nec Mancipi* pouvaient être aliénées sans cérémonie, par simple *tradition*; pour les autres, il fallait recourir à un mode solennel, la *Mancipation*. L'*usucapion* ne s'appliquait pas dans le principe à ces propriétés par excellence.

1. Ulpien. Règle XIX.

2. Ortolan. *Loc. cit.*, 121.

La mancipation était manifestement une survivance d'une époque lointaine où l'écriture était encore inconnue et où la monnaie était représentée par des lingots métalliques de poids variable. La vente par mancipation était solennelle; elle se faisait en présence de sept personnes : cinq témoins représentant sans doute les cinq classes instituées par le roi Servius Tullius; l'homme chargé de tenir la balance, le *libripens*, et enfin un septième, l'*antetestatus*, dont le rôle est encore mal déterminé. Comme toutes les cérémonies de ce genre, celle-ci se simplifia, devint symbolique. D'abord on pesait réellement le prix de la chose vendue; l'acheteur frappait la balance d'airain avec la monnaie et disait: « Cet homme, ce bien, etc., je déclare qu'il est à moi *ex jure quirritium*¹; je l'ai acheté avec cet airain et cette balance d'airain². » Les esclaves, les animaux, etc., devaient être réellement présents et littéralement saisis par l'acquéreur. De bonne heure on n'eut pas la même exigence pour les champs³. Puis on se contenta de mettre, pour la forme, un petit morceau de cuivre ou un *as* dans l'un des plateaux⁴. Plus tard encore, on tint le pesage pour accompli, les lingots pour donnés, et l'on conserva seulement les paroles détachées de la solennité et réduites à une interrogation solennelle (*Sponsio, stipulatio*), suivie d'une promesse conforme; ou même on se contenta d'une simple inscription sur les registres domestiques. Cette inscription constatait, dans les termes consacrés, qu'on avait tenu le métal pour pesé et donné⁵.

Toute cette cérémonie de la mancipation devint, pour les citoyens romains, la forme générale des contrats. On usa de

1. Cubain. *Lois civiles de Rome*, etc., 132.

2. Domenget. *Institutes de Gaius*, p. 67.

3. *Ibid.*, 68.

4. Duruy, etc. *L'Italie*, 494.

5. Ortolan. *Hist. lég. rom.*, 122.

cette solennité quiritaire pour les testaments, les dépôts, les gages¹.

Le testament a joué un grand rôle dans la vie sociale de la Rome historique ; il me faut donc donner maintenant à son sujet quelques détails, qui encombreraient mon prochain chapitre sur l'héritage. Plus tard j'aurai à parler d'une manière générale du testament à en préciser l'origine, à en apprécier l'utilité. Pour le moment, je n'ai à m'occuper que de Rome. Le droit de tester était sûrement antérieur à la Loi des douze tables, qui ne fit que le légaliser ; mais il n'avait pas dans le principe l'étendue qui finit plus tard par lui être attribuée. La Loi des douze tables autorisait le testament libre, seulement si le testateur n'avait ni enfants ni parents proches². En dehors de ce cas, le testateur ne pouvait faire de legs³ ; car le testament n'était pas du tout alors un moyen de partager les biens de la famille ; il servait seulement à en régler les affaires intérieures, à pourvoir au sort de ses membres mieux que ne l'auraient pu faire les règles générales de la succession *ab intestat*⁴.

A défaut de testament, s'il n'y avait pas d'héritier nécessaire, d'héritier copropriétaire, d'héritier *sien*, le plus proche agnat prenait l'hérédité (table V. Dispos. 4) ; à défaut d'agnat, c'était le gentil qui succédait (table V. Disp. 5).

Avec les restrictions précédentes, le droit de tester est nettement reconnu par la Loi des douze tables : *uti legassit super pecunia tutelave suae rei, ita jus esto*. — « Comme le père de famille aura décidé par legs au sujet de son capital ou de la tutelle des siens, que cela soit le droit. » (Table V. Disp. 3)⁵. Ce droit de tester n'était d'ailleurs attribué

1. Ortolan. *Hist. lég. rom.* 122.

2. S. Maine. *L'Ancien Droit*, 206.

3. *Ibid.*, 196.

4. *Ibid.*, 185.

5. Ortolan. *Hist. lég. rom.*, 89.

qu'aux seuls chefs de famille¹; mais on glissa peu à peu sur la pente. A l'origine, les testaments romains produisaient effet aussitôt qu'ils étaient faits et ils n'étaient ni secrets ni révocables². On y procédait, soit devant les comices assemblés, soit devant l'armée. Il finit par s'introduire une forme plus complète de testament : le transfert entre vifs, l'aliénation totale et irrévocable de la famille et des biens du testateur au profit d'un héritier désigné³.

Le testament pouvait être oral, à la condition d'être fait devant sept témoins⁴; c'était évidemment les sept personnes nécessaires à la mancipation et en effet le testament se faisait souvent *per aes et libram*, comme une vente ordinaire. L'acheteur de la famille, le *familiae emptor*, frappait, selon l'usage, la balance avec une pièce de monnaie; le testateur ratifiait par une formule verbale (*nuncupatio*) et l'héritier se trouvait immédiatement investi de l'héritage⁵ avec ses droits, charges et obligations.

Je suis obligé de me borner ici à ces données succinctes sur la propriété d'après la Loi des douze tables; mais il me reste maintenant à indiquer par quelles phases ultérieures a passé, dans la Rome antique, le droit de propriété.

III. L'ÉVOLUTION DU DROIT DE PROPRIÉTÉ A ROME

La législation des douze tables relativement à la propriété repose nettement sur le despotisme du père, propriétaire de la famille, et sur la distinction des choses *mancipi* et *nec man-*

1. Domenget. *Institutes de Gaius*, 189.

2. Sumner Maine. *Ancien Droit*, 166.

3. *Ibid.*, 191.

4. Domenget. *Institutes de Gaius*, 185.

5. Sumner Maine. *L'Ancien Droit*, 194-195.

cipi. Elle est d'une rigidité barbare et, tant que les mœurs prohibèrent le morcellement des domaines familiaux, elle dut maintenir à peu près le *statu quo* dans la répartition des biens anciennement possédés. Mais toujours l'individualisme tend à réagir contre les contraintes collectives, quelles qu'elles soient. Enfin cette législation simpliste s'adaptait mal à beaucoup de cas particuliers, aussi les édits du préteur la minaient-ils constamment¹. La distinction primitive entre les choses *mancipi* et les choses *nec Mancipi* ne pouvait évidemment être pratique que dans une civilisation très simple encore et surtout agricole. Comme le remarque H.-S. Maine, l'histoire de la propriété romaine est au fond celle de l'assimilation graduelle des choses *mancipi* aux choses *nec Mancipi*², c'est-à-dire, en substance, l'histoire de la mobilisation progressive des biens fonciers, de leur assimilation à la propriété mobilière individuelle. La jurisprudence du préteur, l'*equitas*, le *jus gentium* finirent par confondre les deux genres primitifs de propriété et même la distinction entre agnats et cognats³. — La *patria potestas* s'affaiblit peu à peu. On commença par accorder au fils le droit de posséder tous les biens qu'il pouvait acquérir au service militaire⁴. Justinien y ajouta la fortune acquise comme fonctionnaire⁵ et décida, que, si les acquisitions de l'enfant ne provenaient pas des biens paternels, le père n'aurait sur elles d'autre droit que celui d'un usufruit viager⁶.

Le pouvoir excessif laissé au testateur, chef de famille, par la Loi des douze tables, aurait, à lui seul, suffi pour ruiner l'ancien ordre des choses. Il ne pouvait qu'exciter la cupi-

1. S. Maine. *Ancien droit*, 208.

2. *Ibid.*, 257.

3. *Ibid.*, 57-58.

4. *Ibid.*, 265.

5. Meyer et Ardant. *Question agraire*, 95.

6. S. Maine. *Loc. cit.*, 135.

dité, la bassesse avide, en leur offrant des primes à gagner. Aussi eut-il bien vite pour effet de créer à Rome toute une classe de coureurs de testaments, dont la lignée est loin d'être éteinte. Diverses lois postérieures aux douze tables, essayèrent de remédier au mal. La loi *Fusia* interdit de faire donation de plus de mille *as*. La loi *Glicia* obligea le testateur à donner de bonnes raisons pour déshériter ses enfants, à peine de nullité du testament. La loi *Falcidia* assura aux héritiers naturels le quart de la succession¹. Léon l'Isaurien éleva le droit des enfants, héritiers réservataires, au tiers ou à la moitié des biens paternels². Mais toutes ces mesures n'entravaient guère la marche ascendante du régime de la propriété individuelle; elles l'activaient plutôt, puisqu'il en résultait d'incessants morcellements et partages.

Le mouvement s'accrut encore, quand le droit de posséder fut accordé aux femmes. L'ancien droit romain assimilait l'épouse à la fille et l'une et l'autre étaient la propriété du *pater familias*. Sous Auguste la loi *Julia et Papia Poppæa* obligea les parents riches à assurer des dots à leurs filles nubiles; plus tard le même principe fut appliqué aux donations *propter nuptias*³ faites par le mari. La femme mariée eut en outre ses biens propres ou paraphernaux⁴. Du moment où l'antique communauté familiale était détruite, il était sûrement équitable que les femmes en reçussent leur part, mais cela accrut considérablement la mobilisation de la propriété et détermina en même temps la formation d'une nouvelle classe de parasites, celle des coureurs de dot, qui rivalisa d'ardeur dans l'abjection avec celle des coureurs de testaments.

1. M. Marigny. *Hist. écon. pol.*, III, 108.

2. Meyer et Ardant. *Question agraire*, 95.

3. S. Maine. *Institutions primitives*, 411-415.

4. Friedlaender. *Mœurs romaines*, etc., I, 360. — Duruy, etc. *L'Italie*, 487-488.

Une fois ces profondes réformes introduites dans les lois et dans les mœurs, la société romaine fut entièrement transformée; la fortune, c'est-à-dire le pouvoir social, appartint surtout aux plus habiles; ce fut une course au clocher, où les plus dignes avaient difficilement l'avantage. La simplicité des besoins et l'énergie des caractères, qui avaient fait la grandeur de la Rome ancienne, n'existèrent plus qu'à l'état de survivances : la décadence commença. — Dans la répartition de la propriété, elle se manifesta par l'accaparement des terres par un petit nombre de propriétaires, par la formation des *latifundia*. Ce fut une révolution profonde, qui s'effectua lentement. L'usage des pâturages communs et des domaines de l'État avait d'abord constitué un privilège attaché au seul droit de cité; les patriciens le confisquèrent¹. Les riches s'approprièrent, morceau par morceau, l'*ager publicus* et portèrent le *vectigal* à un taux inaccessible aux citoyens pauvres². On essaya vainement d'endiguer le torrent. Les lois liciniennes décidèrent que nul citoyen ne pourrait envoyer sur les communaux plus de cent bœufs et de cinq cents moutons, qu'un seul individu ne pourrait détenir plus de cinq cents *jugera*, que les usufruitiers du domaine payeraient la dîme, que chaque citoyen pauvre recevrait sept *jugera*, que l'on serait tenu d'employer des travailleurs libres en nombre proportionnel à celui des esclaves, etc.³.

La tentative de Tiberius Gracchus fut bien plus radicale, aussi échoua-t-elle plus complètement. Plutarque rapporte que Tiberius, traversant l'Étrurie pour aller de Rome à Numance, vit les campagnes désertes et cultivées seulement par des esclaves barbares, et que ce triste spectacle lui inspira l'idée de sa loi agraire. Le langage prêté à cette occasion

1. Meyer et Ardan. *Question agraire*, 62.

2. *Ibid.*, 80.

3. *Ibid.*, 65. — Plutarque. *Tiberius Gracchus*, X.

par Plutarque à T. Gracchus est énergique et même suggestif. Il disait, selon le chroniqueur, « que les bestes sauvages, qui estoient en Italie, avoient à tout le moins leurs gistes, leurs tasnières et leurs cavernes où elles se retiroient : là où les hommes, qui combatoient et mouroient pour icelle, n'y avoient chose quelconque, sinon l'air et la lumière, ains estoient contraincts d'aller errans ça et là avec leurs femmes et leurs enfans, sans séjour et sans maisons où il se peussent héberger... Vont les paulvres gens à la guerre combattre et mourir pour les délices, la richesse et superfluité d'autrui : et les appelle lon à fausses enseignes seigneurs et dominateurs de la terre habitable, là où ils n'ont pas un seul poulce de terre qui soit à eulx¹ ». Tiberius Gracchus proposa d'abord de reprendre les terres aux riches contre indemnité², puis le retrait pur et simple des terres illégalement détenues³. Mais il était déjà trop tard et le mal ne fit plus qu'empirer. Varron constate que les grands propriétaires avaient des domaines tellement immenses qu'ils ne pouvaient en faire le tour même à cheval, que ces domaines étaient en grande partie incultes ou abandonnés à la vaine pâture, que la portion mise en culture était labourée soit par des citoyens libres, mais endettés (*oberati*), soit par des esclaves⁴. Pline rapporte, d'autre part, que dans certaines provinces, tout *l'ager publicus* était possédé par quelques familles, que la moitié de l'Afrique romaine appartenait à six personnes, quand Néron fit mettre à mort ces accapareurs⁵. On connaît sa célèbre exclamation : *Lati-fundia perdidère Italiam*. « Ils perdirent même l'empire. » Longtemps des assignations données sur les territoires con-

1. Plutarque. *Tiberius Gracchus*, XIII.

2. *Ibid.*, XII.

3. *Ibid.*, XV.

4. *De re rusticâ*, I, 17.

5. *Hist. nat.*, XVIII, 7.

quis atténuèrent la disproportion des fortunes; puis le mal devint sans remède.

Les grands propriétaires étaient en majorité d'avidés capitalistes. Peu à peu ils exproprièrent la majeure partie des petits possesseurs du sol et même contraignirent un grand nombre d'entre eux à cultiver leur vaste domaine; car, selon la loi romaine, le débiteur insolvable et sans caution ne pouvait quitter la terre occupée par lui. Des troupeaux d'esclaves remplacèrent ainsi les travailleurs libres. Ce système avait d'ailleurs commencé de bonne heure, car on avait voulu lutter avec les producteurs de blé de Carthage¹ et, en matière d'économie politique, l'antiquité n'était pas tendre. A Rome comme en Grèce, on pratiquait le régime protectionniste à outrance et avec une franchise barbare. Ainsi Cicéron rapporte que les Romains firent détruire les vignes et les oliviers de la Gaule pour éviter aux propriétaires italiens une concurrence redoutable²; ce fut seulement au troisième siècle que l'empereur Probus permit aux Gaulois de redevenir viticulteurs.

Durant la longue décadence impériale, la grande propriété finit par tout dominer et tout ruiner. L'État afferma les impôts aux riches propriétaires et de plus, pour parvenir aux fonctions publiques, il fallut être propriétaire. Les métiers furent exercés dans les villes par les esclaves des riches. Enfin les commerçants enrichis se mirent avec âpreté à déposséder les paysans petits propriétaires, afin de prendre place, eux aussi, parmi les dirigeants³.

Le résultat général fut tout naturellement la désertion des campagnes, l'abandon du sol et la dépopulation. L'un des grands soucis des empereurs bysantins fut même d'enrayer

1. Meyer et Ardant. *Loc. cit.*, 72.

2. *Rep.*, III, 6.

3. Meyer et Ardant. *Loc. cit.*, 74.

le mal ou du moins de l'essayer. Dès Constantin, on décida que la vente des biens-fonds à un étranger à la commune ne serait possible qu'avec le consentement des membres de cette commune¹. Justinien décréta, que le créancier ne pourrait plus recevoir en gage la terre, les esclaves, les bœufs, les moutons et ne prendrait pas plus de 4 1/2 p. 100 d'intérêt annuel². Sous Constantin, on commença à contraindre les propriétaires à occuper les *agri deserti* et en payer les impôts³. Les grands domaines étaient cadastrés à part, payaient directement leurs impositions, tandis que les petits propriétaires versaient les leurs entre les mains de l'un des membres de la commune, qui était responsable devant le fisc, comme cela se fait encore dans les pays à communautés de village⁴. A partir du troisième siècle, les familles riches exceptées, personne ne peut plus quitter sa commune⁵. Le souci de la rentrée des impôts prime tout. Pourtant le code de Justinien défend aux grands d'exercer une industrie afin que les plébéiens puissent s'enrichir plus aisément⁶.

En même temps on colonisait de plus en plus les régions limitrophes de la frontière en y fixant les soldats, auxquels le revenu de la terre tenait lieu de solde⁷. D'autre part, on fondait, dans l'empire même, des colonies de barbares transportés, spécialement de Germains; puis on finit par les attirer pacifiquement, en leur offrant des terres à cultiver. Partout à cette époque, le travailleur est, soit par un lien, soit par un autre, attaché au sol. S'il vit en commune agraire, c'est le fisc qui l'enchaîne; s'il est esclave ou colon, il dé-

1. Meyer et Ardant. *Question agraire*, 102.

2. *Ibid.*, 103.

3. *Ibid.*, 99.

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*, 102.

6. *Code de Justinien*, IV, tit. 63.

7. Meyer et Ardant. *Loc. cit.*, 107.

pend du maître, de l'État, finalement de l'Église. Mais tout cela préparait admirablement l'établissement du servage féodal, qui en fut en effet le résultat final, ainsi que nous l'allons voir en jetant un coup d'œil sur l'évolution de l'esclavage dans l'antiquité romaine.

IV. L'ESCLAVAGE A ROME

Tout naturellement, je ne dois ici envisager l'esclavage qu'au point de vue de la propriété. — Dans les premiers temps de Rome, la condition de l'esclave ne différait en rien de ce qu'elle est chez les races les plus barbares. La caste servile s'alimentait surtout par la guerre; mais nous l'avons vu, le débiteur insolvable pouvait être réduit en servitude; enfin le chef de famille avait le droit de vendre tous ceux, parents ou non, sur lesquels il avait la *potestas* ou la *manus*. Les hommes libres, donnés *in mancipio* par le maître, ne devaient, il est vrai, subir aucun traitement outrageant, mais néanmoins leur condition était servile¹.

L'esclave romain était absolument assimilé aux choses, aux biens. Dans le domaine, les personnes serviles, puis les personnes libres réduites en esclavage comptaient parmi les choses *mancipi* et on ne pouvait en aliéner la propriété que suivant les formalités de la mancipation. Mais on devait faire beaucoup moins de cérémonie pour les prisonniers de guerre, spécialement pour les barbares, traités comme des bêtes sauvages capturées et envoyés, souvent par milliers, aux marchés et aux amphithéâtres. Quand Rome conquérante déborda hors de l'Italie, la marchandise servile abonda et se vendit à vil prix en vertu de la loi de l'offre et de la demande.

1. Cubain. *Lois civiles de Rome*, 133.

Après la conquête de Corinthe, jusqu'à Septime Sévère (de 144 avant Jésus-Christ, jusqu'à 235 après Jésus-Christ). On estime qu'il y eut trois esclaves pour un homme libre.

Après la conquête de la Sardaigne, on disait : « A vil prix, comme un Sarde. » Marius s'empara de 90,000 Teutons et de 60,000 Cimbres. Dans le Pont, Lucullus fit une telle râfle d'hommes, que le prix d'un esclave y descendit à quatre drachmes (3 fr. 50). Au dire de Plutarque et d'Appien, César fit, en Gaule, un million de captifs¹. Enfin la piraterie gréco-latine et sémitique alimentait régulièrement les marchés d'esclaves. L'île de Délos était le grand centre commercial pour les esclaves méditerranéens. A l'entrée et à la sortie de son port, le mouvement quotidien des esclaves était de plusieurs milliers².

Pour le droit romain, l'esclave était une propriété comme une autre. Dans le *de officiis*, Cicéron cite Hécaton, lequel, dans son sixième livre, demande si, alors qu'il faut alléger un navire en perdition, on doit jeter à la mer un cheval de prix ou un esclave sans valeur³. Caton l'Ancien, dit Plutarque, « vendoit ses vieux serfs ne plus ne moins que si c'étoient bestes mues »⁴. La loi Aquilienne ne fait point de différence entre une blessure faite à un animal domestique ou à un esclave. Dans les deux cas, elle envisage seulement la dépréciation vénale qui en résulte⁵. L'esclave romain n'acquiert que pour son maître ; s'il commet un délit préjudiciable, il en résulte contre son propriétaire non pas une action directe, mais une action noxale (*Douze Tables*. Table XII. Disp. 2)⁶. — Cette faculté de posséder et d'ex-

1. Meyer et Ardant. *Question agraire*, 82.

2. Cubain. *Lois civiles*, etc., 125.

3. E. Havet. *L'Hellénisme*, II, 117.

4. Plutarque. *Marcus Cato*.

5. Cubain. *Loc. cit.*, 124.

6. Duruy, etc. *L'Italie*, 496. — Ortolan. *Hist. lég. rom.*, 104.

exploiter des hommes, exactement comme des animaux domestiques, jointe à la progressive mobilisation du sol, produisit les résultats qu'on en pouvait attendre, savoir : le graduel asservissement pour dettes ou l'expropriation des petits propriétaires libres, l'établissement de grands domaines et la culture servile. Les *latifundia* étaient labourés par des esclaves divisés en décuries et chaque décurie était surveillée par un *villicus*. L'intérêt du propriétaire aidant, le colonat finit par naître de cette servitude agricole. Varron conseille de localiser les bons esclaves, de leur accorder un coin de terre et un petit troupeau : « Accordez cela, dit-il, à vos bons serviteurs ; ils en seront plus attachés à votre domaine. » Un contrat finit par intervenir entre ces esclaves isolés et leur maître. On leur accorda la jouissance d'une parcelle à certaines conditions. Puis le propriétaire trouva son avantage à laisser cette sorte de tenure passer aux enfants de l'esclave ; parfois il imposa même à ceux-ci l'obligation d'accepter la situation faite à leur père et ils devinrent alors des *servi adscripti*, dont le cadastre tenait compte¹. Enfin la législation en vint à défendre au maître de vendre ses esclaves sans la terre qu'ils cultivaient. L'esclave eut dès lors une sorte de propriété usufructière, une cabane à lui, une famille à lui ; il devint serf, *serf casé*, serf de tenure (Code théodosien) ; mais il y eut toujours à côté de lui des esclaves ordinaires travaillant en troupes, à l'ancienne mode². Une loi de Valentinien I^{er} défend de vendre les esclaves tenanciers sans la terre qu'ils cultivent³.

Ce serf tenancier, c'est le colon. Il ne descend pas toujours d'esclaves. Parfois ses ancêtres ont été soit des barbares

1. Fustel de Coulanges. *Domaine rural à Rome* (*Revue des Deux Mondes*, 1887).

2. *Ibid.*

3. Meyer et Ardant. *Question agraire*, 87.

appelés ou enlevés, soit des petits fermiers ou des propriétaires endettés. Mais la loi ne se préoccupe pas des origines. Pour elle, le colon est un homme réputé libre, qui, moyennant une redevance fixe ou bien un certain nombre de jours de corvée, cultive une terre sur laquelle il est fixé¹. Dès lors, il arriva que des hommes libres devinrent volontairement colons. Si humble qu'elle fût, la situation avait quelques avantages : le propriétaire ne pouvait chasser le colon ; il ne pouvait changer les conditions de la tenure. La loi punissait tout propriétaire qui s'avisait de prendre les colons d'un autre, mais le maître ne pouvait augmenter la redevance coutumière ; par suite la plus-value du sol profitait au seul colon. On ne pouvait ni vendre le colon sans le domaine, ni introduire de nouveaux colons. Les enfants du colon héritaient de sa tenure et lui-même pouvait être propriétaire en dehors d'elle. Sauf les conditions arrêtées en principe, le maître ne pouvait rien exiger du colon : en résumé, le colon était un fermier inamovible².

L'emphytéote des frontières, c'est-à-dire le soldat, auquel on avait cédé à très long terme la jouissance d'une parcelle de terre, était aussi protégé contre toute espèce de trouble, tant que le *canon*, la rente, était payé par lui³. Plus libre pourtant que le colon, il pouvait vendre sa terre en donnant avis du prix offert au propriétaire, qui pendant deux ans jouissait du droit de préemption et avait la faculté de refuser le concessionnaire incapable⁴.

On voit donc qu'en somme, le servage, que nous allons retrouver dans la société féodale, est au moins d'origine romaine autant que barbare. Les envahisseurs germains et

1. Meyer et Ardant. *Question agraire*, 88.

2. Fustel de Coulanges. *Loc. cit.*

3. S. Maine. *Ancien droit*, 285.

4. Meyer et Ardant. *Question agraire*, 84.

autres, qui dépecèrent l'empire romain, y trouvèrent partout établie, sous la forme du colonat, une servitude quelque peu adoucie et il leur suffit de l'aggraver dans une certaine mesure pour la transformer en servage féodal. Et maintenant pour terminer ce chapitre, il reste à formuler l'enseignement social qui ressort de l'histoire de la propriété romaine.

V. CE QUI CAUSA LA RUINE DE ROME

On a écrit, à propos de la décadence romaine, bien des ouvrages, dont certains sont des chefs-d'œuvre de style et d'érudition, mais aucun d'eux n'a mis suffisamment en relief la principale raison de ce grand écroulement. Cette cause, profonde et toute-puissante, que masquent les événements historiques, il la faut chercher dans la manière même dont évolua la propriété à Rome. A ce point de vue des leçons à en tirer, l'histoire du grand empire latin est plus précieuse encore que celle de la Grèce, car nous la connaissons mieux et elle nous touche de plus près.

Dans les deux contrées, les débuts furent les mêmes; on passa de la communauté du clan, de la *gens*, à la communauté familiale, despotiquement gouvernée par le père. A Rome, ce dernier régime fut celui de l'époque héroïque. Durant cette période, la base de la société romaine est constituée par de nombreuses associations familiales, mais où pourtant la consanguinité n'est pas de rigueur. Au sein de ces petites unités sociales, la solidarité des intérêts est étroite; tout le monde y obéit au chef, mais en revanche personne n'est abandonné; il y a des esclaves domestiques, mais en petit nombre.

Peu à peu tout change. La propriété individuelle se dégage

de la propriété familiale et on lui reconnaît des droits exorbitants, que jusqu'alors elle n'avait jamais eus dans le monde : le fameux droit d'user et d'abuser. En même temps la liberté de tester, qui, dans le principe, n'était que celle d'aménager l'organisation intérieure de la famille, d'y distribuer les rôles, au mieux des intérêts communs, finit par s'affranchir entièrement, par refléter seulement l'égoïste caprice du propriétaire. En outre, l'extension même de la domination romaine créa vite des échanges internationaux et par suite engendra la fièvre de la spéculation commerciale. Il fallut d'abord lutter avec la production agricole de Carthage, où l'on pratiquait largement et sans scrupule la grande culture servile, c'est-à-dire où l'on produisait du blé à très bon marché. Pour cela, on se mit à imiter ses rivaux, tout en rêvant de les détruire. Le « *delenda Carthago* » du vieux Caton, de Caton l'usurier, reflète bien cet état d'envie et de rage commerciales. Une fois lancé, le mouvement ne s'arrêta plus. Les conquêtes donnèrent des esclaves par millions ; peu à peu les petits propriétaires libres, incapables de soutenir la concurrence des possesseurs de *latifundia*, furent évincés, obligés de s'endetter et par suite de fournir, eux aussi, du travail servile, puisque le créancier avait droit de *saisie* sur son débiteur. Avec le temps, la société romaine, en Italie et au dehors, finit par n'être plus composée que d'une minorité de grands propriétaires exploitant une multitude d'esclaves. Le sort de ces derniers, il est vrai, devint graduellement moins cruel que celui des esclaves de la Rome primitive ; il s'adoucit en colonat, en servage. Cela était nécessaire, au point de vue même de l'intérêt bien entendu des détenteurs du sol, qui étaient en même temps des producteurs industriels ; mais, une fois cette transformation économique accomplie, le grand corps de l'empire n'avait plus ni cohésion, ni vitalité.

On ne saurait le crier trop haut : l'évolution économique

s'accompagne forcément d'une évolution morale, rigoureusement corrélative. Rompus maintenant au régime individualiste, nous sommes étonnés du farouche patriotisme qui enflamme les citoyens dans les petites cités et républiques de l'antiquité. C'est que ce sentiment était inspiré par l'instinct même de la conservation. Au sein des clans et des familles, les intérêts étaient solidaires. La défaite pouvait entraîner non-seulement la ruine totale, mais même la servitude. Le patriotisme exalté n'était donc que l'amour idéalisé de la propriété. Mais à mesure que l'individualisme économique fit des progrès, la masse se détacha d'une *res publica*, qui n'avait plus rien de public. Les riches, les dirigeants, songèrent avant tout à conserver et à accroître leurs domaines. Quant à la foule asservie, que lui importait de changer de maître?

« Il est absurde, dit Diodore de Sicile, en parlant de l'Égypte, de confier la défense d'un pays à des gens qui n'y possèdent rien. » La réflexion est fort juste, mais elle n'est pas applicable aux seuls peuples de l'antiquité.

CHAPITRE XVI

LA PROPRIÉTÉ DANS L'EUROPE BARBARE

- I. *Répartition des races.* — Berbères, Celtes, Germains, Slaves. — Persistance de cette répartition.
- II. *La propriété chez les Basques, Ibères, etc.* — Sauvagerie des Cantabres. — Leur propriété familiale. — Allotements annuels chez les Vaccéens. — La propriété familiale chez les Basques. — Sa persistance.
- III. *La propriété chez les Celtes.* — Tribus monarchiques et aristocratiques des Celtes. — Grande sauvagerie des Bretons d'Angleterre. — La propriété en Irlande. — La tribu irlandaise. — Allotements annuels. — Large hospitalité. — Les *fuidhirs*. — Allotement après décès : *Gavelkind*. — Droit d'héritage pour les chefs : *Tanist*. — Usurpations des chefs. — Influence de la richesse. — L'asservissement par le *cheptel*. — Extrême importance donnée à la fortune. — Les chefs deviennent seigneurs féodaux. — Les *brehons* et le clergé catholique. — Les clans du pays de Galles. — Les clans d'Écosse. — La propriété indivise des clans gaulois. — Les chefs deviennent grands propriétaires.
- IV. *La propriété chez les Germains.* — Les clans germains. — Propriété commune. — Allotements. — Propriété familiale de l'habitation. — La terre salique. — L'*allod*. — Les *acquêts*.
- V. *La propriété commune dans l'Europe moderne.* — Survivance de la *mark* en Néerlande. — Les *allmenden* du pays de Bade et de la Suisse allemande. — Leur organisation. — Communautés de village en Scandinavie, en Lombardie. — La communauté rurale de Jault dans le Nivernais. — Culture commune dans les îlots de Houat et d'Hœdic. — Survivances communautaires dans le Morbihan.
- VI. *La propriété rurale chez les Slaves.* — Les Gètes d'Horace. — Les Dalmates. — Le *mir* russe. — Son organisation. — Communauté des pâturages chez les Cosaques de l'Oural. — Les allotements dans le *mir*. — Tendances individualistes. — Pouvoirs du *mir*. — Famille patriarcale. — Propriété familiale. — La *zadruga* serbe. — Lutte entre le *mir* et la propriété individuelle en Russie. — La commune par lot. — Origines du servage.
- VII. *La communauté de village en Europe.* — Elle a été générale dans ce continent.

I. RÉPARTITION DES RACES

En faisant abstraction de la Grèce et de l'Italie, dont nous nous sommes précédemment occupé, l'on voit que les populations de l'Europe préromaine peuvent se grouper en quelques grandes races ou plutôt variétés. Jules César en avait très bien distingué, en Gaule, trois principales : les Aquitains, au sud, les Celtes dans la Gaule moyenne, les Belges au nord-est. On peut, sous le titre général d'Aquitains, comprendre les Ibères, les Basques, les Cantabres d'Espagne, en résumé les antiques populations berbères, qui ont jadis occupé non seulement le midi de la Gaule mais l'Espagne et forment ainsi l'une des grandes divisions ethniques de l'Europe. Plus au nord venaient et viennent encore les Celtes, fixés non seulement en Gaule, mais dans l'Europe moyenne, dans la vallée du Pô, dans les îles britanniques. Au nord-est les Belges de César se rattachaient à la grande race germanique. Enfin, plus loin à l'est, les populations slaves, que les Romains ont peu connues, détenaient l'Europe orientale. Telle était, à très grands traits, la distribution générale des tribus, de race blanche sans doute, mais barbares et même sauvages, dans l'ancienne Europe et cette distribution n'a pas sensiblement varié depuis lors en dépit des guerres, des conquêtes et des invasions historiques.

Nous avons maintenant à exposer ce qu'a été le régime de la propriété dans ces grandes familles ethniques de l'Europe ancienne, en signalant les survivances qu'a laissées derrière lui cet antique état de choses.

II. LA PROPRIÉTÉ CHEZ LES BASQUES, IBÈRES, ETC.

Au dire de Strabon, les Cantabres étaient encore de véritables sauvages tout à fait comparables aux nègres actuels de l'Afrique centrale. Comme le font actuellement les Obbos de la vallée du haut Nil, ils se rinçaient la bouche avec leur urine¹. Mis en croix, ils entonnaient leur chant de victoire, à la manière des Peaux-Rouges. Ils pratiquaient la couvade², par conséquent s'essayaient à fonder la famille paternelle; mais, chez eux, c'étaient encore les filles qui héritaient et mariaient leurs frères³; la filiation maternelle et en même temps le système du domaine familial dominaient donc dans leurs tribus.

Plus au nord, mais toujours en Espagne, les Vaccéens, tribu celtibère ou plutôt basque, très hospitaliers, au dire de Diodore, se partageaient leurs champs par allotements annuels, mais les cultivaient en commun et punissaient de mort quiconque détournait quoi que ce fût de la récolte⁴. Depuis l'antiquité gréco-latine jusqu'à nos jours le régime de la propriété chez les Basques, voisins et probablement cousins des Cantabres, s'est modifié sans doute, mais bien lentement, puisque la propriété familiale s'est maintenue, dans certains de leurs districts, jusqu'à nos jours. En 1768, la coutume légale en pays basque était encore que le domaine familial restât intact et passât, comme au Japon, à l'aîné des enfants, quel que fût son sexe. Si cet aîné était une fille, l'homme qu'elle épousait et qui était nécessairement un

1. Strabon, liv. III, ch. iv, § 16.

2. *Ibid.*, 17.

3. *Ibid.*, 18.

4. Diodore, liv. V, 34.

cadet, venait habiter sous le toit et prenait le nom de sa femme, lequel se transmettait aussi aux enfants. La dignité du chef de famille, le souci de maintenir intacts le nom et le domaine primaient chez les Basques toute autre considération. La propriété familiale était, chez eux, inaliénable. Les produits du domaine étaient consacrés aux besoins de la famille et de ses membres, à l'éducation des enfants, au mariage et à l'établissement des cadets adultes, qui quittaient leur foyer commun¹. Jusqu'à ces dernières années, certaines familles basques ont réussi à maintenir quand même leurs vieilles mœurs et l'indivision de leurs domaines en dépit du Code et des droits de succession. Dans ces familles, l'héritier, chef de la famille, a la haute administration. Il ne peut quitter la maison, du moins en emmenant ses enfants. Ceux-ci sont en quelque sorte serfs du sol et doivent rester avec le plus proche parent, qui prend, à défaut du chef absent, la direction de la communauté familiale².

L'évolution spontanée de la propriété, chez les Basques, a donc été relativement fort incomplète. Elle est allée seulement de la communauté du clan, avec allotement annuel chez les Vaccéens, au domaine familial des Basques modernes, sans aboutir au morcellement dernier, à la propriété individuelle.

III. LA PROPRIÉTÉ CHEZ LES CELTES

Au moment où les anciens ont connu les Celtes, trop souvent confondus par eux avec les Germains, nos ancêtres vivaient en tribus aristocratiques et monarchiques. Très peu

1. F. le Play. *Organisation de la famille*, 31, 122.

2. G. Teulon. *Origine du Mariage*, etc., 346.

civilisés encore, ils habitaient de grandes cases rondes, bâties en planches et en claies d'osier, couchaient sur la dure et s'asseyaient sur la paille pour prendre leurs repas. Ils étaient agriculteurs, mais le bétail, surtout le porc, jouait un grand rôle dans leur alimentation, consistant surtout en laitage et en viande de porc¹. Comme tous les sauvages, ils aimaient les bijoux, les couleurs voyantes². Les Bretons d'Angleterre étaient moins civilisés encore que ceux du continent. Ils ne savaient pas même convertir en fromage le lait de leurs troupeaux et étaient de piètres agriculteurs. Ils vivaient dans les bois, s'abritant sous des huttes et faisant paître leurs troupeaux dans les clairières³. Enfin les plus sauvages de tous les Celtes, les Irlandais, étaient encore anthropophages⁴. Je cite brièvement tous ces témoignages, certainement fort vraisemblables, et je me hâte d'aborder le chapitre de la propriété chez les Celtes.

Sur ce point, nous sommes beaucoup mieux informés, non pas par les écrivains gréco-latins, mais par de récentes études, qui, mettant à profit les traditions, les monuments écrits de la littérature irlandaise, les renseignements historiques et enfin les survivances, nous ont fait suffisamment connaître le régime et l'évolution de la propriété chez les populations celtiques. C'est surtout l'Irlande, qui, ayant conservé jusqu'à une époque relativement moderne son indépendance et ses vieilles mœurs, est, pour nous, intéressante à étudier. Sa situation géographique lui a permis de jouir longtemps d'une vie nationale à elle, d'évoluer conformément à son génie. Elle a même été, pour la civilisation celtique, un centre important, et, quand elle fut enfin gagnée

1. *Strabon*, liv. IV, ch. IV, § 3.

2. *Ibid.*, § 5.

3. *Ibid.*, liv. IV, ch. V, § 2.

4. *Ibid.*, § 3.

au christianisme, ses missionnaires allèrent hardiment propager la foi nouvelle dans l'Europe barbare. Le régime de la propriété a évolué en Irlande, comme partout, mais il nous représente, en gros, ce qu'il a été et ce qu'il serait devenu dans les autres pays celtiques, si ces derniers avaient conservé leur liberté.

Or, l'unité politique irlandaise est la tribu, qui, à son tour, se subdivise en clans. La tribu irlandaise est autonome; elle a son existence propre : « La tribu, disent les traités brehons, subsiste par elle-même. » Sa condition d'existence est le territoire qu'elle possède : « La terre est un homme, qui ne meurt pas¹. » La tribu se subdivise en clans, en petits groupes consanguins, comptant chacun cinquante à soixante personnes réputées les descendants d'un ancêtre commun². Sous le contrôle de la communauté, les terres arables sont alloties entre les familles, dont le devoir est de conserver leur lot intact : « Personne ne doit laisser sa terre ou sa tribu grevée d'une rente, qu'il n'a pas trouvée. » Le mot « terre » semble être synonyme de tribu ou de clan et, d'après ce texte, les dettes doivent être solidairement garanties³. « Personne ne peut céder la terre autrement qu'il ne l'a acquise, à moins du consentement de la tribu⁴. » Une superficie déterminée et sans doute arable est occupée par un groupe de familles; mais les pâturages et tourbières restent en commun. Il y a une cinquantaine d'années, en Irlande et dans les Highlands d'Écosse, les fermes familiales changeaient encore de mains chaque année⁵.

Longtemps il n'y eut entre les propriétés irlandaises ni mur ni barrières; puis le nombre des familles augmentant,

1. S. Maine. *Institutions primitives*, 134-135.

2. *Ibid.*, 232.

3. *Ibid.*, 134-135.

4. *Ibid.*, 136.

5. *Ibid.*, 126.

on finit par établir le bornage¹. Simples usufruitières du sol, les familles ne le devaient cultiver que conformément à des coutumes traditionnelles². Une étroite solidarité reliait ensemble les familles, et les moindres hommes du peuple trouvaient partout l'hospitalité : elle était, pour eux, presque de droit³. En outre la responsabilité des tribus et des familles était collective, d'où il résultait, comme en Chine, que chaque groupe avait le droit d'expulser de son sein tout membre dangereux⁴. Ces bannis, ces *outlaws*, finirent même par former une classe de fugitifs, de déclassés, les *fuidhirs*, mercenaires méprisés, cherchant toujours à se glisser dans une tribu quelconque sous le patronage du chef, dont ils devenaient ensuite les dociles instruments⁵.

A la mort d'un propriétaire usufruitier, membre d'un clan, d'un *sept*, le chef du groupe procédait à un nouvel allotement, en augmentant les lots des survivants, qui héritaient ainsi d'une part dans l'usufruit resté vacant⁶. C'était le régime dit du *gavelkind*, et il avait pour but de maintenir l'égalité entre les membres du *sept*. C'était entre les mâles seulement que se faisaient ces allotements et partages. Mais ces mœurs égalitaires n'existaient que pour les petites gens. Les clans avaient des chefs et ils se groupaient en tribus, qui obéissaient à des roitelets. Nul doute, que, dans le principe, ces chefs n'aient été soumis au droit commun, en ayant seulement la jouissance d'un lot plus considérable. Les chefs devaient être élus, mais ils l'étaient ordinairement dans les mêmes familles. On choisissait habituellement non pas un fils, mais le plus proche parent collatéral le frère,

1. S. Maine. *Loc. cit.*, 142.

2. *Ibid.*, 137.

3. Wake. *Evolution of Morality*, I, 372.

4. S. Maine. *Loc. cit.*, 216.

5. *Ibid.*, 217.

6. *Ibid.*, 123, 231.

le cousin, ou un aîné quelconque du *sept* (S. Maine, 249). Avec le temps, le pouvoir et les biens des chefs devinrent héréditaires¹ et, comme le chef s'appelait *tanist*, il s'établit un droit d'héritage individuel, dit *tanistty*, à l'usage des familles aristocratiques ; le droit communautaire dit *gavel-kind* fut réservé pour le vulgaire². Mais ce vulgaire lui-même finit par suivre l'exemple de ses dirigeants, par céder aussi au désir d'appropriation permanente ; chaque famille se cramponna à son lot. Les allotements devinrent de plus en plus rares ; puis ils cessèrent. La propriété fut dès lors héréditaire, mais resta néanmoins familiale. Le clan ne conserva plus que le droit de s'opposer aux ventes et de régler les cultures³. Pourtant, jusque sous le règne de Jacques I^{er}, il subsista encore en Irlande des communautés de village, faisant, chaque année, des allotements par tirage au sort et cultivant parfois en commun⁴.

Ce fut donc le droit de propriété individuelle, accordé d'abord aux chefs, puis usurpé par eux, qui ruina, en Irlande, le primitif régime communautaire et finit par créer un véritable prolétariat. L'évolution est intéressante : d'abord le lot du chef devient héréditaire ; puis son propriétaire revendique le domaine éminent des terrains non encore allotis ; enfin il y installe ses mercenaires étrangers, ses *fuidhirs*⁵. Par surcroît il fait paître ses troupeaux dans les terrains communaux et, grâce à son bétail, à son *cheptel*, à son capital vivant, il parvient à asservir ses compagnons.

En tout pays sauvage, la richesse est fréquemment la raison du pouvoir politique. Sur ce point, les Irlandais d'autrefois et les Peaux-Rouges se valent : « Le chef de

1. Mac Lennan. *Primitive Marriage*, 498.

2. S. Maine. *Loc. cit.*, 230.

3. *Ibid.*, 234-235.

4. E. de Laveleye. *De la Propriété*, 103.

5. S. Maine. *Loc. cit.*, 116.

chaque tribu, dit un vieux texte irlandais, devrait être l'homme de cette tribu le plus riche, le plus instruit, le plus réellement populaire, le plus puissant qu'on puisse trouver, celui qui offre le plus de garanties pour réaliser un gain ou pour indemniser d'une perte. » (Cain-Aigillue, 279¹.)

Mais cette naïve admiration pour l'opulence coûta cher aux Irlandais. Le bétail du chef se multipliant, en raison de ses privilèges et sans doute de la part du lion qu'il s'attribuait dans le butin guerrier, le petit potentat s'ingénia à placer ses animaux chez ses subordonnés pauvres². Il prêtait son bétail au tenancier noble (*saer*) pour sept années, et en recevait annuellement les petits, le croît et les engrais à titre de loyer. Après sept ans, le tenancier devenait propriétaire du bétail, qu'il pouvait en attendant employer à ses usages agricoles. Mais la dépendance personnelle croissait en raison directe de la quantité de bétail reçue. Le tenancier noble n'en acceptait qu'une petite quantité simplement à titre d'hommage; mais le tenancier populaire (*daer*) en recevait beaucoup et aliénait d'autant sa liberté³. Bien vite le contrat cessa d'être une simple affaire; le tenancier déchu et devint vassal. Il dut au chef non seulement l'hommage, mais des corvées pour faire sa moisson, pour construire son château ou son fort, etc. Non seulement il pouvait être requis pour le travail, mais il le pouvait être aussi pour la guerre⁴.

Enfin le chef, bailleur de bétail, avait le droit de réfection, c'est-à-dire la faculté de venir, à des époques déterminées et pendant une série de jours, chez le tenancier pour y faire bombance avec un certain nombre de ses compa-

1. S. Maine. *Loc. cit.*, 168.

2. *Ibid.*, 197.

3. *Ibid.*, 199.

4. *Ibid.*, 197.

gnons¹. Placer son bétail était, pour le chef, si avantageux, qu'il finit par obliger les inférieurs à en accepter². Dès lors fut fondée une féodalité d'un genre particulier, la féodalité du *cheptel*. Toute la hiérarchie sociale reposa sur le plus ou le moins de richesse mobilière, c'est-à-dire de bétail, possédée par les individus. « Deux personnes sont égales, dit le *Senchus Mor*, quand elles ont toutes deux la même fortune ». Pourtant la naissance était prise en quelque considération : « Celui dont le père n'a pas été chef, est un chef inférieur. » Il y avait en effet sept degrés de noblesse, dont le plus inférieur était celui du « vacher noble » (*bo-aire*) ; mais la fortune anoblissait et, si le « vacher noble » parvenait à acquérir trois fois la fortune d'un noble de rang supérieur, d'un *aire-desa*, par ce seul fait, il devenait son égal³.

Après la conquête anglaise, qui ne tint guère compte des clans, des *septs* inférieurs, ceux-ci ne possédèrent plus qu'à titre précaire. Seul, le seigneur fut tenancier institué⁴ et il fit peser sur les petits soumis à son bon plaisir un joug très lourd. Ces malheureux n'osaient plus affermer la terre que pour un an, tant ils étaient pressurés : « Le seigneur, dit Edmond Spenser (1596), est un vrai tyran ; le tenancier un véritable esclave, un vilain plus misérable en un sens que l'esclave, car le maître nourrit son esclave, tandis qu'ici l'esclave nourrit le maître⁵. »

Dans l'Irlande païenne, la classe des « brehons » formée par les juges et les prêtres, exerçait une certaine influence intellectuelle. Après l'introduction du christianisme, cette

1. S. Maine. *Loc. cit.*, 199.

2. Meyer et Ardant. *Question agraire*, 131.

3. S. Maine. *Loc. cit.*, 170.

4. *Ibid.*, 256.

5. *Ibid.*, 222-223.

classe fut peu à peu supplantée par le clergé, recruté dans la tribu, comme ses prédécesseurs, et qui finit par s'attribuer une sorte de droit de domaine éminent, par prélever un tiers sur les successions, percevoir la dîme, les prémices du bétail, recevoir des legs, faire passer en coutume, que le fils aîné de chaque famille appartiendrait à l'Église, soit comme clerc, soit comme *raer tenant* cultivant les biens ecclésiastiques¹.

En résumé, l'on voit, en Irlande, la propriété et l'organisation sociale évoluer de concert, et rien n'est plus naturel. C'est d'abord le clan républicain et la propriété commune. Puis, par une lente série d'empiètements, d'usurpations, les chefs fondent la propriété individuelle à leur profit; en même temps, par l'accaparement du plus important des capitaux mobiliers d'alors, du bétail, ils asservissent leurs compagnons, leurs parents d'autrefois; enfin, grâce à l'investiture reçue des conquérants du pays, ils deviennent de vrais seigneurs féodaux.

Pour les autres populations celtiques, nous n'avons pas de renseignements aussi circonstanciés et suivis que pour les Irlandais, mais partout s'est effectuée une évolution analogue. De toutes les races d'Europe, la race celtique est celle qui a conservé le plus longtemps le régime du clan. Dans le pays de Galles, les clans consanguins formaient une unité, payaient les amendes pour les crimes de leurs parents et recevaient les compensations, comme en Irlande². Dans les Highlands d'Écosse, les chefs du clan étaient parfois chargés de distribuer la nourriture aux chefs de famille, leurs subordonnés³. A une époque tout à fait moderne, les jurisconsultes, imbus du droit romain, attribuèrent aux

1. Meyer et Ardant. *Question agraire*, 118.

2. Mac Lennan. *Primitive Marriage*, 488.

3. S. Maine. *Ancien Droit*, 253.

chefs écossais, la propriété du domaine commun, dont jadis ils avaient eu seulement l'administration¹.

Même régime chez les Celtes gaulois. Leurs clans vivaient aussi sur des propriétés indivises. Mais, comme en Irlande, les chefs finirent par accaparer la plus grosse partie du bétail, des bêtes de labour; par suite ils asservirent leurs soi-disant consanguins, les obligèrent à travailler pour eux et finalement furent reconnus par les Romains comme propriétaires de l'ancien domaine du clan et même de ses habitants². Partout la conquête romaine fit, en Gaule, passer ainsi la propriété de l'*ager publicus* des clans et tribus entre les mains de ceux, qui, sous le régime gaulois, en étaient seulement les principaux usufruitiers. Ceux-ci, élevés à la fort enviable dignité de grands propriétaires, reçurent le droit de cité romaine et un nom de famille romain, qu'ils donnèrent à leur domaine usurpé, singeant en cela leurs vainqueurs³. La plupart de nos noms de lieux terminés en *y* sont des contractions de ces noms de domaines personnels : (Issy, *Icciacus*); (Antony, *Antoniacus*³). Il en est de même pour les noms de lieux terminés en *ac*, si communs surtout dans la France méridionale et qui, un peu moins contractés que les noms en *y*, ont seulement remplacé la désinence *acum* par son abrégatif *ac*.

IV. LA PROPRIÉTÉ CHEZ LES GERMAINS

A l'époque où Rome découvrit la Germanie et entra en lutte avec elle, le régime de la propriété y ressemblait fort à

1. S. Maine. *Ancien Droit*, 221.

2. Rambaud. *Civilisation française*, I, 13.

3. D'Arbois de Jubainville. *Acad. Inscript.* (Février 1887).

celui de la propriété celtique. La population était aussi groupée en tribus, subdivisées en clans consanguins. Mais ces derniers se différenciaient déjà en familles. Le clan, la communauté de village, le *vicus* de Tacite, était formé d'un certain nombre de familles, possédant en commun un territoire déterminé et vivant de ses produits. Ce domaine se divisait en trois portions ou marches (*mark*) : la marche du village, la marche arable et la marche commune ou inculte¹. On laissait reposer la terre arable, en transportant successivement, chaque année, la culture sur divers points et il y avait des allotements périodiques entre les familles²; pourtant les parts étaient déjà d'inégale dimension, suivant le rang que chacun occupait dans la communauté³. — Mais les Germains étaient encore de fort médiocres agriculteurs; ils vivaient surtout du produit de leurs troupeaux⁴. Le territoire arable devait donc être assez restreint, aussi accordait-on sans difficulté la propriété personnelle et héréditaire de telle ou telle parcelle, prises sur la forêt ou les terrains vagues et mises en culture. Ces parcelles semblaient tellement négligeables, qu'elles n'étaient pas même astreintes aux coutumes agricoles, traditionnelles et obligatoires⁵.

La famille était déjà paternelle et même soumise à la *patria potestas*, comme la primitive famille romaine. L'habitation et l'enclos attenant étaient propriété familiale et héréditaire, presque sacrée, puisque personne n'avait le droit d'y pénétrer sans autorisation⁶. C'était la terre salique, se transmettant héréditairement, mais de mâle en mâle seulement. Au dehors chaque chef de famille cultivait, avec ses fils et ses esclaves,

1. S. Maine. *Loc. cit.*, 78.

2. César. *De bello gallico*, VI, 22.

3. Tacite. *Germania*, 26.

4. César. *De bello gallico*, VI, 22.

5. E. de Laveleye. *Propriété*, 110.

6. S. Maine. *Village-Communities*, 78.

le lot qui lui avait été attribué et ordinairement adjugé au sort. Il y avait une rotation obligatoire des récoltes; car chaque champ devait rester en friche pendant trois ans¹. Des fonctionnaires désignés surveillaient le droit de pâture et les coupes dans la forêt commune². Pour faciliter les périodiques redistributions de la terre arable, on la partageait en longues bandes, subdivisées elles-mêmes transversalement en parcelles, ayant chacune une contenance d'environ un acre³. Cette division du sol en longues et étroites bandes est habituelle dans tous les pays où règne la coutume de l'allotement, et souvent elle lui survit, après l'établissement de la propriété individuelle et héréditaire.

La résidence, la terre salique, l'*allod*, était la commune propriété de la famille. On n'en pouvait disposer par testament; on ne pouvait l'aliéner que du consentement de tous les membres mâles de la famille, car les fils étaient, comme il arrive dans l'Inde, copropriétaires de leur père⁴. Quand les Francs s'établirent sur les terres conquises, ils y distinguèrent deux genres de propriété : les alleux (*allod*, *terra salica*) et les acquêts. Les filles continuèrent à être exclues des alleux, mais on leur accorda une part dans les acquêts⁵.

Nécessairement je ne puis citer ici que les faits principaux, mais ils suffisent amplement à montrer la très grande analogie qui existait, dans l'Europe barbare, entre le régime de la propriété en pays celtique et en pays germanique. Partout subsistait encore la propriété communautaire des clans ou des familles; partout aussi elle tendait à évoluer vers la propriété individuelle. Mais rien n'est plus primordial que le mode d'appropriation, rien ne se modifie

1. Sumner Maine. *Village-Communities*, 78.

2. *Ibid.*, 79.

3. *Ibid.*, 98.

4. S. Maine. *Ancien Droit*, 188.

5. Hanoteau et Letourneux. *La Kabylie*, II, 287.

avec une plus grande lenteur; aussi malgré la conquête romaine, malgré même la longue et puissante influence de la législation latine, qui a survécu et a continué son œuvre d'assimilation après la chute de l'empire, l'ancien mode de posséder a laissé jusqu'à nos jours plus d'une trace dans l'Europe occidentale et on le retrouve encore debout dans une grande partie de la Russie contemporaine. Il m'est indispensable d'en donner maintenant une brève mais suffisante description, en signalant auparavant les survivances du même genre éparses dans divers autres pays d'Europe.

V. LA PROPRIÉTÉ COMMUNE DANS L'EUROPE MODERNE

L'ancienne *mark* germanique se maintient encore en Néerlande, dans la Drenthe, ancien domaine de chasse des empereurs d'Allemagne. On y observe toujours la rotation triennale, et le champ commun est divisé en trois parties : l'une où l'on sème le seigle d'hiver; l'autre où l'on cultive le seigle d'été; une troisième, qui jadis restait en jachère, mais où l'on récolte aujourd'hui du sarrazin. L'époque des semailles, des labours, des moissons est décidée en commun par les coïntéressés et après délibération¹.

Dans le pays de Bade et surtout dans la Suisse allemande, les communautés de village sont nombreuses encore et leur organisation rappelle fort celle de la *mark* germanique, décrite par Tacite et César. — Ces communautés agricoles se trouvent particulièrement dans les cantons de Saint-Gall, Glaris et Schwitz. Elles portent le nom significatif de *allmenden*. Toute la vallée de Schwitz a été, sous les Habsbourg, constituée ainsi en *allmenden* distincts, mais ayant leur assem-

1. E. de Laveleye. *La Propriété*, 315-316.

blée générale (*Landegemeinde*), qui surveillait l'exploitation des bois et pâturages communs. Aucun des copropriétaires ne pouvait vendre sa maison ou sa terre à un étranger. De leur côté, Uri et Unterwalden ont constitué des marches analogues¹. — Dans les cantons de Saint-Gall, Glaris et Schwitz, un certain nombre d'*allmenden*, de communautés de village, subsistent encore aujourd'hui. Dans le premier, le village de Buchs donne à chacun de ses usagers un demi-hectare de bonne terre, du bois de chauffage pour l'année, des pâturages alpestres pour un nombreux bétail et il retire encore de ses communaux de quoi payer le maître d'école, le pasteur et les autres dépenses d'utilité publique². Dans Glaris, les parts usagères varient de 30 à 40 ares. Chaque famille garde la sienne, pendant un nombre d'années variable, dix, vingt ans, parfois trente ans; puis on reforme les lots et on les tire au sort, à l'ancienne mode. Chaque famille usagère a sa maison et peut, moyennant une petite rétribution, envoyer son bétail paître dans les pâturages communs. Elle paie peu ou point d'impôts et les biens communaux suffisent à défrayer les dépenses d'utilité publique³. — Tout nouveau ménage des *allmenden* ayant droit à un lot, on tient en réserve quelques lots non attribués et loués en attendant que l'usufruit en soit adjugé⁴. — Mais pour être usager d'un *allmend*, il faut descendre d'une famille usagère de temps immémorial⁵.

Les usagers ont leurs assemblées périodiques. A Gross, dans le canton de Schwitz, tous les usagers, ayant au moins dix-huit ans accomplis, se réunissent, une fois l'an, en avril, pour régler les affaires courantes et entendre la reddition des

1. E. de Laveleye. *Loc. cit.*, 120.

2. *Ibid.*, 279.

3. *Ibid.*, 289-290.

4. *Ibid.*, 307.

5. *Ibid.*, 279.

comptes. Le président a toujours le droit de convoquer l'assemblée, qui, tous les deux ans, réélit ses fonctionnaires. Personne ne peut se refuser à remplir la fonction qui lui est attribuée. Sept membres élus forment un conseil permanent, qui règle l'exploitation des bois, prépare les allotements, représente la communauté en justice, fait exécuter les petits travaux (jusqu'à 60 francs), fixe les amendes ou dommages-intérêts encourus. Quand le conseil se réunit, ses membres non empêchés sont frappés d'une amende en cas d'absence¹. — Partout en dépit de l'appropriation collective, si calomniée par les fanatiques de l'individualisme, les *allmenden* sont admirablement cultivés².

Les survivances communautaires ne sont pas toujours aussi bien conservées que les *allmenden*, mais elles se rencontrent bien ailleurs. Walter Scott put voir encore des communautés de village aux îles Orkney et Orcades. Elles ont aussi existé en Scandinavie³. En Lombardie, on trouve encore des communautés composées de quatre à cinq ménages ayant une habitation commune et dirigée par un chef, le *reggitore*, et une femme, la ménagère, la *massaia*⁴. — En 1840, Dupin signala, dans le Nivernais, l'existence ou plutôt la survivance d'une communauté agricole, la communauté de Jault. Le fonds de cette communauté rurale se compose des biens anciennement possédés, des acquêts, des bestiaux et de la caisse commune. Seuls, les hommes sont membres effectifs de la communauté. Les femmes y sont nourries, en santé et en maladie; si elles se marient au dehors, elles reçoivent une dot de 1,350 francs au plus. Veuves, elles peuvent rentrer au bercail. Les femmes du dehors, épousées par des

1. E. de Laveleye. *Loc. cit.*, 308.

2. *Ibid.*, 31, 307.

3. S. Maine. *Village-Communities in the East and West*, 10.

4. De Laveleye. *Loc. cit.*, 245.

membres de la communauté, doivent pour devenir sociétaires payer une somme de 200 francs, que d'ailleurs elles peuvent réclamer en cas de veuvage, mais à la condition de sortir de la communauté¹.

Sur les côtes du Morbihan, les îlots d'Hédic et de Houat étaient, il y a peu d'années encore, cultivés en commun et administrés par le curé assisté d'un conseil de douze vieillards choisis parmi les plus considérés. Les ustensiles ou outils les plus nécessaires s'achetaient dans un magasin tenu par le curé et dont le profit allait à la fabrique. En retour et au besoin, surtout par les mauvais temps d'hiver, quand on ne pouvait aller à la pêche, la fabrique prêtait, sur parole et sans intérêt, de petites sommes à quiconque le demandait. Mais il était d'obligation stricte de rembourser l'emprunt sur la pêche la plus prochaine, quelle qu'elle fût, dût-on emprunter à nouveau, même immédiatement. Qui ne s'acquittait point perdait à jamais tout crédit. — Dans le Morbihan continental, j'ai déjà signalé, comme survivance communautaire, l'existence du domaine congéable. Sur le littoral du même département, les mœurs ont encore gardé plus d'une empreinte des anciens temps. Un homme veut-il bâtir une maison ? il prie simplement ses voisins de lui faire « un charroi », c'est-à-dire de lui charroyer en un jour tous les matériaux dont il aura besoin. Cette besogne sociale s'accomplit joyeusement et celui qui en a bénéficié, à charge de revanche, remercie en offrant aux voisins obligeants un repas commun. — La coutume de s'entr'aider pour récolter le blé ou le sarrasin était autrefois ordinaire en Bretagne et même en Normandie². — En rapportant simplement ces mœurs à des instincts de sociabilité, d'altruisme, on n'irait pas au fond des choses, on n'en atteindrait pas la cause. Les penchants

1. Hanoteau et Letourneux, II, 469.

2. De Cherville (*le Temps*, 14 oct. 1887).

innés résultent nécessairement de tel ou tel genre de vie longtemps continué et finissant par laisser des traces profondes dans la mentalité d'une race. La solidarité sociale engendre nécessairement l'altruisme; au contraire, l'individualisme à outrance, la lutte pour vivre de chacun contre tous et de tous contre chacun, ne saurait inspirer que des sentiments égoïstes. Les coutumes, si humaines, dont je viens de parler, sont simplement un dernier écho du régime communautaire dans l'ancien clan celtique. Mais j'ai, pour le moment, à continuer mon enquête et à décrire les autres modes d'appropriation collective subsistant encore en Europe. Or, c'est surtout chez les peuples de race slave, qu'ils se sont le mieux conservés.

VI. LA PROPRIÉTÉ RURALE CHEZ LES SLAVES

L'antiquité gréco-latine n'a guère connu les Slaves; cependant Horace parle des Gètes, Germains ou Slaves, riverains du Danube, qui faisaient, chaque année, un partage de leurs terres¹, et Strabon rapporte que, tous les huit ans, les Dalmates procédaient aussi à un allotement de leur territoire. Ces mœurs communautaires se sont maintenues jusqu'à nos jours. Néanmoins elles sont restées bien longtemps ignorées des sociologues et économistes de l'Europe occidentale, tellement fascinés par le droit romain qu'ils étaient incapables d'imaginer un autre mode de posséder que la propriété

1. « Ils vivent mieux, les Scythes, à la manière de leurs ancêtres, sur les chariots, qui leur servent de demeures errantes, et les Gètes grossiers, dont les champs sans bornage portent de libres moissons. Ils n'aiment pas à cultiver plus d'une année la même terre et, chez eux, le sort impartial désigne un successeur à celui qui a fini sa tâche. »

Horace, *Odes*, livre II, 24. (in *Avaros*).

quiritaire. Or, ces communautés de village, étudiées par H. S. Maine dans l'Indoustan et qui semblent avoir existé dans toute l'Europe ancienne, sont très vivantes aujourd'hui encore chez les Slaves contemporains et se partagent toute la Grande Russie. Au delà du Dniéper, 30 millions de paysans russes, au moins, vivent ainsi en communautés rurales. C'est le régime du *mir* ou de la communauté de village. Chacun de ces villages slaves est une unité collective occupant un territoire déterminé et tous dérivent de ce régime du clan, de la *gens*, que l'on retrouve à peu près partout à l'origine des sociétés. Les premiers clans étaient exactement consanguins. Les frères, oncles, neveux, etc., cultivaient ou exploitaient le domaine commun sous la direction d'un chef élu, mais de même sang¹. Avec le temps, le *mir*, tout en restant en grande partie consanguin, est devenu surtout une association coopérative, calquant en cela la *desa* javanaise.

Dans les vastes steppes de la Russie, où longtemps le genre de vie a été surtout pastoral, on a çà et là et contrairement à ce qui arrive ailleurs, alloti les pâturages de préférence aux champs. Chez les Cosaques de l'Oural, au milieu de ce siècle encore, la fauchaison se faisait en commun. A un signal donné par les officiers de chaque *stanitza*, tous les hommes, possédant le titre de cosaques, se mettaient à l'œuvre. Une prime était offerte aux plus robustes, car chacun commençait, durant la première journée, par tracer avec sa faux les limites de son lot. Toute la surface, qu'il avait réussi à circonscrire de cette manière, lui appartenait et il y fauchait ensuite tranquillement avec l'aide de sa famille². — Dans le *volost* (réunion de villages) de Chouïa (gouvernement de Vologda), tous les champs cultivés sont possédés collectivement et soumis à des redistributions; seules, les

1. Meyer et Ardant. *Question agraire*, 201.

2. Leroy-Beaulieu. *L'Empire des Tzars*, I, 497.

prairies constituent des propriétés individuelles et héréditaires¹. — Mais ce sont là des exceptions et, en général, les champs et les prairies du *mir* sont périodiquement allotis. Il n'en a pas toujours été ainsi. Anciennement la terre arable était cultivée en commun, puis la récolte se répartissait entre les familles proportionnellement au nombre de travailleurs que chacune d'elles avait fournis². A ce régime tout à fait communautaire succéda celui des allotements périodiques, d'abord annuels, puis triennaux. Mais la période s'allongea peu à peu. Elle est maintenant tantôt de six ans, tantôt de douze ans, parfois de quinze ans, le plus habituellement de neuf ans. Cette graduelle augmentation de l'usufruit stable correspond évidemment à une tendance vers l'appropriation familiale ou individuelle³. Pour les prairies, ou allotit encore annuellement et parfois même deux fois par an. Dans certaines communes, on fane en commun, puis on partage le foin coupé⁴. La tendance générale est de reculer la redistribution. Dans certains districts, on en est arrivé à des intervalles de vingt ans, même de trente ans. Chez les Grands-Russes du gouvernement de Voronège, les terres ne sont soumises à un nouvel allotement que lors des *revisions*, du dénombrement des âmes assujetties à la capitation⁵.

Ordinairement le domaine de la commune est divisé en trois zones concentriques, correspondant à l'assolement triennal. Du centre des zones partent autant de rayons qu'il y a de copartageants, mais les lots sont adjugés au sort et, comme chaque âme a droit à une part dans les trois champs,

1. Tikhomirov. *Évolution de la commune agraire en Russie. Journal des économistes*, 1887.

2. De Laveleye. *Loc. cit.*, 12.

3. *Ibid.*, 14.

4. Leroy-Beaulieu. *Loc. cit.*, I, 504.

5. *Ibid.*, 505-507.

ces parts sont souvent très éloignées les unes des autres¹. Le lot de chaque *âme*, c'est-à-dire de chaque paysan mâle, est d'une étendue fort variable suivant les régions. Il est en moyenne de 15 à 20 hectares, mais de 10 seulement dans les districts les plus peuplés², tandis que, dans les plaines glacées du gouvernement d'Olonetz où la population est clairsemée, chacun cultive en proportion du nombre de bras dont il dispose, en se bornant à indiquer par une marque faite sur les arbres les limites du terrain qu'il a choisi³. C'est ainsi sans doute que procédaient jadis les anciens et rares occupants du sol russe. Pour les mêmes raisons, en Sibérie, les prairies sont seules alloties; le terrain disponible est si vaste, que chacun peut en cultiver autant que ses forces le lui permettent⁴. — Dans les communes où se font des allottements réguliers, les bandes rayonnantes, qui divisent les zones, sont longues de 200 à 300 mètres et larges seulement de 5 à 10. Cette division du sol en étroites bandes est, comme on l'a vu, habituelle dans tous les pays où règne la coutume de l'allotement; c'est qu'elle facilite beaucoup les redistributions⁵.

Sur les terres de la couronne, le partage se fait rigoureusement d'après le nombre des *âmes* et chaque père de famille a droit à autant de parts qu'il a de fils. Sur les terres des seigneurs, on partage entre les *tyaglo*. Le *tyaglo*, c'est l'unité collective du travail. Il est formé, soit d'un groupe de deux ou trois travailleurs, soit le plus souvent d'un couple marié, qui parfois doit posséder un cheval⁶. Comme chaque lot supporte une part égale de l'impôt, on s'efforce de faire des

1. Leroy-Beaulieu. *Loc. cit.*, 511.

2. *Ibid.*, I, 546.

3. *Ibid.*, I, 498.

4. *Ibid.*, I, 498.

5. E. de Laveleye. *Loc. cit.*, 18.

6. *Ibid.*, 19. — M. Wallace. *La Russie*, I, 151.

lots équivalents en superficie et en valeur¹. — De toute cette organisation résulte que les habitations des membres d'un *mir* doivent être situées au centre de la propriété commune. Ce terrain privilégié, sur lequel est bâti le village, échappe au hasard des allotements. Chaque famille y possède une maison et un jardin, qui sont propriété héréditaire, toujours comme à Java²; mais ce n'est pas entre les deux pays la seule analogie.

Le *mir* forme une unité coopérative, une association solidaire, dont chaque membre doit supporter sa quote-part des charges communes. Les sociétaires ne sauraient donc avoir la liberté de rompre les liens qui les rattachent à la communauté. Le paysan qui va travailler dans les villes n'en reste pas moins détenteur d'un lot de terre et soumis à l'obligation de participer aux charges communes³. Les affaires du *mir* sont réglées par l'assemblée des chefs de famille présidée par un maire, le *starosta*. Ce dernier exerce la police, juge les contraventions, prononce des amendes, jusqu'à concurrence d'un rouble⁴. C'est cette assemblée de communiens qui fixe les époques des semailles, des moissons, de la fenaison⁵, qui parfois impose certaines cultures. Autrefois les mauvaises têtes de la commune pouvaient être de préférence envoyées à l'armée par simple décision de la commune et du *starosta*⁶. L'assemblée du *mir* décide en outre l'admission des nouveaux membres, accorde ou refuse la permission de changer de domicile, de s'absenter, de construire sur les terres communales. Elle signe les contrats, intervient dans les affaires domestiques. Les femmes veuves ou dont les maris sont

1. Leroy-Beaulieu. *Loc. cit.*, 509.

2. M. Wallacc. *La Russie*, I, 189.

3. *Ibid.*, I, 198.

4. Laveleye. *Loc. cit.*, 11.

5. *Ibid.*, 20.

6. *Ibid.*, 25.

absents peuvent prendre part aux délibérations : elles sont chefs de la maison ¹.

Au total, la commune exerce sur ses membres un pouvoir paternel mais inquisitorial. Elle est, en retour, responsable de l'impôt qu'elle répartit entre ses membres. Les individus les plus robustes ou les plus aisés, reçoivent plus de terres et payent une plus forte part des taxes. Certaines familles sans âmes sont exemptées de l'impôt². Les décisions du *mir* sont sans appel³. — Les paysans russes ont une haute idée de la puissance du *mir*, comme l'attestent divers de leurs proverbes : « Dieu seul est le juge du *mir*. » — « Tout ce qu'a décidé le *mir* doit être fait. » — « Le soupir du *mir* fait éclater le roc. » — « Le *mir* est le rempart du pays⁴. » — Il faut dire qu'anciennement le pouvoir exercé sur ses membres par le *mir* était beaucoup plus étendu encore, puisque sous Yvan le Terrible, il allait jusqu'au droit d'infliger la peine capitale (Tikhomirov, *loc. cit.*).

La commune rurale, le *mir*, est composée de familles patriarcales, rappelant assez bien ce qu'a dû être l'ancienne famille romaine. Dans les familles slaves d'autrefois existait encore le régime de la *patria potestas* déjà affaiblie chez les Francs et contre laquelle ont protesté nos vieux jurisconsultes français en disant : « Puyssance de père en France n'a lieu⁵. » En Russie, jusqu'à la libération des serfs, la dernière unité sociale était la famille, ayant une habitation commune, des biens indivis et despotiquement gouvernée par le père. Tant qu'un fils n'était pas devenu lui-même chef de maison, il restait soumis à son père, même après son mariage. Le gouvernement familial des barbons était docilement accepté :

1. M. Wallace. *La Russie*, I, 170, 180-181.

2. Leroy-Beaulieu. *Loc. cit.*, I, 519.

3. M. Wallace. *La Russie*, I, 173. — Leroy-Beaulieu. *Loc. cit.*, I, 516.

4. De Laveleye. *Propriété*, 12,

5. H. Maine. *Ancien Droit*, 136.

« Où sont les cheveux blancs, là est la raison, là est le droit. » (Dicton de paysan ¹.) Souvent plusieurs fils mariés vivaient dans la même maison ou plutôt la même cour (*dvor*), travaillant en commun sous l'autorité du père ou de l'aïeul ². L'hiver, l'entassement des ménages couchés côte à côte sur le poêle de l'izba produisait et produit encore quelques désordres faciles à deviner. En outre, les enfants étaient souvent mariés en bas âge, de sorte que le père, le *vieux*, qui souvent malgré son titre était à peine quadragénaire, ne respectait pas toujours suffisamment ses belles-filles : « Feu mon père, disait un cocher de Moscou (*isvochtchik*) était un homme sage et honnête, seulement il aimait trop ses belles-filles ³. » A la mort du père, son pouvoir passait ou plutôt passe à l'aîné de la maison, au fils aîné, au frère ⁴; parfois cependant la famille élit un autre « ancien » ou désigne pour le remplacer un conseil de parents ⁵; parfois encore la veuve succède à son mari. S'il ne reste que des mineurs, un parent vient s'établir avec eux et il est alors copropriétaire ⁶.

Dans le *mir*, la propriété indivise de la famille se compose de la maison, du bétail, des instruments aratoires, du grain, de l'argent provenant de la vente des produits, etc. Si l'un des fils quitte la maison, il y doit rapporter ou envoyer ses gains ⁷ et, dans ce cas, le père a le droit de laisser partir l'émigrant « avec la croix seule » ou de lui payer une certaine soulte ⁸. L'ancien droit slave interdisait absolument l'aliénation du bien familial ⁹ et les partages n'ont guère lieu aujour-

1. Leroy-Beaulieu. *Loc. cit.*, 474.

2. *Ibid.*, 478.

3. *Ibid.*, 488.

4. Laveleye. *Propriété*, 23.

5. S. Maine. *Institutions primitives*, 146.

6. Laveleye. *Propriété*, 23. — Leroy-Beaulieu. *Loc. cit.*, 478.

7. M. Wallace. *La Russie*, I, 124.

8. Leroy-Beaulieu. *Loc. cit.*, 482.

9. S. Maine. *Ancien Droit*, 265.

d'hui encore que dans les maisons sans chef naturel et habitées par plusieurs ménages collatéraux. Alors les biens, meubles et immeubles, sont divisés en lots égaux que l'on tire au sort. L'épouse n'hérite qu'à titre de représentante de ses enfants non mariés. Elle n'est pas copropriétaire, mais en revanche, elle peut, ce qui est interdit aux hommes, se constituer un petit bien propre, « une corbeille » (*korobiia*), qui revient aux femmes de la famille, en l'absence d'enfants¹. Les seuls ayants droit sont les hommes mariés, frères, fils et petit-fils, mais le degré de parenté n'est point pris en considération. Dans bien des villages, une famille ne peut partager entre ses membres les champs qui lui ont été allotis sans l'autorisation de la communauté, quoique cela soit sans importance pour les partages généraux. On constate aujourd'hui que les partages deviennent plus fréquents, que les ménages répugnent davantage à vivre ensemble, et, comme en Kabylie, ce sont les femmes qui sont les principaux agents de la désagrégation². En somme, dans la famille slave d'ancien type, il n'y a ni partage après décès, ni testament, ni legs³.

En dehors de la Russie, la communauté de village ou de famille subsiste encore chez diverses populations de race slave, pure ou mélangée. La *zadruga* serbe, gouvernée par un ancien électif, est proche parente du *mir*. En Serbie, en Croatie, en Slavonie, dans les Confins militaires, on retrouve aussi la communauté de village. Parfois même, l'association est d'un type plus archaïque encore; le sol est cultivé en commun et la moisson est partagée entre les familles. En Serbie, l'individu peut se créer un petit pécule, posséder individuellement quelques moutons, etc., mais le droit de propriété privée ne s'applique pas à la terre. Enfin, pour que l'un des

1. Leroy-Beaulieu. *Loc. cit.*, I, 481-482.

2. *Ibid.*, I, 485.

3. *Ibid.*, I, 483-484.

membres de la famille puisse disposer du fonds, il faut que tous les autres copropriétaires soient morts ¹.

L'abolition du servage en Russie, l'abandon de la terre aux familles des paysans, moyennant de lourdes obligations fiscales, ont forcément troublé les anciennes conditions de la propriété et poussé à l'appropriation individuelle. La lutte est donc engagée aujourd'hui entre l'individualisme et le collectivisme agraires. Il y a des « mangeurs de mir », qui, recourant à la ruse, à l'appât de la boisson, etc., accaparent les lots. Pour éviter la solidarité fiscale, nombre de paysans aisés s'efforcent de sortir de la communauté ². Ailleurs, au contraire, le *mir* l'emporte et rachète de la terre aux anciens seigneurs. C'est ainsi que, dans le gouvernement de Kursk, les paysans des communes ont en un an acquis deux millions de roubles de terre ³. Néanmoins, un prolétariat agricole commence à se former dans la Russie du *mir*. Beaucoup de paysans ont renoncé à leurs lots pour faire du commerce. A d'autres, la commune a repris leurs lots parce qu'ils étaient mineurs; ou bien elle a retardé les répartitions ⁴. Parfois même le domaine commun a été définitivement partagé, ce que peut faire l'assemblée générale du *mir*, pourvu que la mesure soit approuvée par les deux tiers des voix ⁵. Le *mir* communautaire est alors remplacé par la *commune par lots*, et ces lots sont aliénables et héréditaires. D'autres communes par lots ont une autre origine; elles résultent de concessions faites jadis à des soldats colonisés. — Un fait bien intéressant à relever, c'est que beaucoup de ces communes par lots, ayant, par expérience, reconnu les inconvénients de

1. De Laveleye. *Propriété*, 206, 210, 213.

2. Leroy-Beaulieu. *Loc. cit.*, 524-526,

3. *Ibid.*, I, 556.

4. *Ibid.*, I, 528.

5. De Laveleye. *Propriété*, 22.

l'héritage et du morcellement indéfini, sont revenues spontanément à l'ancien régime du *mir*¹.

Au total, la communauté de village semble bien avoir été, depuis de longs siècles, le régime favori des populations slaves. Ces communautés, qui d'abord étaient de microscopiques républiques, peu propres à résister à la conquête, même quand elles étaient groupées en *volost*, ont fini par être assujetties par les tzars, qui, de par leur bon plaisir, instituèrent le servage, ainsi que le constate un ukase publié en 1597, l'avant-dernière année du règne de Féodor I^{er} et dicté par Boris Godonov. Plus tard, on alla même jusqu'à autoriser les seigneurs à vendre les paysans sans la terre, c'est-à-dire à rétablir l'esclavage dans toute son inhumaine dureté. Le second tzar de la maison Romanov fut l'initiateur de cette dernière réforme régressive, en 1675; ses successeurs continuèrent son œuvre et, en 1783, Catherine, que l'on appelle la Grande, réduisit en servage même les libres cosaques. En 1796, son fils Paul introduisit le servage en Crimée et au Caucase. Mais, il faut bien le dire, les anciennes communautés slaves avaient eu, elles aussi, leurs esclaves, semblables en cela aux tribus et clans de la Gaule et de la Germanie². Or, ce n'est jamais sans danger pour sa propre liberté qu'on attente à celle des autres. Presque en tout pays, les clans primitifs ont pratiqué l'esclavage, et presque partout aussi ils ont fini par être asservis.

VII. LA COMMUNAUTÉ DE VILLAGE EN EUROPE

J'ai terminé mon enquête sur la propriété dans l'Europe barbare en m'occupant du *mir* russe; mais si j'avais observé,

1. Tikhomirov. *Loc. cit.*

2. Meyer et Ardant. *Question agraire*, 201-215-216.

au lieu de l'ordre chronologique, l'ordre de l'évolution sociologique, j'aurais dû commencer par lui. Le *mir*, la communauté de village chez les Slaves, est en effet une forme archaïque de l'appropriation du sol adoptée dans les âges protohistoriques et probablement avant toute histoire par la généralité des populations barbares en Europe. On est fondé à croire qu'à une époque fort lointaine, antérieure à la fondation des républiques grecques et de la république romaine, toutes les populations agricoles de notre continent ont vécu sous le régime de la communauté de village, et elles l'ont conservé d'autant plus longtemps qu'elles ont été plus à l'abri de la conquête ou de l'influence gréco-romaine. Dans l'Europe orientale, le *mir* a duré jusqu'à nos jours. Peu importe, comme a essayé de le démontrer récemment un écrivain russe¹, que, dans certaines parties de la Russie, il se soit reconstitué assez récemment par l'agrégation des familles communautaires. Ça et là, le groupement a pu succéder à des morcellements antérieurs; mais la réfection du *mir* aurait sûrement été impossible, si cette forme sociale n'avait été très vivante encore au moins dans les souvenirs et dans les aspirations.

Dans l'Europe occidentale, les communautés agraires ont été lentement détruites par une série d'usurpations, d'empiétements des forts contre les faibles, des grands contre les petits, par le développement de la propriété individuelle, de la grande propriété, détruisant l'antique solidarité et finissant par asservir la plupart des familles jadis libres. Tel était, en général, l'état de l'Europe occidentale alors que s'écroula l'empire romain, et cela rendit aisé l'établissement du régime féodal de la propriété, dont il me reste à parler.

1. Tikhomirov. *Loc. cit.*

CHAPITRE XVII

LA PROPRIÉTÉ EN RÉGIME FÉODAL

- I. *Du servage.* — Le régime féodal est commun dans le monde. — Ses causes. — Le servage féodal. — Les catégories de serfs. — La terre serve asservit. — Principe du servage féodal. — Il est la base de la féodalité. — Ridicules ou odieuses obligations féodales.
- II. *La propriété féodale.* — Impôts collectifs dans la Gaule romaine. — Le fisc romain. — L'allod, terre salique, et les *acquêts* et *conquêts*. — Le système bénéficiaire. — Le bénéfice viager. — Il devient héréditaire. — L'homme sans aveu. — Rétrocession des bénéfices. — La *recommandation*. — Structure générale de la société féodale. — Graduelle mobilisation de la propriété foncière. — Persistance des biens communaux. — Sort misérable des serfs.
- III. *Les communes et les métiers.* — Ce qui pousse à l'association. — Les communes. — Les biens de main-morte ecclésiastiques. — Les corporations de métiers. — Leur organisation. — La tyrannie des corporations ouvrières à Florence. — Asservissement des nobles. — Les diverses organisations communautaires au moyen âge.
- IV. *La transmission de la propriété. Le commerce, etc.* — Le domaine éminent au moyen âge. — Les droits de confiscation et d'épaves. — Le suzerain hérite du fief. — Le droit d'ainesse. — Le droit du juveigneur. — « Le vol du chapon ». — L'aliénation des terres interdite en Pologne. — Situation de la femme au moyen âge. — Les biens mobiliers. — Le droit de rançon et son influence. — Le commerce et l'industrie. — Développement de l'industrie. — Comment voyageaient les marchandises. — Les banquiers juifs et caorsins. — Solidarité sauvage. — Développement de l'amour de l'argent. — Graduelle abolition du servage. — La petite propriété. — La Révolution française et le droit de propriété.

I. — DU SERVAGE

Plus d'une fois déjà, durant le voyage que nous avons

entrepris à travers les races humaines pour nous renseigner sur la manière dont elles entendent ou ont entendu la propriété, nous avons rencontré des pays organisés selon le régime féodal, qui n'est nullement particulier à notre Europe. A Taïti, à Madagascar, en Abyssinie, en Malaisie, au Japon, dans la Chine ancienne, dans l'Inde primitive, etc., la féodalité existe ou a existé. Ce n'est pas une phase nécessaire, mais c'est une phase commune de l'évolution sociale. Elle se montre surtout parmi les populations déjà organisées en tribus monarchiques et aristocratiques, alors qu'un chef réunit sous sa domination plusieurs des petits groupes ethniques, qui avoisinent le sien, ou mieux encore, quand un conquérant subjugué le pays et trouve avantageux de transiger avec les roitelets ou chefs de tribu, de s'entendre avec eux au mieux de ses intérêts. Il s'établit alors toute une gradation servile, d'autant plus pesante pour l'individu que la classe à laquelle il appartient est plus inférieure. La dernière assise sociale, celle sur laquelle reposent toutes les autres, c'est la catégorie des esclaves ou plus souvent des serfs.

Les sociétés féodales, sérieusement organisées, ne sont plus à l'état sauvage. Presque toujours elles sont agricoles. Le travail des champs est la grande ressource à laquelle elles s'alimentent, et ce travail, elles l'imposent aux petits, aux faibles, aux classes serviles. De plus, comme la propriété foncière est bien organisée, transmissible par héritage, souvent aliénable et divisible, on a trouvé avantageux d'enchaîner l'ouvrier agricole au sol qu'il cultive, d'identifier le laboureur et le champ. — C'est surtout en Europe qu'il nous est facile d'étudier en détail cet état social. Dans un précédent chapitre, nous avons vu comment le colonat romain s'est peu à peu transformé en servage. Le colon du Bas-Empire est un fermier inamovible; il ne doit pas quitter

son champ; mais le maître n'a pas le droit de l'en chasser et peut seulement en exiger une redevance périodique, fixée une fois pour toutes. En fait, ce colonat est déjà le servage, mais un servage juridique, couvrant encore le serf de quelques garanties. Au iv^e siècle, Valentinien et Gratien défendirent par une loi de vendre les esclaves ruraux sans le fonds auquel ils étaient attachés¹, et, dès lors, il n'y eut plus grande différence entre le colon, le serf et l'esclave.

Avec la conquête barbare le sort des serfs s'aggrava beaucoup. Les conquérants germaniques en prenaient naturellement à l'aise avec la législation romaine, partout où elle contrariait leurs mœurs et coutumes. Aussi, même au xi^e siècle, on voit les serfs donnés ou transférés sans la terre². — Les Germains étaient peu portés à faire entre leurs esclaves des distinctions subtiles. Ils avaient, de longue date, l'habitude d'obliger leurs captifs guerriers à labourer leurs terres, et les empereurs romains leur avaient fait subir à eux-mêmes un traitement semblable. Ainsi l'empereur Maximin, ayant vaincu les Francs, leur donna à labourer les campagnes désertes du pays des Nerviens et des Trévires³.

Durant la période la plus cruelle du moyen âge, pendant les ix^e, x^e et xi^e siècles, la plupart des individus, de condition modeste mais libres encore, les petits propriétaires (*Boni homines, arimani*), les hommes libres sans propriété, les ouvriers, etc., déchurent en servitude; car, dans cette société violente et troublée, dépendre d'un plus puissant que soi était presque une condition d'existence. Il s'établit alors deux grandes catégories de serfs : les *serfs de corps*, véritables esclaves, ne pouvant s'affranchir, même en abandonnant à leur seigneur tout ce qu'ils possédaient, et les

1. Viollet. *Histoire du droit français*, 266.

2. *Ibid.*

3. Cibrario. *Économie politique du moyen âge*, I, 33.

serfs d'héritage, mainmortables ou mortuables, tenant des terres de leurs seigneurs et pouvant se libérer en abandonnant leurs biens¹. Les premiers étaient les serfs de la glèbe ; les autres étaient des esclaves domestiques, les analogues de ceux que les Germains traînaient à leur suite dans les expéditions lointaines². Beaumanoir distingue très nettement ces deux catégories serviles : « Cette manière de gens (les serfs), dit-il, ne sont pas tous d'une condition, mais sont de plusieurs conditions de servitudes. Car les uns des serfs sont si sujets à leur seigneur que leur seigneur peut prendre tout ce qu'ils ont à leur mort ou durant leur vie et leurs corps tenir en prison, toutes les fois qu'il lui plaît, soit à tort, soit à droit, et n'en est tenu à répondre qu'à Dieu. Et les autres sont traités plus débonnairement, car, tant comme ils vivent, le seigneur ne leur peut rien demander, s'ils ne se rendent coupables, sauf leurs cens et leurs rentes et leurs redevances, qu'ils ont accoutumé à payer pour leurs servitudes. Et, quand ils meurent ou quand ils épousent des femmes libres, tout ce qu'ils ont échoit à leurs seigneurs, meubles et immeubles et les enfants du serf n'y ont rien, s'ils ne font au seigneur rachat de la succession³. »

En effet les *taillables* ou serfs de la glèbe ne possédaient rien en propre. Ils ne pouvaient se marier qu'avec le consentement du seigneur et qu'avec des *taillables* sujets du même maître⁴. — Au XVIII^e siècle encore, suivant la coutume de Troyes, les serfs sont *taillables*, c'est-à-dire imposables à volonté. Ailleurs, dans le Bourbonnais, à Clermont, ils sont *taillables à volonté raisonnable*. Le sort des serfs variait, en

1. Viollet. *Loc. cit.*, 271.

2. Cibrario. *Économie politique du moyen âge*, I, 35.

3. Beaumanoir, ch. XLV (édit. Beugnot, t. II, p. 233).

4. Cibrario. *Loc. cit.*, 148.

effet, suivant les provinces et, d'une manière générale, tendit toujours à s'améliorer. Après convention amiable avec leurs seigneurs, certains serfs passèrent de la condition de *taillables à merci* à celle de *taillables abonnés*, ne payant plus qu'une taille fixe, et recouvrant ainsi l'ancienne situation des colons romains.

En Bourgogne, les serfs pouvaient posséder et transmettre leurs biens à leurs enfants à la condition que ceux-ci vécussent en communauté avec leurs parents et n'eussent pas quitté la maison paternelle. — La fille serve perdait ses droits successoraux, si, la première nuit de ses noces, elle ne couchait pas sous le toit paternel. — Le serf ne pouvait ni aliéner, ni hypothéquer l'héritage main-mortable sans le consentement du seigneur. La règle primitive était que les serfs mainmortables, pour se succéder les uns aux autres, dussent demeurer ensemble, former une de ces communautés serviles, qui ont joué un grand rôle durant le moyen âge¹. — En principe, l'identification de l'homme avec la propriété foncière était telle que quiconque résidait sur les terres d'un seigneur, sans en obtenir une petite terre à cens, devenait, après un délai, ordinairement d'une année, l'homme-lige du seigneur. La terre serve asservissait². — Avec quelques variantes, ce régime servile s'établit par toute l'Europe, en y comprenant la Pologne, et en en exceptant la Russie.

En résumé, le servage féodal repose sur ce fait qu'un bien est concédé en jouissance usufruitière moyennant redevance. On a beaucoup raisonné et même déraisonné sur les beautés du régime féodal. Or, ce régime s'appuie, du haut en bas, sur le principe même du servage, savoir la concession d'un bien, d'un avantage, en échange soit d'un

1. Viollet. *Loc. cit.*, 268-269.

2. Cibrario. *Loc. cit.*, 36.

cens à acquitter soit d'un service personnel à rendre. Aux étages supérieurs de la hiérarchie, le vassal devait surtout le service militaire; mais on lui imposait souvent de vraies fonctions de valet, par exemple de servir d'écuyer au seigneur, de découper les viandes devant lui, de porter les plats à table, même de préparer les sauces à la cuisine (*administrare saporem in coquinâ*).

C'était donc une organisation universellement basée sur une servitude plus ou moins avilissante. Tant d'obligations ridicules, humiliantes, honteuses, imposées aux petits, montrent assez quelle était l'idée mère du régime. Je rappelle en passant *le droit de marquette*, de *cuissage*, converti par la suite en un paiement en argent. Entre les mille autres obligations vexatoires, on n'a, pour citer, que l'embarras du choix. Tantôt les vilains devaient contrefaire l'ivrogne, tantôt baiser dévotieusement la serrure du manoir, ou conduire au château un serin sur une voiture à quatre chevaux. Le jour de la Trinité, le seigneur de Pacé faisait venir à son château toutes les femmes sages de Saumur et celles qui refusaient d'y danser étaient *piquées aux fesses d'un aiguillon marqué aux armes du seigneur*. Dans quelques fiefs, on exigeait des sauts ridicules, des bruits indécents de la bouche ou même d'ailleurs¹; à seule fin évidemment de bien établir que le vassal devait subir le bon plaisir du maître, quel qu'il fût.

Il nous reste maintenant à voir quels étaient les différents genres de propriété admis dans cette société hiérarchiquement asservie.

II. — LA PROPRIÉTÉ FÉODALE

Les Romains, et c'est la principale raison de la facilité

1. Cibrario. *Loc. cit.*, 38-39.

avec laquelle ils gardaient leurs conquêtes, avaient coutume de laisser souvent aux vaincus leurs lois et leurs magistrats. Quoique soumis, le pays subjugué était dit libre, quand il conservait ses lois; il était asservi, seulement alors qu'il devait obéir à des magistrats romains. Or, nous l'avons vu, en Germanie et en Gaule, ce qui dominait, c'était le régime de la propriété commune. Dans la Gaule, Rome ne préleva d'abord que des impôts collectifs, payés par les tribus ou clans, qui avaient la liberté de les répartir ensuite entre leurs membres, exactement comme cela se fait aujourd'hui encore dans l'Inde et ailleurs. Mais, après l'établissement en Gaule de la propriété individuelle, chaque propriétaire eut directement affaire au fisc, dont les exigences devinrent impitoyables. Le sol était divisé en vastes domaines, répondant souvent aux propriétés des anciens clans, mais portant alors le nom de leurs propriétaires individuels. Ces derniers étaient responsables des impôts dus par leurs colons, et Lactance nous dit que le fisc allait parfois jusqu'à torturer les esclaves pour en obtenir des renseignements sur la fortune de leurs maîtres, qui combinaient déjà la grande culture avec diverses exploitations industrielles : filature, teinture, tissage¹.

C'est dans cette société que firent irruption les bandes germaniques, et du conflit entre la propriété individuelle des Romains, la propriété plus ou moins commune des barbares, enfin de la nécessité pour les conquérants de transiger pour s'établir dans le pays, résultèrent la propriété et l'organisation féodales. — Les Francs distinguaient chez eux deux genres de propriété foncière : l'*allod*, *terra salica*, *terra aviatia*, propriété héréditaire, et le domaine allotissable du clan. En pays conquis, ils conservèrent d'abord cette distinction entre les *alleux* et les terres conquises, les

1. Rambaud. *Civilisation française*, I, 48-49-53.

acquêts ou *conquêts*. Les alleux se transmirent de mâle en mâle jusqu'à la cinquième génération, à l'exclusion des femmes, après quoi l'héritage « tombait en quenouille »; mais on fit aux filles une part dans les acquêts, genre de propriété réputé moins digne, moins respectable que les alleux, lesquels ne pouvaient ni s'aliéner ni se léguer. — Mais, quand les acquêts étaient considérables, il devenait impossible de les garder pour soi seul, même en les attribuant aux femmes; on en arriva donc tout naturellement à les concéder à titre de bénéfices.

Dans le système bénéficiaire, le détenteur du domaine éminent accorde à un homme la jouissance usufruitière d'un domaine, mais non pas à titre gratuit. Le bénéficiaire devient, par le fait même de son bénéfice, le vassal du donateur, du suzerain; il s'engage à le suivre à la guerre et ordinairement à lui payer diverses redevances. En résumé, le pacte féodal entre suzerain et vassal ressemble fort aux conventions anciennes, par lesquelles les clans accordaient des lots privilégiés à tels ou tels de leurs membres, qui s'engageaient en retour à s'acquitter de certaines fonctions, à exercer certains métiers jugés nécessaires. Ces concessions, faites par les clans, étaient viagères et viagers aussi furent tout d'abord les bénéfices. Aujourd'hui encore, dans la féodale Abyssinie, nous voyons les bénéfices être repris à la mort du vassal par le suzerain, qui les concède à nouveau et à qui bon lui semble. Mais en Europe il arriva ce qui déjà s'était produit dans les clans, savoir que les détenteurs usufruitiers accaparèrent peu à peu leurs bénéfices et les transmirent héréditairement à leurs descendants. Il va sans dire que toutes ces concessions, reprises et transmissions de domaines bénéficiaires se faisaient au-dessus de la tête du pauvre serf, attaché à la glèbe et en suivant la destinée, tenu qu'il était bien plus pour une chose que pour une personne.

Durant les quelques siècles de trouble profond qui suivirent dans l'Occident la chute de l'empire romain, l'isolement, pour les individus, équivalait à la mort; l'individu resté indépendant, c'était l'*homme sans aveu*, toujours méprisé, souvent pourchassé. Les petits propriétaires fonciers se hâtèrent donc d'abandonner leurs domaines soit aux puissants, soit aux églises, et de devenir des tenanciers astreints à certains services et redevances¹. C'est exactement ce qui se passe encore, de nos jours, en Abyssinie, où l'existence n'est possible qu'à la condition d'avoir sa place marquée dans le casier féodal².

En Occident, le système fut complètement établi, quand Charlemagne reconnut aux grands de son empire le droit de se faire suivre et assister dans leurs guerres par leurs vassaux et celui de déposséder ces derniers de leurs bénéfices en cas de refus³. — Mais les rois n'étaient pas les seuls dispensateurs des bénéfices. Quiconque détenait une portion notable du sol pouvait en rétrocéder une partie à titre de bénéfice. Les ducs, comtes, marquis, évêques, abbés et même abbesses n'y manquèrent point. Les petits propriétaires se contentèrent parfois de la *recommandation*, par laquelle ils conservaient leur propriété en devenant vassaux et rendant l'hommage.

Vers l'an 1000, les bénéfices prirent le nom de *fiefs* (feod) et l'organisation féodale fut alors complète. — La masse servile ou à demi servile, les esclaves des Romains et des Germains, les *coloni* des premiers, les *lidi* des seconds, ou devinrent serviteurs des seigneurs ou reçurent des terres à des conditions humiliantes⁴ et furent dès lors serfs féo-

1. S. Maine. *Institutions primitives*, 193.

2. D'Abbadie. *Douze Ans dans la haute Éthiopie*.

3. S. Maine. *Institutions primitives*, 193.

4. S. Maine. *Ancien Droit*, 218.

daux. Le château seigneurial leur servait au besoin de refuge, mais ils devaient en entretenir les fortifications et, le cas échéant, les défendre¹. — Sous Charles le Chauve, une loi déclara héréditaire le bénéfice, qui dans le principe avait été viager et révocable²; mais les obligations attachées à la jouissance du domaine persistèrent, les liens de subordination ne changèrent pas. Quiconque, par exemple, avait hérité d'un domaine concédé avec obligation de service militaire restait astreint au même service³.

La structure de la société féodale est donc assez simple. Au sommet, le roi, en principe propriétaire de toutes les terres du royaume, comme le furent, en Angleterre, Guillaume le Conquérant et ses successeurs. Puis au-dessous du maître toute une échelle hiérarchique, dont les gradins sont de moins en moins élevés. Dans cette société, chacun est maître de quiconque est au-dessous de lui, serviteur de quiconque est au-dessus. La forme primitivement allodiale de la propriété s'est évanouie peu à peu pour devenir féodale. Mais la propriété foncière ne se vend pas. Seules, les marchandises, les meubles sont choses vénales. L'évolution de la propriété se fait à partir de ce moment dans le sens, où, un peu plus ou un peu moins, un peu plus tôt un peu plus tard, se sont engagées toutes les sociétés humaines, dans le sens de l'individualisme. On va s'efforcer de mobiliser la propriété foncière, de l'assimiler peu à peu aux objets mobiliers⁴. La transformation fut longue et difficile. Il est même des restrictions, établies au moyen âge contre la mobilisation du sol, qui subsistent encore. Ainsi, sous le règne de Frédéric II, le domaine de la couronne fut déclaré inaliénable et il l'est resté⁵. On assimila

1. Cibrario. *Économie politique du moyen âge*, I, 29.

2. *Ibid.*, 17.

3. *Ibid.*, 30.

4. S. Maine. *Ancien Droit*, 267.

5. Cibrario. *Loc. cit.*, I, 90.

ce domaine à un bien dotal, sur lequel le mari n'a pas le droit de propriété. — Enfin les villages conservèrent des biens communaux, en principe inaliénables et impartageables. Ces biens étaient surtout des pâturages et des forêts, sur lesquels les seigneurs empiétèrent fréquemment de par le droit du plus fort. Même les champs cultivés n'étaient pas à l'abri de ces spoliations. Guillaume le Bâtard, duc de Normandie, ruina vingt-six paroisses de sa province pour y faire une forêt de trente lieues. De même la forêt nantaise, allant de Nantes à Clisson, à Machecoul et à Rincé, fut établie sur les ruines de nombreux villages, afin que le duc de Retz pût se rendre en chassant d'un de ses châteaux à l'autre¹.

En effet, si les nobles, les descendants des *arimani* germains et des *boni homines* latins, avaient pu trouver dans la hiérarchie féodale une existence tolérable, il n'en était pas de même de la masse servile. Sans doute les seigneurs devaient une certaine protection à leurs serfs ou vilains, c'était un devoir et même un intérêt, puisqu'ils bénéficiaient de leur travail, mais la marge la plus grande était laissée aux caprices des maîtres. Dans les villages tailables à merci, le seigneur multipliait à son gré les charges, les tailles, les services réels ou personnels; souvent il obligeait les villages à lui servir de caution vis-à-vis de ses créanciers². Si un paysan défrichait une terre, jusqu'alors abandonnée, le seigneur lui imposait immédiatement un nouveau cens³. Je ne parle pas des mille vexations personnelles que pouvait inspirer aux puissants l'habitude du bon plaisir.

1. Hévin. *Questions féodales*, 211. — E. de Laveleye. *Propriété*, 326.

2. Cibrario. *Loc. cit.*, I, 149.

3. *Ibid.*, 37.

III. — LES COMMUNES ET LES MÉTIERS

L'état d'abandon absolu, dans lequel se trouvaient les petits vis-à-vis de la puissante hiérarchie féodale, qu'il leur fallait entretenir et subir, produisit son effet ordinaire. En effet les hommes ne s'abandonnent à leur goût inné pour l'individualisme que durant les époques et dans les contrées où l'autonomie individuelle est plus ou moins respectée et garantie. Dans les jours de péril et aux époques de tyrannie, l'homme se souvient toujours qu'il est un animal sociable et l'oppression pousse infailliblement au groupement des opprimés. Telle fut la cause déterminante des communes féodales, qui avaient du reste leurs modèles dans les associations de village, antérieures à la féodalité et même à la domination romaine. De bonne heure il y eut des essais de *guildes*, c'est-à-dire de confréries, dont les membres se juraient une mutuelle protection. On voit, dès le VIII^e siècle, se former des sociétés de ce genre¹.

A peine les habitants d'Oulx en Piémont furent-ils sortis, et même incomplètement, du servage, qu'ils s'unirent ainsi en une association qui serait devenue une commune, si elle avait pu durer. Mais ce fut surtout dans les agglomérations urbaines un peu importantes que le besoin d'union put se satisfaire. Avec ces groupes, les princes même durent compter et ils permirent d'abord aux plus puissants d'entre eux, puis aux moindres, de jurer la communauté (*communiam jurare*). Ces *cités* firent reconnaître leurs « bonnes coutumes », les purent rédiger par écrit, obtinrent, pour leurs habitants, le droit de franchise personnelle, celui de tester et celui de suc-

1. Cibrario. *Loc. cit.*, I, 55.

céder. Elles réussirent à convertir leurs charges, que le suzerain avait pu jusqu'alors modifier ou aggraver à son gré, en un petit nombre de taxes, fixées une fois pour toutes. Enfin elles eurent la liberté de s'armer pour la défense de leurs droits et biens¹. Très souvent ces villes à demi affranchies possédaient des biens communaux importants. On y gardait en indivis les eaux, les bois et les pâturages². — D'autres biens communaux, plus considérables encore, se formèrent à l'instigation et au profit du clergé catholique. Les legs aux abbayes, aux évêchés, devinrent habituels, presque obligatoires pour qui ne voulait pas mourir *déconfès*, et il en résulta de bonne heure la formation de vastes domaines de main morte, jamais partagés et grossissant toujours. Dès la fin du ix^e siècle, le tiers des terres de la Gaule appartenait au clergé³.

Enfin, à côté des communautés rurales ou cléricales, se constituèrent des communautés industrielles, des corporations de métier, comme il en existe encore en Chine, dans l'Inde et bien ailleurs. L'organisation de ces unions de métiers n'était pas en Europe plus libérale que celle de leurs similaires d'Asie. Dans leur sein s'étaient formées des classes de maîtres, de compagnons, d'apprentis. La maîtrise ne s'obtenait point sans peine et elle finit par être inabordable au plus grand nombre, d'où la formation d'un prolétariat ouvrier très comparable au nôtre. Les corporations étaient fermées, jalouses les unes des autres, soumises à de minutieux règlements. Les gens sans ouvrage étaient bannis de la ville. Le nombre des apprentis était fixé et, pour devenir apprenti, il fallait être bourgeois ou fils de bourgeois. La durée de la journée de travail était réglée par les heures des

1. Cibrario. *Loc. cit.*, I, 93.

2. *Ibid.*, 110.

3. E. de Lavoley. *Propriété*, 112.

offices, et le samedi, comme cela se fait encore en Angleterre, le travail cessait à midi. Les paiements en nature étaient interdits; le salaire devait être acquitté devant témoins et en « sèche monnoie ». A Saint-Omer, il était défendu aux maîtres de vendre des denrées à leurs ouvriers, abus dont, aujourd'hui encore, se plaignent souvent les ouvriers. Enfin on s'efforçait d'égaliser la situation des fabricants, d'empêcher la concurrence, de maintenir le niveau de la fabrication, de régler la production¹. Il s'en faut que tout soit mauvais dans cette organisation, qui, par certains côtés, répond à des réclamations que nous entendons formuler aujourd'hui; mais ce qui y manque le plus, c'est la liberté individuelle. L'ancienne corporation ouvrière s'inspire de l'esprit communautaire, mais elle l'entend d'une manière étroite, au profit de certains groupes, même de certaines fractions de groupe.

Il est si vrai que l'union fait la force que, malgré tous leurs défauts, les corporations ouvrières devinrent souvent des puissances, surtout dans les Flandres et en Italie. A Florence, les métiers en arrivèrent à dominer les nobles et même à les opprimer. Dans cette ville, la hiérarchie féodale finit par être intervertie de la plus curieuse façon. Pour conserver quelques droits civils, les plus nobles citoyens durent implorer la faveur d'être inscrits dans l'art des lainiers ou des cardeurs. On créa parfois « chevaliers du peuple » les individus qui s'étaient distingués dans le pillage et l'incendie des maisons des nobles². Les titres de « nobles », de « grands », devinrent des appellations méprisantes. On donnait même la noblesse à certains plébéiens de mauvaise réputation afin de les exclure des charges publiques. En effet, pendant un certain temps, le titre de

1. A. Giry. *Hist. de la Ville de Saint-Omer*, 346-350.

2. Cibrario. *Loc. cit.*, I, 98.

grand entraîna la perte de tout droit politique: c'était un châtiment. On devenait *grand*, lit-on dans les statuts de la république, *pro homicidio, pro furto, pro incestu*¹.

L'organisation communautaire tint donc une large place dans la féodalité, mais en revêtant diverses formes. Il y avait d'abord des communautés de paysans, survivances des communautés de village dont j'ai eu précédemment occasion de parler. Les seigneurs favorisaient même volontiers la formation de ces communautés rurales, qui leur offraient plus de garantie pour le paiement des redevances et l'exécution des corvées et fréquemment, avant d'accorder certaines concessions aux paysans, ils exigeaient qu'ils se missent en communauté². Puis venaient les communautés cléricales, si opulentes et influentes; enfin les corporations industrielles, les communautés de métiers.

IV. — TRANSMISSION DE LA PROPRIÉTÉ. — COMMERCE, ETC.

Pendant la période médiévale, le principe et les applications du droit de domaine éminent étaient directement contraires à l'établissement de la propriété quiritaire. Le souverain était réputé le propriétaire par excellence; les bénéfices qu'il avait concédés, il les pouvait reprendre, aussi la confiscation qui, sous Justinien, punissait seulement les crimes de lèse-majesté fut largement pratiquée durant la féodalité. On sait assez que la Convention française, elle-même, usa largement de ce droit régalien, qui figure encore dans notre code pénal de 1810 et ne fut définitivement aboli que par l'article 66 de la Charte, en 1830. L'existence du sauvage

1. Cibrario. *Loc. cit.*, I, 97-98.

2. E. de Laveleye. *Propriété*, 225.

droit d'aubaine, d'épaves, relève encore du domaine éminent. Ce droit s'exerçait même sur les rives des fleuves. Une ordonnance de 1319 constate que « le roi de France aura les deux tiers des naufrages qui se feront aux rivages de la Garonne et du Tarn, et que l'autre tiers appartiendra aux abbés et religieux de Moissac »¹. Mais c'était surtout à la mort du vassal que s'attestait le domaine éminent du suzerain. En droit, le bénéfice, le fief, ne cessait point de faire retour à celui qui l'avait concédé. L'héritier du vassal devait recevoir l'investiture du suzerain et acquitter, à cette occasion, le droit dit de *relief*. Longtemps même il lui fallut racheter sa terre, et lors du mariage de sa fille, de sa sœur ou de sa belle-sœur, payer encore une grosse somme au suzerain². A son tour le bénéficiaire s'indemnisait aux dépens de ses vassaux inférieurs, sur lesquels il prélevait les mêmes droits dans les mêmes circonstances³. Tout naturellement les seigneurs s'efforcèrent d'élargir leur droit de propriété sur leurs fiefs. Ils y réussirent dans une grande mesure, en France, sous les Capétiens et dès lors le sol, au lieu d'être une concession précaire, dépendant du bon plaisir royal, devint une propriété privée à laquelle ses détenteurs empruntèrent leur nom⁴.

De par son origine même la propriété féodale ne put pendant bien longtemps être léguée par testament, à moins d'autorisation spéciale du suzerain, qui avait le droit d'investiture. Mais le droit d'aînesse s'établit assez rapidement dans la noblesse. C'est que la principale obligation du vassal étant d'assister son suzerain dans ses guerres, le fils aîné succé-

1. Desmazo. *Curiosités des anciennes justices*, 315.

2. Cibrario. *Loc. cit.*, I, 124.

3. *Ibid.*, 38.

4. Rambaud. *Civilisation française*, I, 122.

daît tout naturellement, avant ses frères puînés, aux devoirs et par suite aux avantages attachés au fief. Puis la pratique coutumière devint légale. Pour les terres tenues en roture, c'est-à-dire moyennant finance ou travail, la règle générale était qu'elles fussent également partagées entre les fils¹. Dans les pays celtiques, le droit d'aînesse fut même remplacé quelquefois par le *droit du juveigneur*; le plus jeune fils succédant au père, après que ses aînés étaient partis ou avaient formé des établissements. La persistance du régime du clan en pays celtique est sûrement la raison d'être de ce droit d'ultimogéniture.

Longtemps après que les domaines furent devenus la propriété des familles, on n'eut pas encore la faculté de les aliéner; puis on décida qu'une partie du domaine seulement resterait inaliénable. Ainsi la coutume du « vol du chapon » immobilisait dans les familles toute la superficie, que « pouvait recouvrir le vol d'un chapon² ». En Pologne, où le rang était attaché à la propriété foncière, où la règle était « aucun noble sans terre », l'aliénation des terres n'était permise, au xvi^e siècle encore, qu'aux hommes reconnus stériles³. Le père ne pouvait aliéner sa terre qu'avec le consentement des fils et des « agnats » et ceux-ci avaient droit de retrait sur les biens vendus ou engagés⁴.

Nous avons vu que le droit primitif des Germains exhéredait les femmes. La femme germanique avait toujours un maître : père, mari, fils, tuteur, etc. Ce principe de l'absolue dépendance de la femme, d'abord admis en régime féodal, fut lentement miné et affaibli; il ne s'appliqua plus qu'à la femme mariée⁵ et même, dans quelques provinces françaises,

1. S. Maine. *Ancien Droit*, 219.

2. Meyer et Ardant. *Question agraire*, 33.

3. *Ibid.*, 197.

4. *Ibid.*, 187.

5. Viollet. *Histoire du droit français*. 243.

les femmes mariées, non nobles, purent disposer de leurs biens dans les limites admises par le droit romain¹. Au XIII^e siècle, on voit même poindre, çà et là, quelques tendances à émanciper la femme. Dans la Touraine-Anjou, la femme qui se livre au commerce peut intenter une action judiciaire sans l'autorisation de son mari². En 1308, en Touraine, des femmes prennent part aux élections d'un village pour les états généraux de Tours. Quelques veuves et filles, possédant divisément, figurent aux élections pour les états généraux de 1560 et 1576³.

Dans tous les temps et dans tous les pays, c'est par les biens meubles que commence la mobilisation progressive de la propriété, que s'affirme et se satisfait surtout le goût de la propriété individuelle. Il en fut de même au moyen âge. Les droits de la veuve, ceux des enfants sur le domaine étaient déterminés. On n'y pouvait guère toucher; mais les biens mobiliers, dits personnels, étaient généralement considérés comme propres à leur possesseur, qui avait la liberté d'en disposer par testament⁴. Or avec le temps ces biens mobiliers devinrent de plus en plus considérables. Les économies pouvaient s'accumuler; les guerres perpétuelles adjugeaient souvent de bonnes prises ou parts de butins; enfin la coutume générale de la rançon permettait de battre monnaie à coups de lance. Le désir, l'espoir du gain finirent même par changer les batailles presque en inoffensifs tournois. Les bonnes armures résistaient le plus souvent très bien à des coups portés, non pour tuer l'adversaire, mais simplement pour le désarçonner. Des batailles, qui avaient duré toute une journée, se terminaient sans avoir coûté la vie à personne ou

1. S. Maine. *Ancien Droit*, 150.

2. Viollet. *Loc. cit.*, 248.

3. *Ibid.*, 249.

4. Maine. *Ancien Droit*, 212-213.

par une ou deux morts¹. Guichardin parlant de la bataille de Fornoue écrit : *Fu la prima che da lunghissimo tempo in qua si combattesse con uccisione e con sangue in Italia, perche, innanzi a questa, morivano pochissimi nomini in un fatto d'arme*². L'amour du gain est capable de tout, même d'inspirer des sentiments en apparence humains.

Mais les grandes sources des biens mobiliers furent, dans l'Europe médiévale aussi bien qu'ailleurs, le commerce, l'industrie, la spéculation. Dès le XIII^e siècle, il existait de célèbres manufactures de draps dans les Pays-Bas, en Picardie, en Languedoc, etc. A Paris, sous le règne de saint Louis, il y avait plus de cent cinquante corps de métiers. En 1338, on comptait, à Florence, deux cents manufactures de draps, fabriquant, chaque année, soixante-dix mille à quatre-vingt mille pièces, dont la valeur dépassait 200,000 florins, soit 25,017,840 francs environ. Plus de trente mille personnes vivaient de cette industrie. L'art, le métier florentin, dit de Kalimala, retouchait, reteignait, tondait les draps fins apportés de France, de Flandre, de Brabant ; puis la marchandise était revendue en Italie et au delà des Alpes. Cet art de Kalimala faisait venir de l'étranger plus de mille pièces par an, pour une valeur d'environ 30,000 florins³. La plupart des cités d'Italie et d'Europe entrèrent à l'envi dans la même voie et s'efforcèrent de s'enrichir par telle ou telle industrie. Il en résultait un mouvement commercial considérable, d'où la création de valeurs et de grandes fortunes mobilières.

Le transport des marchandises était alors une grosse et coûteuse affaire. A chaque pas, comme cela se fait encore chez les nègres de l'Afrique centrale, à chaque ville, à

1. Cibrario. *Loc. cit.*, I, 185.

2. *Hist. d'Italie*, II, v.

3. Cibrario. *Loc. cit.*, II, 253-256.

chaque château, il fallait acquitter des péages. Pour mieux résister aux exigences et vexations des nobles, les marchands de chaque pays se constituèrent en compagnies, qui traitaient préventivement avec les princes et barons, en obtenaient des saufs-conduits ou *guidages*. On stipulait, par exemple, que les chemins ne seraient pas infestés de malfaiteurs, etc.¹. A cette époque la lettre de change hébraïque fut largement usitée; mais elle se prêtait à des spéculations et fraudes, qui bouleversaient parfois les fortunes². Les banquiers juifs et ceux de Cahors, les Caorsins³, devinrent une puissance. L'agiotage, le change, le prêt usuraire commencèrent leur œuvre très peu héroïque. On inaugura le règne de l'argent, tout en conservant certaines pratiques absolument grossières, par exemple la solidarité pécuniaire de tous les habitants d'un même pays. Si, par aventure, un Gênois était débiteur infidèle ou insolvable d'un Pisan, la commune de Pise accordait au créancier « des lettres de représailles » en vertu desquelles il pouvait saisir et dépouiller tous les Gênois qui lui tombaient sous la main, jusqu'à ce que la commune de Gênes l'eut désintéressé. Les princes agissaient de même vis-à-vis des villes⁴.

J'appelle, en passant, l'attention sur ces mœurs, véritables survivances de la sauvagerie primitive, de l'époque où chaque clan consanguin constituait une personnalité collective, c'est-à-dire d'un état social que l'on ne retrouve plus guère, dans toute son intégrité, qu'en Australie. — Quoique ce soit un fait de notoriété banale, je rappellerai en passant que ce grand mouvement industriel, commercial, financier, fut la principale raison qui détermina la formation des communes

1. Cibrario. *Loc. cit.*, II, 256.

2. *Ibid.*, II, 251.

3. *Ibid.*, I, 151.

4. *Ibid.*, I, 143.

et par conséquent ébranla tout l'édifice féodal. Mais l'un de ses résultats, beaucoup moins glorieux, fut d'exciter à la cupidité, de pousser à la création d'une aristocratie d'argent, de faire accorder à la fortune une importance extrême, qui se manifestait, çà et là, par la férocité avec laquelle on traitait les indigents. Ainsi le parlement de Paris faisait pendre, sans autre forme de procès, dans les vingt-quatre heures, tous les pauvres qui ne retournaient pas chez eux. Des mesures aussi atroces furent prises en Angleterre contre les vagabonds et cela jusque sous le règne d'Élisabeth¹.

Durant la période dernière de l'âge féodal, quand le fief fut devenu propriété individuelle et héréditaire, quand la vassalité ne fut plus guère qu'une question de formes et de cérémonie; quand l'industrie, par suite le commerce et la banque, créèrent d'importantes valeurs mobilières; quand le banquier, juif, caorsin, lombard, fut élevé au rang de puissance, le féodalisme fut frappé à mort; l'argent devint fort respectable et la bourgeoisie riche grandit en face d'une noblesse en déclin. Ce rôle de plus en plus prépondérant de l'argent avait eu pourtant de bons effets. Nous avons vu qu'il avait, sur le champ de bataille, bridé la férocité du vainqueur. D'autre part, il avait, graduellement, presque aboli le servage des premiers temps, au moins en fait. Moyennant finance, redevance ou service industriel, les seigneurs affranchirent peu à peu leurs serfs. Ainsi, dès le XII^e siècle, il n'y avait plus de servage en Normandie².

Enfin, pour tenir en bride leurs grands vassaux, les rois fondèrent des villes franches, des communes, où ils attiraient les serfs des voisins. Par une ordonnance de 1315, Louis X affranchit tous les serfs du domaine royal : « Selon le droit

1. Locky. *History of European Morals*, etc., II, 96.

2. Rambaud. *Hist. civilis. française*, I, 258.

de nature, chacun doit naître franc et notre royaume est nommé le royaume des Francs¹. » — L'affranchissement des serfs se fit très inégalement suivant les provinces et suivant les domaines. Voltaire put encore, à la fin du siècle dernier, prendre la défense des serfs ecclésiastiques du Jura. Mais, pourtant, à cette date, le servage rigoureux était rare et exceptionnel, du moins en France. — Le droit de propriété était aussi devenu moins féodal; il s'était rapproché lentement du droit quiritaire. En même temps s'était développée la petite propriété. On était mûr pour une transformation nouvelle. La Révolution française la réalisa en frappant au cœur le principe même du régime féodal, en substituant aux fiefs la propriété quiritaire, affranchie de tout service public; en la déclarant inviolable, presque sacrée; en rompant tous les liens qui, du haut en bas de la société féodale, rattachaient, parfois enchaînaient les hommes entre eux, en donnant enfin ses coudées franches à l'individualisme.

Que ce régime ait des avantages, cela est certain; qu'il ne soit passans inconvénients, cela crève les yeux. J'aurai bientôt à apprécier les uns et les autres. Mais auparavant je dois parler du droit d'héritage, de ses origines et de son évolution.

1. Rambaud. *Loc. cit.*, 260.

CHAPITRE XVIII

DE L'HÉRITAGE

- I. *L'héritage dans les tribus républicaines et monarchiques.* — Objets mobiliers, seule propriété transmissible. — Ils sont souvent détruits, tués. — Objets votifs. — L'héritage mobilier en Australie. — Divers modes successoraux. — L'héritage mobilier chez les Peaux-Rouges. — Succession maternelle chez les Iroquois, les Hurons, les Choctau, etc. — Exhérédation des femmes dans les tribus du Mexique. — La succession *népotique* en Afrique. — Modes divers. — Le roi grand héritier. — L'héritage chez les aborigènes du Bengale. — L'héritage chez les polyandres. — Modes variés d'héritage. — Droits du juveigneur. — L'évolution du droit d'héritage.
- II. *L'héritage dans les primitifs États barbares.* — Dans l'ancien Pérou. — Dans l'ancien Mexique. — Dans l'ancienne Égypte. — Chez les Touâreg. — En Malaisie. — Chez les Hébreux. — Chez les Arabes. — Chez les Kabyles. — La femme kabyle et l'héritage.
- III. *L'héritage dans la Chine et l'Inde.* — La femme exclue de l'héritage en Chine. — La primogéniture en Chine. — Succession maternelle chez les Tamils. — L'indivision des familles associées dans l'Inde. — Le droit d'aînesse dans l'Inde. — Les filles exclues de l'héritage. — Leur dot; leur propriété.
- IV. *L'héritage dans l'antiquité gréco-latine.* — Les lois de Solon exhérèdèrent les filles. — La loi des Douze Tables et l'héritage gentil. — Les héritiers siens. — L'héritage plébéen.
- V. *L'héritage dans l'Europe barbare.* — Chez les Cantabres. — Le *gavelkind* irlandais. — Le *tanisty* des chefs irlandais. — L'héritage dans le *mir* russe.
- VI. *Les Germains et la féodalité.* — La *mark* commune. — Terre salique héréditaire de mâle en mâle. — Droit d'aînesse. — Héritage des *alleux* et des *acquêts*. — Le fief et le droit d'aînesse. — L'héritage des serfs. — Les legs à l'église.
- VII. *Du testament.* — Le testament à Taïti. — Le testament selon le Koran. Testament inconnu chez les Hébreux. — Testament réglementé en Kabylie. — Le testament dans les lois de Solon. — Le testament à Rome. — Sa réglementation. — Le testament au moyen âge.
- VIII. *L'évolution du droit d'héritage.*

I. — L'HÉRITAGE DANS LES TRIBUS RÉPUBLICAINES
ET MONARCHIQUES

Mon devoir de sociologue évolutionniste étant, pour toutes les grandes questions, de remonter autant que possible aux origines, j'interrogerai d'abord, au sujet de l'héritage et de ses modes divers, les populations sauvages, en commençant par les plus humbles.

Les quelques grandes données, qui se dégagent de la masse de faits précédemment cités au sujet de la propriété et de son évolution, nous dictent déjà certaines vues générales sur l'héritage en pays sauvage. — Les tribus non agricoles, ou ne faisant qu'accessoirement de l'agriculture rudimentaire et nomade, ne possèdent pas de biens-fonds, comme on l'entend dans nos sociétés civilisées. Leur territoire de chasse est propriété commune et ne saurait être morcelé. Il est la raison d'être, le garde-manger de la tribu, la patrie par excellence. Hors de ce territoire, il n'y a pas de salut; car les tribus voisines et rivales ne tolèrent pas les intrusions dans leurs domaines; chacune d'entre elles défend le sien *unguibus et rostro*. Toutes ont le vif sentiment de la propriété collective, et le braconnage est pour elles un crime capital.

A ce stade de l'évolution sociale, nous l'avons vu, la propriété individuelle et transmissible ne saurait être représentée par autre chose que par les objets mobiliers appartenant au défunt parce que, le plus souvent, ils ont été fabriqués par lui. A cette propriété, personnelle par excellence, il faut ajouter les êtres, possédés au même titre que les choses : les esclaves, quand il y en a, souvent les enfants et

les femmes. A la mort de l'un des membres du clan, il ne saurait donc s'ouvrir aucune succession pour le district de chasse occupé et défendu en commun. Quant à la petite propriété personnelle, vivante ou non, assez souvent l'on s'ingénie à la transmettre à l'ombre du mort, en inhumant ou brûlant avec le défunt ses armes et objets mobiliers, que parfois on a soin de *tuer* en les brisant¹, et en sacrifiant sur sa tombe ses femmes et ses esclaves.

Cependant l'amour de la propriété, l'instinct de la conservation imposent assez vite des bornes à cette générosité funéraire. De bonnes armes sont bonnes à garder, surtout quand le décédé en a, de son vivant, fait un glorieux usage. Les esclaves, même les femmes, pourvu qu'elles soient jeunes, ont aussi leur valeur. On finit donc par tout conserver et alors s'ouvre la grande question de l'héritage. Quant aux ombres des morts, auxquelles on prête volontiers des intentions malveillantes et qui se trouvent frustrées par ces mesures égoïstes, on a souvent l'idée de les apaiser par un simulacre de restitution; de là des offrandes votives sans valeur. C'est ainsi que des petites haches votives, tout à fait inutilisables, se rencontrent assez fréquemment dans le mobilier funéraire des sépultures néolithiques; c'est pour la même raison que, dans la Chine septentrionale, on brûle, près des tombes, des maisonnettes en papier, des vêtements en papier, des modèles minuscules et peinturlurés de charrettes attelées de mules, de chaises à porteurs, etc. (M. Paléologue. *Sépult. chinoises*, in *Revue des Deux Mondes*, 1887).

Ce premier stade de l'héritage se retrouve aujourd'hui encore en Australie, dans les tribus où s'est le mieux conservée la primitive organisation du clan communautaire, par exemple, chez les Kamilaroi et les Kurnai. Dans ces

1. Williams. *Fiji and the Fijians*, I. — Mariner. *Tonga Islands*, II, 137. — M. Radiguet. *Derniers Sauvages*, 226.

tribus, la propriété personnelle est strictement limitée aux armes, instruments, vêtements, ornements; mais ces objets sont habituellement ensevelis ou brûlés avec le mort, qui les a possédés de son vivant ¹. Quant au domaine foncier, il est propriété commune et inaliénable; chaque génération n'en a que la jouissance usufruitière ². — Quand la petite propriété mobilière n'est pas détruite, elle se transmet ordinairement dans la ligne maternelle. Les clans sont exogames et les enfants d'un Kumite (Kamilaroi) ne sauraient hériter de leur père : ils ne sont pas de son clan. L'héritage mobilier d'un homme appartenant au clan kumite va donc aux enfants de sa sœur ³. — Mais la plupart des tribus australiennes n'ont pas conservé l'organisation, en quelque sorte archéologique, des Kamilaroi; aussi, le plus ordinairement, chez elles, les femmes sont exhérédées et les objets mobiliers se transmettent aux parents mâles. Chez les Narrinyeri, la propriété passe déjà du père aux fils. Si un homme meurt sans enfants, sa propriété mobilière va aux fils de son frère ⁴. — Parfois il y a un compromis entre la ligne paternelle et la ligne maternelle, mais toujours avec exclusion des femmes, qui, du reste, ne sauraient utiliser des armes ou ustensiles à l'usage des hommes. Ainsi, dans la tribu des Ouallarou, à la mort d'un homme, ses boumerangs, javelots, ouaddies, etc., sont partagés entre les fils et les beaux-frères ⁵. Ailleurs pourtant le partage se fait entre la femme et les enfants ⁶. Enfin le droit d'aînesse apparaît déjà chez certaines tribus, notamment chez les Tatiaras et autres tribus sud-orientales ⁷.

1. Fison and Howitt. *Kamilaroi and Kurnai*, 249.

2. *Ibid.*, 129.

3. *Ibid.*, 129.

4. *Native Races of South Australia*, 51.

5. Folklore. *Manners*, etc., 62.

6. *Ibid.*, 51.

7. *Ibid.*, 58.

— En résumé, tous les principaux modes successoraux se rencontrent déjà, à l'état d'ébauche, en Australie.

Sauf le droit d'aînesse, nous retrouvons aussi ces diverses formes successorales chez les Indiens peaux-rouges. Les objets personnels les plus précieux suivaient le défunt dans sa tombe, et nous avons vu précédemment que, comme le faisaient les Vitiens et les Polynésiens, les Peaux-Rouges avaient quelquefois l'attention de *tuer* ces objets. Le reste de la succession mobilière (il ne pouvait y en avoir d'autre) était partagé entre les membres du clan, mais surtout entre les plus proches parents¹. Chez les Iroquois, la succession maternelle apparaissait et la plus forte part des objets mobiliers laissés par un homme était attribuée à ses sœurs et à leurs enfants ainsi qu'aux oncles maternels. De la femme, laissant derrière elle un mari et des enfants, c'étaient la mère et les sœurs qui héritaient². Chez les Selischs de la Colombie, où la richesse consiste surtout en troupeaux de chevaux, l'héritage est encore collatéral ou plutôt *gentil*; les parents, les membres du clan consanguin, s'emparent de la propriété du défunt, sans se soucier des enfants³.

Partout où la famille maternelle s'est dégagée du clan, l'héritage tend à se faire d'abord dans la ligne maternelle et collatérale. Il en était ainsi, d'après Charlevoix, chez les Hurons, où la dignité de cacique se transmettait au fils de la sœur ou au plus proche parent dans la ligne maternelle⁴. Chez les Navajos, les biens du mari et ceux de la femme sont distincts, mais, à leur mort, ils passent aux neveux et nièces⁵. Il y a peu d'années encore, un Indien choctau exprimait le désir de devenir citoyen des États-Unis, afin de pouvoir laisser à ses

1. L. Morgan. *Ancient Societies*, 528.

2. *Ibid.*, 530.

3. Bancroft. *Native Races*, etc., I, 273.

4. Charlevoix. *Journal d'un voyage*, etc., t. V, 395.

5. Bancroft. *Loc. cit.*, I, 505.

enfants ses biens, qui, d'après la coutume choctau, devaient revenir à ses sœurs ou à leurs enfants et à ses frères¹. Dans le Pueblo d'Orayba, le mari n'a aucun droit ni sur ses enfants ni sur les biens de sa femme. Ce sont les parents de la femme décédée qui recueillent les enfants de la morte et ce qu'elle pouvait posséder, ne laissant à l'homme que son cheval, ses habits et ses armes². Mais, chez les tribus sauvages du Mexique, l'évolution du droit successoral a fait un pas en avant : les femmes sont exhérédiées et, à défaut d'héritiers mâles, l'héritage tombe entre les mains des frères ou des plus proches parents mâles³.

Dans l'Afrique noire, où l'organisation du clan est, presque partout, plus ou moins détruite, mais où la filiation maternelle est encore fort répandue, la succession, qu'on peut appeler *népotique*, est fort commune. Dans la région des Grands Lacs, les Vouamrima, les Vouazégoura, etc., considèrent les fils de leurs sœurs comme les plus sûrs représentants de leur sang; aussi exercent-ils sur eux le droit de *patria potestas* dans toute sa rigueur, puisqu'ils les peuvent vendre, ou même tuer, si bon leur semble; aussi, dans cette région, l'héritage d'un homme est souvent réclamé par les fils de sa sœur⁴. Dans le pays des Vouanyamouézi, l'enfant d'une femme hérite du prix d'achat payé, pour elle, par le mari; mais, si elle meurt sans postérité, le veuf réclame à son beau-père la restitution de cette valeur⁵. — Au Gabon, les enfants n'héritent pas de leurs parents; les biens transmissibles sont recueillis par les frères ou, à leur défaut, par les oncles ou cousins; les fils ne viennent

1. Giraud-Teulon. *Orig. mariage*, 444.

2. L. Morgan. *Ancient Societies*, 535.

3. Bancroft. *Loc. cit.*, 664.

4. Burton. *Voyage aux Grands Lacs*, 377.

5. *Ibid.*, 377.

qu'ensuite. Non seulement les femmes n'héritent pas, au Gabon, mais elles sont léguées. Ce sont elles, en effet, qui, avec les esclaves, constituent les valeurs importantes de la succession. Le reste ne compte guère : la cabane du défunt est démolie ou brûlée et les cultures sont nomades. Les seuls objets mobiliers importants sont les armes et effets personnels, qui sont partagés entre les héritiers mâles¹.

Au contraire, dans quelques tribus de la région des Grands Lacs, on trouve en vigueur le droit de primogéniture au moins pour les chefs, dont le pouvoir se transmet au fils aîné, tandis que d'autres tribus voisines choisissent de préférence, pour chef, le fils de la sœur du chef défunt, comme il est aussi d'usage chez les Cafres². Il n'y a donc aucune uniformité successorale, en Afrique, même dans une région donnée. Enfin une grande cause perturbatrice des coutumes relatives aux successions dans l'Afrique noire, c'est le pouvoir exorbitant des chefs, des roitelets, qui ne se gênent pas pour tout prendre. A Timbo, dans le Foutah-Djallon, quand un homme vient à mourir, le roi commence par confisquer tout ce que possédait le défunt, puis, s'il est bon prince, il daigne faire un cadeau aux enfants³. — Pour qui connaît les phases de l'évolution familiale, la grande analogie existant entre les divers modes de succession chez les races les plus diverses ne saurait étonner. Partout en effet les formes familiales se sont succédé dans le même ordre et celles du droit d'héritage leur sont nécessairement corrélatives.

Sous ce rapport, les aborigènes de l'Inde, que nous allons maintenant interroger, se conforment en gros à la loi générale. L'héritage dans la lignée féminine ou collatérale n'y est pas rare. Chez les Koch, à la mort d'une femme, la propriété

1. Du Chaillu. *Voy. dans l'Afrique équatoriale*, 294.

2. Burton. *Voy. aux Grands Lacs*, 662.

3. Sanderval. *Foutah-Djallon*, 171.

passé à ses filles¹. Mais il importe de remarquer que presque tous les aborigènes du Bengale sont agriculteurs et que les femmes koch s'acquittent de tous les travaux pénibles. Dans les tribus des Garos on a, par un expédient, concilié les intérêts masculins et féminins. A la mort d'un homme, c'est un héritier mâle qui lui succède; mais la veuve doit rester maîtresse de maison. Pour ce dernier motif, l'héritier la prend pour femme, et, comme elle est souvent âgée, il a le droit d'épouser en même temps sa fille². Chez les Buntar, en pays tamil, un homme peut faire, de son vivant, des cadeaux à ses enfants, mais à sa mort, tout ce qu'il possède est recueilli par ses sœurs et les enfants de ses sœurs³. Chez les Yerkalas, dans le midi de l'Inde, nous retrouvons, quoique atténué, le droit de l'oncle maternel sur ses nièces. Ce n'est plus sans doute le droit de vie et de mort, comme en Afrique, mais seulement une sorte de droit de préemption matrimoniale, celui de réclamer, pour ses fils, les deux filles les plus âgées de sa sœur⁴. Parfois aussi, toujours comme en Afrique, le pouvoir du chef se transmet non pas au fils du chef défunt, mais à celui de sa sœur. Il en est ainsi chez les Jyntias et les Khasias du Bengale⁵.

Dans les pays où règne la polyandrie, l'héritage se fait tantôt dans la ligne féminine, tantôt dans la ligne masculine. A Ladak, quand le fils aîné se marie, c'est-à-dire choisit ou plutôt achète une femme commune pour lui et ses frères, les biens paternels lui sont transmis à la charge d'entretenir ses parents polyandres. Vient-il à mourir? le frère puîné le plus âgé hérite de l'autorité et de la direction des biens et des autres maris. La femme reste commune, comme aupara-

1. Dalton. *Ethnology of Bengal*, 91.

2. *Ibid.*, 63.

3. Mac-Lennan. *Primitive Marriage*, 170.

4. Shortt. *Trans. Ethn. Soc.* (nouvelle série, vol. VII).

5. Dalton. *Loc. cit.*, 54.

vant; elle a seulement un mari de moins¹. Chez les Nairs, plus polyandres encore, les hommes ont pour héritiers les enfants de leur sœur, fils et filles, mais les biens mobiliers sont seuls partagés de cette manière. Les biens fonciers appartiennent à la famille et ont, pour propriétaire usufruitière, la femme. A la mort de cette dernière, ils se transmettent à la fille aînée ou, à son défaut, à la sœur aînée².

L'héritage en ligne directe et masculine est loin d'être rare dans l'Inde sauvage. Chez les Mundas, on partage également les biens mobiliers entre les fils; les filles sont comprises dans ces biens et se répartissent, comme les bestiaux³. De même, chez les Kandhs, il y a partage égal entre les fils⁴. Chez les Singphos, nous retrouvons encore une fois le droit de primogéniture. L'aîné hérite de tous les biens fonciers et des titres; le plus jeune fils recueille les biens meubles; les frères intermédiaires sont exclus de la succession⁵. Ce fait est particulièrement curieux, à cause de la combinaison, qu'on y trouve, entre le droit d'aînesse et le « droit du juveigneur ». — Je rappellerai que, chez toutes ces populations, les biens fonciers ne s'aliènent guère; ils sont propriété soit des clans, soit des villages, soit des familles⁶; par conséquent la transmission de la propriété immobilière ne se fait ordinairement qu'à titre d'usufruit. — Le droit du plus jeune, du *juveigneur*, n'est point une singularité particulière aux Singphos, on le retrouve encore chez les Mrous d'Arrawak, chez les Tartares nomades, où le plus jeune fils hérite des biens paternels, c'est-à-dire des troupeaux et objets mobiliers, après que les fils plus âgés ont successivement essaimé

1. *Moorcroft and Trebeck's Travels*, I, 320.

2. Mac Lennan. *Loc. cit.*, 147.

3. Dalton. *Loc. cit.*, 200-201.

4. *Ibid.*, 294.

5. *Ibid.*, 13.

6. Lewin. *Hill tracts of Chittagong*, 194.

de la tente paternelle, en emmenant les troupeaux que leur père a bien voulu leur concéder. Enfin ce même droit a existé, nous l'avons vu, parmi les tribus celtiques de la Cornouailles, du pays de Galles et de l'Armorique française¹.

Bien des fois, j'ai eu occasion de remarquer combien, durant les phases premières de l'évolution sociologique, il y a peu de différence entre les races dites inférieures et les races dites supérieures. Mais c'est surtout en ce qui touche à la propriété que ces analogies fondamentales sont frappantes. Elles ressortent de tout ce qui précède et s'accusent peut-être plus nettement encore pour tout ce qui a trait à l'héritage.

De la rapide excursion que nous venons de faire chez tant de populations peu ou point civilisées, depuis le bestial Australien jusqu'au Naïr polygame, qui tient un certain rang parmi les peuples barbares, se dégage déjà la graduelle évolution du droit d'héritage. — C'est d'abord le clan, qui est le grand propriétaire. Durant cette période personne n'hérite; les jeunes remplacent simplement ceux qui succombent. Puis on reconnaît certains objets mobiliers comme propriété personnelle et l'on tâche même que les morts les emportent dans la vie future. Plus tard on se ravise; on garde ces utiles reliques et on les partage. Cela arrive surtout quand la famille maternelle s'est dégagée du clan, et alors la succession se fait souvent en ligne collatérale et féminine. Enfin avec la fondation de la famille paternelle l'héritage passe aux fils, à l'exclusion des femmes. En dernier lieu le droit de primogéniture s'affirme; le fils aîné succède alors à son père et hérite de préférence aux autres. Mais à ce moment on est presque toujours en régime monarchique et le chef, cacique ou roitelet, revendiquant pour lui l'ancien droit de domaine éminent, qui précédemment

1. *Acad. sciences morales et polit.*, 5 octobre 1878.

appartenait à la communauté, intervient violemment dans les questions d'héritage et souvent s'approprie la meilleure part, parce qu'il s'appelle lion.

Des traces nombreuses de cette évolution persistent durant des stades sociologiques plus relevés, surtout dans les États barbares, directement greffés sur la sauvagerie et servant de trait d'union entre les sociétés franchement sauvages et les États plus ou moins civilisés.

II. — LES PRIMITIFS ÉTATS BARBARES

A. *Amérique centrale.* — Les anciens États de l'Amérique centrale étaient, de toutes les grandes sociétés barbares, celles qui se soudaient encore le plus directement et le plus étroitement à la sauvagerie première du sein de laquelle ils avaient émergé. Au Pérou, nous avons vu que tout le sol arable était alloti par portions équivalentes entre les cultivateurs. C'était une communauté agraire, à direction centralisée. A la mort d'un homme, la communauté reprenait simplement la part qui lui avait été attribuée et l'adjudgeait à un autre. — Mais dans la famille royale des Incas, on pratiquait déjà le droit d'aînesse, puisque le trône était dévolu au fils aîné de la *coya*, de la femme légitime, de la femme-chef; cependant de la période sauvage on avait conservé l'idée qu'il fallait autant que possible transmettre à l'ombre du monarque défunt les propriétés de toute sorte dont il avait joui pendant sa vie. Aussi, à la mort de l'Inca, ses palais et résidences étaient fermés pour toujours. Tous les objets qui lui avaient appartenu restaient intacts, dans l'état où il les avait laissés, et des centaines, parfois un millier de serviteurs, de

concubines, de favorites étaient immolés avec mission d'escorter le maître dans le Pérou d'au-delà¹.

Au Mexique, l'évolution sociale et politique était plus avancée; on avait fondé une sorte de régime féodal, mais celui de la propriété variait suivant les classes, même suivant les provinces. Certaines associations plébéiennes possédaient des domaines communs où se pratiquait encore l'allotement, et les parts du sol, concédées aux familles, revenaient naturellement à la communauté, à la mort du cessionnaire. Là où la terre était louée à des fermiers, comme dans la province de Panuco, le fils aîné, seul, héritait, sans doute parce qu'il était d'ordinaire le plus apte à remplir les obligations imposées à son père². Dans le Zapotecan et le Miztecapan, la propriété foncière se transmettait invariablement de mâle en mâle et les femmes étaient exclues de la succession³. Dans l'Yucatan, à la mort d'un homme, sa terre, ou plutôt l'usufruit de sa terre, se partageait également entre ses fils. Les filles étaient exhérédées et leurs frères leur donnaient bénévolement ce qu'ils voulaient⁴. Quant aux fiefs concédés par la couronne, ils se transmettaient de mâle en mâle, mais avec investiture du souverain, ce qui est ordinaire dans toutes les féodalités.

B. Égypte. — Dans cette rapide revue du genre humain au point de vue de la transmission des biens, j'ai beaucoup moins à me soucier de la race, du pays, de la chronologie, que de la parité des États sociaux; il m'est donc permis de sauter de l'Amérique centrale à l'Égypte ancienne, analogue par tant de côtés au Pérou des Incas.

1. Prescott. *Hist. conq. Pérou*, I, 46-49. — Fr. Müller. *Allgem. Ethnographie*, 269.

2. Bancroft. *Native Races*, etc., II, 230.

3. *Ibid.*, II, 228.

4. *Ibid.*, II, 653.

Nous avons vu précédemment que Sésostris avait fait, en Égypte, un allotement général, très comparable à ceux du Pérou, et nous savons d'autre part que, des domaines possédés par les divers bourgs, les seules parcelles sur lesquelles étaient construites les maisons étaient propriétés personnelles; le reste était soumis à des allotements annuels¹. Par conséquent, pour la plus grande partie du sol arable, la mort des usufruitiers ne faisait que libérer une part du domaine public, qui était aussitôt adjugée à un autre membre de la communauté. Pour la maison d'habitation et les valeurs mobilières, il y avait succession comme nous l'entendons, et ce qui caractérisait le régime, c'était le droit d'héritage accordé aux filles. Ces dernières héritaient au même titre que tous les autres enfants, légitimes ou non, à la mort de leur père², du moins à une époque relativement assez récente; mais il semble bien que, primitivement, au beau temps de la famille maternelle, elles aient succédé de préférence aux mâles ou du moins avec un certain avantage sur eux, puisque la loi leur imposait, et à elles seules, l'obligation de nourrir leurs vieux parents³.

C. *Touâreg*. — Il est probable que le mode successoral, dans l'Égypte ancienne, devait se rapprocher de ce qu'il est, aujourd'hui encore, chez les Touâreg du Sahara, descendants probables de ces races berbères, qui jadis ont largement contribué à la fondation du royaume des Pharaons. Or nous avons vu précédemment que chez les Touâreg sahariens, à la mort d'un homme, d'un chef de famille, tous les biens dits *légitimes*, c'est-à-dire acquis par le travail, sont partagés, sans distinction de sexe, entre tous les enfants. Seuls, les biens dits *illégitimes*, c'est-à-dire conquis par

1. Mesnil-Marigny. *Hist. Economie politique*, I, 223.

2. Wake. *Evolution of Morality*, II, 128.

3. Hérodote, II, 35.

les armes, reviennent au fils aîné de la sœur aînée¹. C'est là une pratique dérivant évidemment de la famille maternelle. Peut-être aussi la richesse, qui paraît avoir été assez commune chez les femmes de l'ancienne Égypte, provenait-elle surtout, comme celle des dames berbères, de ce que, tout en héritant, elles ne contribuaient en rien aux dépenses du ménage. — En parlant des Touâreg, je ne mentionne que les biens mobiliers. Les autres, les domaines dans les oasis, paraissent être des biens de famille, qui ne s'aliènent ni ne se partagent et dans la jouissance usufructière desquelles les femmes libres ont sans doute leur part.

D. *Malaisie*. — La transmission héréditaire à titre indivis des biens de la famille est bien plus ordinaire en Malaisie, mais là tout se fait sous le patronage des communautés de village, qui ont conservé le droit de domaine éminent et en usent. En parlant de la *dessa* javanaise, j'ai dit comment les habitations et enclos attenants étaient, seuls, propriétés héréditaires et à quelles conditions. Sous les restrictions imposées par la communauté de village, l'héritage javanais est collectif, familial et souvent se fait dans la ligne maternelle. Le partage des biens dans la famille maternelle, « issue du même ventre », est interdit par la coutume, par l'*adat*². Pourtant le bien héréditaire peut être attribué à l'un des enfants, à l'aîné, fille ou garçon, qui indemnise les autres. La femme javanaise n'hérite pas de son mari, mais touche un tiers de son avoir, comme équivalent de son apport³.

Mais, en Malaisie, il n'y a rien d'uniforme; la famille malaise est évidemment en voie de transformation et la filiation maternelle y est battue en brèche par des tendances à la filiation paternelle. En général, pourtant, c'est la première

1. Duveyrier. *Touâreg*, etc., 396-397.

2. E. de Laveleye. *Propriété collective à Java*.

3. *Ibid.*

qui domine encore. Là où elle est intacte, le chef de la famille est autant que possible l'oncle maternel et, à sa mort, c'est le fils aîné des mâles de la *samendéi* maternelle qui lui succède. A son défaut, la mère prend la direction de la famille. A la mort d'un Malais, ses biens personnels reviennent ordinairement à sa famille maternelle¹. En général les terres défrichées sont considérées comme appartenant à celui qui les a mises en culture. Ce dernier peut donc en disposer en prévenant cependant le chef de famille². Ces antiques coutumes sont ou étaient, il n'y a pas bien longtemps encore, perturbées par l'avidité et la prépotence des rajahs, qui, à la mort d'un homme, s'appropriaient non seulement son bien mais sa femme et ses enfants, qu'ils réduisaient en esclavage³.

E. *Sémites*. — Ces petits rois malais sont ordinairement musulmans et ils poussent à l'extrême le principe islamique, qui attribue la propriété de toutes choses à Dieu, dans le ciel, et, sur la terre, à ses représentants, les souverains. Mais, dans la plupart des pays mahométans, le droit de domaine éminent n'a point une si grande extension.

Dans tout le monde sémitique, c'est le régime de la famille paternelle et même patriarcale qui règne de temps immémorial. Ainsi, la Bible reconnaît trois classes d'héritiers : les enfants, les agnats, les gentils⁴. Pas de succession ascendante : le père n'hérite pas de son fils, ni le grand-père de son petit-fils⁵. Les filles n'héritaient qu'à défaut de frères, mais alors elles étaient enchaînées au patrimoine et devaient prendre mari dans leur tribu⁶.

1. Giraud-Teulon. *Origines du mariage*, 200.

2. De Laveleye. *Propriété*, 53. — *Propriété collective à Java*.

3. *Voy. Compagnie des Indes orientales*, etc., I, 348.

4. *Nombres*, XXVII, 8-11.

5. L. Morgan. *Ancient Societies*, 547.

6. *Nombres*, XXXVI, 6-9.

Un fait est à noter, c'est qu'il n'y avait pas de droit de primogéniture chez les Hébreux : et il n'y en a pas davantage chez leurs congénères, les Arabes. La loi musulmane appelle à la succession tous les enfants ; mais elle accorde aux fils une part double de celle des filles. Contrairement à la coutume juive, les ascendants héritent chez les Arabes. « Lorsque, dit le Coran, vous sentez la mort proche, il vous est ordonné de laisser, *par testament*, vos biens à votre père, à votre mère et à vos parents les plus proches... Dieu vous commande dans le partage de vos biens de donner aux fils la portion de deux filles. S'il n'y a que des filles, elles auront les $\frac{2}{3}$ de la succession ; s'il n'y en a qu'une seule, elle recevra la moitié. Les père et mère du défunt auront, chacun, $\frac{1}{6}$ de la succession, s'il a laissé un enfant ; sinon et si les ascendants lui succèdent, la mère aura $\frac{1}{3}$; s'il laisse des frères, la mère aura $\frac{1}{6}$ après acquittement des dettes et legs¹. » Ces dispositions du Coran ont fait partager les héritiers en deux classes : 1° les héritiers universels, savoir : les descendants mâles, le père à défaut de fils, les frères germains ou consanguins et, à leur défaut, les oncles ou cousins du côté paternel ; 2° les héritiers réservataires, savoir : le père, qui reçoit $\frac{1}{6}$, quand il y a des fils ; le conjoint survivant, qui entre dans la succession, le mari pour $\frac{1}{4}$, s'il y a des enfants, et les femmes pour $\frac{1}{8}$, qu'elles se partagent, si elles sont plusieurs. Les cohéritiers d'un même degré partagent par tête, mais la part des hommes est toujours double de celle des femmes².

Règle générale, au moins chez les Arabes nomades, le partage d'une succession se fait tranquillement, à l'amiable, soit avec l'intervention de l'émir, soit suivant une estimation faite par des amis communs. Il faut remarquer que, pour les

1. *Coran*, Sourates, II et IV.

2. Jomard. *Arabie*, 215-216.

nomades, il n'existe guère que des biens mobiliers : bétail, tentes, meubles, etc., dont la répartition s'effectue immédiatement après les funérailles¹.

Dans le droit musulman, la part faite aux femmes dans la succession constitue, si modeste qu'elle soit, un fait honorable et à noter. Le plus ordinairement, en effet, dans les pays encore barbares et où la famille patriarcale est fondée, les intérêts des femmes sont sacrifiés sans le moindre scrupule. L'admission des femmes arabes à la succession peut tenir à ce qu'en Arabie, du temps de Mahomet, les effets de l'antique filiation maternelle n'étaient pas encore tout à fait effacés.

F. *Les Kabyles*. — Nous voyons, en effet, que, chez les Kabyles, musulmans cependant, les femmes après avoir été d'abord cohéritières ont été graduellement évincées des successions. — Les Kabyles admettent les catégories d'héritiers reconnues par le droit musulman et quelques autres en plus. Voici la liste générale : 1° les héritiers *açeb* ou universels sont toute la descendance mâle, directe par les mâles, et tous les collatéraux descendants par les mâles de la branche paternelle; 2° les ascendants par les mâles du côté paternel, les père, grand-père, aïeul et bisaïeul; 3° le patron et l'affranchi, héritiers *açeb* l'un de l'autre; 4° le frère utérin, héritier à portion légale; 5° la *kharouba*, sorte de clan, qui vient à la succession en concurrence avec le frère utérin; 6° le village qui jouit des mêmes privilèges. A défaut d'ascendants et de descendants, la succession passe aux héritiers *açeb* collatéraux, quel que soit le degré².

En Kabylie, il ne s'agit pas de populations nomades. On est agriculteur, fixé au sol, fort intéressé; aussi a-t-on réglé avec soin tout ce qui a trait à la transmission successorale

1. Voy. fait par ordre du Roi Louis XIV, etc., 311.

2. Hanoteau et Letourneux. *Kabylie*, II, 287.

des biens. D'abord et en thèse générale, les mâles, seuls, ont la propriété des immeubles¹. Toute succession peut être acceptée ou refusée, mais, dans quelques tribus, si les fils ont vécu dans la maison de leur père et participé à l'administration de ses biens, les créanciers sont admis à les poursuivre malgré toute renonciation². — Pourtant on n'en est plus à la propriété communautaire ni même familiale, et nul n'est tenu de rester dans l'indivision³. — Le fils adoptif hérite, mais jamais de plus des $\frac{2}{3}$ des biens de son père adoptif; car l'adoption kabyle n'est déjà plus l'adoption primitive; elle ne rompt point entièrement les liens avec la famille naturelle et, en cas de décès de l'adopté, ce sont ses parents qui héritent de ses biens⁴.

Au point de vue successoral, comme à tous les autres, la femme kabyle est sacrifiée. Pourtant la religion musulmane lui assure, ainsi que nous l'avons vu, certains droits d'héritage. Mais cette faveur relative finit par sembler excessive aux Kabyles, et, il y a environ cent vingt ans, dans une grande assemblée, ils déclarèrent qu'à l'avenir les femmes n'auraient plus de place légale dans la succession des mâles. Cette décision fut même considérée comme une glorieuse réforme et le souvenir en fut perpétué par l'érection de pierres commémoratives au sommet d'une montagne. Ces pierres fichées, analogues à nos *menhirs*, sont dans les habitudes kabyles. On en élève à l'occasion de tout acte social important et chacune d'elles figure l'adhésion, la signature d'une tribu au pacte conclu. On la renverse, si dans la suite l'engagement n'est pas tenu⁵.

En Kabylie, l'exhérédation des femmes est rigoureuse dans

1. Hanoteau et Letourneau. *Kabylie*, II, 223.

2. *Ibid.*, II, 305.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*, II, 190.

5. *Ibid.*, II, 283.

la plupart des villages, et elle va jusqu'à permettre aux héritiers d'un homme de reprendre même les objets de parure donnés à la femme par le mari¹. Pourtant quelques villages n'ont pas suivi le mouvement et, à défaut d'enfants mâles, on y laisse aux femmes la jouissance tantôt de la moitié, tantôt du tiers de la succession². — A la mort d'une femme kabyle, l'héritage du peu qu'elle a pu laborieusement amasser va aux héritiers mâles, descendants, ascendants ou collatéraux. Pourtant, à défaut d'*açeb* collatéraux, la succession féminine est dévolue aux filles et à la mère ou à l'aïeule de la défunte³.

Qu'elle soit fille, épouse ou veuve, la femme kabyle ne possède ordinairement rien en propre; c'est elle qui est possédée. Il a donc fallu, dans les successions, songer à l'entretien des femmes sans appui. Pour cela, la coutume kabyle impose aux héritiers l'obligation de nourrir et de vêtir les femmes, sur le revenu de la succession; que ces femmes soient vierges non mariées, veuves, répudiées ou *insurgées*⁴ (voir mon *Évolution du mariage*). Les femmes ont en outre le droit d'habitation dans la maison de leurs parents mâles et parfois les *Kanouns* frappent d'amendes les parents récalcitrants⁵.

Dans les civilisations barbares la tendance à exhérer les femmes est commune. Là même où l'on a conservé encore soit la filiation maternelle, soit les coutumes qui en dérivent, on a soin ordinairement de placer l'héritière nominale sous la tutelle d'un oncle ou d'un parent; néanmoins, même avec le régime de la famille paternelle, l'exhérédation totale, absolue, des femmes est assez rare, et sous ce rapport, parmi

1. Hanoteau et Letourneux. *Kabylie*, II, 303.

2. *Ibid.*, II, 238.

3. *Ibid.*, II, 297.

4. *Ibid.*, II, 294.

5. *Ibid.*, II, 247.

les peuples qu'il nous reste à interroger, au moins parmi les peuples contemporains, la Chine seule rivalise avec la Kabylie.

III. — LA CHINE ET L'INDE

En effet, dans le Céleste Empire, non seulement les femmes n'héritent pas, mais elles sont, à titre de valeurs d'échange, confondues avec la succession. Fille, la Chinoise est, comme nous l'avons vu¹, la propriété de ses parents, qui la vendent au mari. Veuve, les héritiers de l'époux défunt la marient, souvent sans la consulter, uniquement afin de recouvrer le prix d'achat qu'elle a coûté. On va même jusqu'à comprendre dans le marché son enfant à la mamelle². La défense de vendre une veuve avant l'expiration de son deuil est la seule protection que la loi chinoise accorde à la femme en état de viduité. — En Chine, les femmes sont totalement exclues de l'héritage, on leur donne seulement, en propre, lors de leur mariage, un petit douaire, en argent et mobilier; mais la valeur en est laissée à la générosité des pères ou frères³.

C'est aux fils, seuls, que se transmet la propriété. J'ai déjà eu l'occasion de dire qu'en Chine cette propriété était encore familiale, mais que déjà elle était minée par la tendance à l'individualisme. Pourtant les mœurs maintiennent encore debout la propriété familiale. A la mort d'un Chinois, son fils aîné lui succède et devient dépositaire de la portion incessible du domaine. Le plus souvent les autres

1. *L'Évolution du mariage*, etc.

2. *Lettres édifiantes*, XIII, 349.

3. E. Simon. *Nouvelle Revue*, 1883.

enfants se groupent autour de l'aîné, comme ils le faisaient autour de leur père; mais la loi autorise le partage, et, s'il a lieu, le domaine est morcelé en autant de lots qu'il y a de frères. Dans ce cas l'aîné n'a d'autre avantage que celui de recevoir, en plus de son lot, la part incessible, où sont les tombeaux des ancêtres, part sacrée, qu'il a le devoir étroit de transmettre à son héritier¹. Avec une grande lenteur la communauté familiale, en Chine, se dissocie cependant, et le droit individuel des fils à leur part du patrimoine doit forcément avec le temps détruire l'ancienne collectivité.

Un changement du même genre s'accuse aussi dans l'Inde : il est dans la loi naturelle de l'évolution sociale. — Dans les districts tamils de l'Inde, on trouve encore des traces de famille et de succession maternelles²; mais, ce qui est beaucoup plus général, c'est le maintien de la propriété indivise entre tous les membres de la famille, de la *famille associée*, tendant à se transformer en communauté de village. Nombre de ces familles ne partagent jamais et les gains de chaque membre vont grossir la masse commune³. D'après la manière dont les Hindous conçoivent le droit de propriété, la solidarité familiale prime le droit du père. Dès le moment de sa naissance et par le seul fait de cette naissance, un fils acquiert sur les biens paternels un droit de copropriété⁴ et ce droit est tellement imprescriptible que, même alors que le fils a eu vis-à-vis de son père une conduite criminelle, ce dernier n'a pas le droit de le déshériter⁵. En règle générale, on ne partage guère les biens fonciers, et les prescriptions du Code de Manou, relativement à la succession, s'appliquent surtout aux biens mobiliers. L'organisation

1. E. Simon. *La Cité chinoise*, 39 et *passim*.

2. *Lettres édifiantes*, XIV, 387.

3. *Ibid.*, XIV, 393.

4. S. Maine. *Anc. Droit*, 215.

5. *Lettres édifiantes*, XIV, 393.

des communautés de village et des familles associées se prête évidemment fort mal au partage successoral des terres. Cependant le principe du partage entre les fils est admis; mais on avantage largement le fils d'une brâhmani¹ et l'on reconnaît le droit d'aînesse². Ce droit est d'ailleurs corrélatif à celui de célébrer les funérailles paternelles et Manou lui a donné une base religieuse. C'est le fils aîné, qui paye « la dette des ancêtres »; il est donc le successeur par excellence; les autres sont dits *nés seulement de l'amour*³. En conséquence ce fils premier-né a le droit de prendre possession de l'héritage familial et ses frères doivent alors vivre sous sa tutelle. Meurt-il? son fils aîné lui succède de préférence à ses oncles⁴. — Pourtant ce fils privilégié doit offrir quelques garanties morales. Pour hériter, il faut, dit le Code de Manou⁵, qu'il soit « éminemment vertueux », c'est-à-dire en état de jouer dignement son rôle de chef de famille. Dans la pratique, les *familles associées* de l'Inde traduisent le mot *vertueux* par le mot *capable*. Elles considèrent l'aîné, qui les gouverne, simplement comme un régisseur, et s'il n'est pas à la hauteur de ses fonctions, elles le remplacent par un parent mieux doué⁶.

Les droits de la veuve à l'héritage diffèrent aussi beaucoup dans le Code de Manou et dans la pratique. La loi sacrée exhérède la femme, d'une manière générale, au moins dans la caste des brâhmanes. Une femme ne peut hériter de la fortune d'un homme, « car elle n'est pas apte à accomplir les rites sacrés »⁷; mais les usages non écrits font souvent

1. *Code de Manou*, IX, 149.

2. *Ibid.*, IX, 125.

3. *Ibid.*, IX, 104, 107.

4. S. Maine. *Anc. Droit*, 226.

5. *Manou*, IX, 105.

6. S. Maine. *Inst. primit.*, 145-146.

7. *Ibid.*, 410.

de la veuve sans enfants une vraie propriétaire en viager¹. Anciennement, dans l'Inde, le lévirat était de rigueur, quand le mari défunt ne laissait pas de fils. Les mœurs sont donc graduellement devenues plus clémentes pour la femme en état de viduité.

Quant aux filles, elles n'ont aucun droit à l'héritage paternel; mais les frères ont le devoir de leur constituer une dot, afin qu'elles puissent se marier². Cette dot, plus une partie du « prix de l'épousée » payé par le mari, et tout ce que la femme a pu recevoir ou acquérir, enfin ce que l'époux lui a donné dans « le feu nuptial », suivant l'expression des jurisconsultes hindous, constitue à la mère une propriété personnelle, que les filles non mariées partagent également avec leurs frères³.

Rien n'est plus ordinaire que cette exhérédation des filles. D'une part, elle découle tout naturellement de l'humble situation faite aux femmes dans la plupart des sociétés sauvages ou barbares. D'autre part, dans les sociétés soumises au régime de la communauté familiale, on ne voulait ni ne pouvait permettre aux femmes d'appauvrir l'association, en emportant, dans une famille étrangère, une portion des biens, surtout des biens fonciers, communs à tous les consanguins. Mais toujours, dans les civilisations barbares, l'héritage, dévolu de préférence aux hommes, n'est pas une aubaine gratuite; il entraîne certains devoirs, entre autres celui de marier les filles, de recueillir les veuves, parfois, comme en Chine, avec la liberté de les remarier, c'est-à-dire de les revendre à de nouveaux époux. Cela est brutal, mais pourtant ce n'est pas l'abandon pur et simple, qu'autorisent parfois nos législations modernes.

1. S. Maine. *Village communities*, 55.

2. *Code de Manou*, IX, 118.

3. *Ibid.*, IX, 131. — S. Maine. *Instit. primit.*, 400, 401, 412.

IV. — LA GRÈCE ET ROME

Ces mœurs, grossières mais empreintes encore de collectivisme, furent celles des premiers âges historiques en Grèce et à Rome; mais là, nous en pouvons suivre l'évolution ultérieure.

D'après les lois de Solon, ce sont les fils qui héritent; seulement ils doivent se charger de leurs sœurs et les marier, à peu près comme dans l'Inde. Ce qui est plus fort et tout à fait sauvage, c'est que, même aux beaux temps d'Athènes, le père de famille a entièrement le droit de léguer, par testament, sa femme et sa fille, assimilées aux biens, à la propriété¹. Pourtant, à défaut de fils, les filles héritent; mais alors la fille héritière est enchaînée au domaine et obligée d'épouser l'agnat mâle, le parent, qui, sans elle, aurait succédé².

Durant la période préhistorique des clans communautaires, l'héritage ne devait naturellement pas sortir du petit groupe consanguin, pas plus en Grèce qu'à Rome. La loi des Douze Tables atteste encore ce droit des *gentiles*, en leur accordant la succession à défaut de fils et d'agnats. A l'époque historique de la famille patriarcale, quand le père est maître de tous ses biens, des choses et des gens, quand la propriété individuelle est fondée, le chef, le *pater familias*, a pour héritiers nécessaires, héritiers *siens* (*herede sui*) tous ceux qu'il a sous sa puissance, sans distinction de sexe. A leur défaut, l'agnat le plus proche *prend la famille*. A défaut d'agnat ou s'il refuse, le plus proche gentil a droit à la succession, mais

1. Démosthènes. *Contre Aphobus*.

2. L. Morgan. *Anc. Soc.*, 548.

lui seul, et l'agnat du degré suivant n'est pas admis à réclamer. Aucun privilège de sexe ou de primogéniture n'est reconnu par la loi des Douze Tables¹. Mais, dans le principe, les seuls domaines des plébéiens, des individus qui n'avaient pas de *gens* (*Plebs gentem non habet*) se partageaient après décès; ceux des patriciens étaient des sortes de propriétés sacrées, qui ne devaient point se morceler². Ce fut évidemment pour empêcher ce malheur, que plus tard la loi *Voconia* exclut presque totalement les femmes de la succession; tandis que la loi des Douze Tables déclarait héritiers *siens*, héritiers en quelque sorte copropriétaires, tous ceux qui se trouvaient sous la puissance du défunt au moment de sa mort: fils et fille, petit-fils et petite-fille, arrière petit-fils et arrière-petite-fille, naturels ou adoptifs³. — Dans la Rome antique, la famille avait encore le caractère d'une corporation, qui ne mourait pas, et les droits et obligations du défunt passaient sans solution de continuité à son successeur⁴.

Telle était, dans ses traits généraux, la législation relative aux successions durant les premiers siècles de Rome; mais cet état de choses se modifia lentement, miné qu'il fut constamment, d'une part, par les édits du préteur, d'autre part, par l'influence des nations étrangères, que Rome subjuguait l'une après l'autre. Sous Justinien, il n'y avait plus trace de la loi *Voconia*; les fils et les filles recevaient des parts égales. En fin de compte, le tableau de succession, à Rome, ne différa plus guère de celui de la plupart de nos codes modernes.

1. Ortolan. *Hist. lég. rom.*, 116.

2. Meyer et Ardant. *Question agraire*, 63.

3. Domengot. *Institutes de Gaius*, 217.

4. S. Maine. *Ancien Droit*, 172.

5. *Ibid.*, 208.

V. — L'EUROPE BARBARE

Si, de Rome, nous passons à l'Europe barbare, nous y voyons que les lois et coutumes relatives à la succession portent, toutes, plus ou moins, le caractère de la communauté familiale, à divers degrés d'évolution. Chez les Cantabres, nous trouvons la famille maternelle; les filles héritent et ont charge de marier leurs frères¹, du moins Strabon leur attribue ce rôle; mais il est probable que les anciens ont simplement été abusés par une organisation familiale communautaire, avec droit de primogéniture, en ce qui touchait à l'administration du domaine. Comme il arrive aujourd'hui encore au Japon et dans les pays basques, ce droit d'aînesse avait cela d'original, qu'il ne tenait aucun compte du sexe. On voulait surtout ne pas morceler le domaine familial².

Jusqu'à une époque relativement récente, les Celtes du pays de Galles et d'Irlande ont conservé un régime successoral, très primitif, basé sur la communauté du clan et l'allotement périodique. Chez les uns et les autres, la coutume du *Gavelkind* voulait qu'à la mort d'un membre du *sept*, du clan, le chef procédât à un allotement nouveau³. Mais déjà le mode de succession adopté pour les chefs était contraire au droit primitif. En effet le lot attribué au chef ne se repartageait pas, mais passait intact à son successeur : c'était le régime dit de *tanistry*⁴.

Enfin, chez les Slaves contemporains, nous retrouvons

1. Strabon, III, ch. iv, 18.

2. F. Le Play. *Organisation de la famille*, 31, 122. — Giraud-Teulon. *Orig. mariage*, 342-346.

3. S. Maine. *Inst. primit.*, 231.

4. *Ibid.*, 230.

encore le mode de succession, qu'on peut appeler communautaire. Dans le *mir*, la mort de l'un des membres du village ne peut tout au plus nécessiter qu'une modification partielle de l'allotement, si la part du sol occupée par le défunt reste vacante. Le plus souvent le mort, chef de famille, est simplement remplacé tantôt par son frère, tantôt par son fils aîné, quelquefois par la veuve, d'autres fois par un ancien, et le petit groupe familial continue solidairement sa lutte pour l'existence exactement dans les mêmes conditions¹. — Chez les Germains, l'évolution de la famille et de la propriété était plus avancée, aussi le régime germanique a-t-il pu se combiner sans trop de peine avec le régime latin et former la société féodale.

VI. — LES GERMAINS ET LA FÉODALITÉ

Nous avons vu que les clans teutoniques avaient une propriété commune, la *mark*, et des propriétés familiales, dont chacune était représentée par la maison d'habitation et le clos attenant. Ce coin privilégié était la terre salique (*terra salica*, *terra aviatica*, *allod*). Pour le territoire commun non alloti, point de succession; pour les parts alloties, la mort d'un tenancier ne pouvait amener autre chose qu'une modification de détail dans la répartition. Quant à la terre salique, allodiale, elle était la copropriété du père et de ses fils, inaliénable sans le consentement de tous les intéressés². A la mort du père, le fils aîné lui succédait et les frères puînés pouvaient, au moment de leur mariage, se construire

1. Leroy-Beaulieu. *L'Empire des tzars*, I, 478, 569-571.

2. S. Maine. *Anc. Droit*, 188.

des habitations dans l'enclos salique¹, formant une sorte de communauté familiale. Ce n'est pas encore le droit d'aînesse; c'en est pourtant l'origine et l'on est frappé de l'analogie de ces coutumes avec celles de la Chine actuelle. Pour tout le reste des biens, dont le principal devait évidemment consister en biens mobiliers, il y avait partage égal entre les mâles. La terre salique surtout devait rigoureusement passer aux descendants mâles : *De terra vero salica nulla portio hereditatis mulieri veniat, sed ad virilem sexum tota terra hereditas perveniat* (Francs saliens). Les Francs ripuaires s'amendent un peu sur ce point, ils admettent les femmes à la succession allodiale, à défaut des mâles. Quant les Francs s'établirent sur les territoires conquis, ils n'appliquèrent plus l'ancienne loi de succession qu'aux domaines réputés allodiaux (alleux), et les femmes eurent leur part dans les acquêts (*conquistum*). Pour les alleux, la loi des Angles préfère encore aux femmes non seulement les enfants mâles, mais les agnats paternels jusqu'au cinquième degré, après quoi l'hérédité tombe en quenouille (*Ad fusum de lancea transeat*²).

C'est de ces primitives coutumes des Germains que sortit principalement le droit féodal relativement aux successions. L'*alleu*, patrimoine héréditaire, en ligne masculine, et franc d'obligation se maintint toujours; mais par le fait même de la conquête, le *feod*, le *fief*, le *bénéfice* concédé par un conquérant contre services obligatoires devint beaucoup plus commun. Comme ces services consentis vis-à-vis du suzerain étaient surtout militaires, le droit d'aînesse, existant déjà en germe dans les coutumes germaniques, en résulta tout naturellement dès que les fiefs, d'abord viagers, furent devenus héréditaires. La tenure entraînait le service

1. E. de Laveleye. *Propriété*, 95.

2. Hanoteau et Letourneux. *Kabylie*, II, 287.

et, dans la majorité des cas, le fils aîné était plus apte que ses frères à remplacer le père défunt¹; sans compter que tout d'abord il dut, pour cela, payer au suzerain un droit, « le droit de relief »². Seuls, les serfs vivant en communes agraires possédaient sans interruption, ni succession légale³, mais les serfs isolés ne pouvaient succéder sans payer un droit au seigneur, sans *finare*, comme on disait en Italie⁴.

Mais à mesure que la propriété se mobilisa, que le droit de tester entra dans les mœurs, les legs aux personnes civiles, surtout cléricales; aux abbayes, aux évêchés, en un mot à l'Église, entrèrent dans les mœurs, devinrent presque obligatoires et il se constitua de vastes domaines ecclésiastiques, ne se partageant jamais, s'agrandissant toujours.

Dès la fin du ix^e siècle, le tiers des terres de la Gaule appartenait déjà au clergé, qui les faisait cultiver par ses colons ou serfs⁵. — Il est curieux de voir la liberté de tester, c'est-à-dire le principal agent du morcellement des domaines, contribuer au contraire, l'Église aidant, à reconstituer d'immenses propriétés indivises; et cela prouve, une fois de plus, combien les faits sociologiques sont ondoyants et infiniment complexes.

VII. — DU TESTAMENT

Je ne saurais terminer cette courte étude sur l'héritage sans esquisser au moins l'histoire de ce droit de tester, qui a joué un si grand rôle dans l'évolution de la propriété.

1. Cibrario. *Economie pol. moyen âge*, I, 30. — S. Maine. *Anc. Droit*, 219.

2. Cibrario. *Loc. cit.*, 124.

3. E. de Laveleye. *Propriété*, 224.

4. Cibrario. *Loc. cit.*, I, 38.

5. E. de Laveleye. *Propriété*, 112.

Règle générale, le droit de tester n'existe pas dans les sociétés sauvages, où d'ailleurs la propriété transmissible est réduite à fort peu de chose. Pourtant nous le rencontrons déjà chez les Polynésiens, du moins à Taïti, où le mourant pouvait disposer de ses biens de toute espèce et donner, relativement à leur répartition, à ses amis et parents, des ordres habituellement considérés comme sacrés¹.

Dans la plupart des sociétés barbares, toujours plus ou moins empreintes de l'esprit communautaire, le droit de tester est inconnu ou très restreint. Le Koran recommande bien aux fidèles de laisser, *par testament*, leurs biens à leurs proches, mais il enchaîne le caprice du testateur en lui dictant ce qu'il doit faire et en déterminant la part de chaque héritier². Les institutions primitives des juifs n'admettaient pas non plus la faculté de tester³. — En Kabylie, le droit de tester est toléré, mais il est sévèrement réglementé par les *Kanouns*. Le testament kabyle, écrit ou verbal, doit être fait en présence des *ak'al*, de la *Kharouba*, du village ou de la tribu⁴. Le testateur ne peut disposer que du tiers de ses biens, s'il existe, au jour de son décès, un parent habile à lui succéder. A défaut d'héritiers légaux, le testateur dispose de la moitié de ses biens; l'autre revient à la *Kharouba*, au clan⁵. Presque tous les testaments kabyles contiennent un legs assez considérable en faveur de la *djemâa*, et tout cela semble bien indiquer que le droit de tester est, en Kabylie, de date relativement récente.

Dans l'Inde, l'ancien droit ne connaît pas le testament, qui était souvent suppléé par l'adoption⁶. Actuellement

1. Ellis. *Polynesian researches*, II, 362.

2. *Koran*, Sourates II et IV.

3. S. Maine. *Anc. Droit*, 187.

4. Hanoteau et Letourneux. *Kabylie*, II, 335.

5. *Ibid.*, II, 332.

6. S. Maine. *Anc. Droit*, 184.

encore, au Bengale, le bon plaisir du testateur est primé par certains droits supérieurs de la communauté de village ou de la famille¹.

Les anciennes populations de l'Europe ont, comme toutes celles que je viens d'énumérer, admis tardivement le droit de tester. Ce fut Solon qui, le premier, l'introduisit ou le reconnut à Athènes². A Sparte, on n'admit ce droit de tester que bien plus tardivement encore, après la guerre du Péloponèse.

A Rome, le droit de tester est déjà proclamé par la loi des Douze Tables : *Pater familias uti de pecuniâ tutelâve rei suæ legassit, ita jus esto*. Mais ce testament n'est nullement, d'après la loi, un moyen de morceler le domaine familial. Le texte même l'indique clairement, puisque le testateur dispose seulement de ses biens mobiliers (*pecunia*) et organise les intérêts de la *tutelle* familiale. Encore faut-il qu'il n'existe ni enfants ni proches parents³. Dans l'ancienne Rome, le testament avait surtout pour objet de régler l'administration intérieure de la famille. Mais peu à peu le pouvoir laissé au testateur s'élargit et même tellement que diverses lois durent le refréner. La loi *Furia* défendit de léguer ou de donner plus de 1000 as (50 francs). La loi *Falcidia* interdit de léguer plus des $\frac{3}{4}$ de son hérédité⁴. Dans le principe, le testament romain n'était ni secret, ni révocable, et il produisait effet sur-le-champ.

Avant l'influence romaine, les populations barbares de l'Europe ignoraient absolument le testament⁵. Aujourd'hui encore, chez les Slaves de Russie, la coutume ne permettrait pas à un père de famille de priver ses enfants de son héritage

1. S. Maine. *Anc. Droit*, 184-187.

2. Plutarque. *Solon*, XVIII.

3. S. Maine. *Anc. Droit*, 196. — Ortolan. *Hist. lég. rom.*, 89.

4. Domenget. *Institutes de Gaius*, 255.

5. S. Maine. *Anc. Droit*, 164.

au profit d'étrangers¹. Ce ne fut guère, en Europe, avant la dernière partie du moyen âge, que l'on commença à débarrasser le testament de toute entrave, à le regarder comme un moyen d'enlever tout ou partie de la propriété à la famille et d'en disposer à sa fantaisie. Longtemps le droit d'aînesse et l'essence même de la propriété féodale enchaînèrent le caprice du testateur en ce qui concernait la terre, aussi commença-t-on par disposer particulièrement des biens mobiliers. Enfin l'Église, par son avidité pour les biens du siècle, vulgarisa, élargit, autant qu'il était en elle, la liberté de tester, encore limitée cependant dans la plupart de nos codes contemporains.

VIII. — L'ÉVOLUTION DU DROIT D'HÉRITAGE

L'ensemble des faits précédents nous montre assez nettement comment est né, comment a évolué partout le droit d'héritage. A l'origine des sociétés, dans les clans communautaires, il ne pouvait être question d'héritage, les membres de l'association se remplaçaient simplement au fur et à mesure des décès et des naissances, comme les feuilles d'une plante à frondaison persistante. Les terrains de chasse et même de culture appartenaient à tous ; les objets mobiliers étaient de peu de valeur et souvent on voulait que le défunt les emportât dans l'au-delà. Pour que le droit d'héritage apparût sérieusement, il fallut que la famille se dégagât du clan et eût son domaine à elle. Mais, pendant bien longtemps, il ne vint à l'idée de personne que le chef de la famille, que cette famille fût maternelle ou paternelle, eût le droit d'user et d'abuser du domaine, de le morceler, de le dilapider, de

1. Leroy-Beaulieu. *Empire des tzars*, 483.

le léguer à des étrangers. La propriété foncière représentait la subsistance même de la petite collectivité familiale; toujours elle supportait des charges, auxquelles il fallait faire face. Le chef de la famille, si étendus que fussent ses pouvoirs, était, avant tout, un administrateur et quand le fils aîné lui succéda, ce fut, presque toujours, parce que, plus tôt que ses frères, il était en état de remplir les fonctions de chef; les droits, dont il héritait, étaient corrélatifs à des devoirs, et, aussi longtemps que le privilège de primogéniture ne fut pas devenu une chose légale, la communauté n'hésitait pas à remplacer au besoin par l'un des siens l'aîné incapable.

Pour que le droit de propriété devînt individuel, il fallut, au préalable, que l'unité familiale fût dissociée, et que les membres d'une même famille ne fussent plus considérés comme copropriétaires d'un domaine inaliénable. — Alors le partage, d'abord celui des biens mobiliers, entra dans les mœurs, puis dans les lois. Enfin le droit de tester, limité dans le principe aux valeurs mobilières et à certains arrangements intérieurs, à de suprêmes ordres ou conseils donnés par le chef mourant, fut affranchi de toute entrave. Le détenteur des biens put en disposer selon son caprice, quelle que fût la nature de ces biens, car la propriété foncière s'était mobilisée et se transmettait exactement comme les bijoux, comme l'argent avec lequel on la pouvait acquérir.

A ce moment de l'évolution du droit d'héritage, la législation, hésitante entre l'ancien ordre de choses et le nouveau, admet ordinairement des héritiers réservataires, dont les droits sont basés uniquement sur le degré de consanguinité. Par une conséquence naturelle et même nécessaire, à mesure que se constituait la propriété individuelle, les femmes, jadis esclaves de la succession, quand on visait par-dessus tout à ne pas morceler le domaine familial, y furent de plus en plus

admises, d'abord pour une part réduite, puis au même titre que les mâles : il n'y avait plus de raison pour les exhériter.

En somme, le droit d'héritage est né, s'est affirmé et individualisé à mesure que se désagrégeaient les collectivités sociales primitives, le clan et la famille; à mesure aussi que se créaient d'importantes valeurs mobilières, de plus en plus assimilées aux biens fonciers. Peu à peu les devoirs, attachés d'abord au droit d'hériter, disparurent, et l'on vit le droit d'aînesse, par exemple, survivre à toutes les obligations, qui, primitivement, le justifiaient dans une certaine mesure. On vit la propriété se transmettre sans autre raison qu'une consanguinité lointaine et souvent douteuse ou la capricieuse volonté, plus d'une fois captée, d'un testateur : tout cela sans le moindre souci des intérêts supérieurs de la collectivité. C'est le droit moderne. Quelles modifications y apportera sans doute l'avenir ? C'est ce que j'essayerai bientôt de prévoir.

CHAPITRE XIX

LE COMMERCE. — LES DETTES. — LA MONNAIE

- I. *Le commerce.* — Est inconnu aux primitifs. — Les agents commerciaux en Australie. — Le commerce par dépôts en Colombie et au Nouveau-Mexique. — Le commerce par dépôts chez les Libyens. — Le commerce armé en Nubie. — Les échanges entre les *cabanes* des Peaux-Rouges. — Intervention des chefs au Chili, à la Nouvelle-Calédonie. — Prélèvements des chefs au Gabon. — Liberté du commerce en Polynésie. — Aversion des sauvages et barbares pour le libre-échange. — Le commerce en Abyssinie. — Impôts excessifs sur le commerce dans l'Afrique centrale. — Commerce libre et protégé chez les Kabyles. — Le commerce dans l'Égypte ancienne. — Dans la Rome antique. — Règlements tyranniques à Carthage. — Solon protectionniste. — Exportation des grains interdite à Athènes. — Le protectionnisme dans la Rome antique. — Développement de son commerce. — Excessive réglementation du commerce dans l'Inde. — Ordonnances vexatoires au moyen âge.
- II. *Des dettes et de l'intérêt.* — Droits féroces des créanciers dans les sociétés sauvages et barbares. — En Afrique, à Rome, en Judée. — Lois plus humaines en Égypte. — Prescriptions humanitaires dans le Deutéronome. — Suicide du débiteur et ses conséquences en Chine. — Dureté des lois dans le Code de Manou. — *La veillée dharna* dans l'Inde, en Perse, en Irlande. — De l'intérêt. — Son accumulation limitée en Égypte. — Interdit par la Bible et le Koran. — Enormité de l'intérêt en Kabylie. — Limitation de l'intérêt dans l'Inde. — L'usure blâmée en Grèce. — Taux excessif de l'intérêt dans les sociétés barbares. — L'usure dans la Rome antique, en Irlande, au moyen âge, en Pologne.
- III. *De la monnaie.* — La musique et la monnaie, sujets troublants. — Monnaie primitive en Afrique. — Le sel, les kauris, les perles, les étoffes, etc. — Le roi M'tèsa et la monnaie métallique. — Monnaies primitives en Nubie, en Abyssinie. — Le thaler (talari) de Marie-Thérèse. — Coquillages monétaires dans l'Amérique centrale. — Pas de monnaie au

Pérou. — Monnaies au Mexique. — Plumes, fer, etc., servant de monnaie en Polynésie. — La monnaie en Malaisie. — La sapèque chinoise. — Le taël. — Les sicles hébraïques. — Monnaie fiduciaire à Carthage. — Monnaie métallique dans l'Inde. — Bétail-monnaie dans la Grèce antique et à Rome.

I. LE COMMERCE

Aux populations civilisées l'échange commercial semble chose toute simple. Pourtant, durant la longue enfance de l'humanité, bien des siècles se sont sûrement écoulés avant que les petits groupes ethniques aient eu même l'idée de pratiquer entre eux des trocs pacifiques. Partout, entre les hordes et tribus, les premiers rapports ont été des conflits guerriers, la lutte la plus brutale pour l'existence. Cela ressort clairement des formalités, des entraves plutôt, apportées aux échanges chez les peuples les plus sauvages.

Tout d'abord le commerce n'est point considéré comme une chose individuelle; il intéresse le groupe entier et est réglementé par lui. — En Australie, chez les Narrinyeri, quand deux tribus veulent entrer en relation commerciale ou entretenir ces relations, elles procèdent comme suit : des deux côtés, les fonctions d'agent commercial sont confiées à un individu choisi pour cela dès sa naissance et dont on a eu soin de conserver le cordon ombilical, enveloppé dans une touffe de plumes. Cet objet s'appelle le *Kalduke* et les pères des deux enfants l'échangent entre eux. Les enfants, ainsi consacrés au commerce, ne doivent jamais se parler et, à l'âge adulte, ils deviennent agents commerciaux en titre de leurs tribus respectives¹.

En pays sauvage, on est tellement accoutumé à considérer

1. *Native tribes of South Australia*, 23.

l'étranger et même le voisin comme un ennemi héréditaire, que les échanges commerciaux se font souvent au moyen d'un dépôt des marchandises dans un lieu convenu et à une date convenue. Dans la Colombie russe, en Amérique, voici quel était le procédé usité : l'étranger commençait par déposer sa marchandise sur le rivage, puis se retirait, l'Indien venait ensuite, plaçait, à côté du premier dépôt, ce qu'il croyait convenable d'offrir en échange, puis s'éloignait. L'étranger revenait alors et emportait les marchandises de l'Indien, si elles lui semblaient d'une suffisante valeur; sinon, il se retirait simplement, en attendant qu'on ajoutât quelque chose. Si l'on n'arrivait pas à s'entendre, chacun reprenait sa marchandise¹. Même manière de procéder, au Nouveau-Mexique, entre les soldats espagnols des *Presidios* et les Indiens. Le long du chemin, menant de Chihuahua à Santa-Fe, les Indiens, en humeur de commercer, plantaient des petites croix, auxquelles ils suspendaient une poche de cuir avec un peu de viande de cerf; puis au pied de la croix, ils déposaient des peaux de buffle à échanger pour des comestibles. Les soldats prenaient les peaux et laissaient en échange, au pied de la croix, de la viande salée².

Ces mœurs, accusant un si singulier mélange de confiance et de défiance, ne sont pas spéciales à l'Amérique et elles attestent, une fois de plus l'identité fondamentale du genre humain. Hérodote raconte qu'au delà des Colonnes d'Hercule, sur le littoral africain, les Carthaginois commerçaient de la même manière avec les Libyens. « Les Carthaginois débarquent leur cargaison, remontent sur leur navire et font une grande fumée. Les habitants viennent déposer de l'or près des marchandises. S'il y en a assez, les Carthaginois l'emportent; sinon ils retournent à bord et les

1. Bancroft. *Native Races*, etc., I, 63-64.

2. Humboldt. *Essai sur la Nouvelle-Espagne*, t. II, liv. III, ch. VIII.

indigènes ajoutent de l'or. Ils ne touchent pas à la cargaison avant qu'on ait enlevé l'or¹. » Les Nubiens de nos jours ont légèrement modifié le procédé; des deux côtés, on se range en armes et en présence les uns des autres ! Puis, entre les deux troupes, quelques individus font les échanges². Entre eux, les Peaux-Rouges agissaient d'une manière analogue, mais individuellement et sous le patronage du chef. Les caciques et guerriers des deux tribus commençaient par échanger des présents, puis on trafiquait d'une *cabane* à l'autre en envoyant à une *cabane* la marchandise à vendre; cette *cabane* renvoyait la marchandise ou quelque chose d'équivalent³. Au Chili, le chef avertissait à son de trompe ses sujets de l'arrivée de marchands. Les Indiens convoqués accouraient et se partageaient les marchandises. Plus tard, quand les marchands voulaient partir, nouvelle convocation et alors chaque acheteur apportait un objet en échange⁴.

Partout, dès que la tribu a une organisation monarchique, le chef intervient volontiers dans les échanges pour les autoriser ou les réglementer, surtout pour percevoir des droits. Ainsi les caciques chiliens, dont je parlais tout à l'heure, prélevaient des droits de passage sur les rivières; *ils avaient barre sur la rivière*⁵. — Il y a peu d'années encore, dans un district de la Nouvelle-Calédonie, des missionnaires français, fabricants d'huile de cocos, achetaient les noix par l'intermédiaire du chef, qui prélevait un bénéfice⁶. — Au Gabon, les tribus de l'intérieur, pour faire parvenir leurs marchandises à l'embouchure du fleuve, sont obligées, sous peine d'amende et même d'esclavage, de les faire passer de tribu

1. Hérodote, IV, 196.

2. Bulletin Soc. d'anthrop. *Les Nubiens du Jardin d'acclimatation* (1880).

3. Lafitau. *Mœurs*, etc., IV, 53.

4. *Ibid.*, IV, 54.

5. *Ibid.*, 55.

6. Thiercelin. *Journal d'un baleinier*, I, 305.

en tribu; le prix payé revient de la même façon et, chemin faisant, chaque chef prélève son droit de passage¹. — En Polynésie pourtant, les trocs commerciaux paraissent se faire librement, entre individus². Mais cela n'est pas ordinaire. Presque toujours les peuples sauvages ou barbares ont horreur du libre-échange³. J'en donnerai nombre de preuves.

En Abyssinie, où le commerce intérieur est assez actif, puisque chaque village presque a son marché, des péagers guettent, nuit et jour, les passants pour leur imposer des droits variables, qui jamais ne sont tarifés. Du reste les marchands, seuls, sont imposés en Abyssinie; le passage est libre pour les autres⁴. — Dans les petites monarchies barbares de l'Afrique moyenne, où le sang berbère s'est largement mélangé au sang nègre, le commerce d'esclaves, de denrées, d'étoffes, etc., est fort actif, il y a même des marchés réguliers, parfois quotidiens⁵, quelquefois fortifiés; car il faut mettre les marchands à l'abri des coups de main⁶. Les roitelets, gouverneurs, principicules prélèvent naturellement des droits, parfois fort onéreux, sur les échanges. A Kano, dans le Haoussa, le gouverneur s'empare tout simplement des deux tiers des dattes et autres fruits apportés au marché⁷. Cette ville de Kano est, d'ailleurs, grâce aux Touâreg nomades, en rapports commerciaux avec des pays fort lointains, avec Moursouk, Rhât, Tripoli, Tombouctou, etc.⁸.

Il faut aller chez les Kabyles républicains pour trouver un commerce libre, quoique protégé. Les marchés kabyles sont

1. Du Chaillu. *Afrique équatoriale*, 11.

2. *Voy. Astrolabe* (pièces justificatives, 178, 365). — *Voy. de Cook*.

3. Burton. *Voy. Grands Lacs*, 681.

4. Combes et Tamisier. *Voy. Abyssinie*, IV, 104, 107. — D'Abbadie. *Douze Ans dans la haute Éthiopie*, 21.

5. Barth. *Voyage*, etc., I, 331.

6. *Ibid.*, III, 223.

7. Clapperton. *Second Voyage*, II, 89.

8. Barth. *Voyage*, etc., II, 22. — I, 279.

la propriété de la tribu. Sur chaque marché (*souk*), il y a des mesureurs désignés; mais les marchés sont francs de tout droit, sauf pour l'école de la tribu (*mâmera*), quand il y en a une. De plus le terrain du marché est déclaré neutre, placé sous l'*ânaia* des propriétaires; même en temps de guerre, on peut s'y rendre et en partir impunément. Tout délit commis sur le *souk* est une violation de l'*ânaia* publique et il est puni sur-le-champ avec une exceptionnelle rigueur; par exemple, le moindre vol entraîne la lapidation immédiate¹.

Cette liberté et ce respect du commerce chez les Kabyles, sont une sorte d'anomalie. Dans presque tous les États barbares de l'antiquité et de nos jours, même dans les plus civilisés, le commerce et l'industrie, qui l'alimente, ont été soumis à de très gênantes entraves. On sait assez avec quelle répugnance la Chine et le Japon se sont ouverts au commerce européen. J'ai dit précédemment combien l'ancienne Égypte aussi se méfiait des commerçants étrangers, comment elle ne leur permettait d'entrer dans le pays que par certains points de la frontière ou du littoral, interdisait aux Égyptiens de faire partie des caravanes, déclarait impurs l'âne et le chameau². Avant Psammétique, les navigateurs étrangers abordant en Égypte étaient mis à mort ou réduits en esclavage³. Mais l'amour du gain est tenace et, dans l'empire des Pharaons comme ailleurs, les marchands finirent par l'emporter et organiser un important commerce d'exportation en grains, tissus, verreries, poteries⁴.

Or l'exportation provoque forcément l'importation.

Cependant, contre cette dernière, et en général contre toute concurrence, les États barbares prennent des mesures

1. Hanoteau et Letourneux. *Kabylie*, II, 78.

2. Mesnil-Marigny. *Hist. Econ. pol.*, I, 313-314.

3. Diodore, I, 67. — Duncker. *Les Égyptiens*, 268.

4. M. Marigny. *Loc. cit.*, I, 317.

de défense et de défiance, d'autant plus brutales que leur civilisation est moins développée. Nous avons vu tout à l'heure comment l'Égypte ancienne avait commencé par fermer ses frontières. Les Carthaginois, commerçants féroces, interdirent, sous peine de mort, aux habitants de la Sardaigne de cultiver la terre : ils avaient leurs propres blés à placer¹ et allaient jusqu'à couler bas tout vaisseau naviguant sur le littoral de la Sardaigne, du Portugal ou de la Mauritanie². Les marchands romains ne devaient être reçus qu'à Carthage et dans certains ports de la Sicile. Tout commerce leur était interdit sur les côtes de la Libye, de la Sardaigne, du Portugal et de tous les rivages occidentaux de la Méditerranée. Les traités conclus à cet effet sont formels : « A moins de force majeure, les Romains et leurs alliés ne navigueront pas au-delà du beau promontoire, c'est-à-dire du premier cap situé au nord de Carthage. S'ils y sont contraints par force majeure, il ne leur sera permis d'y rien vendre³. » — « Les Romains et leurs alliés ne trafiqueront ni ne bâtiront de villes en Sardaigne et en Afrique⁴. » Étaient-ils obligés de se réfugier dans les ports interdits, ils n'y devaient pas séjourner plus de cinq jours. Ces règlements féroces nous donnent la raison de la colère chronique qui échauffait Caton l'ancien, Caton l'usurier, contre Carthage. Le *delenda Carthago* veut dire tout simplement : « J'ai des blés à vendre ; je fais autant que possible de l'usure maritime, à des taux exorbitants. Détruisez-moi ces concurrents⁵. »

La Grèce, pourtant si intelligente, n'échappa pas plus que Carthage à la manie de la protection à outrance et à la folie du gain à tout prix. Solon, le sage Solon, fit fulminer la

1. Mesnil-Marigny. *Hist. Econ. pol.*, III, 293.

2. Strabon, XVII.

3. Polybe. Liv. III.

4. Tite-Live, VI (seconde décade).

5. *L'Italie* (Duruy, Filon, etc.), 548.

malédiction divine contre quiconque exporterait de l'Attique des denrées agricoles autres que des figues, de l'huile et du miel¹. L'esprit de Solon était simplement, sous le rapport économique, celui de son temps et de son pays, et cet esprit persista bien plus tard, aux plus glorieuses époques de la Grèce. Du vivant de Démosthènes, on encourait encore la peine capitale pour avoir exporté des grains². Les droits d'importation dans l'Attique étaient de 10 à 20 p. 100³. — La guerre du Péloponèse dura uniquement parce que les Athéniens refusèrent absolument d'ouvrir leurs ports et le marché d'Athènes aux Mégariens⁴.

Rome ne fut pas plus libre-échangiste que les autres États méditerranéens. De bonne heure, elle pratiqua le commerce maritime sur le littoral des îles et sur celui de l'Afrique, où elle rencontra la redoutable rivalité des Tyriens, des Carthaginois, etc. Elle achetait à Carthage et en Égypte bien plus qu'elle n'y vendait, et néanmoins elle frappait les marchandises de provenance étrangère d'un droit énorme, de 12 1/2 p. 100, *ad valorem*⁵. J'ai dit précédemment comment les Romains firent arracher les vignes gauloises pour se débarrasser de leur concurrence.

Tout cela cadre assez mal avec le superbe mépris que les Romains bien nés professaient pour le commerce : « Nous devons, disait Cicéron, mépriser les commerçants... car, pour gagner, il faut qu'ils mentent. Quoi de noble dans une boutique ? » Mais Cicéron n'entendait parler que du petit commerce : « Le grand commerce, dit-il, n'est pas aussi méprisable. » Pourquoi ? — Ce qui est sûr, c'est que les chevaliers romains et surtout les chevaliers dits publicains, les

1. Mesnil-Marigny. *Loc. cit.*, III, 56.

2. Démosthènes. *Philippique*, X. — *Discours contre Nicostrate*, etc.

3. Mesnil-Marigny. *Loc. cit.*, III, 232.

4. Thucydide. *Guerre du Péloponèse*, CXXXIX.

5. *Code de Justinien*, liv. IV, tit. 65. — *Code de Théodose*, liv. IV, tit. 12.

fermiers généraux de Rome, faisaient en grand le commerce d'importation et d'exportation. L'Égypte envoyait à Rome du blé, des esclaves noirs, de l'ivoire, les produits de l'Inde, etc. Quarante mille malheureux travaillaient dans les mines de Carthagène. Pouzzoles, en Italie; Marseille, Lyon, Bordeaux, Nantes, en Gaule, étaient d'importants marchés. — A Rome, le petit commerce occupait de très nombreuses boutiques, des baraques adossées aux maisons et louées fort cher. Les divers genres de commerce et les métiers exercés soit par des esclaves, soit par des affranchis, clients de leurs anciens maîtres et travaillant à leur profit, étaient classés par quartiers, par corporations, comme il est arrivé en tout pays¹. C'est à Numa Pompilius, que l'on rapporte la première organisation de ces catégories industrielles, de ces corporations qui ont survécu, en France, jusqu'à la Révolution.

La place me manque pour parler en détail des grandes nations asiatiques, de la Chine, du Japon, de l'Inde; mais tout ce que je viens de dire de notre antiquité classique leur est applicable : la haine et la méfiance de l'étranger, la protection à outrance, la réglementation excessive, inquisitoriale. Bien longtemps les Chinois n'ont, pour ainsi dire, pas commercé en dehors de leur pays². Dans l'Inde, nous dit Strabon, pour empêcher l'exportation d'une graminée spéciale, le *bosphorum*, on la torréfiait après l'avoir battue³. On réglait minutieusement les poids et mesures, le débit des fruits dans la saison convenable; le même marchand ne pouvait vendre deux denrées diverses, sans payer double impôt⁴. « Le roi, dit Manou, doit tous les cinq ou quinze jours, et sur rapports d'experts, fixer le prix des marchan-

1. *Italie* (Duru, Filon, etc.), 601-602, 603, etc.

2. *Lettres édifiantes*, IX, 325.

3. Strabon, X, 10.

4. *Ibid.*, liv. XV, 38.

dises; il a le droit de régler, d'interdire, ou de s'attribuer l'importation ou l'exportation de telle ou telle denrée¹. » Tous les six mois, le monarque doit fixer la valeur des métaux précieux, etc.².

L'Europe, jusqu'à une époque très récente, n'a pas été plus sage. A Lubeck, Hambourg, etc., on prohibait les étoffes de laine fabriquées en Angleterre; à Venise, les Allemands ne pouvaient offrir leurs marchandises qu'à des marchands vénitiens et n'avaient pas le droit de les remporter. On allait même jusqu'à les confisquer, si elles étaient de celles que les Vénitiens importaient par mer. En France, durant le moyen âge et jusqu'à une époque très voisine de nous, on a publié relativement au commerce quantité d'édits et d'ordonnances vexatoires et absurdes : « Considérant, dit un édit de Philippe le Bel, que nos ennemis pourraient profiter de nos vivres et qu'il importe aussi de leur laisser leurs marchandises, nous avons ordonné que les premiers ne pourraient pas sortir ni les dernières entrer. » Une ordonnance de Charles IX interdit d'exporter « laines, lins, chanvres, filaces », d'importer « draps, toiles, étoffes rayées, harnois, épées, etc. »³. Je m'arrête, ne voulant pas troubler dans leurs tombes les mânes de Sully et de Colbert, ni surtout, ce qui serait bien plus grave, avoir l'air de critiquer nos protectionnistes contemporains, qui abusent aujourd'hui d'un régime de liberté pour nous rejeter dans les mœurs et errements du passé. De vieux instincts hérités constituent le fond de la mentalité humaine et la superposition des tendances innées est tout à fait comparable à celle des terrains en géologie. L'esprit de progrès et de liberté n'est qu'une mince couche, recouvrant mal les puissantes strates morales, léguées par les ancêtres.

1. *Manou*, liv. VIII.

2. *Ibid.*, VIII, 403.

3. Mesnil-Marigny. *Hist. Économ. polit.*, III, 304-305.

II. DES DETTES ET DE L'INTÉRÊT

Après ce rapide aperçu sur le commerce, je ne saurais me dispenser de retracer, également à grands traits, l'histoire sociologique des dettes et emprunts.

A. *Des dettes.* Dès que l'on est sorti du régime de la communauté, dès qu'il existe une propriété individuelle, si restreinte qu'elle soit, il s'établit un droit et une morale basés sur la considération du tien et du mien, et ni l'un ni l'autre ne pèchent par excès de générosité. Nous avons vu que, chez les Esquimaux, la propriété se limite strictement à ce qui est nécessaire à la conservation de l'individu; le surplus est propriété commune. Mais, dans l'Afrique nègre, où la propriété individuelle est déjà complètement instituée, il y a des créanciers, des débiteurs et, en cas d'insolvabilité, ces derniers sont tout simplement réduits en esclavage¹. Dans nombre de pays sauvages ou barbares, on retrouve la même brutalité; l'argent, ou ce qui en tient lieu, la valeur, prime de beaucoup la liberté et même la vie des hommes. En Russie, jusqu'en 1624, le débiteur insolvable pouvait devenir temporairement l'esclave de son créancier (Meyer et Ardant, *Question agraire*, 214). A Rome, nous l'avons vu, le débiteur insolvable non seulement était réduit en servitude, mais même il pouvait être coupé en morceaux. En Judée², en Grèce, etc.³, le créancier avait le droit d'asservir non seulement son débiteur, mais sa femme et ses enfants. Il faut saluer avec quelque respect l'Égypte

1. Du Chaillu. *Afrique équatoriale*, 375.

2. *Rois*, liv. IV, ch. IV, v. 1.

3. Plutarque. *Solon*, XXIV.

ancienne, où il n'était pas permis de prendre ainsi hypothèque sur la personne du débiteur ou des siens.

Donnons aussi une mention honorable à certaines prescriptions bibliques, cadrant mal avec le droit de servitude pour dettes. L'Exode recommande au prêteur de ne point accepter en gage la couverture dans laquelle son débiteur s'enveloppe la nuit¹. Le Deutéronome ne veut pas que l'on s'empare de la meule, dont le pauvre se sert pour broyer son blé². — En Kabylie, où l'esprit de solidarité des anciens clans est encore vivant, le créancier impayé peut enlever non seulement le fils de son débiteur, mais il a même le droit d'attaquer et de dépouiller tout concitoyen de ce débiteur. C'est alors une affaire à débattre entre les deux communes³. Nous avons vu précédemment que, durant notre moyen âge, la même coutume était en vigueur dans les petites républiques de l'Italie.

Dans les grands empires de l'Asie, en Chine, dans l'Inde, en Perse, nous retrouvons aussi, dans les relations entre créanciers et débiteurs, une extrême dureté, pourtant certains moyens employés tantôt par les uns, tantôt par les autres, sont inspirés par des sentiments de solidarité, d'humanité et ils valent d'être mentionnés. En Chine, où l'on est responsable de tout suicide dont on a été la cause ou même l'occasion, il arrive que le débiteur, harcelé, tourmenté par un créancier inexorable, s'acquitte et se venge en même temps, en allant se pendre à la porte de l'homme qui le pourchasse⁴.

① Dans l'Inde, où le *Code de Manou* reconnaît au créancier le droit de contraindre le débiteur en saisissant et enfermant

1. *Exode*, XXII, 22, 24.

2. *Deutéronome*, XXIV, 12-13.

3. Hanoteau et Letourneux. *Kabylie*, II, 356.

4. Ph. Daryl. *Le Monde chinois*, 53.

son fils, sa femme, son bétail, ou bien en le maltraitant lui-même et l'emmenant dans sa maison¹, où les dettes sont solidaires entre père et fils, etc., jusqu'à la troisième génération, on recourt aussi à la contrainte morale, à ce qu'on appelle la *veillée dharna*, qui est évidemment la suprême ressource du créancier faible vis-à-vis d'un débiteur puissant. La *veillée dharna*, c'est le guet à la porte du débiteur, mais le guet religieux. Le créancier, ou plus souvent le représentant du créancier, s'assied à la porte du débiteur, en tenant à la main soit du poison, soit un poignard, soit une arme quelconque; et il menace de se suicider, si le débiteur récalcitrant essaye de passer outre. Pendant toute la veillée, le créancier et son représentant, qui est ordinairement un brahmane, doivent jeûner et au besoin se laisser mourir de faim. Or, d'après le *Code de Manou*, il n'est pas de crime plus épouvantable que de tuer ou de causer la mort d'un brahmane, c'est pourquoi l'intervention d'un brahmane est, autant que possible, requise par le créancier pour donner à la *veillée dharna* toute son efficacité². — La même coutume se retrouve en Perse, mais là le créancier, exerçant la contrainte par le jeûne, commence par semer de l'orge devant la porte de son débiteur; puis il s'assied au milieu et attend³.

Il est bien curieux de rencontrer exactement le même usage dans l'ancienne Irlande et, cette fois, le *Senchus Mor* nous dit expressément que la contrainte par le jeûne doit s'employer contre les débiteurs d'une classe supérieure : « L'avertissement, dit-il, précède la saisie pour les grades inférieurs, excepté si elle s'opère par ou sur des gens de distinction; c'est alors le jeûne qui précède la saisie. » —

1. *Manou*, VIII, 50.

2. S. Maine. *Instit. primit.*, 53, 369.

3. *Ibid.*, 369.

« Quiconque ne donne pas un gage à celui qui jeûne est un être sans conscience ¹. »

Dans l'Italie méridionale, on reconnaissait encore la solidarité pécuniaire des membres d'une même famille. Or il en était de même en Irlande, où le code brehon déclarait que la dette contractée par un homme était garantie par les biens appartenant aux membres de sa famille.

En somme, toutes ces lois ou coutumes, relatives aux dettes, sont empreintes d'une naïve brutalité et nous avons vu que, dans la Rome primitive et dans l'Athènes de Solon, elles n'étaient pas plus clémentes. L'ensemble de ces faits atteste assez éloquemment qu'en pays sauvage et même simplement barbare, l'argent ou plus généralement les valeurs d'échange jouent déjà un rôle des plus importants.

B. *De l'intérêt.* L'idée d'emprunter ou de prêter n'est sûrement pas neuve dans l'humanité, mais ce qui semble moins ancien, c'est l'idée de prêter à intérêt. En effet nombre de vieilles législations ou interdisent l'intérêt ou s'efforcent d'en refréner le taux. Dans l'Égypte ancienne, la loi ne permettait pas que la somme des intérêts accumulés dépassât le chiffre de la somme prêtée². La Bible et le Koran défendent l'usure, c'est-à-dire le prêt à intérêt; la première entre Hébreux, le second absolument³ : « Vous n'usurerez point votre frère, dit le Deutéronome, en lui prêtant de l'argent dont vous tireriez intérêt, ni du grain, ni quelque autre chose que ce soit, mais seulement l'étranger ⁴. » Et le Koran : « Ceux qui avalent le produit de l'usure se lèveront au jour de la résurrection, comme celui que Satan a souillé de son contact. » — « Dieu exterminera l'usure et fera germer l'aumône⁵. » — « O

1. S. Maine. *Inst. primit.*, 52-54.

2. Diodore, I, 79.

3. *Exode*, XXII. — *Koran*, II.

4. *Deutéronome*, XXIII.

5. *Koran*, II, 274-276.

croissants, ne vous livrez pas à l'usure en la portant au double et toujours au double¹. » — En Kabylie, la gratuité du prêt est encore prêchée par les marabouts. Certaines tribus ont même établi des pénalités contre le prêteur, l'emprunteur et les intermédiaires. Les dévots timorés et avides prêtent sans intérêt, mais en rusant avec le texte sacré et majorant proportionnellement la somme à rembourser. — Dans d'autres tribus, moins scrupuleuses, l'intérêt légal est de 33 p. 100 par an. Il peut même dépasser 50 p. 100. On prête au mois, au voyage, à la semaine, à la journée, à la saison².

En Chine, dans l'Inde de Manou, dans la Grèce antique, nous trouvons aussi soit des lois qui réfrènent les abus du prêt à intérêt, soit des protestations contre le principe même de ce genre d'opérations. La Chine et l'Inde antique, imitant sans doute à leur insu la législation égyptienne, n'ont pas permis que l'intérêt accumulé pût dépasser le capital prêté. En Chine, le taux de l'intérêt est énorme, 30 p. 100, mais il n'est exigible que pendant trois ans. Ensuite on ne doit plus que le capital³. De même nous lisons dans le *Code de Manou*, que l'intérêt, s'il est payé en une seule fois et non par mois et par jour, ne doit pas dépasser le capital⁴. C'est qu'en effet, dans l'Inde et dans la plupart des civilisations barbares, anciennes ou contemporaines, l'intérêt se règle mensuellement. Enfin, aux yeux du législateur Manou, l'action de prêter à intérêt est d'une moralité tellement douteuse, qu'elle est interdite aux castes supérieures, aux brahmanes et aux Kchatryas⁵. En outre, même pour les autres classes, le code déclare que « la somme prêtée à une personne dans la dé-

1. *Koran*, III, 125.

2. Hanoteau et Letourneux. *Kabylie*, II, 398, 494.

3. E. Simon. *Cité chinoise*. 1^{re} 4.

4. *Manou*, VIII, 151.

5. *Ibid.*, XI, 117.

tresse ne peut donner lieu à aucun intérêt; car alors cet intérêt serait extorqué ».

En Grèce, Aristote nous traduit l'opinion dominante en nous disant que l'usure, c'est-à-dire le prêt à intérêt, est « de tous les moyens de se procurer de la richesse, celui qui est le plus contraire à la nature¹ ». — Mais les scrupules de l'antiquité gréco-latine, relativement au prêt à intérêt, ne durèrent pas bien longtemps. En tout temps et en tout pays, de telles inquiétudes morales supposent une société surtout agricole, où la propriété rurale est immobilisée, constituée en domaines familiaux se suffisant à eux-mêmes, où le commerce est presque nul, où l'industrie est une industrie de village, subvenant seulement aux besoins de la consommation locale. Dès que s'ouvre l'ère du commerce maritime, international; dès que l'industrie fabrique pour l'étranger, on voit naître la spéculation, l'agiotage, qui pratiquent largement le prêt et l'emprunt. Alors l'usure cesse d'être stigmatisée; elle devient même respectable, légale et s'appelle intérêt, légitime loyer de l'argent.

Mais, si légitime qu'il soit, ce loyer est longtemps excessif et ordinairement mensuel. On ne songe plus alors à empêcher l'accumulation indéfinie des intérêts, et le taux en est toujours énorme. J'en citerai quelques exemples.

Aujourd'hui encore en Abyssinie, où l'on a conservé les anciens usages, on prête à 10 p. 100 par mois, soit 120 p. 100 par an². *Le Code de Manou* décide que le prêteur nanti d'un gage doit se contenter de 1 1/4 par mois, et de 2 p. 100 par mois, s'il n'a point de gage³. Il n'admet pas qu'on perçoive jamais plus de 5 p. 100 par mois⁴; mais il

1. *Politique*, liv. I, ch. iv, 23.

2. Combes et Tamisier. *Voy. Abyssin*, III, 347.

3. *Code de Manou*, VIII, 140-141.

4. *Ibid.*, VIII, 152.

décide sans fausse honte que le taux de l'intérêt doit être en raison inverse de la position sociale : 2 p. 100 par mois pour un brâhmane ; 3 p. 100 pour un Kchatriya ; 4 p. 100 pour un Vaicya et 5 p. 100 pour un Soudra¹. Le même code stipule cependant qu'en raison des risques, l'intérêt est libre quand il s'agit d'un prêt relatif à de longs voyages par terre ou à des traversées maritimes². Voyager, par terre ou par mer, était alors chose chanceuse. Ainsi, pour aller de l'Inde en Chine, il ne fallait pas moins de trois ans. — A Athènes aussi, le taux de l'intérêt était mensuel et très élevé. Solon l'abaisa à 18 p. 100 et cela parut un bienfait. En outre on donnait pour gage sa personne et sa terre, avec *translation* de la propriété de cette dernière. Le taux le plus bas de l'intérêt, à Athènes, semble avoir été de 10 p. 100 ; les banquiers prenaient couramment 36 p. 100³. Une inscription trouvée à Corcyre prouve que l'argent prêté rapportait alors habituellement 24 p. 100⁴. — A Rome, la loi des Douze Tables fixe l'intérêt à un douzième du capital par mois⁵.

Les Romains usuraient avec furie. Caton l'Ancien faisait l'usure maritime, la plus exagérée de toutes. Plus tard, l'usurier exerça son métier en plein soleil, avec actes régulièrement passés en présence des officiers publics, puis dûment enregistrés et conservés par l'État. On se faisait de gros revenus en empruntant à petits intérêts pour replacer à des taux énormes. Le taux légal était de 12 p. 100, par an, payables mensuellement ou à la fin de l'année, mais alors avec l'intérêt des intérêts. Ainsi procé-

1. *Manou*, VIII, 142.

2. *Ibid.*, VIII, 157.

3. Meyer et Ardant. *Question agraire*, 42. — Mesnil-Marigny, *Loc. cit.*, III, 61.

4. Mesnil-Marigny. *Loc. cit.*, III, 195.

5. Durny, Filon, etc. *Italie*, 501, 548.

daient les honnêtes gens, mais l'usurier d'Horace prêtait à 60 p. 100¹.

Les choses n'allèrent pas plus honorablement dans l'Europe barbare ou féodale. En Irlande, les chefs usuraient sur le bétail prêté par eux. Ils en retiraient annuellement un tiers de la valeur, soit 33 p. 100². En France, à la fin du XIII^e siècle, le prêteur touchait, par semaine, deux deniers par livre, soit 43 p. 100 par an³. En Pologne, où, suivant la coutume primitive, l'homme libre, débiteur insolvable, tombait en servage, la loi tolérait un intérêt de 20 p. 100 par an⁴.

Mais, pour que l'intérêt d'une somme prêtée puisse être fixé avec précision et même pour que le commerce puisse se développer, prendre de l'importance, il faut au préalable qu'une grande invention ait été faite, celle de la monnaie, dont il me reste à parler.

III. DE LA MONNAIE

Certains sujets ont le privilège d'inspirer aux auteurs des dissertations médiocrement sensées. Sous ce rapport, l'esthétique a conquis dès longtemps une juste célébrité, spécialement l'esthétique musicale; mais la monnaie lui dispute cet honneur. A propos de la monnaie, on a composé quantité de dissertations subtiles; on a imaginé des théories algébriques, métaphysiques, mystiques, généralement alambiquées et peu intelligibles. De tels égarements doivent être inhérents à la perfection même de nos signes monétaires. Il

1. Duruy, etc. *Italie*, 548.

2. Meyer et Ardant. *Question agraire*, 129.

3. A. Giry. *Hist. ville de Saint-Omer*, 296.

4. Meyer et Ardant. *Loc. cit.*, 189.

semble, en effet, qu'un pouvoir magique réside dans ces pièces d'or, en échange desquelles on peut contenter la plupart de ses désirs et, si l'on en détient une quantité suffisante, dominer réellement le monde plus sûrement que les monarques les plus despotiques. L'histoire de l'évolution de la monnaie est propre à nous garantir de toutes ces aberrations et, cette histoire, l'ethnographie nous la raconte en détail.

Ainsi que nous l'avons vu précédemment, le commerce a d'abord été un simple troc, mais bien vite on a senti le besoin d'une marchandise-type, servant d'étalon pour apprécier la valeur des autres et pouvant être offerte en échange d'un objet quelconque.

Les populations du vaste continent africain nous font déjà assister aux diverses étapes du perfectionnement de la monnaie. Ce sont tantôt des produits naturels, tantôt des produits ouvrés, qui servent à faciliter les trocs. Le sel surtout y est tenu en grande estime. Dans toute l'Afrique moyenne, le sel gemme est un objet précieux, servant de monnaie. On l'extrait de divers gisements, notamment des ruines de Taoderai¹. « Chez les Latoukas, dit Baker, c'était la monnaie préférée, monnaie comestible et que certains chefs mangeaient avidement². » Dans la région occupée par les Latoukas, on ne trouve point de sel gemme, mais les indigènes réussissent à en extraire du crottin de chèvre, incinéré, dilué, filtré, puis évaporé, et d'une plante analogue à la canne à sucre³. Dans une grande partie de l'Afrique noire, on dit « un mangeur de sel » pour désigner un homme riche, et sur les bords du lac Albert Nyanza, des pincées de sel, gacieusement offertes aux enfants, servent aux mis-

1. Barth. *Voy.* IV, 102, 103.

2. White Baker. *Albert N'yanzos*, 248.

3. *Ibid.*, 248.

sionnaires d'amorces pour amadouer les populations¹.

Le sel peut, en Afrique, être comparé à notre monnaie d'or. Certains coquillages jouent au contraire le rôle de notre monnaie de billon, surtout le *cauri* (*Cyprea moneta*), qui se recueille sur divers points du littoral, depuis le cap Hafoun jusqu'au Mozambique². Sur la côte occidentale les cauris sont enfilés par quarantaine, et cinquante de ces fils valent un dollar³. Dans les pays de l'intérieur, les cauris ne sont point enfilés; on les prend, cinq à la fois, pour en former des tas de 200, de 1,000⁴. A Kano, le *kauri* s'appelle *kourdi* et 2,500 de ces coquillages équivalent à un florin d'Autriche ou à un écu d'Espagne. C'est une monnaie fort encombrante; un chameau ordinaire ne peut porter plus de 100,000 kourdis; un animal robuste en porte 150,000, soit la valeur de soixante écus d'Espagne⁵.

D'autres produits naturels peuvent jouer le rôle de monnaie, par exemple des épices (clou de girofle, poivre, anis, fenouil)⁶ ou du sarrazin (*Pennisetum typhoïdeum*)⁷. — Les perles de verroterie, de porcelaine, de corail sont souvent aussi de précieuses monnaies. Dans l'Afrique orientale, le *samsam* ou petit corail est appelé *le ravageur des villes*⁸, car il séduit les femmes, comme l'or séduisit autrefois Danaé. Les perles de verroterie et de porcelaine sont très estimées; mais le goût change; tantôt on les veut rouges, tantôt blanches, tantôt opales⁹. En 1858, à Msènè, Burton pouvait

1. *Annales de la propagation de la foi* (1888).

2. Burton. *Voy. aux Grands Lacs*, 709.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*, I, 325.

5. *Ibid.*, II, 28, 29.

6. *Lettres édifiantes*, IV, 264.

7. Barth. *Loc. cit.*, I, 257.

8. Burton. *Loc. cit.*, 685.

9. White-Baker. *Loc. cit.*, 394.

acheter une livre de bœuf pour dix perles¹. Le brassard de fil de laiton constituait aussi une précieuse valeur².

Le laiton est déjà une monnaie artificielle, mais il en est une autre beaucoup plus usitée, c'est la bande d'étoffe, surtout de couleur voyante³. Dans divers pays de l'Afrique moyenne, on tisse à cet effet d'étroites bandes de cotonnade, larges seulement de deux ou trois pouces. D'autres étoffes, moins étroites, servant de vêtements aux femmes qui les roulent autour de leur corps, jouent aussi le rôle de monnaie; à Katsena, ces étoffes s'appellent *tourkedi*; à Baghiruci, ce sont des *Fardas*⁴.

Dans les pays relativement civilisés, à Tombouctou, par exemple, l'argent en espèces est déjà apprécié, mais il est très rare et très recherché⁵. A Koukaoua, en Nubie, et dans toute l'Afrique orientale, la monnaie précieuse est le thaler d'Autriche, à l'effigie de Marie-Thérèse. Il vient d'Égypte ou par l'Égypte et facilite beaucoup les transactions commerciales. Mais les monnaies métalliques n'ont pas encore pénétré dans la région des Grands Lacs. Speke, ayant donné au fameux roi Mtésa une bourse contenant diverses pièces de monnaie, le monarque y fit à peine attention et la jeta de côté; quoique le voyageur se fût efforcé de lui en faire connaître la valeur⁶.

En Nubie et en Abyssinie, on retrouve à peu près toutes les monnaies africaines, sauf les *kauris*. En Abyssinie, les monnaies courantes sont le sel, des toiles spéciales (*chamma*), bordées à la partie inférieure d'une bande noire, rouge

1. Burton. *Loc. cit.*, 345, 684.

2. *Ibid.*, 684.

3. Burton. *Loc. cit.*, 688.

4. Barth. *Loc. cit.*, II, 70. 211. — III, 134, 139, 196.

5. *Ibid.*, IV, 42.

6. Speke. *Voy. sources du Nil*, 319.

ou bleue¹. En Nubie, on y joint de la poudre d'or enfermée dans des tuyaux de plume. A Massaouah, lors du voyage de Combes et Tamisier, on se servait, comme monnaie, de grains de verroterie bleu foncé². Mais la monnaie la plus estimée dans toute cette région, en Nubie aussi bien qu'en Abyssinie, c'est le *talari*, le thaler à l'effigie de Marie-Thérèse. On n'en admet pas d'un autre règne et encore, pour que les pièces aient un cours facile, il faut que les sept points du diadème de la reine soient bien marqués ainsi que ceux de l'agrafe; il est aussi nécessaire que les deux lettres SF, placées au-dessous du buste, soient nettement frappées³. A l'époque du voyage de Combes et Tamisier, d'autres monnaies, plus primitives encore, avaient cours en Abyssinie, savoir des bouteilles de Venise (*brenhi*), des paquets de grosses aiguilles à coudre, même du poivre noir et du tabac à priser⁴. Aucun des peuples africains actuels, du moins aucun de ceux que l'on peut tenir plus ou moins pour aborigènes, n'a donc de monnaie métallique, de monnaie au sens européen; car le thaler d'Autriche est d'importation étrangère.

Les peuples de l'Amérique centrale ont procédé, en ce qui touche l'invention de la monnaie, à peu près comme les populations africaines. Chez les Chinouks, la monnaie est une coquille (*hiaqua*), enfilée en cordons et dont, à égale longueur, la valeur grandit avec la grosseur des coquillages⁵. — L'un des principaux États de l'Amérique centrale, le Pérou, n'avait point de monnaie et son communisme centralisé lui permettait de s'en passer. En effet, dans le Pérou

1. Combes et Tamisier. *Voy. Abyss.*, IV, 66, 108.

2. *Ibid.*, I, 105.

3. *Ibid.*, IV, 108.

4. *Ibid.*, I, 105.

5. Bancroft. *Native states*, etc., I, 239.

des Incas, il n'y avait point de commerce; la loi de l'offre et de la demande n'existait pas, ce qui prouve bien, en dépit des dires de nos économistes, que sa rigueur n'a rien de commun avec celle de la loi de la gravitation. Au contraire, au Mexique, où le commerce était fort en honneur, où les villes avaient des marchés et des foires, le besoin d'une monnaie s'était fait sentir et on y avait pourvu. La poussière d'or, contenue dans des tuyaux de plume, comme en Nubie, y servait de monnaie; on usait aussi, pour le même objet, de sacs de cacao, contenant un nombre déterminé de grains. Enfin il existait une monnaie métallique, consistant en morceaux d'étain ayant la forme ou au moins l'empreinte d'un T¹. Les Aztèques ne connaissaient d'ailleurs ni la balance, ni les poids. Cette dernière invention, qui a eu de si importantes conséquences scientifiques et même morales, ne paraît avoir été faite que par les races blanches.

Dans le monde mongoloïde et mongol d'Océanie et d'Asie, nous voyons que la monnaie a évolué à peu près comme en Afrique et en Amérique. En Polynésie, au temps de Cook, tout, même et surtout la complaisance des femmes, se pouvait acheter pour des plumes rouges ou, mieux encore, des clous. Dans certaines îles de la Malaisie, il n'y a pas bien longtemps encore, tout s'obtenait avec du fer, dont les indigènes fabriquaient des outils et des armes. Pour un gros clou, même rompu, on acquérait toute sorte de marchandises². Aujourd'hui encore, aux îles Ké, la monnaie est inconnue; les couteaux, les vêtements, l'arrak forment le seul moyen d'échange³. Mais les États malais plus civilisés ont des monnaies métalliques. Autrefois, dans le royaume de Queda (Atchin), le roi tirait de ses mines de l'étain, dont il faisait

1. W. Prescott. *Conquête du Mexique*, II, 111, 117.

2. *Lettres édifiantes*, Recueil, III, 64.

3. Wallace. *Malay Archipelago*, II, 110.

fabriquer des pièces de monnaie pesant une livre et « valant sept sols », dit un ancien missionnaire ; en outre, il faisait frapper de très petites monnaies d'or, ayant une ligne et demie de diamètre et sur lesquelles étaient gravés des caractères arabes. Enfin une minuscule monnaie de cuivre circulait parmi le peuple¹. A Java, avant l'établissement des colonies hollandaises, la monnaie courante était la sapèque chinoise, ronde, percée d'un trou au centre et pesant sept grammes². C'est encore aujourd'hui la seule monnaie métallique des Chinois, du moins la seule frappée. Ces sapèques s'enfilent par centaines et par milliers. Mille sapèques, ainsi enfilées, forment une ligature et valent à peu près cinq francs³.

L'invention de la sapèque remonterait, en Chine, à 2600 ans avant Jésus-Christ. Mais, en même temps, les Chinois se servent, en guise de monnaies précieuses, de lingots d'argent, que l'on coupe suivant le besoin et dont on pèse les morceaux⁴. Le taël chinois représente simplement une once chinoise (37^{gr},796) d'argent⁵.

Les races blanches, sémitique et aryenne, ont devancé et dépassé les autres races humaines, dans tout ce qui a trait aux monnaies, comme sur tant d'autres points. Abraham, nous dit la Genèse, paya à Ephron 400 sicles d'argent, « en bonne monnaie ayant cours », un champ qu'il lui acheta⁶. Pourtant nous ignorons si ces sicles représentaient des lingots ou de l'argent monnayé. Il est sûr, dans tous les cas, qu'on les pesait. Mais le champ, acheté par Jacob, fut payé cent pièces d'argent marquées chacune d'un agneau. « Il en paya

1. *Lettres édifiantes*, XI, 163.

2. *Voy. Comp. Indes Orientales*, I, 363. — E. Simon. *Cité chinoise*, 121.

3. E. Simon. *Loc. cit.*, 121.

4. *Lettres édifiantes*, XI, 273.

5. E. Simon. *Cité chinoise*, 121.

6. *Genèse*, ch. XXIII, v. 16.

cent agneaux aux enfants d'Hemor, père de Sichem. » (*Genèse*, ch. xxxiii, v. 19.) Comme, dans toutes les questions financières, les peuples sémitiques ont eu une certaine précocité, on ne s'étonne pas trop de voir les Carthaginois inventer les premiers une monnaie fiduciaire, consistant en un « petit morceau de cuir, enveloppant un objet de la grosseur d'une pièce de quatre drachmes ». L'enveloppe était cachetée¹.

Dans l'Inde, la monnaie métallique fut aussi connue, dès les temps les plus reculés. Manou parle de monnaie d'or, dite des souverains, de monnaies d'argent (*machecas*), et de monnaies de cuivre (*panas*). Ces pièces étaient d'ailleurs très grossièrement fabriquées, puisque, nous raconte Pline, un affranchi, Annius Proclamus, qui séjourna pendant plusieurs années à la cour d'un rajah de Taprobane (Ceylan) parle de la surprise de ce prince, alors qu'il vit des monnaies romaines, ayant même poids tout en portant des effigies différentes².

En Grèce, à l'époque homérique, point de monnaies d'or ou d'argent. Le bœuf et le mouton en tenaient lieu. Le bœuf était même l'étalon monétaire, auquel on rapportait tout³. Le mouton était évalué au cinquième de la valeur d'un bœuf; c'était une monnaie divisionnaire⁴. Plus tard, il y eut, en Grèce, deux monnaies; l'une, assez rare, consistant en pièces d'or et d'argent. Les gouvernements s'en approvisionnaient; car elles servaient surtout pour le commerce international. D'autres monnaies de plomb, de cuivre, de fer, étaient employées pour les échanges intérieurs et leur valeur était fixée par décrets. La monnaie de fer, dont les Spartiates se servaient chez eux, n'avait donc rien d'exceptionnel⁵.

1. M. Marigny. *Hist. Econ. polit.*, III, 251.

2. Pline, liv. VI, ch. xxiv.

3. *Iliade*, XXIII.

4. M. Marigny. *Loc. cit.*, II, 237.

5. Plutarque, *Lycurgue*, XVI.

Les Romains firent exactement comme les Hellènes. Leur première monnaie fut la vache, plus tard remplacée par une monnaie métallique, appelée *vacca* et portant l'effigie d'une vache. Répétons-le encore une fois : les peuples de race blanche ont eu des débuts tout aussi humbles que ceux des races de couleur ; péniblement ils ont suivi la route commune ; seulement ils ont marché plus loin.

Les grossiers commencements de la monnaie, sa lente évolution, à peu près uniforme partout, nous semblent bannir tout mystère de cette intéressante question économique. Peut-être les écrivains, incapables de considérer une pièce d'or sans ressentir un éblouissement, un vertige, qui troublent le cours de leurs pensées et raisonnements, retrouveront-ils un peu de sang-froid en lisant le très simple exposé qui précède. Nous ne saurions trop le leur souhaiter.

CHAPITRE XX

LE PASSÉ ET L'AVENIR DE LA PROPRIÉTÉ

- I. *L'évolution de la propriété jusqu'à nos jours.* — Par la solidarité l'instinct d'appropriation s'idéalise. — De la horde au clan et à la famille. — L'origine de la propriété individuelle. — L'agriculture et la propriété. — La domestication des animaux et la propriété mobilière. — La culture en commun et les allottements périodiques. — La propriété familiale. — La communauté de village. — Ses effets moraux. — Les empiètements des chefs de tribus sur la propriété commune. — Morcellement de la propriété familiale. — Le régime féodal et la propriété. — Le commerce et les valeurs mobilières. — Le croît de la population dépend du régime de la propriété. — Le capital. — La sélection par l'argent. — Comment a péri le monde antique.
- II. *La propriété dans l'Europe contemporaine.* — La Révolution de 89 et la propriété. — L'affranchissement complet de la propriété individuelle. — La répartition de la propriété foncière en Europe. — En France. — La dépopulation des campagnes. — La population industrielle. — Le chiffre des valeurs mobilières en France. — Extrême inégalité des fortunes. Ses conséquences. — Abus du régime industriel. — Civilisation mercantile. — Prédications pessimistes. — Les faits sociaux sont essentiellement modifiables.
- III. *L'avenir du droit de propriété.* — Doctrines révolutionnaires de certains modérés. — Les réformes graduées. — Révolutions et amputations. — Retour nécessaire à la solidarité. — La république d'Utopie. — Réforme nécessaire du droit d'héritage. — La famille et la société. — Restriction graduelle du droit d'héritage. — La progression des valeurs successorales. — Le but de la sociologie scientifique.

I. ÉVOLUTION DE LA PROPRIÉTÉ JUSQU'À NOS JOURS.

Dans les précédents chapitres, je me suis efforcé de suivre

le développement du droit de propriété depuis ses débuts les plus lointains, c'est-à-dire en empruntant le plus souvent à l'ethnographie les renseignements que l'histoire est impuissante à fournir. J'ai même essayé, en étudiant les animaux, de remonter jusqu'aux origines biologiques du goût de la propriété et montré que cet appétit se rattache au plus primordial des instincts, commun à l'homme et aux animaux supérieurs, à l'instinct de conservation. La tendance à l'appropriation est donc, par essence, directement opposée à l'altruisme. Pour s'en rapprocher, il lui faut s'idéaliser, c'est-à-dire se socialiser, se solidariser : c'est ce qui est arrivé dans les sociétés primitives et il n'en pouvait être autrement. Les premiers hommes étaient à la fois mal pourvus d'armes naturelles et relativement intelligents ; force était donc qu'ils devinssent sociables. Pour durer, pour se défendre, il leur fallut se grouper en petites hordes et, pour cela, il suffit que les rejetons restassent auprès de leurs progéniteurs. L'homme fit simplement, sous le fouet brutal de la nécessité, ce que font beaucoup d'animaux et surtout les singes.

Dans ces hordes de l'humanité sauvage, où l'on vivait presque exclusivement de chasse, où l'on était perpétuellement en conflit pour l'existence avec les fauves et les hordes rivales, tout fut et dut être d'abord en commun, surtout la propriété du district de chasse, que l'on avait sans cesse à défendre contre des compétiteurs. La première propriété individuelle fut celle des objets, faisant en quelque sorte corps avec la personne, celle des armes, ustensiles, bijoux, que l'on fabriquait soi-même et que, nous l'avons vu, on emportait ordinairement dans le tombeau. L'origine première de l'appropriation personnelle semble donc avoir été l'effort industriel. Cette tendance à assimiler à la personnalité, à confondre avec elle certains objets en quelque sorte créés par

l'individu finit par englober les êtres que l'on avait ravis ou conquis : les femmes enlevées aux hordes voisines, les esclaves, quand, par un calcul utilitaire, on épargna l'ennemi vaincu. Dès lors le droit de la propriété privée était fondé et il grandit lentement au cours de l'évolution sociale.

C'est au goût de la propriété qu'il faut attribuer la formation de la famille, sa différenciation du clan. Dans la horde anarchique, les femmes, d'abord plus ou moins accaparées par le plus fort, puis soumises à une sorte de promiscuité réglementée, quand on fut organisé en clans, finirent par être alloties, plus particulièrement attribuées à tel ou tels hommes et, à partir de ce moment, on commença à se préoccuper de la filiation et des degrés de la consanguinité. Mais longtemps la famille primitive participa de la confusion du clan communautaire d'où elle était sortie : elle fut très vaste et forma une sorte de clan en miniature.

Cette segmentation de la horde ou de la tribu en clans, puis des clans en familles nombreuses devait pousser au morcellement de la propriété, d'abord indivise. D'autres innovations secondèrent ce mouvement et, en premier lieu, l'invention et le développement de l'agriculture.

Même durant la période primitive où l'homme sauvage vit principalement des produits de sa chasse ou de sa pêche, il ne dédaigne pas les fruits, racines ou végétaux comestibles, dont la cueillette ou la recherche sont dédaigneusement laissées aux femmes. De là à l'idée de multiplier les plantes utiles, au moins certaines d'entre elles, il n'y a qu'un pas, logiquement tout naturel, mais que l'humanité mit bien des milliers d'années à faire. Il n'est pas impossible que cet énorme progrès ait été dû surtout aux femmes, primitivement chargées, seules, de recueillir les fruits sauvages ; il est sûr, du moins, que bien longtemps on laissa tous les travaux agricoles à la charge des femmes, travaillant comme des animaux domes-

tiques. Mais l'agriculture se développa avec une extrême lenteur. Nous avons vu qu'elle fut d'abord très limitée, très mal habile et nomade. Dans le principe, la collectivité du clan ou de la tribu n'attacha pas une grande importance aux premiers essais agricoles. Ces insignifiantes et temporaires emprises sur le vaste territoire de chasse ne nuisaient à personne, et, comme elles nécessitaient ordinairement un déboisement préalable, fort pénible à exécuter, on ne contesta pas aux premiers défricheurs la propriété non pas sans doute du fonds momentanément utilisé par eux, mais de la maigre récolte qu'ils parvenaient à en tirer. Tout cela pourtant favorisait le développement de la propriété ou personnelle ou familiale.

La domestication de certains animaux, tantôt antérieure, tantôt postérieure à l'agriculture, souvent simultanée, agit encore dans le même sens et elle semble bien avoir fait définitivement distinguer la propriété mobilière de celle du sol. En effet les animaux domestiques constituaient une valeur, qui pouvait s'acquérir, se perdre, s'accumuler, en résumé, changer de mains avec une grande facilité; c'était une richesse très mobile, s'accroissant d'elle-même, distincte du territoire possédé en commun par la collectivité. Le goût du commerce se développa aussi beaucoup avec la possession de troupeaux nombreux; souvent même on fit de telle ou telle espèce animale une monnaie vivante. Enfin on finit par utiliser dans les travaux agricoles certains animaux domestiques et même, dernier progrès, par découvrir l'art des fumures, qui rendit moins nécessaires les jachères et les assolements. On eut à partir de ce moment une véritable agriculture, une agriculture stable et occupant à demeure une partie de plus en plus grande du territoire; la chasse devint un accessoire et l'on tira surtout sa subsistance des champs et des troupeaux. Il fallut bien alors régler sérieusement le

droit à la propriété foncière. En cela, partout et dans toutes les races, la même marche fut suivie. On débuta par cultiver le sol en commun, par faire paître les troupeaux dans des pâturages indivis; puis, pour satisfaire la tendance à l'individualisme, on recourut à des allotements périodiques, attribuant à chaque famille l'usufruit d'une parcelle déterminée pendant un espace de temps variable, mais qui tendait toujours à s'allonger.

Une fois entré dans cette voie, on ne s'arrêta plus. Visant sans cesse à devenir moins dépendantes de leur clan, les familles revendiquèrent d'abord, comme propriété stable et transmissible à leurs descendants, le terrain sur lequel était construite leur habitation et aussi le petit clos attenant, la terre salique des Germains. A cette petite parcelle, retirée de la circulation, elles ajoutaient souvent des acquêts, des défrichements pris sur la forêt circonvoisine, au milieu de laquelle les villages étaient comme noyés. Sur ces terrains, la communauté se bornait à exercer le domaine éminent, à les reprendre en cas d'abandon ou de déchéance, à en régler la transmission, etc.

A partir de ce moment, le primitif clan de chasseurs est devenu un groupe agricole, une communauté de village. Néanmoins il reste toujours une petite société plus ou moins consanguine, dont les membres ont encore la prétention et la croyance de descendre d'un commun ancêtre, mais qui se recrute souvent par l'accession d'étrangers utiles. L'esprit de ces covillageois communautaires est encore tout imprégné de tendances morales, engendrées par les âges antérieurs, et une grande solidarité relie tous les membres du groupe; tout le monde concourt au maintien de l'association; en revanche personne n'est abandonné.

Rien de plus répandu que ce régime des communautés de village. Ça et là, en Amérique et en Afrique, nous l'avons ren-

contré soit comme survivance d'un âge disparu, soit comme amorce d'un âge à venir. Surtout nous en avons constaté l'existence actuelle ou historique en Malaisie, dans l'Indo-Chine, en Chine, dans l'Inde, dans l'Afghanistan, en Perse, dans toute l'Europe antique, enfin, aujourd'hui encore, chez des millions de Slaves.

Le système de la communauté de village représente en effet un mode d'association à la fois très simple et très avantageux, sans compter qu'il diffère assez peu du clan primitif. On dit souvent en manière d'adage que « l'union fait la force » ; mais il est plus juste encore de dire que la faiblesse fait l'union. Au début des sociétés humaines, quand l'isolement équivalait à la mort, les hommes forment spontanément des petits groupes étroitement unis, où l'individu ne sépare pas, et pour cause, ses intérêts de ceux des voisins. On y acquiert l'habitude de s'entr'aider ; on y apprend à s'aimer. C'est durant cette période, ordinairement d'une énorme durée, que se forment dans le cerveau humain un certain altruisme, des instincts de solidarité, qui persistent plus ou moins longtemps, à titre de survivances morales, au milieu des âges individualistes, où ils ne sont plus qu'un anachronisme.

Ce furent surtout les tribus républicaines, qui s'accommodèrent le mieux du régime des communautés de village et le conservèrent le plus facilement. Les tribus aristocratiques ou monarchiques furent de bonne heure soumises au bon plaisir de leurs maîtres ou à tout le moins durent leur assigner, à titre de propriété privilégiée, un lot plus considérable. Mais le ou les chefs, d'abord électifs, puis héréditaires, transformèrent à la longue leur usufruit en propriété transmissible à leurs descendants ; de plus ils empiétèrent de plus en plus sur les bois, les prairies, sur tout le domaine resté communal. L'exemple venait de haut et était tentant ;

les familles ordinaires le suivirent et peu à peu l'allotement devint définitif. Chaque famille eut sa propriété à elle, qui tendit à son tour à se morceler, par héritage, à mesure que se dissociait la communauté familiale.

Ce dernier émiettement du sol, qui eut pour conséquence finale la mobilisation extrême de la propriété foncière, fut cependant gêné et ralenti dans les contrées où s'organisa le régime féodal. Là, en effet, le souverain, s'étant emparé du domaine éminent, ne le rétrocédait à ses vassaux qu'à titre de fiefs, dans le principe, simplement viagers, et en échange de redevances, de services déterminés, spécialement de services militaires. Le morcellement du domaine concédé, son aliénation vénale n'étaient donc pas possibles. Enfin, quand le fief fut devenu héréditaire, le droit d'aînesse résulta tout naturellement de la situation du vassal vis-à-vis de son suzerain, mais ce droit d'aînesse n'était nullement ce qu'il devint plus tard : un privilège gratuit. A son tour le régime féodal de la propriété fut lui-même battu en brèche par les progrès lents et constants de l'individualisme.

En fin de compte, partout où l'évolution du droit de propriété put parcourir toutes ses phases, la primitive notion de la propriété commune s'effaça ; les convoitises individuelles entrèrent en lice et, de manière ou d'autre, par la force, ou par la ruse, il se constitua de grands propriétaires, faisant cultiver leurs domaines soit par des esclaves, soit par des colons, soit par des mercenaires, soit par des fermiers payant redevance. — L'inégalité des fortunes devint dès lors énorme et elle fut favorisée encore par les progrès du commerce et de l'industrie, qui nécessitèrent la création, en masse considérable, de valeurs fiduciaires, par excellence, accumulables. — Telle était la distribution générale de la propriété, dans l'antiquité classique, en Grèce et à Rome, durant la période de décadence.

En rapprochant, en combinant les notions historiques et les documents ethnographiques, nous obtenons une vue d'ensemble de l'évolution de la propriété, depuis l'origine des sociétés humaines, et nous voyons pourquoi, comment ont sombré les plus glorieuses civilisations qui ont précédé la nôtre. Il en est, comme celle de la Chine, qui en sont encore restées à un degré intermédiaire. Mais, pour celles qui ont parcouru le cycle complet, nous constatons que leur destinée a été rigoureusement corrélative à leur organisation de la propriété. Tout d'abord, elles sont nées et elles ont grandi à l'abri tutélaire du clan communautaire, puis de la communauté de village, garantissant tous leurs membres contre l'abandon, mais ne permettant à personne d'accaparer l'avoir de tous. Avec ce régime on voit partout la population foisonner; le croît en est énorme et généralement elle essaima ou conquiert; elle déborde sur les contrées voisines. En Russie, par exemple, le régime du *mir* pousse au mariage, s'oppose au malthusianisme, puisque chaque famille a droit à une part d'autant plus grande du sol qu'elle compte plus de travailleurs et par suite est d'autant plus riche qu'elle est plus nombreuse. En Russie, dans les huit gouvernements de la région agricole et centrale, l'augmentation de la population est en proportion de l'excédent des terres échues aux paysans¹. Aussi nul pays d'Europe n'a autant de mariages que la Russie, nul n'a une natalité aussi forte. Elle est presque le doublé de la nôtre², et, au point de vue de l'avenir des deux nations, la conséquence est facile à tirer. — Tous les grands peuples ont eu une jeunesse analogue.

Nous avons vu comment, à mesure que grandit la sécurité, la propriété devint de plus en plus individuelle et mobile, comment se forma ce que les économistes appellent « le

1. Leroy-Beaulieu. *Empire des tzars*, I, 580.

2. *Ibid.*, I, 500.

capital », c'est-à-dire une masse de valeurs accumulables, représentant du travail, si l'on veut, mais du travail en puissance, du travail indépendant du travailleur, plus exactement du pouvoir social, la faculté de faire travailler les autres. — Quand cette transformation économique fut suffisamment accomplie, dans l'antiquité gréco-latine, par exemple, un nouveau genre de sélection sociale entra en jeu : la sélection par et pour l'argent, pour le capital. Cette sélection se fit rarement au profit du plus noble moralement, du plus élevé intellectuellement ; en général, elle donna l'avantage, dans la mêlée sociale, au plus avide, au plus rapace, et non seulement à lui, mais à ses descendants, puisque la fortune acquise, peu importait comment, se transmettait héréditairement aux consanguins. Or, un aliéniste anglais, qui est en même temps un penseur éminent, nous apprend que « l'extrême passion pour la richesse, alors qu'elle absorbe toutes les forces de la vie, prédispose à une décadence morale et intellectuelle ; que la descendance de l'homme, qui a beaucoup travaillé pour s'enrichir, est souvent dégénérée physiquement et mentalement, égoïste, sans moralité, instinctivement fourbe, etc. » ¹. Il en fut bien ainsi dans le monde antique. Peu à peu les petits propriétaires furent dépossédés, asservis, réduits à la condition de mercenaires ou de colons, travaillant sur les *latifundia* des grands propriétaires, en même temps que, par les spéculations commerciales et industrielles, par le trafic des esclaves, par l'usure et l'agiotage, d'énormes fortunes s'entassaient en un petit nombre de mains.

Finalement et dans les derniers temps de la Grèce indépendante d'abord, de la Rome impériale ensuite, il s'était fondé un régime de criante inégalité sociale. D'un côté,

1. Maudsley. *Pathologie de l'Esprit*.

une petite minorité détenant la majeure partie des richesses ; de l'autre, une foule asservie et avilie. Les premiers, portés le plus souvent à subordonner les intérêts généraux à leurs intérêts particuliers, ne se souciaient guère de la commune patrie, qui d'ailleurs n'était plus commune ; les autres, les déshérités, n'avaient plus rien à défendre et ne couraient guère, à tout événement, d'autre risque que celui de changer de maîtres. Le conquérant, barbare ou non, pouvait surgir et il n'y manqua point ; il intervient toujours là où sont amassées de grandes richesses entre les mains d'une population incapable de les défendre.

Ainsi ont péri toutes les civilisations disparues : « De toutes les civilisations, qui sont nées, puis ont fleuri, dit un penseur américain, il ne reste aujourd'hui que celles qui se sont arrêtées dans leur développement et la nôtre, mais celle-ci n'est pas encore aussi vieille que l'étaient les Pyramides, alors qu'Abraham les contemplait¹. » Il nous reste maintenant à nous demander quel est, au point de vue de la propriété, l'état de notre civilisation contemporaine, à quel degré elle est parvenue à l'étiage de l'évolution. Puis nous essayerons de prévoir, si, elle aussi, doit subir le sort tragique des civilisations disparues.

II. LA PROPRIÉTÉ DANS L'EUROPE CONTEMPORAINE

Un graduel morcellement du domaine primitivement commun, puis un mouvement inverse de concentration des parcelles entre les mains d'un petit nombre de grands pro-

1. H. George. *Progrès et Pauvreté*, 458.

priétaires, telle est la formule générale de l'évolution de la propriété. Le régime communautaire est détruit par l'instinct individualiste; puis les gros mangent les petits; d'où langueur, maladie et mort du corps social. Il en a été ainsi pour les nations, qui ont parcouru toutes les phases de leur existence historique.

En Europe, sur les ruines de l'empire romain, la féodalité avait reconstruit un nouvel ordre de choses, qui, pour un certain nombre de siècles, enraya le mouvement de la propriété, en créant un état social, inique sans doute, mais relativement stable. Nous avons vu précédemment, comment, en 1789, s'est écroulé le lourd édifice féodal, totalement détruit en France, et dont il ne subsiste plus que des débris dans les autres contrées d'Europe. — Au point de vue qui nous occupe ici, la caractéristique du grand mouvement de 89, son résultat principal, c'est la complète mobilisation de la propriété, son affranchissement absolu, l'assimilation à peu près entière des biens fonciers aux valeurs mobilières, la faculté laissée à tout le monde de transmuier les unes dans les autres. La propriété féodale n'allait pas sans de lourdes charges. Ainsi, après la conquête normande, les propriétaires anglais ne possédaient leurs fiefs qu'à la condition de fournir au besoin soixante mille hommes parfaitement armés et équipés, sans préjudice d'autres redevances ¹, entre autres, de la *plaigerie* et des *aides*, c'est-à-dire d'un cautionnement et de contributions, quand le suzerain déclarait avoir un impérieux besoin d'argent.

Le propriétaire moderne, sauf le paiement de certains impôts, dont il a tenu compte en achetant la terre qu'il détient, ne doit, du chef de sa propriété, rien à l'État, qui lui en garantit la possession; pourtant il en possède le fonds

1. H. George. *Progrès et Pauvreté*.

et le tréfonds avec le droit d'user et d'abuser dans toute sa plénitude. Pour les biens mobiliers le droit de propriété est encore bien plus affranchi. Certaines valeurs mobilières, et des plus importantes, sont même franches de toute charge et il est licite de détenir des biens mobiliers pour telle somme que l'on pourra, sans que la communauté exige du possesseur ni impôt ni service. Ce droit absolu est même considéré comme le plus sacré des droits et la plupart des articles de nos codes modernes ont été rédigés dans le but d'assurer, de garantir la tranquille possession et la régulière transmission de la propriété ainsi comprise. Dans un précédent ouvrage, j'ai parlé de la morale mercantile, résultant tout naturellement de cet ordre de choses. La palme est offerte non aux meilleurs, c'est à-dire aux individus les mieux doués du côté de l'intelligence et du caractère, mais à ceux qui, de manière ou d'autre, et même en louvoyant habilement entre certains articles de loi quelque peu gênants, parviendront à amasser de grosses fortunes. — De ce brutal individualisme à outrance doit résulter fatalement la concentration de la propriété en un petit nombre de mains, d'où la formation d'une masse toujours grossissante de prolétaires.

L'état actuel de la propriété foncière, surtout de sa répartition, en Europe, montre bien qu'il en est ainsi. En Angleterre, la grande propriété a fini par exproprier à peu près complètement la propriété communale et par absorber la petite propriété. Cette absorption, commencée par l'usurpation et la violence, se continue aujourd'hui par achat; car les frais d'examen légal sont si considérables en Angleterre que, seuls, les gros capitalistes sont assez riches pour faire de petites acquisitions. En résumé, l'effet combiné des abus du passé et du présent a eu pour résultat, en Angleterre, de faire passer la propriété de certaines provinces entre les

maines de cinq à six personnes ¹. Ainsi la moitié de l'Angleterre appartient à cent cinquante individus; la moitié de l'Écosse à dix ou douze ². Depuis plusieurs années, la presse anglaise nous parle de la lutte engagée dans l'île de Skye (Écosse) entre les fermiers expulsés, jetés en quelque sorte à la mer, et les propriétaires, transformant leurs champs en territoires de chasse, sans se soucier en rien des cultivateurs. Des faits du même genre se reproduisent sur d'autres points de l'Écosse. Ainsi quarante familles de bons fermiers possédant 7,000 moutons, 7,000 chèvres, 200 bêtes à cornes et 28 chevaux furent expulsés par le grand-père du jeune marquis Huntley. A l'expiration de leurs baux, les tenanciers furent mis dehors... leurs maisons furent démolies et la terre convertie en territoire de chasse ³, exactement comme au temps de Guillaume le Conquérant. Enfin personne n'ignore quelle est la situation actuelle de l'Irlande et quelle lutte sauvage y est engagée entre les landlords et les tenanciers.

En Allemagne et dans l'Autriche-Hongrie, les statistiques officielles montrent aussi la progressive disparition des petites « manses », surtout dans le Tyrol méridional, en Bohême et dans la Prusse rhénane.

En 1883, l'enquête du « Verein für sozial Politik » a montré qu'en Lorraine aussi le morcellement a été suivi de la concentration individualiste ⁴.

En France, l'opinion courante et généralement non vérifiée est que la Révolution a détruit à jamais la grande propriété. Mais on oublie que la petite propriété existait déjà sur une assez grande échelle dans l'ancienne France. Depuis lors,

1. E. de Laveleye. *De la propriété*, 141-142.

2. J. Bright. *Discours à Birmingham* (27 août 1866).

3. *Fornightly Review*, 1873.

4. Meyer et Ardant. *Question agraire*, 9.

il s'est produit chez nous un double mouvement : d'une part, le morcellement extrême de la petite propriété, pendant que, de l'autre, la grande propriété se maintenait ou se reconstituait, en changeant seulement de mains.

Le tableau du nombre des cotes foncières en regard des superficies imposées nous montre, que de zéro à un hectare, il y a, dans notre pays, 8,585,323 cotes représentant seulement 2,577,589 hectares. Au contraire au-dessus de 200 hectares, il y a 17,676 cotes pour une superficie de 8,017,542 hectares. Les cotes intermédiaires se classent dans le même sens. Si l'on groupe toutes les cotes en trois catégories sous les rubriques *petite, moyenne et grande* propriété, on voit que la première détient 34 p. 100, la seconde 29 p. 100 et la troisième 35 p. 100 du sol de la France¹. — Mais le nombre des cotes est loin de répondre exactement à celui des propriétaires. Si l'on classe ceux-ci par catégories, on voit que la très petite propriété (de zéro à cinq hectares) représente onze millions d'hectares et est entre les mains de six millions de propriétaires ; que la petite propriété (de cinq à dix hectares) compte six millions d'hectares pour 529,000 propriétaires ; que la propriété moyenne (de dix à cinquante hectares) comprend quatorze millions d'hectares possédés par 437,000 propriétaires ; que la grande propriété (de cinquante à cent hectares) détient cinq millions d'hectares pour 43,000 propriétaires ; enfin que la très grande propriété (de cent hectares et au-dessus) mesure douze millions d'hectares pour 19,000 propriétaires². En dégagant la petite propriété (de zéro à dix hectares), on voit que 500,000 individus environ possèdent trente-deux millions d'hectares sur les quarante-neuf millions soumis à l'impôt³. Au contraire six

1. F. Maurice. *Réforme agraire*, 249.

2. *Ibid.*, 70-71-72.

3. *Ibid.*, 77.

millions d'habitants se disputent par lambeaux onze millions d'hectares¹. 240,000 propriétaires de cinq hectares cultivent eux-mêmes ou font valoir leur petit domaine. 3,400,000 petits propriétaires (au-dessous de cinq hectares) ne peuvent vivre des produits de leur champ et sont, pour la plupart, ouvriers, journaliers, manœuvres².

Nous voilà loin du régime de la petite propriété à outrance, que la Révolution est censée avoir inauguré. D'autre part, il semble bien que la grande propriété progresse, puisque le chiffre de la population rurale décroît. En 1831, il était de près de vingt-six millions (25,877,200); il n'est plus, malgré l'augmentation de la population, que de 24,575,506³. Dans certaines régions, la population rurale décroît même rapidement. En cinquante ans, la Normandie a perdu plus d'un demi-million d'habitants. Dans le Calvados, de 1826 à 1881, les décès l'ont emporté de 54,514 sur les naissances⁴; car tout naturellement le malthusianisme s'en mêle.

Le tableau de la propriété bâtie des villes, comprenant les maisons, les usines, est loin aussi d'indiquer une démocratisation de la propriété. Cette catégorie de biens immobiliers est entre les mains d'un million trois cent mille personnes, dont 700,000 détiennent la propriété bâtie d'habitation⁵. Enfin l'existence de 250,000 maisons n'ayant qu'une seule ouverture et de plus de trois millions n'en ayant que deux ou trois⁶ indique qu'une grosse partie de la population vit dans un état de pauvreté qui touche à la misère.

Mais pendant que la population rurale se raréfie, celle

1. F. Maurice. *Réforme agraire*, 72.

2. *Ibid.*, 65.

3. *Ibid.*, 285.

4. *Ibid.*, 285-288.

5. *Ibid.*, 81.

6. *Ibid.*, 249.

des villes grossit toujours; elle n'était que de 6,692,023 en 1831; elle est actuellement de 13,096,542¹. La raison de cet entassement toujours croissant de la population dans les villes est connue de tous; c'est le développement de l'industrie, surtout de la grande industrie, produisant à outrance, pour produire, pour gagner. Nous avons les oreilles rebattues d'homélies banales attribuant ce déplacement de la population à l'irréligion, à l'affaiblissement de la moralité; or il résulte presque uniquement de notre régime industriel, des salaires, pourtant fort médiocres, offerts à la foule des déshérités, n'ayant d'autre propriété que leurs bras. Dès 1851, plus de six millions de personnes (6,044,280) étaient directement employées, en France, dans les professions industrielles et plus de deux millions dans la grande industrie²; mais, en 1876, notre population industrielle comptait plus de neuf millions d'individus (9,274,537)³. Les mêmes faits, mais plus accentués, s'accusent dans les pays plus industriels encore que le nôtre. La population agricole ne représente plus que 12 p. 100 dans le Royaume-Uni; 16 p. 100 dans les Pays-Bas, tandis qu'elle est de 77 p. 100 en Italie, de 85 p. 100 en Russie⁴. J'ai parlé ailleurs⁵ des maux inhérents au régime moderne de la grande industrie, savoir du chiffre énorme et toujours plus grand des indigents, de l'accroissement des suicides, de l'ivrognerie, de la mortalité dans les classes industrielles, de l'abaissement de la taille, du graduel ralentissement dans le croît de la population; je n'y reviendrai pas.

Mais de cette profonde transformation dans le mode d'emploi de l'activité et des forces humaines est résultée la créa-

1. F. Maurice. *Loc. cit.*, 285.

2. M. Block. *Statistique de la France*, II, 115.

3. A. Legoyt. *Le suicide*.

4. M. Block. *Loc. cit.*, 96.

5. *L'Évolution de la morale*.

tion de valeurs mobilières représentant un capital énorme. En France seulement le capital des exploitations constituées par actions et obligations atteint quarante milliards ; mais il y a en plus les titres de la dette publique et environ deux milliards placés dans les fonds étrangers ; au total, cela fait une masse d'environ soixante-dix milliards pouvant se répartir de la manière la plus inégale, de valeurs indéfiniment accumulables en un petit nombre de mains. Il en est de même dans tous les pays civilisés, surtout dans les contrées les plus industrielles ; il y aurait, en Angleterre, cent mille millionnaires¹, et, en Amérique, on commence à voir apparaître dans sa gloire dorée un type nouveau, celui du milliardaire, c'est-à-dire du véritable roi de notre civilisation mercantile.

Par compensation nécessaire le nombre des personnes dépourvues de toute propriété grossit sans cesse. En France, un million et demi d'indigents participent aux distributions des bureaux de bienfaisance ; quatre cent mille malades se font soigner dans les hôpitaux ; soixante-dix mille infirmes, vieillards, etc., sont reçus dans les hospices ; il y a soixante-dix mille enfants trouvés, abandonnés, orphelins. Enfin les bagnes, prisons, etc., logent quatre cent mille individus². Sans doute il est nécessaire que toute population ait son déchet, mais celui-ci est effrayant et, si l'on veut bien se souvenir en outre qu'environ un quart de nos jeunes gens sont déclarés, pour cause d'infirmité, impropres au service militaire par nos conseils de revision, qu'enfin le chiffre de notre natalité va décroissant toujours et nous présage, dans un avenir pas trop lointain, la dépopulation qui a précédé et présagé la ruine de la Grèce antique et de l'empire romain, on sera peu rassuré au sujet de l'avenir qui attend notre monde moderne, si fier de ses arts, de ses sciences, en un

1. Chirac. *Les Rois de la république*, 111-112.

2. F. Maurice. *Réforme agraire*, 115.

mot de sa civilisation. Le monde romain a péri par la grande propriété, l'esclavage et le colonat; le nôtre succombera-t-il par le salariat ?

En France, vingt-cinq millions de travailleurs, d'employés, de commis, etc., n'ont guère pour vivre, eux et leurs familles, qu'une somme de six milliards sur une production agricole et industrielle d'une vingtaine de milliards¹. Sans doute il est, dans cette vaste classe des salariés de tout ordre, une minorité qui mène une existence plus ou moins aisée, mais la masse des petits, n'ayant d'autre ressource que le travail manuel et mercenaire, est souvent plus abandonnée, plus exténuée aussi que l'esclave antique ou le serf féodal ; car les patrons, éperonnés eux-mêmes par la concurrence, obligés de produire le plus possible et au meilleur marché possible sous peine de perte et de ruine, en arrivent trop souvent à négliger toute considération d'humanité. Je pourrais citer telle fabrique où l'on travaille treize heures par jour consécutivement, sans aucun temps d'arrêt, même pour prendre les repas, à une température constante de plus de trente degrés et dans une atmosphère viciée par des essences. En Autriche, et cela commence aussi en Amérique, certaines usines sont devenues de véritables bagnes, dont les ouvriers ne sortent même pas. Ils y mangent et y couchent, souvent par terre. Dans une très grande usine française, que j'ai visitée, les ouvriers *puddlers* touchent un salaire quotidien de 2 fr. 50, durent en moyenne deux ans et se recrutent sans la moindre difficulté, etc., etc. Je cite ces faits simplement à titre de spécimens, n'ayant ni le temps de les multiplier ni celui de m'y arrêter.

En restant dans les généralités, on est trop fondé à dire que la civilisation moderne devient de plus en plus une civi-

1. F. Maurico. *Réforme agraire*, 82-87.

lisation mercantile, où position sociale, choix d'une profession, genre de vie, mariage, etc., même la durée de l'existence, tout en un mot est question d'argent, où grandit une classe de plus en plus dirigeante, moins fermée sans doute que l'ancienne aristocratie, mais guère moins puissante et dont l'influence sociale est basée uniquement sur l'argent.

Si inférieure qu'en soit l'essence, cette nouvelle aristocratie a pleinement conscience de son pouvoir; souvent elle s'en targue avec une extrême insolence. « Des ouvriers, disait déjà en 1770 un écrivain anglais, ne devraient jamais se tenir pour indépendants de leurs supérieurs. Il est extrêmement dangereux d'encourager de pareils engouements dans un État comme le nôtre, où peut-être les 7/8 de la population n'ont pas de propriété¹. » C'est ce que pense, sauf de rares exceptions, la classe de nos favorisés de la fortune. Bien ou mal acquis, gagné ou hérité, l'argent, dans notre civilisation contemporaine, tient à peu près lieu de toutes les vertus et qualités.

« L'enfer que redoutent le plus les Anglais modernes, dit Carlyle, c'est la pauvreté »; mais ce nouveau genre de crainte religieuse n'est pas spécial à l'Angleterre.

Tous les pays civilisés à l'européenne souffrent plus ou moins de ce triste état de choses; ils en mourraient sûrement si le mal venait à s'aggraver. Des prophètes pessimistes nous affirment déjà que cette fin est inévitable, qu'une loi fatale de l'évolution des sociétés le veut ainsi. Je citerai le plus affirmatif d'entre eux : « Par le fait de la sélection et de la loi fatale de l'extinction des races privilégiées, les peuples se civilisent d'abord, montent au faite de la grandeur, puis déclinent rapidement et disparaissent épuisés, surmenés,

1. K. Marx. *Capital*, 119.

anéantis, retombent dans la barbarie et sont remplacés par des peuples plus jeunes, c'est-à-dire chez lesquels la sélection des talents et des énergies s'établit à peine et qu'elle n'a pas encore épuisés¹. »

Si l'on se borne à constater les résultats bruts de l'évolution historique, sans prendre la peine d'en démêler les causes, ces sentences pessimistes, ces prophéties à la Cassandre semblent acceptables. Il est sûr que tous les grands États du passé, tous les foyers où s'est élaborée la civilisation, ont fini par s'éteindre et disparaître plus ou moins misérablement, laissant pourtant derrière eux un certain nombre de progrès, de découvertes profitables à l'humanité dans son ensemble. Règle générale, les civilisés d'une époque ont eu pour successeurs des barbares, qui à leur tour se sont civilisés, puis ont péri². Mais comment ont succombé tous les grands États aujourd'hui disparus ? Par leur propre faute, par leur viciieuse organisation économique. Prétendre que leur ruine est résultée d'un surmenage intellectuel, c'est vraiment se jouer de notre crédulité. Ils sont morts par suite d'une organisation de la propriété funeste à la fois au point de vue social et au point de vue moral, par le triomphe de l'égoïsme sur l'altruisme.

La longue enquête, poursuivie dans les chapitres précédents, prouve surabondamment que les sociétés, même peu intelligentes, progressent en force et en nombre, tant qu'elles sont soumises à un régime de solidarité ; qu'elles languissent et déclinent par les excès de l'individualisme. Aux beaux temps de la Grèce, la population des petites républiques foisonnait avec une telle vigueur qu'Aristote propose gravement de réprimer par l'avortement légal ce croît

1. P. Jacobi. *Études sur la sélection*, etc., 535.

2. H. George. *Progrès et Pauvreté*, 458.

excessif¹. Au contraire, durant la période de décadence, la Grèce meurt par disette d'hommes.

L'humanité ne demande qu'à croître; c'est même cet énergique pouvoir de prolifération, qui avait effrayé Malthus. Actuellement encore, malgré notre régime économique où tout semble combiné pour prévenir l'excès de la population, nous voyons qu'il suffit d'une série d'années prospères pour accroître, dans de larges proportions, le nombre des mariages et celui des naissances².

Les barbares n'ont pas détruit Rome, ils ont seulement dépecé son cadavre. Auparavant le morcellement du sol en grandes propriétés accaparées par une minorité égoïste, le remplacement des citoyens indépendants par des esclaves et des colons asservis avaient tari la source de la vitalité romaine. — Or, dans nos États modernes, il s'opère une régression sociale du même genre, diverse seulement par les procédés mis en œuvre, presque identique par le fond. Chez toutes les nations contemporaines, civilisées à l'européenne, une masse toujours croissante d'individus n'a guère sur le sol natal d'autre droit que celui de marcher sur les voies publiques³.

Si rien ne vient amender cet état de choses, tout au moins en enrayer le progrès, il est bien probable que la civilisation européenne aura la fin lamentable de toutes celles qui l'ont précédée et dont l'évolution n'a pas été arrêtée. Elle mourra de ses propres vices ou succombera sous la poussée des barbares du dehors ou du dedans. Mais ce résultat est-il fatal? Nullement. Les phénomènes sociaux n'ont en aucune façon, quoi qu'on en dise, la rigueur des phénomènes astrono-

1. *Politique*, liv. VII, ch. XIV.

2. Adolphe Bertillon. Article MARIAGE (*Dict. encyclop. des Sciences médicales*).

3. H. George. *Progrès et Pauvreté*, 361.

miques. Il dépend de l'homme de les modifier dans une large mesure; les nations peuvent, elles-mêmes, faire leurs destinées.

III. L'AVENIR DU DROIT DE PROPRIÉTÉ.

Si la civilisation européenne veut durer et progresser, force lui sera donc de réformer sa constitution de la propriété, d'en refréner les abus. Par son essence même le régime de la propriété est le grand ressort de toute la vie sociale. On ne doit donc y toucher qu'avec une extrême prudence, mais on ne saurait contester à une société le droit de le modifier au mieux de ses intérêts généraux. Ce droit, quantité d'esprits modérés, quelquefois même timorés, l'ont proclamé. Je ferai à ce sujet quelques citations topiques.

A tout seigneur, tout honneur. Commençons par les écrivains catholiques : « La nature, dit saint Ambroise, a fait le droit commun; l'usurpation a fait le droit privé... La terre a été donnée en commun aux hommes. Pourquoi, riches, vous en arrogez-vous, à vous seuls, la propriété? » — « O riches du siècle, dit Bossuet, si nous voulions remonter à l'origine des choses, nous trouverions peut-être que les pauvres n'ont pas moins de droit que vous aux biens que vous possédez. »

Écoutons maintenant les laïques et d'abord les Français. — Suivant M. Leroy-Beaulieu, « le propriétaire foncier est en quelque sorte le locataire de la société prise dans son ensemble et il lui doit une redevance pour l'usage des forces naturelles qu'il s'est appropriées¹ ». « Le droit de propriété, dit Laboulaye dans un écrit couronné par l'Académie des

1. *Théorie de la science des finances.*

inscriptions et belles-lettres¹, est une création sociale. Toutes les fois que la société change de moyens, qu'elle déplace l'héritage ou les privilèges politiques attachés au sol, elle est dans son droit et nul n'y peut trouver à redire; car avant elle et hors d'elle, il n'y a rien; en elle est la source et l'origine du droit. » — Voici maintenant H. Martin, dans son *Histoire de France*², ouvrage couronné aussi par l'Académie, l'Académie française cette fois : « L'appropriation du sol ne constitue pas un droit absolu et sans conditions... De même que la nation, qui occupe une région de la terre, a des devoirs envers le genre humain, les particuliers propriétaires ont des devoirs envers la nation et envers les non-propriétaires... Ils doivent à la nation, garante de leurs propriétés, une part de leur revenu, et à leurs concitoyens non propriétaires des moyens de travail et d'existence, qui rendent indirectement aux déshérités une part du commun héritage. »

Nombre de penseurs étrangers font chorus : « La justice, dit H. Spencer, n'admet pas la propriété appliquée au sol; car, si une partie du sol peut être possédée justement par un individu, qui la retient pour son usage, pour son profit personnel, comme une chose sur laquelle il exerce un droit exclusif, d'autres parties de la terre peuvent être occupées au même titre et ainsi toute la surface de notre planète tomberait entre les mains de certains individus. D'où cette conséquence, que, si le droit des propriétaires sur la surface de la terre est réel, les non-propriétaires sont absolument privés de tout droit analogue; ces derniers n'existent donc que par tolérance. Tous sont en faute. Sauf le bon plaisir des propriétaires, il n'y a pas, sur le sol, de place pour la plante de leurs pieds. Bien plus, ces hommes sans terre

1. *Histoire du droit de propriété*, etc.

2. Tome XXVI, 79, 80.

pourraient être entièrement expulsés de la terre, sans que la justice fût offensée¹. »

J. Fichte et E. de Laveleye nous disent, d'une manière générale, ce que devra devenir le droit de propriété : « La propriété, prédit le premier, perdra son caractère exclusivement privé pour devenir une véritable institution publique. Il ne suffira plus de garantir à chacun la propriété légitimement acquise; il faudra faire obtenir à chacun la propriété, qui doit lui revenir en échange de son légitime travail... Le travail est un devoir pour tous; celui qui ne travaille pas nuit à autrui et par conséquent mérite une peine. » — A en croire M. de Laveleye, il faut arriver à réaliser cette maxime supérieure de justice : « A chacun suivant ses œuvres », de sorte que la propriété soit réellement le résultat du travail et que le bien-être de chacun soit en proportion du concours qu'il a apporté à l'œuvre de production... « Aujourd'hui, continue-t-il, la propriété a été dépouillée de tout caractère social : complètement différente de ce qu'elle était à l'origine, elle n'a plus rien de collectif. Privilège sans obligations, sans entraves, elle semble n'avoir d'autre but que d'assurer le bien-être de l'individu... Le produit net des terres est absorbé maintenant par les consommations individuelles; qui ne contribuent aucunement en elles-mêmes au progrès de la nation, etc.². »

A l'abri de ces quelques citations empruntées non à des démagogues, mais à des écrivains religieux et à des esprits calmes, modérés, ou même conservateurs, on peut se demander à quelles mesures devront recourir les nations modernes pour conjurer les catastrophes qui les menacent. Leur droit est incontestable et certaines en usent, par exemple, l'Angleterre, qui, tout récemment et par simple

1. H. Spencer. *Social Statics*, ch. IX, sect. 2.

2. *De la propriété*, XII, XX.

mesure administrative, diminuait d'un seul coup de 14 p. 100 en moyenne les redevances des fermiers irlandais et, par suite, de neuf millions environ les revenus des *landlords*. Le mal à combattre est déjà sensible; il n'est pas encore incurable; nous n'en sommes pas encore où en était la Rome décadente. On peut aviser, même user de remèdes à long terme et ce sont les bons. Il est en effet insensé de vouloir transformer par un coup de baguette les grandes institutions, qui sont la base même des sociétés: la famille, la propriété. Il y faut du temps, de la mesure, des tempéraments. D'autre part, les révolutions violentes ressemblent à des amputations: on peut bien être forcé de les subir; on ne saurait y aspirer.

J'ai rappelé ailleurs qu'il y a des rythmes dans l'évolution sociologique, que parfois les sociétés semblent retourner à leur point de départ; mais jamais ces retours ne sont de serviles copies du passé; ils en sont simplement l'imitation idéalisée. Le monde contemporain souffre des excès de l'individualisme, il lui faut donc revenir à un régime plus solidaire; mais des esprits courts ou mal éclairés pourraient, seuls, rêver, pour nous ou nos descendants, des sociétés modelées soit sur le communisme despotique et centralisé de l'ancien Pérou, soit même sur le *mir* slave. Ces formes sociales ont péri ou achèvent de disparaître précisément parce qu'elles imposent aux individus de trop gênantes entraves. Toute réforme, qui les imiterait en cela, serait d'avance condamnée. Ce qu'il s'agit d'établir, c'est un régime de solidarité sans doute, mais faisant une place légitime à l'individualisme, même à la concurrence, qui tient les populations en haleine et les empêche de s'engourdir, de tomber en léthargie, comme l'ont fait l'Inde et la Chine.

La société idéale, la république d'Utopie, serait celle qui offrirait à tous ses membres des chances égales à leur entrée

dans la vie ; dans laquelle chacun pourrait se développer librement suivant la mesure de ses facultés, dans laquelle tout en respectant la liberté individuelle, on aurait mis un appui à la portée de tous les faibles ; dans laquelle tout privilège injustifié serait aboli, et où chacun occuperait une place strictement en rapport avec son mérite, son degré de valeur sociale. — Mais pour constituer un pareil état de choses, la collectivité devrait disposer de ressources énormes et elle ne les réunira qu'à la condition d'user largement de son droit de domaine éminent. Dans quelle mesure et de quelle manière ?

Sans recourir à aucun procédé violent, même à celui qu'a proposé un économiste, pourtant très peu révolutionnaire, et qui consisterait à éprouver à la coupelle d'une chambre ardente l'origine des fortunes¹, en respectant tous les droits acquis, et même mal acquis, la communauté pourra, quand elle le voudra, effectuer toutes les reprises qu'elle jugera convenables, simplement par des mesures graduées, à long terme, visant surtout l'avenir. C'est ainsi qu'au Brésil, en 1871, pour abolir l'esclavage sans révolution ni guerre sociale, on a voté une loi déclarant libres tous les enfants qui naîtraient dorénavant de parents esclaves. Or, dix-sept ans seulement de ce régime transitoire ont permis d'arriver sans secousse à l'émancipation complète de toute la classe servile (1888).

Notre législation est encore tout imprégnée de droit romain et ses dispositions relativement à l'héritage ne sont plus du tout en harmonie avec notre état social. Au temps de la grande famille latine, de la *gens*, il était assez raisonnable de régler les droits à l'héritage d'après les degrés de la consanguinité, de reconnaître des *héritiers siens*, déjà copro-

1. Mesnil-Marigny. *Hist. Econom. polit.*, III, 113.

priétaires par droit de naissance, et, à leur défaut, de laisser le domaine passer aux gentils, parents éloignés sans doute, mais au demeurant membres de la collectivité familiale. La *gens*, le clan familial, s'est dissociée; notre famille moderne ne comprend plus sérieusement que le père, la mère, les enfants; néanmoins notre code continue à reconnaître le droit d'héritage à des parents au douzième degré: en résumé, l'héritage *gentil* survit à la *gens*. Sans doute tant que nos sociétés se désintéresseront à peu près complètement, comme elles le font aujourd'hui, du sort individuel de leurs membres, la famille, si restreinte soit-elle, devra être respectée; elle est, pour l'individu, le seul abri sérieux, et il importe qu'elle puisse conserver et transmettre ses biens. Si inégale, si injuste que puisse être cette répartition, elle vaut encore mieux que rien.

Il en devrait être autrement dans la société utopique, qu'il est permis de rêver, en voyant la nôtre marcher lentement vers une transformation nécessaire. Cette société future devrait, dans une très large mesure, assumer les devoirs plus ou moins bien remplis aujourd'hui par les familles, par exemple, élever tous les enfants dont les familles seraient incapables ou indignes de faire l'éducation. Elle devrait aussi pouvoir munir d'un capital de premier établissement quiconque offrirait certaines garanties morales; il lui faudrait garantir à tous les abandonnés une existence suffisante, faire en sorte que toute une vie de labeur ne pût jamais aboutir à la misère et au délaissement, etc. « Pour accomplir tout cela, de vastes ressources pécuniaires sont indispensables. On les pourrait demander à la réforme elle-même. Déjà Stuart Mill (esprit fort peu révolutionnaire) a proposé de réduire l'héritage à un *maximum* modeste; on peut, dans cette voie, aller plus loin. Dès à présent, par les droits de succession dont il frappe la transmission héréditaire de la propriété,

l'Etat entreprend sans cesse contre l'héritage. On pourrait élever progressivement ces droits, les plus légitimes de tous, en les graduant non plus d'après le degré de parenté, mais d'après la quotité de l'héritage. Sagement échelonnée sur une longue série d'années, cette progression permettrait d'arriver sans secousse à l'abolition totale ou presque totale de l'héritage. En même temps, on aurait peu à peu, scientifiquement, en prenant conseil de l'expérience, paré aux besoins sociaux résultant de cette grande réforme, auprès de laquelle tous les remaniements politiques sont des jeux d'enfants ¹. »

Le total annuel des valeurs successorales est énorme et il va croissant toujours suivant une progression presque géométrique. En France, il a quadruplé depuis 1826, presque triplé depuis 1851, doublé depuis 1860, et il s'est accru de 45 p. 100 depuis 1869 ².

TABLEAU DE LA PROGRESSION DES SUCCESSIONS EN FRANCE³

1826.....	1 337 359 808	francs.
1830.....	1 451 054 978	—
1840.....	1 608 586 297	—
1847.....	2 055 070 725	—
1851.....	1 831 372 639	—
1866.....	2 723 998 365	—
1869.....	3 636 764 384	—
1875.....	4 253 639 318	—
1880.....	5 266 639 305	—
1885.....	5 406 900 000	—

En 1885, le total a été d'environ cinq milliards et demi, dont trois en immeubles⁴. Une augmentation même légère des droits successoraux du fisc peut donc produire des res-

1. Ch. Létourneau. *Sociologie* (2^e édition), p. 440.

2. P. Leroy-Beaulieu. *Economiste français* (cité in *Revue scientifique*, 9 avril 1887).

3. P. Leroy-Beaulieu. *Loc. cit.*

4. F. Maurice. *Réforme agraire*, 89.

sources importantes. Nous voyons d'ailleurs un mouvement d'opinion se dessiner en ce sens et même aboutir à des projets de loi tendant à réduire la déraisonnable extension de l'héritage.

En terminant, j'ajouterai que le régime utopique, dont je viens de parler, exclut nécessairement toute centralisation à outrance; il n'est applicable que dans des unités sociales de médiocre étendue, cercles, arrondissements, cantons, etc., assez grandes pour avoir une vie économique relativement indépendante, assez petites pour que les besoins et la valeur des individus y puissent être suffisamment connus.

Je m'arrête. Retracer le cours, l'évolution des civilisations, en m'inspirant surtout de l'ethnographie et en accumulant les faits, tel est mon but principal. En ce qui concerne l'accumulation des faits, plusieurs de mes lecteurs auront sûrement trouvé que je m'acquitte souvent de ma tâche avec trop de zèle. Cette méthode a certainement quelque chose de fatigant, mais elle s'impose. C'est seulement par elle que l'on arrivera à créer une sociologie scientifique. Dans ce volume je me suis efforcé d'apporter quelques pierres pour aider à construire l'édifice. J'ai été sobre de théories et me suis presque toujours borné à formuler brièvement le sens même des faits exposés sans parti pris d'aucune sorte. Avec un peu moins de réserve, je n'ai pas fait autre chose même dans ce dernier chapitre.

Après avoir patiemment interrogé la vie passée et présente de l'humanité, il ne saurait être interdit de hasarder quelques inductions relativement à son avenir. Dès que la sociologie devient scientifique, son but ne peut être que celui de toutes les autres sciences : savoir pour prévoir et pourvoir.

TABLE ANALYTIQUE

A

Abeilles (Régime communautaire des), 21, 22.

— (Espèces sauvages chez les), 23.

— (Le vol chez les), 24.

Aborigènes du Bengale (Tribus), 131.

— (L'évolution politique des), 132.

— (L'agriculture chez les), 133.

— (La féodalité chez les), 135.

— (L'esclavage chez les), 135.

— de l'Inde (L'héritage chez les), 422-424.

Abyssinie (La propriété en) et dans l'Egypte ancienne, 190.

— (La propriété en), 200.

— (Monarchie barbare en), 202.

— (La féodalité en), 203.

— (L'esclavage en), 204.

— (Le mariage en), 205.

— (Liberté des femmes en), 205.

— (Les courtisanes en), 206.

— (La phallotomie en), 207, 209.

— (Les fiefs en), 209.

— (Le domaine familial en), 209, 210.

— (Taux exagéré de l'intérêt en), 465.

— (Le *talari*, monnaie en), 471.

— (Le commerce en), 454.

Afghanistan (La propriété commune en), 307.

Afrique (Les races de l'), 101, 102.

— (La propriété chez les nègres d'), 106.

— (Traité des enfants en), 108.

Afrique noire (L'agriculture dans l'), 110.

— équatoriale (L'hérédité dans l'), 121.

— (Domaine éminent du roi dans l'), 122.

— (Droit du père de famille en), 123.

— (Le roi propriétaire de ses sujets en), 123.

— (Le roi propriétaire du sol en), 124.

— équatoriale (Trois espèces de propriété dans l'), 125, 126.

— (Amour féroce de la propriété dans l'), 127.

— (Razzias dans l'), 128.

— (L'esclavage dans l'), 128.

— (L'esclave unité monétaire en), 129.

— (La propriété en) et à Java, 161, 163.

Ager publicus (L') à Rome, 340.

Agès (Les) primitifs de Rome, 338.

Agri *deserti* (Les) à Rome, 356, 375.

Agriculteurs (Le respect des) dans l'Inde, 304.

Agriculture (L') chez les Peaux-Rouges, 61.

— (L') réglementée chez les Omahas, 63.

— (L') extensive à la Nouvelle-Zélande, 86.

— (L') dans l'Afrique noire, 110.

— (L') chez les aborigènes du Bengale, 133.

— (L') chez les Padam, 134.

- Agriculture (L') chez les Dayaks, 145.
 — (L') à Java, 154.
 — (L') au Mexique, 174.
 — (Travaux de l') obligatoires au Pérou, 181.
 — (Fonctionnaires de l') en Chine, 217.
 — (L') en Chine, 232, 233.
 — (L') servile à Rome, 356.
 — (L') interdite chez les Nabatéens, 264.
 — (L') chez les Aryas védiques, 289.
 — (L') chez les Hébreux, 275.
 — (L') chez les Hébreux, 284.
 — (L') dans la Perse ancienne, 307.
 — (Origine de l'), 478.
 Aïnesse (Le droit d') au Japon, 229.
 — (Le droit d') féodal, 409, 410.
 Alleux (Les) chez les Francs, 400.
 — (L'héritage des), 443.
 Allmenden (Les) en Suisse, 379, 381.
 Allod (L') familial en Germanie, 378, 400.
 Allotements au Nouveau-Mexique, 64.
 — (L') en Polynésie, 91.
 — (L') à la Nouvelle-Calédonie, 99.
 — (L') chez les Yolloffs, 130.
 — (L') dans la *dessa* javanaise, 153.
 — (L') au Pérou, 182.
 — (L') du sol chez les Hébreux, 276.
 — (Les) dans l'Inde, 297.
 — (Les) périodiques en Afghanistan, 307.
 — (L') de Lycurgue, 331.
 — (L') chez les Vaccéens, 367.
 — (L') en Irlande, 370.
 — (L') en Germanie, 378.
 — (L') chez les Gètes, 383.
 — (L') des pâturages chez les Cosaques, 384.
 — (L') dans le *mir* slave, 385, 386.
 Altruisme (L') et la solidarité primitive, 72.
 Ambel-Ana (Le mariage par) en Malaisie, 149.
 Amblyornis inornata (Maison d'amour de l'), 12.
 Ambroise (Le droit de propriété d'après saint), 497.
 Amérique centrale (L'héritage dans les États de l'), 426, 427.
 Anarchie (L') chez les Fuégiens, 39.
 — (L') primitive, 72, 73.
 Animaux (Propriété chez les), 1, 4.
 — (Propriété territoriale chez les), 5.
 — (Abris sous roches des), 7.
 — (Aliments d'épargne chez les), 8.
 — (Propriété bâtie chez les), 9.
 — (Primitive propriété mobilière des), 479.
 Annam (La commune en), 230.
 — (La propriété familiale en), 230.
 Angleterre (Abus de la grande propriété en), 488.
 — (Le droit de domaine éminent en), 499, 500.
 Anthropophagie (L') au Mexique, 175.
 — (L') en Palestine, 274.
 Appropriation (Modes de l') chez les Kabyles, 251, 252.
 Arabes (La propriété chez les), 262.
 — (Le *dhimmi* chez les), 269.
 — antéislamiques (La tribu monarchique chez les), 265.
 — (Les clans communistes des), 265.
 — (La solidarité chez les), 266.
 — (Le droit de domaine éminent chez les), 267.
 — (Le droit du quint chez les), 268.
 — (Waqouf ou biens de la communauté chez les), 269.
 — (Le colonat chez les), 269, 270.
 — (L'impôt du *Kharâg* chez les), 270.
 — (Les impôts chez les), 270.
 — (Le domaine éminent chez les), 271.
 — (L'aumône obligatoire chez les), 271, 272.
 — (La dime chez les), 271.
 — (La *habous* chez les), 272.
 — (Le domaine commun (*feï*) chez les), 272.
 — (L'usure interdite chez les), 272.
 — (La *vendetta* chez les), 273.
 — (Solidarité du clan chez les), 273.
 — (Le vol chez les), 274.
 — (L'héritage chez les), 431.
 Aristocratie (Genèse de l') chez les Noutka-Colombiens, 78.
 — (—) chez les Peaux-Rouges, 80.
 — (L') en Polynésie, 83.
 Aristote et l'esclavage, 315.
 Aryas védiques (Les), 287.
 — védiques (L'agriculture chez les), 289.
 — — (Le jeu chez les), 289.
 — — (L'aumône chez les), 290.
 Aryens (La propriété chez les) d'Asie, 286.
 Association (L') en Chine, 226.
 Athènes (L'esclavage à), 317.
 Atta Providens (Magasins de l'), 13.
 Attique (L'hypothèque dans l'), 320.
 — (La loi de l'échange à), 323.
 — (Abus de la propriété à), 327.
 — (Fondation de la propriété individuelle à), 328.
 — (Taux de l'intérêt à), 466.

Aumône (L') obligatoire chez les Arabes, 271, 272.
 — (L') chez les Aryas védiques, 290.
 Aurochs (District de pâture des), 6.
 Australie (L'héritage en), 419.
 Australiens (Régime communautaire chez les), 35.
 — (Le clan chez les), 35.
 — (La coutume chez les), 36.
 — (La propriété dans le clan), 36.
 — (La propriété commune chez les), 36.
 — (La propriété personnelle chez les), 36.
 — (Propriété personnelle détruite à la mort chez les), 37.
 — (Imprévoyance des), 39.
 — (Situation de la femme chez les), 41.
 — (Réglementation alimentaire chez les), 40, 41.
 — (La propriété du sol chez les), 45, 46.
 — (Orgie chez les), 48.
 — (Sociabilité des), 49.
 — (Paravent-maisons des), 50.
 — (Le commerce chez les), 451.
 Autriche (Progrès de la grande propriété en), 488.

B

Basques (La propriété chez les), 367.
 — (La propriété familiale chez les), 368.
Bénéfice (Le) féodal, 401.
 Bengale (Tribus aborigènes du), 131.
 — (L'évolution politique des aborigènes du), 132.
 — (L'agriculture chez les aborigènes du), 133.
 — (La féodalité chez les aborigènes du), 135.
 — (L'esclavage chez les aborigènes du), 135.
 Berbères (La propriété chez les), 235.
 — canariens (La propriété chez les), 238.
 — (Ethnographie des races), 239.
 — (L'évolution de la propriété chez les), 260, 261.
 Bétail-monnaie (Le) en Cafrerie, 112.
 — (Le) en Égypte, 195.
 Bhots (La propriété chez les polyandriques), 136.
 — polyandres (L'héritage chez les), 137.
 — (La polyandrie fraternelle chez les), 137.

Blaireau (Terrier du), 8.
 Bochimans (Actes de générosité chez les), 31.
 Bossuet (Le droit de propriété d'après), 497.
 Brahmanes (Privilèges des), 294, 295.
Brehons (La classe des) en Irlande, 374.
 Brésil (L'abolition de l'esclavage au), 501.
 Bretagne (Le domaine congéable en), 89.

C

Cafrerie (Rois despotiques en), 112.
 — (Le bétail-monnaie en), 112.
 — (Propriété funéraire en), 113.
 — (L'esclavage en), 114.
 — (La tribu en), 115.
 — (La propriété individuelle en), 115.
 — (Le domaine éminent du chef en), 116.
 Cambodge (Domaine éminent du roi au), 229.
 Cantabres (La couvade chez les), 367.
 — (L'héritage chez les), 441.
 Carthage (L'esclavage à), 263.
 — (La propriété à), 263, 264.
 — (Le protectionnisme à), 456.
 — (La monnaie fiduciaire à), 473.
Casas Grandes (Les) au Nouveau-Mexique, 65.
 Castes (Les) en Égypte, 194, 198.
 — (Les) dans l'Inde, 295.
 Castors (Huttes des), 9.
 Cavernes-habitations (Les) des Guanches, 240.
 Celtes (La propriété chez les), 368.
 — (Civilisation primitive des), 369.
 — (L'héritage chez les), 441.
 Chalikata-Michmis (Maisons communes chez les), 133.
 Change (La lettre de) chez les Hébreux, 283.
 Charité (La) dans l'Inde, 306.
Charrois (Les) dans le Morbihan, 382.
 Chasse (Réglementation de la) chez les Omahas, 62.
 Chiens (Propriété de l'habitat chez les), 6.
 — (Aliments d'épargne chez les), 8.
 — (Le vol chez les), 25.
 — (La jalousie chez les), 26.
 Chine (La propriété en), 212.
 — (La propriété foncière en), 212.
 — (Les clans en), 214.
 — (Domaine éminent de l'empereur en), 214, 217.

- Chine (La féodalité en), 214.
 — (Fondation de la propriété privée en), 215.
 — (Le domaine incessible en), 216, 218.
 — (Fonctionnaires de l'agriculture en), 217.
 — (L'impôt métrique en), 217, 221, 222.
 — (La famille en), 218, 219.
 — (La communauté de village en), 219.
 — (Le morcellement du sol en), 220.
 — (Les domaines réservés en), 220.
 — (La propriété communautaire en), 221.
 — (La propriété mobilière en), 222.
 — (Les métiers en), 224.
 — (L'esclavage en), 223, 224.
 — (Les salaires en), 224, 225.
 — (Les corporations en), 225, 226.
 — (L'association en), 226.
 — (L'agriculture en), 232, 233.
 — (La sapèque en), 473.
 — (Le taël en), 473.
 — (La monnaie en), 473.
 Chine et l'Inde (L'héritage dans la), 435.
 — (Exhérédation des femmes en), 435.
 — (Le commerce en), 458.
 — (Taux limité de l'intérêt en), 464.
 — (Taux de l'intérêt en), 464.
 Chinouks (Coquillages servant de monnaie chez les), 471.
 Civilisation (L'évolution de la), au Mexique, 170.
 — primitive des Celtes, 369.
 — (La) mercantile, 493, 494.
 — (L'avenir de la) européenne, 494, 495.
 Civilisations (Origine des) mexicaine et péruvienne, 167.
 — (Succession des) au Mexique, 169, 170.
 — (Comment périssent les), 495, 496.
 Clan (Le) en Australie, 35.
 — (La propriété dans le) australien, 36.
 — (Solidarité du) chez les Arabes, 273.
 — (Organisation du) chez les Indiens Pueblos, 66.
 — (Le) en Égypte, 199.
 Clans (Les) en Malaisie, 149.
 — (La propriété du) à Sumatra, 150.
 — (Les) en Chine, 214.
 Clans (Les) communautaires chez les Guanches, 240.
 Clans (Les) communistes des Arabes, 265.
 — (Les) à Rome, 340.
 — (Les) en Irlande, 370, 371.
 — (Les) dans le pays de Galles, 375.
 — gaulois (Évolution de la propriété dans les), 376.
 — (Les) germains, 377.
 Coffre-fort (La religion du) chez les Commis, 107.
 Colonat (Le) chez les Arabes, 269, 270.
 — (Origines du) à Rome, 360, 361.
 Colons (Les) barbares dans l'empire romain, 357.
 Commerce (Le) chez les Fuégiens, 33.
 — (Le) au Mexique, 177.
 — (Le) en Égypte, 196.
 — (Le) dans la féodalité, 412, 413.
 — (Le), 450, 451.
 — (Le) chez les Australiens, 451.
 — (Le) chez les Peaux-Rouges, 451, 453.
 — (Le) chez les Libyens, 452.
 — (Le) chez les Nubiens, 452.
 — (Le) chez les Néo-Calédoniens, 453.
 — (Le) au Gabon, 453.
 — (Le) en Abyssinie, 454.
 — (Le) dans l'Afrique centrale, 454.
 — (Le) en Kabylie, 454.
 — (Le) en Égypte, 455.
 — (Le) à Rome, 457, 458.
 — (Le) en Chine, 458.
 — (Réglementation du) dans l'Inde, 458.
 Commis (Religion du coffre-fort chez les), 107.
 Communauté (La) de village en Malaisie, 151.
 — (La) de village à Java, 152, 160.
 — de village (La) en Chine, 219.
 — (La) de village dans l'Inde, 296, 298, 299.
 — (La) de village en Perse, 308, 309.
 — (La) de village, 309, 311.
 — (Les) agricoles en Lombardie, 381.
 — (La) agricole de Jault, 381.
 — (La) agricole à Hédic et Houat, 382.
 — (La) de village en Europe, 392, 393.
 — de village (La), 480, 481.
 Communautés de village chez les Gopas, 133.
 — (Les) de village en Russie, 384.

Commune (La) en Annam, 230.
 — (La) par lots en Russie, 391.
 Communes (Les) et les métiers en régime féodal, 405.
 Communisme (Le) des Indiens *Pueblos*, 66.
 — (Effets moraux du) dans les clans sauvages, 67, 69.
 — (Le) aux îles Marquises, 82.
 — (Le) à Samoa, 82.
 — (Le) à la Nouvelle-Zélande, 82.
 — d'État au Pérou, 180, 185.
 — (Le) dans l'île Panchaia, 264.
 Conservatisme (Le) des primitifs, 73.
 Corbeaux (Le vol chez les), 25.
 Corporations (Les) en Chine, 225, 226.
 — (Les) de métiers en régime féodal, 406.
 — (Les) de métiers à Florence, 407.
 Cosaques (L'allotement des pâturages chez les), 384.
 Coudras (Caste servile des) dans l'Inde, 304.
 Courtisanes (Les) en Abyssinie, 206.
 Coutumes tyranniques chez les Fuégiens, 39.
 Couvade (La) chez les Cantabres, 367.
 Créancier (Droits du) d'après la loi des Douze Tables, 345.
 — (Droit du) en Kabylie, 346.
 — (Droits du) dans l'Afrique nègre, 460.
 — (Droits du) dans l'ancienne Russie, 460.
 — (Droits du) chez les Hébreux, 460.
 — (Droits du) en Grèce, 460.
 — (Droits du) en Égypte, 460.
 — (Droits du) dans l'Inde, 461.
 — (Droits du) en Kabylie, 461.
 Crète (Les repas communs en), 332.
 Croît de la population (Raisons économiques du), 164.
Cyprea moneta (monnaie africaine), 469.

D

Dayaks (L'agriculture chez les), 145.
 Décentralisation future, 501.
 Dépopulation (La) des campagnes à Rome, 356.
Dessa (La) javanaise, 151, 152.
 — — (La propriété privée dans la), 152.
 — — (La propriété collective dans la), 152.
Dessa (L'allotement dans la), 153.
 — — (Le prolétariat dans la), 154.
 — — (La propriété usufruitière dans la), 155.

Dessa (L'héritage dans la), 156, 157.
 — — (*L'heredium* dans la), 156.
 — — (Inaliénabilité du domaine commun dans la), 157.
 — — (Organisation de la), 158.
 Dettes (Les) avant Solon, 320.
 — (Les), 450.
 — (Des) et de l'intérêt, 460.
Dhimmi (Le) ou protégé chez les Arabes, 269.
 Dime (La) chez les Arabes, 271.
 Domaine (Le) congéable en Bretagne, 89.
 — éminent (Le) des chefs à la Nouvelle-Zélande, 84, 85.
 — — des rois au Foutah-Djallon, 105.
 — — (Le) du chef en Cafrerie, 116.
 — — du roi dans l'Afrique équatoriale, 122.
 — — (Le) du roi en Malaisie, 146.
 — — (Le) de l'empereur au Mexique, 177.
 — — de l'empereur en Chine, 214, 217.
 — — (Le) du roi au Cambodge, 229.
 — — (Le) en Kabylie, 252, 253.
 — — (Le) chez les Kabyles, 259.
 — — (Le) chez les Arabes, 267.
 — — (Le) chez les Arabes, 271.
 — — (Le) du roi brahmanique, 293, 294.
 — — (Le) en Grèce, 334.
 — (Le) incessible en Chine, 216, 218.
 — (Le) commun (*fei*) chez les Arabes, 272.
 — (Le) commun à Rome, 340.
 — (Le droit de) éminent en Angleterre, 499, 500.
 Domaines (Les) réservés en Chine, 220.
 Dot (La) interdite par Solon, 321.
 — (La) à Rome, 353.
 — (Le) de réfection en Irlande, 373.
 Douze Tables (La loi des), 342.
 — — (Droits du créancier d'après la loi des), 345.
 Droit (Le) du père de famille en Afrique, 123.

E

Echange (La loi de l') à Athènes, 323.
 Égypte ancienne (La propriété dans l') et en Abyssinie, 190.
 — (Répartition du sol en), 193.
 — (Allotement de Sésostris en), 193.
 — (Les Impôts en), 193.
 — (Répartition du sol dans les *nomes* en), 194.

- Égypte (Les castes en), 194.
 — (Travail obligatoire en), 195.
 — (Le bétail en), 195.
 — (Le commerce en), 196.
 — (L'élevage des enfants en), 197.
 — (Période préhistorique en), 199.
 — (Le clan en), 199.
 — (La famille maternelle en), 200.
 — (La légende d'Osiris en), 207.
 — (La phallotomie en), 208.
 — (L'héritage en), 427-428.
 — (Le commerce en), 455.
 — (Le protectionnisme en), 455.
 — (Droits du créancier en), 460.
 — (L'intérêt réglementé en), 463.
Elephas Africanus (Gaspillage de l'), 4.
 Enfants (Traite des) en Afrique, 108.
 — (L'élevage des) en Égypte, 197.
 Esclave (L') unité monétaire en Afrique, 129.
 Esclavage (L') chez les Noutka-Colombiens, 77, 78.
 — (L') au Foutah-Djallon, 109.
 — (L') au Gabon, 109.
 — (L') en Cafrerie, 114.
 — (L') dans l'Afrique équatoriale, 128.
 — (L') chez les aborigènes du Bengale, 135.
 — (L') en Malaisie, 147, 148.
 — (L') au Mexique, 176.
 — (L') en Abyssinie, 204.
 — (L') chez les Touâreg, 243.
 — (L') à Carthage, 263.
 — (L') chez les Hébreux, 279, 280.
 — (L') dans l'Inde, 295.
 — (L') dans l'Inde, 304.
 — (L') en Grèce, 315, 318.
 — (L') selon Aristote, 315.
 — (L') à Athènes, 317.
 — (L') à Rome, 359, 360.
 — (L'abolition de l') au Brésil, 501.
 Esquimaux (La propriété chez les), 69.
 — (Huites communes chez les), 70.
 — (La propriété personnelle chez les), 70, 71.
 — (La propriété commune chez les), 71.
 Ethiopiens (Les), 201.
 — (Les) macrobes, 201.
 — (Vénération des) pour leur roi, 201.
 — (La table du Soleil chez les), 202.
 Etoffes monétaires en Afrique, 470.
 Europe barbare (La propriété dans l'), 365.
 — (Les races dans l'), 366.
 — moderne (La propriété commune dans l'), 379.
 Europe (La communauté de village en), 392, 393.
 — barbare (L'héritage dans l'), 440.
 — (Le testament inconnu à l'), 446.
 — médiévale (Taux de l'intérêt dans l'), 467.
 — (La population industrielle en), 491.
 — (L'avenir de la civilisation en), 494, 495.
 Evolution (L') sociale au Mexique et au Pérou, 185, 186.
 — (Loi d') politique, 191.
- F**
- Falcidia* (La loi), 353.
 Famille (La) maternelle en Égypte, 200.
 — (Le domaine de la) en Abyssinie, 209, 210.
 — (La) en Chine, 218, 219.
 — (La) chez les Touâreg, 244.
 — (La) associée chez les Kabyles, 254, 255.
 — (La) patriarcale en Germanie, 277.
 — (Propriété de) chez les Hébreux, 277.
 — (La) patriarcale dans l'Inde, 300, 301.
 — (La) associée dans l'Inde, 300, 302.
 — (Propriété de) à Rome, 340.
 — (La) à Rome, 340, 343.
 — (La) associée dans l'Inde, 436.
 — (La) primitive, 478.
 Féodalité (La) chez les aborigènes du Bengale, 135.
 — (La) en Malaisie, 146.
 — (La) au Mexique, 170, 173.
 — (La) en Abyssinie, 203.
 — (La) en Chine, 214.
 — (La) au Japon, 227.
 — (La) védique, 287.
 — (La) par le *cheptel* en Irlande, 373, 374.
 — (La propriété dans la), 394.
 — (Le servage dans la), 394, 399.
 — (Le principe de la), 398, 399.
 — (La propriété dans la), 399.
 — (Le bénéfice dans la), 401.
 — (L'homme sans aveu dans la), 402.
 — (La recommandation dans la), 402.
 — (Les fiefs dans la), 402.
 — (Les communes et les métiers dans la), 405.
 — (Les corporations de métiers dans la), 406.

- Féodalité (Transmission de la propriété dans la), 408.
 — (Le droit d'aînesse dans la), 409, 410.
 — (Situation des femmes dans la), 410, 411.
 — (La propriété mobilière dans la), 411.
 — (L'industrie dans la), 412.
 — (Le commerce dans la), 412, 413.
 — (L'affranchissement des serfs dans la), 414, 415.
 Fiefs (Les) en Abyssinie, 209.
 Fiefs (Les) féodaux, 402.
 — (L'héritage des), 443.
 J. Fichte (L'avenir du droit de propriété d'après), 499.
 Femmes (Troc des) en Australie, 43.
 — (Le point d'honneur des) en Australie, 43.
 — (Droit de propriété sur les) en Australie, 43.
 — (Le droit de propriété sur les), 44.
 — (Situation des) au Gabon, 110, 111.
 — (Liberté des) en Abyssinie, 205.
 — (Situation privilégiée des) chez les Touâreg, 245, 246.
 — (Situation des) en régime féodal, 410, 411.
 — (Exhérédation des) en Kabylie, 433.
 — (Situation des) en Kabylie, 434.
 — (Exhérédation des) en Chine, 435.
 — (Exhérédation des) dans l'Inde, 437.
 — (Droits successoraux des) à Rome, 440.
 Florence (Les métiers à), 407.
Formica rufescens (sa dégénération aristocratique), 18.
 Fourmi *Atta providens* (Aliments d'épargne de la), 13.
 Fourmis et Abeilles (Propriété sociale des), 12.
 Fourmis agricoles du Texas, 13.
 — (Habitation commune des), 14.
 — (*Razzias* des), 14, 15.
 — (Animaux domestiques des), 15.
 — (L'esclavage chez les), 16, 17.
 — (Genèse de l'esclavage chez les), 17.
 — (Dégénération aristocratique des) amazones, 18, 19.
 — (Régime communautaire des), 21, 22.
 — (Espèces sauvages chez les), 22.
 — (Sociabilité extrême chez certaines), 23.
 — (Le vol chez les), 24.
 Foutah-Djallon (Domaine éminent du roi au), 105.
 Foutah-Djallon (L'esclavage au), 109.
 France (La grande propriété en), 489.
 — (La petite propriété en), 489.
 — (Répartition de la propriété en), 489, 490.
 — (Accroissement de la population urbaine en), 491.
 — (La population industrielle en), 491.
 — (Le chiffre du capital mobilier en), 492.
 — (Le paupérisme en), 492.
 — (Le nombre des salariés en), 493.
 — (L'héritage gentil en), 501, 502.
 — (Valeur progressive des successions en), 503.
 Francs (Les alleux chez les), 400.
 Fuégiens (La propriété chez les), 32.
 — (Imprévoyance des), 32.
 — (Aliments d'épargne chez les), 33.
 — (Commerce chez les), 33.
 — (L'anarchie chez les), 39.
 — (Sociabilité des), 49.
 Fuidhirs (Les) en Irlande, 372.
 Fusia (La loi), 353.
- G**
- Gabon (La tribu monarchique au), 105.
 — (Organisation de la tribu monarchique au), 105.
 — (La propriété individuelle au), 107.
 — (La propriété mobilière au), 107, 108.
 — (L'esclavage au), 109.
 — (Situation des femmes au), 110, 111.
 — (Le commerce au), 453.
 Gavelkind (L'héritage) en Irlande, 372.
 Germains (La propriété chez les), 376.
 — (La famille patriarcale chez les), 377.
 — (La propriété familiale chez les), 377.
 — (La terre salique chez les), 377.
 — (L'allotement chez les), 378.
 — (*L'allod* familial chez les), 378, 400.
 — (L'héritage chez les), 442.
 Germanie (La propriété commune en), 377.
 — (Les clans en), 377.
 Gètes (L'allotement chez les), 383.
 Glicia (La loi), 353.
 Gopas (Communautés de village chez les), 133.

Grèce antique (La propriété dans la), 312.
 — (Origines sociales de la), 313, 314.
 — (L'esclavage en), 315, 318.
 — (La propriété foncière en), 319.
 — (La propriété commune en), 319.
 — (La propriété inaliénable en), 320.
 — (La propriété mobilière en), 324.
 — (La piraterie en), 324.
 — (L'industrie en), 325.
 — (Le protectionnisme en), 325.
 — (Le taux de l'intérêt en), 326.
 — (Sort de l'ouvrier en), 326.
 — (La propriété communautaire en), 330.
 — (Lois somptuaires en), 334.
 — (Le domaine éminent en), 334.
 — (L'évolution de la propriété en), 335.
 — et à Rome (L'héritage en), 439.
 — (Le testament en), 446.
 — (Le protectionnisme en), 456.
 — (Droits du créancier en), 460.
 — (L'usure en), 465.
 — primitive (Bétail servant de monnaie dans la), 474.
 Guanches (La propriété chez les), 238.
 — (La monarchie chez les), 239.
 — (Les clans communautaires chez les), 240.
 — (Les cavernes-habitations des), 240.
 — (Maisons communes des), 240, 241.
 Guildes (Les) féodales, 405.

H

Habitation (Propriété de l'), 7.
 Habous (Le) bienfaisant chez les Arabes, 272.
 Hamster (Terriers du), 8, 9.
 Hédic et Houat (La communauté agricole à), 382.
 Hébreux (La propriété chez les), 274.
 — (Droit du père chez les), 275.
 — (L'agriculture chez les), 275.
 — (Règlements agricoles chez les), 276.
 — (Propriété primitive chez les), 276.
 — (L'allotement du sol chez les), 276.
 — (Partage du butin chez les), 276.
 — (Le sacrifice du premier-né chez les), 278.
 — (L'obél cinquantenaire chez les), 279.

Hébreux (Règlements somptuaires chez les), 279.
 — (Monnaie métallique chez les), 279.
 — (L'esclavage chez les), 279, 280.
 — (Le sabbat chez les), 280.
 — (Prescriptions humanitaires chez les), 281, 282.
 — (La lettre de change chez les), 283.
 — (L'agriculture chez les), 284.
 — (L'héritage chez les), 430.
 — (Droits du créancier chez les), 460.
 — (Les siecles chez les), 473.
 — (La monnaie chez les), 473.
 Heredium (L') dans la *dessa* javanaise, 156.
 — (L') à Rome, 340.
 Hérité (L') dans l'Afrique équatoriale, 121.
 Héritage (L') chez les Bhots polyandres, 137.
 — (L') dans la *dessa* javanaise, 156, 157.
 — (L') *tanisty* en Irlande, 372.
 — (L') *gavelkind* en Irlande, 372.
 — (De l'), 416.
 — (L') dans les tribus républicaines et monarchiques, 417.
 — (L') en Australie, 419.
 — (L') chez les Peaux-Rouges, 420.
 — (L') népotique en Afrique, 421.
 — (L') chez les nègres d'Afrique, 421, 422.
 — (L') chez les polyandres de l'Inde, 423, 424.
 — (L'évolution du droit d'), 425.
 — (L') dans les primitifs États barbares, 426.
 — (L') dans les États de l'Amérique centrale, 426, 427.
 — (L') en Egypte, 427, 428.
 — (L') chez les Touâreg, 428, 429.
 — (L') en Malaisie, 429, 430.
 — (L') chez les Hébreux, 430.
 — (L') chez les Arabes, 431.
 — (L') chez les Kabyles, 432, 435.
 — (L') en Grèce et à Rome, 439.
 — (L') d'après les lois de Solon, 439.
 — (L') des *gentils* à Rome, 439.
 — (L') dans l'Europe barbare, 441.
 — (L') chez les Cantabres, 441.
 — (L') chez les Celtes, 441.
 — (L') dans le *mir* russe, 442.
 — (L') chez les Germains, 442.
 — (L') des alleux, 443.
 — (L') des fiefs, 443.
 — (Evolution du droit d'), 447, 449.
 — (L') gentil en France, 501, 502.

Hérarchie (La) des races, 235, 236.
Homme (L') sans *aveu*, dans la féodalité, 402.
 Hommes pithécoïdes sans territoires de chasse, 30.
 Hottentots (La propriété chez les), 102.
 — (Inégalité des biens chez les), 103.
 Hypothèque (L') dans l'Attique, 320.

I

Ibères (La propriété chez les), 367.
 Impôt (L') métrique en Chine, 217, 221, 222.
 — (L') du *Kharâg* chez les Arabes, 270.
 — (L') progressif établi par Solon, 322.
 — (Les) au Mexique, 177.
 — (Les) en Egypte, 193.
 — (Les) chez les Arabes, 270.
 Inde brahmanique (La propriété dans l'), 291.
 — (L'esclavage dans l'), 295.
 — (La théocratie dans l'), 295.
 — (Les castes dans l'), 295.
 — (La communauté de village dans l'), 296, 298, 299.
 — (Les allotements dans l'), 297.
 — (La propriété inaliénable dans l'), 297.
 — (La famille associée dans l'), 300, 302.
 — (La famille patriarcale dans l'), 300, 301.
 — (Corporations de métiers dans l'), 303.
 — (L'esclavage dans l'), 304.
 — (Caste servile des Çoudras dans l'), 304.
 — (Le respect des agriculteurs dans l'), 304.
 — (Réglementation du prêt à intérêt dans l'), 305.
 — (La solidarité dans l'), 305.
 — (La charité dans l'), 306.
 — (Devoirs du riche dans l'), 305, 306.
 — (L'héritage chez les aborigènes de l'), 422, 424.
 — (L'héritage chez les polyandres de l'), 423, 424.
 — (La famille associée dans l'), 436.
 — (Exhérédation de la veuve dans l'), 437.
 — (Exhérédation des femmes dans l'), 437.
 — (Le protectionnisme dans l'), 458.
 — (Réglementation du commerce dans l'), 458.

Inde (Droits du créancier dans l'), 461.
 — (La *veillée-dharna* dans l'), 462.
 — (Taux limité de l'intérêt dans l'), 464.
 — (Taux de l'intérêt dans l'), 465, 466.
 — (Monnaie d'or dans l'), 474.
 Indiens de l'Amérique méridionale (Propriété chez les), 53.
 — de l'Amérique septentrionale (La propriété chez les), 57.
 — *Pueblos* (Les), 65.
 — — (Civilisation des), 65.
 — — (Organisation du clan chez les), 66.
 — — (Le communisme des), 66.
 Indo-Chine (La propriété en), 229.
 Industrie (L') par réquisition au Pérou, 182, 183, 184.
 — (L') en Grèce, 325.
 — (L') dans la féodalité, 412.
 — (Maux inhérents à la grande), 491.
 Inégalité (L') des biens chez les Hottentots, 103.
 Intérêt (Réglementation du taux de l') dans l'Inde, 305.
 — (Le taux de l') en Grèce, 326.
 — (L') limité en Chine, 364.
 — (L') limité dans l'Inde, 364.
 — (De l'), 463.
 — (L') réglementé en Egypte, 463.
 — (Taux de l') en Chine, 464.
 — (Taux de l') en Abyssinie, 465.
 — (Taux de l') dans l'Inde, 465, 466.
 — (Taux de l') à Athènes, 466.
 — (Taux de l') à Rome, 466.
 — (Taux de l') en Irlande, 467.
 — (Taux de l') dans l'Europe médio-évale, 467.
 Iobél (L') cinquantenaire chez les Hébreux, 279.
 Irlande (La tribu en), 370.
 — (Les clans en), 370, 371.
 — (L'allotement en), 370.
 — (La solidarité en), 371.
 — (L'héritage *tanistly* en), 372.
 — (L'héritage *gavelkind* en), 372.
 — (Origine de la propriété individuelle en), 372.
 — (Les *fuidhirs* en), 372.
 — (La féodalité par le cheptel en), 373, 374.
 — (Le droit de réfection en), 373.
 — (La classe des *brehons* en), 374.
 — (L'évolution de la propriété en), 375.
 — (Le *jeûne* du créancier en), 462.
 — (Taux de l'intérêt en), 467.
 Iroquois (Magasins communs des), 60.
 — (*Longues-Maisons* des), 60.

J

- Jalousie (La) et l'instinct de la propriété, 25, 26.
 — (La) chez les chiens, 26.
 — (Genèse de la), 27.
 Japon (La propriété au), 227.
 — (La féodalité au), 227.
 — (La propriété familiale au), 228.
 — (Le droit d'aînesse au), 229.
 Jault (La communauté de), 381.
 Java (La *Dessa* à), 151, 152.
 — (L'agriculture à), 154.
 — (La communauté de village à), 152, 160.
 — (Croît excessif de la population à), 160.
 — (La propriété en Afrique et à), 161, 163.
 — (Sapèque chinoise servant de monnaie à), 473.
 Jeu (Le) chez les Aryas védiques, 289.
 Journée (La) de travail homicide, 493.
 Julia et *Papia Poppæa* (La loi), 353.
 Juvénateur (Droit du) chez les Singphos, 424.

K

- Kaoyles (La propriété chez les), 249.
 — (La sobriété des), 250.
 — (La propriété arboricole chez les), 250.
 — (La propriété privée chez les), 250.
 — (Modes de l'appropriation chez les), 251, 252.
 — (Le domaine éminent chez les), 252, 253.
 — (La solidarité chez les), 253, 254, 256, 257.
 — (L'héritage chez les), 432, 435.
 — (Les familles associées chez les), 254, 255.
 — (Le domaine éminent chez les), 259.
 Kabylie (Droits du créancier en), 346.
 — (Exhérédation des femmes en), 433.
 — (Les *menhirs* en), 433.
 — (Situation de la femme en), 434.
 — (Le testament en), 445.
 — (Le commerce en), 454.
 — (Droits du créancier en), 461.
 — (Le taux de l'intérêt en), 464.
 Kauris (Coquillages monétaires en Afrique), 469.
 Kharâg (L'impôt du), chez les Arabes, 270.

L

- Laconie (La grande propriété en), 329.
 Laiton servant de monnaie en Afrique, 470.
 Lapins (Terriers héréditaires des), 8.
Latifundia (Les) à Rome, 354, 355.
 Laveleye (L'avenir du droit de propriété d'après M. de), 499.
 Leroy-Beaulieu (Le droit de propriété d'après M.), 497.
 Libyens (Le commerce chez les), 452.
 Lion (Territoire de chasse du), 5.
 Loi (La) des Douze Tables, 342.
 Lois somptuaires en Grèce, 334.
 Lombardie (Communautés agricoles en), 381.
 Longévité des Touâreg, 243.
 Lorraine (Progrès de la grande propriété en), 488.
 Lycurgue (L'allotement de), 331.

M

- Magasins communs chez les Nagas, 134.
 — publics au Pérou, 184, 185.
 Maisons communes des Iroquois, 60.
 — — des Omahas, 62.
 — — chez les Esquimaux, 70.
 — — à l'île de Pâques, 81.
 — — à Uliétéa, 81.
 — — chez les Chalikata-Michmis, 133.
 — — chez les Singphos, 134.
 — — chez les Tihours, 134.
 — — aux îles Carolines, 144.
 — — des Guanches, 240, 241.
 Malaisie (La propriété familiale en), 142.
 — (La monarchie en), 145.
 — (La féodalité en), 146.
 — (L'esclavage en), 147, 148.
 — (Le servage en), 148.
 — (Les clans en), 149.
 — (Genèse de la propriété individuelle en), 150, 151.
 — (La communauté de village en), 151.
 — (L'héritage en), 429, 430.
 Mancipation (La) à Rome, 348, 349.
Mancipi (Propriété) chez les animaux, 4.
 Mariage chez les Peaux-Rouges, 63.
 — (Le) par *Ambel-Ana* en Malaisie, 149.
 — administratif au Pérou, 182.
 — (Le) en Abyssinie, 205.
 Marquises (Le communisme aux îles), 82.

Martin (Le droit de propriété d'après H.), 498.
Menhirs (Les) kabyles, 433.
Métiers (Les) en Chine, 224.
 — (Corporation de) dans l'Inde, 303.
Mexique (Origine de la civilisation du), 167, 169.
 — (La propriété au), 169.
 — (Succession des civilisations au), 169, 170.
 — (L'évolution de la civilisation au), 170.
 — (La féodalité au), 170, 173.
 — (La propriété commune au), 172, 173.
 — (Survivances communautaires au), 172, 173.
 — (L'agriculture au), 174.
 — (L'antropophagie au), 175.
 — (Le servage au), 175.
 — (L'esclavage au), 176.
 — (Le commerce au), 177.
 — (Le domaine éminent de l'empereur au), 177.
 — (Les impôts au), 177.
 — (L'évolution sociale au) et au Pérou, 185, 186.
 — (Poussière d'or servant de monnaie au), 472.
 — (Monnaie métallique en forme de T au), 472).
Mir (Le) slave, 384, 385, 387, 392.
Mir slave (La propriété familiale dans le), 387.
Mir (L'héritage dans le) russe, 442.
Missions du Paraguay, 55, 56.
Monarchie (Genèse de la) chez les Peaux-Rouges, 80.
Mongols (La propriété chez les), 139.
 — (Survivances communautaires chez les), 139.
 — (Esprit de solidarité chez les), 139, 140.
Monarchie (La) en Malaisie, 145.
 — (La) au Pérou, 179.
 — barbare en Abyssinie, 202.
 — (La) chez les Guanches, 239.
Monarchies barbares (La propriété dans les grandes), 165, 166.
 — — (Origine des grandes), 165, 166.
 — (Les) védiques, 292.
Monnaie métallique chez les Hébreux, 279.
 — (La), 450.
 — (De la), 467.
 — (Le sel, comme) en Afrique, 468.
 — (Perles servant de) en Afrique, 469.
 — (Laiton servant de) en Afrique, 470.

Monnaie (Etoffes servant de) en Afrique, 470.
 — (Coquillages servant de) chez les Chinouks, 471.
 — (Poussière d'or, servant de) en Nubie, 472.
 — (—) au Mexique, 472.
 — métallique en forme de T au Mexique, 472.
 — (Plumes rouges servant de) en Polynésie, 472.
 — (Clous servant de) en Polynésie, 472.
 — d'étain chez les Atchinois, 472.
 — (La) en Chine, 473.
 — (La) chez les Hébreux, 473.
 — (La) fiduciaire à Carthage, 474.
 — d'or dans l'Inde, 474.
 — (Bétail servant de) dans la Grèce primitive, 474.
 — de fer à Sparte, 474.
 — (La vache servant de) dans la Rome primitive, 475.
Morbihan (Les charrois dans le), 382.

N

Nabatéens (L'agriculture interdite chez les), 264.
 — (Les) nomades, 264.
Nagas (Magasins communs chez les), 134.
Natchez (Tribu monarchique des), 79.
Nairs polyandriques (La propriété chez les), 136.
Nègres d'Afrique (La propriété chez les), 106.
Néo-Calédoniens (Le commerce chez les), 453.
Nomes (Répartition du sol dans les) égyptiens, 194.
Noutka-Colombiens (La propriété chez les), 58.
 — — (L'esclavage chez les), 77, 78.
 — — (Genèse de l'aristocratie chez les), 78.
Nouvelle-Calédonie (Le pouvoir du chef à la), 97.
 — — (Le chef héréditaire à la), 97.
 — — (Le domaine éminent du chef à la), 97, 98.
 — — (Le droit de propriété à la), 98.
 — — (Propriété commune du territoire à la), 98.
 — — (Propriété commune des champs cultivés à la), 99.
 — — (L'allotement à la), 99.
 — — (Socialisme d'État à la), 100.

Nouvelle-Zélande (Le communisme à la), 82.
 — (Magasins communs à la), 83.
 — (Domaine éminent des chefs à la), 84, 85.
 — (Travaux agricoles des femmes à la), 85, 86.
 — (L'agriculture extensive à la), 86.
 — (La propriété mobilière à la), 87.
 — (Les champs propriété personnelle à la), 87, 88.
 Nubie (Poussière d'or servant de monnaie en), 472.
 Nubiens (Le commerce chez les), 452.

O

Offrandes (Les) votives aux morts, 418.
 Oiseaux (District de chasse des), 5.
 — (Aliments d'épargne des), 10.
 — (Nids des), 10.
 — (Nids permanents des), 10.
 — (Habitations collectives des), 11.
 Omahas (Réglementation de la chasse chez les), 62.
 — (Organisation de la tribu chez les), 62.
 — (Maisons communes des), 61.
 — (Propriété commune du territoire chez les), 61.
 Origines (Les) sociales de la Grèce, 313, 314.
 Osiris (La légende d'), 207.
 Otomagues (Organisation des tribus), 53, 54.
 Ouvrier (Sort de l') en Grèce, 326.

P

Padam (L'agriculture chez les), 134.
 Paloas (La propriété aux îles), 143.
 Panchaia (Le communisme dans l'île), 264.
 Pâques (Maisons communes à l'île de), 81.
 Paraguay (Missions du), 55, 56.
 Parasitisme social (Loi du) chez les animaux, 19, 20.
 — (Parallèle du) chez les animaux et les hommes, 19.
Pater familias (Le) à Rome, 340, 343.
 Paupérisme (Le) en France, 492.
 Pays de Galles (Les clans dans le), 375.
 Peaux-Rouges (Agriculture des), 61.
 — (Mariage chez les), 63.
 — (Propriété personnelle chez les), 64.

Peaux-Rouges (Propriété collective chez les), 64.
 — (Sentiments de solidarité chez les), 67, 69.
 — (La solidarité chez les), 74.
 — (Genèse de l'aristocratie chez les), 80.
 — (Genèse de la monarchie chez les), 80.
Peculium (Le) romain, 344.
 — (L'héritage chez les), 420.
 — (Le commerce chez les), 451, 453.
 Perles servant de monnaie en Afrique, 469.
 Pérou (Origine de la civilisation du), 167, 169.
 — (La propriété dans l'ancien), 179.
 — (La monarchie au), 179.
 — (Communisme d'Etat au), 180, 185.
 — (Travaux agricoles obligatoires au), 181.
 — (Mariage administratif au), 182.
 — (L'allotement au), 182.
 — (L'industrie par réquisition au), 182, 183, 184.
 — (Travail industriel obligatoire au), 183, 184.
 — (Magasins publics au), 184, 185.
 — (L'évolution sociale au) et au Mexique, 185, 186.
 — (Valeur sociologique du communisme du), 187, 189.
 Perse (La propriété en), 307.
 — ancienne (L'agriculture dans la), 307.
 — (La communauté de village en), 308, 309.
 Phallotomie (La) en Abyssinie, 207, 209.
 — (La) en Égypte, 208.
 Piraterie (La) chez les Touâreg, 248.
 — (La) en Grèce, 324.
 Polyandres (L'héritage chez les) de l'Inde, 423, 424.
 Polyandrie (La) fraternelle chez les Bhots, 137.
 Polynésie (Organisation aristocratique en), 83.
 — (Régime aristocratique de la propriété en), 83.
 — (Droits de propriété des chefs en), 84.
 — (La propriété privée en), 88.
 — (Le droit de propriété en), 89, 90.
 — (L'allotement en), 91.
 — (Le droit de propriété en), 92, 94.

Polynésie (Plumes rouges servant de monnaie en), 472.
 — (Clous servant de monnaie en), 472.
 Population (Croît excessif de la) à Java, 160.
 — (Raisons économiques du croît de la), 164.
 — urbaine (Accroissement de la) en France, 491.
 — industrielle (La) en France, 491.
 — (La) agricole en Europe, 491.
 Préhistoire (La) en Égypte, 199.
 Premier-né (Le sacrifice du) chez les Hébreux, 278.
 Prêtres (L'avidité des) védiques, 288.
 Primitifs (Le conservatisme des), 73.
 — États barbares (L'héritage dans les), 426.
 Proletariat (Le) dans la *dessa* javanaise, 154.
 Propriété chez les animaux, 1.
 — (Instinct de la), 2.
 — (Genèse de l'instinct de la), 3.
 — éphémère chez les animaux, 4.
 — territoriale chez les animaux, 5.
 — de l'habitation, 7.
 — bâtie chez les animaux, 9.
 — (La) et le vol, 23, 24.
 — (L'instinct de la) et l'avarice, 25.
 — (L'instinct de la) et la jalousie, 25.
 — (La) dans les hordes et tribus primitives, 28.
 — (La) et l'organisation politique, 28.
 — (Stades de l'étude de la), 29.
 — (La) chez les *Fuégiens*, 32.
 — (La) chez les hordes anarchiques, 29.
 — égalitaire chez les *Fuégiens*, 33.
 — (La) en Australie, 34.
 — (La) commune en Australie, 36.
 — (La) personnelle chez les Australiens, 36.
 — (Droit de) sur les femmes en Australie, 43.
 — personnelle détruite à la mort chez les Australiens, 37.
 — (La) du sol chez les Australiens, 45, 46.
 — (Le droit de) sur les femmes, 44.
 — (La) chez les animaux et les primitifs, 47.
 — dans les tribus républicaines, 52.
 — chez les Indiens de l'Amérique méridionale, 53.
 — (La) chez les tribus de l'Orénoque, 54.
 — (La) chez les *Peaux-Rouges*, 57.

Propriété (La) collective chez les *Noutka-Colombiens*, 58.
 — individuelle chez les *Noutka-Colombiens*, 58.
 — (La) individuelle chez les *Noutka-Colombiens*, 58, 59.
 — (La) funéraire chez les *Colombiens*, 59.
 — commune du territoire chez les *Omahas*, 61.
 — personnelle (Genèse de la) chez les *Peaux-Rouges*, 64.
 — collective chez les *Peaux-Rouges*, 64.
 — (La) chez les *Esquimaux*, 69.
 — personnelle (La) au *Kamtchatka*, 70.
 — (La) funéraire au *Kamtchatka*, 70, 71.
 — (La) commune chez les *Esquimaux*, 71.
 — (La) dans les tribus monarchiques, 76.
 — (Organisation aristocratique de la) en Polynésie, 83.
 — (Droits de) des chefs en Polynésie, 83, 84.
 — (La) personnelle des champs cultivés à la Nouvelle-Zélande, 87, 88.
 — (La) mobilière à la Nouvelle-Zélande, 87.
 — (La) privée en Polynésie, 88.
 — (Le droit de) en Polynésie, 89, 90, 92, 94.
 — individuelle (Le germe psychique de la), 94.
 — (Le droit de) à la Nouvelle-Calédonie, 98.
 — commune du territoire à la Nouvelle-Calédonie, 98.
 — — des champs cultivés à la Nouvelle-Calédonie, 99.
 — (La) chez les *Hottentots*, 102.
 — (La) chez les *nègres d'Afrique*, 106.
 — (La) mobilière au *Gabon*, 107, 108.
 — funéraire en *Cafrerie*, 113.
 — (La) individuelle en *Cafrerie*, 115.
 — individuelle (Genèse de la), 116, 119.
 — (La) dans les tribus monarchiques, 120.
 — (Droit de) du roi sur les sujets en *Afrique*, 123, 129.
 — (Trois espèces de) dans l'*Afrique équatoriale*, 125, 126.
 — (Amour féroce de la) dans l'*Afrique équatoriale*, 127, 130.

Propriété (La) chez les Nairs, 136.
 — (La) chez les Bhots polyandriques, 136.
 — (La) chez les Mongols, 139.
 — (La) individuelle en pays sauvage, 140, 141.
 — (La) familiale en Malaisie, 142.
 — (La) chez les Malais et les insulaires mongoloïdes, 142.
 — (La) commune et la propriété privée, 148.
 — (La) du clan à Sumatra, 150.
 — individuelle (Genèse de la) en Malaisie, 150, 151.
 — (La) privée dans la *dessa* javanaise, 152.
 — (La) commune dans la *dessa* javanaise, 152.
 — (La) usufruitière dans la *dessa* javanaise, 155.
 — (La) en Afrique et à Java, 161.
 — (La) dans les grandes monarchies barbares, 165.
 — (La) au Mexique, 169.
 — (La) commune au Mexique, 172, 173.
 — (La) dans l'ancien Pérou, 179.
 — (La) dans l'Égypte ancienne et en Abyssinie, 190.
 — (La) en Abyssinie, 200.
 — (La) en Chine, en Indo-Chine et au Japon, 212.
 — (La) foncière en Chine, 212.
 — privée (Fondation de la) en Chine, 215.
 — (La) communautaire en Chine, 221.
 — (La) mobilière en Chine, 222.
 — (La) au Japon, 227.
 — (La) familiale au Japon, 228.
 — (La) en Indo-Chine, 229.
 — (La) familiale en Annam, 230.
 — familiale (Valeur sociologique de la), 231, 234.
 — (La) chez les Berbères, 235.
 — (La) chez les Berbères canariens, 238.
 — (La) chez les Guanches, 238.
 — (La) chez les Touâreg, 241.
 — (La) foncière chez les Touâreg, 244.
 — (La) mobilière chez les Touâreg, 244.
 — (La) communautaire chez les Touâreg, 247.
 — (La) chez les Kabyles, 249.
 — (La) privée chez les Kabyles, 250.
 — (La) arboricole chez les Kabyles, 250.
 — (La) chez les Arabes, 262.

Propriété (La) à Carthage, 263, 264.
 — (L'évolution de la) chez les Berbères, 260, 261.
 — (La) chez les Sémites, 262.
 — (La) chez les Hébreux, 274.
 — (La) primitive chez les Hébreux, 276.
 — (L'évolution de la) chez les Sémites, 283.
 — (La) chez les Aryens d'Asie, 286.
 — (La) chez les Aryas védiques, 289, 290.
 — (La) dans l'Inde brahmanique, 291.
 — (La) inaliénable dans l'Inde, 297.
 — commune dans les tribus afghanes, 307.
 — (La) en Perse, 307.
 — (La) dans la Grèce antique, 312.
 — (La) foncière en Grèce, 319.
 — (La) commune en Grèce, 319.
 — (La) inaliénable en Grèce, 320.
 — (La) mobilière en Grèce, 324.
 — (Abus de la) à Athènes, 327.
 — individuelle (Fondation de la) à Athènes, 328.
 — (La grande) en Laconie, 329.
 — (La) communautaire en Grèce, 330.
 — (L'évolution de la) en Grèce, 335.
 — (La) dans la Rome antique, 338.
 — (La) commune chez les Romains, 340.
 — (La) familiale à Rome, 340.
 — immobilière privée (Fondation de la) à Rome, 345.
 — (La) quiritaire à Rome, 347.
 — (L'Évolution du droit de) à Rome, 351.
 — (La) dans l'Europe barbare, 365.
 — (La) chez les Basques, 367.
 — (La) chez les Ibères, 367.
 — (La) familiale chez les Basques, 368.
 — (La) chez les Celtes, 368.
 — individuelle (Origine de la) en Irlande, 372.
 — (Évolution de la) en Irlande, 375.
 — (Évolution de la) dans les clans gaulois, 376.
 — (La) chez les Germains, 376.
 — (La) commune dans les clans germains, 377.
 — (La) familiale en Germanie, 377.
 — (La) commune dans l'Europe moderne, 379.
 — (La) commune des *Allmenden* en Suisse, 379, 380, 381.
 — (La) chez les Slaves, 383.
 — (La) familiale dans le *mir* slave, 387.

- Propriété (La) en régime féodal, 394.
 — (La) féodale, 399.
 — féodale (Évolution de la), 403.
 — (Transmission de la) féodale, 408.
 — (La) mobilière dans la féodalité, 411.
 — (Le passé et l'avenir de la), 476.
 — (L'idéalisation de la), 475.
 — individuelle (L'origine de la), 477.
 — héréditaire (Origine de la), 481.
 — (Abus de la grande) en Angleterre, 488.
 — (Progrès de la grande) en Autriche, 488.
 — (Progrès de la grande) en Lorraine, 488.
 — (La grande) en France, 489.
 — (La petite) en France, 489.
 — (Répartition de la) en France, 489, 490.
 — mobilière (Le chiffre de la) en France, 492.
 — (L'avenir du droit de), 497.
 — (Le droit de) d'après saint Ambroise, 497.
 — (Le droit de) d'après Bossuet, 497.
 — (Le droit de) d'après M. Leroy-Beaulieu, 497.
 — (Le droit de) d'après Henri Martin, 498.
 — (Le droit de) d'après H. Spencer, 498.
 — (L'avenir du droit de) d'après J. Fichte, 499.
 — (L'avenir du droit de) d'après M. de Laveleye, 499.
 Protectionnisme (Le) en Grèce, 325.
 — (Le) en Égypte, 455.
 — (Le) à Carthage, 456.
 — (Le) en Grèce, 456.
 — (Le) à Rome, 457.
 — (Le) dans l'Inde, 458.
 — (Le) au moyen âge, 459.
 Pueblos (Les) du Nouveau-Mexique, 64, 66.
 — (Genèse des), 66.

Q

- Quint (Le droit du) chez les Arabes, 268.

R

- Races (Les) de l'Afrique, 101, 102.
 — (La hiérarchie des), 235, 236.
 — (Les) dans l'Europe barbare, 366.
 Razzias dans l'Afrique équatoriale, 128.

- Recommandation (La) féodale, 402.
 Relief (Le droit de), 409.
 Renard (Terrier du), 7.
 Repas (Les) communs à Sparte, 331, 332.
 — (Les) communs en Crète, 332.
 Res mancipi (Les) à Rome, 348.
 Révolution française (Affranchissement de la propriété par la), 415.
 Riche (Devoirs du) dans l'Inde, 305, 306.
 Roi (Domaine éminent du) en Cafrerie, 116.
 — (Domaine éminent du) dans l'Afrique équatoriale, 122.
 — (Le) propriétaire de ses sujets en Afrique, 123.
 — (Le) propriétaire du sol en Afrique, 124.
 — (Le domaine éminent du) aux îles Palaos, 143.
 — (Domaine éminent du) en Malaisie, 146.
 — (Despotisme du) en Égypte, 192.
 — (Vénération pour le) en Éthiopie, 201.
 — brahmanique (Le), 292, 293.
 — — (Le domaine éminent du), 293, 294.
 Rois (Le domaine éminent des) au Foutah-Djallon, 105.
 — despotiques en Cafrerie, 112.
 Rome (La propriété dans la), antique 338.
 — (Les âges primitifs de), 338.
 — (La propriété commune à), 340.
 — (Les clans à), 340.
 — (L'ager publicus à), 340, 344.
 — (La famille à), 340, 343.
 — (Le pater familias à), 340, 343.
 — (Le peculium à), 344.
 — (Fondation de la propriété personnelle à), 345.
 — (Origine du testament à), 345.
 — (La propriété quiritaire à), 347.
 — (Les res mancipi à), 348.
 — (La mancipation à), 348, 349.
 — (Le testament à), 350, 351.
 — (L'Évolution du droit de propriété à), 351.
 — (La dot à), 353.
 — (Les latifundia à), 354, 355.
 — (L'agriculture servile à), 356.
 — (La dépopulation des campagnes à), 356.
 — (Les agri deserti à), 356, 357.
 — (L'esclavage à), 359, 360.
 — (Les origines du colonat à), 360, 361.
 — (Ce qui causa la ruine de), 362, 361.

Rome (L'héritage des gentils à), 439.
 — (Droits successoraux des femmes à), 440.
 — (Le testament à), 446.
 — (Le protectionnisme à), 457.
 — (Le commerce à), 457, 458.
 — (L'usure à), 466.
 — (Taux de l'intérêt à), 466.
 — primitive (La vache servant de monnaie dans la), 475.
 Rongeurs (Aliments d'épargne chez les), 9.
 Russie (Les communautés de village en), 384.
 — (La commune par lots en), 391.
 — (Etablissement du servage en), 392.
 — (Droits du créancier dans l'ancienne), 460.
 Rythmes (Les) sociologiques, 500.

S

Sabbat (Le) chez les Hébreux, 280.
 Salaires (Les) en Chine, 224, 225.
 Salariés (le nombre des) en France, 493.
 Samoa (Le communisme à), 82.
 Sapèque (La) chinoise à Java, 473.
 — (La) en Chine, 473.
 Sauneys (Les) cafres, 114.
 Sauvages (Propriété des territoires de chasse chez les), 7.
 Sel (Le), monnaie en Afrique, 468.
 Sémites (La propriété chez les), 262.
 — (L'évolution de la propriété chez les), 283.
 — (L'héritage chez les), 430, 431.
 Serfs (L'affranchissement des) dans la féodalité, 414, 415.
 Servage (Le) en Malaisie, 148.
 — (Le) au Mexique, 175.
 — (Le) chez les Touâreg, 243.
 — (Etablissement du) en Russie, 392.
 — (Le) féodal, 394, 399.
 Sésostris (Allotements de), 193.
 Sicles (Les) hébraïques, 473.
 Singes (Propriété du district chez les), 6.
 Singphos (Maisons communes chez les), 134.
 Slaves (La propriété chez les), 383.
 Sociabilité (La) à Sparte, 333.
 Socialisme (Le) d'Etat à la Nouvelle-Calédonie, 100.
 Société (La) future, 502, 503.
 Solidarité (La) primitive et l'altruisme, 72.
 — (La) chez les sauvages, 74.
 — (La) chez les Peaux-Rouges, 74.

Solidarité (Esprit de) chez les Mongols, 139, 140.
 — (La) chez les Kabyles, 253, 254, 256, 257.
 — (La) chez les Arabes, 266.
 — (La) dans l'Inde, 305.
 — (La) en Irlande, 371.
 Solon (Les dettes dans le code de), 320.
 — (La dot interdite par), 321.
 — (Travail obligatoire dans le code de), 321.
 — (Le testament autorisé par), 321.
 — (L'impôt progressif établi par), 322.
 — (Lamentations de), 327.
 — (L'héritage d'après les lois de), 439.
 Sparte (L'allotement de Lycurgue à), 331.
 — (Les repas communs à), 331, 332.
 — (La sociabilité à), 333.
 — (Le testament à), 337.
 — (Monnaie de fer à), 474.
 Spencer (Le droit de propriété d'après H.), 498.
Strongylognathus testaceus (Dégénération aristocratique de la fourmi), 19.
 Successions (Progression de la valeur des) en France, 503.
 Suisse (Les *allmenden* communs en), 379, 380, 381.
 Sumatra (La propriété du clan à), 150.
 Survivances communautaires au Mexique, 172, 173.
 Sympathie (Genèse des sentiments de), 75.

T

Table (La) du Soleil chez les Ethiopiens, 202.
 Taël (Le) en Chine, 473.
 Taïti (Le testament à), 91.
 — (Le testament à), 445.
 Talari (Le), monnaie abyssinienne, 471.
 Tanistyr (L'héritage) en Irlande, 372.
 Tasmaniens (Territoire de chasse chez les), 35.
 Termites (Nids des), 20.
 — (Aliments d'épargne chez les), 20.
 Terre (La) salique en Germanie, 377.
 Terriers des animaux (7-9).
 Testament (Le) à Taïti, 91.
 — (Le) autorisé par Solon, 321.
 — (Le) à Sparte, 327.
 — (Origine du) à Rome, 345.
 — (Le) à Rome, 350, 351.
 — (Limitation du) à Rome, 353.
 — (Du), 444, 447.
 — (Le) à Taïti, 445.
 — (Le) en Kabylie, 445.

- Testament (Le) en Grèce, 446.
 — (Le) à Rome, 446.
 — (Le) inconnu à l'Europe barbare, 446.
 Théocratie (La) dans l'Inde, 295.
 Tibérius Gracchus (Essai de réforme de), 355.
 Tihours (Maisons communes chez les), 134.
 Traite des enfants en Afrique, 108.
 Travail industriel obligatoire au Pérou, 183, 184.
 — obligatoire en Égypte, 195.
 — (Le) obligatoire dans le code de Solon, 321.
 — (Journées de) homicide, 493.
 Touàreg (La propriété chez les), 241.
 — (La tribu chez les), 242.
 — (Longévité des), 243.
 — (Le servage chez les), 243.
 — (L'esclavage chez les), 243.
 — (La famille chez les), 244.
 — (La propriété foncière chez les), 244.
 — (La propriété mobilière chez les), 244.
 — (Situation privilégiée de la femme chez les), 245, 246.
 — (La propriété communautaire chez les), 247.
 — (Probité des), 247, 248.
 — (La piraterie chez les), 248.
 — (La Marseillaise de la *razzia* chez les), 248.
 — (L'héritage chez les), 428, 429.
 Tribu (La) en Cafrerie, 15.
 — monarchique de Natchez, 79.
 — (La) monarchique à l'état naissant, 104.
 — (La) monarchique au Gabon, 105.
 — monarchique (Organisation de la) au Gabon, 105.
 — (La) monarchique en plein épanouissement, 112.
 — (La) républicaine chez les Turcomans, 138.
 — (La) chez les Touàreg, 242.
 — (La) monarchique chez les Arabes antéislamiques, 265.
 — arabe (Organisation de la), 266.
 — (La) irlandaise, 370.
 Tribus (L'héritage dans les), 417.
 — républicaines (Propriété dans les), 52.
 — — (La propriété dans les), 52.
 Tribus otomaques (Organisation des), 53, 54.
 — de l'Orénoque (La propriété chez les), 54.
 — monarchiques (La propriété dans les), 76.
 — monarchiques (Propriété dans les), 120.
 — aborigènes du Bengale, 131.
 — (Les) mongoles, 138.
 — (Les) védiques, 287.
 — afghanes (Propriété commune dans les), 307.
 Turcomans (La tribu républicaine chez les), 138.

U

- Uliétéa (Maison commune à), 81.
 Usure (L') interdite chez les Arabes, 272.
 — (L') interdite par le Koran, 463.
 — (L') défendue par la Bible, 463.
 — (L') à Rome, 466.
 — (L') en Grèce, 465.
 Utopie (La république d'), 500, 501.

V

- Vaccéens (La propriété chez les), 367.
 Valeur (La) sociologique du communisme péruvien, 187, 189.
 Veillée (La) *Dharna* dans l'Inde, 462.
Vendetta (La) chez les Arabes, 273.
 Veuve (Exhérédation de la) dans l'Inde, 437.
 Vol (L'instinct du) connexe à celui de la propriété, 21.
 — (Le) et la jalousie, 23.
 — (Le) chez les fourmis, 24.
 — (Le) chez les abeilles, 24.
 — (Le) chez les corbeaux, 25.
 — (Le) chez les chiens, 25.
 — (Le) chez les Arabes, 274.

W

- Wagouf* ou biens de la communauté chez les Arabes, 269.

Y

- Yolloffs (L'allotement chez les), 130.

Z

- Zadrouga* (La) serbe, 390.

FIN DE LA TABLE ANALYTIQUE.